Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Département du Nord

Arrondissement de LILLE

**DELIBERATION CC_2024_008**

OBJET :

**COMMISSION 1 - MOBILITE - AMENAGEMENT - ADS**

**PLUI**

***PLU de MERIGNIES : Approbation de la modification de droit commun n° 3***

**Présents au vote de la délibération :**

Titulaires et suppléants présents : 38
Procurations : 7

**Nombre de votants : 45**

# Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT

## EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mille vingt quatre, le cinq février à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la communauté de communes Pévèle Carembault s'est réuni à Pont-à-Marcq sous la présidence de M. Luc FOUTRY, Président pour la tenue de la session ordinaire, suite à la convocation faite le 23 janvier 2024, conformément à la loi.

**Présents :**
Luc FOUTRY, Marie CIETERS, Bernard CHOCRAUX, Michel DUPONT, Bruno RUSINEK, Benjamin DUMORTIER, Bernadette SION, Jean-Louis DAUCHY, Didier DALLOY, Guy SCHRYVE, José ROUCOU, Philippe DELCOURT, Thierry BRIDAULT, Franck SARRE, Frédéric PRADALIER, Olivier VERCRUYSSE, Patrick LEMAIRE, Pascal FROMONT, Marion DUBOIS, Anne WAUQUIER, Régis BUE, Isabelle LEMOINE, Marcel PROCUREUR, Thierry DEPOORTERE, Paul DHALLEWYN, François-Hubert DESCAMPS, Christian DEVAUX, Pascal DELPLANQUE, Ludovic ROHART, Carine GAU, Michel PIQUET, Valérie NEIRYNCK, Luc MONNET, Nathalie DEBIEVE, Michel MAILLARD, Guillaume FLUET, Alain DUCHESNE, Jean-Luc LEFEBVRE

**Ont donné pouvoir :**
Joëlle DUPRIEZ, procuration à Luc MONNET
Arnaud HOTTIN, procuration à Bernard CHOCRAUX
Nadège BOURGHELLE-KOS, procuration à Luc FOUTRY
Sylvain CLEMENT, procuration à Michel DUPONT
Frédéric MINET, procuration à Benjamin DUMORTIER
Thierry LAZARO, procuration à Marie CIETERS
Alain BOS, procuration à Thierry DEPOORTERE

**Absents excusés :**
Cathy POIDEVIN, Vinciane FABER, Anne-Sabine PLAYS, Gilda GRIVON, Frédéric SZYMCZAK, Coralie SEILLIER, Didier WIBAUX

**Secrétaire de Séance :** Valérie NEIRYNCK

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

*CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 5 février 2024*

*Délibération CC_2024_013*

## COMMISSION 1 – MOBILITE – AMENAGEMENT – ADS

## PLUI

### *PLU de MERIGNIES : Approbation de la modification de droit commun n° 3*

**Le Conseil Communautaire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de MERIGNIES, approuvé par le conseil municipal le 9 février 2017 et ayant fait l'objet d'une première modification, approuvée le 28 février 2019, suivie d'une mise en compatibilité, approuvée le 12 septembre 2019 puis d'une seconde modification, approuvée le 21 janvier 2021 ;

Vu l'Arrêté Préfectoral du 3 août 2021 portant transfert de la compétence PLU à la Pévèle Carembault au 1er juillet 2021 ;

Vu la Délibération du conseil communautaire du 27 mars 2023 prescrivant la modification n°3 du PLU de MERIGNIES et fixant ses objectifs ;

Vu le courrier de la Mission Régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Hauts-de-France en date du 19 septembre 2023 informant de l'absence d'avis de la MRAe sur cette procédure ;

Vu les Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) auxquelles le projet a été notifié, conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme ;

Vu la Décision du Président du Tribunal Administratif de Lille en date du 16 octobre 2023 désignant Monsieur Michel SUAREZ en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu l'Arrêté ADGM_2023_035 du 26 octobre 2023 pris par Monsieur le Vice-président à l'aménagement de la communauté de communes Pévèle Carembault fixant les dates et les modalités d'organisation de l'enquête publique ;

Vu l'enquête publique, s'étant déroulée du 13 novembre au 13 décembre 2023 inclus, conformément à l'article L153-41 du code de l'urbanisme

Vu le Rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur, remis le 5 janvier 2024 ;

Vu les pièces du dossier ;

*Vu l'avis de la Commission 1 - Aménagement, mobilité et ADS lors de sa séance du 24 janvier 2024.*

A la demande de la commune de MERIGNIES, le Conseil communautaire a prescrit, le 27 mars 2023, le lancement d'une procédure de modification de droit commun du PLU communal portant, pour rappel, sur les objets suivants :

- La rectification d'une erreur de zonage.
- La suppression d'un emplacement réservé n'ayant plus d'utilité.
- Un changement de zonage au lieu-dit « La Croisette » afin de refaire passer des parcelles actuellement cultivées en agricole.

Suite à la transmission du projet de modification à la MRAe des Hauts-de-France, celle-ci a informé Pévèle Carembault, par un courrier en date du 19 septembre 2023, qu'elle ne rendrait pas d'avis sur cette procédure.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le dossier a ensuite été notifié aux Personnes Publiques Associées afin qu'elles en soient informées et puissent formuler leurs éventuelles remarques sur le projet.

Après la notification aux PPA, une enquête publique s'est déroulée du 13 novembre au 13 décembre 2023 inclus. Elle a permis au public de prendre connaissance du projet et de faire part de ses demandes et/ou observations.

Le 5 janvier 2024, Monsieur Michel SUAREZ, commissaire enquêteur, a remis son rapport et ses conclusions favorables au projet de modification. Le dossier n'a pas fait l'objet d'ajustements suite à sa notification aux Personnes Publiques Associées et à sa mise à enquête publique et est donc prêt à être approuvé.

Ouï l'exposé de son Président,
APRES EN AVOIR DELIBERE, le conseil communautaire :

**DECIDE (par 45 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION SUR 45 VOTANTS) :**

- ***D'approuver la modification de droit commun n° 3 du PLU de MERIGNIES.***

Ont signé au registre des délibérations les membres du Conseil Communautaire repris ci-dessus.
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PÉVÈLE CAREMBAULT

Pour extrait conforme,
Le Président,

Luc FOUTRY

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Département du Nord

Arrondissement de LILLE

**DELIBERATION CC_2023_033**

**OBJET :**

**COMMISSION 1 – MOBILITE – AMENAGEMENT – ADS**

**PLUI**

***Lancement et objectifs de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de MERIGNIES***

**Présents au vote de la délibération :**

Titulaires et suppléants présents : 34
Procurations : 13

**Nombre de votants : 47**

# Communauté de communes P[illegible]

## EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mille vingt trois, le vingt sept mars à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la communauté de communes Pévèle Carembault s'est réuni à Pont-à-Marcq sous la présidence de Monsieur Prénom NOM, Titre pour la tenue de la session ordinaire, suite à la convocation faite le 20 mars 2023, conformément à la loi.

**Présents :**
Luc FOUTRY, Marie CIETERS, Michel DUPONT, Joëlle DUPRIEZ, Bruno RUSINEK, Arnaud HOTTIN, Benjamin DUMORTIER, Sylvain CLEMENT, Bernadette SION, Jean-Louis DAUCHY, Didier DALLOY, José ROUCOU, Philippe DELCOURT, Franck SARRE, Frédéric PRADALIER, Olivier VERCRUYSSE, Patrick LEMAIRE, Pascal FROMONT, Marion DUBOIS, Frédéric MINET, Anne WAUQUIER, Régis BUE, Isabelle LEMOINE, Marcel PROCUREUR, Gérard ODOU, Paul DHALLEWYN, Christian DEVAUX, Pascal DELPLANQUE, Ludovic ROHART, Michel PIQUET, Valérie NEIRYNCK, Alain DUCHESNE, Alain BOS, Jean-Luc LEFEBVRE

**Ont donné pouvoir :**
Bernard CHOCRAUX, procuration à Michel DUPONT
Nadège BOURGHELLE-KOS, procuration à Sylvain CLEMENT
Guy SCHRYVE, procuration à Frédéric PRADALIER
Thierry BRIDAULT, procuration à Ludovic ROHART
Murielle RAMBURE, procuration à Marie CIETERS
Thierry DEPOORTERE, procuration à Alain BOS
François-Hubert DESCAMPS, procuration à Arnaud HOTTIN
Sylvain PEREZ, procuration à Luc FOUTRY
Carine GAU, procuration à Michel PIQUET
Gilda GRIVON, procuration à Olivier VERCRUYSSE
Frédéric SZYMCZAK, procuration à Jean-Luc LEFEBVRE
Didier WIBAUX, procuration à Bruno RUSINEK
Luc MONNET, procuration à Joëlle DUPRIEZ

**Absents excusés :**
Yves LEFEBVRE, Coralie SEILLIER, Thierry LAZARO, Michel MAILLARD, Jean-Paul VERHELLEN

**Secrétaire de Séance :** Valérie NEIRYNCK

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

*CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 27 mars 2023*

*Délibération CC_2023_033*

## COMMISSION 1 – MOBILITE – AMENAGEMENT – ADS

## PLUI

## *Lancement et objectifs de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de MERIGNIES*

**Le Conseil Communautaire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-45 à L.153-48 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de MERIGNIES, approuvé par le conseil municipal le 9 février 2017 et ayant fait l'objet d'une première modification, approuvée le 28 février 2019, suivie d'une mise en compatibilité, approuvée le 12 septembre 2019 puis d'une seconde modification, approuvée le 21 janvier 2021 ;

Vu l'Arrêté Préfectoral du 3 août 2021 portant transfert de la compétence PLU à la communauté de communes Pévèle Carembault au 1er juillet 2021 ;

*Vu l'avis de la Commission 1 - Aménagement, mobilité et ADS lors de sa séance du 3 mars 2023.*

La commune de MERIGNIES a sollicité les services de Pévèle Carembault afin que soit engagée une procédure d'évolution de son Plan Local d'Urbanisme pour les objets suivants :

- La rectification d'une erreur de zonage.
- La suppression d'un emplacement réservé n'ayant plus d'utilité.
- Un changement de zonage au lieu-dit « La Croisette » afin de refaire passer des parcelles actuellement cultivées et classées en secteur Ne en zonage agricole.

Après analyse par les services intercommunaux et consultation des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Nord, le lancement d'une procédure de modification de droit commun sur le PLU de MERIGNIES est à privilégier pour donner suite à ces demandes.

Ainsi, après saisine de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) et notification du projet aux Personnes Publiques Associées (PPA), une enquête publique sera organisée dans les conditions fixées par le code de l'urbanisme et le code de l'environnement. Elle permettra de consulter et d'associer le public à cette procédure, dans les conditions établies en concertation avec le commissaire enquêteur nommé par le Tribunal Administratif.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de PLU modifié, éventuellement amendé pour tenir compte des avis de la MRAe, des PPA, des observations du public exprimées pendant l'enquête et des conclusions du commissaire enquêteur, sera présenté au conseil communautaire qui sera appelé à délibérer sur son approbation.

Ouï l'exposé de son Président,
APRES EN AVOIR DELIBERE, le conseil communautaire :

**DECIDE (par 47 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION SUR 47 VOTANTS) :**

- ***De prescrire le lancement de la modification de droit commun n°3 du PLU de MERIGNIES conformément aux objectifs tels que définis ci-dessus,***

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- ***De laisser l'initiative à Monsieur le Président d'engager et*** ***modification du PLU.***

Ont signé au registre des délibérations les membres du Conseil Communautaire repris ci-dessus.
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le Président,

**Luc FOUTRY**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# Modification de droit commun
# Commune de Mérignies

## *Notice explicative*

| | |
|---|---|
| Prescrit le : | 27 mars 2023 |
| Approuvé le : | 05 février 2024 |

Vu pour être annexé à la délibération du 05/02/2024
Luc FOUTRY, Président

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES * PÉVÈLE CAREMBAULT *

**SAS UrbYcom - Aménagement & Urbanisme**
**Rue de la Calypso**
**85 Espace Neptune**
**62110 HENIN-BEAUMONT**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Sommaire

*Sommaire* ..... 2
*Préambule* ..... 3
I. La procédure de modification de droit commun ..... 3
1. Déroulement de la procédure ..... 4
2. Documents supra-communaux ..... 6
II. Présentation de la commune de Mérignies ..... 7
III. Objets et justifications de la modification du PLU de la commune de Mérignies ..... 10
1. Modification des limites entre la zone UCa (r)et A ..... 10
2. Suppression d'un emplacement réservé ..... 12
3. Déclassement de la partie est du secteur Ne – lieu-dit « La Croisette » ..... 13
a. Préserver l'activité agricole ..... 14
b. Limiter l'artificialisation des sols ..... 14
c. Synthèse des modifications ..... 16
IV. Absence d'atteintes aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ..... 17
V. Absence d'atteinte aux orientations du SCoT de Lille Métropole ..... 22
VI. Impact des modifications sur l'environnement, le paysage et le patrimoine ..... 23
VII. Conclusion ..... 24

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Préambule

## I. La procédure de modification de droit commun

Les procédures d'évolution du PLU ont été profondément remaniées par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012[1], entrée en vigueur le 1er janvier 2013, avec un régime transitoire. Il existe une grande diversité de procédures pour faire évoluer un PLU. Cinq procédures sont aujourd'hui envisageables : la révision générale, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, la révision allégée, la modification de droit commun (avec enquête publique), ou la modification simplifiée (sans enquête publique).

Le code de l'urbanisme prévoit le recours à la procédure de modification à l'article L151-36 dans le contexte suivant : « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application du I de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.* ».

Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016

Selon l'article L.153-41 du code de l'Urbanisme le projet de modification sera soumis à enquête publique dans l'un de ces cas :

- Une majoration de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Une diminution des possibilités de construire ;
- Une réduction de la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

L'article L.153-45 du code de l'Urbanisme distingue une procédure simplifiée en énonçant :

*« La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :*
*1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;*
*2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;*
*3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ;*
*4° Dans les cas prévus au II de l'article L. 153-31.*

*Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas.* ».

La commune de Mérignies dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 janvier 2005. La dernière révision du document a été approuvée le 9 février 2017.

De ce fait, par délibération en date du 27 mars 2023, le conseil communautaire a autorisé le président a engagé par délibération une procédure de modification de droit commun du PLU communal afin de :

- Rectifier une erreur de zonage,

[1] Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- Supprimer un emplacement réservé,
- Déclasser un STECAL naturel au lieu-dit « La Croisette » afin de le classer en zone agricole.

La procédure de modification de droit commun porte donc sur les éléments indiqués ci-dessus. Les modifications engagées ont notamment pour effet de diminuer les possibilités de construire, ce qui justifie le recours à la modification de droit commun. Ceux-ci seront explicités et leur compatibilité avec le PADD et le SCoT seront analysés. La présente notice sera finalisée par une évaluation synthétique des impacts sur l'environnement (analyse complétée par une évaluation environnementale).

## 1. Déroulement de la procédure

Conformément au code de l'Urbanisme, le dossier de modification de droit commun, qui comprend la présente notice explicative et les pièces du PLU modifiées (soit le plan de zonage), sera transmis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) pour un examen au cas par cas.

En effet, la procédure n'est pas concernée par une soumission à l'évaluation environnementale automatique dès lors qu'elle ne permet pas « *la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000* ». **Article R.104-12 du code de l'urbanisme** - Version en vigueur depuis le 16 octobre 2021.

Cet examen va permettre d'analyser les incidences des modifications opérées sur l'environnement et d'émettre un avis sur la nécessité d'une évaluation environnementale. La MRAE dispose d'un délai de 2 mois pour rendre son avis.

Dans le cas où une évaluation environnementale est exigée par la DREAL, le code de l'urbanisme impose dans son article **R.104-23** que l'autorité environnementale soit consultée sur l'évaluation environnementale réalisée. Elle dispose d'un délai de 3 mois, ce qui vient donc allonger la durée de la procédure.

**Article R.104-23** : « *L'autorité environnementale est saisie par la personne publique responsable d'un dossier comprenant :*

*1° Le projet de document ;*

*2° Le rapport environnemental lorsque le document ne comporte pas de rapport de présentation ;*

*3° Les avis rendus sur le projet de document à la date de la saisine.*

*Lorsque la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable est compétente, la personne publique responsable de l'élaboration ou de l'évolution du document d'urbanisme saisit le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) qui prépare et met en forme toutes les informations nécessaires pour que la mission régionale puisse rendre son avis. Le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) informe sans délai la mission régionale de l'autorité environnementale des demandes reçues ».*

Version en vigueur depuis le 16 octobre 2021

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Le dossier de modification de droit commun sera également transmis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles **L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme.**

**Article L.132-7** : « *L'Etat, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'article L. 1231-1 du code des transports, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat, les collectivités territoriales ou les établissements publics mentionnés à l'article L. 312-3 du présent code, les établissements publics chargés d'une opération d'intérêt national ainsi que les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V.*

*Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture et, dans les communes littorales au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement, des sections régionales de la conchyliculture. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.*

*Il en est de même du gestionnaire d'infrastructure ferroviaire ayant au moins un passage à niveau ouvert au public dans l'emprise du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme* ».

Version en vigueur depuis le 27 décembre 2019

**Article L.132-9** : « *Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme sont également associés, dans les mêmes conditions :*

*1° Les syndicats d'agglomération nouvelle ;*

*2° L'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma ;*

*3° Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale* ».

Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016

Après réception des avis des organismes consultés, le dossier de modification de droit commun ainsi que l'ensemble des avis feront l'objet d'une enquête publique. Celle-ci pourra n'être organisée que sur les communes impactées par les modifications, conformément à l'article **L.153-42** du code de l'Urbanisme. Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016

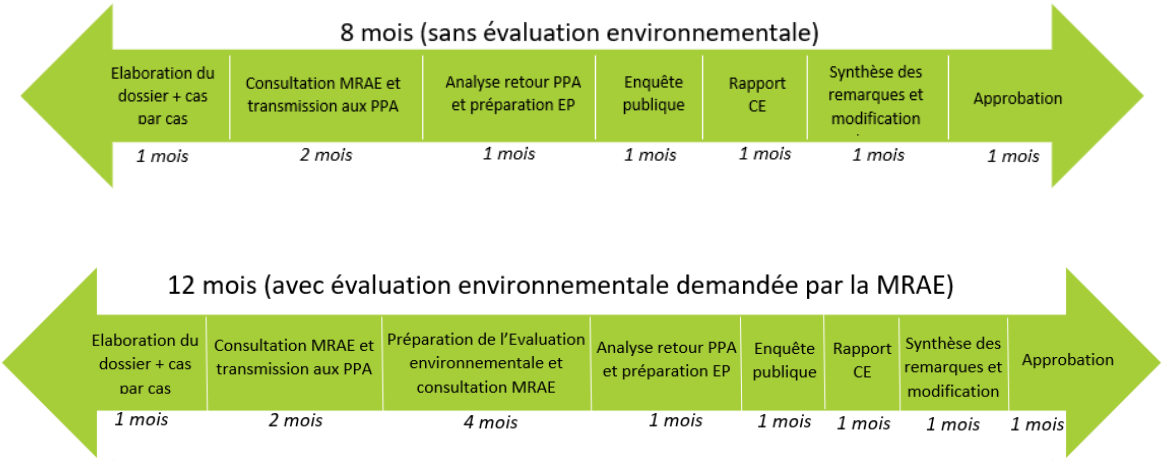
Le dossier pourra ensuite être modifié avant approbation, conformément aux articles ci-dessous.

**Article L.153-43** : « *A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.* ». Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016

**Article L.153-44** : « *L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-23 à L. 153-26* ». Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016

**<u>Les délais pour réaliser chaque étape de ladite procédure sont les suivants :</u>**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




## 2. *Documents supra-communaux*

Les PLU/PLUi doivent être compatibles avec les orientations de documents, lois qui ont une portée juridique supérieur. La hiérarchie des normes pour les PLU/PLUi est définie par l'article 13 de la loi ENE et les articles du code de l'urbanisme.

Deux types de relations entre les documents de planification :

- **La compatibilité** n'est pas définie précisément dans les textes de loi. Il s'agit d'une obligation de non-contrariété : un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

- **La prise en compte**, est une obligation de ne pas ignorer.

*<u>Remarque</u> : La prise en compte, ou en considération, des autres documents d'urbanisme ou relatifs à l'environnement, est une exigence moins forte qu'un rapport de compatibilité. Il s'agit de faire en sorte que les orientations d'aménagement soient établies en toute connaissance des finalités propres à ces documents.*

**Les documents supra-communaux concernant la commune de de Mérignies sont les suivant :**

<u>Mise en compatibilité du PLU avec :</u>

- Le SCoT de Lille Métropole ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marque Deûle.

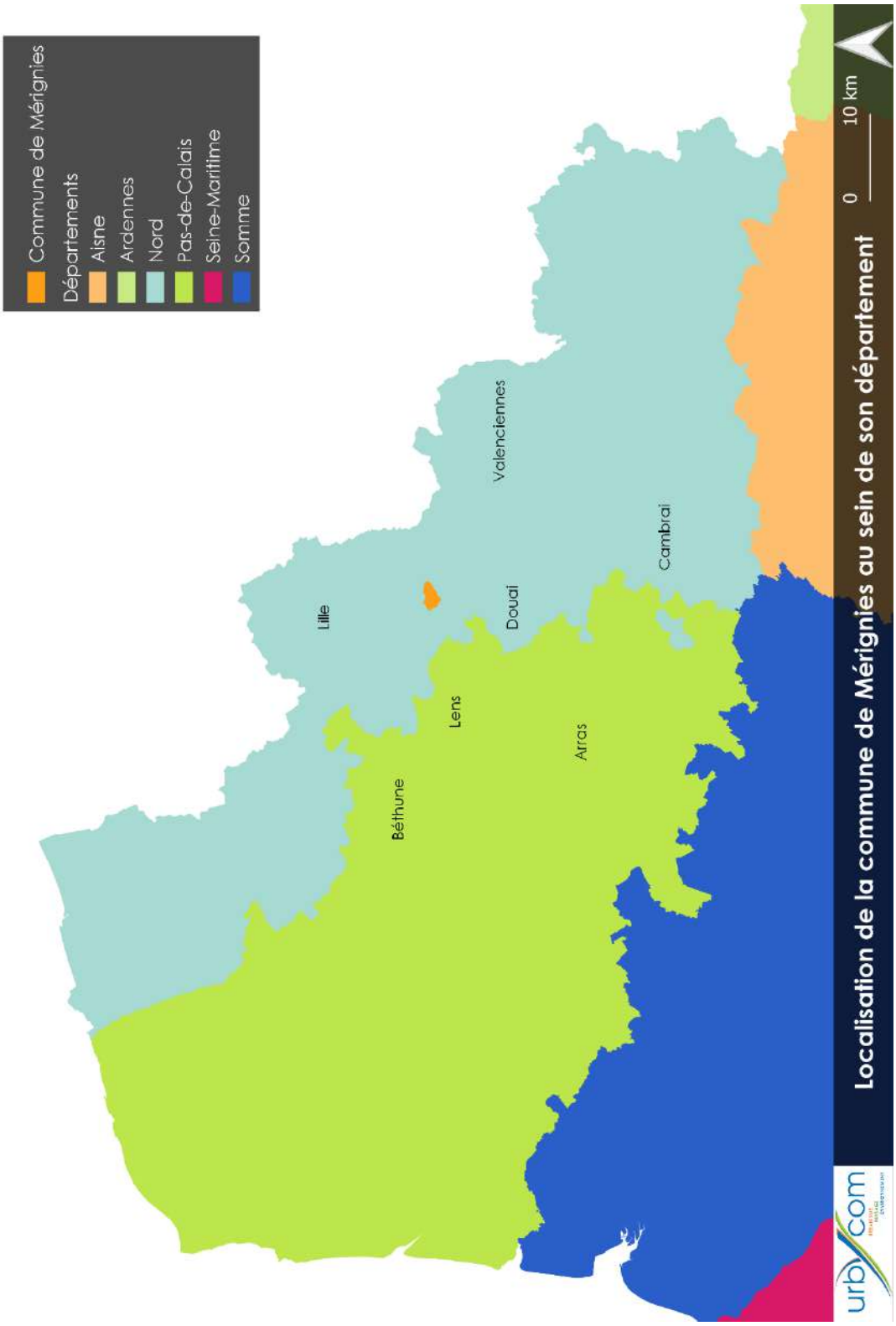
<u>Prise en compte du PLU avec :</u>

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Egalité des Territoires des Hauts de France (SRADDET).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# II. Présentation de la commune de Mérignies

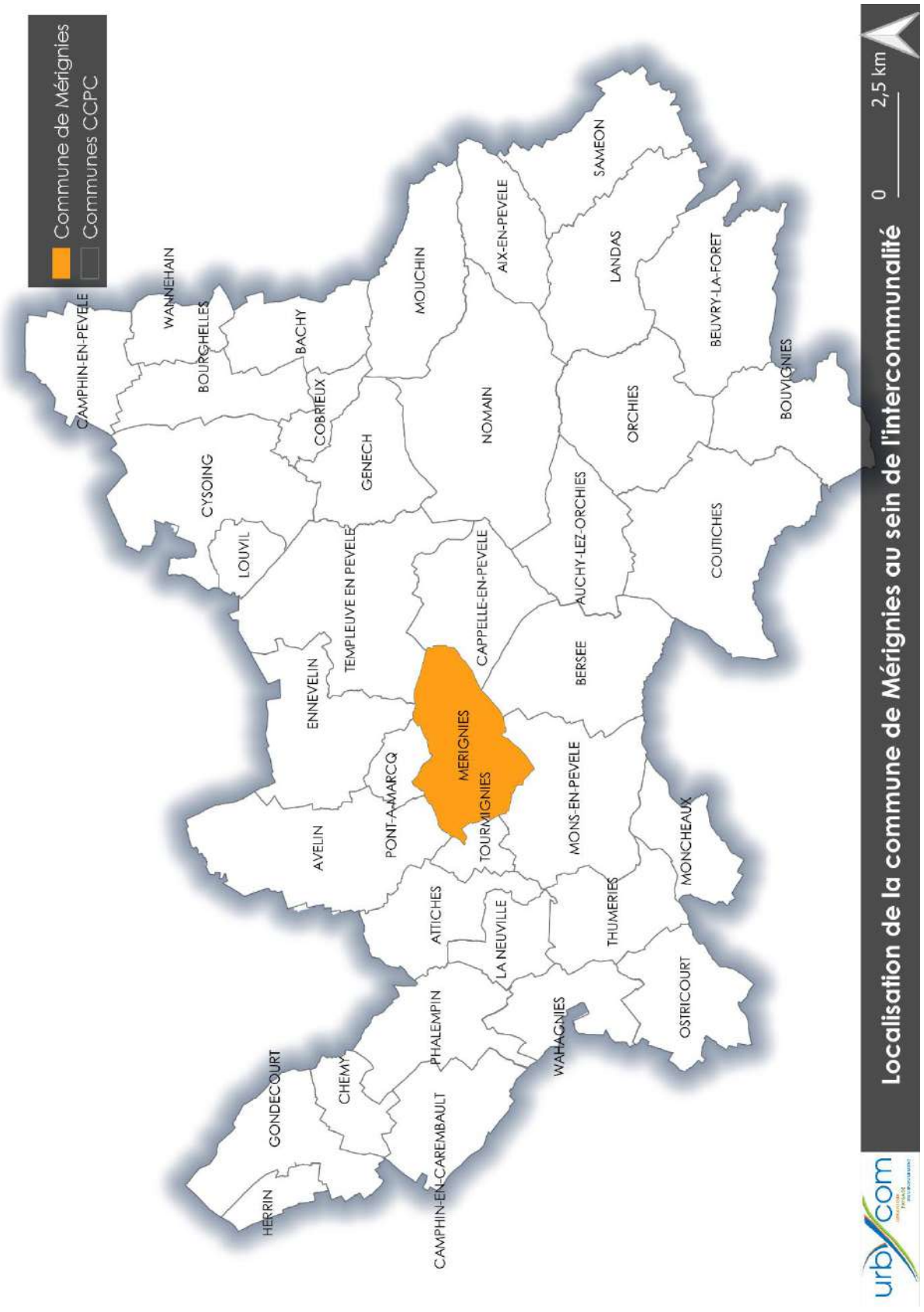
La commune de Mérignies compte 3 199 habitants en 2019 selon les dernières données de l'INSEE. Son territoire est d'une superficie 8,65 km², soit une densité de 369 habitants au km². Elle se situe au sein des Hauts-de-France, dans le département du Nord.




*Cartographie UrbYcom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

La commune de Mérignies fait partie de la Communauté de Communes Pévèle Carembault. Cette dernière regroupe 38 communes :




*Cartographie UrbYcom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Sur ce territoire s'applique le SCoT de Lille Métropole.




*Extrait du périmètre du SCoT – scot-lille-metropole.org*

Le SCoT affiche une politique tournée autour de 7 grands axes, et d'une démarche globale de « territoire de projets » :

- Garantir les grands équilibres du développement,
- Améliorer l'accessibilité du territoire et la fluidité des déplacements,
- Répondre aux besoins en habitat dans une dynamique de solidarités,
- Se mobiliser pour l'économie et l'emploi de demain,
- Organiser le développement commercial métropolitain,
- Viser l'exemplarité en matière environnementale,
- Offrir un cadre de vie métropolitain de qualité.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

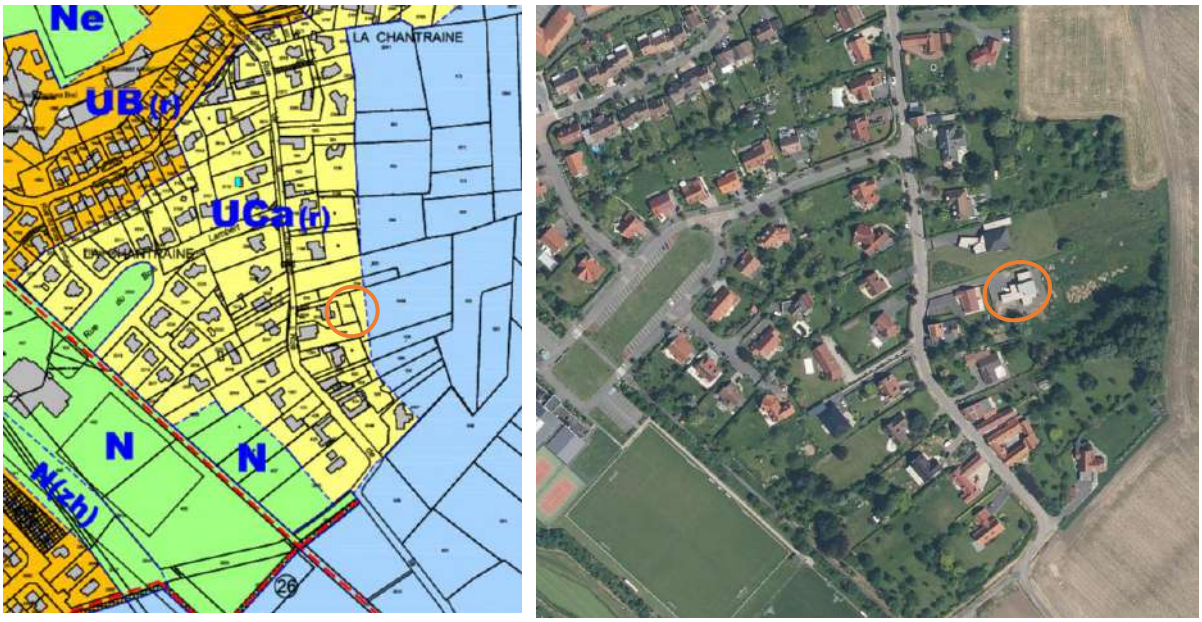
# III. Objets et justifications de la modification du PLU de la commune de Mérignies

Les modifications envisagées portent sur le règlement graphique et ont pour objectif de :

- Ajuster des limites entre la zone UCa (r) et A afin de corriger une erreur matérielle,
- Supprimer un emplacement réservé,
- Déclasser une partie de la zone Ne au lieu-dit « La Croisette » afin de les classer en zone agricole, plus adaptée à la situation actuelle des terrains.

## *1. Modification des limites entre la zone UCa (r)et A*

La première modification du plan de zonage concerne la limite de la zone UCa (r). Afin de reprendre une habitation en second rang oubliée lors du tracé de la profondeur de la zone urbaine, la limite de la zone urbaine sera très légèrement réhaussée afin d'intégrer l'entièreté de l'habitation existante.




*Extrait du plan de zonage opposable / Photographie aérienne, (Google Maps, juin 2021)*

Cette habitation est aujourd'hui "partagée" entre la zone urbaine UCa(r) et A, du fait d'un oubli lors de l'élaboration des pièces réglementaires du document d'urbanisme. Il est nécessaire de réparer cette erreur matérielle afin d'intégrer entièrement la construction en zone urbaine, ainsi lui faire bénéficier des dispositions du règlement écrit s'appliquant logiquement : la zone urbaine.

Notons que cet ajustement n'a pas d'impact sur l'activité agricole et la préservation de cette dernière. En effet, l'arrière des jardins au sein de cette zone est classé en zone A. Ces derniers ne sont donc pas cultivés selon le Registre Parcellaire Graphique de 2021.

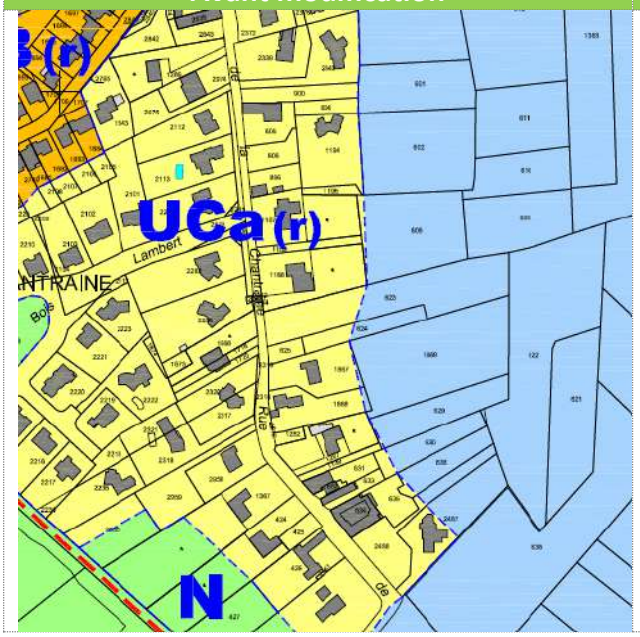
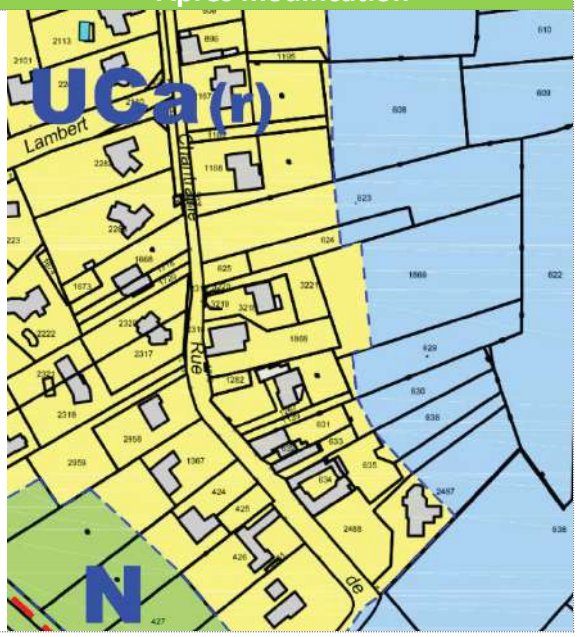
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Zoom sur la zone de modification – Registre Parcellaire Graphique 2021*

La modification des limites du zonage se limite à la reprise en zone urbaine de la seule partie artificialisée de la construction existante. Aucune extension du tissu urbain ne serait donc possible au sein de ce secteur.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

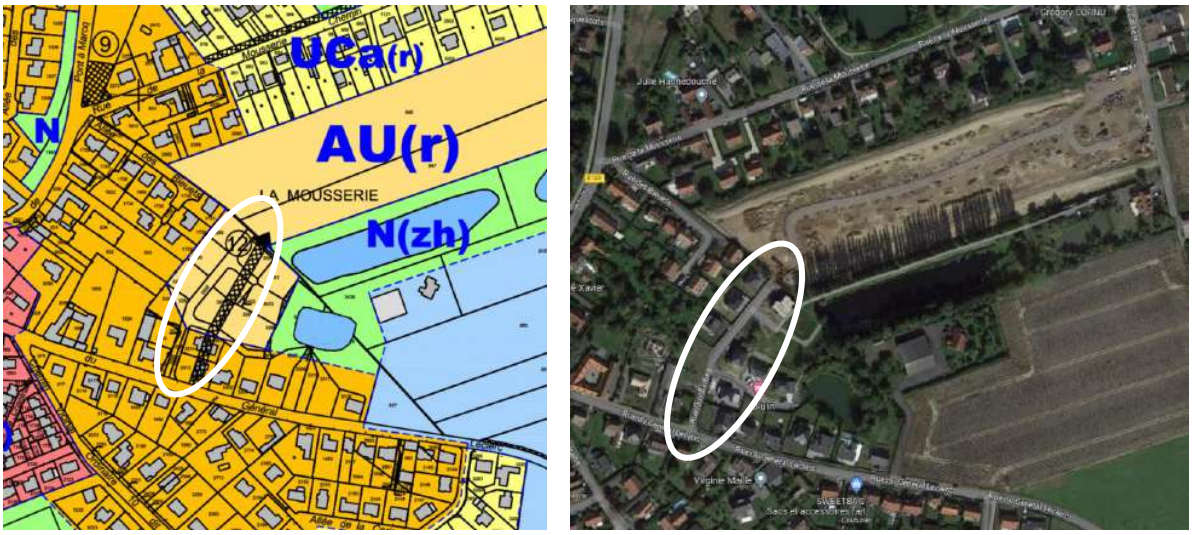
## 2. *Suppression d'un emplacement réservé*

Lors de l'élaboration du PLU, la commune de Mérignies avait pour projet de réaliser un accès vers une future zone à urbaniser Au(r). Cette dernière accueille aujourd'hui un lotissement dont l'accès a été réalisé.

Ainsi, l'emplacement réservé n°**12** n'a plus lieu d'être et sera supprimé du plan de zonage.

| n° | Intitulé | Bénéficiaire | Superficie en m² |
|---|---|---|---|
| 12 | Création de voirie | Commune | 1032 |

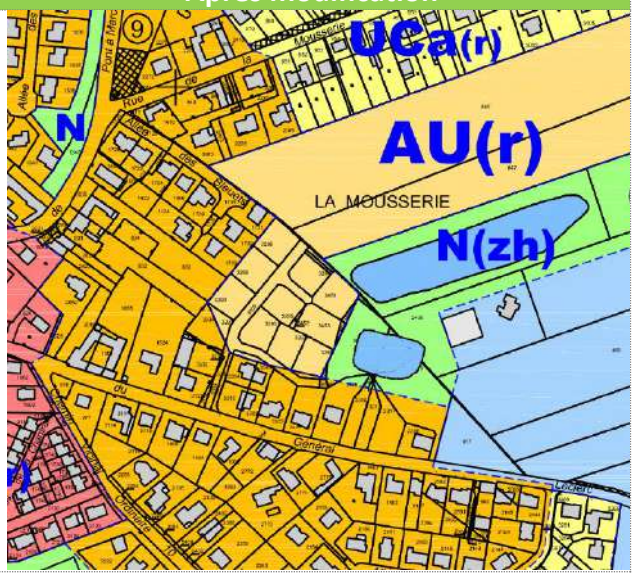
*Extrait de la liste des emplacements réservés – PLU opposable*





*Extrait du plan de zonage opposable / Vue aérienne de la parcelle (Google maps, 2023)*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

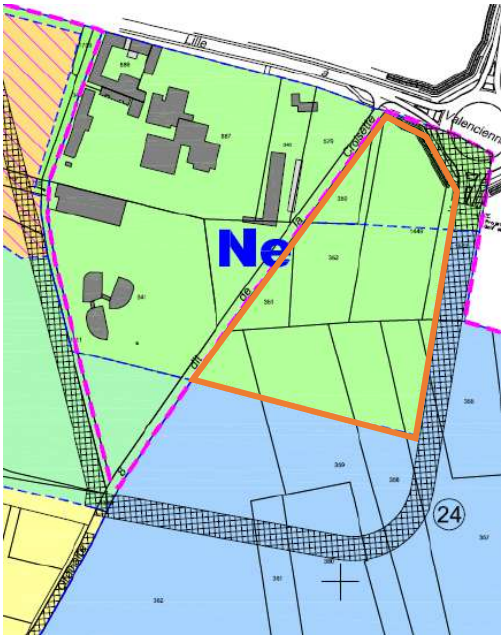
| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

### 3. *Déclassement de la partie est du secteur Ne – lieu-dit « La Croisette »*

Dans le cadre de cette procédure, la commune de Mérignies souhaite également réduire une partie de la zone Naturelle Ne à vocation socio-éducative, culturelle et sportive au profit de la zone Agricole A. Les parcelles concernées par ce déclassement représentent 1,95 ha.






Localisation des parcelles concernées

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

### a. *Préserver l'activité agricole*

Les parcelles concernées ne recensent pas de risques naturels et technologiques particuliers. Cependant, il est à noter qu'elles sont recensées au registre Parcellaire Graphique de 2021 comme faisant partie d'un ensemble agricole cultivé.

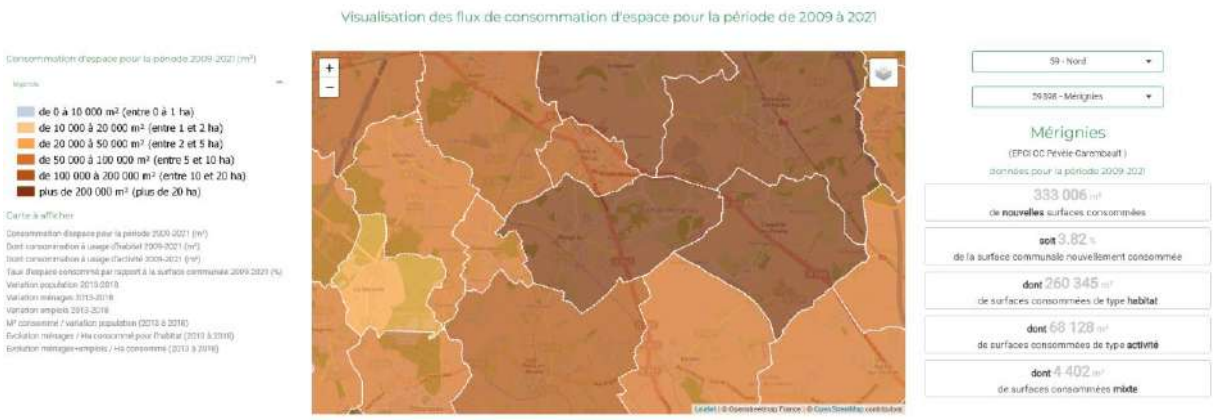
Par ailleurs, la préservation des continuités agricoles est mentionnée dans le PADD communal, ainsi que la préservation des capacités de développement de l'activité agricole. En effet, le terrain appartient à un large ensemble agricole cultivé, en vis-à-vis de l'équipement scolaire de l'autre côté de la rue de Molpas. Le reclassement de ce terrain en zone agricole s'affiche directement en cohérence avec l'article R151-22 du code de l'urbanisme, lequel indique que peuvent être classés en zone agricole "*les secteurs (…) à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres*".

Il est manifeste que ces terrains s'inscrivent dans un large ensemble constituant du potentiel agronomique (maïs ensilage au RPG 2021).

L'objectif du déclassement de ces parcelles de Ne à A permettra de préserver cette activité mais également sa continuité avec les espaces agricoles cultivés à proximité.

### b. *Limiter l'artificialisation des sols*

La commune de Mérignies souhaite s'inscrire dans un objectif de consommation foncière raisonnée. En effet, selon le portail de l'artificialisation des sols, la commune aurait consommé plus de 33 ha entre 2009 et 2019 notamment pour de l'habitat.




*Source : Portail de l'artificialisation des sols, 07/06/2023*

Or, le règlement de la zone Ne ne fixe pas de règles limitant l'emprise au sol des nouveaux bâtiments au sein du secteur. Notons également que la zone Ne autorise la remise en cause du caractère naturel de la zone.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**ARTICLE N.9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

L'emprise au sol des constructions ne doit pas excéder :

- 30% de la surface totale du terrain pour les bâtiments à destination de l'habitat
- 10% de la surface totale du terrain dans les autres cas.

L'emprise au sol des extensions des constructions existantes à la date d'approbation du PLU sont limitées à 30% de surface de plancher supplémentaire (ou 50 m² supplémentaires pour les habitations de moins de 150 m²).

Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les bâtiments publics, scolaires, sanitaires, hospitaliers, équipements d'infrastructures, ni aux équipements d'intérêt général. Ils ne doivent pas remettre en cause le caractère naturel de la zone (sauf dans le secteur Ne qui leur est dédié).

*Source : Extrait du règlement de la zone N*

Le classement de ces parcelles en zone A permettrait ainsi de limiter l'artificialisation future de la commune. En effet, au sein de la zone toute construction non mentionnée à l'article A.2 est interdite. Dans l'ensemble, toute construction est interdite sauf si elle s'avère indispensable à l'activité agricole.

**ARTICLE A.2 - OCCUPATION OU UTILISATION DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

Sont autorisés :

- Les affouillements liés à l'activité agricole tels que bassin de stockage d'eau pour l'irrigation
- Les constructions indispensables à l'activité agricole :
  - la création et l'extension de bâtiments indispensables aux activités agricoles ressortissant ou non de la législation sur les installations classées ;
  - les constructions à usage d'habitation quand elles sont indispensables au fonctionnement de l'activité agricole nécessitant la présence permanente de l'exploitant, à condition qu'elles soient implantées à moins de 200 mètres du corps de ferme principal, sauf contraintes techniques et servitudes justifiées. Les extensions de ces habitations sont admises en vue d'améliorer les conditions d'habitabilité.
- Les constructions et installations réputées agricoles par l'Article L.311-1 du code rural :
  - les fermes auberge, répondant à la définition réglementaire, à la condition d'être implantée sur une exploitation en activité ;
  - le camping à la ferme, répondant à la définition réglementaire, à la condition d'être limité à six tentes ou caravane et d'être implantée sur une exploitation en activité ;
  - les locaux de vente directe de produits agricoles issus de l'exploitation ;
  - les locaux de transformation de produits agricoles issus de l'exploitation ;
  - les locaux de conditionnement de produits agricoles issus de l'exploitation ;
  - les locaux relatifs à l'accueil pédagogique sur l'exploitation agricole ;
- Le changement de destination de bâtiments situés en zone agricole (bâtiments remarques sur le règlement graphique) aux conditions suivantes réunies :
  - la nouvelle destination ne doit pas porter atteinte à l'intérêt agricole de la zone, notamment en ce qui concerne la proximité d'élevages existants et les contraintes s'attachant à ce type d'activités (distances d'implantation et réciprocité, plan d'épandage…)
  - l'unité foncière doit être desservie par les réseaux d'eau et d'électricité.
  - la nouvelle destination ne doit pas entrainer de renforcement de réseaux existants en ce qui concerne la voirie l'eau potable et l'énergie.
  - la nouvelle destination est vouée à une des vocations suivantes : habitation, hébergement hôtelier (chambres d'hôtes, gîtes ruraux, accueil d'étudiants), commerce, bureaux ou artisanat.
  - l'extension d'un bâtiment bénéficiant d'un changement de destination est possible dans la limite de 30 % de l'emprise au sol du bâtiment répertorié au moment de l'approbation du PLU.
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (voiries, transformateurs EDF, relais téléphoniques, sécurités des oléoducs, ouvrages de lutte contre les inondations…) à condition qu'ils ne remettent pas en cause le caractère agricole de la zone.
- Les travaux d'amélioration, de restauration ou de réfection, les exhaussements et affouillements indispensables à la desserte par les réseaux sous réserve de préserver la continuité des chemins pédestres.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- Les exhaussements et affouillements des sols nécessaires aux aménagements hydrauliques de lutte contre les inondations.

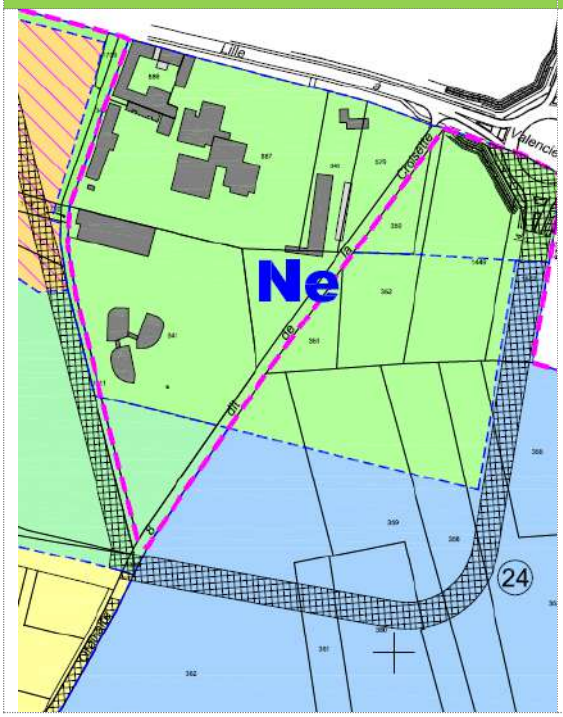
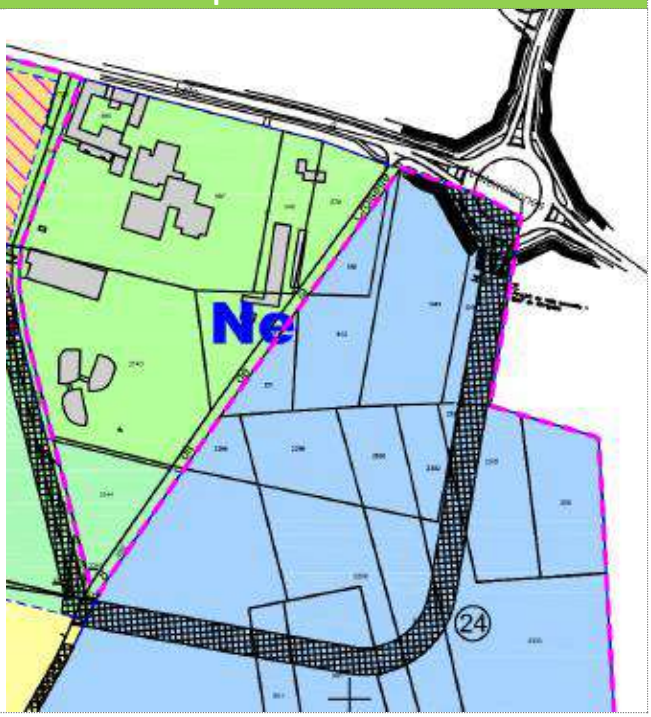
- Les travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments à vocation d'habitation existants à la date d'approbation du présent PLU ;

- Les extensions dans la limite de 30% de surface de plancher supplémentaire (ou de 50m² supplémentaires pour les habitations de moins de 105 m²) réalisés sur les bâtiments à usage d'habitation existant à la date d'approbation du présent PLU. Cette extension ne doit pas remettre en cause le caractère agricole de la zone.

- Les annexes dans la limite d'une unité par construction principale à condition de totaliser moins de 50 m² de plancher et d'être réalisés sur l'unité foncière qui accueille le bâtiment à usage d'habitation. Cette annexe ne doit pas remettre en cause le caractère agricole de la zone.

*Source : Extrait du règlement de la zone A*

## c. *Synthèse des modifications*

| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# IV. Absence d'atteintes aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Cette partie vise à traiter de la cohérence entre les modifications envisagées et le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). En effet, contrairement aux jurisprudences antérieures, le juge administratif n'est plus tenu de vérifier l'atteinte à l'économie générale du plan[2] ou du PADD[3], mais s'attèle, depuis l'ordonnance du 5 janvier 2012[4], à constater la **cohérence** avec les **orientations** du PADD.

Cette cohérence doit être recherchée « *[…] dans le cadre d'une* ***analyse globale*** *le conduisant à se placer à l'échelle du territoire couvert par le document d'urbanisme, si le règlement ne contrarie pas les orientations générales et objectifs que les auteurs du document ont définis dans le projet d'aménagement et de développement durables, compte tenu de leur degré de précision. Par suite,* ***l'inadéquation d'une disposition du règlement du plan local d'urbanisme à une orientation ou un objectif du projet d'aménagement et de développement durables ne suffit pas nécessairement, compte tenu de l'existence d'autres orientations ou objectifs au sein de ce projet, à caractériser une incohérence entre ce règlement et ce projet.*** »[5]

Si le terme de « cohérence » vient ici s'ajouter aux rapports de compatibilité et de conformité connus jusque-là, le renvoi aux orientations du PADD est également une nouveauté. Le juge doit là encore faire une analyse d'ensemble : « ***En exerçant ainsi son contrôle au regard d'un objectif particulier du projet d'aménagement et développement durables, sans prendre en compte l'ensemble des orientations et des objectifs de ce projet dans les conditions énoncées au point précédent, la cour a commis une erreur de droit.*** »[6]

Nous nous attèlerons donc, dans cette partie, à démontrer de la cohérence globale des modifications aux orientations du PADD.

| **Axe n°1. Affirmer le centre-ville** | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Réaménager la place Saint Amand : annexe de la mairie, suppression du bâtiment existant (salle des fêtes et restaurant scolaire) pour marquer la centralité du cœur de village | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Prévoir l'implantation d'une pharmacie | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

[2] Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions, Conseil d'Etat 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix
[3] Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat
[4] Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.
[5] Conseil d'État, 6ème et 5ème chambres réunies, 30/05/2018, 408068
[6] Ibid

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | |
|---|---|
| Envisager des cellules à vocation commerciale en rez-de-chaussée d'un bâti en harmonie avec les constructions existantes | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Intégrer une réflexion sur la gestion de la circulation automobile et les liaisons douces reliant les différents édifices publics du centre-ville dans l'aménagement de la place | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Créer des espaces récréatifs notamment un parc urbain qualifié à la place de l'ancien terrain de football | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Imposer la création de places de stationnement pour les nouvelles constructions et mutualiser les aires de stationnement des équipements publics | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

| **Axe n°2. Préserver l'esprit « village » dans le dynamisme** | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Conforter l'identité rurale par une croissance démographique adaptée. Il s'agit de mieux maitriser le développement communal en visant une hausse moyenne **de 1% par an** contre 2,6% par an entre 1999 et 2014 ; Pour cela, la commune a besoin d'accueillir environ 298 logements supplémentaires dont environ 99 sont nécessaires au maintien de la population à son niveau actuel (point mort). | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Prévoir une densification raisonnée du tissu urbain ; pour cela, un diagnostic foncier des terrains mobilisables a permis de démontrer que le tissu urbain actuel autorise la production d'environ 169 logements supplémentaires (Permis de construire en cours et dents creuses) sans étalement urbain. Ces 169 logements participeront à l'effort de construction nécessaire à la réalisation des 298 logements planifiés. | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Planifier la construction des 124 logements supplémentaires sur des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, en préservant leur intérêt paysager et en phasant dans le temps l'ouverture à l'urbanisation de 75 logements sur 5,6 hectares à court terme. Afin de garantir une consommation raisonnée du foncier, la densité moyenne de ces opérations est fixée à 18 logements à l'hectare. Ces zones sont en priorité situées à proximité immédiate du centre ou sur des fonds de jardins sur lesquels une construction en double épaisseur sera possible. Enfin, les autres ouvertures viennent en prolongement de zones déjà construites tout en respectant la continuité des terres agricoles voisines | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | |
|---|---|
| Favoriser l'innovation en matière de bâtiment en autorisant les nouvelles techniques de construction, les nouveaux matériaux et les avancées architecturales (normes BBC, HQE, toitures terrasses…) | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Mailler convenablement les extensions urbaines au tissu villageois existant en privilégiant les circulations douces (aménagement de trottoirs comme dans les rues de la Mousserie et de la Rosée ou de pistes cyclables rue Nationale…). | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

| **Axe n°3. Affirmer l'attrait paysager et naturel de la commune** | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Conserver la continuité des espaces agricoles à enjeux et les couloirs écologiques existants | Le déclassement du secteur Ne en zone A participe à la conservation des espaces agricoles et des continuités écologiques. |
| Protéger les zones humides et les continuités écologiques identifiées dans l'Etat Initial de l'Environnement de la commune | Les zones de projets sont situées à distance des zones humides et des continuités écologiques identifiées. |
| Protéger et valoriser les espaces naturels ou forestiers | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. En effet, elles visent en partie la préservation des espaces agricoles. |
| Aménager de nouvelles aires de détente : acquisition des étangs de la Sablière et des zones boisées quartier St Waast (29) | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Entretenir et valoriser l'étang de la Mousserie et poursuivre l'aménagement d'espaces naturels de proximité | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Préserver la zone boisée habitée du bois de Choques en créant un règlement spécifique UCc | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Protéger les espaces fragiles autour des cours d'eau et des chemins piétons par un retrait de 15 m inscrit au règlement pour préserver ces couloirs écologiques | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Développer un maillage de chemins piétons en liaison avec le chemin de grande randonnée (GR) (réserves 3,15, 26) | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Embellir et mettre en valeur les entrées de ville | Le déclassement du secteur Ne en zone A permettra de valoriser l'entrée de ville par la préservation des espaces agricoles et naturels. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Axe n°4. Favoriser l'accueil des familles et des séniors | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Promouvoir la mixité sociale et générationnelle | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Prendre en compte le vieillissement de la population et offrir des solutions de résidences adaptées aux personnes âgées. Mais aussi, favoriser le développement des structures d'accompagnement à domicile (portage des repas, assistance ménagère, transport…). Enfin, concevoir un aménagement urbain en adéquation avec cette population dans un cadre paysager agréable et un espace détente proche du centre | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Offrir aux jeunes ménages la possibilité de venir s'installer ou de rester sur la commune en diversifiant l'offre de logement (taille et statut d'occupation). Pour cela des Emplacements Réservés au Logement (ERL) ont été mis en place (n°25 et 27). Il convient également de favoriser la construction de petits collectifs au centre-ville | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Proposer des équipements publics de qualité, bien conçus et bien équipés : école, garderie, crèche, médiathèque, équipements sportifs et culturels, restaurant scolaire et aire de jeux pour les enfants | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Offrir sur place de nouveaux services à la population : centre de dialyse, cabinets médicaux, pharmacie, commerces | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

| Axe n°5.Favoriser le développement économique de la commune | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Préserver les capacités de développement de l'activité agricole en maintenant les espaces à enjeux en zone agricole et en favorisant la diversification | Le déclassement d'une partie du secteur Ne en zone A permettra de maintenir des espaces agricoles cultivés (Registre Parcellaire Graphique de 2021). |
| Faciliter l'activité dans le centre avec le réaménagement de la place St Amand | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Accompagner les entreprises existantes en conservant le foncier nécessaire à leur développement | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Accompagner le développement du golf et des activités connexes de restauration et de centre de conférences conformément aux dossiers de création et de réalisation de la ZAC | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Promouvoir l'hébergement hôtelier et touristique | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Faciliter le développement des connexions numériques | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Axe n°6. Déplacements | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Conforter les liaisons douces dans le centre pour relier les différents pôles d'intérêt du village | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Renforcer l'offre de transports en commun dans le cadre de la coopération intercommunale (« grand huit » de la communauté de communes) et poursuivre l'installation d'abris bus | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Prendre en compte les besoins en stationnement des véhicules dans tous les nouveaux projets | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Implanter des aires de stationnement dans le tissu urbain existant afin de désengorger les rues et les trottoirs | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Protéger et créer des chemins piétonniers au travers de boucles internes à la commune ou en liaisons intercommunales | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Prendre en compte les nouvelles réglementations sur l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

| Axe n°7. Prendre en compte les risques et les ressources naturels | |
|---|---|
| Ambitions | Analyse des modifications |
| Identifier les zones à risque, et en dehors de l'enveloppe urbaine, proscrire les constructions en zones soumises aux risques d'inondations et de ruissellements | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Prévoir des zones d'expansion de crues (Pont Tordoir vers Tourmignies) | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Reculer la limite de constructibilité par rapport aux cours d'eau | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Infiltrer les eaux pluviales pour limiter les rejets vers l'extérieur et limiter les ruissellements tout en évitant les éventuelles surcharges de la station d'épuration | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| Maîtriser la capacité des réseaux et la qualité de la ressource eau | Les modifications du PLU ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# V. Absence d'atteinte aux orientations du SCoT de Lille Métropole

Cette partie vise à démontrer que la modification engagée du PLU de Mérignies reste compatible avec les préconisations du SCoT de Lille Métropole, approuvé le 10 février 2017.

| Axes | Objectifs | Analyse des modifications |
|---|---|---|
| GARANTIR LES GRANDS ÉQUILIBRES DU DÉVELOPPEMENT | La trame urbaine | Les modifications apportées concourent à la réalisation de cet axe, notamment le déclassement d'une partie de la zone Ne qui permettra de limiter l'extension urbaine. |
| | Assurer un développement compatible avec la préservation de la ressource en eau « grenelle » | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. Cependant, la limitation des constructions (au sein des parcelles déclasser) ne fera pas augmenter les besoins en hauts communaux car il n'y aura pas de constructions à usage d'habitation, culturel, …. |
| | L'armature verte et bleue | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Le compte foncier | Le déclassement d'une partie de la zone Ne en zone A s'inscrit également dans un objectif de respect du compte foncier. Rappelons que la commune à consommé plus de 33 ha entre 2009 et 2019 et souhaite limiter cette artificialisation dans les prochaines années. |
| AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DU TERRITOIRE ET LA FLUIDITÉ DES DÉPLACEMENTS | Garantir l'accessibilité à grande échelle | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Organiser la mobilité à l'échelle euro-régionale | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Assurer la fluidité interne du territoire | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| RÉPONDRE AUX BESOINS EN HABITAT DANS UNE DYNAMIQUE DE SOLIDARITÉS | Assurer les parcours résidentiels par une offre adaptée et diversifiée | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | S'engager en faveur d'une rénovation ambitieuse du parc de logements | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Lutter contre les inégalités socio spatiales | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| SE MOBILISER POUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI DE DEMAIN | Les principes de localisation du foncier et de l'immobilier économiques | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Les priorités spatiales du développement économique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Le compte foncier économique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| ORGANISER LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MÉTROPOLITAIN | Conforter les centralités commerciales urbaines | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Les conditions d'implantations spécifiques | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| VISER L'EXEMPLARITÉ EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE | Garantir un cadre respectueux des ressources naturelles et de la santé publique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Préparer l'avenir énergétique de la métropole et son adaptation au changement climatique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| OFFRIR UN CADRE DE VIE MÉTROPOLITAIN DE QUALITÉ | Concevoir des espaces publics de qualité porteurs du vivre ensemble | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Reconnaître la richesse et la diversité du patrimoine et des paysages | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

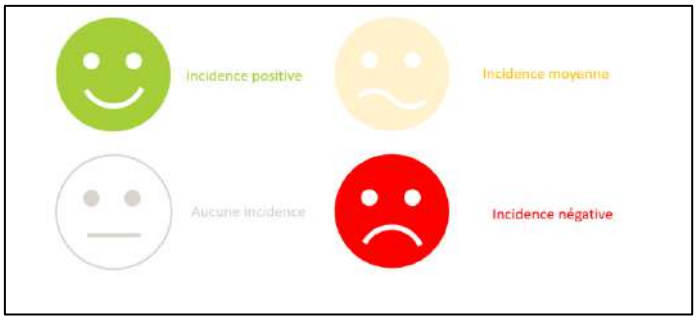
| | | |
|---|---|---|
| | Développer et conforter l'université, le tourisme, les arts, la culture et les sports | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Mettre en œuvre la métropole intelligente et connectée | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| LA DÉMARCHE « TERRITOIRE DE PROJETS » | Initier des territoires de projets | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Les modifications sont donc compatibles avec les orientations du SCoT de Lille Métropole.

## VI. Impact des modifications sur l'environnement, le paysage et le patrimoine

Cette procédure de modification de droit commun du PLU de Mérignies ne porte pas atteinte à l'environnement, aux paysages et au patrimoine du territoire. En effet, les modifications apportées au plan de zonage sont réalisées dans un objectif de rectification d'incohérences mais également de

*Cette notice est également accompagnée d'un formulaire au cas par cas afin que l'autorité environnementale apprécie si le projet en question est susceptible ou non d'avoir un impact notable sur l'environnement. Le tableau ci-dessous ne saurait s'y substituer et ne présente qu'une analyse synthétique des impacts environnementaux des modifications opérées.*




| Modifications | Incidences sur l'environnement | |
|---|---|---|
| **Modification du plan de zonage** | | |
| Rectifier les limites de zone afin d'intégrer une habitation en second rang au sein de la zone urbaine. | | Cette modification porte sur la régularisation d'une construction déjà édifiée. Elle se situe à l'écart des zones à enjeux environnementaux et à l'écart des zones agricoles cultivées. |
| Supprimer l'emplacement réservé n°12 étant donné que ce dernier a été réalisé. | | Cette modification n'entrainera aucun impact sur l'environnement étant donné que le projet a été réalisé. |
| Déclasser une partie de la zone Ne au lieu-dit « La Croisette » afin de les classer en zone agricole, plus adaptée à la situation actuelle des terrains. | | Le reclassement d'une partie du secteur Ne permettra de préserver les espaces agricoles cultivés mais également de limiter l'emprise au sol des futurs projets. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Le projet peut donc être considéré comme ne portant pas atteintes à l'environnement, aux paysages et au patrimoine.

## VII. Conclusion

Les modifications envisagées par la commune de Mérignies visent à réaliser des adaptations du règlement graphique. Ces dernières n'ont pas d'incidence sur l'environnement et le paysage. En effet, les modifications qui concernent l'intégration d'une habitation en zone U ainsi que la suppression d'un emplacement réservé n'auront pas d'incidence sur l'environnement et le paysage étant donné que ces projets ont été réalisés. Le déclassement d'une partie de la zone Ne au sein du lieu-dit « La Croisette » en zone agricole afin de s'adapter à la situation actuelle permettra également de limiter l'impact de potentielles nouvelles constructions. Et cela notamment en évitant de futures constructions. Rappelons que la commune observe une consommation d'espaces très importantes entre 2009 et 2019.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# Modification de droit commun

# Commune de Mérignies

## *Evaluation environnementale*

| | |
|---|---|
| Prescrit le : | 27 mars 2023 |
| Approuvé le : | 05 février 2024 |

Vu pour être annexé à la délibération du 05/02/2024
Luc FOUTRY, Président

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PÉVÈLE CAREMBAULT

**SAS UrbYcom - Aménagement & Urbanisme**
**Rue de la Calypso**
**85 Espace Neptune**
**62110 HENIN-BEAUMONT**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# SOMMAIRE

SOMMAIRE ..... 2
AVANT PROPOS ..... 4
I. Les grands principes ..... 4
II. Contexte réglementaire ..... 4
III. Contenu règlementaire du document ..... 5
IV. Place de l'évaluation environnementale ..... 6
PRESENTATION DU PROJET ..... 7
I. Objet de l'élaboration ..... 7
II. Contexte géographique et administratif du territoire ..... 7
III. Description des projets ..... 10
SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ..... 12
I. Milieu physique ..... 12
II. Ressource en eau ..... 14
III. Climat et qualité de l'air ..... 18
IV. Milieu naturel ..... 22
a. Habitats naturels ..... 22
b. Agriculture ..... 23
a. Zones Natura 2000 ..... 26
b. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique ..... 27
V. Services écosystémiques ..... 35
VI. Risques ..... 47
a. Risque inondation ..... 49
VII. Milieu anthropique ..... 57
VIII. Synthèse ..... 59
IMPACTS DU PROJET ET MESURES POUR L'ENVIRONNEMENT ..... 60
I. Milieu physique et ressource en eau ..... 60
b. Mesures d'évitement ..... 61
c. Mesures de réduction ..... 61
d. Mesures de compensation ..... 62
II. Milieu naturel ..... 64
e. Mesures d'évitement ..... 67
f. Mesures de réduction ..... 67

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

g. Mesures de compensation ..... 67
III. Climat et déplacement ..... 68
h. Mesures d'évitement ..... 68
i. Mesures de réduction ..... 68
j. Mesures de compensation ..... 68
IV. Risques ..... 68
a. Mesures d'évitement ..... 69
b. Mesures de réduction ..... 69
c. Mesures de compensation ..... 70
V. Agriculture ..... 70
d. Mesures d'évitement ..... 70
e. Mesures de réduction ..... 70
f. Mesures de compensation ..... 70
VI. Paysage et patrimoine ..... 71
a. Mesures d'évitement ..... 71
b. Mesures de réduction ..... 72
c. Mesures de compensation ..... 72
INCIDENCES NATURA 2000 ..... 73
I. Contexte réglementaire ..... 73
II. Le DOCOB ..... 73
III. Prise en compte des sites ..... 74
FIL de L'EAU ..... 75
COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX ..... 77
I. Le SCoT de Lille Métropole ..... 78
II. Le SDAGE Artois - Picardie ..... 80
III. Le SAGE Marque Deûle ..... 92
IV. Le SRCE et la Trame Verte et Bleue ..... 96
V. Le SRADDET ..... 99
VI. Le PGRI Artois-Picardie ..... 103
Indicateurs de suivi ..... 106

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# AVANT PROPOS

## I. Les grands principes

L'évaluation environnementale est une **démarche continue et itérative** réalisée sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du porteur de projet, **proportionnée à l'importance du projet**, du plan, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux de la zone considérée. Elle doit permettre au maître d'ouvrage d'analyser les effets sur l'environnement d'un projet, plan ou programme et de prévenir ses conséquences dommageables sur l'environnement.

L'intégration des préoccupations d'environnement doit être hiérarchisée en appliquant le triptyque éviter > réduire > compenser. C'est-à-dire chercher à éviter et supprimer les impacts avant de les réduire et, s'il reste des impacts résiduels significatifs les compenser dans la mesure du possible. Également privilégier l'action à la source et utiliser les meilleures technologies disponibles économiquement acceptables.

L'évaluation environnementale est un **outil d'aide à la décision**. Elle doit donc être amorcée le plus en amont possible et s'insérer suffisamment tôt dans la procédure d'autorisation ou d'approbation pour permettre d'orienter les choix du pétitionnaire et de l'autorité décisionnaire.

**L'évaluation a pour objectif d'éclairer les décideurs dans leurs choix et n'a donc pas de sens si elle est réalisée *a posteriori.***

## II. Contexte réglementaire

La directive européenne n°2001/42/CE du 21 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a complété le système d'évaluation existant qui portait essentiellement sur les impacts des projets.

Désormais, une évaluation environnementale est nécessaire au niveau de la planification pour les plans et programmes qui répondent aux critères de la directive. La directive européenne a été transposée en droit français par ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004. Ce texte (publié au Journal officiel du 5/06/2004) rappelle les modifications effectuées au sein du Code de l'Environnement, du Code de l'Urbanisme et du Code général des collectivités territoriales, qui sont relatives à la mise en place d'une évaluation environnementale pour certains plans et documents d'urbanisme pouvant avoir une incidence notable sur l'environnement national ou sur un État membre de la Communauté Européenne.

Cette ordonnance précise qu'avant l'adoption d'un plan ou d'un programme, l'autorité compétente sera tenue de réaliser une évaluation environnementale et de rédiger, un rapport environnemental détaillant entre autres :

- les raisons pour lesquelles le projet a été retenu,

- la teneur du plan ou du programme et ses principaux objectifs,

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- les caractéristiques environnementales de la zone susceptible d'être affectée par le plan ou le programme,

- les incidences environnementales susceptibles de découler de la mise en œuvre du plan ou du programme,

- toute mesure envisageable pour éviter, réduire et compenser les incidences négatives sur l'environnement,

- les mesures de suivi envisagées.

Les Plans Locaux d'Urbanisme susceptibles d'avoir des incidences sur un site Natura 2000 sont soumis à évaluation environnementale stratégique telle que définie aux articles L.121-10 et suivants du Code de l'urbanisme.

**La commune de Mérignies est soumise à évaluation environnementale car la procédure de Modification de Droit Commun concerne plus d'un millième du territoire communal.**

## III. Contenu règlementaire du document

Actuellement, le contenu du rapport de présentation doit être conforme à l'article **R.151-3 du Code de l'Urbanisme modifié par le décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 relatif aux documents** d'urbanisme.

L'Evaluation Environnementale doit comprendre les rubriques obligatoires énoncées dans le code de l'Urbanisme (article R.104-18) :

*« 1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;*

*2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;*

*3° Une analyse exposant :*

*a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs ;*

*b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;*

*4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

*le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;*

*5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;*

*6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;*

*7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »*

# IV. Place de l'évaluation environnementale

La modification d'un document d'urbanisme comme le PLU est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement. Ainsi, l'extension et la multiplication des zones constructibles à vocation résidentielle ou économique peut avoir des impacts négatifs (consommation d'espace, multiplication des transports, destruction d'habitats naturels, de sols agricoles, dégradation de paysages).

A l'inverse, le PLU en lui-même peut contribuer à maîtriser ces impacts (limitation des extensions et du mitage, choix pertinent des zones constructibles, réserves d'emprises foncières pour des équipements collectifs, protection d'éléments naturels, etc.).

L'objectif de cette évaluation est d'évaluer le plus tôt possible l'impact sur l'environnement des modifications apportées dans le PLU en amont de leur réalisation, afin de mieux prendre en compte les incidences éventuelles et d'envisager des solutions pour éviter, réduire et compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de ces modifications.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# PRESENTATION DU PROJET

## I. Objet de la modification

Le présent rapport vise à mener une évaluation environnementale de la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mérignies.

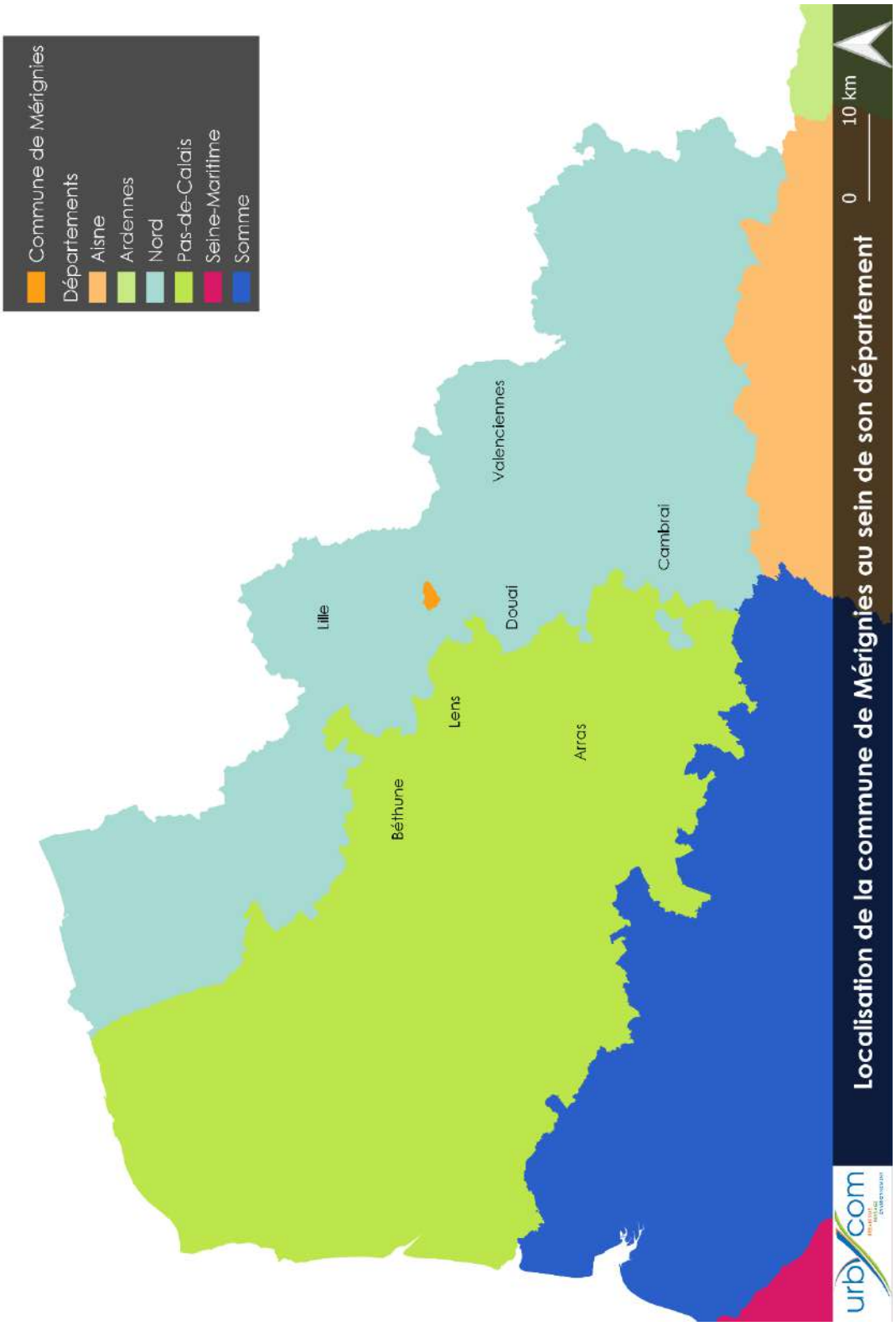
Les modifications apportées par cette procédure concernent le plan de zonage (règlement graphique) et ont pour objectifs de :

- Ajuster des limites entre la zone UCa (r) et A afin de corriger une erreur matérielle,
- Supprimer un emplacement réservé,
- Déclasser une partie de la zone Ne au lieu-dit « La Croisette » afin de les classer en zone agricole, plus adaptée à la situation actuelle des terrains.

## II. Contexte géographique et administratif du territoire

La commune de Mérignies compte 3 199 habitants en 2019 selon les dernières données de l'INSEE. Son territoire est d'une superficie 8,65 km², soit une densité de 369 habitants au km$^2$. Elle se situe au sein des Hauts-de-France, dans le département du Nord.

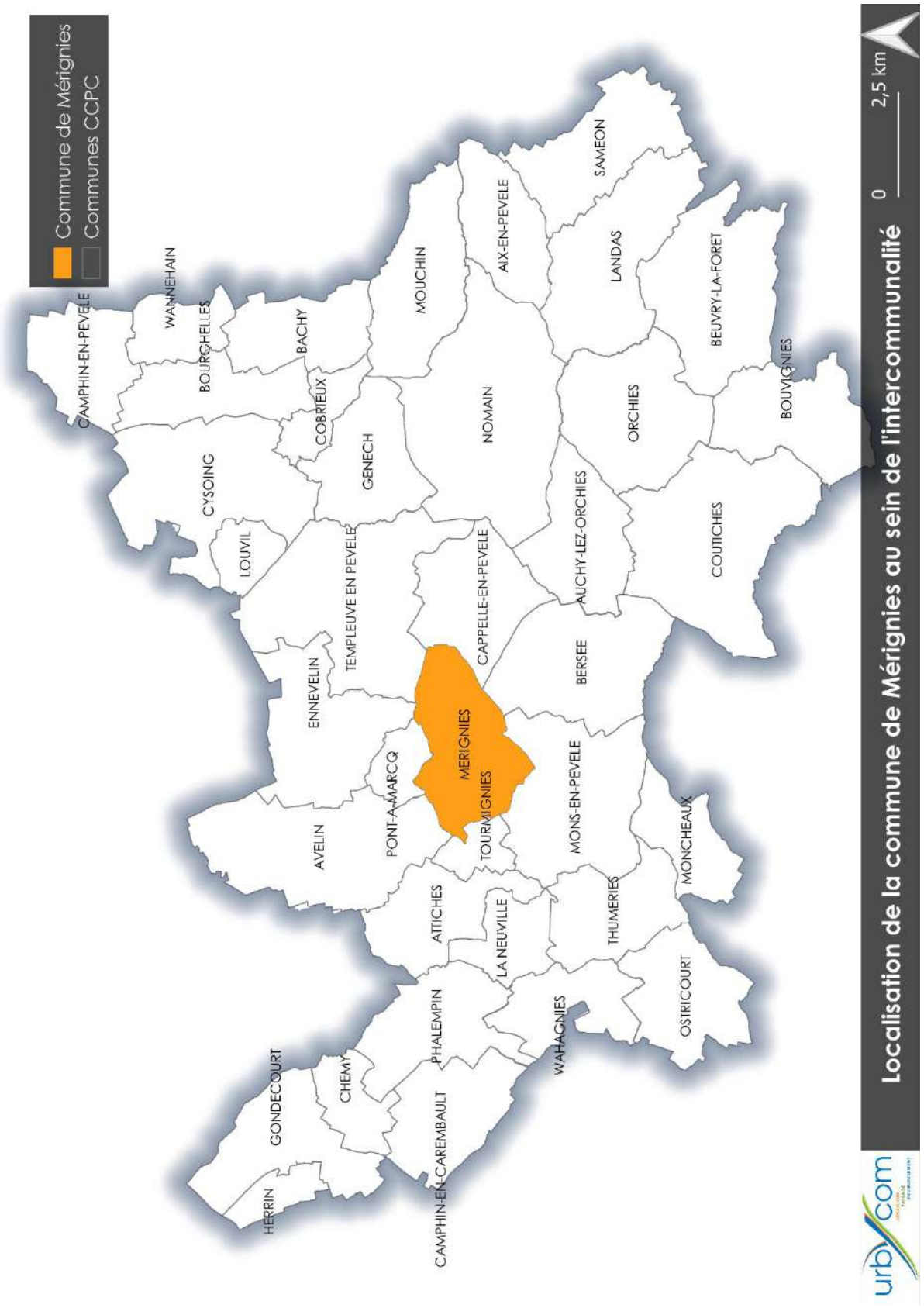
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Cartographie UrbYcom*

La commune de Mérignies fait partie de la Communauté de Communes Pévèle Carembault. Cette dernière regroupe 38 communes :

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Cartographie UrbYcom*

Sur ce territoire s'applique le SCoT de Lille Métropole.

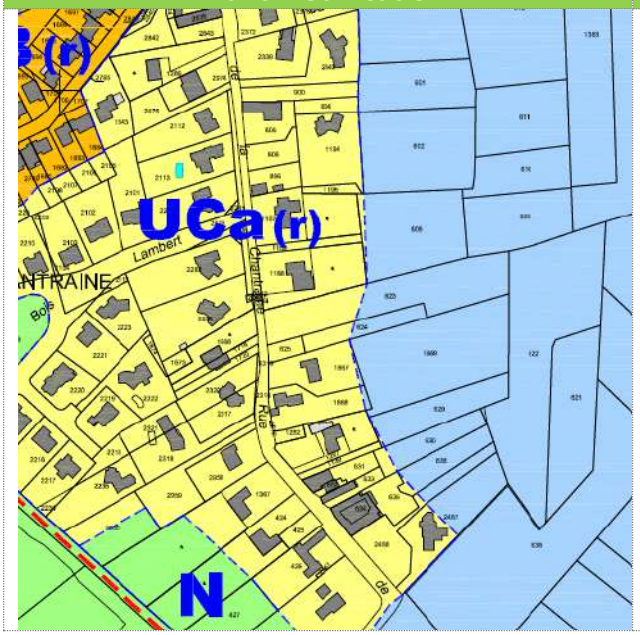
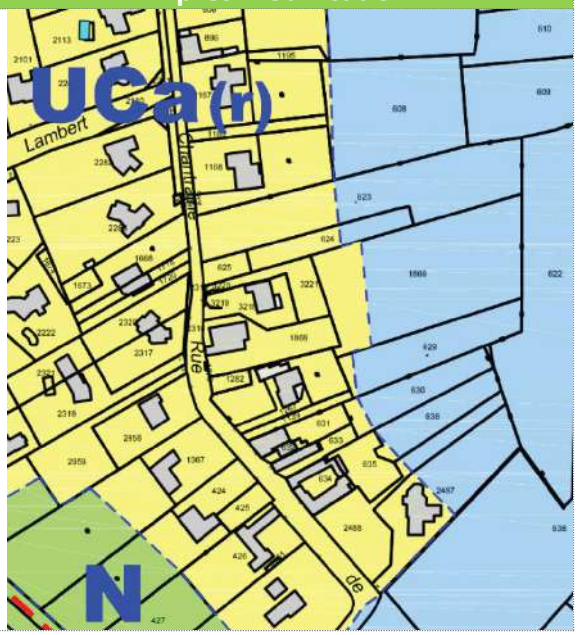
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# III. Description des projets

Les projets présentés ci-dessous sont issus des données recensées dans la notice de modification de droit commun.

## 1. *Modification des limites entre la zone UCa (r ) et A*

La première modification du plan de zonage concerne la limite de la zone UCa (r). Afin de reprendre une habitation en second rang oubliée lors du tracé de la profondeur de la zone urbaine, la limite de la zone urbaine sera très légèrement réhaussée afin d'intégrer l'entièreté de l'habitation existante.

| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



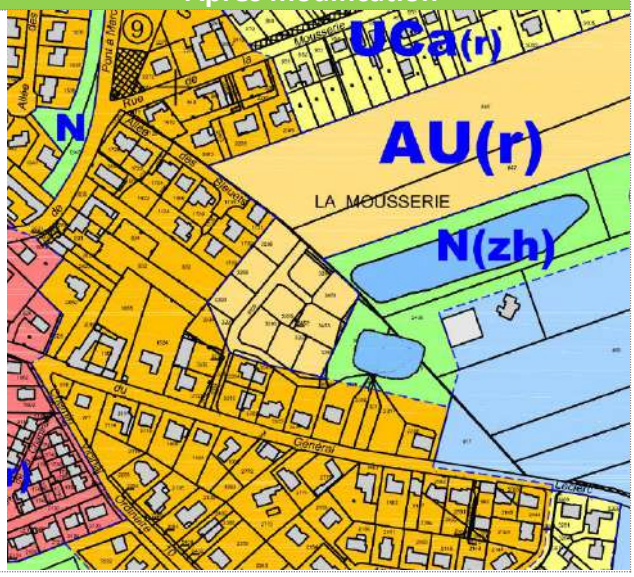
*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

## 2. *Suppression d'un emplacement réservé*

Lors de l'élaboration du PLU, la commune de Mérignies avait pour projet de réaliser un accès vers une future zone à urbaniser Au(r). Cette dernière accueille aujourd'hui un lotissement dont l'accès a été réalisé.

Ainsi, l'emplacement réservé n°**12** n'a plus lieu d'être et sera supprimé du plan de zonage.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

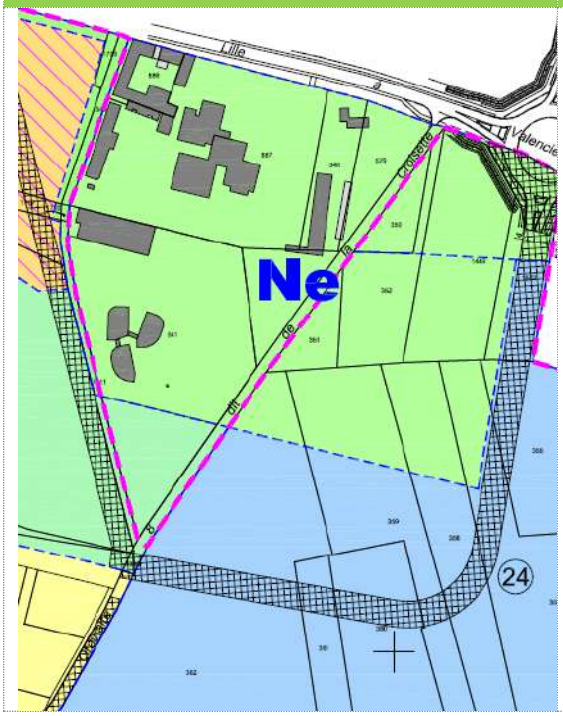
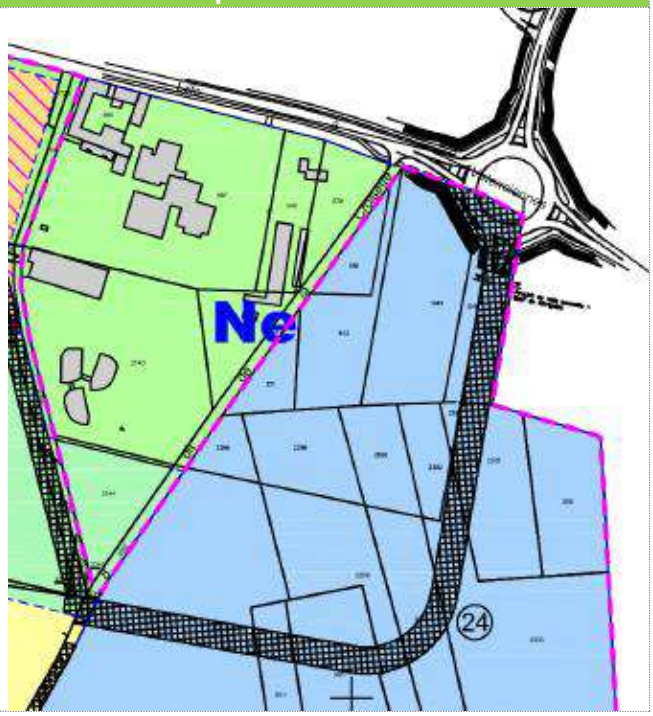
| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

### 3. *Déclassement de la partie est du secteur Ne – lieu-dit « La Croisette »*

Dans le cadre de cette procédure, la commune de Mérignies souhaite également réduire une partie de la zone Naturelle Ne à vocation socio-éducative, culturelle et sportive au profit de la zone Agricole A. Les parcelles concernées par ce déclassement représentent 1,95 ha.

| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

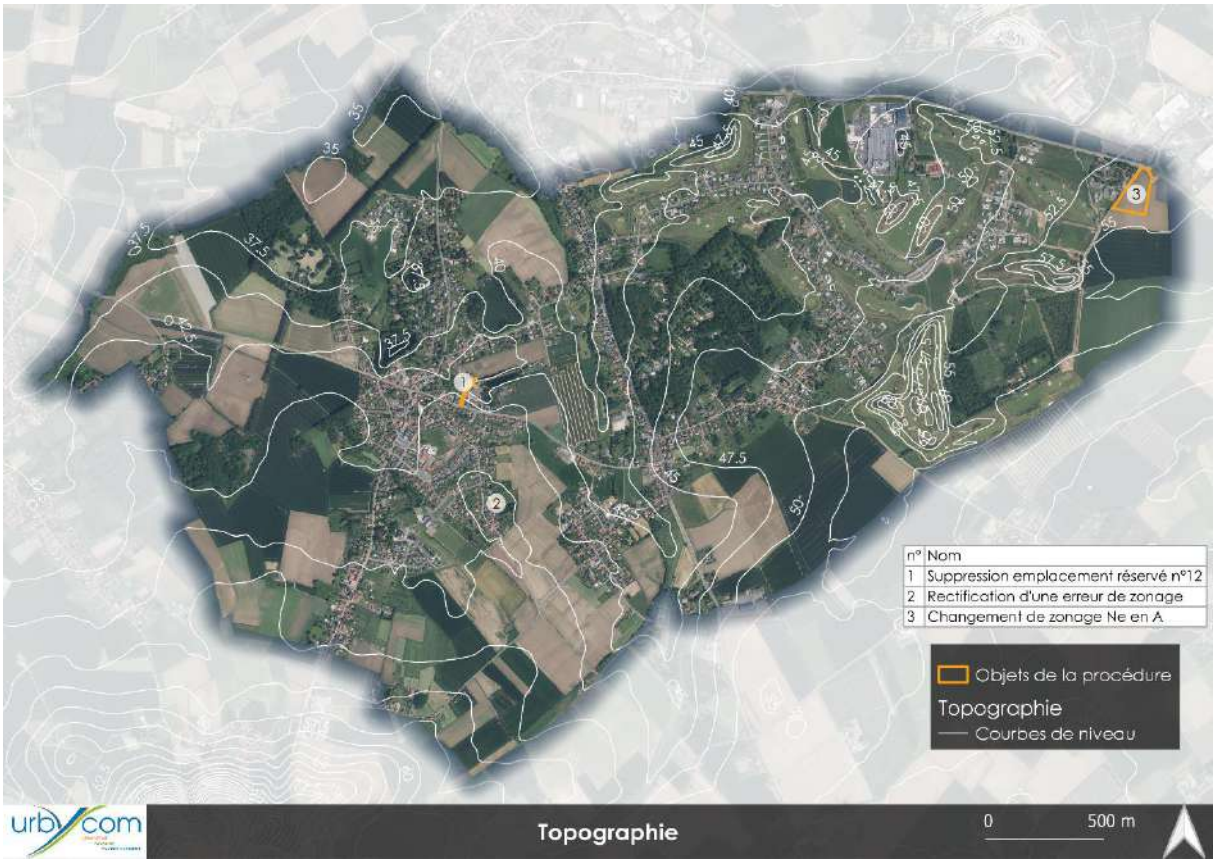
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

## I. Milieu physique

### *1. Topographie*

La commune de Mérignies dispose d'une topographie marquée par la présence d'un réseau hydrographique. Notons notamment la présence de La Marque et de la Petite Marque.
Son relief varie entre 35 et plus de 60 mètres d'altitude. Les variations les plus importantes sont situées au sein de la zone naturelle du golf. En effet, cette zone présente un relief beaucoup plus marqué que sur le reste du territoire communal.
Ces variations du dénivelé ont une incidence sur les écoulements des eaux pluviales.




*Source : Cartographie Urbycom*

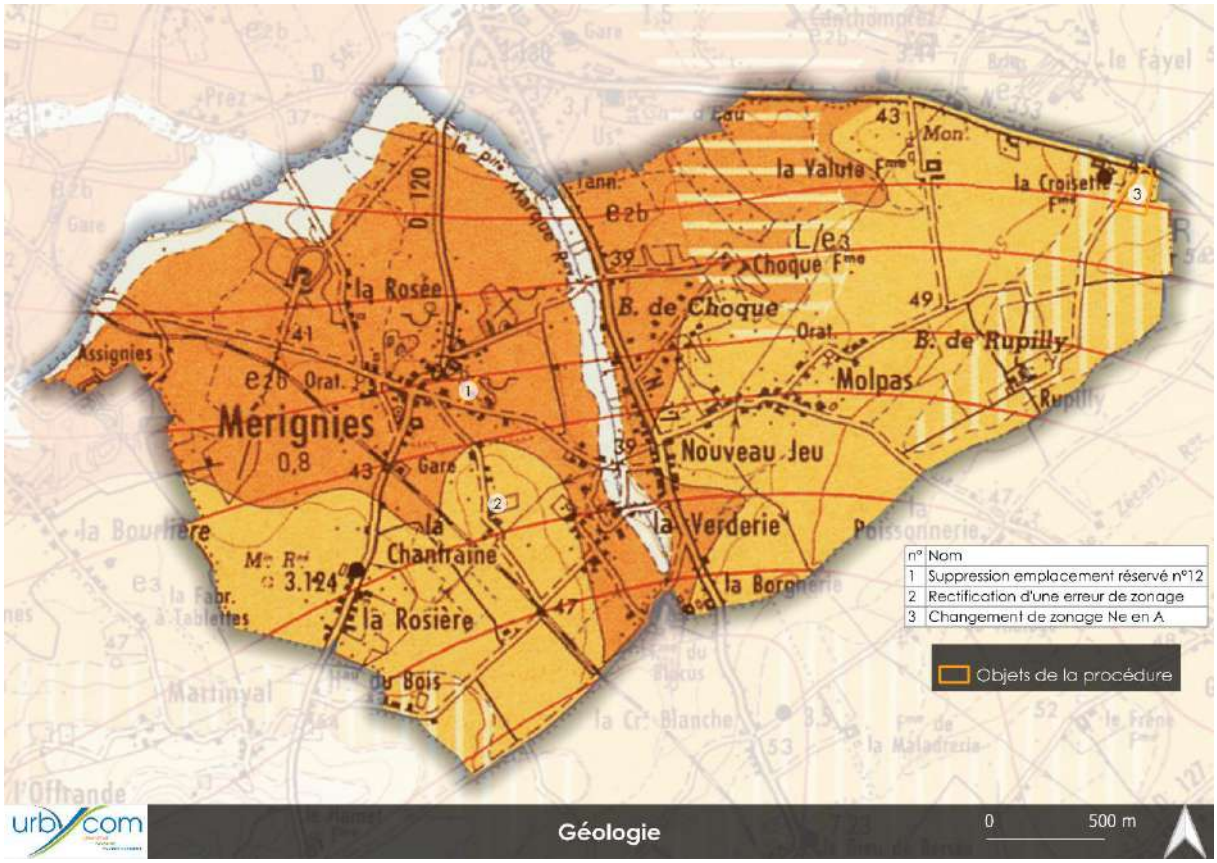
### 2. *Géologie et pédologie*

D'après le BRGM, un premier aperçu des cartes géologiques indique que le territoire est en partie couvert de limons et de sables offrant un sol perméable. Par ailleurs, le territoire est également en grande partie couvert par des argiles perméables.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Notons que :

- L'objet n°1 de la procédure est situé sur un sol sableux,
- L'objet n°2 de la procédure est situé des argiles d'Orchies,
- L'objet n°3 de la procédure est situé sur un sol argileux (argile d'Orchies de l'Yprésien) recouverts de limons divers.




*Source : Cartographie Urbycom*

**Feuille n°20 – Carvin**

Fz Alluvions modernes

R/e3 Sables recouvrant l'Argile d'Orchies

L/e3 Limons de lavage ou limons quaternaires sur argile d'Orchies de l'Yprésien

L/e2b Limons de lavage ou limons quaternaires sur sables d'Ostricourt du Landénien

e3 Yprésien, Argile d'Orchies

e2b Landénien, Sables d'Ostricourt

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# II. Ressource en eau

La commune de Mérignies est concernée par le SDAGE Artois-Picardie et par le SAGE Marque Deûle.

La commune abrite un réseau hydrographique important sur l'ensemble du territoire.

## 1. *Eaux souterraines*

Le bassin hydrogéologique correspond à la partie souterraine du bassin hydrologique. Dans le cadre de cette étude, il est possible de mettre en évidence une masse d'eau de surface :

- FRAR34 – Marque

Ainsi que deux masses d'eau souterraines :

- FRAG306 : Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée
- FRAG318 : Sables du Landénien d'Orchies

Le SDAGE Artois-Picardie énonce les qualités et objectif de qualité des masses d'eau souterraines.

Cette masse d'eau poursuit un objectif d'amélioration d'une classe de l'état écologique. Cet objectif vise un état médiocre à l'horizon 2027. Cette masse d'eau de surface fait partie de celles bénéficiant d'objectifs moins stricts et de motifs dérogatoires. Ainsi, elles disposent d'objectifs intermédiaires à horizon 2027 afin d'atteindre le bon état écologique dans un horizon prochain.

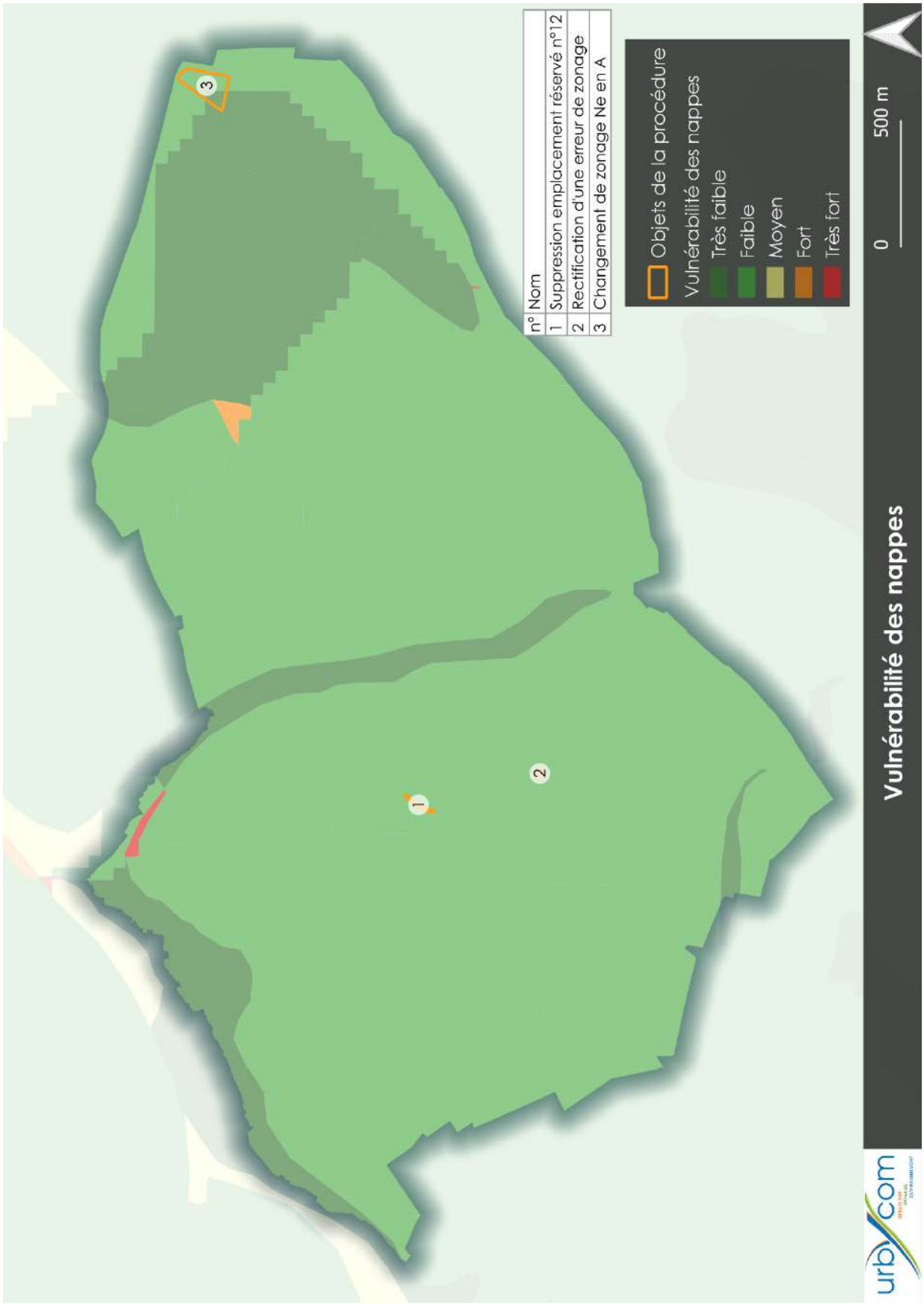
| Code | Masse eau | Territoire concerné | Objectif | Etat attendu en 2027 | Motifs de dérogation |
|---|---|---|---|---|---|
| FRB2R15<br>FRAR31<br>FRAR34 | Cligneux<br>Lys canalisée (aval)<br>Marque | Sambre<br>Lys<br>Marque Deûle | **Amélioration d'une classe** de l'état écologique | Médiocre | Pressions multiples (diffuses et ponctuelles) & Morphologie dégradée |

*Source : SDAGE Artois Picardie 2022-2027*

Les masses d'eau souterraines présentent également des objectifs de bon état chimique différents. En effet, notons que la masse d'eau souterraine GRAG318 Sables du Landénien d'Orchies est en bon état chimique et quantitatif depuis 2015 selon les règles du cycle 3. A l'inverse, la masse d'eau souterraine FRAG306 Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée dispose d'un report de délai à l'horizon 2039 pour conditions naturelles et dont le motif de dérogation est issu des pressions agricoles diffuses au sein du territoire. Notons cependant que cette dernière est en bon état quantitatif depuis 2015.

D'un point de vue général, la vulnérabilité des nappes du territoire communal reste globalement très faible à faible. Néanmoins, on observe deux zones soumises à une vulnérabilité forte à très forte au nord et au centre du territoire. Ce phénomène de vulnérabilité est notamment dû à la pollution par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire (Source : SDAGE Artois Picardie). A noter que les projets se situent à distance de ces zones.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 2. Captages d'eau potable

Le territoire communal recense deux captages fermés. Les projets sont situés à distance de ces derniers.




*Source : Cartographie Urbycom*

## 3. Zones à Dominante Humide

Plusieurs Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie sont recensées sur le territoire de Mérignies.

Ces dernières sont généralement situées à proximité immédiate du réseau hydrographique. D'une manière générale, les projets sont situés à distance de ces zones humides et zones à dominante humide.

Seul l'objet n°1 de la procédure est situé à proximité immédiate de ces zones. Ce dernier n'aura aucun impact sur leur préservation étant donné que le projet est d'ores et déjà réalisé.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

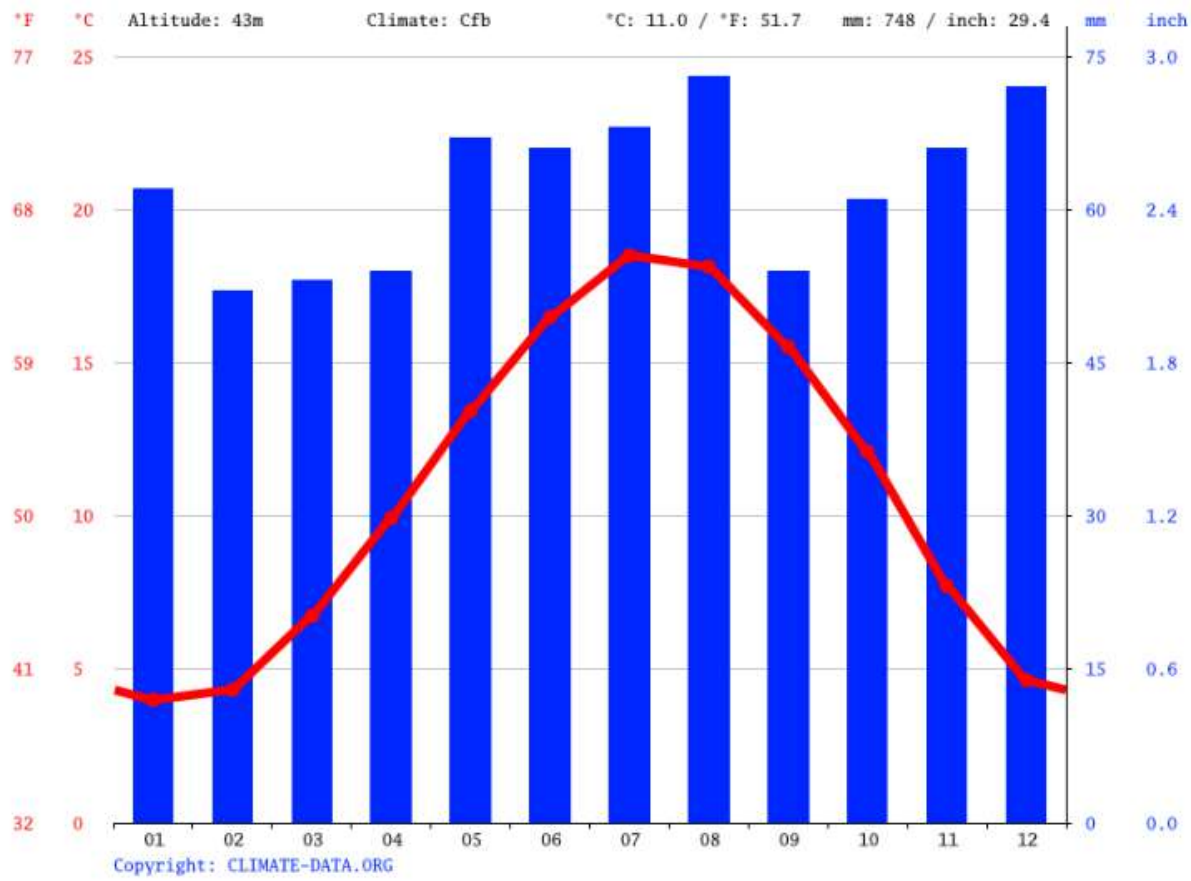
# III. Climat et qualité de l'air

La commune de Mérignies est concernée par un climat de type océanique, avec des températures douces et une pluviométrie relativement abondante.

En moyenne les précipitations mensuelles moyennes sont de 73 mm, avec une forte abondance pendant les mois d'hiver. Les mois d'été sont également touchés par une pluviométrie abondante.

| | January | February | March | April | May | June | July | August | September | October | November | December |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Avg. Temperature °C (°F) | 4 °C (39.2) °F | 4.3 °C (39.8) °F | 6.7 °C (44.1) °F | 9.9 °C (49.9) °F | 13.4 °C (56.2) °F | 16.5 °C (61.7) °F | 18.5 °C (65.3) °F | 18.1 °C (64.6) °F | 15.5 °C (59.9) °F | 12.1 °C (53.8) °F | 7.7 °C (45.9) °F | 4.7 °C (40.4) °F |
| Min. Temperature °C (°F) | 1.5 °C (34.7) °F | 1.4 °C (34.5) °F | 2.9 °C (37.1) °F | 5.2 °C (41.3) °F | 8.8 °C (47.9) °F | 11.8 °C (53.2) °F | 14.1 °C (57.3) °F | 13.8 °C (56.9) °F | 11.6 °C (52.8) °F | 8.9 °C (48.1) °F | 5.1 °C (41.3) °F | 2.3 °C (36.2) °F |
| Max. Temperature °C (°F) | 6.5 °C (43.8) °F | 7.5 °C (45.5) °F | 10.7 °C (51.3) °F | 14.5 °C (58.1) °F | 17.7 °C (63.9) °F | 20.8 °C (69.4) °F | 22.7 °C (72.8) °F | 22.4 °C (72.2) °F | 19.6 °C (67.3) °F | 15.5 °C (59.9) °F | 10.4 °C (50.7) °F | 7 °C (44.7) °F |
| Precipitation / Rainfall mm (in) | 62 (2) | 52 (2) | 53 (2) | 54 (2) | 67 (2) | 66 (2) | 68 (2) | 73 (2) | 54 (2) | 61 (2) | 66 (2) | 72 (2) |
| Humidity(%) | 84% | 81% | 77% | 72% | 72% | 71% | 71% | 73% | 75% | 80% | 86% | 86% |
| Rainy days (d) | 9 | 8 | 8 | 9 | 9 | 8 | 9 | 9 | 8 | 8 | 9 | 10 |
| avg. Sun hours (hours) | 3.2 | 4.0 | 5.5 | 7.8 | 8.4 | 9.0 | 9.5 | 8.8 | 6.8 | 5.2 | 3.7 | 3.2 |

*Source : Climate-data.org*




*Source : Climate-data.org*

Le territoire est également concerné par différentes sources de pollution. Ces dernières sont issues des productions d'énergies des habitations, des entreprises et industries, de l'activité agricole mais également de l'automobile.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Dans la région, Atmo Hauts-de-France a la charge de l'évaluation de la qualité de l'air. Les stations de mesure les plus proches de Mérignies sont situés à Wattignies, Harnes et Saint-Amand-les-Eaux.

- Dioxyde d'azote

Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde sont globalement respectés en zone rurale.

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 40 µg/m³ (moyenne annuelle). Les valeurs observées au niveau de la station sont inférieures à cette valeur au cours de l'année 2021.







*Source : Atmo Hauts-de-France*

- Ozone

L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins, en grande quantité, celui-ci devient néfaste, il est responsable du réchauffement climatique.

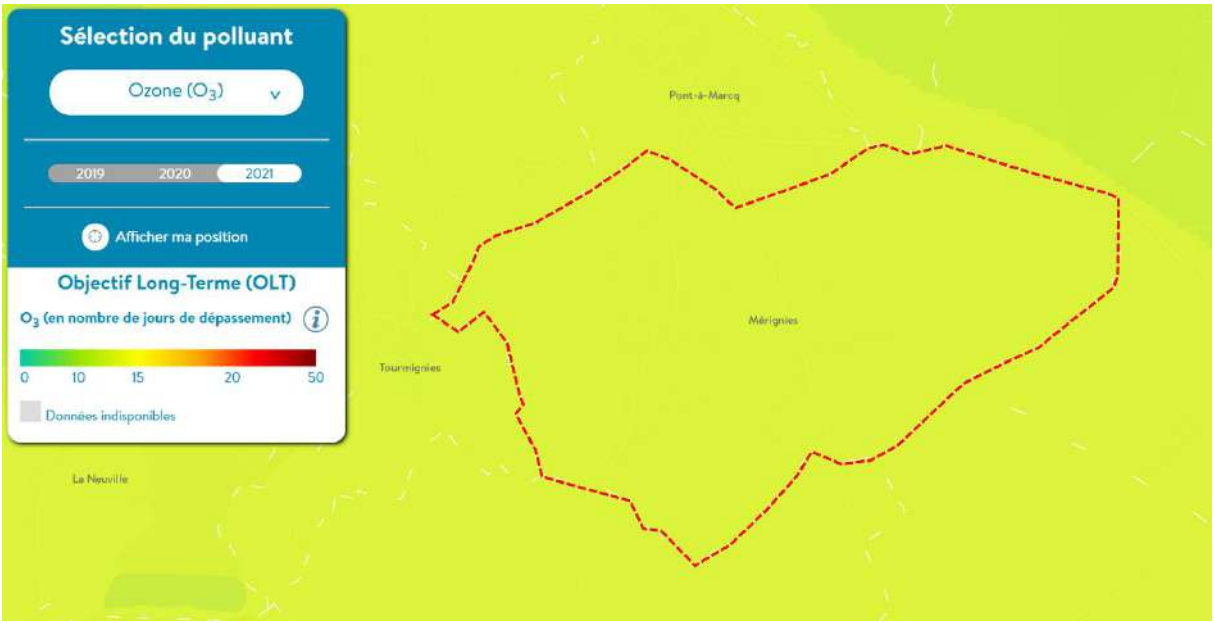
Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux.

Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, les industries…

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes. Ce polluant n'est pas mesuré en continu au sein de la station.




*Source : Atmo Hauts-de-France*

- Particules PM10

Les particules fines sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air.

Dans le territoire, elles peuvent être d'origines humaine en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime s'engouffrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et de 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Notons qu'au sein de la commune, les concentrations sont essentiellement localisées le long des axes routiers.




*Source : Atmo Hauts-de-France*




*Source : Atmo Hauts-de-France*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

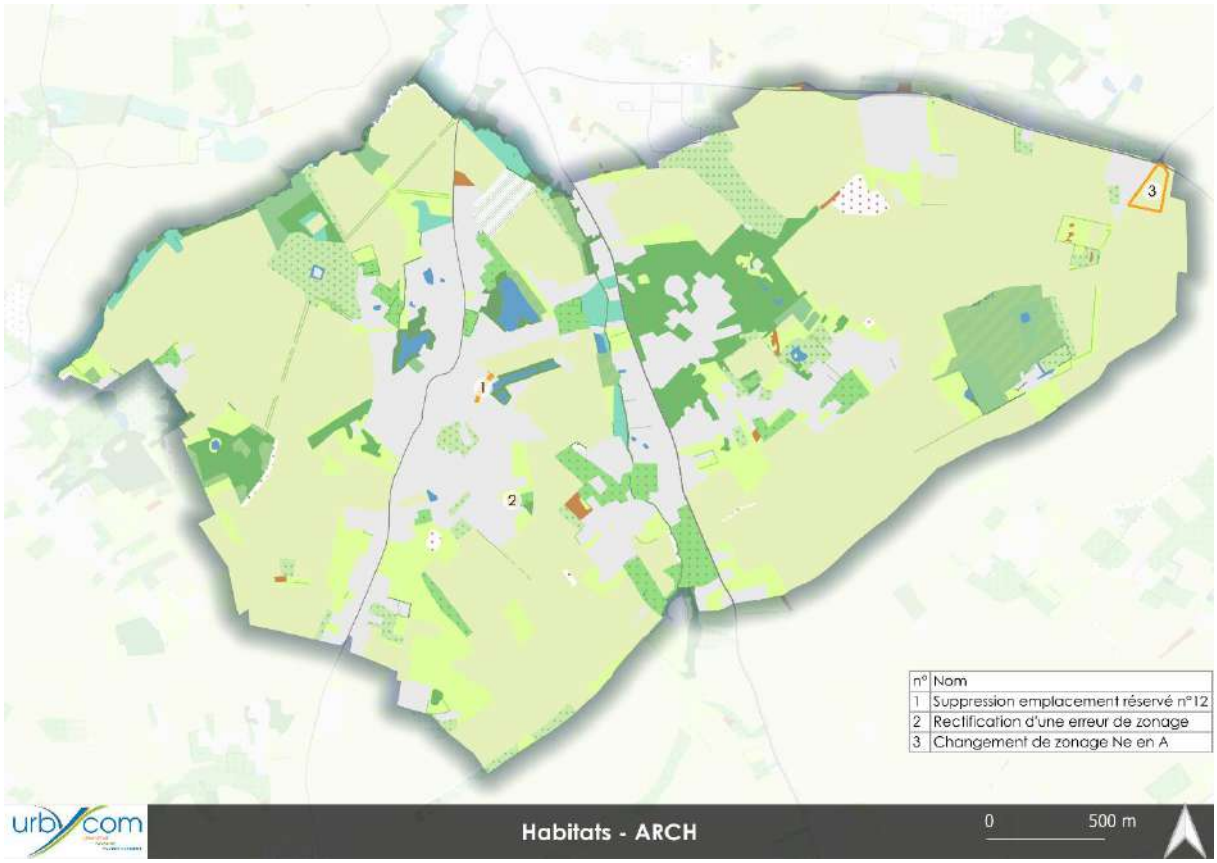
# IV. Milieu naturel

## 1. *Description générale des sites et des milieux naturels environnants*

### a. *Habitats naturels*

D'après le projet ARCH (*Assessing Regional Changes to Habitats*), le territoire est majoritairement caractérisé par des espaces de cultures et des pâtures mésophiles.

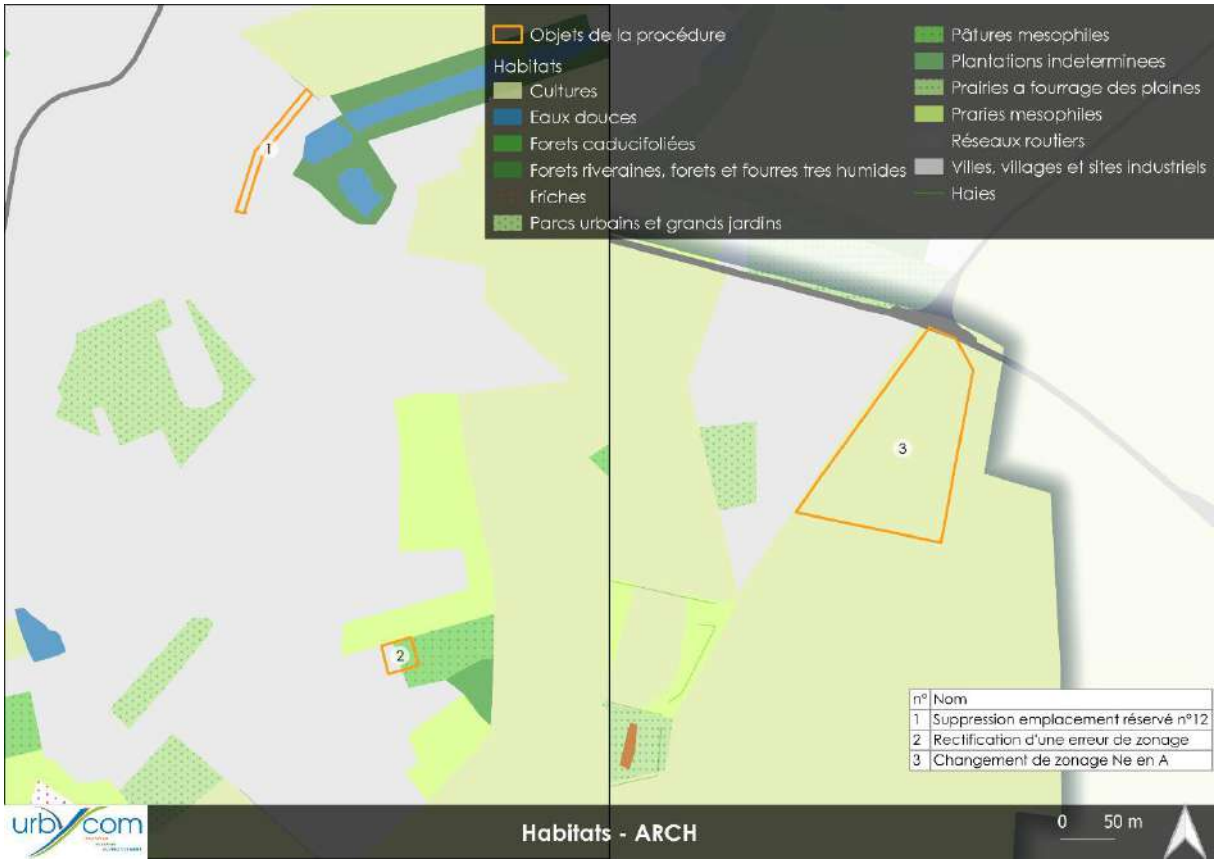
Globalement, les zones de diversité se situent aux abords directs des zones urbaines. Au nord, des pâtures, des prairies humides et des prairies mésophiles sont nombreuses et peuvent présenter un grand intérêt pour la biodiversité.




*Source : Cartographie Urbycom*



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

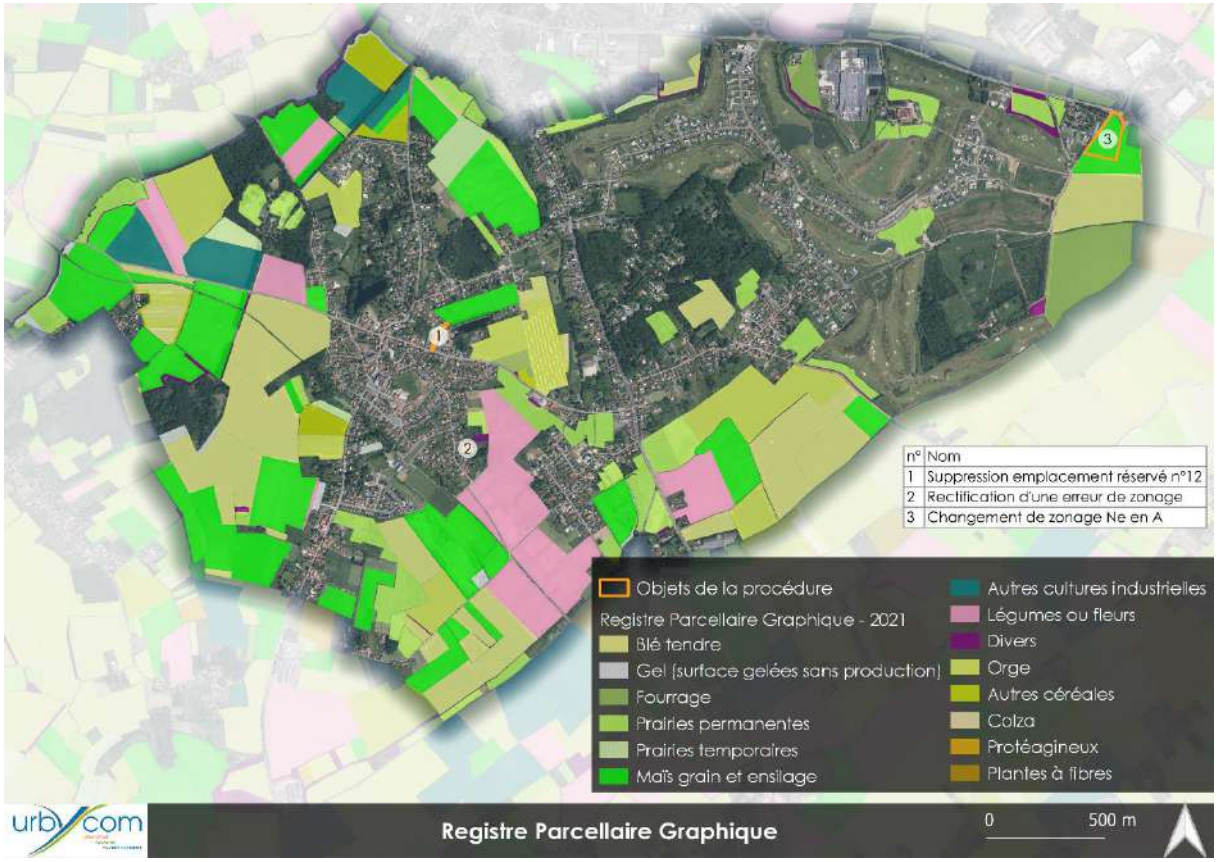
| Type d'habitat | Surface (ha) | | |
|---|---|---|---|
| | **Objet n°1** | **Objet n°2** | **Objet n°3** |
| Cultures | | | 1,945 |
| Prairies mésophiles | | 0,052 | |
| Villes, villages et sites industriels | 0,112 | 0,035 | |
| **Total général** | **0,112** | **0,087** | **1,945** |

*Source : Urbycom*

### b. Agriculture

La commune de Mérignies est un territoire marqué par la présence de nombreuses terres agricoles à l'ouest du territoire. En effet, selon le Registre Parcellaire Graphique de 2021, plus de 42,6 % du territoire est dédié aux espaces agricoles et terres arables, soit 368,98 hectares.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

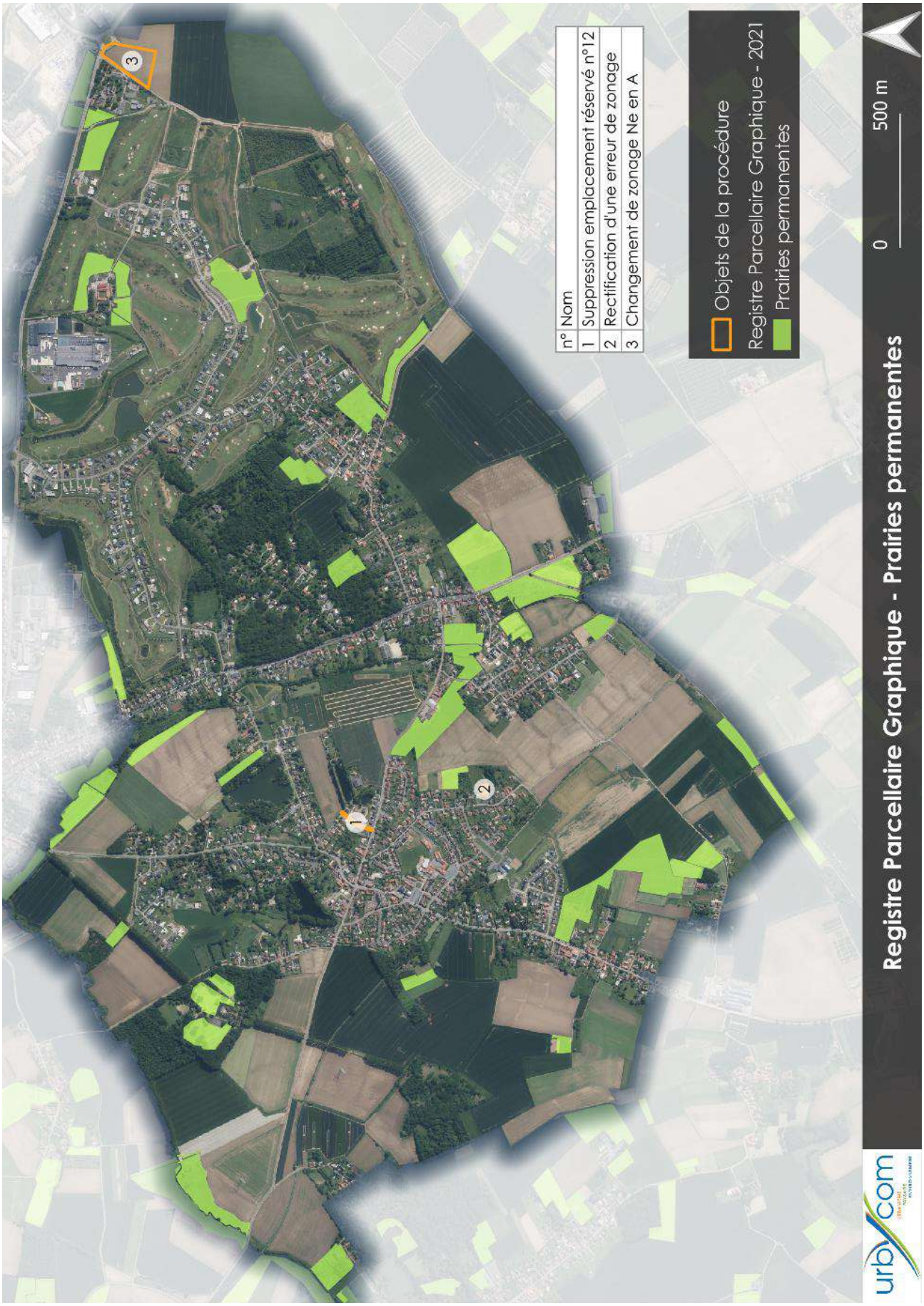
Au sein du territoire, les parcelles concernées par la procédure sont essentiellement situées à l'écart de ces espaces. En effet, les objets n°1 et 2 ne sont pas occupés par des terres agricoles cultivées contrairement à l'objet n°3.

Cette zone est entièrement occupée par des terres agricoles cultivées, soit 1,945 ha.

Cette analyse a également mis en évidence la présence de prairies permanentes sur le territoire communal. Une prairie permanente désigne une surface fourragère se caractérisant par une couverture végétale herbacée haute, à forte biomasse, dominée par des graminées. Elle bénéficie d'une grande richesse d'espèces végétales.

La commune dispose de plusieurs prairies permanentes sur l'ensemble de son territoire. Elles sont éloignées des projets.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

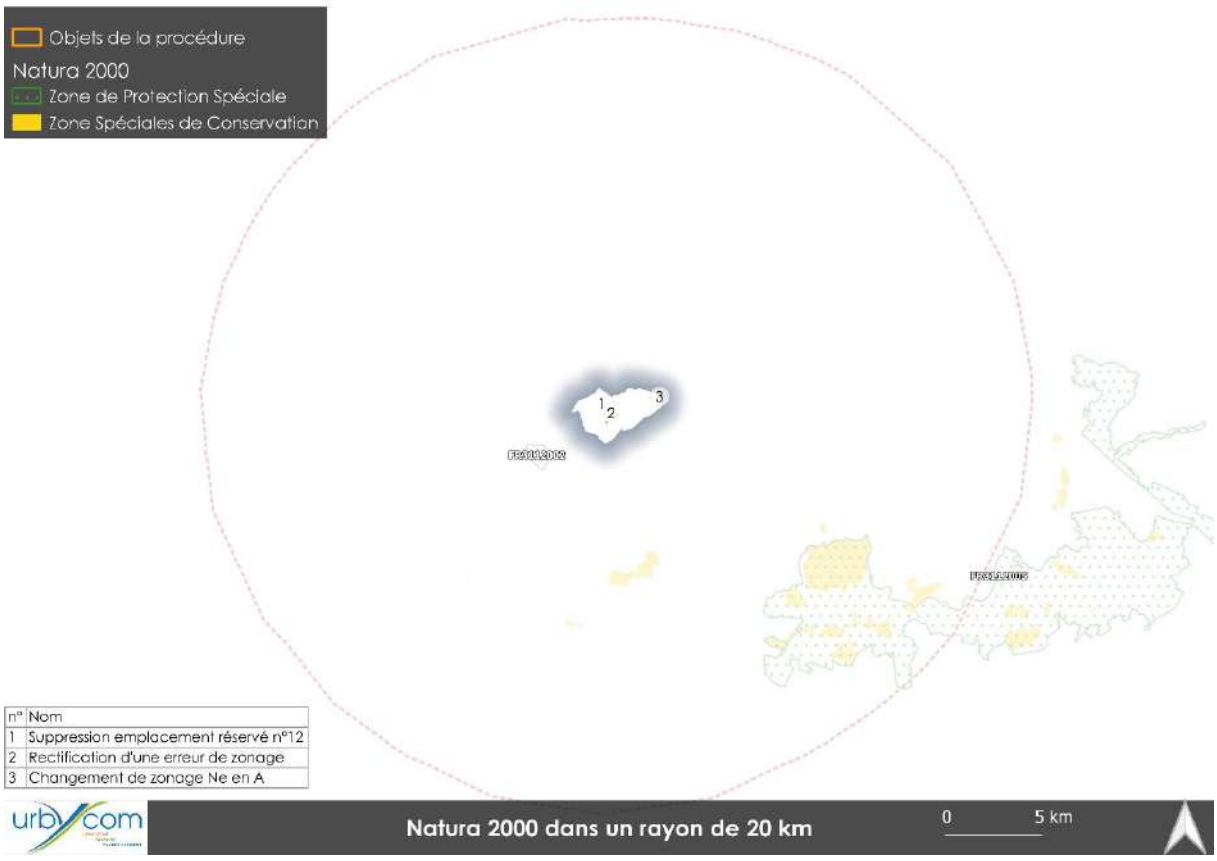
## 2. Zones naturelles

### a. Zones Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur le territoire. Cependant, dans un rayon de 20km autour du territoire communal, sont recensées :

- 2 zones de protection spéciale :
  - FR3112002 - Les "Cinq Tailles"
  - FR3112005 - Vallée de la Scarpe et de l'Escaut

- 3 zones spéciales de conservation :
  - FR3100506 - Bois de Flines-lez-Raches et système alluvial du courant des Vanneaux
  - FR3100504 - Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe
  - FR3100507 - Forêts de Raismes / Saint Amand / Wallers et Marchiennes et plaine alluviale de la Scarpe




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

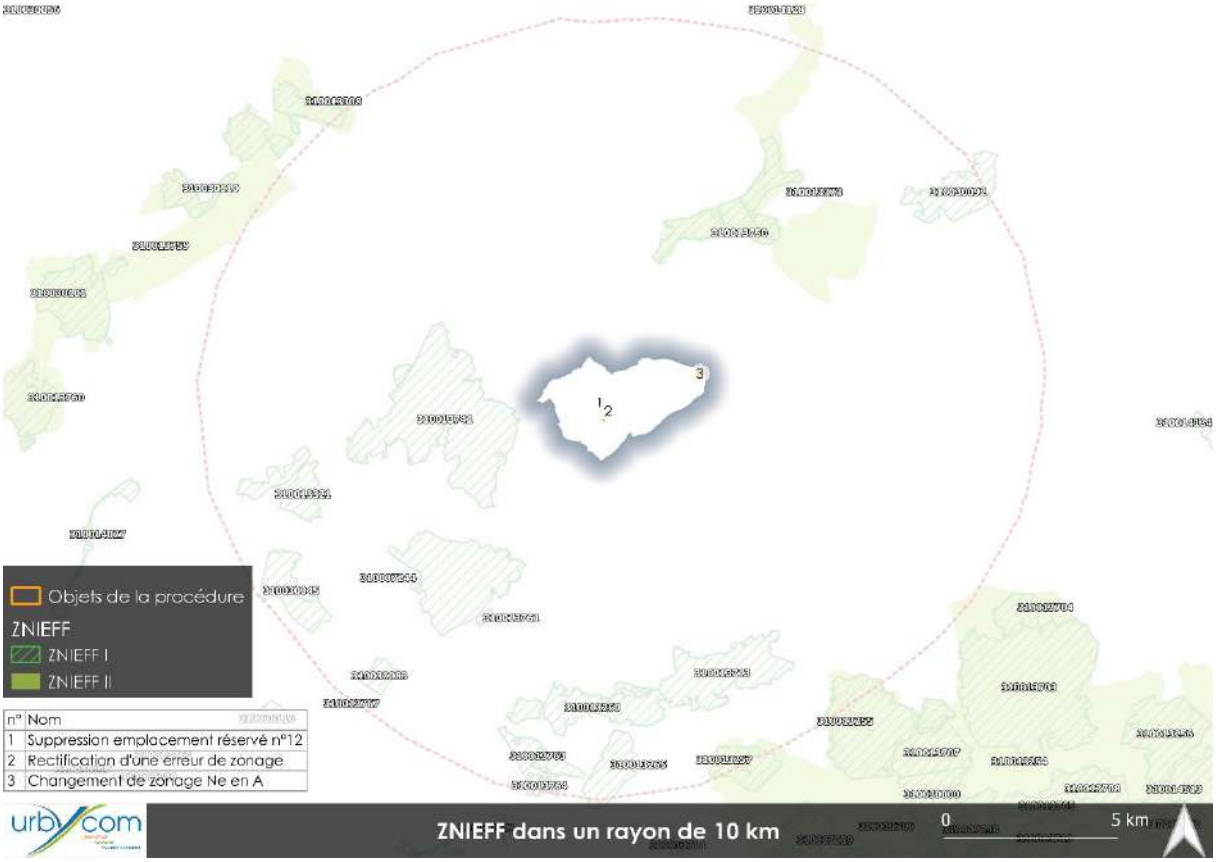
### b. *Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique*

Aucune Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) n'est présente sur le territoire communal. Cependant, dans un rayon de 10 km autour de la commune de Mérignies sont recensées :

- 16 ZNIEFF de type I :
  - 310013308 - Marais d'Emmerin et d'Haubourdin et ancien dépôt des voies navigables de Santes et le Petit Claire Marais
  - 310013257 - Marais de Râches et la Tourbière
  - 310013750 - Marais d'Ennevelin à Cysoing
  - 310013764 - Pelouses et bois métallicoles d'Auby
  - 310013255 - Bois de Bouvignies et prairies humides du Cattelet et du Faux Vivier à Flines-lez-Raches et Marchiennes
  - 310013763 - Terril n°136 dit Lains Ouest et marais de Pont Pinet à Roost-Warendin
  - 310013713 - Bois de Flines-les-Raches
  - 310013260 - Complexe humide entre Roost-Warendin et Raimbaucourt
  - 310007244 - Terril n°108 d'Ostricourt et marais périphériques
  - 310030083 - Terrils 109 et 113 d'Evin-Malmaison
  - 310030092 - Bois et Prairies de Boughelles et Wannehain
  - 310030045 - Marais et terril d'Oignies et bois du Hautois
  - 310013265 - Marais de Roost-Warendin
  - 310013761 - Terril 122 de Leforest et marais périphérique
  - 310013321 - Etang et bois de l'Epinoy
  - 310013741 – La forêt domaniale de Phalempin, le Bois de l'Offlarde, Bois Monsieur, les Cinq Tailles et leurs lisières

- 3 ZNIEFF de Type II :
  - 310013759 - Basse Vallée de la Deûle entre Wingles et Emmerin
  - 310013373 - Vallée de la Marque entre Ennevelin et Hem
  - 310013254 - La Plaine alluviale de la Scarpe entre Flines-lez-Râches et la confluence avec l'Escaut

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

- ZNIEFF de type I

| |
|---|
| **Nom :** Pelouse et bois métallicoles d'Auby<br>**Identifiant :** 310013764<br>**Type :** ZNIEFF continentale de type I<br>**Superficie :** 31 ha |
| **Description :** Les pelouses et bois métallicoles d'Auby correspondent à l'un des trois sites calaminaires connus dans le Nord-Pas-de-Calais et recensés comme tels. Ces sites enrichis en métaux lourds se sont révélés extrêmement toxiques pour la végétation locale. Seule une flore spécialisée (métallophytes) a pu s'installer sur ces terrains (le terme calaminaire provient de calamine, nom d'un minerai de zinc). Sur le plan régional mais aussi national, l'originalité et la rareté de ces milieux, qu'ils soient naturels ou d'origine industrielle, expliquent les nombreux travaux scientifiques qui leur ont été consacrés. Ces pelouses calaminaires hébergent en effet une flore exceptionnelle exclusivement liée à cet habitat si particulier : Armérie de Haller (*Armeria halleri*), dont les stations régionales seraient uniques en France, et l'Arabette de Haller (*Cardaminopsis halleri*) également signalé dans le Bas-Rhin. Plus récemment, la Pensée calaminaire (*Viola calaminaria*) s'est naturalisée sur le site. La sous-espèce calaminaire du Silène enflé (*Silene vulgaris* subsp. *humilis*) complète le cortège. |
| **Aucune espèce faunistique déterminante de cette ZNIEFF n'est attendue sur la zone d'étude** |

**Nom :** Bois de Bouvignies et prairies humides du Cattelet et du Faux Vivier à Flines-lez-Raches et Marchiennes
**Identifiant :** 310013255
**Type :** ZNIEFF continentale de type I
**Superficie :** 564,5 hectares
**Description :** Le complexe boisé du Bois de Bouvignies, renferme tout un ensemble de communautés végétales se différenciant suivant des gradients de trophie et d'hygrophilie particulièrement marqués localement : chênaie acidocline mésotrophile à fougère aigle avec ourlet à Germandrée scorodoine, chênaie-bétulaie mésohygrophile à bourdaine, aulnaie mésotrophile à Laîche des rives ; diverses mares inondables s'auréolent de végétations amphibies hébergeant des plantes

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

d'un réel intérêt au niveau régional telle l'Hottonie des marais (*Hottonia palustris*). Les marais du Cattelet et du Faux-Vivier qui le bordent au Sud, bien qu'altérés par la plantation de peupleraies et quelques labours, comportent encore des prairies alluviales bocagères floristiquement intéressantes, bordées de fossés abritant une variété importante de plantes aquatiques et palustres. Sur l'ensemble de cet écocomplexe, une vingtaine d'espèces végétales déterminantes de ZNIEFF a été notée, la moitié environ étant protégées régionalement. La loche d'étang est potentiellement présente sur le site.



Source : INPN

Laîche des rives



Source : INPN

Hottonie des marais



Source : INPN

Loche d'étang



Source : INPN

Butome en ombelle

**Espèces faunistiques potentiellement retrouvables sur le site d'étude**

| Nom latin | Groupe | Protection | LRR | Rareté régionale | Patrimonialité |
|---|---|---|---|---|---|
| *Achillea ptarmica* | Plante | PR | LC | PC | Moyenne |
| *Carex elongata* | Plante | PR | LC | R | Forte |
| *Carex strigosa* | Plante | - | LC | PC | Faible |
| *Dipsacus pilosus* | Plante | - | LC | PC | Faible |
| *Rorippa sylvestris* | Plante | - | LC | PC | Faible |
| *Silaum silaus* | Plante | PR | LC | PC | Moyenne |

**Nom :** Terril n°136 dit Lains Ouest et marais de Pont Pinet à Roost-Warendin
**Identifiant :** 310013763
**Type :** ZNIEFF continentale de type I
**Superficie :** 121 ha

**Description :** Le site est constitué d'une mosaïque complexe et très variée de milieux humides et marécageux et de terrils et friches minières. Malgré une pression humaine très forte depuis un siècle, quelques reliques de marais paratourbeux abritent des végétations et une flore encore très riches. On peut notamment signaler la présence de plusieurs espèces en forte régression dans le Nord – Pas de Calais : *Ceratophyllum submersum* (présence actuelle à confirmer), *Poa palustris*, *Potamogeton coloratus* et *Utricularia vulgaris*. Situé à proximité d'un des trois sites remarquables de pelouses calaminaires de la région (à Auby), plusieurs espèces typiques de ces sols calaminaires sont présentes au Pont Pinet (*Armeria halleri, Cardaminopsis halleri* et *Silene vulgaris* subsp. *humilis*). Étant donné le contexte fortement anthropisé de ce site, la richesse floristique est remarquable, avec 24 plantes déterminantes de ZNIEFF dont 12 protégées.
Quelques espèces faunistiques sont également notées : le Triton crêté, le Petit Sylvain, le Phragmite des Joncs et quelques poissons.

**Aucune espèce faunistique déterminante de cette ZNIEFF n'est attendue sur la zone d'étude**

**Nom :** Terril 108 d'Ostricourt et marais périphériques
**Identifiant :** 310007244
**Type :** ZNIEFF continentale de type I
**Superficie :** 8,96 hectares

**Description :** Ce petit terril conique boisé, d'une surface de 6 ha à la base, est situé au contact de la forêt de Phalempin. Le début de l'édification de ce petit terril date de 1923. En 1997, ses abords ont été requalifiés par l'EPF dans le cadre du programme « Grandes friches industrielles ».
Situé à l'orée de la forêt domaniale de Phalempin, ce terril est caractérisé par la juxtaposition de 3 milieux qui confèrent au site une certaine diversité écologique malgré sa petite taille. Le sommet du terril reste encore relativement dénudé. Il est caractérisé, sur une surface de plus en plus restreinte, par la présence de végétations pionnières d'éboulis en voie de stabilisation avec notamment le Pavot cornu (Groupement à *Glaucium flavum*) et de nombreux pieds d'Ibéride en ombelle (*Iberis umbellata*), naturalisée, parsèment les pentes plus mobiles. Les suintements de bas de pente et affaissements miniers permettent l'expression d'une zone humide qui diversifie le milieu. Deux plans d'eau principaux sont présents au pied du terril. Ils accueillent de belles étendues de roselières relevant du *Solano dulcamarae – Phragmitetum australis*.
Toutefois peu d'espèces de zones humides déterminantes de ZNIEFF s'y développent. Seuls le Butome en ombelle (*Butomus umbellatus*) l'Oenanthe aquatique (*Oenanthe aquatica*), le Plantain-d'eau lancéolé (*Alisma lanceolata*) et le Vulpin fauve (*Alopecurus aequalis*), tous les quatre protégés dans le Nord-Pas-de-Calais, ont été observés depuis 1990. Un boisement acidicline pionnier original et typique des terrils s'observe encore au sud du cône : la Bétulaie à Canche flexueuse, habitat déterminant de ZNIEFF justifiant pleinement sur le plan écologique et phytocénotique le maintien de cette ZNIEFF.

**Aucune espèce faunistique déterminante de ZNIEFF n'est recensée**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Nom : Terrils 109 et 113 d'Evin-Malmaison**
**Identifiant :** 310030083
**Type :** ZNIEFF continentale de type I
**Superficie :** 63,35 hectares

**Description :** Constitué principalement d'un terril tabulaire à substrat à granulométrie fine à grossière dont le début d'édification date de 1924, ce site est enclavé entre la commune d'Evin-Malmaison au Nord et le canal de la Deûle en face, et une importante zone industrielle au Sud. Outre l'ensemble du terril 109, ce site intègre également le flanc est du terril 113, actuellement en exploitation. Le chevalement de l'ancienne fosse n°8 a été conservé, conférant au site un grand intérêt historique. Il présente également, associé avec le T113, un intérêt paysager certain, étant un repère à l'échelle de la ville. Il est totalement aménagé pour le public. Parcouru par de nombreux cheminements au milieu de diverses plantations et de semis de prairies fleuries, il est associé à un étang de pêche. C'est avant tout un lieu de détente et de loisirs pour la ville. La fréquentation y est importante.
L'intérêt floristique et phytocénotique est très réduit en raison de tous ces aménagements. Un petit fossé connecté à l'étang de pêche traverse le site. Il accueille une flore et des végétations aquatiques à amphibies. Malgré les eaux de mauvaise qualité, un herbier à Zannichellie des marais s'y déploie avec de longues tiges vert clair. L'étang au Nord-Est a ses berges complètement aménagées pour la pratique de la pêche. Notons tout de même la présence d'une roselière immergée à Roseau commun au niveau de son diverticule Nord.
Au niveau des plantations de feuillus, au Sud-Est, s'observe une métallophyte absolue : l'Arabette de Haller (*Cardaminopsis halleri*), dont la présence sur ce terril est plutôt surprenante... Déterminante de ZNIEFF, cette dernière colonise une petite surface de la strate herbacée de ce boisement d'origine artificielle. Au total seulement 2 végétations et 2 taxons déterminants de ZNIEFF ont pu être recensés sur ce site.
Cette ZNIEFF accueille trois espèces d'amphibiens dont deux espèces de crapauds caractéristiques des friches minières dans la région du bassin minier. Les friches minières, les fonds de carrières inondées, les zones d'extraction de granulat constituent en effet l'habitat secondaire du Crapaud calamite dans la région dont l'habitat primaire est constitué par les dunes. Le Pélodyte ponctué est dans la région en limite de son aire de répartition ce qui confère une importance particulière à tous les sites où il se reproduit.

**Aucune espèce faunistique de cette ZNIEFF n'est attendue sur la zone d'étude.**

**Nom :** Forêt domaniale de Phalempin, le bois de l'Offlarde, bois Monsieur, les Cinq Tailles et ses lisières
**Identifiant :** 310013741
**Type :** ZNIEFF continentale de type I
**Superficie :** 1824 hectares

**Description :** Cette ZNIEFF est majoritairement occupée par un complexe forestier qui représente une des entités écologiques les plus intéressantes de la région lilloise. En effet, la forêt domaniale de Phalempin constitue le principal massif forestier de la communauté urbaine, et donc attire beaucoup de promeneurs.
Ce complexe forestier est situé sur des assises géologiques variées (argile yprésienne, sables, tuffeau, alluvions…) induisant des séquences de végétations suivant des gradients d'hygrophilie, de pH et de trophie au sein des forêts des *Querco roboris – Fagetea sylvaticae*. Cet ensemble forestier abrite donc un patrimoine naturel diversifié qui ne se limite pas aux seuls milieux forestiers, mais aussi aux milieux associés ou périphériques (ourlets, layons, lisières, prairies, étangs, mares…).
Cette ZNIEFF, très diversifiée en type de milieux, est occupée par plus d'une vingtaine de végétations déterminantes de ZNIEFF, et abrite également un bon nombre d'espèces déterminantes (une trentaine dont la moitié est protégée au niveau régional). On peut citer l'Hottonie des marais (*Hottonia palustris*), le Vulpin fauve (*Alopecurus aequalis*), la Laîche allongée (*Carex elongata*), le Callitriche à crochets (*Callitriche hamulata*), le Gnaphale jaunâtre (*Gnaphalium luteoalbum*), le Maïanthème à deux feuilles (*Maianthemum bifolium*), la Véronique à écussons (*Veronica scutellata*) …. Vingt-cinq espèces déterminantes de faune ont été recensées dans ces massifs boisés, associés à de vastes plans d'eau, dont seize espèces d'Oiseaux, quatre d'Amphibiens et trois de Rhopalocères. Parmi les Amphibiens présents sur le site, le Triton crêté est inscrit à l'Annexe II de la Directive Habitats ; étant assez commun dans le Nord-Pas-de-Calais.

**Espèces déterminantes de la ZNIEFF potentiellement retrouvables sur la zone d'étude**

| Nom latin | Groupe | Protection | LRR | Rareté régionale | Patrimonialité |
|---|---|---|---|---|---|
| *Nymphalis polychloros* | Lépidoptère | - | | | **Faible** |
| *Pipistrellus nathusii* | Chiroptère | PII | I | AC | **Moyenne** |
| *Acrocephalus schoenobaenus* | Avifaune | PIII | LC | AC | **Faible** |
| *Cettia cetti* | Avifaune | PIII | NT | PC | **Faible** |
| *Luscinia svecica* | Avifaune | PIII | LC | PC | **Forte** |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- ZNIEFF de type II

| |
|---|
| **Nom :** Basse vallée de la Deûle entre Wingles et Emmerin |
| **Identifiant :** 310013759 |
| **Type :** ZNIEFF continentale de type II |
| **Superficie :** 2769 ha |
| **Description :** Situé en périphérie de la métropole lilloise, la basse Vallée de la Deûle passe entre les Weppes situées et Nord et le Carembault au Sud. Largement canalisée aujourd'hui, le cours de la Deûle a subi de nombreuses modifications aux cours des siècles. La Basse vallée est aujourd'hui très morcelée et présentes des végétations hygrophiles eutrophes mais présentant encore un grand intérêt écologique, notamment avifaunistique en raison du contexte géographique (région très urbanisée pauvre en milieux naturels). Ce trouve également un ensemble de biotopes marécageux complémentaires associant prairies humides, boisements plus ou moins marécageux (marais d'Emmerin notamment), des mégaphorbiaies, roselières et plans d'eau plus ou moins vastes et représente également un site relictuel refuge pour la faune sauvage et la flore des milieux humides. Historiquement, les marais de la basse vallée de la Deûle étaient exploités pour la tourbe. Ils ont ensuite été drainés et ont presque disparus. Il subsiste à leur emplacement un couloir de cultures, peupleraies, bosquets marécageux, petits étangs d'affaissement minier, friches industrielles présentant un intérêt faunistique moyen (hivernage de rapaces et de quelques oiseaux d'eau). Presque tous les nicheurs intéressants ont disparu (busards, butors, marouettes). Cependant, le fait que cette zone soit située au milieu d'une région très urbanisée augmente sa valeur écologique. |
| **Aucune espèce faunistique déterminante de cette ZNIEFF n'est attendue sur la zone d'étude** |

| |
|---|
| **Nom :** Vallée de la Marque entre Ennevelin et Hem |
| **Identifiant :** 310013373 |
| **Type :** ZNIEFF continentale de type II |
| **Superficie :** 2498 hectares |
| **Description :** La vallée de la Marque correspond à une large vallée alluviale non tourbeuse. Il s 'agit de la dernière zone de ce type de la région de Lille, relique historique du complexe marécageux de la région du Mélantois. Elle est occupée par de nombreux étangs, parcourue par de nombreux fossés, et couverte de roselières, mégaphorbiaies et prairies eutrophiles.<br>Les pentes faibles de la rivière sont peu propices à l'évacuation des eaux ce qui explique la présence de marais et qu'une grande partie de cette zone subit une inondation hivernale. Historiquement, cette caractéristique a constitué un handicap notamment pour les troupes armées en étant un obstacle à leur progression, ce qui explique l'existence de nombreuses batailles sur le secteur, dont la bataille de Bouvines en 1214.<br>Les marais de Péronne-en-Mélantois, du Fourneau et de Bonnance, font partie du système de zones humides qui longe la Marque jusqu'au Parc du Héron. Celui-ci fait partie d'un ensemble de six plans d'eau artificiels, creusés dans une zone marécageuse afin de réguler l'évacuation des eaux de pluie et le régime de la Marque.<br>Cette ZNIEFF présente une mosaïque d'habitats : boisements marécageux dominés par les aulnes, roselières eutrophiles du *Solano dulcamarae - Phragmitetum australis* et de l'*Oenantho aquaticae - Rorippetum amphibiae,* mégaphorbiaies mésoeutrophiles du Groupement à *Cirsium oleraceum* et *Filipendula ulmaria*, prairies hygrophiles à mésophiles.<br>A cette grande diversité de milieux est associée une diversité d'espèces tant floristique que faunistique. Ainsi, 19 espèces végétales déterminantes de ZNIEFF dont 9 protégées et 29 espèces faunistiques ont été recensées sur le site, telles que : la Guimauve officinale (*Althaea officinalis*), le Pigamon jaune (*Thalictrum flavum*), … le Martin-pêcheur, le Phragmite des joncs, la Gorgebleue à miroir, la Locustelle luscinioïde, … le Conocéphale des roseaux, le Criquet des clairières… l'Alyte accoucheur, le Triton crêté, la Couleuvre helvétique. |
| **Aucune espèce faunistique déterminante de la ZNIEFF n'est retrouvable sur la zone d'étude** |

| |
|---|
| **Nom :** La Plaine alluviale de la Scarpe entre Flines-lez-Raches et la confluence avec l'Escaut |
| **Identifiant :** 310013254 |
| **Type :** ZNIEFF continentale de type II |
| **Superficie :** 19348,49 hectares |
| **Description :** la plaine alluviale de la Scarpe abrite des sites d'un intérêt remarquable voire exceptionnel et aussi différents que les tourbières de Vred et Marchiennes, le complexe forestier de Saint-Amand-Raismes-Wallers, les landes tourbeuses de la sablière de Lièvre, la mare à Goriaux ou les nombreux marais et plaines inondables du cœur le plus humide de la vallée (marais de Wandignies-Hamage, marais du Vivier...). Les pratiques agricoles et sylvicoles ancestrales associées à la dynamique naturelle de la végétation se sont ainsi traduites par une grande diversité de biotopes conférant à cette plaine alluviale une valeur paysagère et une richesse biologique de premier ordre : une soixantaine de communautés végétales dont certaines rarissimes et beaucoup d'autres en régression composent les paysages de cette plaine alluviale près d'une centaine d'espèces végétales sont plus ou moins rares dont au moins 40 sont aujourd'hui protégées. Toute l'avifaune régionale des zones humides et des grands ensembles boisés est présente avec un cortège important d'espèces rares et menacées dans le Nord-Pas de Calais mais aussi en France. |

**Espèces faunistiques potentiellement retrouvables sur le site d'étude (avant et/ou après gestion)**

| Nom latin | Groupe | Protection | LRR | Rareté régionale | Patrimonialité |
|---|---|---|---|---|---|

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *Epidalea calamita* | Amphibien | PII | NT | AC | **Moyenne** |
| *Aeshna affinis* | Odonate | - | LC | PC | **Faible** |
| *Aeshna grandis* | Odonate | - | LC | PC | **Faible** |
| *Aeshna isoceles* | Odonate | - | EN | R | **Forte** |
| *Coenagrion scitulum* | Odonate | - | LC | AC | **Faible** |
| *Ischnura pumilio* | Odonate | - | LC | PC | **Faible** |
| *Sympetrum fonscolombii* | Odonate | - | LC | PC | **Faible** |

## 3. *Schéma Régional de Cohérence Ecologique et Trame Verte et Bleue*

### Schéma Régional de Cohérence Ecologique

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « Loi Grenelle 1 » qui fixe l'objectif de constituer, d'ici 2012, une Trame Verte et Bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « Loi Grenelle 2 », précise ce projet au travers un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la Trame Verte et Bleue.

Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité.

Le SRCE doit ensuite se donner les moyens d'agir, au travers un plan d'action stratégique : en définissant des actions prioritaires, ce plan propose des mesures pour permettre la mise en œuvre du SRCE qui se décline à des échelles infrarégionales et repose sur les acteurs locaux.

### La Trame Verte et Bleue

La Trame Verte et Bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte **l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité** au travers de la **préservation et de la restauration des continuités écologiques.**

L'enjeu de la constitution d'une Trame Verte et Bleue s**'inscrit bien au-delà de la simple préservation d'espaces naturels isolés et de la protection d'espèces en danger**. La Trame verte et bleue est un **outil d'aménagement durable du territoire** qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, **pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer, ...** En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Même si la Trame Verte et Bleue vise en premier lieu des objectifs écologiques, elle permet également d'atteindre des objectifs sociaux et économiques, grâce au maintien de services rendus par la biodiversité : **qualité des eaux, production de bois énergie, production alimentaire, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie, ...**
En complément des outils essentiellement fondés sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables encadrés par la stratégie nationale de biodiversité 2011-2020 (stratégie de création des aires protégées, parcs nationaux, réserves naturelles, arrêtés de protection de biotope, Natura 2000, parcs naturels régionaux, plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées, etc.), **la Trame verte et bleue permet de franchir un nouveau pas en prenant en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire.**

La Trame verte et bleue est un réseau formé de **continuités écologiques terrestres et aquatiques.** Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (**réservoirs de biodiversité**) et des éléments (**corridors écologiques**) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La Trame Verte et Bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

***Les continuités écologiques***

Les continuités écologiques constituant la Trame Verte et Bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

***Les réservoirs de biodiversité***

**Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche**, ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du code de l'environnement).

***Les corridors écologiques***

Les corridors écologiques assurent des **connexions entre des réservoirs de biodiversité**, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être **linéaires, discontinus ou paysagers**.

Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'Article L. 211-14 du Code de l'Environnement (Article L. 371-1 II et R. 371-19 III du Code de l'Environnement).

***Cours d'eau et zones humides***

Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux classés au titre de l'Article L. 214-17 du Code de l'Environnement et les autres cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux importants pour la préservation de la biodiversité **constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques** (Article L. 371-1 III et R. 371-19 IV du Code de l'Environnement).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

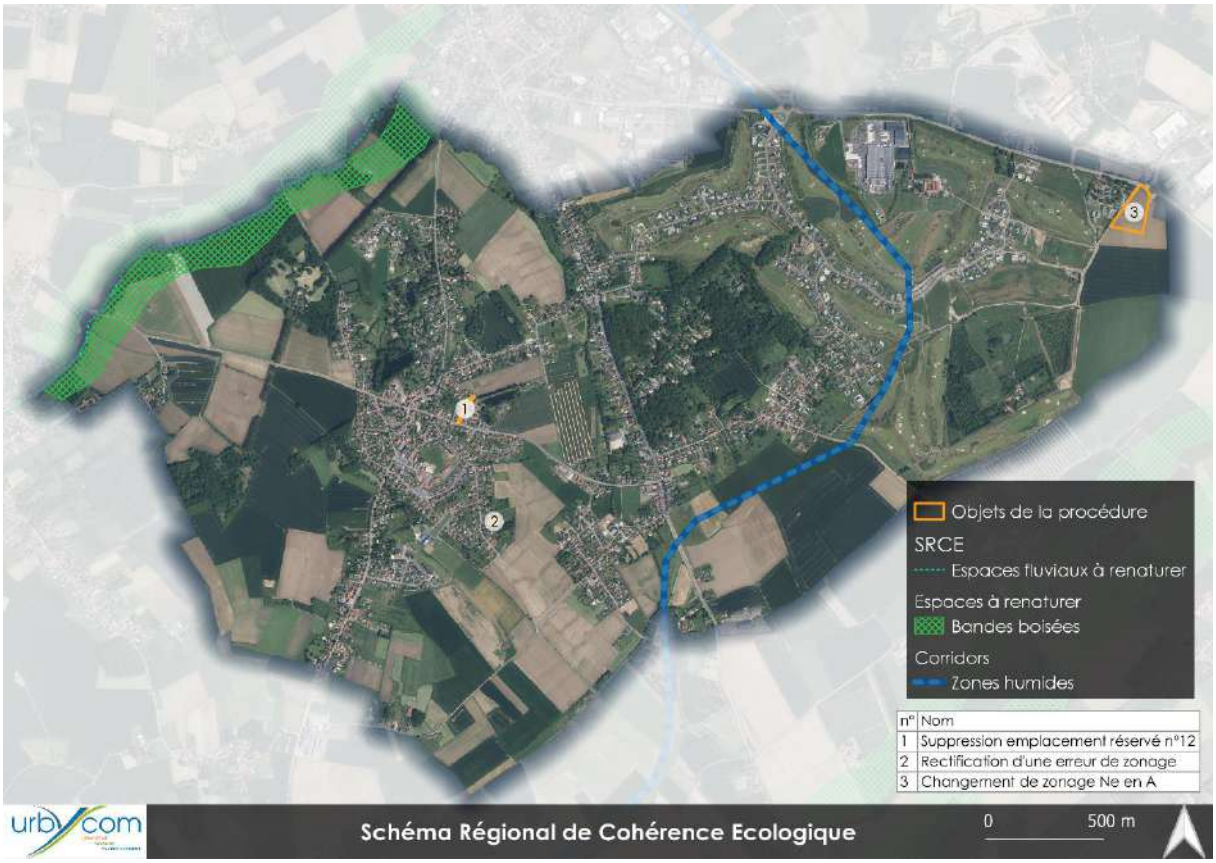
Les zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'Article L. 212-1 du Code de l'Environnement, et notamment les zones humides mentionnées à l'Article L. 211-3 ainsi que les autres zones humides importantes pour la préservation de la biodiversité constituent des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.

Mérignies est concerné par des éléments naturels recensés par la Trame Verte et Bleue et par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

Ces derniers recensent, au sein du secteur d'étude :

- **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) :**
  - Des espaces fluviaux à renaturer
  - Un corridor de type zones humides
  - Des espaces à renaturer de type bandes boisés

D'une manière générale, les objets de la procédure se situent à distance de ces éléments.




*Source : Cartographie Urbycom, SRCE*

- **Trame Verte et Bleue (TVB) :**
  - Espaces Naturels relais
  - Des corridors biologiques

D'une manière générale, les objets de la procédure se situent à distance de ces éléments.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom, Trame Verte et Bleue*

# V. Services écosystémiques

## 1. *Présentation des services écosystémiques et de la méthode d'évaluation*

(*Campagne, C.S. et Roche, P.K. 2021. Guide pour la prise en compte des services écosystémiques dans les évaluations des incidences sur l'environnement, Guide méthodologique, DREAL, 131pages.*)

Le principe de services écosystémiques, a été popularisé en 2005 avec l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire (Millenium Ecosystem Assesment ou MEA), visant à évaluer scientifiquement l'ampleur des conséquences des activités humaines sur les écosystèmes, desquelles dépend le bien-être de l'Homme.

Au niveau national, la notion de services écosystémiques est adoptée dans deux textes de la politique environnementale :

- **La Stratégie Nationale de la Transition Ecologique vers un Développement Durable** (SNTEDD) **2015-2020** votée le 4 février 2015 par le Conseil des ministres.
- **La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** qui intègre les services écosystémiques dans la séquence « éviter – réduire – compenser » ainsi que dans les études environnementales.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 2. Les différents services écosystémiques

Les services écosystémiques sont définis par l'Evaluation Française des Ecosystèmes et des Services Ecosystémiques comme : « **Les avantages retirés par l'Homme de son utilisation actuelle ou future de diverses fonctions des écosystèmes, tout en garantissant le maintien de ces avantages dans la durée** » (EFESE, 2015).

Cette définition intègre une notion de durabilité des services, que la loi du 8 août 2016 vise à préserver.

Les services écosystémiques sont regroupés en trois classes distinctes :

- **Les services d'approvisionnement** sont à l'origine de biens que l'on peut extraire des écosystèmes, tels que la nourriture, les différents matériaux et fibres naturelles, etc.
- **Les services de régulation** sont non matériels et contribuent indirectement au bien-être de l'homme à travers les fonctions de régulation des écosystèmes, tels que la régulation du climat ou des incendies, mais aussi le maintien de cycle de vie des d'écosystèmes ;
- **Les services culturels** représentent les différentes valeurs immatérielles que l'on peut attribuer aux écosystèmes, une valeur esthétique, symbolique (comme les valeurs emblématiques) et récréative telle que les activités de pleine nature (chasse, pêche, randonnée, etc.).

## 3. Principes généraux de l'évaluation des services écosystémiques

La demande croissante d'évaluation et de cartographie des services écosystémiques à l'échelle locale et régionale pour soutenir la gestion de la biodiversité, l'aménagement du territoire et l'évaluation de l'impact environnemental a créé un besoin de méthodes robustes et scientifiquement solides pour évaluer les capacités, les demandes et/ou les préférences des services écosystémiques.

**Dans le cadre de cette étude, les services écosystémiques sont évalués en services écosystémiques basant sur la matrice de capacité produite par la DREAL Hauts-de-France.**

Parmi les différentes approches d'évaluation des services écosystémiques, la méthode des matrices de capacité est considérée comme flexible et rapide à mettre en œuvre. Elle est constituée d'une table d'allocation d'un score pour chaque service écosystémique et chaque écosystème considéré. Cette méthode a été utilisée dans plus d'une centaine d'études scientifiques et a été étudiée et adaptée dans plusieurs d'entre elles. En France, elle a été appliquée dans plusieurs Parcs Naturels Régionaux depuis 2014 (entre autres le PNR des Baronnies Provençales, PNR Scarpe-Escaut et le PNR des Alpilles) et à l'échelle de la Région Hauts-de-France.

Cette approche est basée sur l'utilisation d'un tableau composé d'unités géospatiales, qui peuvent par exemple être les types d'écosystèmes ou modes d'usage ou d'occupation du sol, et d'un ensemble de services qui doivent être évalués dans une zone d'étude spécifique. Dans la table, un score est généré en services écosystémiques référant à l'offre ou à la demande du service pour chaque unité géospatiale. Le score est généralement semi-quantitatif et sur une échelle de 0 à 5 avec 0 pour une offre ou une demande nulle en service et 5 pour une offre ou une demande forte. Il est important de préciser que les scores des services obtenus ne sont pas des préférences individuelles, mais des estimations fondées sur la connaissance de terrain des experts. La préférence est par nature une composante de la demande en service alors qu'ici nous avons à évaluer la capacité en services.

L'ensemble de la méthodologie est décrit dans le rapport d'étude Campagne et Roche 2019 sur l'Évaluation de la capacité des écosystèmes de la région Hauts-de-France à produire des services

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

écosystémiques (https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?Les-services-ecosystemiques-15560).

Ainsi, les services écosystémiques de la région des Hauts-de-France ont été évalués en utilisant la méthode des matrices de capacité qui consiste à estimer l'ensemble des services produits par les différents écosystèmes au travers d'une série de scores qui représentent la capacité en services pour chacun des services et des écosystèmes considérés - score noté de 0 (aucune) à 5 (forte). La matrice de la région Hauts-de-France ce sont **25 services écosystémiques et 45 écosystèmes**, soit 1 125 scores. Ces scores ont été établis par un panel d'experts du territoire selon une méthodologie précise. En tout, 30 matrices ont été remplies par 33 experts du territoire régional dont les types d'activités varient : décisionnaires, gestionnaires, experts naturalistes et bureaux d'études.

Ces notes vont être modulées selon la condition écosystémique de l'habitat, basé sur 2 ensembles de conditions indépendantes :

- **Un premier ensemble** que l'on va qualifier de **condition structurelle** est associé à la structure biophysique des écosystèmes. Pour les écosystèmes terrestres la productivité de la végétation, la biomasse aérienne et souterraine, la densité des tiges, la taille/le poids des espèces et la structure verticale et horizontale de la végétation sont très importants. Ces éléments ont tendance à avoir des effets bénéfiques sur de nombreux services écosystémiques et en particulier une grande partie des services d'approvisionnement et un groupe particulier de services de régulation : régulation atmosphérique (stockage du carbone), régulation du débit d'eau (protection contre les inondations), régulation du débit de masse (prévention de l'érosion), régulation de la qualité de l'eau (purification de l'eau) et régulation de la qualité de l'air. Pour les écosystèmes d'eau douce, la naturalité des rives et des fonds, l'importance quantitative de la masse d'eau, l'altération ou non de la qualité de l'eau peuvent être considérées. Pour les écosystèmes marins, la naturalité du littoral et des fonds, la qualité des eaux, l'importance de la colonne d'eau ou de la structure au regard d'un état naturel sont importantes (zones estuariennes, zones tidales, plages, etc.).
- **Un second ensemble** que l'on va qualifier de **condition biologique services écosystémiques** rapporte à la biodiversité, à la composition des assemblages biotiques, aux interactions spécifiques et aux réseaux trophiques. Elle comprend des indicateurs liés à la diversité : la richesse des espèces, la diversité des populations d'espèces, la richesse fonctionnelle, la diversité fonctionnelle, la complexité structurelle et la diversité des paysages. La diversité s'avère importante pour un large éventail de services qui sont déterminés fortement par des interactions biotiques et renforcés par la complémentarité des espèces. Ce sont en particulier des services de régulation : pollinisation, régulation des prédateurs des cultures, maintien de la qualité des sols, mais également en complément du premier ensemble de conditions pour certains services d'approvisionnement et de régulation, tels que la production de matériaux et fibres, la régulation du climat, les ressources alimentaires sauvages, etc. Certains services culturels comme la valeur d'existence, la valeur patrimoniale, l'esthétique et la connaissance et l'éducation sont associés à une biodiversité importante à différentes échelles.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

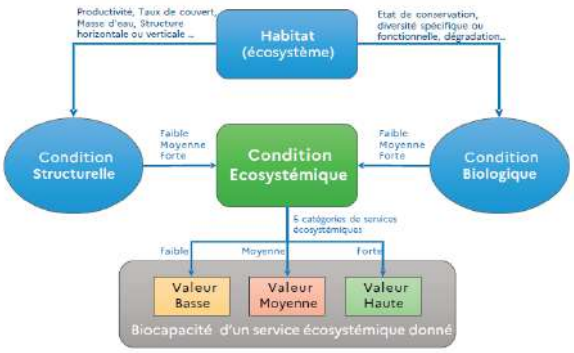



**Figure 1** : schéma d'évaluation de la condition écosystémique pour moduler les scores de services moyens fournis par une matrice de capacité

| Condition structurelle \ Condition biologique | Faible | Moyenne | Forte |
|---|---|---|---|
| Faible | Basse | Basse | Moyenne |
| Moyenne | Moyenne | Moyenne | Haute |
| Forte | Haute | Haute | Haute |

**Figure 2** : Pondération des notes en fonctions de conditions de l'habitat

Ces conditions vont induire une hausse ou une baisse des notes de la matrice, en fonction du service écosystémique considéré. La figure 2 reprend un exemple de pondération des notes pour le service SR8 « Contrôle de l'érosion ».

**Dans le cas où aucune donnée de terrain ne serait disponible, les conditions structurelles et biologiques sont alors considérées comme moyennes.**

### *3.1.1. Méthode d'évaluation des services écosystémiques*

Afin de prendre en compte les services écosystémiques, une méthodologie en 6 étapes est proposée.

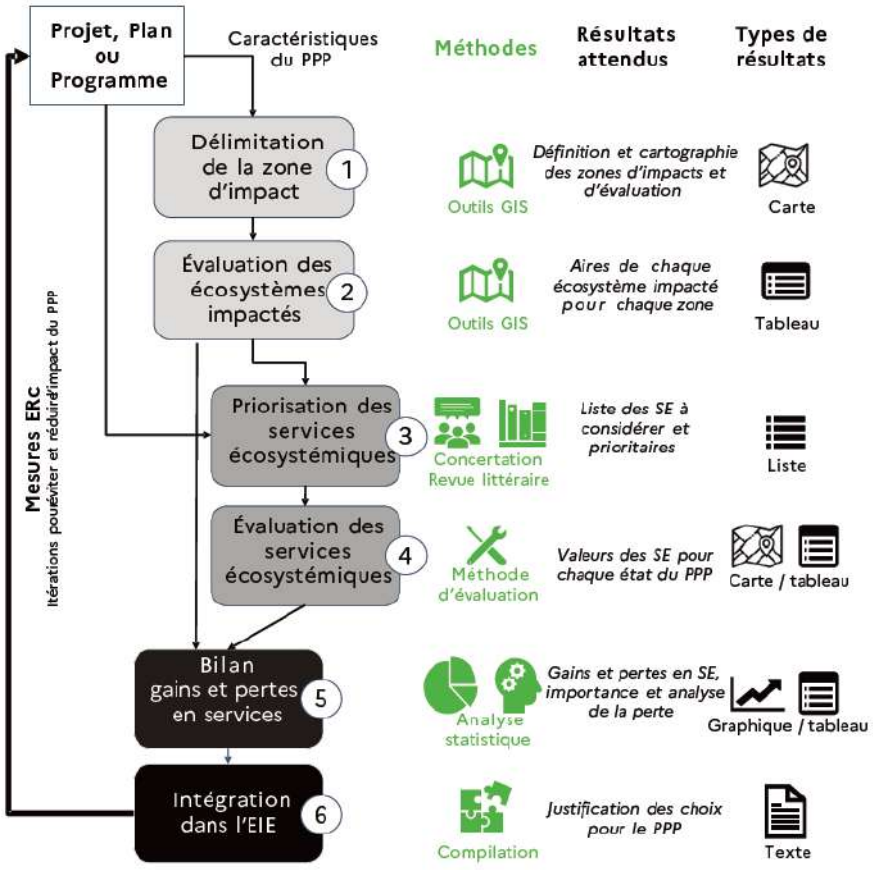



**Figure 3** : méthodologie pour l'intégration des services écosystémiques dans les EIE (PPP : projet, plan or programme ; services écosystémiques : service écosystémique ; EIE : évaluation des incidences sur l'environnement)

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**ÉTAPE 1 : délimitation des zones d'impact et des zones d'évaluations du projet**

La première étape consiste à définir et à cartographier deux catégories de zones : les zones d'impacts qui sont les zones sur lesquelles les services écosystémiques vont être affectés par l'aménagement et les zones d'évaluations qui sont les zones sur lesquelles est produit un rapportage des variations des services écosystémiques à la suite de l'aménagement. Ces zones sont définies pour chaque scénario et les sites de compensation éventuels.

**Deux zones sont ainsi définies : les zones d'impacts et les zones d'évaluations.**

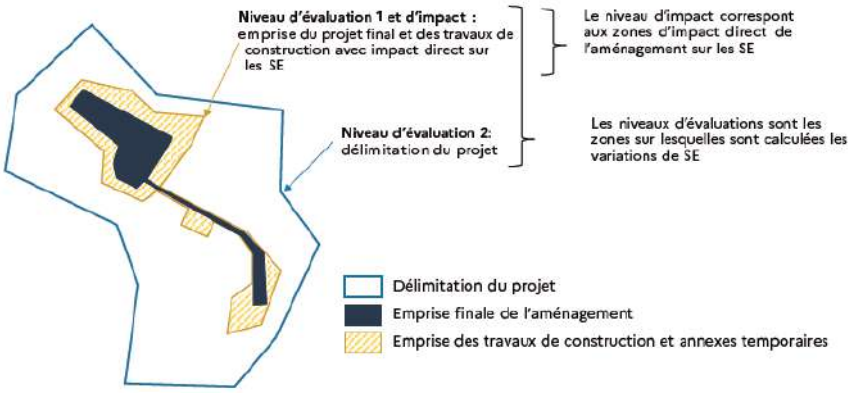



**Figure 4** : exemple illustratif schématique des niveaux d'impacts et des niveaux d'évaluations.

**ÉTAPE 2 : identification des habitats impactés**

Les habitats impactés sont ceux subissant une modification d'occupation du sol ou une modification de leur condition. Il s'agit des habitats inclus dans la zone d'évaluation 1, soit d'impact direct et indirect. Cette liste d'habitats va servir à définir les services écosystémiques à évaluer en priorité. Cependant, il est nécessaire d'identifier également les habitats non impactés inclus dans la zone d'évaluation 2 afin de calculer le taux de variation de la capacité de services écosystémiques à cette échelle.

**ÉTAPE 3 : priorisation des services écosystémiques**

Dans un processus d'évaluation des services écosystémiques, il est souvent nécessaire de réaliser une sélection des services qui seront étudiés, notamment pour réduire la quantité de travail en n'évaluant que les services les plus importants.

Il convient cependant de définir des critères pour objectiver cette priorisation des services écosystémiques. Il est recommandé dans un premier temps d'utiliser une liste de services écosystémiques de référence et de s'en servir comme base pour la priorisation.

**Plusieurs éléments de priorisation doivent être pris en compte en fonction de la nature et du contexte du projet.**

1. À partir de la liste des écosystèmes impactés obtenue en Résultat 2, il est possible de déterminer les principaux services écosystémiques rendus par ces écosystèmes ;
2. Les services importants pour les acteurs (ou autres publics cibles) ;
3. Les services à enjeux sont à définir à partir de leur importance sur la zone concernée, sur la ou les communes touchées ou même plus largement sur la communauté de communes ou le département pour certains services. Les différents documents réglementaires tels que les

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

documents de gestion des risques (PPRI par exemple) peuvent être étudiés pour identifier les services à enjeux cités en leur sein.

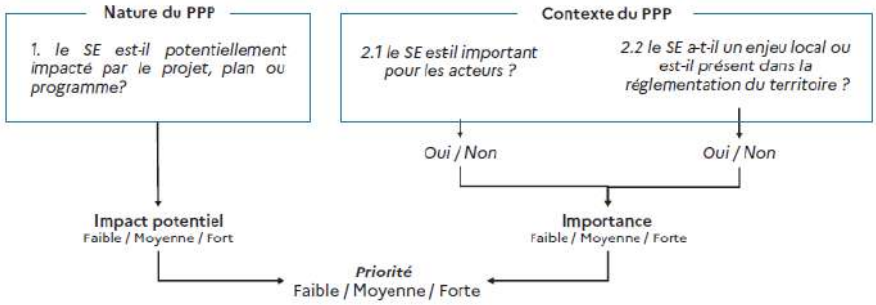



**Figure 5** : Méthode de priorisation et arbre de décision pour la priorité d'un service.

### ÉTAPE 4 : évaluation des services écosystémiques

Utilisation de la matrice de capacité pour les habitats recensés sur la zone d'étude en fonction de leurs conditions structurelle et biologiques ainsi que leur surface. Cette saisie des habitats peut être réalisée selon différents codages (ARCH, Corine Land Cover, Corine Biotope), des correspondances entre ces codes et les habitats de la matrice ayant été réalisées par le bureau d'études Urbycom.

Cette évaluation des services écosystémiques permet de définir l'importance des différents habitats à l'échelle du site et de la commune.

Cette évaluation est réalisée à l'échelle de la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP ; niveau d'évaluation 1) et du territoire communal.

Des graphiques radars peuvent ainsi être produits afin de résumer l'information de manière visuelle.

### ÉTAPE 5 : Enjeux, gains et pertes en services écosystémiques

Les enjeux en services écosystémiques sont définis pour chaque service et pour chaque habitat. Un enjeu global à l'échelle du site est également défini pour chaque service et pour chaque catégorie de service. Ces enjeux sont définis sur les notes obtenues lors de l'étape 4.

**Tableau 1** : Définition des enjeux liés aux servies écosystémiques

| Enjeux | Très faible | Faible | Modéré | Fort | Très fort |
|---|---|---|---|---|---|
| **Notes** | N ≤ 1 | 1 < N ≤ 2 | 2 < N ≤ 3 | 3 < N ≤ 4 | 4 < N |

Pour estimer les gains et les pertes, la DREAL Hauts-de-France a produit un tableau permettant d'évaluer l'importance de la variation en services écosystémiques en utilisant les seuils standards sur la base de la méthode de test simplifiée.

**Tableau 2** : Définition des impacts sur les services écosystémiques

| Niveau d'impact | Signification statistique | Risque d'erreur | Valeur Seuil de différence |
|---|---|---|---|
| **NS** | Non significatif | α > 5% | Diff ≤ 0,25 |
| **Faible** | Marginalement significatif | 1% < α ≤ 5% | 0,25 < Diff ≤ 0,35 |
| **Modéré** | Significatif | 0,1% < α ≤ 1% | 0,35 < Diff ≤ 0,47 |
| **Fort** | Hautement significatif | 0,01% < α ≤ 0,1% | 0,47 < Diff ≤ 0,60 |
| **Très fort** | Très hautement significatif | α ≤ 0,01% | Diff > 0,60 |

Les résultats seront présentés sous la forme de tableaux récapitulatifs, de graphiques et de cartes de synthèses.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

L'impact peut être positif ou négatif selon les aménagements et les services écosystémiques considérés.

**ÉTAPE 6 : Analyse des résultats et préconisation des mesures ERc.**

Il est nécessaire d'analyser ces gains et pertes de SE. Il peut s'agir d'identifier les principaux services écosystémiques impactés négativement/positivement par le PPP et les évolutions au sein des écosystèmes à l'origine des principales variations.

Si les impacts sont significatifs, il peut être nécessaire de revoir le PPP en envisageant l'implantation sur une autre parcelle (alternative) en examinant une implantation différente sur la parcelle (scénario). L'ajout de mesures ERC peut aussi modifier l'impact sur les SE.

## 4. *Évaluation des services écosystémiques dans le cadre de la modification de droit commun du PLU de la commune de Mérignies*

La présente procédure vise à :

- Ajuster des limites entre la zone UCa (r) et A afin de corriger une erreur matérielle,
- Supprimer un emplacement réservé,
- Déclasser une partie de la zone Ne au lieu-dit « La Croisette » afin de les classer en zone agricole, plus adaptée à la situation actuelle des terrains.

La commune ne projette pas de consommation supplémentaire de terres agricoles. A l'inverse, la procédure vise en partie à protéger ces espaces.

**ÉTAPE 1 : Délimitation des zones d'impact et des zones d'évaluations du projet**

Dans le cadre de ces projets, une seule aire d'évaluation est définie : l'aire d'impact des changements du Plan Local d'Urbanisation intercommunal. Les surfaces des différentes zones étant très limitées, la prise en compte d'une aire d'évaluation plus large n'induirait que peu de changement dans les services écosystémiques évalués.

Une évaluation est également menée à l'échelle du territoire communal afin de comparer les services écosystémiques produits à l'échelle des dents creuses, des projets dont les zones d'extension et à l'échelle de la commune.

**ÉTAPE 2 : Identification des habitats impactés**

L'identification des habitats impactés a été réalisée grâce à la base de données ARCH et à une photo-interprétation aérienne et à la visualisation des photos Google Street View.

Ainsi, les objets de la présente procédure sont localisés au sein de 1,945 ha de cultures, de 0,052 ha de pâture mésophile et 0,147 ha d'espaces urbanisés*.

* : les photo-interprétations laissent présager différents types de prairies pâturées. Sans vérification de terrain, il est toutefois difficile de statuer totalement sur le caractère humide de ces habitats.

A l'échelle du territoire, 42,6 % de ce dernier est occupé par des cultures, 18 % par le tissu urbain et 9% de prairies mésophiles.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**ÉTAPE 3 : Priorisation des services écosystémiques**

Sur les 25 services écosystémiques évalués, deux présentent un impact potentiel fort à l'échelle du territoire. Aucune concertation avec les élus n'a eu lieu au sujet des services écosystémiques à prioriser. Cependant, le PLU dispose de nombreux espaces naturels préservés offrant des services écosystémiques.

**ÉTAPE 4 : Evaluation des services écosystémiques**

Les services d'approvisionnement liés à la production agricole sont importants au sein du territoire.

Sur l'ensemble de son territoire, la commune de Mérignies présente des notes très faibles à forte pour l'ensemble des services considérés. Les notes les plus élevées sont celles des services d'approvisionnement et de régulation. Elles sont dues à la présence de nombreuses terres agricoles et naturelles sur le territoire communal.

| Services écosystémiques | Code | Aire d'étude immédiate | Capacité en SE de l'aire d'étude immédiate | Mérignies | Capacité en SE de la commune |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production végétale alimentaire cultivée** | **SA1** | 3,99 | Forte | 0,65 | Très faible |
| **Production animale alimentaire élevée** | **SA2** | 1,45 | Faible | 0,74 | Très faible |
| **Ressource végétale et fongique alimentaire sauvage** | **SA3** | 0,53 | Très faible | 2,47 | Modérée |
| **Ressource animale alimentaire sauvage** | **SA4** | 2,35 | Modérée | 2,88 | Modérée |
| **Eau douce** | **SA5** | 0,61 | Très faible | 1,61 | Faible |
| **Matériaux et fibres** | **SA6** | 3,01 | Forte | 3,05 | Forte |
| **Ressources secondaire pour l'agriculture/alimentation indirecte** | **SA7** | 3,35 | Forte | 1,39 | Faible |
| **Composées et matériel génétique des êtres vivants** | **SA8** | 1,52 | Faible | 2,59 | Modérée |
| **Biomasse à vocation énergétique** | **SA9** | 2,92 | Modérée | 3,25 | Forte |
| **Régulation du climat et de la composition atmosphérique** | **SR1** | 1,35 | Faible | 3,34 | Forte |
| **Régulation des animaux vecteurs de maladies pour l'Homme** | **SR2** | 1,65 | Faible | 1,64 | Faible |
| **Régulation des ravageurs** | **SR3** | 0,53 | Très faible | 2,14 | Modérée |
| **Offre d'habitat, de refuge et de nurserie** | **SR4** | 1,85 | Faible | 3,55 | Forte |
| **Pollinisation et dispersion des graines** | **SR5** | 1,61 | Faible | 3,00 | Modérée |
| **Maintien de la qualité des eaux** | **SR6** | 0,70 | Très faible | 2,96 | Modérée |
| **Maintien de la qualité du sol** | **SR7** | 0,95 | Très faible | 3,04 | Forte |
| **Contrôle de l'érosion** | **SR8** | 1,12 | Faible | 3,33 | Forte |
| **Protection contre les tempêtes** | **SR9** | 0,42 | Très faible | 2,61 | Modérée |
| **Régulation des inondations et des crues** | **SR10** | 1,28 | Faible | 2,85 | Modérée |
| **Limitation des nuisances visuelles, olfactives et sonores** | **SR11** | 0,60 | Très faible | 3,07 | Forte |
| **Emblème ou symbole** | **SC1** | 1,98 | Faible | 2,40 | Modérée |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

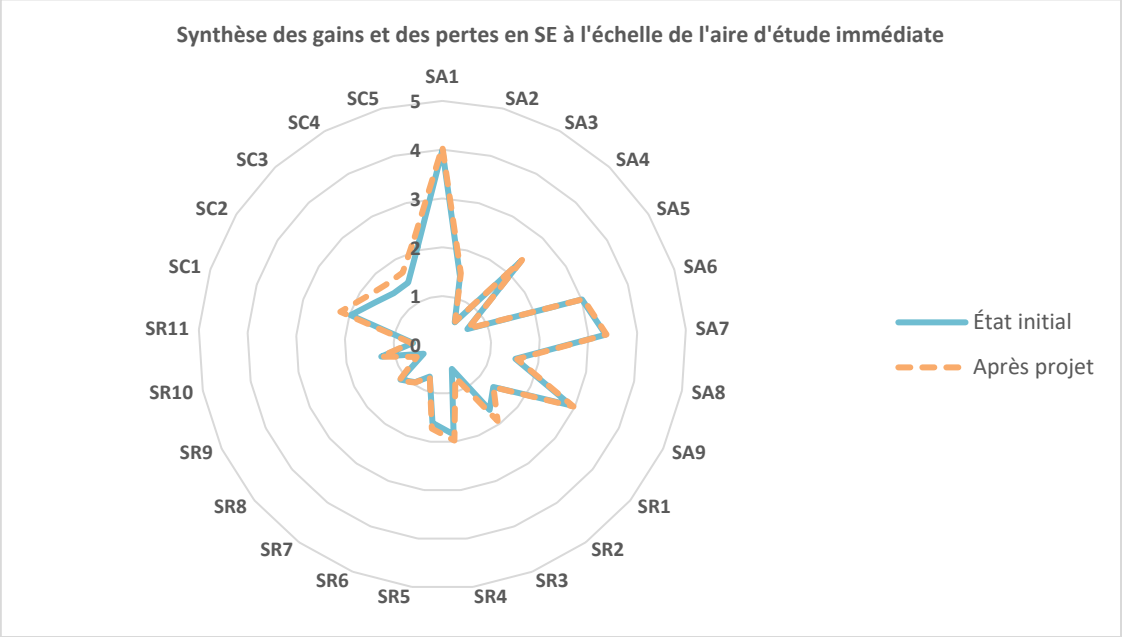
| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Héritage (passé et futur) et existence** | **SC2** | 1,63 | Faible | 2,73 | Modérée |
| **Esthétique** | **SC3** | 1,45 | Faible | 2,71 | Modérée |
| **Activités récréatives** | **SC4** | 1,46 | Faible | 2,73 | Modérée |
| **Connaissance et éducation** | **SC5** | 2,06 | Modérée | 2,86 | Modérée |

### ÉTAPE 5 : Enjeux, gains et pertes en services écosystémiques

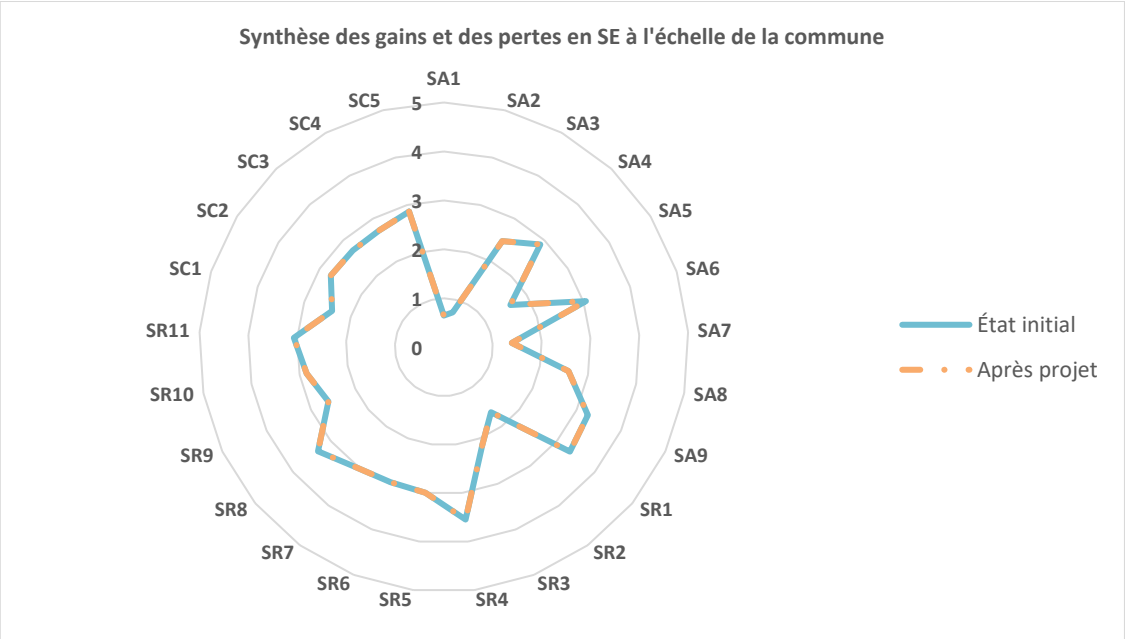
Une analyse géographique des moyennes des différents services permet d'identifier les zones à enjeux forts pour les services écosystémiques à l'échelle de la commune.

Au vu des zones concernées par la procédure, la commune de Mérignies n'observera que peu de changements en termes de services écosystémiques. En effet, les espaces ne seront pas beaucoup plus artificialisés qu'ils ne le sont déjà. Notons que le changement de zonage au lieu-dit La Croisette vise à préserver les terres agricoles des constructions de forte emprise au sol.

De plus, à l'échelle à l'échelle de la commune, les pertes prévues au sein des différentes zones de projet ne seront pas observées.

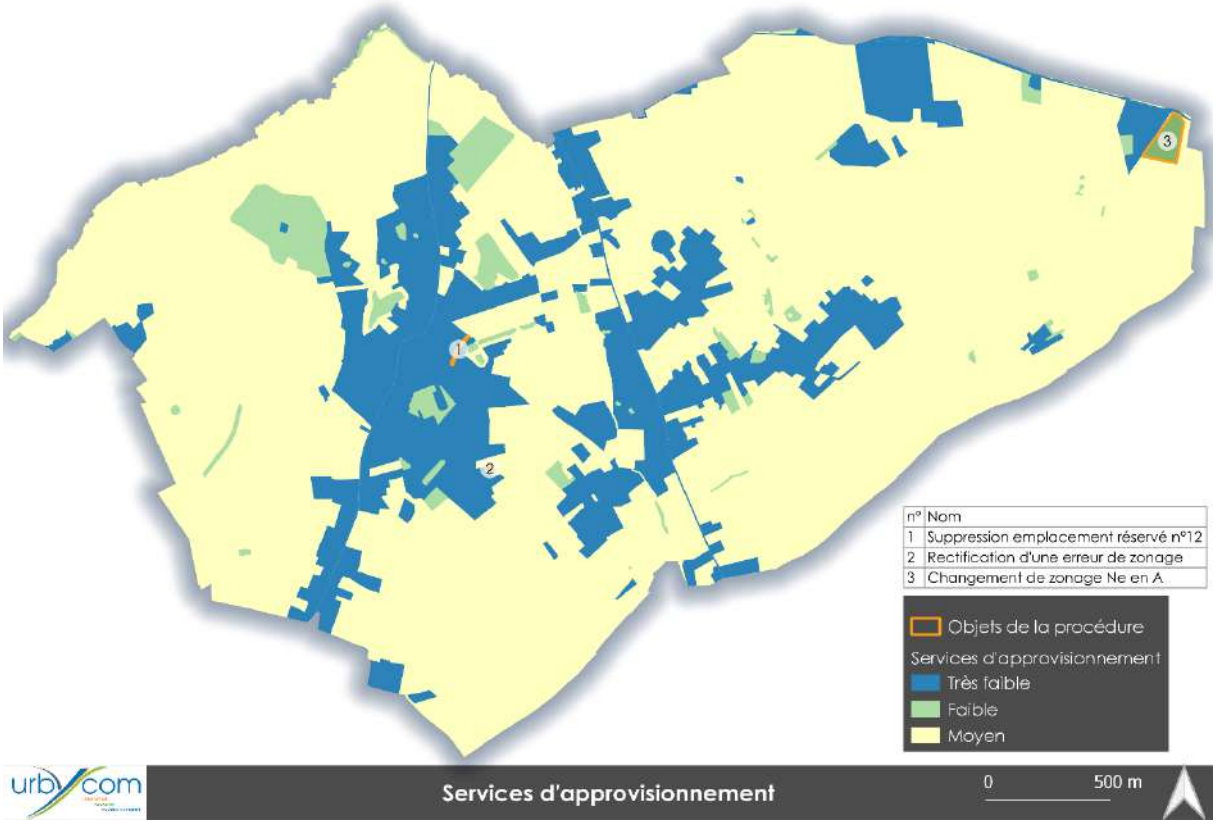


Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




**ÉTAPE 6 : Analyse des résultats et préconisation des mesures ERc.**

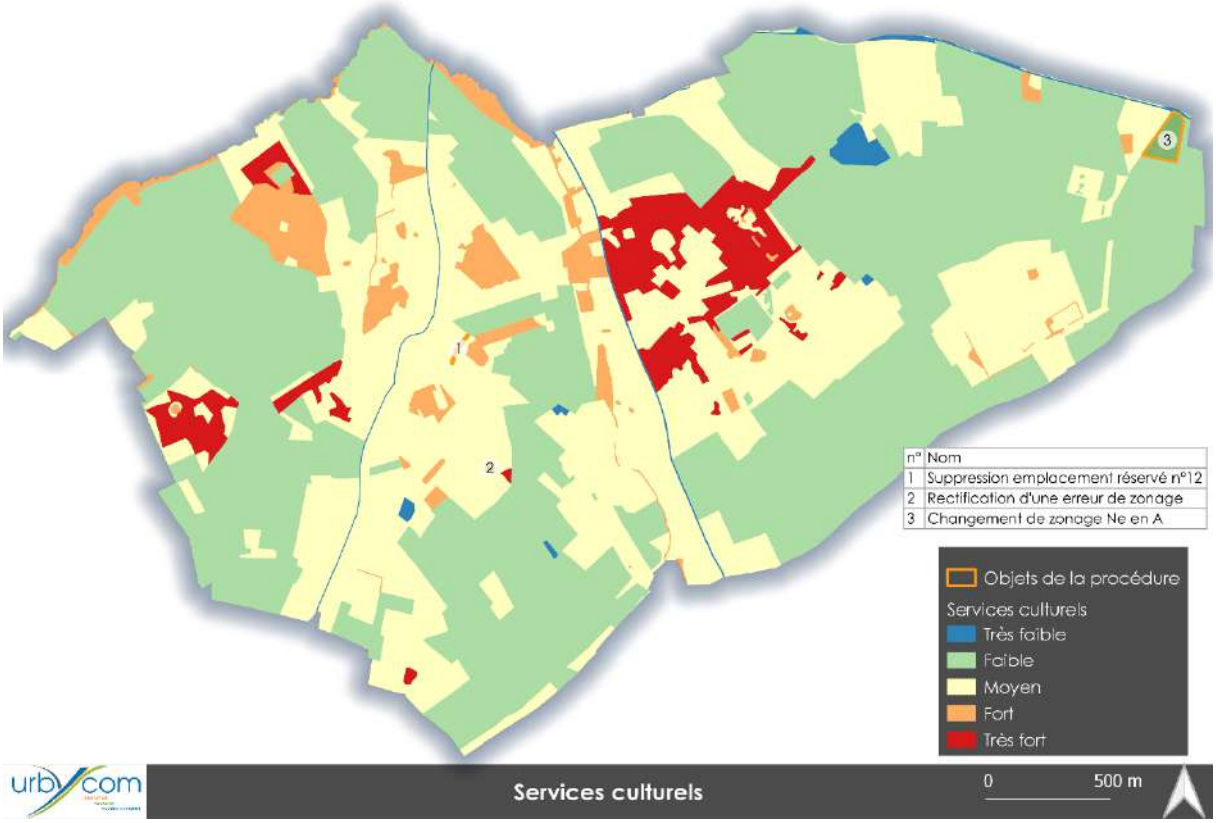
## Services d'approvisionnement




*Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

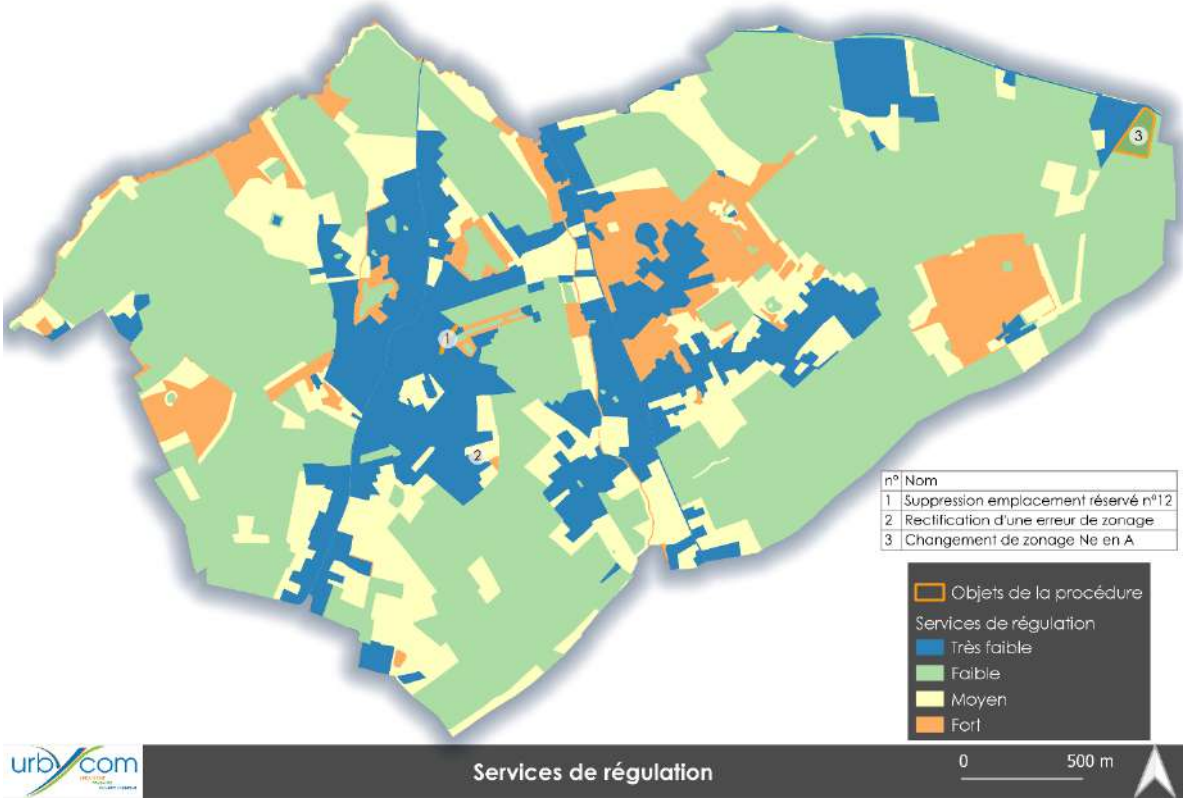
## Services culturels




*Cartographie Urbycom*

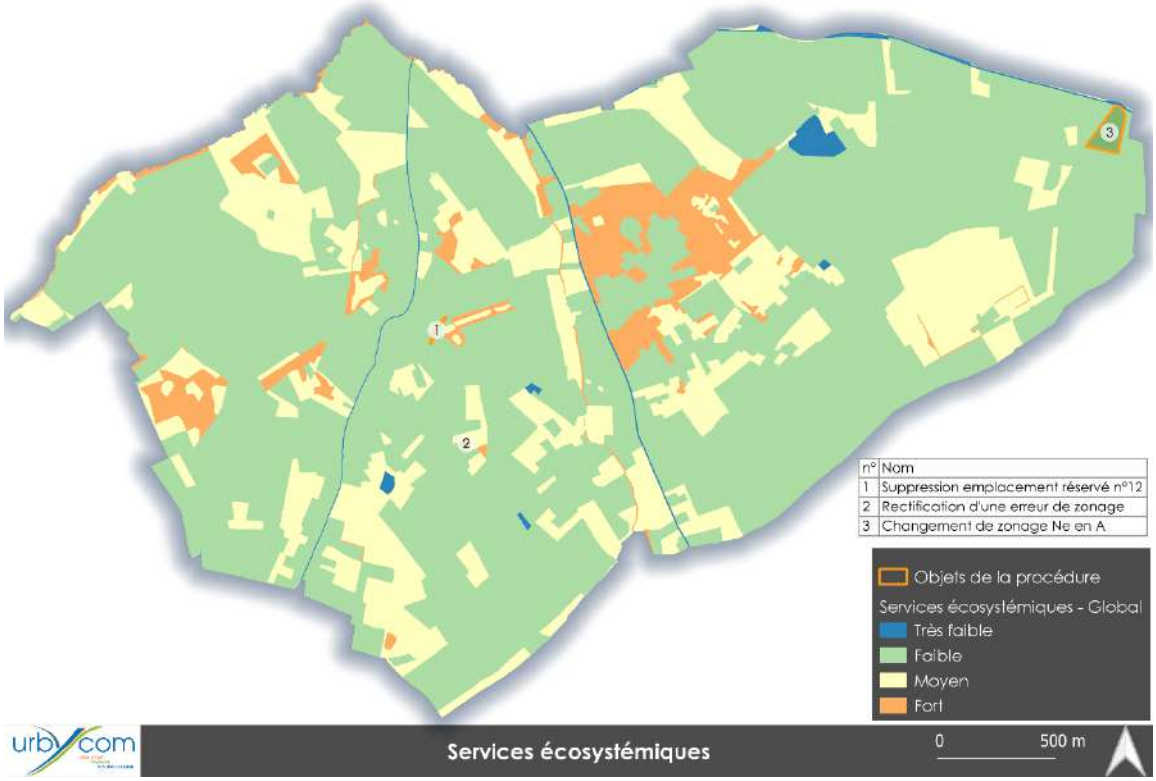
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## Services de régulation




*Cartographie Urbycom*

## Services écosystémiques (moyenne globale)




*Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# VI. Risques

Les risques au sein de la commune de Mérignies sont :

- Risque d'inondation par remontée de nappe et des zones inondées constatées
- Des sites classés ICPE et CASIAS
- Risques de nuisances sonores des axes terrestres bruyants
- Mouvement des argiles

## 1. Ambiance sonore

Le préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avoir pris l'avis des communes concernées.

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des **normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée**.




Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voirie, où une isolation acoustiques renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

| | Catégorie 1 | Catégorie 2 | Catégorie 3 | Catégorie 4 | Catégorie 5 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Largeur affectée par le bruit** | 300 m | 250 m | 100 m | 30 m | 10 m |

**Au sein de la commune de Mérignies, on recense deux voies départementales concernées par le classement sonore** :

- La D917, traversant le centre de la commune du nord au sud ;
- La D549, longeant les limites nord-est du territoire.

Seule la zone concernée par le changement de zonage afin de maintenir un espace agricole au sein du lieu-dit « La Croisette » est concernée par un axe terrestre bruyant. Ce dernier est classé en catégorie 3 et affecte une largeur de 100 mètres de part et d'autre de cet axe.

Dans cette zone, une isolation acoustique renforcée est demandée, conformément à la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

## 2. Risques naturels

### a. Risque inondation

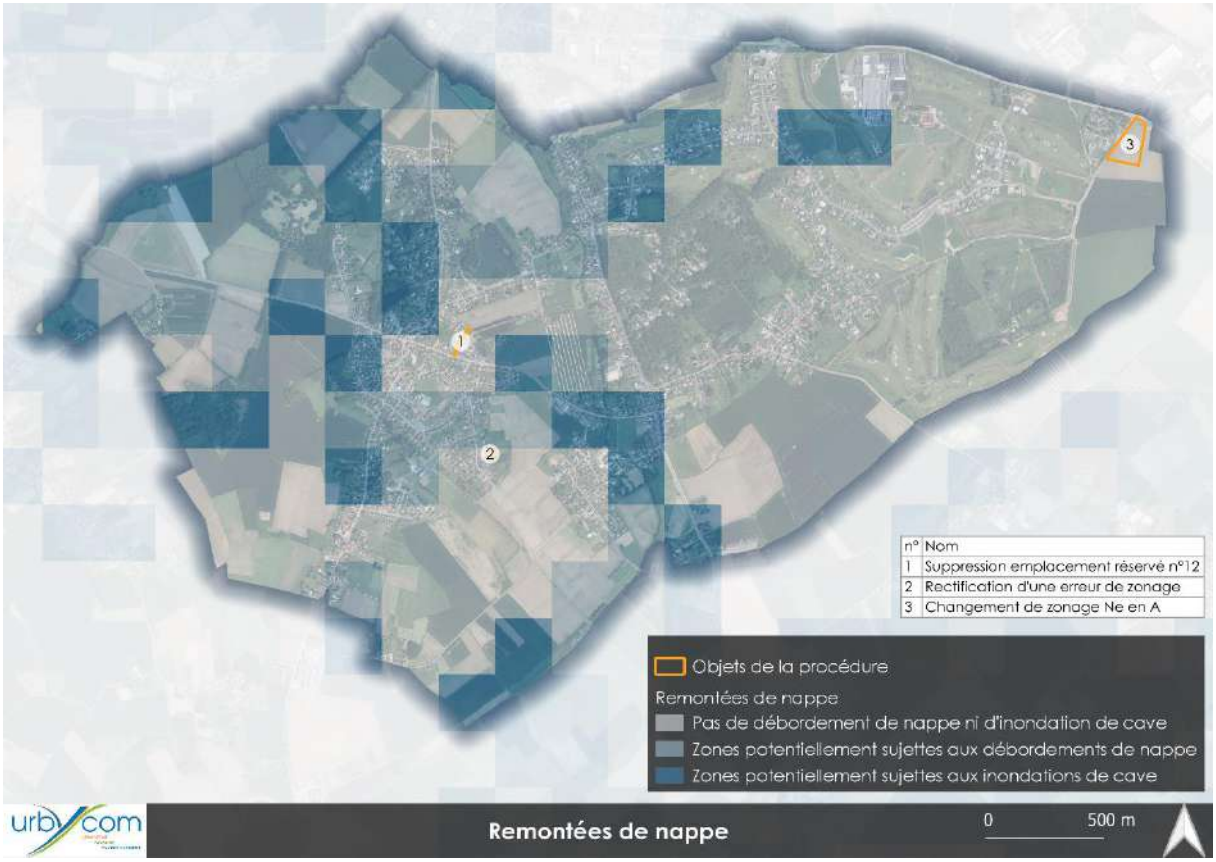
#### i. Remontées de nappe

La commune de Mérignies est concernée par des risques d'inondations. Parmi eux, on recense le risque d'inondation par remontées de nappe.

Notons que l'ouest et le centre du territoire sont concernés par des zones de débordement de nappes et/ou d'inondation de cave.

Toutefois, observons que l'ensemble des zones concernées par la procédure se situent au sein de zones non soumises aux débordements de nappe et aux inondations de cave.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

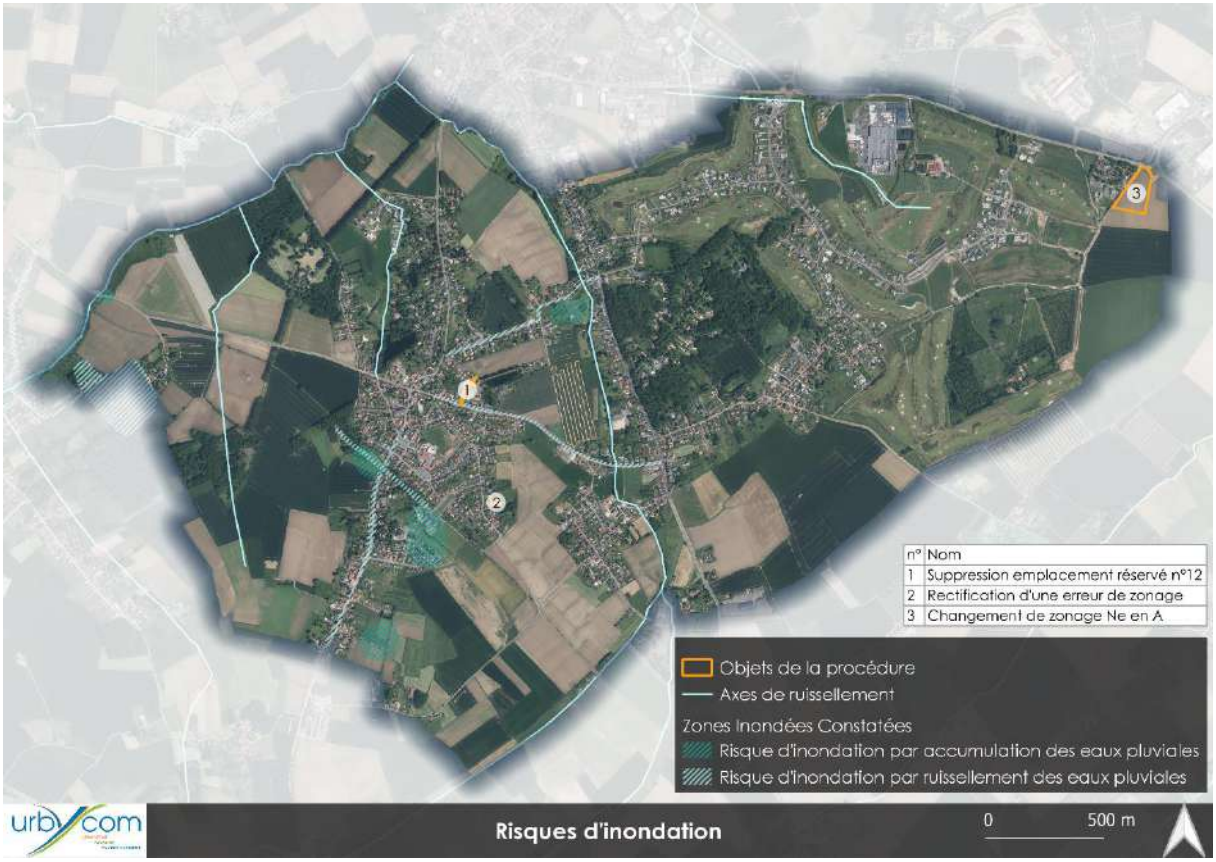



*Source : Cartographie Urbycom*

### ii. *Zones Inondées Constatées*

Le territoire recense également plusieurs Zones Inondées Constatées. Ces dernières sont principalement observées à l'ouest du territoire et à proximité du réseau hydrographique. Seul l'emplacement réservé à supprimer car réalisé est en partie concerné par ces zones inondées constatées. Les autres projets sont situés à distance de ces éléments.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



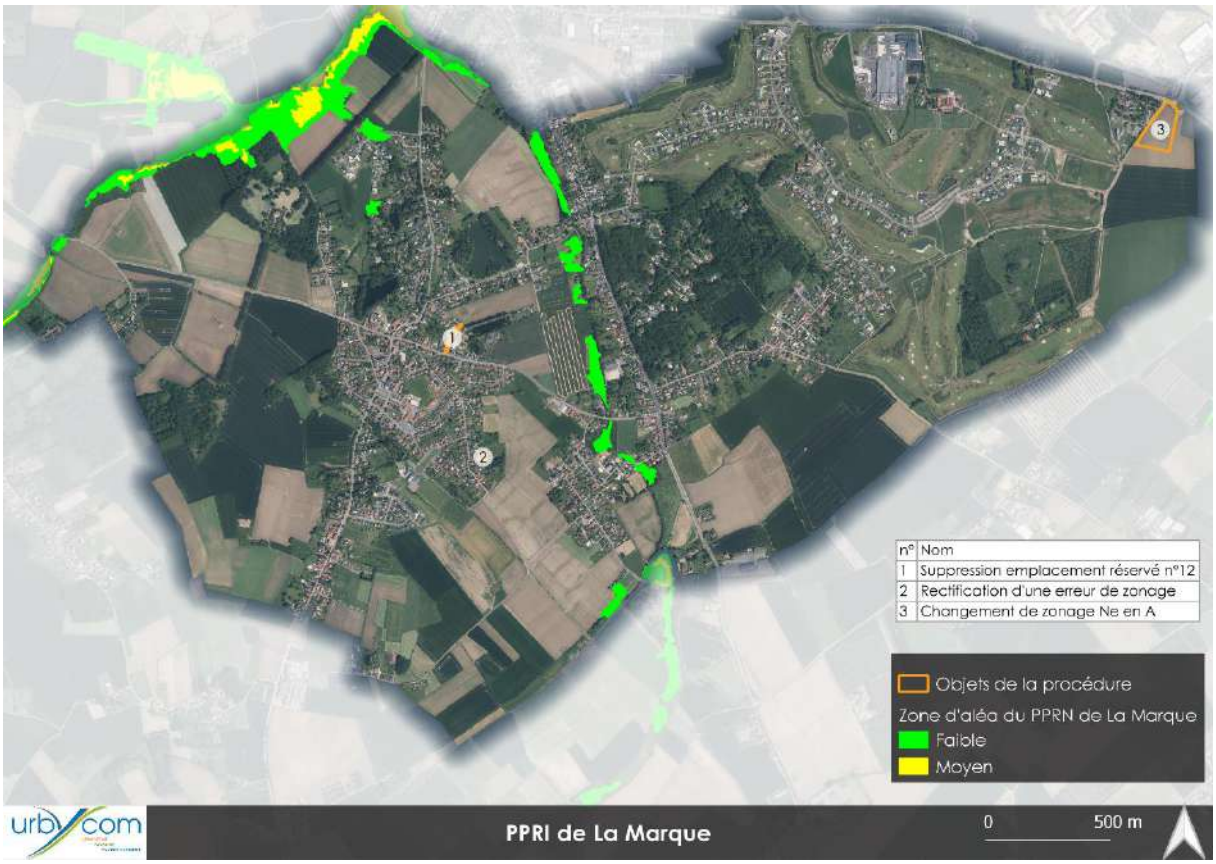

*Source : Cartographie Urbycom*

### iii. *Plan de prévention des risques naturels*

Le territoire est concerné par un plan de prévention des risques naturels : PPRI de la Marque.

D'une manière générale, les zones de projets se situent à distance des périmètres établis par le PPRN.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

### 5. *Aléa de retrait-gonflement des argiles*

L'argile est un matériau dont la consistance et le volume varient selon la teneur en eau. Lors des longues périodes de sécheresse, certaines argiles se rétractent de manière importante (sur 1 à 2 mètres de profondeur) et entraînent localement des mouvements de terrain non uniformes pouvant aller jusqu'à provoquer la fissuration de certains bâtiments.

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau :

- Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ».
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

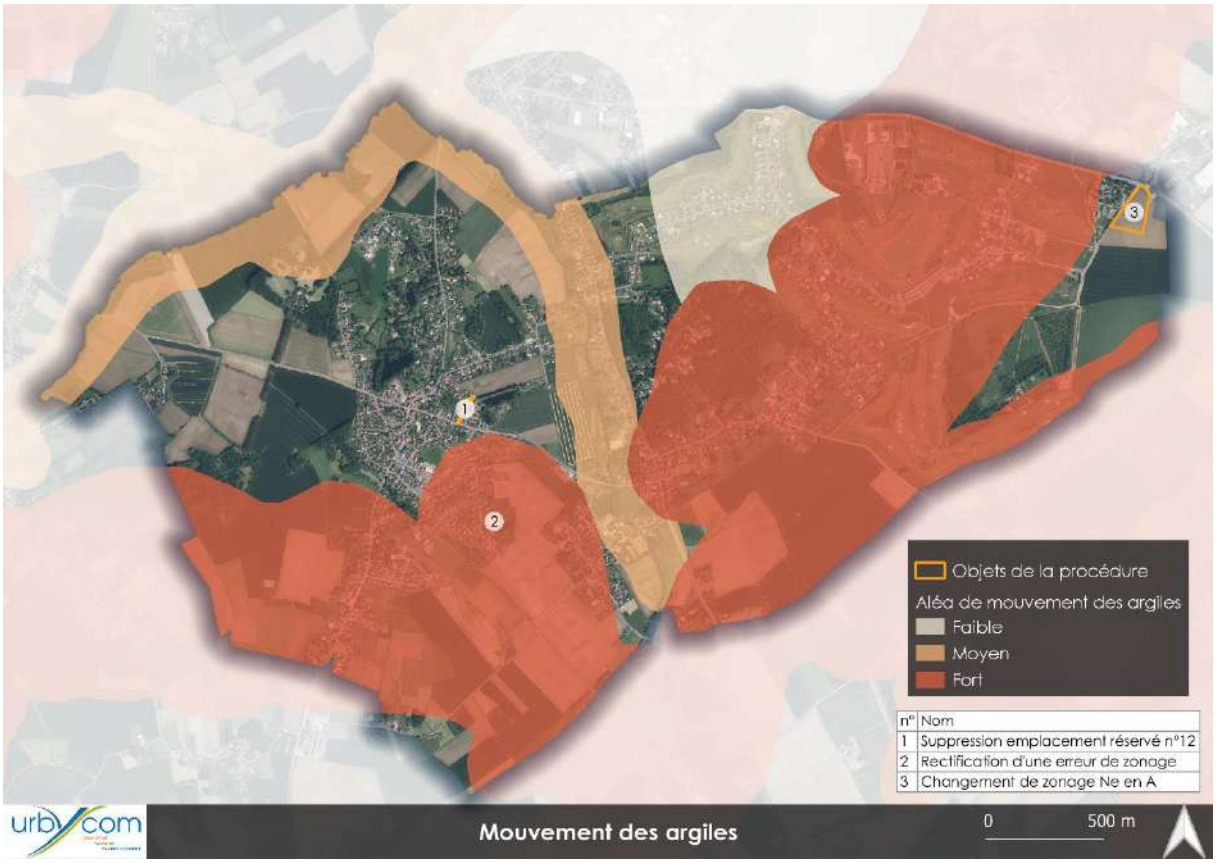
Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 mètres de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent entraîner des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs). La connaissance de la constitution du sous-sol et de sa résistance est un préalable nécessaire à la bonne prise en compte du phénomène.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

La commune de Mérignies est concernée par un risque de mouvement des argiles d'aléa nul à fort sur l'ensemble de son territoire. Cet élément devra être pris en compte lors de la réalisation des projets de construction. Notons que l'habitation située au n°2 est concernée par un aléa fort. Les prescriptions ont dû être mises en place lors de la construction.

Les autres objets de la présente procédure ne sont pas concernés par ce risque de mouvement des argiles.




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 6. Risques technologiques

**BASOL :** « Sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif »

**CASIAS :** (anciennement BASIAS) Base de données des anciens sites industriels et activités de services.

**ICPE :** Exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée.

Aucun site pollué avéré (BASOL) n'est recensé sur le territoire.

1 Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est recensée sur le territoire communal. Cette dernière n'est pas classée SEVESO.

On dénombre 5 sites potentiellement pollués dit CASIAS.

- **Sites CASIAS**

| Référence | Etat site | Raison sociale | Nom usuel | Etat | Date début | Activités |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **NPC5907344** | Activité terminée | LEMAHIEU et Cie (Sté) | Sablière, carrière | Inventorié | 1111-01-01 | Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin; Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)\| |
| **NPC5952051** | En activité | Société ROXANE NORD | Unité d'embouteillage d'eau de source | Inventorié | 13/02/2002 | Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène, ...); Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...);Fabrication |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | , réparation et recharge de piles et d' |
| **NPC5907473** | Activité terminée | HOUZE HENNION | Erang communal, ex-Charbon et hydrocarbure | Inventorié | 14/05/1965 | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)\| |
| **NPC5950807** | Activité terminée | Cie générale de Chauffe | ALEFPA | Inventorié | 15/02/1979 | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)\| |

- **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

| Code | Raison sociale | Code NAF | Libellé NAF | Régime | SEVESO |
|---|---|---|---|---|---|
| **0007002306** | Roxanne Nord | 15 | Industrie du cuir et de la chaussure | Autorisation | Non Seveso |




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

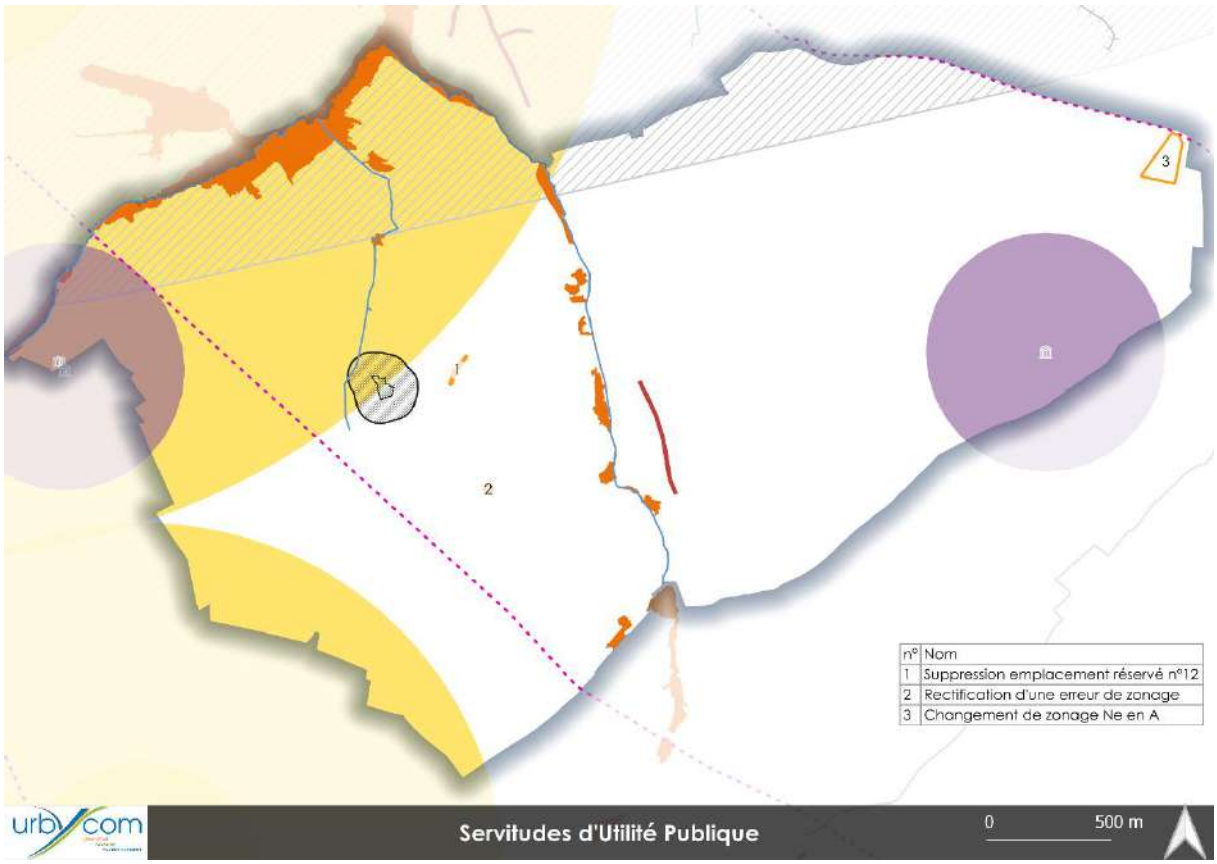
Aucun Plan de Protection des Risques technologiques (PPRT) n'a été prescrit ou approuvé sur le territoire.

## 7. Servitudes d'utilité publique

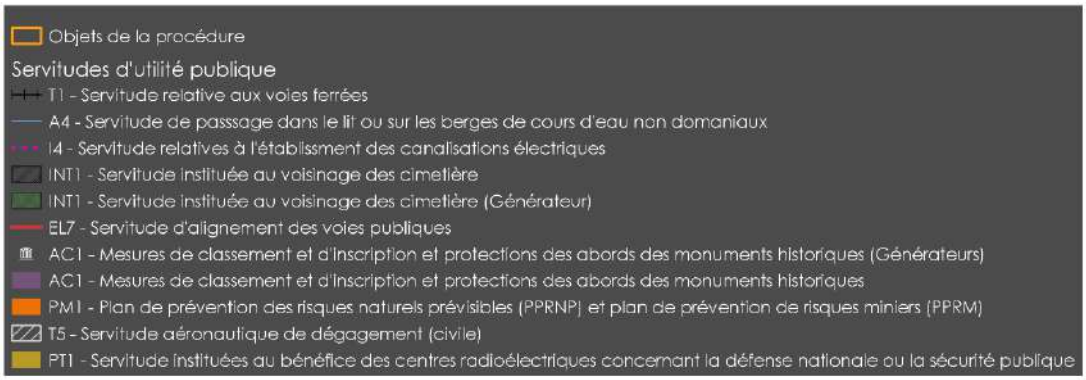
Le territoire est concerné par plusieurs servitudes d'utilité publique, telles que :

- **T1 –** Servitudes relatives aux chemins de fer
- **PT1 –** Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernent la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques
- **INT1 –** Servitude instituée au voisinage des cimetières
- **I4 -** Servitudes relatives à l'établissement des canalisation électriques
- **EL7 -** Servitudes d'alignement
- **A4 –** Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux
- **PM1 –** Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles
- **T5 –** Servitude aéronautique de dégagement (civile)
- **AC1 –** Mesures de classement et d'inscription et protections des abords des monuments historiques

Les projets se situent à distance des Servitudes d'Utilité Publiques. Notons cependant que la zone de projet n°3 se situe à proximité de canalisations électriques et de leurs servitudes.



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

# VII. Milieu anthropique

## 1. Gestion des déchets

La communauté de communes Pévèle Carembault travaille avec plusieurs prestataires pour gérer la collecte et le traitement des déchets ménagers sur les territoires des communes membres dont le territoire communal de Mérignies. Le service assure :

- La collecte des déchets des 38 communes dont Mérignies
- Le traitement des matières recyclable
- La valorisation des matières recyclables
- Le traitement des ordures ménagère
- L'information, la sensibilisation des usagers par tout moyen approprié ainsi que l'organisation d'ateliers de type compostages.

La commune de Mérignies ne dispose pas de déchetterie. Toutefois, la communauté de Communes Pévèle Carembault met à disposition des habitants 3 déchèteries situées sur les communes voisines : Orchies, Genech, Thumeries.

La Communauté de Communes Pévèle Carembault à laquelle la commune de Mérignies adhère, s'engage dans un processus de réduction des déchets à travers la mise en place d'un Programme local de Prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) répondant à plusieurs ambitions et objectifs tel que la réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés collectés avant 2030 (soit 4 000 Tonnes de déchets évitées).

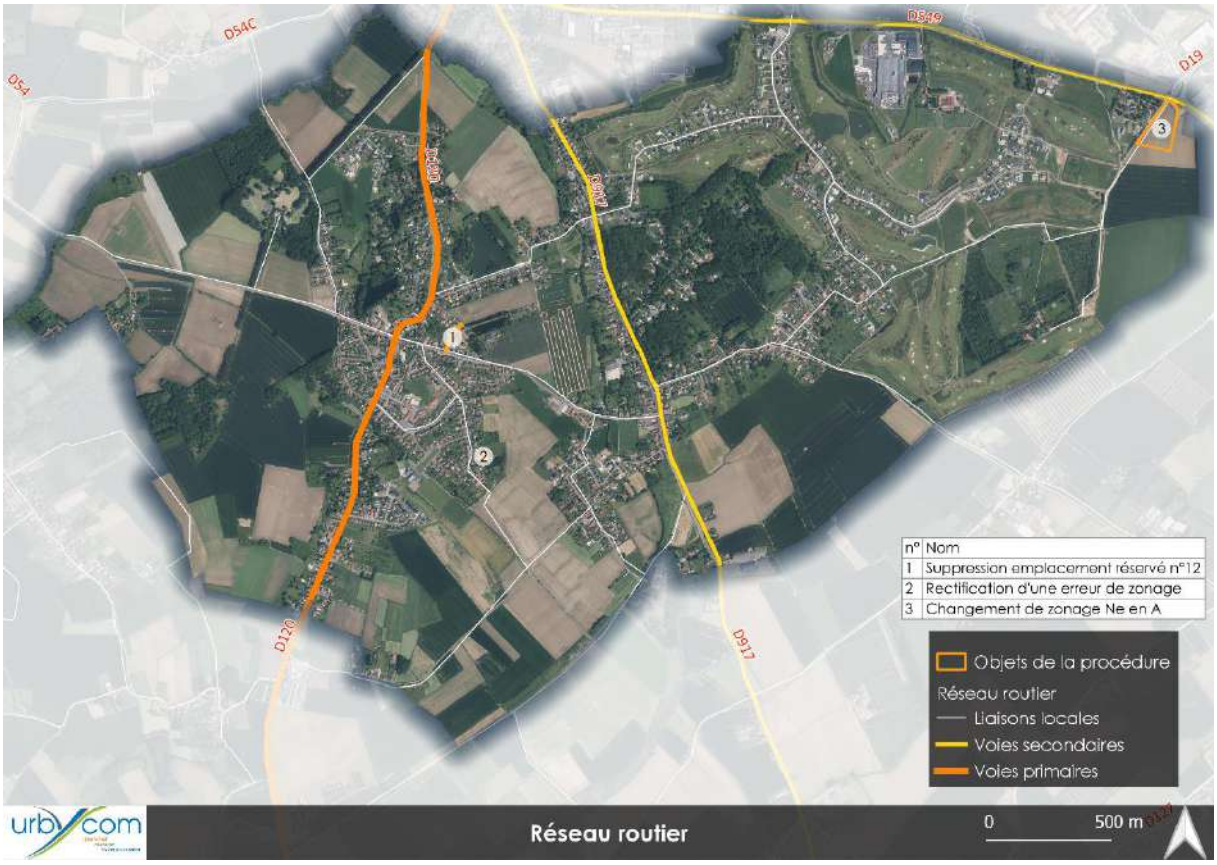
## 2. Transports et déplacement

La commune de Mérignies est relativement bien desservie en infrastructures routières. La commune est notamment desservie par la RD 917 permettant de rejoindre l'autoroute A1 au nord et Douai au sud. La départementale D549 permet également de rejoindre cet axe majeur vers la métropole de Lille mais également vers Valenciennes au sud.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

La commune est également desservie par deux réseaux de transports en commun. Parmi eux, notons la navette Flexipév'ailes permettant de rejoindre les gares de Templeuve, Phalempin ou Ostricourt-Libercourt.

Ce territoire présente également des alternatives à la voiture individuelle. En effet, le territoire offre trois voies vertes dont une traversant l'ouest de la commune de Mérignies.




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# VIII. Synthèse

| CONSTATS | OBJECTIFS |
|---|---|
| **La masse d'eau souterraine** | • Limiter la pollution diffuse domestique et agricole pour maintenir sa bonne qualité |
| **Le réseau hydrographique** | • Les cours d'eau et fossés doivent être préservés dans leurs intégrités afin de maintenir leur bon fonctionnement et éviter les risques de nature hydraulique, telles les inondations.<br>• La qualité des cours d'eau doit être préservée<br>• Les zones humides recensées ne seront pas impactées par les objets de cette procédure. |
| **Risque inondation ; Remontées de nappe** | • Gérer les eaux pluviales afin de ne pas augmenter ce risque.<br>• Les projets évitent les zones de risque.<br>• Lutter contre les inondations |
| **Nuisances sonores** | • Le lieu-dit La Croisette sont concernés par les zones soumises au bruit routier, une isolation acoustique renforcée devra être mise en place |
| **Sites potentiellement pollués** | • Certains sites pollués sont recensés à proximité des zones de projet. |
| **Autres risques : ICPE** | • Ces risques sont pris en compte lors du choix et de l'aménagement des zones de projet.<br>• Les zones de projet évitent au maximum la proximité de ces sites. |
| **Zone de protection ou d'inventaire** | • Préserver la qualité écologique du territoire.<br>• 19 ZNIEFF localisées dans un rayon de 10 km |
| **Zone Natura 2000** | • Aucun site Natura 2000 n'est présent au sein du territoire<br>• 5 sites Natura 2000 recensés dans un rayon de 20km |
| **Eléments du SRCE et de TVB** | • SRCE :<br>○ Des espaces fluviaux à renaturer<br>○ Des corridors de type zones humides<br>○ Des espaces à renaturer de type bandes boisés<br>• Trame Verte et Bleue :<br>○ Espaces Naturels relais<br>○ Des corridors biologiques |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# IMPACTS DU PROJET ET MESURES POUR L'ENVIRONNEMENT

## I. Milieu physique et ressource en eau

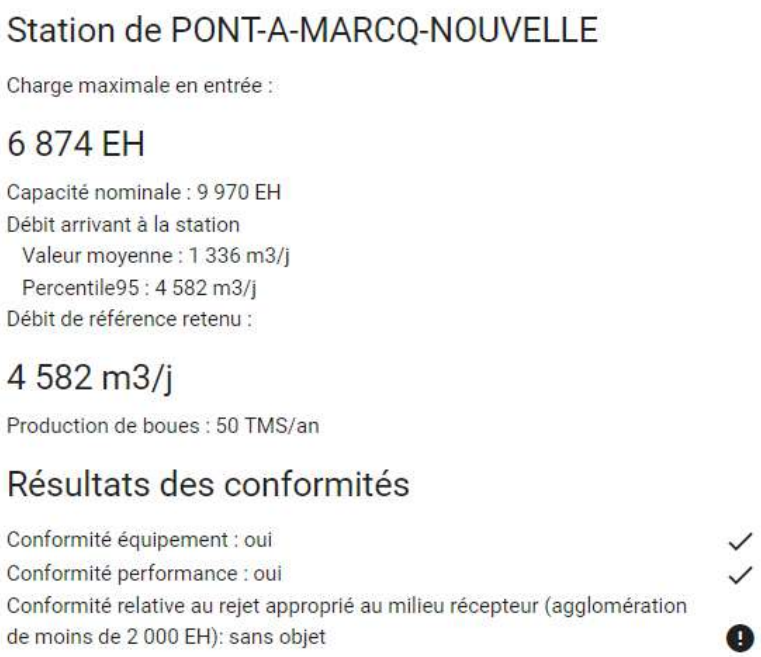
### 1. *Impacts*

Les projets se situent essentiellement au droit de terres agricoles et d'espaces urbains bâtis.

Aucune modification importante de la topographie n'est nécessaire au sein de ces espaces. Rappelons que la topographie joue un rôle majeur dans les risques d'inondation, son maintien est alors essentiel pour la préservation des territoires face à ce type de risques.

Le territoire est principalement composé de formations argileuses et de limons permettant une infiltration variée des eaux pluviales.

Concernant l'assainissement, l'ensemble de la commune est raccordé au réseau d'assainissement collectif. La station de Pont-à-Marcq-Nouvelle est conforme en équipement et en performance. De plus, on observe qu'elle dispose d'une capacité nominale non atteinte en 2021. Cela laisse la possibilité d'accueillir de nouveaux habitants sans entraver le système d'épuration.



Station de PONT-A-MARCQ-NOUVELLE

Charge maximale en entrée :

6 874 EH

Capacité nominale : 9 970 EH
Débit arrivant à la station
Valeur moyenne : 1 336 m3/j
Percentile95 : 4 582 m3/j
Débit de référence retenu :

4 582 m3/j

Production de boues : 50 TMS/an

Résultats des conformités

Conformité équipement : oui ✓
Conformité performance : oui ✓
Conformité relative au rejet approprié au milieu récepteur (agglomération de moins de 2 000 EH): sans objet !

*Source : Portail de l'assainissement*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 2. Mesures

### b. Mesures d'évitement

Les projets n'auront pas d'impact majeur sur la topographie du territoire. Seule la zone de la La Croisette n'est pas construite, l'objectif étant de préserver l'activité agricole du site.

Le PADD affiche l'ambition de maitriser l'étalement urbain mais également de protéger les espaces agricoles, notamment en conservant la continuité des espaces agricoles à enjeux et les couloirs écologiques existants.

Notons que l'emplacement réservé à supprimer et la modification des limites de zone UCa (r) et A n'auront aucun impact sur les objectifs d'artificialisation des sols futurs. En effet, étant déjà construits, ces espaces ont déjà été pris en compte dans les calculs.

La zone de La Croisette sera reclassée en zone Agricole. Cela permettra de limiter l'artificialisation des sols grâce à une emprise plus limitée en zone agricole qu'en zone Ne. Cette modification entre dans les objectifs de limitation de l'artificialisation des sols.

Le PADD affiche également l'ambition de préserver la ressource en eau et plus particulièrement les milieux humides (cours, d'eau, périmètres de protection des captages). Les zones humides et une majorité de zones à dominante humide ne sont pas concernées par les zones de projet.

### c. Mesures de réduction

***Topographie et géologie***

Aucune mesure de réduction n'a été prise concernant la topographie et la géologie des sites. En effet, aucun impact n'est attendu étant donné que l'emplacement réservé et l'habitation en zone UCA (r) sont déjà réalisés. Le site de La Croisette pourra avoir un impact sur ces éléments si un projet est prévu sur ces parcelles.

De plus, le règlement de la zone agricole limite les impacts topographiques en autorisant uniquement :

- « *Les affouillements liés à l'activité agricole tels que bassin de stockage d'eau pour l'irrigation* » ;

- « *Les travaux d'amélioration, de restauration ou de réfection, les exhaussements et affouillements indispensables à la desserte par les réseaux sous réserve de préserver la continuité des chemins pédestres* »,

- « *Les exhaussements et affouillements des sols nécessaires aux aménagements hydrauliques de lutte contre les inondations* ».

***Imperméabilisation des sols***

Les zones de projet s'implantent au sein du tissu urbain existant ou en extension de ce dernier. Les projets seront directement raccordés au réseau routier existant.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

L'objectif du reclassement d'une partie de la zone Ne en zone agricole A permettra de limiter l'imperméabilisation des sols. En effet, en zone agricole, cette dernière est plus limitée qu'en zone Ne.

**ARTICLE A.9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

L'emprise au sol des extensions des constructions existantes à la date d'approbation du PLU sont limitées à 30% de surface de plancher supplémentaire (ou 50 m² supplémentaires pour les habitations de moins de 150 m²).

L'emprise au sol des annexes est limitée à 50 m² de surface de plancher.

Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les bâtiments publics, scolaires, sanitaires, hospitaliers, équipements d'infrastructures, d'intérêt général. Ils ne doivent pas remettre en cause le caractère agricole de la zone.

*Extrait du règlement de la zone A – PLU de Mérignies*

***Gestion de la ressource en eau***

La suppression de l'emplacement réservé et la modification des limites de la zone UCa (r) n'auront pas d'impact sur la gestion de la ressource en eau. Cet élément à été pris en compte lors de leur construction et n'auront donc pas d'impact supplémentaire dans le cadre de cette procédure.

Concernant les parcelles reprises en zone A : Les eaux pluviales doivent être infiltrées préférentiellement afin de rendre neutre hydrauliquement les projets d'imperméabilisation. Dans la mesure du possible, les eaux pluviales seront gérées à la parcelle. De plus, des aménagements hydrauliques tels que des noues paysagères, des fossés ou des linéaires de haie créant des espaces tampons, permettront de limiter les risques qui pourraient découler de l'artificialisation supplémentaire des sols.

b. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales.

En cas d'impossibilité technique, toute construction ou installation nouvelle doit obligatoirement évacuer ses eaux pluviales au réseau public par des canalisations souterraines en respectant les caractéristiques du réseau (système unitaire ou séparatif). Les aménagements réalisés sur le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau, le constructeur doit réaliser les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales, conformément aux avis des services et administrations intéressées et selon des dispositifs appropriés, afin d'assurer une évacuation directe et sans stagnation, conformément aux exigences de la règlementation en vigueur.

*Extrait du règlement de la zone A – PLU de Mérignies*

### d. Mesures de compensation

Pour ce qui est de la consommation d'eau potable, les économies seront encouragées par le territoire. Cependant, aucune modification ne vise à accueillir de nouveaux habitants.

Cependant, des pistes d'économies sont présentées ci-dessous :

L'augmentation de la consommation d'eau potable peut être partiellement compensée par une baisse des consommations moyennes en particulier grâce aux efforts des collectivités, des industriels, de tous, et par une optimisation du rendement des réseaux d'adduction en eau potable.

L'enjeu face à cet avenir incertain doit passer par :

- La protection et la restauration des ressources fragiles,

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- La diminution des consommations.

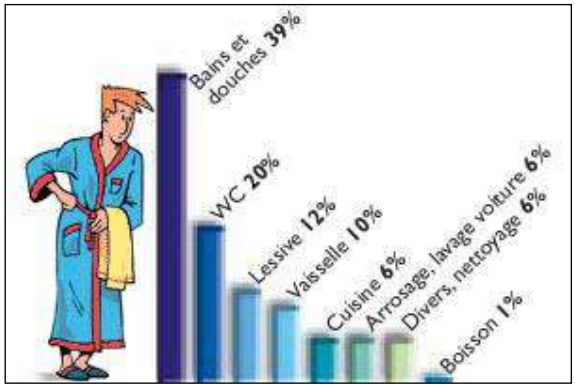
<u>Des mesures à mettre en place pour une économie de l'eau :</u>

Deux actions peuvent être mises en place facilement :

- La « chasse » aux gaspillages, par une information et une sensibilisation auprès des habitants, la mise en place de robinet à économie d'eau sur les nouveaux projets (par exemple des robinets appelés « réducteurs, limiteurs, économiseurs, mousseurs », ces dispositifs limitent le débit d'eau à la sortie),
- La mise en place de méthodes alternatives (récupération d'eau de pluie, noues, …).

L'installation d'une cuve de récupération d'eaux de pluie est une démarche intéressante. La qualité de l'eau de pluie issue d'une citerne est généralement sûre. L'eau de pluie est idéale pour l'arrosage et plus encore... De plus l'installation d'une telle cuve est une opération « civique » dans la mesure où elle fera office de rétention d'eau pendant les gros orages et participera à la limitation des inondations.

L'eau potable distribuée en France augmente légèrement chaque année et la même augmentation est prévue pour les années à venir. Par ailleurs, l'inéluctable changement climatique va entraîner des étés de plus en plus secs. Avoir une source d'approvisionnement alternative va donc représenter un avantage financier de plus en plus important et seule une citerne de taille suffisante vous permettra de stocker de l'eau avant les sécheresses estivales.




*Source : La maison des négawatts, T.Salomon et S.Bedel, éd.Terre Vivante*

La figure montre que 26 % d'eau potable peuvent être économisée en remplaçant l'eau potable par l'eau de pluie lors d'une utilisation des sanitaires ou du nettoyage extérieur et des arrosages. En effet ces utilisations d'eau ne nécessitent pas une qualité d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# II. Milieu naturel

## 1. Impacts

D'après le Registre Parcellaire Graphique de 2021 et le projet ARCH, les projets de cette procédure se situent majoritairement à l'intérieur du tissu urbain existant, sur des terres agricoles cultivées.

Or, les terres agricoles et les prairies rendent des services écosystémiques.

Services écosystémiques :

Le principe de services écosystémiques, a été popularisé en 2005 avec l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire (Millenium Ecosystem Assesment ou MEA), visant à évaluer scientifiquement l'ampleur des conséquences des activités humaines sur les écosystèmes, desquelles dépend le bien-être de l'Homme.

Au niveau national, la notion de services écosystémiques est adoptée dans deux textes de la politique environnementale : La Stratégie Nationale de la Transition Ecologique vers un Développement Durable (SNTEDD) 2015-2020 votée le 4 février 2015 par le Conseil des ministres. La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages qui intègre les services écosystémiques dans la séquence « éviter – réduire – compenser » ainsi que dans les études environnementales.

Récemment, la DREAL Hauts-de-France a produit un document permettant la prise en compte de ces services dans les diverses études d'aménagement du territoire.

Les services écosystémiques sont définis par l'Evaluation Française des Ecosystèmes et des Services Ecosystémiques comme : « Les avantages retirés par l'Homme de son utilisation actuelle ou future de diverses fonctions des écosystèmes, tout en garantissant le maintien de ces avantages dans la durée » (EFESE, 2015).

Cette définition intègre une notion de durabilité des services, que la loi du 8 août 2016 vise à préserver.

Selon l'outil de la DREAL, pour les 25 types de services écosystémiques identifiés, chaque habitat se voit attribuer une note de 0 à 5. Afin de rendre compte de l'hétérogénéité spatiale de la zone d'étude, une pondération en fonction de la surface occupée par l'habitat est ensuite appliquée. Les notes sont également pondérées en fonction du contexte paysager entourant le site d'étude, permettant la mise en valeur d'un site important pour les services écosystémiques dans un périmètre plus large.

Dans le cadre d'un réaménagement de site, une modélisation des services écosystémiques est réalisée grâce à l'occupation des sols future. Un test statistique non paramétrique permet de déterminer si l'aménagement a un impact significatif sur les services écosystémiques fournis à une échelle locale ainsi que communale.

Terre agricole :

La terre agricole est un milieu généralement ouvert, monospécifique et uniforme. C'est un habitat très perturbé par les pratiques anthropiques qui y sont appliquées (labours, fertilisants, pesticides). Elle laisse donc peu de place à la faune et la flore spontanées. Les cultures présentent une faible valeur écologique qui peut néanmoins être augmentée en présence de haies ou de bandes enherbées. Bien que la flore de ces milieux soit particulièrement pauvre, les terres agricoles peuvent jouer un rôle dans le cycle de vie de l'avifaune (site de nidification, halte migratoire). Les terres agricoles rendent plusieurs **services écosystémiques** : des **services de régulation** (*atténuation des Gaz à Effet de Serre ou stockage du carbone*) et des **services d'approvisionnement** (*produits de cueillette*).

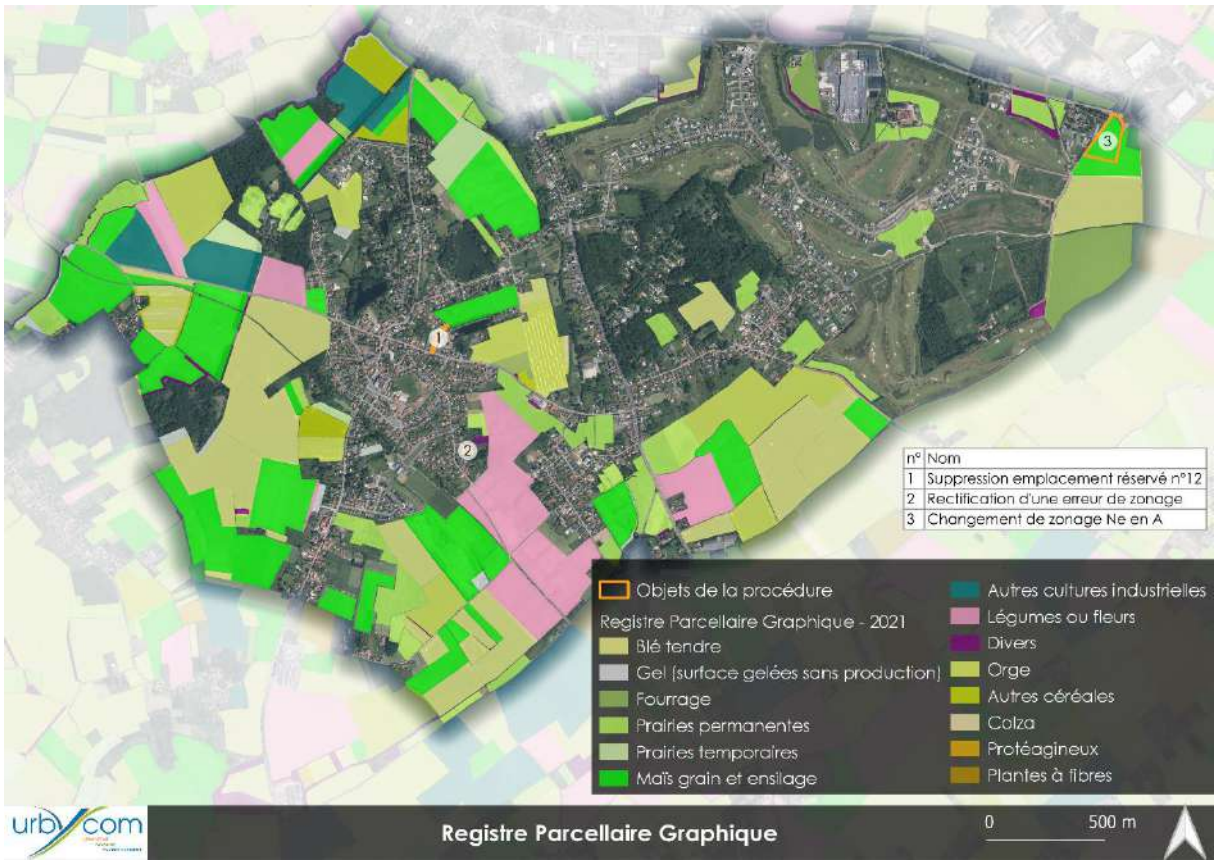
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Prairie permanente :

La prairie est une formation herbacée haute, à forte biomasse, dominée par des graminées. L'habitat qu'elle propose varie fortement selon le gradient trophique, édaphique et hydrique. Ainsi, on peut différencier, les prairies hygrophyles soumises à des inondations prolongées, des prairies mésohygrophiles à période d'inondation plus courte, et des prairies mésophiles non inondables car à sols drainés. L'intérêt écologique n'est pas le même selon l'entretien appliqué aux prairies. En effet, une prairie de fauche présente un intérêt écologique variable selon les dates de fauche, la fréquence de coupe … La prairie pâturée présente une hétérogénéité de milieux intéressante pour la faune (broussaille, zone de refuge, arbre isolé …) et une multiplicité de rôles (reproduction, alimentation, déplacement). Dans les deux cas, les prairies ont une richesse botanique intéressante qui induit une activité faunistique significative. Les prairies rendent plusieurs **services écosystémiques** : des **services de régulation** (*stockage de carbone, régulation d'autres gaz atmosphériques, régulation de la qualité et de la quantité de l'eau, protection contre les crues et l'érosion, pollinisation, accueil de la biodiversité*), des **services d'approvisionnement** (*produits de l'élevage et de cueillettes*) et des **services culturels** (*promenade, intérêt paysager, intérêt pédagogique et patrimonial*).

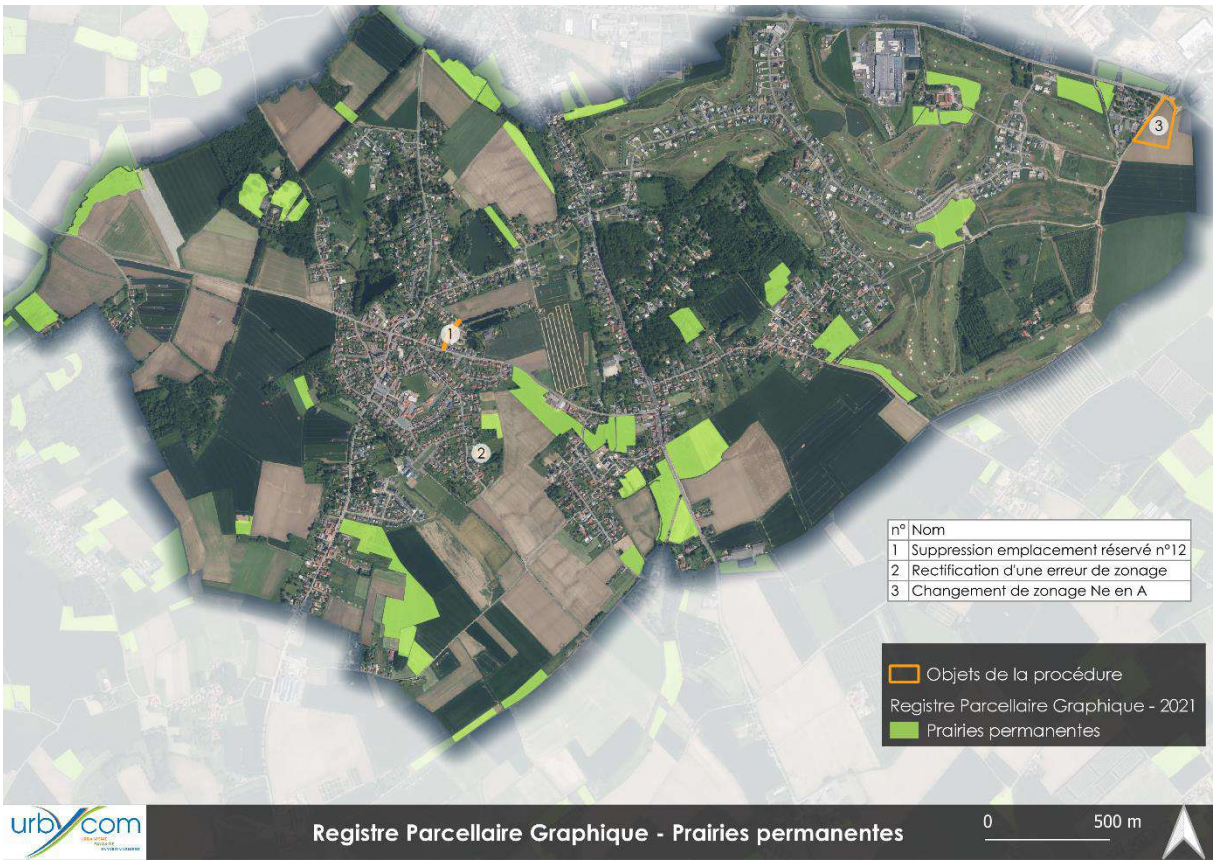
Notons qu'une prairie permanente joue un rôle majeur dans le stockage du carbone. En effet, une prairie permanente peut contenir en moyenne près de 570kg de carbone par hectare et par an (*source : fiche pédagogique Chambre d'Agriculture*).

Ainsi, seule la zone faisant l'objet d'un changement de zonage est concernée par le Registre Parcellaire Graphique 2021. L'ensemble de cette parcelle est concerné, soit près de 1,9 ha.




*Source : Cartographie Urbycom*

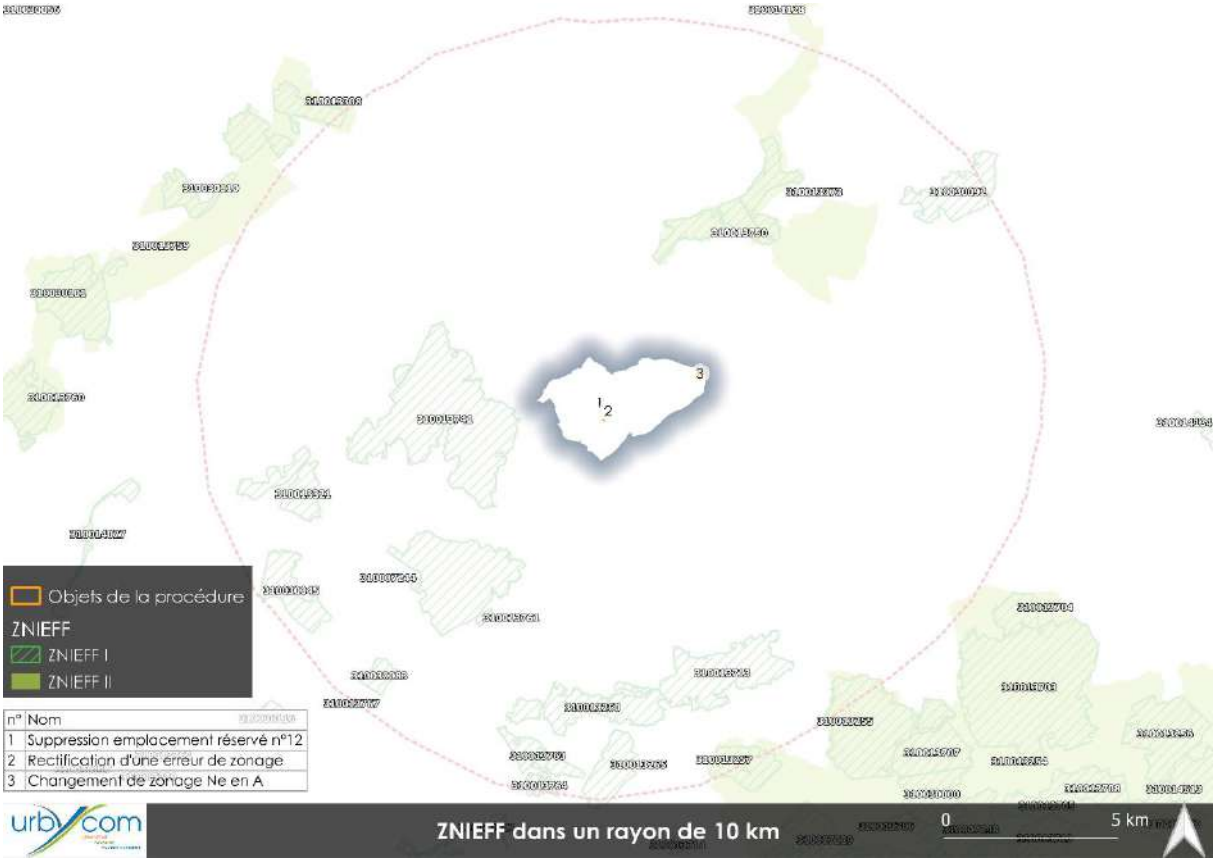
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

Rappelons qu'aucun impact n'est attendu sur les espaces naturels de type ZNIEFF et Sites Natura 2000 du fait de la distance des zones avec ces sites.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom*

Enfin, les zones de modifications se situent en dehors de tout élément recensé par le SRCE et la Trame Verte et Bleue.

Les pertes en services écosystémiques ne seront observées qu'au sein de la zone reprise en zone agricole. Notons que ces pertes ne sont pas retrouvées à l'échelle de la commune.

## 2. Mesures

### e. Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est possible pour l'emplacement réservé à supprimer et la modification des limites de la zone UCa (r) étant donné que ces zones sont d'ores-et-déjà artificialisées.

### f. Mesures de réduction

Le classement de la zone Ne en zone agricole permet de limiter l'impact sur les espaces naturels et agricoles. En effet, l'imperméabilisation autorisée est de moindre mesure par rapport à ce qui est autorisée au sein de la zone Ne.

### g. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'est prévue au sein de cette procédure.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# III. Climat et déplacement

## 1. Impacts

Aucune incidence supplémentaire n'est attendu sur les émissions de Gaz à effet de Serre.

## 2. Mesures

### h. Mesures d'évitement

Les projets ne visent pas l'accueil de nouveaux habitants. De plus, deux projets de cette procédure sont déjà artificialisés.

### i. Mesures de réduction

Aucune mesure de réduction n'est prévue dans le cadre de cette procédure.

### j. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'est prévue dans le cadre de cette procédure.

# IV. Risques

## 1. Impacts

La commune de Mérignies est traversée par des axes terrestres bruyants que sont la D917 et la D549. Seule la zone de La Croisette est soumise aux largeurs affectées par le bruit de ces axes.

La commune de Mérignies est également concernée par divers risques d'inondation. Seul l'emplacement réservé est en partie concerné par une zone inondée constatée.

Notons que l'ensemble de la commune est concerné par un risque d'inondation par remontée de nappe. De plus, le nord de la commune est soumis à la proximité du cours de la Marque et de la Petite Marque. Ces derniers sont concernés par un Plan de Prévention des Risques liés aux inondations. Ces derniers délimitent les zones exposées aux risques d'inondation afin d'y prévoir des interdictions ou des prescriptions spécifiques supplémentaires (portant sur des constructions, ouvrages, aménagements, exploitations…) afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines.

Aucune zone de projet n'est concernée par ce PPRi.

Quant aux risques liés aux mouvements des argiles, le territoire observe des risques avec un aléa nul à fort. Seule la construction de la rue de la Chantraine est concernée par ce risque.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est recensée sur le territoire communal.

On dénombre 5 sites potentiellement pollués dit CASIAS.

Les projets sont situés au minimum à près de 130 mètres de ces installations.

D'un point de vue général, les projets n'engendreront pas de trafic routier supplémentaire pouvant entrainer une hausse des nuisances sonores.

De plus, l'imperméabilisation des sols supplémentaires peut aggraver les risques d'inondations. Il est donc primordial que la continuité hydraulique en place au sein des sites soit maintenue. Cela est important pour tout projet au sein de la zone de La Croisette.

Globalement, les projets présentent peu de risques naturels et technologiques. Par ailleurs, les projets auront peu d'impact sur l'aggravation des risques au sein du territoire.

## 2. Mesures

### a. Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est prévue pour des raisons de configuration des projets.

De plus, le règlement impose également la prise en compte de ces risques au sein des dispositions applicables à chaque zone.

### b. Mesures de réduction

Des voies sont classées comme axe terrestre bruyant : des prescriptions supplémentaires pourront être prévues en termes d'isolation acoustique pour les futures constructions. Notons que les nouvelles constructions doivent également respecter les normes acoustiques en vigueur.

La réduction du risque inondation passe également par la limitation de l'imperméabilisation des sols qui peut se traduire par un encadrement de l'emprise au sol. Ainsi, le règlement encadre l'emprise au sol.

La limitation de l'aggravation du risque d'inondation passe également par la gestion des eaux pluviales. Le règlement de la zone A précise que :

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

b. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales.

En cas d'impossibilité technique, toute construction ou installation nouvelle doit obligatoirement évacuer ses eaux pluviales au réseau public par des canalisations souterraines en respectant les caractéristiques du réseau (système unitaire ou séparatif). Les aménagements réalisés sur le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau, le constructeur doit réaliser les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales, conformément aux avis des services et administrations intéressées et selon des dispositifs appropriés, afin d'assurer une évacuation directe et sans stagnation, conformément aux exigences de la règlementation en vigueur.

*Extrait du règlement de la zone A – Plu de Mérignies*

#### c. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été établie.

## V. Agriculture

### 1. Impacts

La commune de Mérignies est un territoire très agricole. En effet, selon le Registre Parcellaire Graphique de 2021, plus de 42,6% du territoire est dédié aux espaces agricoles et terres arables.

Au sein du territoire, les parcelles de projet sont essentiellement situées à l'écart de ces espaces. Seules les parcelles situées au lieu-dit La Croisette sont inscrites au Registre Parcellaire Graphique de 2021. Cela représente près de 1,9 ha.

### 2. Mesures

#### d. Mesures d'évitement

Il n'a pas été possible d'envisager l'évitement de tout impact sur les terres agricoles, pour des raisons de configuration des projets. Rappelons que l'objectif de ce changement de zonage est de préserver les continuités agricoles.

#### e. Mesures de réduction

Aucune mesure de réduction n'est prévue au sein de la procédure étant donné que les objectifs visés par ces changements sont eux-mêmes des mesures de réduction.

#### f. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été définie.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# VI. Paysage et patrimoine

## 1. Impacts

| ENJEU | ENJEUX ASSOCIES | IMPACT DE LA PROCEDURE |
|---|---|---|
| **Paysager et environnemental** | Préserver les continuités hydrauliques et les zones humides. Conserver, préserver et restaurer les éléments en lien avec les principes de la trame verte et bleue. | Aucun impact n'est attendu sur ces éléments. |
| **Paysager** | Limiter les coupures et/ou profiter des coupures liées aux infrastructures pour créer et développer de nouvelles continuités transversales. | Les éléments faisant l'objet de cette procédure ne sont pas concernés. |
| **Urbain et paysager** | Veiller à une bonne intégration des bâtiments et opérations urbaines, économiques et agricoles sur l'ensemble du territoire.<br>Systématiser les franges végétalisées. Valoriser les entrées de ville. | Le secteur reclassé en zone A si situe en entrée de ville. Une attention particulière devra être portée à l'intégration paysagère des bâtiments en cas de construction. |
| **Urbain et patrimonial** | Préserver et valoriser le patrimoine bâti, y compris les ouvertures visuelles vers ces éléments. | Les éléments faisant l'objet de cette procédure ne sont pas concernés. Ils sont situés à distance de ces éléments. |
| **Agricole** | Assurer le maintien du caractère agricole du secteur. | Le classement d'une partie de la zone Ne en zone A permet de préserver ces espaces agricoles. |

## 2. Mesures

### a. Mesures d'évitement

La plupart des projets évitent les éléments remarquables du paysage et du patrimoine du territoire (continuités écologiques, périmètres de protection des monuments historiques, …).

Notons que l'emplacement réservé à supprimer et l'habitation en limite de zone UCa(r) sont déjà réalisés. Les impacts sur le paysage ont alors déjà été pris en compte.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

### b. Mesures de réduction

Le reclassement d'une partie de la zone Ne en zone A permet de réduire l'impact de l'imperméabilisation des sols sur le paysage. En effet, l'emprise au sol est davantage limitée au sein de la zone A.

### c. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'est prévue. Néanmoins, lors de la réalisation des futurs projets des aménagements pourront accompagner les constructions.

Les linéaires végétalisés / haies / espaces boisés permettent de :

- Limiter les ruissellements de type amont vers aval,
- Servir de support de cycle biologique des espèces arbustives, arborées et de sous-bois,
- Jouer un rôle hydraulique et biochimique,
- De jouer un rôle de puits de carbone (lors de la croissance des arbres et arbustes).

Il est également à noter que la création de zones herbacées permet de :

- Limiter l'érosion et ralentir le ruissellement,
- Incorporer la matière organique en surface,
- Stocker du carbone, de l'azote et des nitrates par l'épisolum humifère qui reformera dans les espaces verts.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# INCIDENCES NATURA 2000

## I. Contexte réglementaire

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par les communautés végétales et les espèces qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux dans des sites sélectionnés pour leur intérêt tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Ces sites sont désignés par chaque Etat Membre en application de deux Directives Européennes : la Directive Habitats et la Directive Oiseaux.

## II. Le DOCOB

Pour chaque site Natura 2000, un Document d'Objectifs est rédigé en concertation avec les acteurs locaux. Le Document d'Objectifs (DOCOB) définit :

- Les enjeux du site en matière de conservation des habitats et de conciliation des activités socio-économiques avec ces enjeux de conservation,
- Les orientations de gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire correspondantes pour contribuer à leur conservation,
- Les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement.

Le Document d'Objectifs constitue une référence pour la mise en œuvre de contrats et de chartes en vue de la conservation des espèces et des habitats du réseau Natura 2000.

### *1. La Charte Natura 2000*

La charte Natura 2000 est annexée au Document d'Objectifs et comporte plusieurs engagements (dont la mise en œuvre n'est pas rémunérée) et recommandations qui s'appliquent soit à l'ensemble du site, soit à certains milieux, soit à certaines activités. Ces engagements participent au maintien de l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire, en cohérence avec les objectifs de gestion du Document d'Objectifs.

Les titulaires de droits réels et personnels (propriétaires et mandataires) sur les terrains du site Natura 2000 peuvent adhérer à la charte qui porte sur une durée de 5 à 10 ans. Elle ouvre droit à exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dans les conditions définies par l'article 146 extrait de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (annexe 3) et dans certaines conditions à des aides publiques (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit, aides forestières de l'Etat…).

La charte ne se substitue pas au droit commun : la réglementation liée à la protection de sites, des espèces ou des habitats et les zonages réglementaires sont à respecter.

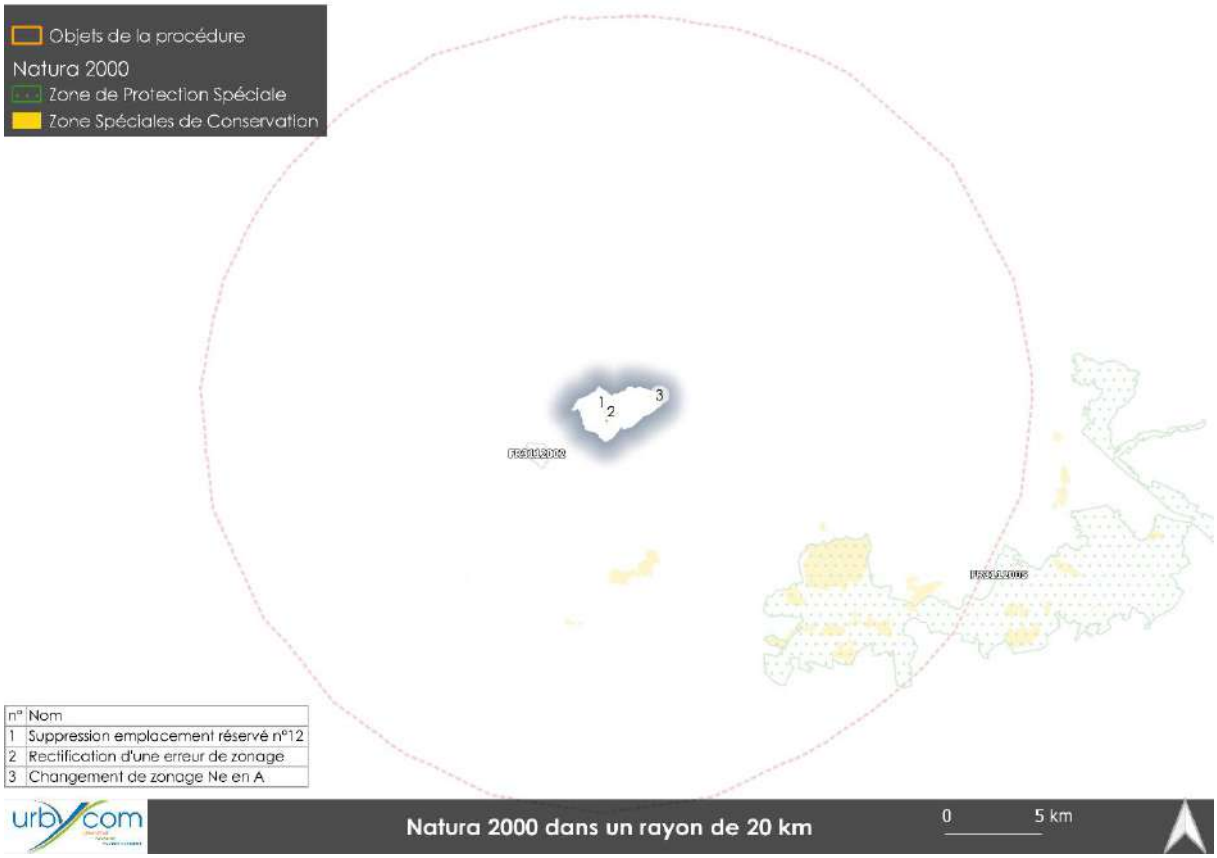
### *2. Les sites Natura 2000*

La commune de Mérignies ne recense aucune zone Natura 2000. Dans un rayon de 20km autour du territoire communal, sont recensées :

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- 2 zones de protection spéciale :
  - FR3112002 - Les "Cinq Tailles"
  - FR3112005 - Vallée de la Scarpe et de l'Escaut

- 3 zones spéciales de conservation :
  - FR3100506 - Bois de Flines-lez-Raches et système alluvial du courant des Vanneaux
  - FR3100504 - Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe
  - FR3100507 - Forêts de Raismes / Saint Amand / Wallers et Marchiennes et plaine alluviale de la Scarpe




*Source : Cartographie Urbycom*

Les incidences sur le réseau Natura 2000 sont basées sur les données de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

## III. Prise en compte des sites

Les zones Natura 2000 sont préservées dans leurs intégrités. En effet, aucun site Natura 2000 n'est recensé à proximité immédiate des sites de projet. De plus, les sites Natura 2000 les plus proches des zones de projet sont situées à plus de 2 km de distance.

Ainsi, aucun impact n'est attendu sur ces zones de protection. L'éloignement de ces zones est favorable à la préservation des espèces des zones Natura 2000. Les projets n'auront pas d'incidence sur la préservation des sites et des espèces.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# FIL DE L'EAU

Ce chapitre retrace l'historique du PLU afin de mettre en avant les efforts et les mesures mises en œuvre lors de l'élaboration du document pour prendre en compte l'environnement et la santé humaine.

La commune de Mérignies disposait d'un PLU approuvé le 09 février 2017 et dont la dernière modification a été approuvé le 21 janvier 2021. L'analyse ci-dessous vise à comparer les éléments du PLU opposable et des modifications apportées par la présente procédure.

| Thèmes | PLU opposable | Incidence de l'évolution | Modification de Droit Commun du PLU |
|---|---|---|---|
| **Consommation d'espaces** | L'emplacement réservé et l'habitation rue de la Chantraine ont été réalisés dans le cadre du PLU opposable.<br><br>Ce dernier ne prévoyait pas de réglementation stricte concernant l'emprise au sol au sein de la zone Ne. |  | Dans le cadre de cette modification, aucun changement, ni impact n'est à observer concernant l'emplacement réservé et la rue de la Chantraine.<br><br>Le classement d'une partie de la zone Ne en zone agricole permettra de limiter l'imperméabilisation des sols. En effet, au sein de la zone, l'emprise au sol est davantage limitée qu'au sein de la zone Ne. |
| **Protection du milieu naturel et des espaces agricoles** | Le PLU prévoit au sein de l'ensemble de ces document la protection des espaces agricoles et naturels (PADD, règlement graphique, …). |  | Le classement d'une partie de la zone Ne en zone A permettra de protéger les espaces agricoles. Notons que cela permettra de davantage protéger ces espaces de l'imperméabilisation. La modification du zonage permet alors d'avoir une cohérence avec l'activité au sein de la parcelle (parcelle cultivée RPG2021). |
| **Prise en compte des risques** | Les risques ont été pris en compte dans le choix de la localisation des projets et sont mentionnés au sein du règlement écrit. |  | Les modifications apportées dans le cadre de cette procédure n'ont aucun impact sur les risques recensés au sein du territoire. |
| **Prise en compte du patrimoine** | Les éléments patrimoniaux ont été recensés dans le cadre du PLU. |  | Aucun impact ne sera a observer sur les éléments patrimoniaux présents au sein du territoire. Les objets de la présente procédure se situent à distance de ces éléments. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Les Plans Locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations de documents, lois qui ont une portée juridique supérieure aux PLU et PLUi. La hiérarchie des normes pour les PLU et PLUi est définie par l'article 13 de loi ENE et retranscrites dans le code de l'urbanisme (L.101-1, L.101-2, L.131-1 à L.131-7, L.132-1 à L.132-3, L.152-3).

Deux types de relations entre les documents de planification :

- La **compatibilité** n'est pas définie précisément dans les textes de loi. Il s'agit d'une obligation de non-contrariété : un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

- La **prise en compte**, est une obligation de ne pas ignorer.

*Remarque : La prise en compte, ou en considération, des autres documents d'urbanisme ou relatifs à l'environnement, est une exigence moins forte que l'observation d'un rapport de compatibilité. Il s'agit de faire en sorte que les objectifs énoncés dans le PADD et traduits sous forme prescriptive dans les orientations d'aménagement soient établis en toute connaissance des finalités propres à ces documents.*

**Les documents supra-communaux concernant la commune de Mérignies :**

**Mise en compatibilité du PLU avec :**

- Le SCoT de Lille Métropole ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Marque ;
- Le PGRI Artois Picardie.

**Prise en compte du PLU avec :**

- Le Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoire (SRADDET).

**Les PLU approuvés disposent d'un délai de 3 ans, pour se rendre compatibles avec l'ensemble de ces documents de planification supra communal une fois ces derniers approuvés.**

Par ailleurs, comme indiqué dans la circulaire du MEDDE (Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie) du 12 avril 2006, « le rapport peut également faire référence à d'autres documents lorsque cela s'avère pertinent ».

Les paragraphes suivants ont pour objectif de vérifier que les projets soient compatibles et aient pris en compte les orientations des documents d'urbanisme supérieurs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# I. Le SCoT de Lille Métropole

Cette partie vise à démontrer que la modification engagée du PLU de Mérignies reste compatible avec les préconisations du SCoT de Lille Métropole, approuvé le 10 février 2017.

| Axes | Objectifs | Analyse des modifications |
|---|---|---|
| GARANTIR LES GRANDS ÉQUILIBRES DU DÉVELOPPEMENT | La trame urbaine | Les modifications apportées concourent à la réalisation de cet axe, notamment le déclassement d'une partie de la zone Ne qui permettra de limiter l'extension urbaine. |
| | Assurer un développement compatible avec la préservation de la ressource en eau « grenelle » | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. Cependant, la limitation des constructions (au sein des parcelles déclassées) ne fera pas augmenter les besoins en eau car il n'y aura pas de constructions à usage d'habitation, culturel, …. |
| | L'armature verte et bleue | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Le compte foncier | Le déclassement d'une partie de la zone Ne en zone A s'inscrit également dans un objectif de respect du compte foncier. Rappelons que la commune a consommé plus de 33 ha entre 2009 et 2019 et souhaite limiter cette artificialisation dans les prochaines années. |
| AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DU TERRITOIRE ET LA FLUIDITÉ DES DÉPLACEMENTS | Garantir l'accessibilité à grande échelle | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Organiser la mobilité à l'échelle euro-régionale | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Assurer la fluidité interne du territoire | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| RÉPONDRE AUX BESOINS EN HABITAT DANS UNE DYNAMIQUE DE SOLIDARITÉS | Assurer les parcours résidentiels par une offre adaptée et diversifiée | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | S'engager en faveur d'une rénovation ambitieuse du parc de logements | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Lutter contre les inégalités socio spatiales | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| SE MOBILISER POUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI DE DEMAIN | Les principes de localisation du foncier et de l'immobilier économiques | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Les priorités spatiales du développement économique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Le compte foncier économique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| ORGANISER LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MÉTROPOLITAIN | Conforter les centralités commerciales urbaines | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Les conditions d'implantations spécifiques | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| VISER L'EXEMPLARITÉ EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE | Garantir un cadre respectueux des ressources naturelles et de la santé publique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Préparer l'avenir énergétique de la métropole et son adaptation au changement climatique | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| OFFRIR UN CADRE DE VIE MÉTROPOLITAIN DE QUALITÉ | Concevoir des espaces publics de qualité porteurs du vivre ensemble | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Reconnaître la richesse et la diversité du patrimoine et des paysages | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| | Développer et conforter l'université, le tourisme, les arts, la culture et les sports | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | Mettre en œuvre la métropole intelligente et connectée | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |
| LA DÉMARCHE « TERRITOIRE DE PROJETS » | Initier des territoires de projets | Les modifications apportées ne concourent pas à la réalisation de cet axe. |

Les modifications sont donc compatibles avec les orientations du SCoT de Lille Métropole.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## II. Le SDAGE Artois - Picardie

La commune de Mérignies est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie.

Les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) fixent pour chaque grand bassin hydrographique les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels) ainsi que les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans.

Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui dispose qu'il « fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ».

L'état Français a choisi les SDAGE, afin de prendre en compte les objectifs définis par la Directive cadre sur l'eau (DCE). Le SDAGE en cours s'applique pour la période 2022-2027.

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L 212-1 du Code de l'environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

**Objectifs du SDAGE**

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont :

- Enjeu A : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides,
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Enjeu D : Protéger le milieu marin,
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Les orientations sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| **Enjeu A : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides** | | |
| A.1 – Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux | A-1.1 : Limiter les rejets | Dans les zones d'assainissement collectif, il est obligatoire d'évacuer les eaux usées sans aucune stagnation et sans aucun traitement préalable par des canalisations souterraines au réseau public, en respectant ses caractéristiques (système unitaire ou séparatif). Toutefois, en l'absence de réseau ou dans l'attente de celui-ci, un système d'assainissement non collectif est obligatoire sous conditions.<br><br>Notons que l'ensemble de la commune est raccordée à la station d'épuration de Pont-à-Marcq. |
| | A-1.2 : Améliorer l'assainissement non collectif | Non concerné |
| | A-1.3 : Améliorer les réseaux de collecte | Non concerné |
| A.2 – Maitriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maitrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les construction nouvelles) | A-2.1 : Gérer les eaux pluviales | Les eaux pluviales devront prioritairement être évacuées en milieu naturel ou par infiltration au plus près de sa source si elles ne font l'objet d'aucune pollution pouvant nuire au milieu naturel. |
| | A-2.2 : Réaliser les zonages pluviaux | La présente procédure n'est pas concernée. |
| A.3 – Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire | A-3.1 : Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates | Non concerné |
| | A-3.2 : Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| | environnementaux | |
| | A-3.3 : Accompagner la mise en œuvre du Programme d'Actions Régional (PAR) Nitrates en application de la directive nitrates | Non concerné |
| A.4 – Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer | A-4.1 : Limiter l'impact des réseaux de drainage | Aucun impact n'est attendu sur ces éléments. |
| | A-4.2 : Gérer les fossés, les aménagements d'hydraulique douce et les ouvrages de régulation | Les cours d'eau ne seront pas impactés par les zones de projets. |
| | A-4.3 : Eviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage | Aucune prairie permanente n'est concernée par les objets de la présente procédure. |
| | A-4.4 – Conserver les sols | Un des objectifs de la présente procédure est de conserver au maximum les terres agricoles de l'artificialisation. |
| A.5 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée | A-5.1 : Définir l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau | Non concerné |
| | A-5.2 : Préserver les connexions latérales des cours d'eau | Les projets se situent à distance des cours d'eau. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| | A-5.3 : Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau | Non concerné |
| | A-5.4 : Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques | Non concerné |
| | A-5.5 : Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux | Les projets sont situés à distance des cours d'eau. |
| | A-5.6 : Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques | Non concerné |
| | A-5.7 : Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif | Non concerné |
| A.6 – Assurer la continuité écologique et sédimentaire | A-6.1 : Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale | Les projets sont situés à distance des continuités écologiques. |
| | A-6.2 : Assurer, sur les aménagements hydroélectriques, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| | A-6.3 : Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux | Non concerné |
| | A-6.4 : Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles | Non concerné |
| A.7 – Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité | A-7.1 : Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques | Non concerné |
| | A-7.2 : Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes | Non concerné |
| | A-7.3 : Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau | Non concerné |
| | A-7.4 : Inclure la fonctionnalité écologique dans les porter à connaissance | Non concerné |
| | A-7.5 : Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques | Non concerné |
| A-8 : Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière | A-8.1 : Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| | A-8.2 : Remettre les carrières en état après exploitation | Non concerné |
| A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité | A-9.1 : Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE | Les projets se situent à distance des zones humides. |
| | A-9.2 : Gérer, entretenir et préserver les zones humides | Non concerné |
| | A-9.3 : Préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme | Les projets se situent à distance des zones humides. |
| | A-9.4 : Eviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau | Non concerné |
| | A-9.5 : Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau | Non concerné |
| A-10 : Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles | A-10.1 : Améliorer la connaissance des micropolluants | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants | A-11.1 : Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux | Non concerné |
| | A-11.2 : Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations | Non concerné |
| | A-11.3 : Eviter d'utiliser des produits toxiques | Non concerné |
| | A-11.4 : Réduire à la source les rejets de substances dangereuses | Non concerné |
| | A-11.5 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires | Non concerné |
| | A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles | Non concerné |
| | A-11.7 : Caractériser les sédiments avant tout remaniement ou retrait | Non concerné |
| | A-11.8 : Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| A-12 : Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués | | Non concerné |
| **Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante** | | |
| B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE | B-1.1 : Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir | La commune dispose de captages abandonnés. |
| | B-1.2 : Préserver les aires d'alimentation des captages | Le territoire n'est pas situé au sein d'une aire d'alimentation des captages. |
| | B-1.3 : Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires | Non concerné |
| | B-1.4 : Etablir des contrats de ressources | Non concerné |
| | B-1.5 : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages | Non concerné |
| | B-1.6 : En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau | Non concerné |
| | B-1.7 : Maitriser l'exploitation du gaz de couche | Non concerné |
| B-2 : Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau | B-2.1 : Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau | Les zones inondées constatées ont été identifiées. Des dispositions particulières sont inscrites au sein du règlement. |
| | B-2.2 : Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| | B-2.3 : Définir un volume disponible | Non concerné |
| | B-2.4 : Définir une durée des autorisations de prélèvements | Non concerné |
| B-3 : Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives | B-3.1 : Inciter aux économies d'eau | Les économies d'eau seront favorisées au sein des projets individuels mais également des opérations d'ensemble. |
| | B-3.2 : Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible | Les systèmes visant à récupérer les eaux pluviales et à économiser la ressource en eau sont autorisés. |
| | B-3.3 : Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable | Les compléments pourront être réalisés à la parcelle par des dispositifs de récupération des eaux de pluie par exemple. |
| B-4 : Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères | B-4.1 : Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse | Non concerné |
| B-5 : Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable | B-5.1 : Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution | Non concerné |
| B-6 : Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères | B-6.1 : Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers | Non concerné |
| | B-6.2 : Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse | Non concerné |
| **Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations** | | |
| C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations | C-1.1 : Préserver le caractère inondable des zones identifiées | Les projets ne sont pas situés sur des zones inondables. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| | C-1.2 : Préserver, gérer et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues | Non concerné |
| C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues | C-2.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations | Les eaux pluviales pourront être gérées à la parcelle.<br>La gestion hydraulique des sites de projets devra être préservée au maximum. |
| C-3 : Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants | C-3.1 : Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants | Non concerné |
| C-4 : Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau | C-4.1 : Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme | Non concerné |
| **Enjeu D : Protéger le milieu marin** | | |
| D-1 : Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées | D-1.1 : Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles | Non concerné |
| D-2 : Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture | | Non concerné |
| D-3 : Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des navires | D-3.1 : Réduire les pollutions issues des installations portuaires | Non concerné |
| D-4 : Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation | D-4.1 : Mesurer les flux de nutriments à la mer | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| et la présence de déchets sur terre et en mer | D-4.2 : Réduire les quantités de déchets en mer, sur le littoral et sur le continent | Non concerné |
| D-5 : Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de dragage et de clapage | D-5.1 : Evaluer l'impact lors des dragages-immersions des sédiments portuaires | Non concerné |
| | D-5.2 : S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu | Non concerné |
| D-6 : Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte | D-6.1 : Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement et de planification urbaine | Non concerné |
| D-7 : Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement et d'activités | D-7.1 : Préserver les milieux riches et diversifiés facteurs d'équilibre du littoral | Non concerné |
| | D-7.2 : Rendre compatible les schémas régionaux des carrières avec la diversité des habitats marins | Non concerné |
| **Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau** | | |
| E-1 : Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE | E-1.1 : Faire un rapport annuel des actions des SAGE | Non concerné |
| | E-1.2 : Développer les approches inter SAGE | Non concerné |
| | E-1.3 : Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE | Non concerné |
| E-2 : Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue | E-2.1 : Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| d'atteindre les objectifs environnementaux | SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI | |
| | E-2.2 : Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) | Non concerné |
| | E-2.3 : Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau | Non concerné |
| E-3 : Former, informer et sensibiliser | E-3.1 : Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau | Non concerné |
| E-4 : Adapter, développer et rationaliser la connaissance | E-4.1 : Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau | Non concerné |
| | E-4.2 : S'engager dans une gestion patrimoniale | Non concerné |
| E-5 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau dans l'atteinte des objectifs environnementaux | E-5.1 : Développer les outils économiques d'aide à la décision | Non concerné |
| | E-5.2 : Renforcer l'application du principe pollueur-payeur | Non concerné |
| | E-5.3 : Renforcer la tarification incitative de l'eau | Non concerné |
| E-6 : S'adapter au changement climatique | | Non concerné |
| E-7 : Préserver la biodiversité | | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# III. Le SAGE Marque Deûle

La commune de Mérignies est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marque Deûle.

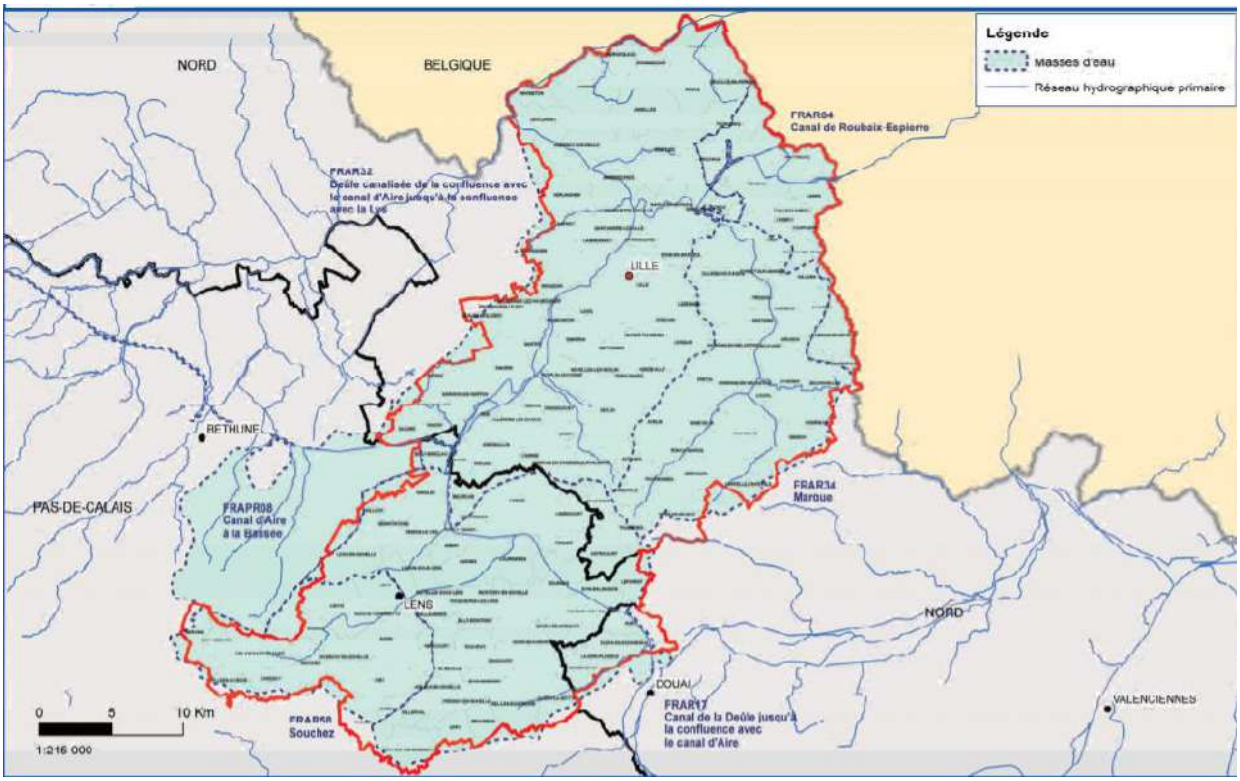
Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire.

Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE et le PGRI. Il prend également en compte, lors de son élaboration, les autres documents et outils de planification existants sur le territoire.

Le SAGE Marque Deûle rassemble 162 communes réparties au sein des départements du nord et du Pas-de-Calais.

Périmètre du SAGE




Le règlement du SAGE Marque-Deûle édicte 5 règles sur les thématiques suivantes :

- Protéger et préserver la ressource en eau ;
- Garantir et sécuriser la continuité écologique des cours d'eau ;
- Préserver les zones humides ;

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- La gestion des eaux pluviales.

| Enjeux et objectifs | Dispositions du SAGE | Mesures prises dans le PLU |
|---|---|---|
| **Orientation 1 Gérer durablement les ressources en eau locales et sécuriser l'alimentation des territoires** | | |
| **Objectif général 1 : mutualiser la connaissance du fonctionnement des nappes partagées et sécuriser les systèmes d'alimentation** | ***Objectif Associé 1 : Mutualiser et enrichir la connaissance souterraine*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 2 : Engager un partage concerté des ressources et l'interconnexion de secours entre territoires*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 3 : Minimiser les pertes d'eau dans les réseaux de distribution d'eau potable et favoriser les économies d'eau*** | Non concerné |
| **Objectif général 2 : reconquérir la qualité des ressources et préserver leur recharge quantitative** | ***Objectif Associé 4 : Protéger environnementalement les champs captants d'eau potable*** | La commune dispose de captages abandonnés et ne se situe pas au sein d'une aire d'alimentation des captages. |
| | ***Objectif Associé 5 : Réduire les risques de transmission des pollutions historiques, accidentelles et industrielles aux masses d'eau*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 6 : Veiller à l'application des dispositifs réglementaires de protection des captages d'eau potable*** | La commune dispose de captages abandonnés. |
| **ORIENTATION 2 Préserver et reconquérir les milieux aquatiques** | | |
| **Objectif général 3 : *Améliorer la connaissance des cours d'eau et maîtriser les pressions polluantes*** | ***Objectif Associé 7 : Améliorer la connaissance des milieux par un renforcement du réseau de suivi et de l'évaluation de l'état qualitatif*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 8 : Synthétiser la connaissance et limiter la pression d'assainissement*** | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **Objectif général 4 : Redonner et maintenir l'équilibre naturel des cours d'eau et leurs annexes hydrauliques** | ***Objectif Associé 9 : Restaurer et entretenir les cours d'eau à l'échelle des bassins-versants*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 10 : Identifier et améliorer la continuité écologique des cours d'eau sur les secteurs prioritaires*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 11 : Lutter contre les espèces envahissantes*** | Non concerné |
| **Objectif général 5 : Préserver les zones humides** | ***Objectif Associé 19 : Renforcer la connaissance en matière de zones humides, les identifier au fil du temps en amont des projets pour les préserver et éviter leur destruction*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 20 : Assurer la préservation et la protection des zones humides identifiées SAGE Marque-Deûle*** | Les projets se situent à distance de ces éléments. |
| **Orientation 3 : Prévenir et réduire les risques, intégrer les contraintes historiques** | | |
| **Objectif général 6 : Prévenir et lutter contre le risque d'inondation** | ***Objectif Associé 12 : Archiver la mémoire des risques d'inondation et réduire leurs conséquences*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 13 : Prévenir et réduire les phénomènes de ruissellement*** | Les risques de ruissellement sont inscrits au sein des règlements écrits et graphiques. |
| **Objectif général 7 : Intégrer et réduire les conséquences des risques industriels, historiques et actuels** | ***Objectif Associé 14 : Investiguer et agir contre les dysfonctionnements hydrauliques provoqués par les affaissements miniers*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 5 : Réduire les risques de transmission des pollutions historiques, accidentelles et industrielles aux masses d'eau*** | Non concerné |
| **Objectif général 8 : Comprendre les** | ***Objectif Général 7 : Comprendre les phénomènes*** | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **phénomènes de sursédimentation, agir à la source et faciliter la valorisation des sédiments** | ***de sursédimentation, agir à la source et faciliter la valorisation des sédiments*** | |
| **Orientation 4 : Valoriser la présence de l'eau sur le territoire en développant ses usages économiques, sportifs et de loisirs** | | |
| **Objectif général 9 : Développer le potentiel du transport fluvial sur le territoire, notamment dans la perspective du canal Seine-Nord Europe** | ***Objectif Associé 15 : Dynamiser le recours au fret fluvial sur le bassin versant*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 16 : Développer la plaisance et le transport fluvial des personnes*** | Non concerné |
| **Objectif général 10 : Développer les activités ludiques et sportives sur un territoire d'eau** | ***Objectif Associé 17 : Favoriser la constitution d'un réseau de circulation terrestre continu autour de la voie d'eau*** | Non concerné |
| | ***Objectif Associé 18 : Développer et concilier les activités ludiques et sportives sur l'eau*** | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# IV. Le SRCE et la Trame Verte et Bleue

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 » qui fixe l'objectif de constituer d'ici 2012, une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 », précise ce projet au travers un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

Le SRCE fixe les objectifs (des milieux en bon état formant des continuités écologiques) et confie à la personne publique le soin de déterminer les moyens appropriés.

Pour cette raison, on ne trouvera pas dans le schéma d'informations fournies à l'échelle cadastrale qui imposeraient une décision de classement dans un PLU, par exemple.

En Nord-Pas de Calais, le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) a pris le nom de schéma régional de cohérence écologique – trame verte et bleue (SRCE-TVB), pour marquer la continuité avec un schéma régional trame verte et bleue (SR-TVB) préexistant à l'obligation réglementaire d'établir dans chaque région un SRCE.

**Dans la région, le bon état écologique n'est à ce jour atteint pour aucune des continuités écologiques identifiées. L'enjeu majeur de ce SRCE-TVB, outre de préserver les continuités, est clairement de les remettre en bon état.**

Afin de guider les territoires dans la mise en œuvre de la trame verte et bleue, un **plan d'action** a été réalisé. Il précise **les actions prioritaires** pour chaque milieu et à l'échelle des écopaysages.

Pour chaque écopaysage, des **listes d'opérations** susceptibles d'impacts positifs sur les continuités écologiques et des listes d'opérations susceptibles d'atteintes ou d'impacts très négatifs sur les continuités écologiques sont également réalisées.

La déclinaison par écopaysage permet aux acteurs de chaque territoire concerné de s'approprier non seulement les objectifs, mais aussi les opérations prioritaires susceptibles d'impacts positifs sur les continuités écologiques ainsi que celles susceptibles d'atteintes ou d'impacts très négatifs.

Le tribunal administratif de Lille dans un jugement du 26 janvier 2017 a conclu à l'annulation de la délibération du 4 juillet 2014 du Conseil Régional du Nord Pas de Calais approuvant le SRCE TVB. Néanmoins, il reste intéressant à prendre en compte à titre informatif.

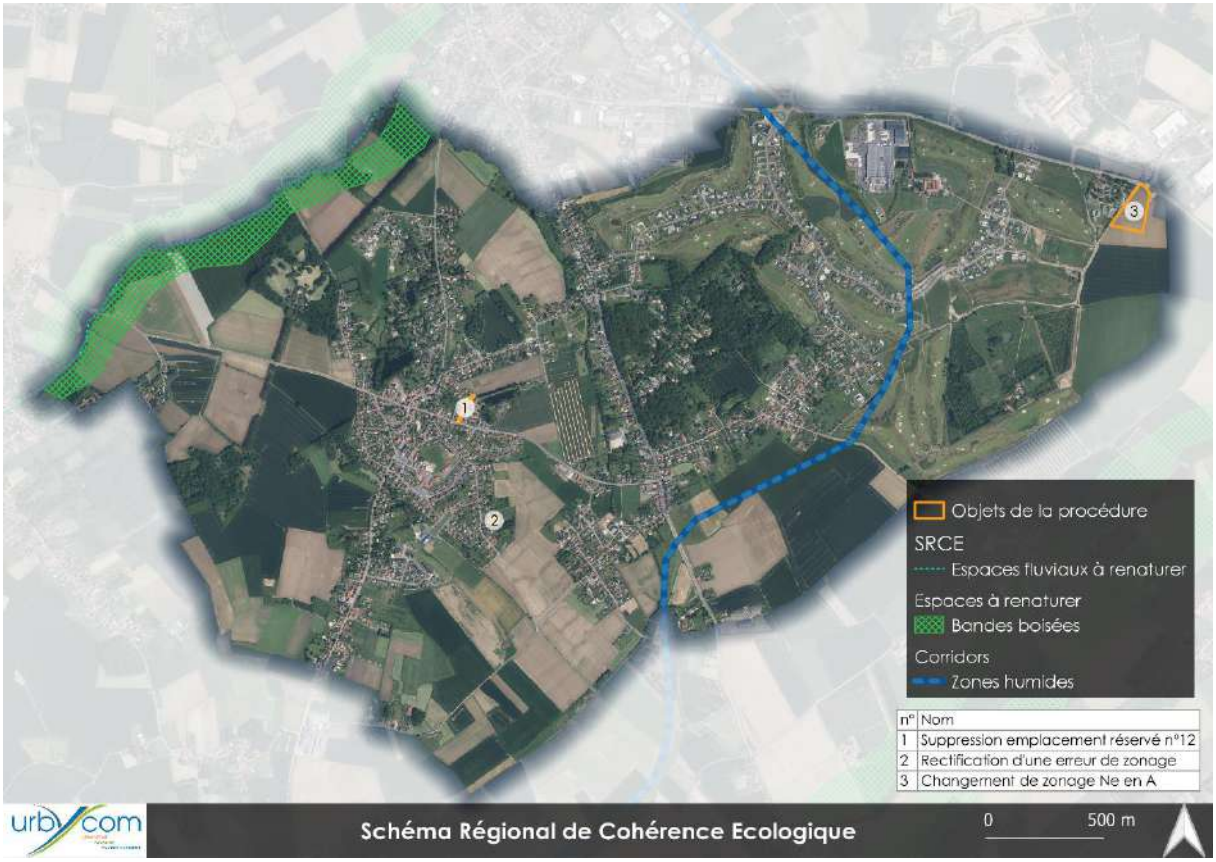
La commune de Mérignies abrite divers espaces naturels recensés par le SRCE. On recense également des espaces naturels relais et des corridors biologiques recensés par la Trame Verte et Bleue.

Ces derniers recensent, au sein du secteur d'étude :

- **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) :**
  - Des espaces fluviaux à renaturer
  - Un corridor de type zones humides
  - Des espaces à renaturer de type bandes boisés

D'une manière générale, les objets de la procédure se situent à distance de ces éléments.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom, SRCE*

- **Trame Verte et Bleue (TVB) :**
  - Espaces Naturels relais
  - Des corridors biologiques

D'une manière générale, les objets de la procédure se situent à distance de ces éléments.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE




*Source : Cartographie Urbycom, Trame Verte et Bleue*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# V. Le SRADDET

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est un schéma régional institué par la loi NOTRe du 7 août 2015.
Le SRADDET des Hauts de France présente des règles générales et fixe les objectifs de moyen et long terme sur le territoire en matière :

- D'équilibre et d'égalité des territoires
- De désenclavement des territoires ruraux
- D'habitat
- De gestion économe de l'espace
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (marchandises)
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (voyageurs)
- De maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et contre la pollution de l'air
- De protection et de restauration de la biodiversité
- De prévention et de gestion des déchets.

Le SRADDET des Hauts-de-France a été arrêté par le préfet de région le 4 août 2020 et se substitue au SRCAE de la région.

Le tableau suivant reprend les objectifs du SRADDET des Hauts-de-France.

| Objectifs | | Compatibilité du PLU |
|---|---|---|
| **Soutenir les excellences régionales** | 1- Favoriser la diversification économique des territoires en articulation avec les écosystèmes territoriaux (EET) | Non concerné |
| | 2- Déployer l'économie circulaire (EET, CAE, PRPGD) | Non concerné |
| | 3- Conforter les pôles d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation et développer leur accessibilité (EET) | Non concerné |
| | 4- Soutenir le développement et la transformation des filières professionnelles de l'habitat (LGT) | Non concerné |
| **Affirmer un positionnement de hub logistique** | 5- Augmenter la part modale du fluvial et du ferroviaire dans le transport de marchandises (CAE- TIM) | Non concerné |
| | 6- Optimiser l'implantation des activités logistiques (TIM-GEE) | Non concerné |
| | 7- Favoriser des formes de logistique urbaine et de desserte du dernier km plus efficaces (CAE) | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **Faire du Canal Seine-Nord Europe un vecteur de développement économique, industriel et un support d'aménités** | 8- Faire du CSNE un maillon structurant du Hub logistique Hauts-de-France en veillant notamment à la complémentarité et la mise en réseau des sites et infrastructures (TIM) | Non concerné |
| | 9- Optimiser l'usage de la voie d'eau par une mobilisation des terrains nécessaires au développement économique, touristique et récréatif du Canal (TIM-CAE) | Non concerné |
| | 10- Tirer parti de la voie d'eau comme ossature des mobilités alternatives et des loisirs, notamment en facilitant l'accès aux berges et aux quais (CAE) | Non concerné |
| | 11- Garantir un cadre de vie de qualité et un maintien de la biodiversité aux abords du Canal (BIO) | Non concerné |
| **Assurer un développement équilibré et durable du littoral** | 12- Assurer des conditions d'un accueil respectueux des équilibres sociaux, économiques et environnementaux sur le littoral (GEE-EET) | Non concerné |
| | 13- Valoriser les portes d'entrées en réduisant l'impact environnemental des flux (TIVM-BIO-EET) | Non concerné |
| | 14- Encourager la gestion intégrée du trait de côte (GEE-BIO) | Non concerné |
| **Garantir un système de transport fiable et attractif** | 15- Proposer des conditions de déplacements soutenables (en transports en commun et sur le réseau routier) (TIV-CAE) | Non concerné |
| | 16- Améliorer l'accessibilité à la métropole lilloise (TIV) | Non concerné |
| | 17- Faciliter les échanges avec l'Ile-de-France, en particulier grâce à la liaison Roissy-Picardie (TIV) | Non concerné |
| | 18- Encourager des solutions de mobilité pour tous les publics et les territoires les plus vulnérables (TIV-EET-DTRx) | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | 19- Développer les pôles d'échanges multimodaux (TIVM) | Non concerné |
| | 20- Tendre vers un système intégré de transport à l'échelle des Hauts de France (TIV) | Non concerné |
| | 21- Favoriser le développement des pratiques alternatives et complémentaires à la voiture individuelle (CAE) | La commune est desservie par le réseau de transports collectifs et est traversée par une voie verte. |
| **Favoriser un aménagement équilibré des territoires** | 22- Rééquilibrer l'offre commerciale en faveur des centres villes et des centres bourgs (GEE) | Non concerné |
| | 23- Produire du logement à la hauteur des besoins et en cohérence avec l'ossature régionale (LGT) | Non concerné |
| | 24- Réduire la consommation des surfaces agricoles, naturelles et forestières (GEE-CAE) | La présente procédure vise à limiter l'imperméabilisation de certaines parcelles agricoles. |
| | 25- Privilégier le renouvellement urbain à l'extension urbaine (GEE-CAE) | Non concerné |
| | 26- Développer des modes d'aménagement innovants et prenant en compte les enjeux de biodiversité et de transition énergétique (GEE-BIO) | Non concerné |
| | 27- Améliorer l'accessibilité des services au public - une articulation du SRADDET et des SDAASP (EET-DTRx) | Non concerné |
| | 28- Soutenir l'accès au logement (LGT) | Non concerné |
| | 29- Développer les stratégies numériques dans les territoires (EET) | Non concerné |
| | 30- Développer de nouvelles formes de travail grâce à un écosystème numérique, en particulier dans les territoires peu denses et isolés (EET-DTRx) | Non concerné |
| **Encourager la sobriété et organiser les transitions** | 31- Réduire les consommations d'énergies et les émissions de gaz à effet de serre (CAE) | Non concerné |
| | 32- Améliorer la qualité de l'air en lien avec les enjeux de santé publique et de qualité de vie (CAE) | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | 33- Développer l'autonomie énergétique des territoires et des entreprises (CAE) | Non concerné |
| | 34- Expérimenter et développer des modes de production bas carbone (CAE) | Non concerné |
| | 35- Réhabiliter thermiquement le bâti tertiaire et résidentiel (CAE-LGT) | Non concerné |
| | 36- Encourager l'usage de véhicules moins émetteurs de gaz à effet de serre et de polluants, dont électriques et/ou gaz (CAE) | Non concerné |
| | 37- Maintenir et restaurer les services systémiques fournis par les sols notamment en termes de piège à carbone (CAE) | Non concerné |
| | 38- Adapter les territoires au changement climatique (CAE) | Non concerné |
| | 39- Réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage (PRPGD) | Non concerné |
| | 40- Collecter, valoriser, éliminer les déchets (PRPGD) | Non concerné |
| **Valoriser les cadres de vie et la nature régionale** | 41- Garantir des paysages et un cadre de vie de qualité et œuvrer à la reconquête des chemins ruraux (BIO) | Limiter l'artificialisation des terres agricoles permet de garantir un cadre de vie et des paysages de qualité. |
| | 42- Valoriser les ressources remarquables du territoire et l'accueil de nouvelles activités dans les espaces ruraux peu denses et isolés (EET-BIO) | Non concerné |
| | 43- Maintenir et développer les services rendus par la biodiversité (BIO) | Non concerné |
| | 44- Objectifs par sous-trames (forestières, milieux ouverts, des cours d'eau, des zones humides, littoral) (BIO) | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# VI. Le PGRI Artois-Picardie

La commune de Mérignies est concernée par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 du bassin Artois Picardie.

Le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est un outil de cadrage à l'échelle du bassin, instauré par la directive inondation pour réduire les conséquences négatives des inondations.

Le PGRI Artois-Picardie, dont la révision a été menée en parallèle de la révision du SDAGE, définit la vision stratégique des priorités d'actions en matière de prévention des inondations, à l'échelle du bassin Artois-Picardie pour les 6 années à venir (2022-2027). Les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles avec le PGRI.

Le PGRI Artois Picardie définit à l'échelle du bassin les objectifs de gestion des risques d'inondation, eux-mêmes déclinés des priorités d'action définies par l'État et les parties prenantes dans la stratégie nationale (SNGRI).

Les objectifs du PGRI 2022- 2027 (approuvé le 18 mars 2022) sont les suivants :

- Objectif 1 : Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations ;
- Objectif 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques ;
- Objectif 3 : Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs ;
- Objectif 4 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés ;
- Objectif 5 : Mettre en place une gouvernance des risques d'inondation instaurant une solidarité entre les territoires.

Le PGRI fixe plusieurs objectifs de gestion des inondations pour le bassin et des dispositions associées.

| **Objectif 1 : Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations** | |
|---|---|
| Orientation 1 : Renforcer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire | Les risques d'inondation sont pris en compte dans les projets.<br><br>Les risques liés aux inondations sont également précisés dans les zones concernées au sein du règlement. |
| Orientation 2 : Développer les actions de réduction de la vulnérabilité par l'incitation, l'appui technique et l'aide au financement, pour une meilleure résilience des territoires exposés | Non concerné. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | |
|---|---|
| **Objectif 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques** | |
| Orientation 3 : Préserver et restaurer les espaces naturels qui favorisent le ralentissement des écoulements. | La gestion des eaux pluviales se fera à la parcelle dans la mesure du possible. |
| Orientation 4 : Renforcer la cohérence entre les politiques de gestion du trait de côte et défense contre la submersion marine | Non concerné |
| Orientation 5 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation, d'érosion des sols et de coulées de boues | Les projets ne se situent pas au sein des zones d'écoulement. Toutefois des aménagements paysagers pourront être réalisés dans le but de limiter le ruissellement. |
| Orientation 6 : Evaluer toutes les démarches de maîtrise de l'aléa à la lumière des risques pour les vies humaines et des critères économiques et environnementaux | Non concerné |
| **Objectif 3 : Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information, pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs** | |
| Orientation 7 : Améliorer et partager la connaissance de l'ensemble des phénomènes d'inondation touchant le bassin Artois-Picardie, en intégrant les conséquences du changement climatique | Non concerné |
| Orientation 8 : Renforcer la connaissance des enjeux en zone inondable et des dommages auxquels ils sont exposés, comme support d'aide à la décision pour réduire la vulnérabilité des territoires et renforcer la gestion de crise | Les risques d'inondations sont précisés dans le règlement et au sein du plan de zonage.<br>Les objets de la présente procédure sont situés à distance de ces zones. |
| Orientation 9 : Capitaliser les informations suite aux inondations | Non concerné |
| Orientation 10 : Développer la culture du risque par des interventions diversifiées et adaptées aux territoires, pour responsabiliser les acteurs et améliorer collectivement la sécurité face aux inondations | Non concerné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | |
|---|---|
| **Objectif 4 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés** | |
| Orientation 11 : Renforcer les outils de prévision et de surveillance pour mieux anticiper la crise | Non concerné |
| Orientation 12 : Développer et renforcer les outils d'alerte et de gestion de crise, pour limiter les conséquences des inondations sur les personnes, les biens et la continuité des services et des activités | Non concerné |
| Orientation 13 : Concevoir au plus tôt l'après-crise pour faciliter et accélérer la phase de réparation | Non concerné |
| **Objectif 5 : Mettre en place une gouvernance des risques d'inondation instaurant une solidarité entre les territoires** | |
| Non concerné | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Indicateurs de suivi

Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de caractériser une situation évolutive (par exemple, l'état des milieux), une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à leur état à différentes dates. Dans le domaine de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le recours à des indicateurs est très utile pour mesurer d'une part l'état initial de l'environnement, d'autre part, par les transformations impliquées par les dispositions du document, et enfin le résultat de mise en œuvre de celui-ci au terme d'une durée déterminée.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Grandes thématiques | Sous thématiques | Indicateurs/ Méthodes | Etat initial de l'environnement | Objectifs de résultats | Mesures correctives |
|---|---|---|---|---|---|
| **Milieux physiques et ressources naturelles** | ☞ Consommation d'espaces agricoles et naturels | Surface urbanisée et surface agricole.<br>*Source : RPG, ARCH* | Consommation de terres agricoles : 1,9 ha | Modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement l'urbain en utilisant au mieux les potentialités existantes à l'intérieur même du tissu urbanisé et en densifiant. | La transition entre les espaces agricoles et urbains devra faire l'objet d'une attention particulière |
| | ☞ Qualités des sols, réseau hydrographique et zones humides | Linéaires de cours d'eau<br>*Source : commune*<br>Surface des zones humides<br>*Source : SAGE, SDAGE* | Aucune opération modifiant la topographie de manière importante n'est prévue. | Continuer de mener des projets qui ne modifient pas fortement la topographie pour ne pas impacter davantage l'écoulement des eaux.<br>-> Maintenir à 0 le nombre d'opération modifiant la topographie.<br>Limiter autant que possible la destruction d'une zone humide. | Si des projets modifiant la topographie ou impactant les cours d'eau / fossés sont menés, prévoir la mise en place des aménagements hydrauliques permettant de gérer l'écoulement des eaux pluviales.<br>Des études de définition de zones humides devront être réalisées en cas de suspicion au sein des zones de projet. |
| | ☞ Ressource en eau potable (quantité et qualité) | Qualité des cours d'eau et de la masse d'eau souterraine.<br>*Source : DREAL, SAGE, SDAGE* | Etat écologique et état chimique des masses d'eau selon le SAGE et le SDAGE. | Atteindre le bon état chimique d'ici 2027.<br>Privilégier la gestion des eaux pluviales à la parcelle si le sol permet l'infiltration. | Les projets intégreront la gestion des eaux pluviales à la parcelle comme prévu dans le règlement du PLU. |
| | ☞ Entités naturelles et | Surfaces naturelles identifiées/protégées règlementairement. | Le tissu urbain et les voiries sont considérés comme des obstacles à la continuité écologique. | Maintenir voire créer des structures relais. | Si la continuité d'un corridor écologique a été coupée, |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | continuités écologiques | Nombre d'obstacles aux continuités écologiques (construction de route, construction d'écluse…)<br>*Source : méthodologie de type SRCE - TVB* | Aucune ZNIEFF n'est identifiée au sein du territoire.<br><br>Aucune Natura 2000 n'est recensée le territoire communal.<br><br>Des espaces naturels relais sont recensés par la Trame Verte et Bleue.<br>Des espaces fluviaux à renaturer, des espaces à renaturer, un corridor biologique sont recensés par le SRCE au sein de la commune. | Préserver les éléments identifiées | prévoir de la recréer au travers des aménagements paysagers comme la plantation d'alignements d'arbres et/ou de haie. |
| **Cadre de vie, paysage et patrimoine** | ☞ Paysage naturel et de campagne | Linéaire de haies, d'éléments arbustifs et prairies permanentes. | Présences de prairies permanentes | Préserver les prairies permanentes dans la mesure du possible. | Si les projets prévoyaient d'intégrer des haies et que cela n'a pas été fait, prévoir de les créer ultérieurement. |
| | ☞ Patrimoine urbain et historique | Nombre de monuments remarquables et inscrits.<br>*Source : culture.gouv* | Des éléments de patrimoine remarquables sont également identifiés au sein de la commune. | Conserver le patrimoine urbain et historique. | / |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Surface zone bénéficiant d'une protection patrimoniale.<br>*Source : culture.gouv ou DREAL* | | | |
| | ☞ Accès à la nature, espaces vert | Nombre d'espaces verts et d'opération de végétalisation.<br>*Source : communale* | Nombreux espaces verts et linéaires d'arbres et de haies recensés. | Encourager la création d'espaces verts et d'opération de végétalisation en incluant cela dans chaque projet urbain et en continuant de protéger les espaces verts. | Si les projets prévoyaient d'intégrer des espaces verts et que cela n'a pas été fait, prévoir de les créer ultérieurement. |
| **Risques, nuisances et pollutions** | ☞ Risques naturels | Nombre de catastrophes naturelles prononcées.<br>*Source : communale et préfecture*<br>Compatibilité du PLU avec les cartographies de risque.<br>*Source : Préfecture et DREAL (ZIC et remontées de nappes)* | Nombreuses zones concernées par des risques d'inondation et/ou de mouvement des argiles. | Continuer de prendre en compte les risques naturels en adaptant les constructions ou en créant des zones de tamponnement des eaux pluviales. | Les projets pourront faire l'objet d'études complémentaires. |
| | ☞ Risques technologiques | Nombre d'entreprises à risque.<br>*Source : Géorisques*<br>Nombre de sites pollués existants<br>*Sources : Géorisques*<br>Nombre d'anciens sites industriels dépollués.<br>*Sources : Géorisques* | 5 sites CASIAS<br>1 site ICPE | Identifier les sites et sols pollués pour mieux prendre compte la pollution des sols et donc leur réhabilitation. | Des mesures de dépollution seront à prévoir en cas de détection de pollution des sols dans le cadre de site ouvert à l'urbanisation (renouvellement urbain, par exemple). |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | ☞ Nuisances | *Sources : Départementale* | Seules les parcelles situées le long de la D549 sont concernées par un axe terrestre bruyant. | Encourager les modes de déplacements alternatifs pour limiter le trafic automobile.<br>Développer les zones d'habitat à proximité des transports en commun. | Les constructions seront adaptées acoustiquement en cas de détection de nuisance sonore notamment due au trafic routier (selon les normes en vigueur). |
| **Forme urbaine et stratégie climatique** | ☞ Forme urbaine | Evolution de la densité dans le tissu urbain.<br>*Source : Communale*<br>Respect objectif chiffré du SCOT.<br>*Sources : Communale et intercommunale* | Le tissu urbain est concentré.<br>Présence de dents creuses et de friches au sein des tissus urbains.<br>Les zones en extension sont limitées. | Densifier le tissu urbain en défendant un choix d'urbanisme responsable | Les projets respecteront la densification préconisée par le SCOT. |
| | ☞ Bioclimatisme et performances énergétiques | Compatibilité avec les objectifs du SRADDET et du PCAET.<br>*Source : Dossier d'évaluation environnementale* | Les constructions doivent respecter la réglementation thermique en vigueur. | Encourager les projets intégrant des obligations d'efficacité énergétique.<br>Le règlement autorise les évolutions en la matière. | / |
| | ☞ Développement des énergies renouvelables | Nombre d'installation d'énergie renouvelable.<br>*Source : Communale* | / | Encourager la production d'énergie renouvelable | / |
| | ☞ Déplacements doux et qualité de l'air | Desserte en transport en commun<br>Linéaire de cheminement doux.<br>*Source : Communale* | La commune est desservie par des lignes de transports en commun et de navette interne au territoire.<br>La commune est également traversée par une voie verte. | Favoriser le développement de l'urbanisation dans les zones desservies par les transports en commun.<br>Encourager pour chaque projet communal actuel et futur la | Si les projets prévoyaient l'aménagement de liaisons douces et que cela n'a pas été fait, prévoir leur création ultérieurement. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Indice ATMO de la qualité de l'air<br>*Source : Indice ATMO* | Indice ATMO : pas d'épisode de pollution majeur. | création de cheminement doux.<br><br>Améliorer la qualité de l'air en réduisant les déplacements ou en maintenant voire en plantant des espaces végétalisés. | |
| **Urbanisme, réseaux et équipement** | ☞ Approvisionnement en eau potable | Localisation des captages en eau potable et des aires d'alimentation des captages | La commune ne dispose pas de captage d'eau potable et est située à distance des aires d'alimentation des captages. | Suivre la consommation d'eau, étant donné que la question de la disponibilité et de la consommation d'eau est de plus en plus prégnante, pour établir une consommation par habitant et éventuellement détecter de potentielles pertes d'eau. | Sensibiliser les habitants et les entreprises quant à leur consommation d'eau.<br>Les économies d'eau seront également incitées. |
| | ☞ Collecte et traitement des eaux usées | Charge maximale en entrée de la STEP en EH.<br><br>Capacité résiduelle de la STEP. | La commune est raccordée à une station d'épuration (Pont-à-Marcq) conforme en équipement et en performance. | Suivre dans quelles mesures les rejets des particuliers sont traités collectivement. | Les nouvelles constructions devront être raccordées au réseau d'assainissement collectif lorsque cela est possible.<br>Dans le cas contraire, un système d'assainissement non collectif est obligatoire. |
| | ☞ Gestion des déchets | Source intercommunale | L'intercommunalité et la commune encourage le tri des déchets ainsi que les diminutions de déchets des ménages. | Limiter la quantité de déchets et favoriser les traitements de déchets les plus favorables à l'environnement. | Sensibiliser les habitants et les entreprises quant à la gestion des déchets. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# Modification de droit commun

# Commune de Mérignies

## *Résumé non technique*

| | |
|---|---|
| Prescrit le : | 27 mars 2023 |
| Approuvé le : | 05 février 2024 |

Vu pour être annexé à la délibération du 05/02/2024

Luc FOUTRY, Président

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES * PÉVÈLE CAREMBAULT *

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# SOMMAIRE

SOMMAIRE ..... 2
PRESENTATION DU PROJET ..... 3
I. Objet de la modification ..... 3
II. Description des projets ..... 3
SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ..... 5
IMPACTS DU PROJET ET MESURES POUR L'ENVIRONNEMENT ..... 20
I. Milieu physique ..... 20
II. Ressource en eau ..... 21
III. Climat et qualité de l'air ..... 22
IV. Milieu naturel ..... 23
V. Paysage et patrimoine ..... 24
VI. Risques naturels et technologiques ..... 25
VII. Agriculture ..... 27
Conclusion ..... 28

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# PRESENTATION DU PROJET

## I. Objet de la modification

Le présent rapport vise à mener une évaluation environnementale de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mérignies.

Les modifications apportées par cette procédure concernent le plan de zonage (règlement graphique) et ont pour objectifs de :

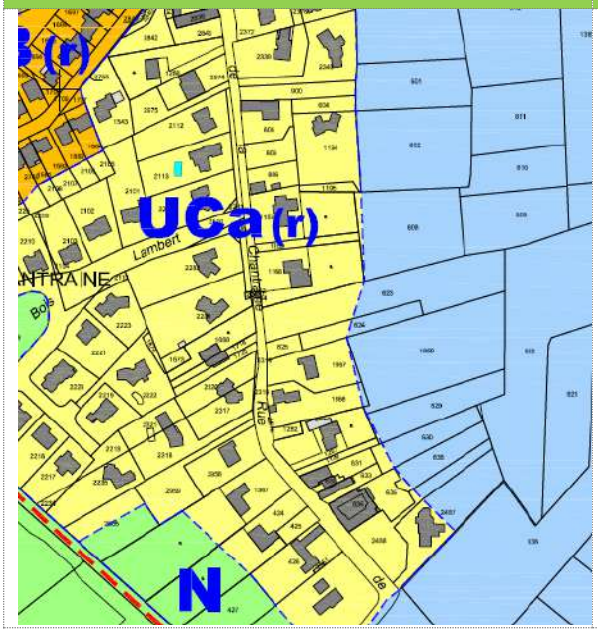
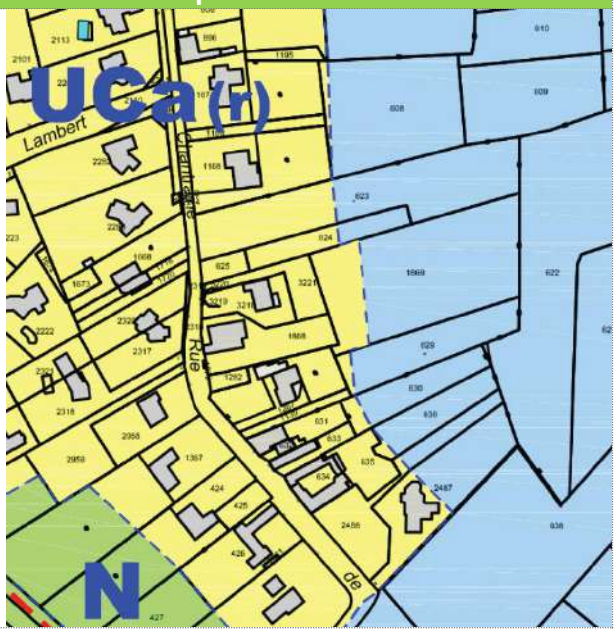
- Ajuster des limites entre la zone UCa (r) et A afin de corriger une erreur matérielle,
- Supprimer un emplacement réservé,
- Déclasser une partie de la zone Ne au lieu-dit « La Croisette » afin de les classer en zone agricole, plus adaptée à la situation actuelle des terrains.

## II. Description des projets

Les projets présentés ci-dessous sont issus des données recensées dans le diagnostic foncier et reprennent également les zones de projet et d'extension au sein du tissu bâti.

### *1. Modification des limites entre la zone UCa (r ) et A*

La première modification du plan de zonage concerne la limite de la zone UCa (r). Afin de reprendre une habitation en second rang oubliée lors du tracé de la profondeur de la zone urbaine, la limite de la zone urbaine sera très légèrement réhaussée afin d'intégrer l'entièreté de l'habitation existante.

| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



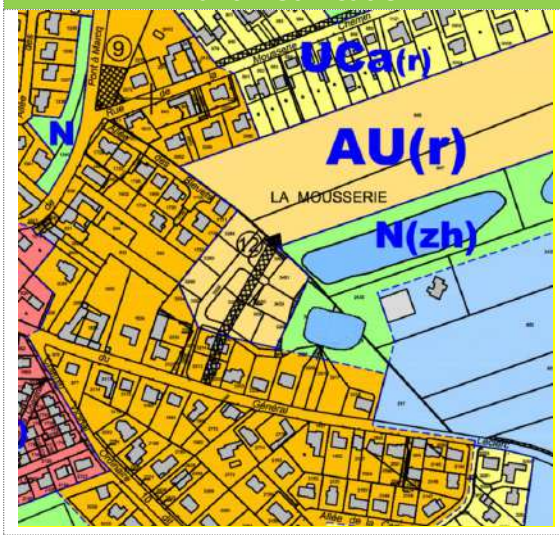
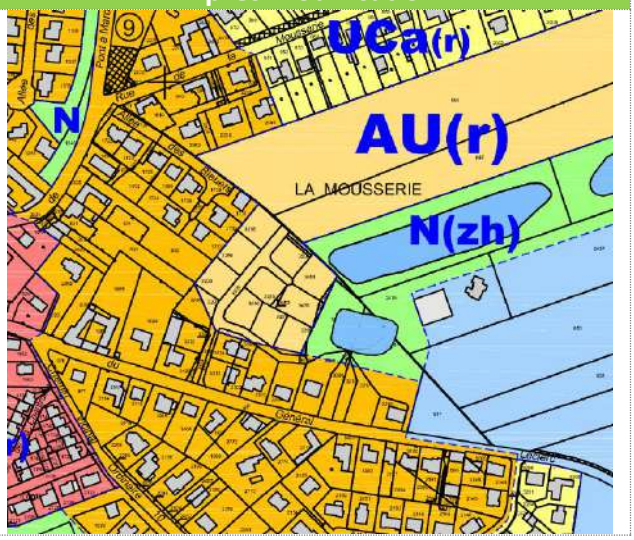
*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 2. *Suppression d'un emplacement réservé*

Lors de l'élaboration du PLU, la commune de Mérignies avait pour projet de réaliser un accès vers une future zone à urbaniser Au(r). Cette dernière accueille aujourd'hui un lotissement dont l'accès a été réalisé.

Ainsi, l'emplacement réservé n°**12** n'a plus lieu d'être et sera supprimé du plan de zonage.

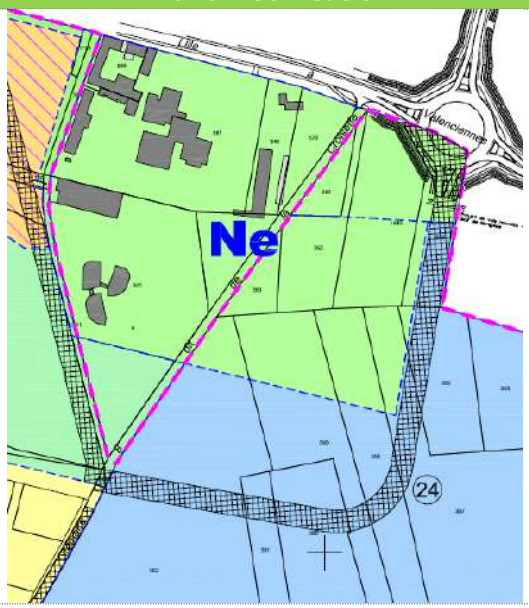
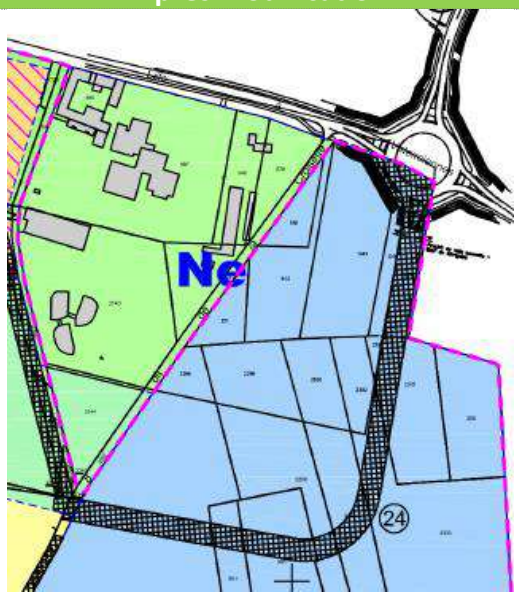
| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

## 3. *Déclassement de la partie est du secteur Ne – lieu-dit « La Croisette »*

Dans le cadre de cette procédure, la commune de Mérignies souhaite également réduire une partie de la zone Naturelle Ne à vocation socio-éducative, culturelle et sportive au profit de la zone Agricole A. Les parcelles concernées par ce déclassement représentent 1,95 ha.

| Avant modification | Après modification |
|---|---|
|  |  |



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

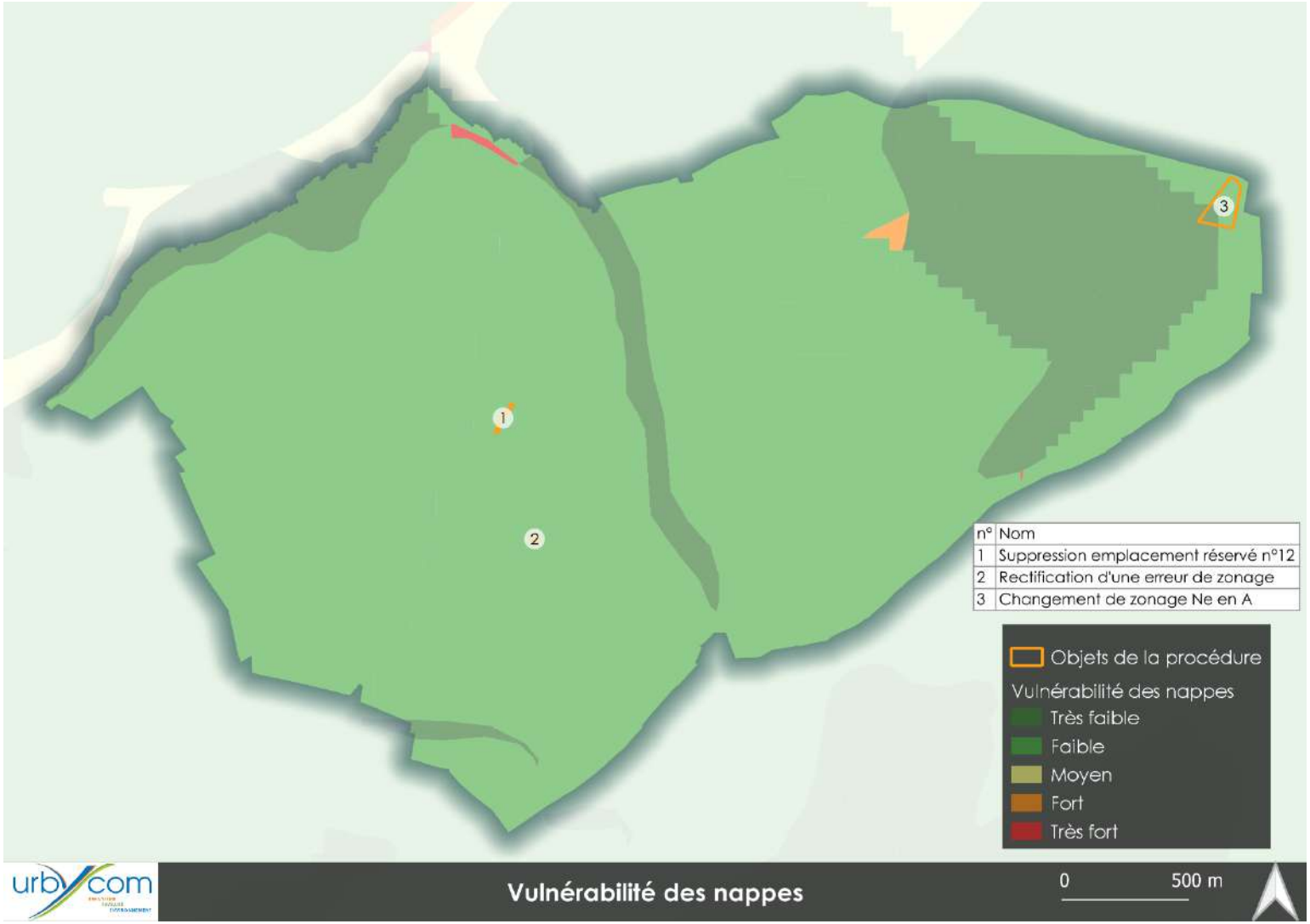
L'état initial de l'environnement (partie I de l'évaluation environnementale) est présenté et synthétisé dans le tableau suivant.

| CONSTATS | OBJECTIFS |
|---|---|
| **La masse d'eau souterraine** | - Limiter la pollution diffuse domestique et agricole pour maintenir sa bonne qualité |
| **Le réseau hydrographique** | - Les cours d'eau et fossés doivent être préservés dans leurs intégrités afin de maintenir leur bon fonctionnement et éviter les risques de nature hydraulique, telles les inondations.<br>- La qualité des cours d'eau doit être préservée<br>- Les zones humides recensées ne seront pas impactées par les objets de cette procédure. |
| **Risque inondation ; Remontées de nappe** | - Gérer les eaux pluviales afin de ne pas augmenter ce risque.<br>- Les projets évitent les zones de risque.<br>- Lutter contre les inondations |
| **Nuisances sonores** | - Le lieu-dit La Croisette sont concernés par les zones soumises au bruit routier, une isolation acoustique renforcée devra être mise en place |
| **Sites potentiellement pollués** | - Certains sites pollués sont recensés à proximité des zones de projet. |
| **Autres risques : ICPE** | - Ces risques sont pris en compte lors du choix et de l'aménagement des zones de projet.<br>- Les zones de projet évitent au maximum la proximité de ces sites. |
| **Zone de protection ou d'inventaire** | - Préserver la qualité écologique du territoire.<br>- 19 ZNIEFF localisées dans un rayon de 10 km |
| **Zone Natura 2000** | - Aucun site Natura 2000 n'est présent au sein du territoire<br>- 5 sites Natura 2000 recensés dans un rayon de 20km |
| **Eléments du SRCE et de TVB** | • SRCE :<br>○ Des espaces fluviaux à renaturer<br>○ Des corridors de type zones humides<br>○ Des espaces à renaturer de type bandes boisés<br>• Trame Verte et Bleue :<br>○ Espaces Naturels relais<br>○ Des corridors biologiques |

Les cartes suivantes présentent les enjeux du territoire vis-à-vis des projets du PLUi.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

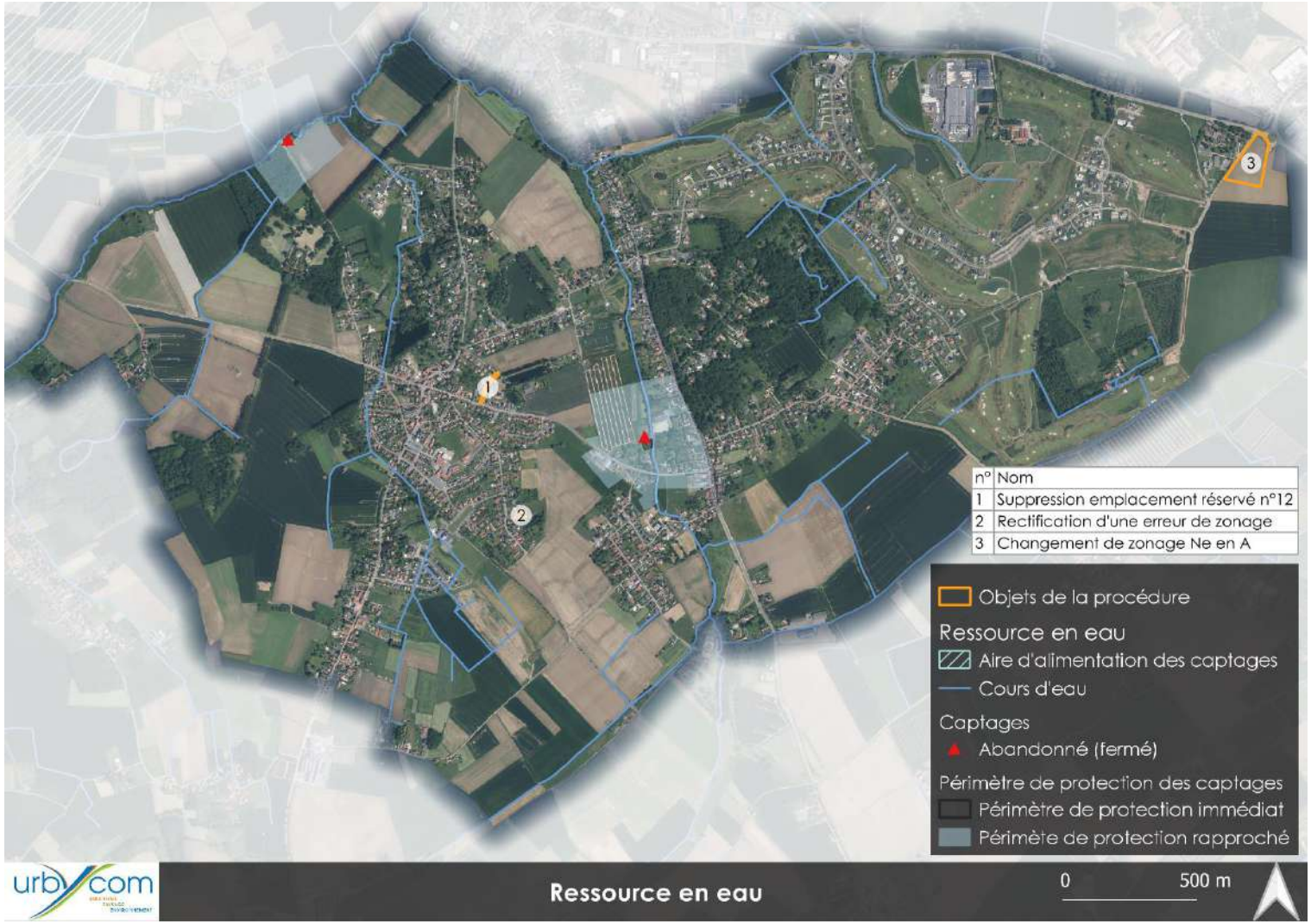
## 4. *Vulnérabilité des masses d'eau souterraines*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## *5. Ressources en eau*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

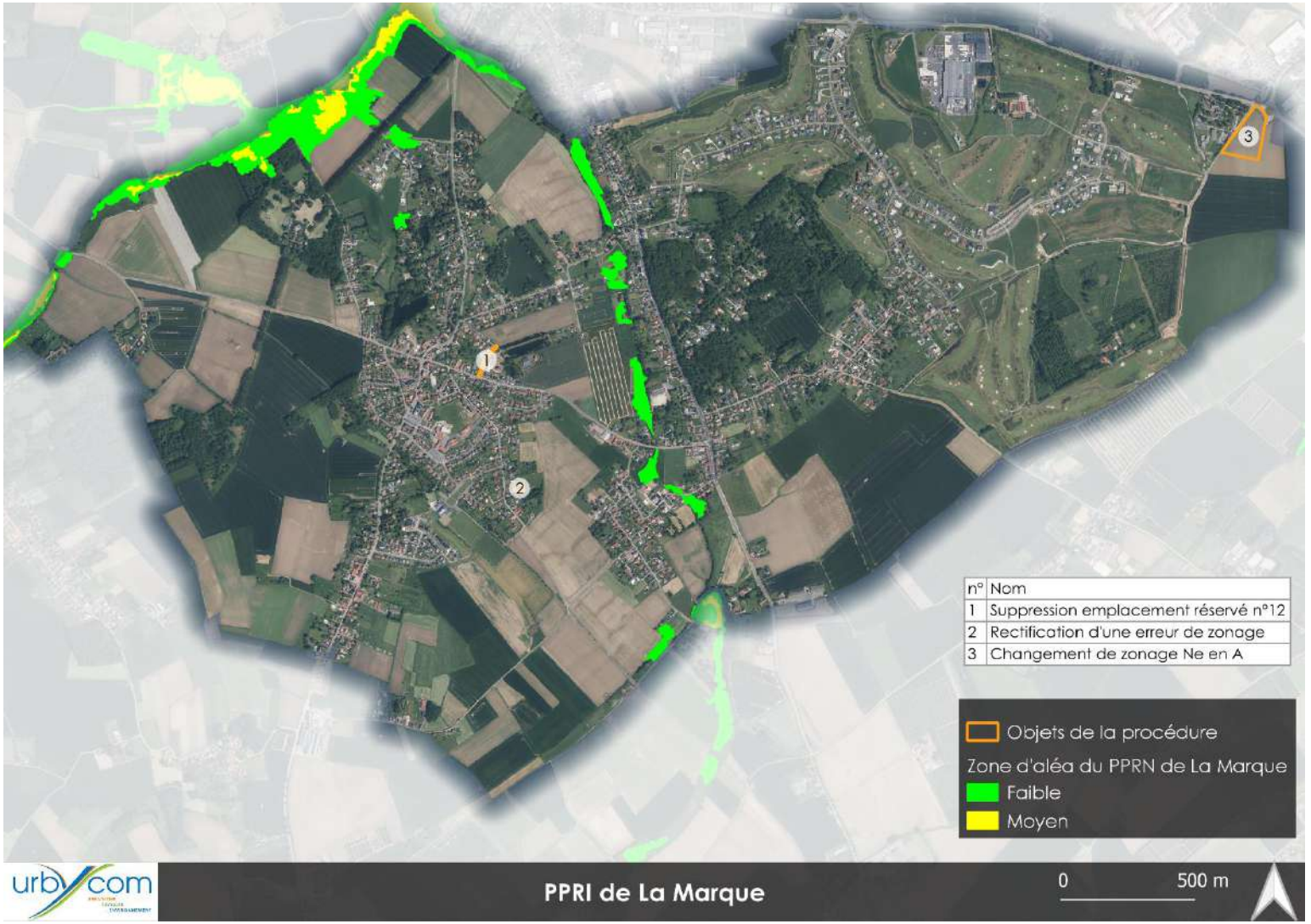
## 6. *Zones humides*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 7. *Plans de Prévention des Risques d'inondation (PPRi)*

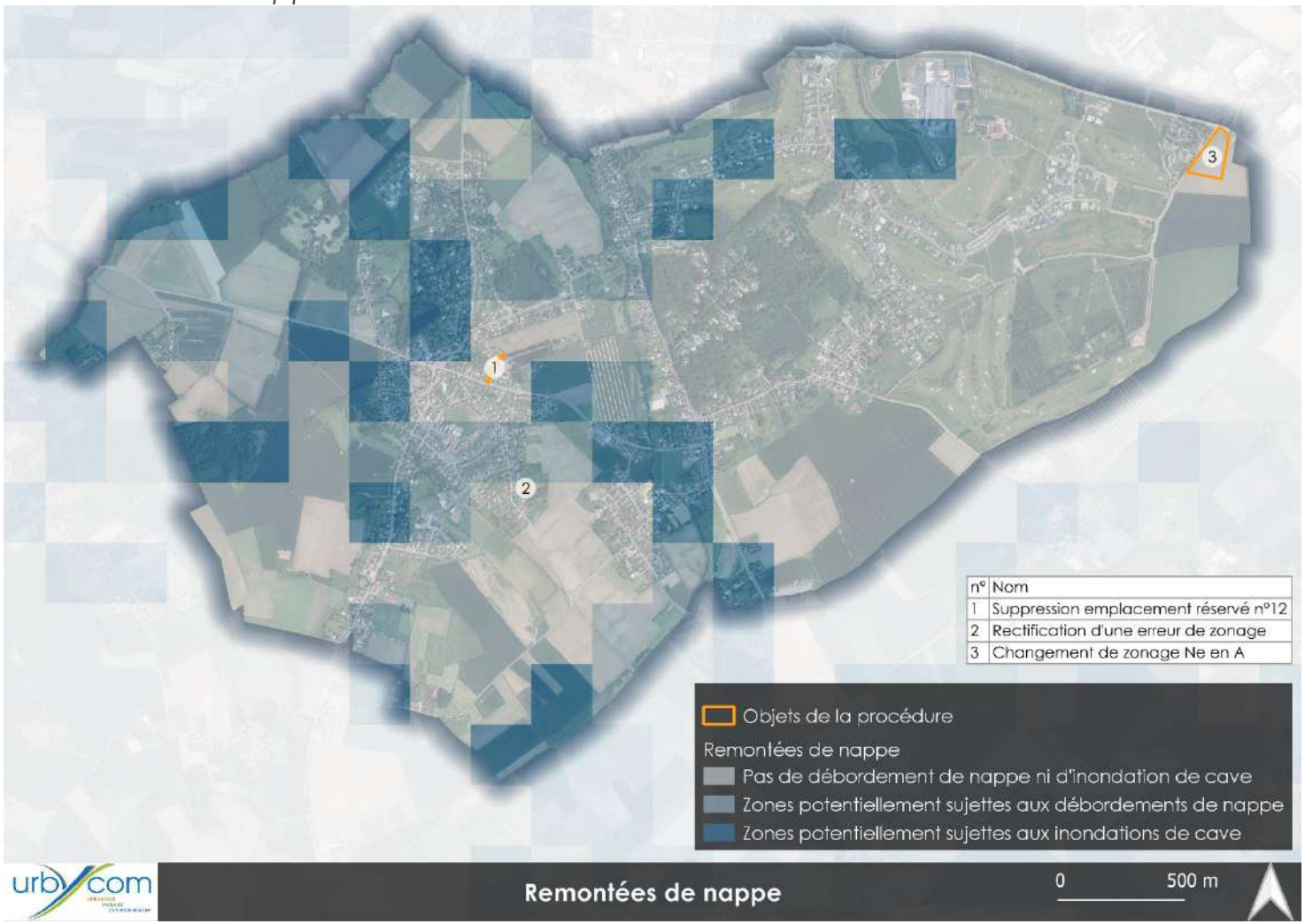



*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Risques d'inondation

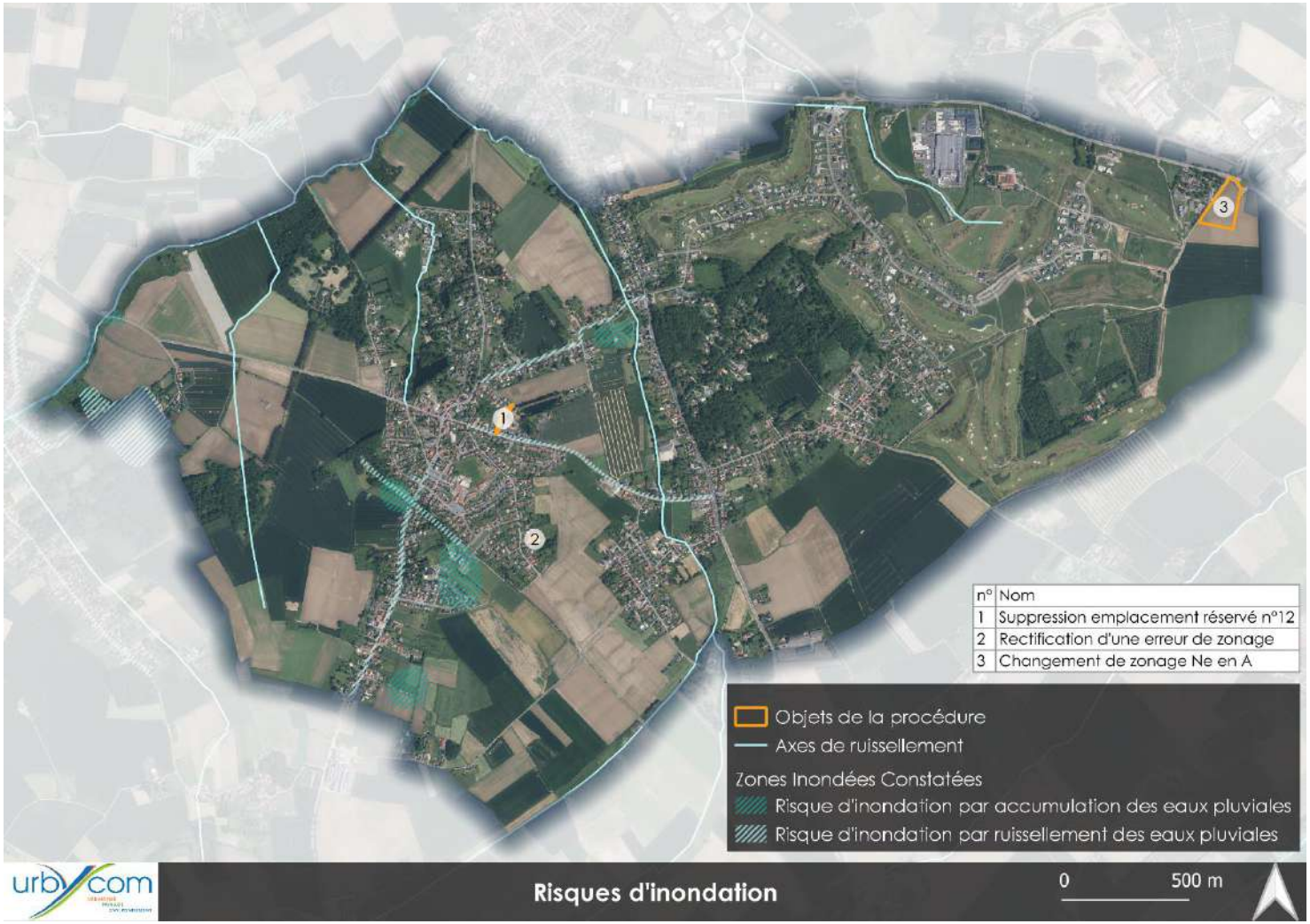
## 8.1. Remontées de nappes




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

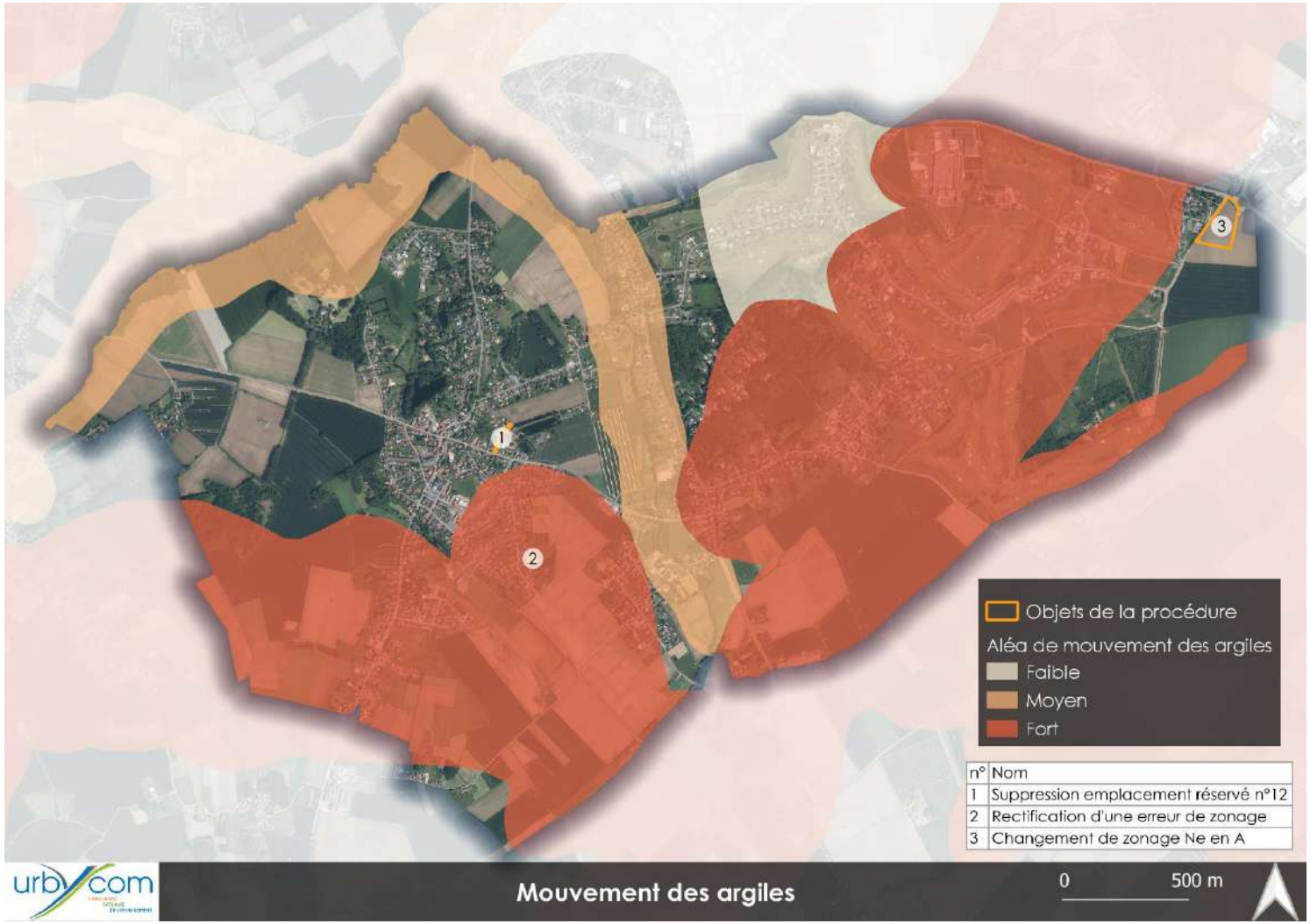
## *8.2. Zones Inondées Constatées*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 9. *Risque de mouvement des argiles*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## *10. Risques technologiques*

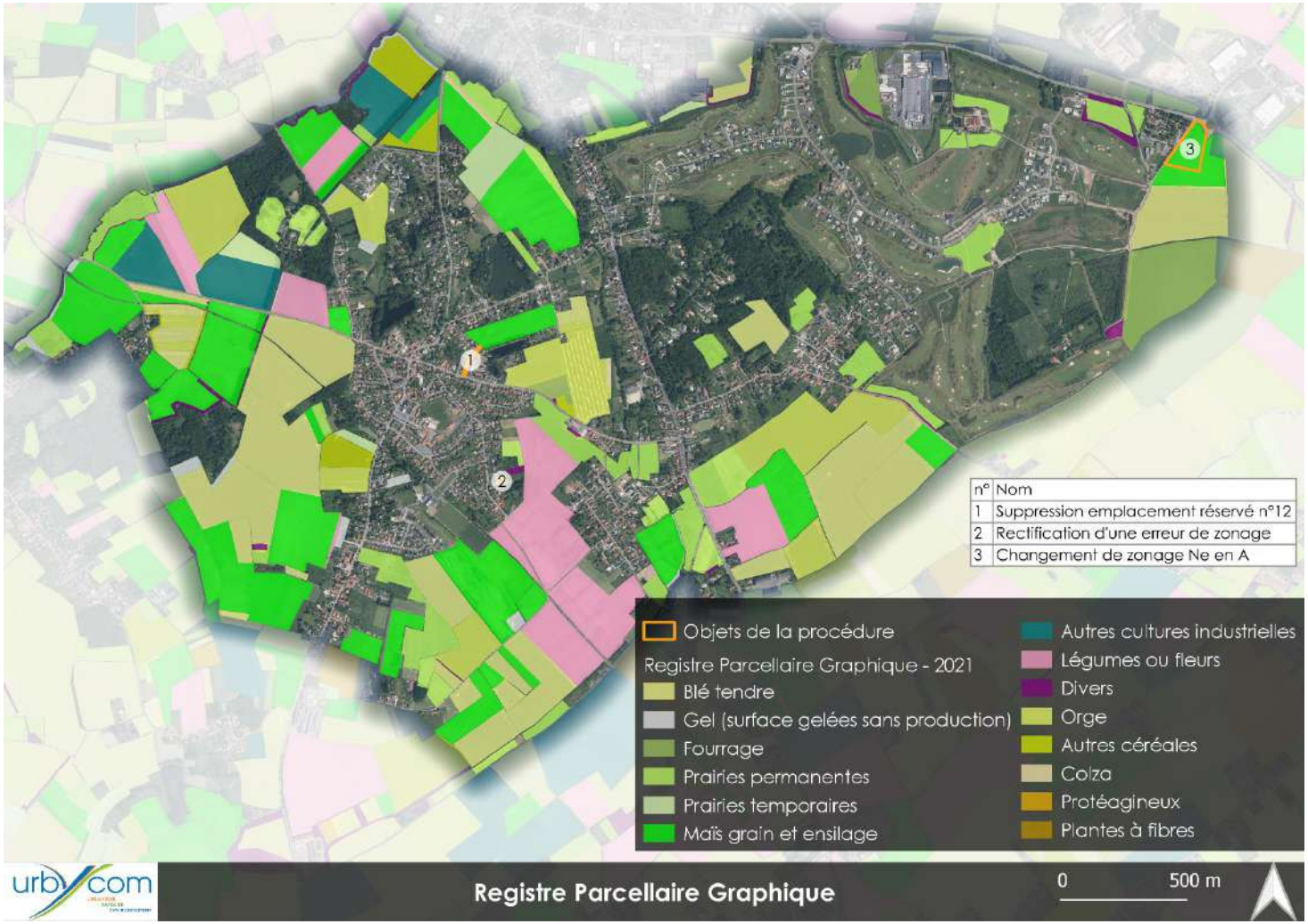



*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 11. Espaces agricoles

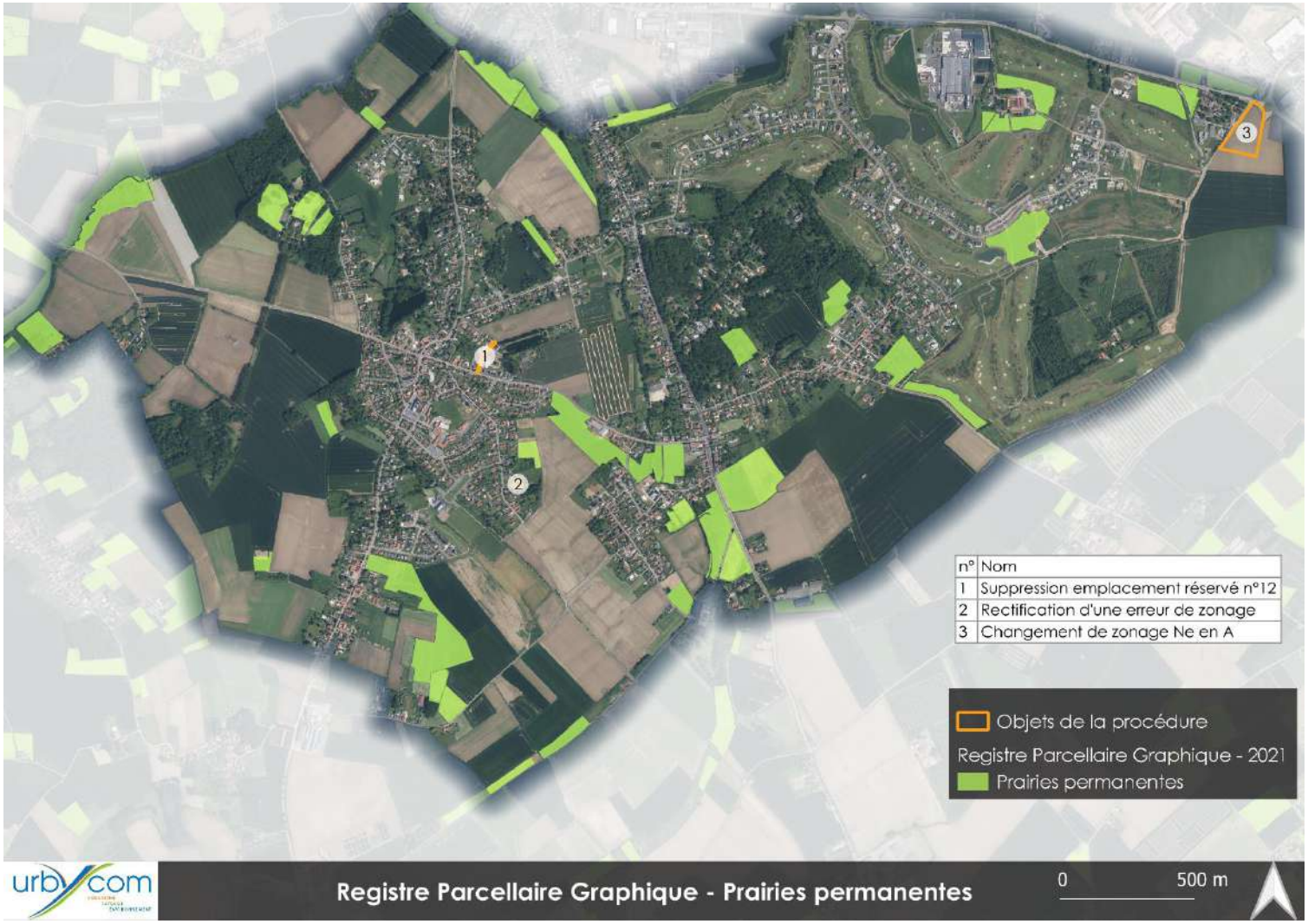
### 11.1. Terres arables – Registre Parcellaire Graphique




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 11.2. *Prairies permanentes*

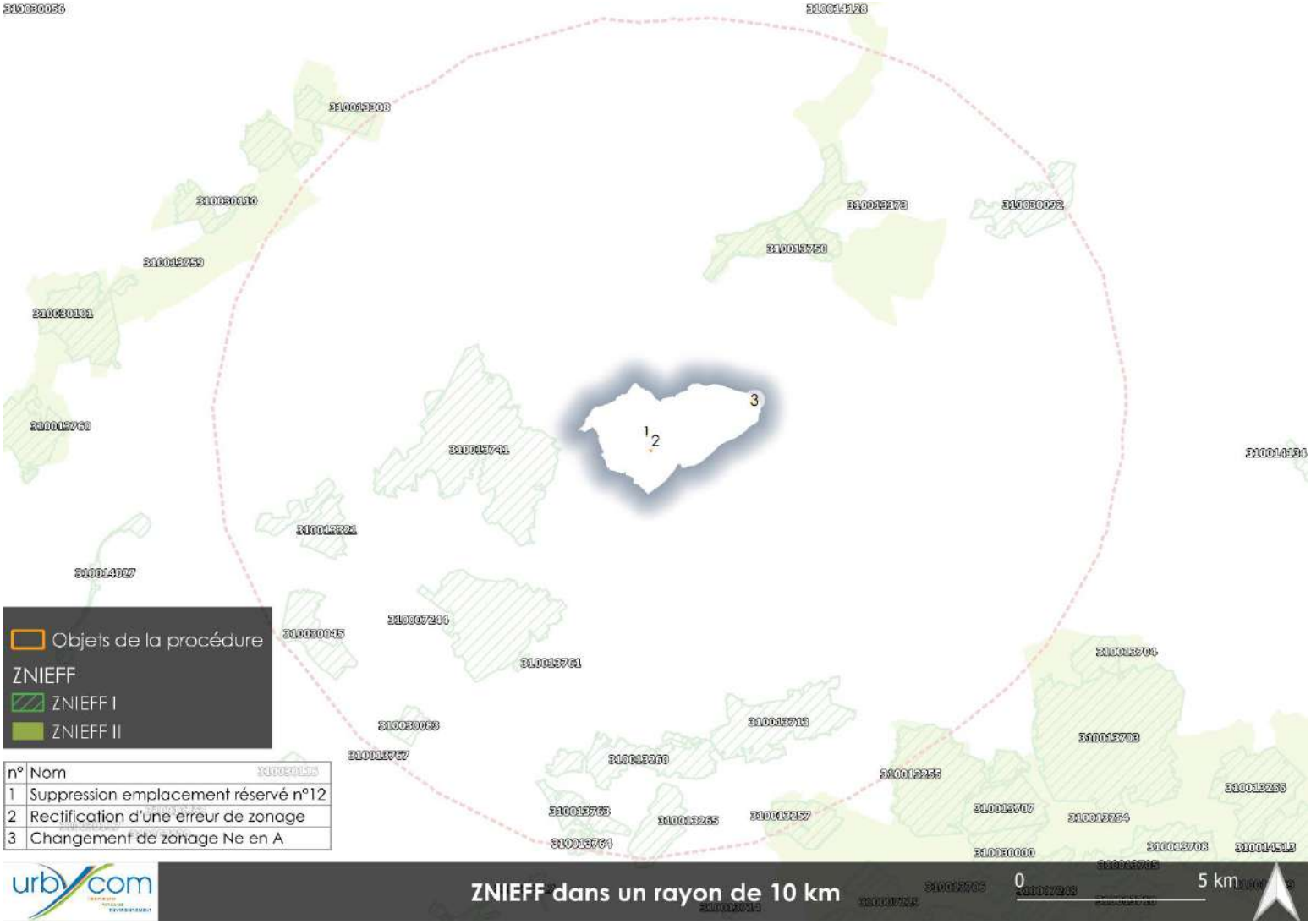



*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 12. Milieu naturel

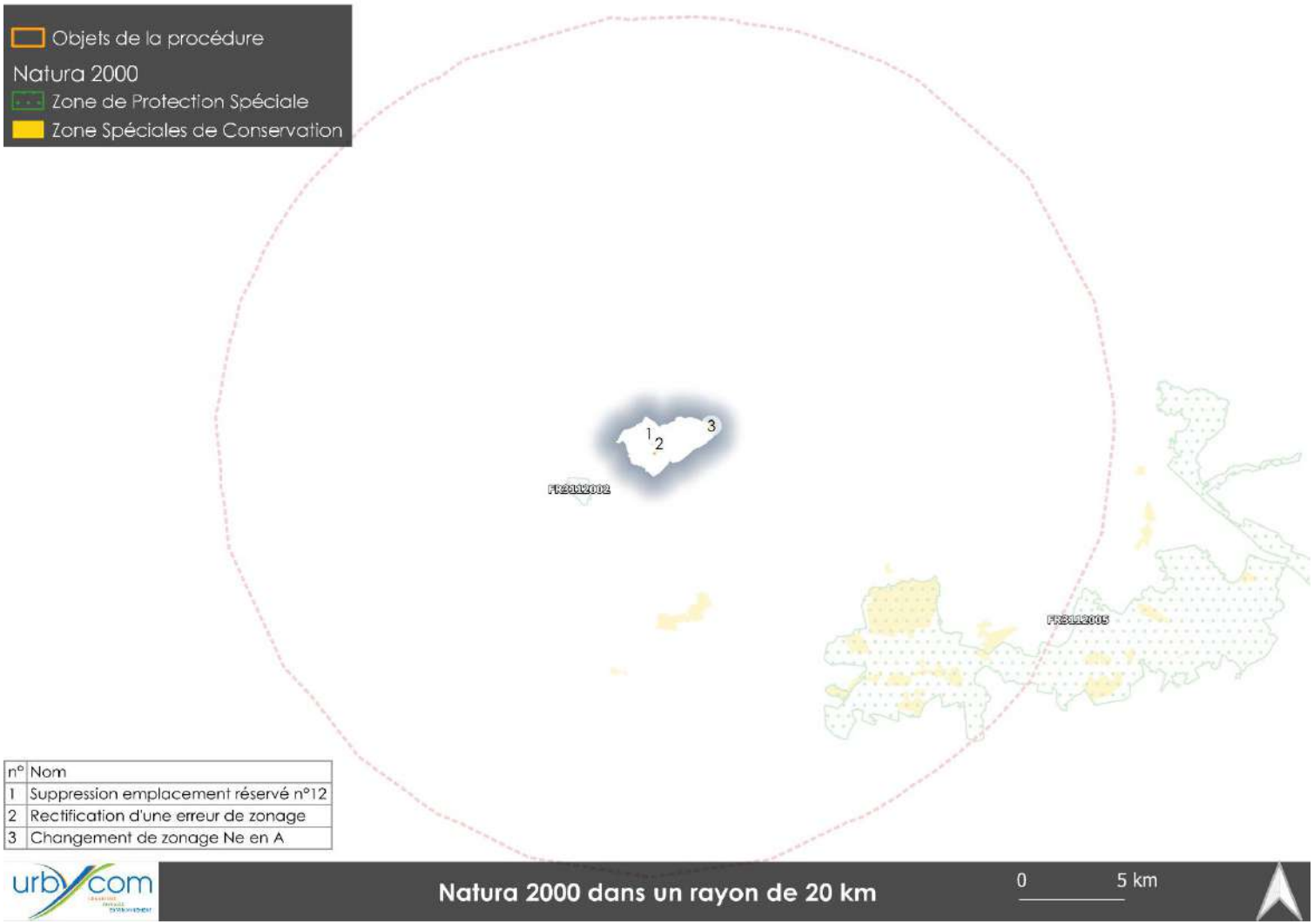
## 12.1. ZNIEFF




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

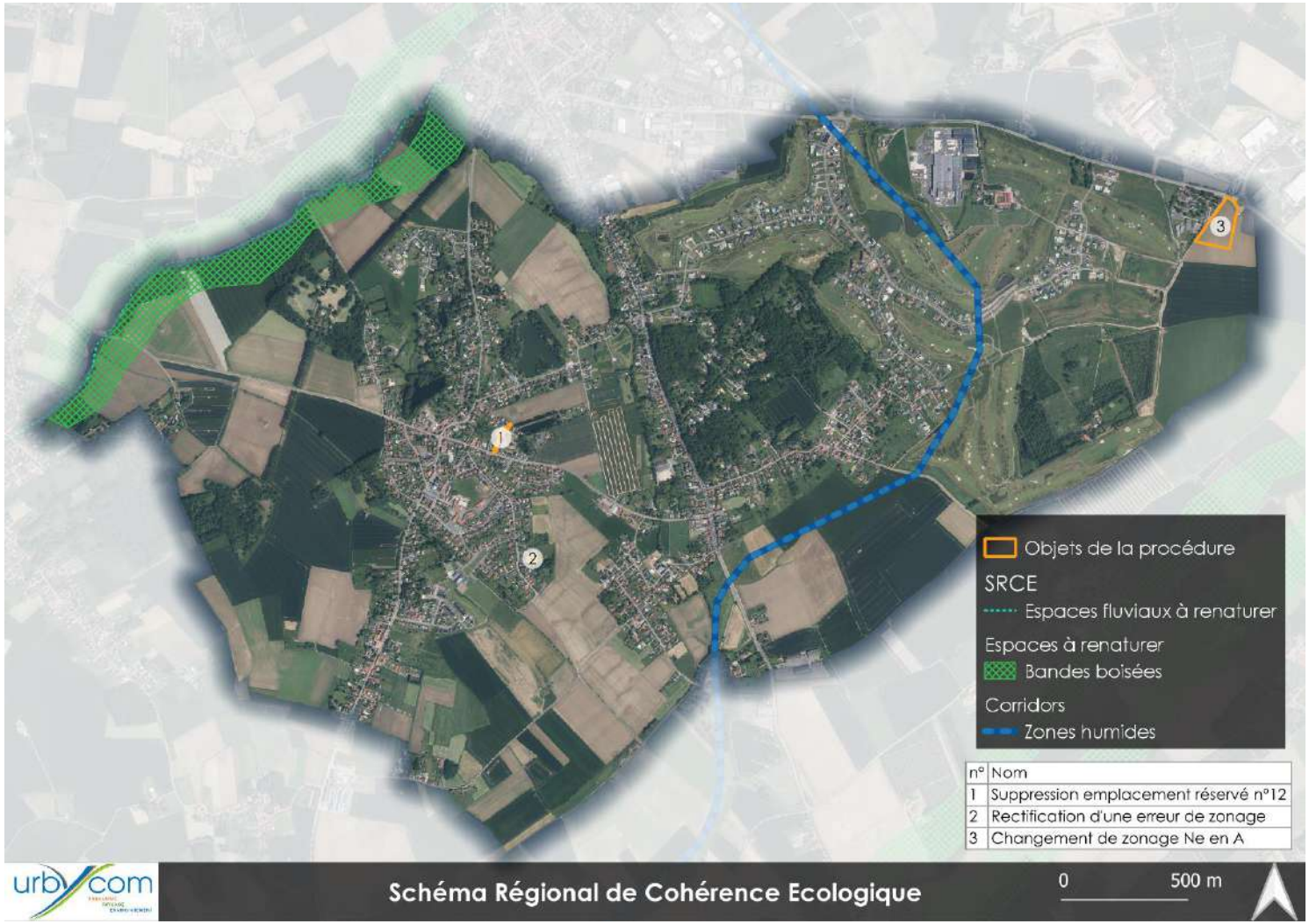
## 12.2. Natura 2000




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 12.3. *Schéma Régional de Cohérence Ecologique*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 12.4. *Trame Verte et Bleue*




*Source : Cartographie Urbycom*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# IMPACTS DU PROJET ET MESURES POUR L'ENVIRONNEMENT

Les tableaux suivants reprennent de manière synthétique la partie III « Impacts du projet et mesures pour l'environnement » de l'évaluation environnementale.

## I. Milieu physique

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **Topographie** | - Topographie marquée par le réseau hydrographique | Aucun impact significatif | - Maitrise de l'imperméabilisation des sols (emprise au sol limitée en zone A) | - Modification de la topographie réglementées dans le règlement du PLU<br>- Emprise au sol limitée | / |
| **Géologie** | - Territoire essentiel composé de limons et d'argiles. | Aucun impact significatif | - Maitrise de l'imperméabilisation des sols (emprise au sol limitée en zone A) | - Prise en compte du risque de mouvement des argiles | / |
| **Imperméabilisation des sols** | - Limiter l'imperméabilisation des sols | La zone de projet représente près de 1,9 ha. | - Maitrise de l'imperméabilisation des sols (emprise au sol limitée en zone A) | - Emprise au sol limitée | / |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# II. Ressource en eau

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **Hydrographie** | - Réseau hydrographique traversant le territoire<br>- Présence de milieux humides à proximité du réseau hydrographique notamment | Pas d'impact significatif, les projets sont essentiellement situés à distance de ces éléments. | - Les zones humides et à dominante humide sont majoritairement évitées par les zones de projet | / | - Des aménagements hydrauliques tels que des noues paysagères ou des linéaires de haie créant des espaces tampons, pourront de limiter les risques qui pourraient découler de l'artificialisation supplémentaire des sols. |
| **Hydrogéologie** | - Vulnérabilité des nappes globalement faible | Aucun impact significatif n'est attendu. Les objets de cette procédure étant situés à l'écart des zones à forte vulnérabilité. | / | / | / |
| **Gestion de la ressource en eau** | - Répondre aux objectifs du SAGE et du SDAGE<br>- Présence de captages d'eau potable fermés et de leurs périmètres de protection | Aucune hausse de la consommation d'eau potable n'est attendu, étant donné que les projets de cette procédure n'ont pas pour but l'accueil de nouveaux habitants. | / | - Les eaux pluviales devront être gérées à la parcelle (règlement). | - Des mesure d'économie d'eau pourront être mises en place (cuve de récupération d'eau de pluie, diminution de la consommation, …) |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# III. Climat et qualité de l'air

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **Qualité de l'air** | - Prise en compte de l'augmentation des gaz à effet de serre liés aux nouveaux arrivants. | Aucune émission supplémentaire n'est attendue. | / | - Développer et promouvoir les pratiques de mobilité douce (marche, vélo) et alternative (covoiturage, écomobilité)<br>- Préservation des chemins et de leur continuité | - Création et/ou maintien des liaisons douces |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# IV. Milieu naturel

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **ZNIEFF** | - Aucune ZNIEFF au sein du territoire communal<br>- 19 sont recensées dans un rayon de 10 km | Aucun projet n'est situé en limite de ces zones. | / | / | / |
| **Natura 2000** | - Aucun site Natura 2000 n'est recensé au sein du territoire.<br>- 5 sites sont recensés dans un rayon de 20 km | Aucun impact significatif du fait de la distance des projets et des sites Natura 2000 | / | / | / |
| **Schéma Régional de Cohérence Ecologique** | - Des espaces fluviaux à renaturer<br>- Des corridors de type zones humides<br>- Des espaces à renaturer de type bandes boisés | Aucun impact significatif du fait de la distance des projets | / | / | / |
| **Trame Verte et Bleue** | - Espaces Naturels relais<br>- Des corridors biologiques | Aucun impact significatif du fait de la distance des projets | / | / | / |
| **Services écosystémiques** | Préserver au maximum les services écosystémiques au sein du territoire. | Les projets présentent une perte non significative des services écosystémiques à leur échelle. De plus, à l'échelle du territoire cette perte n'est pas retrouvée. | Les impacts peuvent difficilement être évités étant donné la quantité et la qualité des services rendus par les espaces non bâtis. | Le classement de la zone Ne en zone agricole permet de limiter l'impact sur les espaces naturels et agricoles. En effet, l'imperméabilisation autorisée est de moindre mesure par rapport à ce qui est autorisée au sein de la zone Ne. | / |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# V. Paysage et patrimoine

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **Paysage** | - Préserver les paysages du territoire et les grands paysages marquant l'identité du territoire.<br>- Maitriser l'étalement urbain. | Aucun impact significatif n'est attendu sur ces éléments. | - L'emplacement réservé à supprimer et l'habitation en limite de zone UCa(r) sont déjà réalisés. Les impacts sur le paysage ont alors déjà été pris en compte. | - Le reclassement d'une partie de la zone Ne en zone A permet de réduire l'impact de l'imperméabilisation des sols sur le paysage. En effet, l'emprise au sol est davantage limitée au sein de la zone A. | / |
| **Patrimoine** | Patrimoine naturel<br>- Présence de linéaires de haies, arbres, fossés, cours d'eau<br><br>Patrimoine urbain<br>- Eléments de patrimoine remarquable identifiés. | Aucune incidence n'est attendue sur ces éléments. | | | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# VI. Risques naturels et technologiques

L'ensemble des risques du territoire est repris dans le règlement de chaque zone.

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **Axes terrestres bruyants** | Eviter que les projets n'engendrent beaucoup de nuisances sonores supplémentaires notamment au sein des communes de Bours, Floringhem, La Thieuloye et Pernes (axes de catégorie 3 et 4). | L'augmentation des nuisances sonores provoquée par la motorisation des nouveaux arrivants est difficilement évitable. | La plupart des projets sont situés à distance des axes terrestres bruyants. | - Les modes actifs seront encouragés.<br>- La règlementation de l'isolation acoustique en vigueur doit être respectée et renforcée dans ces zones.<br>- Les chemins à préserver sont identifiés au plan de zonage.<br>- Les OAP présentent également des orientations participant à la mise en œuvre de cheminements doux. | / |
| **Inondation** | Le territoire est concerné par de nombreux risques liés aux inondations :<br>- Remontées de nappes<br>- Zones Inondées Constatées<br>- Plan de Prévention des Risques d'Inondation | L'imperméabilisation des sols supplémentaires peut aggraver les risques d'inondations. Il est donc primordial que la continuité hydraulique en place au sein des sites soit maintenue. | - La plupart des projets sont situés à distance des zones inondées constatées et des zonages du PPRi de la Marque.<br>- les zones inondables sont illustrés au plan de zonage. | - Le PADD affiche l'ambition de valoriser les éléments naturels qui contribuent à lutter contre les inondations et les coulées de boues.<br>- L'emprise au sol prévue au règlement permet de limiter l'artificialisation des sols propice à l'aggravation des risques d'inondations.<br>- La gestion des eaux pluviales est prévue au règlement.<br>- Le règlement stipule que « *le pétitionnaire est invité à vérifier le niveau piézométrique de la nappe afin de déterminer les mesures constructives à adopter pour assurer* | / |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *la stabilité et la pérennité de la construction projetée, par exemple, par la réalisation de sondages d'une étude géotechnique. »* | |
| **Mouvement des argiles** | Le territoire observe un aléa variant de faible à moyen. | Les mouvements des argiles (notamment fort et très fort) peuvent engendrer des risques sur la durabilité des constructions. | - La plupart des projets sont concernés par un risque faible à moyen.<br>- Le pétitionnaire est invité à vérifier la présence d'argile afin de déterminer les mesures constructives à adopter pour assurer la stabilité et la pérennité de la construction projetée, par exemple par la réalisation de sondages ou d'une étude géotechnique. (Règlement du PLUi) | - Le pétitionnaire est invité à vérifier la présence d'argile afin de déterminer les mesures constructives à adopter pour assurer la stabilité et la pérennité de la construction projetée, par exemple par la réalisation de sondages ou d'une étude géotechnique. (Règlement du PLUi) | / |
| **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** | 13 sites ICPE sont recensés. | Il peut être risqué de construire aux abords de certains sites pollués. Des périmètres de protections sont parfois en place. | La plupart des projets sont situés à distance des sites pollués et dangereux. | Le pétitionnaire doit se tenir informé de la potentielle présence de sites ICPE, CASIAS ou de cavités et prendre les mesures adéquates. Des études complémentaires peuvent être réalisées. | / |
| **CASIAS** | 17 sites potentiellement pollués sont recensés. | | | | / |
| **Cavités souterraines** | Présence de 4 cavités souterraines. | | | | / |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# VII. Agriculture

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| **Prairies permanentes** | - Les zones de projet sont situées à distance des prairies permanentes. | Les projets sont prévus au sein d'espaces agricoles. L'artificialisation d'une partie de ces terres aura un impact sur l'activité agricole du territoire. | Il n'a pas été possible d'envisager l'évitement de tout impact sur les terres agricoles, pour des raisons de configuration du projet. L'objectif de ce changement de zonage est de préserver les continuités agricoles. | Aucune mesure de réduction n'est prévue au sein de la procédure étant donné que les objectifs visés par ces changements sont eux-mêmes des mesures de réduction. | / |
| **Surface agricole** | - L'activité agricole est importante au sein du territoire : plus de 42% du territoire et occupé par des terres arables selon le RPG<br>- 1,9 ha de projet sont situés au sein d'espaces agricoles repris au Registre Parcellaire Graphique | | | | / |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# CONCLUSION

Les enjeux et risques recensés au sein de la commune de Mérignies ont été revus sous l'angle des modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Rappelons que les objectifs de cette modification ont pour but de revoir les limites entre la zone UCa (r) et A afin d'intégrer une habitation, de supprimer un emplacement réservé réalisé mais également de reclasser une partie du secteur Ne en zone A afin de limiter l'artificialisation des sols et de préserver l'activité agricole.

Les analyses ont montré que l'ensemble de ces éléments a peu d'impact sur l'environnement et le territoire communal.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Département du Nord

# Communauté de Communes Pévèle Carembault

# Commune de Mérignies

**Enquête publique N° 23000132/59**

## Modification de droit commun n° 3 du PLU de la commune de Mérignies du 13/11/2023 au 13/12/2023

**Prescrite par arrêté ADMG 2023 035 du 26/10/23 de Mr le Président de la CCPC**




# Rapport d'enquête du commissaire-enquêteur

**désigné par décision n° 230000132/59**

**de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille**

Rapport rendu le 05/01//2024

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Sommaire

Glossaire 4
1. L'autorité organisatrice : 4
2. Objet de l'enquête publique 4
3. Le cadre juridique 5
4. Le projet de modification de droit commun du PLU 5
4.1 les objectifs du PLUI initial 5
4.2 Les objectifs de la modification de droit commun 5
4.3 Le contenu de la demande 5
4.3.1 Modification des limites entre la zone UCa (r ) et A 5
4.3.2 Suppression d'un emplacement réservé 6
4.3.3 Déclassement de la partie est du secteur Ne au lieu-dit « La Croisette » 6
4.4 Cohérence avec le PADD 9
5. Préparation de la demande de modification 10
6. Le dossier d'enquête publique 10
7. Evaluation environnementale- 10
8. Cohérence du projet avec les documents supra-communaux 11
9. L'avis des PPA 12
10. L'organisation et le déroulement de l'enquête 12
10.1 Chronologie et préparation de l'enquête 12
10.2 Organisation des permanences 13
10.3 Compte rendu des permanences 13
11. Analyse des observations 16
11.1 Les contributions du public 16
11.2 Typologie des participants 16
11.3 Analyse par thèmes 16
12. Procès-verbal de synthèse et mémoire en réponse de la CCPC 18
13. Annexe PV de synthèse complété par les réponses mémoire de la CCPC et les annotations du commissaire enquêteur 19

Le procès-verbal de synthèse complété par les éléments contenus dans le mémoire en réponse de la CCPC figure dans ce document, à la suite du rapport.

Les annexes au rapport, volumineuses font l'objet d'un document spécifique

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Glossaire

**ALEFPA :** Association Laïque Pour l'Education, la Formation la Prévention et l'Autonomie

**CEF :** Centre Educatif Fermé

**CCPC :** Communauté de Communes Pévèle Carembault

**PADD :** Projet d'Aménagements et de Développement Durables

**MAGEHA** ; Mérignies Aménagement du Golf et d'Espaces d'Habitat et d'Activité

**SAGE :** Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

**SCOT :** Schéma de Cohérence Territoriale

**SDAGE :** Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

**SRADDET :** Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

**Zone A :** zone agricole

**Zone N**e : à Mérignies cette appellation de zone désigne :

- Les équipements sportifs, les bâtiments socio-éducatifs, culturels, sportifs, de loisirs ou d'accueil, ainsi que les constructions d'habitation directement liées à ces activités et qui en sont indissociables.
- Les activités horticoles liées à l'éducation

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Rapport

## 1. L'autorité organisatrice :

Par délibération n° 2021-16 du 17 juin 2021, la commune de Mérignies a décidé de transférer la compétence urbanisme à la Communauté de Communes Pévèle-Carembault (CCPC).

La **Communauté de Communes Pévèle Carembault** est une communauté de communes, située dans le département du Nord et la région Hauts-de-France. Elle est composée de 38 communes dont Mérignies.

**Mérignies** est une petite ville située dans le département du Nord et la région des Hauts-de-France

La commune, s'étend sur 8,6 km² et compte 3 199 habitants en 2019. Avec une densité de 369 habitants par km², Mérignies a connu une nette hausse de de sa population ces dernières années. Mérignies est située à 15 km au sud-est de Lille, la plus grande ville à proximité.

La commune de Mérignies fait partie de la Communauté de communes Pévèle Carembault.

Les documents supra communaux concernant la commune de Mérignies, avec les orientations desquels la présente modification doit être compatible sont :

- Le SCOTT Lille Métropole
- Le SDAGE Artois Picardie
- Le SAGE Marque Deûle
- Le SRADDET des Hauts de France

La commune est proche du parc naturel régional Scarpe-Escaut.

## 2. Objet de l'enquête publique

Le PLU actuel de Mérignies a été approuvé le 9/02/2017. Il a subi deux modifications : une modification simplifiée approuvée le 11 mars 2019 (correction d'erreurs matérielles), une autre le 23 septembre 2019 (suite à la demande d'extension de la zone Ne par l'ALEFPA afin de pouvoir y réaliser un jardin de Cocagne.)

Par délibération en date du 27 mars 2023, le conseil communautaire a autorisé le président à engager par délibération une procédure de modification de droit commun du PLU communal afin de :

- Rectifier une erreur de zonage
- Supprimer un emplacement réservé
- Déclasser un STECAL naturel au lieu-dit « La Croisette » afin de le classer en zone agricole.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 3. Le cadre juridique

- Code Général des Collectivités Territoriales
- Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-31 et suivants
- Arrêté Préfectoral du 3 août 2021 portant transfert de la compétence Plan local d'urbanisme (Intercommunal) à la Communauté de communes Pévèle Carembault au 1er juillet 2021 ;
- Arrêté du 25 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Benjamin DUMORTIER pour la fixation des dates et des modalités d'organisation des enquêtes publiques ;
- Délibération prise par le conseil communautaire le 27 mars 2023 prescrivant la modification n°3 du PLU de Mérignies et définissant ses objectifs ;
- Décision n° E23000132 / 59 du 16 octobre 2023, du Président du Tribunal administratif de Lille portant nomination d'un commissaire enquêteur et d'un commissaire enquêteur suppléant ;
- Arrêté ADGM_2023_035 relatif aux modalités de l'enquête publique dans le cadre de la modification n° 3 du PLU de Mérignies,26/10/2023.

## 4. Le projet de modification de droit commun du PLU

### 4.1 les objectifs du PLUI initial

Les grands axes du PLU en vigueur, déclinés dans le PADD, sont au nombre de 7. Ils concernent : l'aménagement du centre-ville, la préservation de l'esprit « village », l'affirmation de l'attrait paysager et naturel de la commune, la favorisation de l'accueil des familles et des seniors, la favorisation du développement économique de la commune, les déplacements, et, enfin, la prise en compte des risques et des ressources naturels.

### 4.2 Les objectifs de la modification de droit commun

Outre la correction d'une erreur matérielle et la suppression d'un emplacement réservé qui n'a plus lieu d'être, la présente modification demande le déclassement de la zone Ne au lieudit La Croisette afin de classer cette zone en A, « plus adaptée à la situation actuelle des terrains ».

Cette parcelle a fait l'objet d'une précédente modification du PLU à la demande de l'Association ALEFPA : elle avait été classée en Ne (précédemment en A) afin de pouvoir y réaliser des « jardins de Cocagne », équipement complémentaire de la MECS voisine gérée par cette association.

### 4.3 Le contenu de la demande

#### 4.3.1 Modification des limites entre la zone UCa (r ) et A

Il s'agit de modifier la limite de la zone UCa (r), afin de reprendre une habitation en second rang oubliée lors du tracé de la profondeur de la zone urbaine (au 545 rue de la Chantereine).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

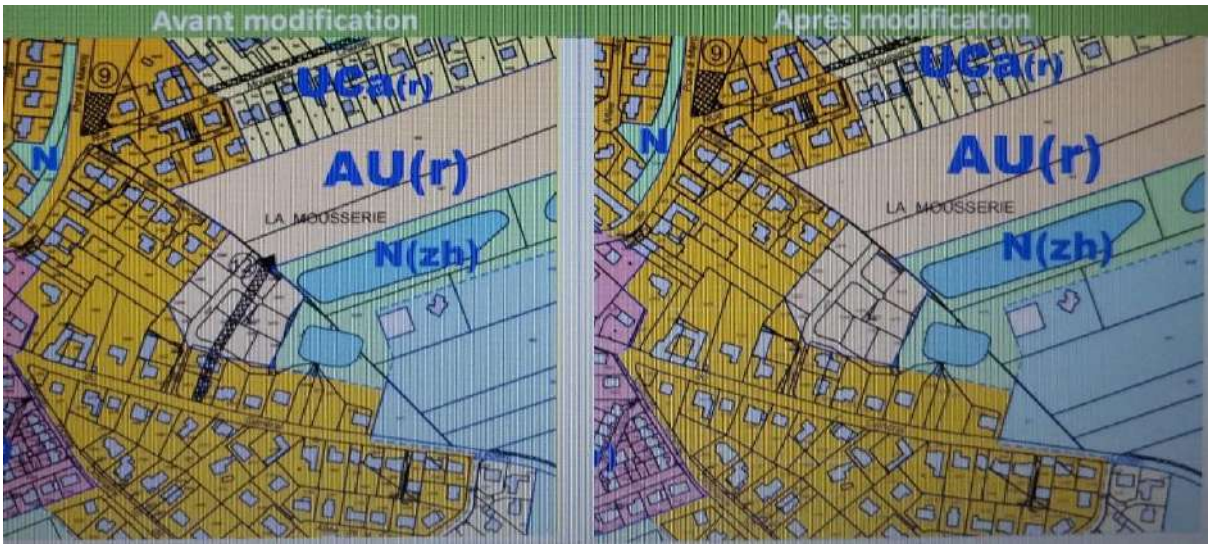
La limite de la zone urbaine sera très légèrement réhaussée afin d'intégrer l'entièreté de l'habitation existante.

Avant modification Après modification




### 4.3.2 Suppression d'un emplacement réservé

Lors de l'élaboration du PLU, la commune de Mérignies avait pour projet de réaliser un accès vers une future zone à urbaniser Au(r). Cette dernière accueille aujourd'hui un lotissement dont l'accès a été réalisé et, de ce fait, l'emplacement réservé n°12 n'a plus lieu d'être et sera supprimé du plan de zonage ( rue Guy Barbe,).



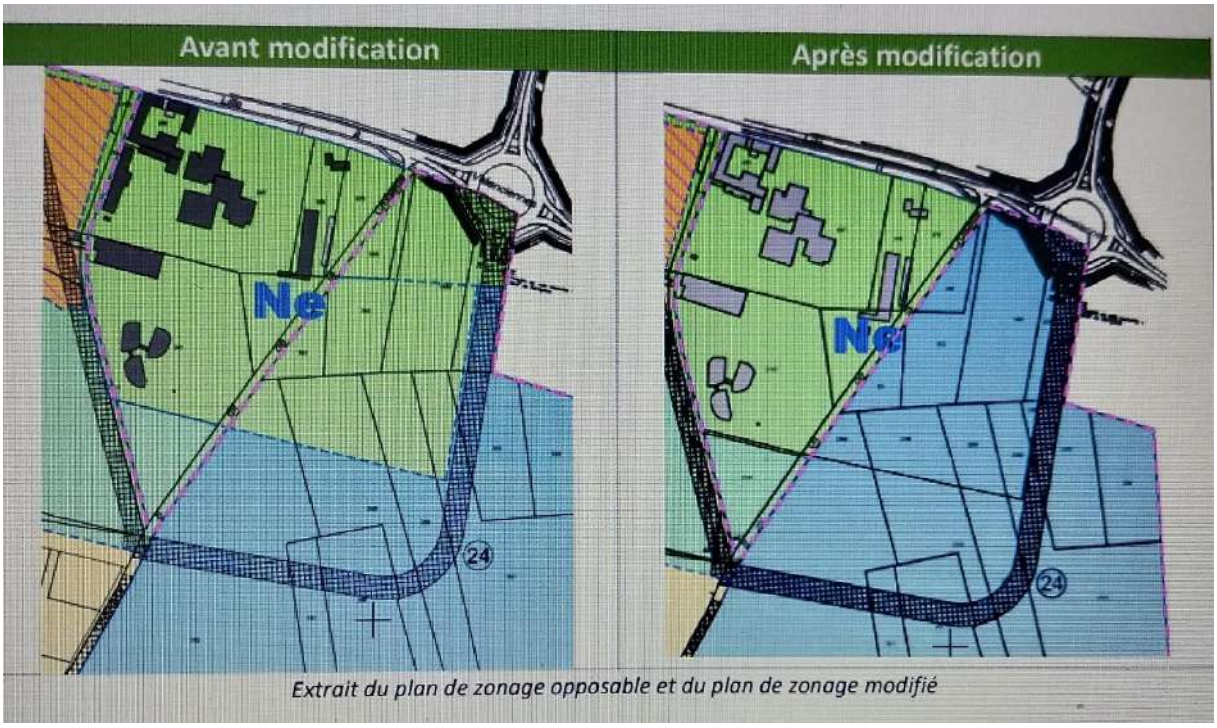

*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

### 4.3.3 Déclassement de la partie est du secteur Ne au lieu-dit « La Croisette »

La commune de Mérignies demande la réduction d'une partie de la zone Naturelle Ne à vocation socio-éducative, culturelle et sportive au profit de la zone Agricole A (à

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

l'intersection de la rue de Molpas avec la route de Valenciennes D549, au lieudit La Croisette). Les parcelles concernées par ce déclassement représentent 1,95 ha.



*Extrait du plan de zonage opposable et du plan de zonage modifié*

Une déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU en date du 23/09/2019 avait permis la modification de zonage, de A en Ne, afin de permettre le développement de « jardins de Cocagne » à destination de la MECS limitrophe, à la demande de son association gestionnaire.

La présente demande de retour de ces parcelles en A est justifiée par la mairie notamment par le fait que le projet initial n'est plus le même et que le nouveau remettrait en cause différentes choses et notamment l'artificialisation des sols et que le classement en A permettrait de réintégrer 1.9 de terrain agricole.

**Motivation de la demande de reclassement cette parcelle en zone A**

Les parcelles visées appartiennent à « MAGEHA » l 'aménageur du Golf et de l'habitat qui l'entoure ainsi que, pour une petite partie, à la CCPC. Des discussions ont été engagées afin de faire un échange de propriété avec d'autres parcelles dont l'ALEFPA était propriétaire dans le ZAC du Golf.

La commune engage donc une déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU pour donner suite à la demande de l'ALEFPA.

C'est un projet très différent qui est présenté à la municipalité fin 2022 : l'ALEFPA annonce son intention de faire édifier son premier Centre Educatif Fermé (CEF) une fois devenue propriétaire du foncier. Le « jardin de cocagne » n'occupe plus qu'une petite partie des parcelles classées en Ne à la demande de l'ALEFPA.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Ce CEF occuperait une surface de 9030m2 pour une emprise construite de 5 178m$^2$ soit : un bâtiment destiné à l'hébergement comprenant 12 chambres, un bâtiment accueillant les activités pédagogiques et un bâtiment administratif.

« Se sentant trompés et fermement opposés au projet de CEF », les élus de la commune de Mérignies ont ainsi sollicité la Communauté de Communes Pévèle Carembault, détentrice de la compétence PLU depuis le 1er juillet 2021, afin que soit engagée une procédure de modification de droit commun du PLU communal dans le but de refaire passer les parcelles, qui avaient été classées en Ne lors de la mise en compatibilité du PLU de 2019, en A, afin d'empêcher la réalisation du CEF.

**Le contexte environnant cette demande**

La municipalité et la population se sont fortement mobilisées contre le projet de réalisation du CEF sur la commune. Une pétition a recueilli 1657 signatures et 163 commentaires. De nombreuses réunions, banderoles apposées sur la parcelle en question et diverses rencontres avec les autorités compétentes ont été organisées.

Monsieur le maire de Mérignies et Monsieur le Président de la CCPC ont été reçus par Monsieur le ministre de la Justice à leur initiative, sur ce sujet. Ils n'ont à ce jour pas eu de réponse à leur demande d'abandon du projet.

Selon la mairie l'association ALEFPA porteuse du projet CEF, sollicitée pour une rencontre, n'aurait pas répondu favorablement.

**Incidence du projet sur le plan environnemental**

*Tableau synthétisant l'impact du projet et des mesures pour l'environnement*

| Thématique | Impact | **E**vitement | **R**éduction | **C**ompen sation |
|---|---|---|---|---|
| Milieu physique et ressources en eau | Impact du projet négligeable | | Le reclassement de la zone Ne en A permet de limiter l'imperméabilisation des sols | |
| Milieu naturel | Peu d'impact du fait de la situation de ces projets et de leur éloignement des zones Natura 2000 et de type Znieff | | Le reclassement de la zone Ne en A permet de limiter l'impact sur les espaces naturels et agricoles | |
| Climat et déplacements | | | | |
| Risques | Aucune zone n'est concernée par le PPRi, la construction rue de Chartraine est concernée par le risque mouvement des argiles | | Prévoir des prescriptions en termes d'isolation et de normes acoustiques pour d'éventuelles nouvelles constructions | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| Thématique | Impact | **E**vitement | **R**éduction | **C**ompen sation |
|---|---|---|---|---|
| Agriculture | La parcelle de la Croisette (reclassement Ne en A) 1.9Ha est concernée | Un des objectifs du projet est de préserver les continuités agricoles | | |
| Paysage et patrimoine | Le reclassement de la parcelle « la Croisette » permettrait d'assurer le caractère agricole du secteur | | Le reclassement de la zone Ne en A permet de réduire l'imperméabilisation des sols | Prévoir des linéaires végétali sés |

### 4.4 Cohérence avec le PADD

3 axes du PADD sont concernés par la présente demande

| PADD | | |
|---|---|---|
| **Axes** | **Ambition** | **Incidence du projet** |
| Affirmer l'attrait paysager et naturel de la commune | Conserver la continuité des espaces agricoles à enjeux et les couloirs écologiques existants | Le déclassement du secteur Ne en zone A participe à la conservation des espaces agricoles et des continuités écologiques |
| Affirmer l'attrait paysager et naturel de la commune | Embellir et mettre en valeur les entrées de ville | Le déclassement du secteur Ne en zone A permettra de valoriser l'entrée de ville par la préservation des espaces agricoles et naturels |
| Favoriser le développement économique de la commune | Préserver les capacités de développement de l'activité agricole en maintenant les espaces à enjeux en zone agricole et en favorisant la diversification | Le déclassement d'une partie du secteur Ne en zone A permettra de maintenir des espaces agricoles cultivés (Registre Parcellaire Graphique de 2021) |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 5. Préparation de la demande de modification

La mairie de Mérignies saisit la CCPC d'une demande de modification de son PLU pour les trois points objets de ce dossier le 2/12/2022 lors d'une réunion entre la mairie de Mérignies et la CCPC en mairie de Mérignies.

La CCPC décide en conseil Communautaire du 27 mars 2023 de lancer la modification n° 3 du PLU de Mérignies.

Suite à cette décision les services de la DDTM du Nord sont consultés à ce sujet, la MRAe est saisie de cette demande et notification en est faite aux PPA .

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille nomme le Commissaire enquêteur (Michel Suarez) le 13/10/2023.

Monsieur le Président de la CCPC prend un arrêté prescrivant l'enquête publique le 26/10/2023, après concertation entre ses services, Monsieur le maire de Mérignies et le commissaire enquêteur. Plusieurs réunions et visites sur le terrain ont eu lieu avant et pendant l'enquête.

Je note que le 5/10/2023 le conseil municipal de Mérignies prend une délibération intitulée « Motion contre l'implantation d'un Centre Educatif Fermé à Mérignies ». Cette motion figure en annexes.

## 6. Le dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête se compose de :

- Une notice explicative
- Un résumé non technique
- Une évaluation environnementale
- Un plan de zonage après modifications
- Une note, rédigée par Monsieur le Maire de Mérignies, qui expose la motivation de la demande de changement d'affectation de la parcelle sise au lieu-dit la Croisette.

Le dossier était également disponible en version numérique sur les sites internet de la commune : http://www.merignies.fret de la communauté de communes Pévèle Carembault : http://www.pevelecarembault.fr

## 7. Evaluation environnementale-

La commune de Mérignies est soumise à évaluation environnementale car la procédure de Modification de Droit Commun concerne plus d'un millième du territoire communal.

Un document de 112 pages y est consacré. Son contenu est conforme à l'article 151-3 du code de l'urbanisme, modifié par le décret 2021-1315 du 13/12021.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Après en avoir délibéré collégialement le 19 septembre 2023 la MRAe informe la CCPC qu'au vu du dossier et des retours des consultations, l'autorité environnementale ne produira pas d'avis avec observations.

## 8. Cohérence du projet avec les documents supra-communaux

Les tableaux ci-après résument la situation du projet au regard des documents supra communaux.

| **Documents supra communaux** | **Effets des modifications** |
|---|---|
| SCOT Lille Métropole | Les modifications apportées par ce projet sont compatibles avec les orientations du SCOT de Lille Métropole |
| SDAGE Artois Picardie | Quelques rappels des procédures préconisées par le SDAGE. Il est noté qu'un des projets vise à la conservation des terres agricoles |
| SAGE Marque Deule | Le projet se situe à distance des zones humides<br>Les risques de ruissellement sont inscrits dans les règlements écrits et graphiques<br>Il ne se situe pas à l'intérieur d'une aire d'alimentation des captages |
| SRCE/ Trame verte et bleue | Les éléments du projet se situent à distance des espaces naturels relais ainsi que des couloirs écologiques. Il en est de même pour les éléments concernés par le SRCE |
| SRADDET | Le projet vise à limiter l'imperméabilisation de certaines parcelles agricoles en limitant l'artificialisation des terres |
| PGRI Artois Picardie | Les risques d'inondation sont pris en compte par le projet<br>Conseille des aménagements paysagers pour limiter le ruissellement |

| **SCOTT** | | |
|---|---|---|
| AXES | Objectifs | Analyse des modifications |
| Garantir les grands équilibres du développement | La trame urbaine | Les modifications apportées concourent à la réalisation de cet axe, notamment le déclassement d'une partie de la zone Ne qui permettra de limiter l'extension urbaine. |
| | Assurer un développement compatible avec la préservation de la ressource en eau « grenelle » | la limitation des constructions (au sein des parcelles déclasser) ne fera pas augmenter les besoins en hauts communaux car il n'y aura pas de constructions à usage d'habitation, culturel, …. |
| | Le compte foncier | Le déclassement d'une partie de la zone Ne en zone A s'inscrit également dans un objectif de respect du compte foncier. Rappelons que la commune a |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | | consommé plus de 33 ha entre 2009 et 2019 et souhaite limiter cette artificialisation dans les prochaines années. |

## 9. L'avis des PPA

| PPA | |
|---|---|
| CCI grand Lille | Pas de remarques à formuler |
| CDPENAF | Avis réputé favorable au 6/12/2023 |
| Chambre d'agriculture 62/59 | -Favorable au classement en zone A de la parcelle en Ne<br>-Réservé sur le maintien de l'emplacement réservé n°24 : projet de voirie |
| CCPC Nord | Ce projet ne porte pas atteinte aux prescriptions départementales en matière d'aménagement. |
| MRAe Hauts de France | L'Ae ne produira pas d'avis avec observations après examen du dossier |

| | |
|---|---|
| Société TRAPIL<br><br>Transports pétroliers par Pipeline<br><br>22 rte de Demigny Champforgeuil 71103 Chalons /Saone | La société TRAPIl, transports pétroliers par pipeline, demande que soient prises en compte, dans cette modification du PLU, un certain nombre d'obligations et de mesures<br><br>*Le tracé de ce pipeline est suffisamment éloigné des terrains concernés par cette modification pour que celle-ci ne soit pas concernée par cette demande.* |

## 10. L'organisation et le déroulement de l'enquête

### 10.1 Chronologie et préparation de l'enquête

Le Tribunal Administratif de Lille a désigné Monsieur Michel Suarez, rédacteur du présent rapport, en qualité de commissaire enquêteur pour effectuer cette enquête par décision n° E23000132 / 59 du 16 octobre 2023, ainsi que Monsieur Daniel Vazelle en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
J'ai contacté la CCPC et la mairie de Mérignies le 17 octobre 2023.

Suite à de nombreux échanges de courriels et téléphoniques une réunion de cadrage a eu lieu le 24 /10/23 en mairie de Mérignies avec Monsieur le Maire de Mérignies, Monsieur Rossi, chargé de mission planification, en charge du dossier pour la CCPC et Mme Delaine chargée d'études à Urbycom. Cette réunion avait pour objet la présentation du projet et la détermination des dates, des permanences ainsi que des modalités de l'enquête.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

De nombreux échanges ont suivi et permis le déroulement de l'enquête dans les conditions adéquates.
Je me suis rendu en mairie de Mérignies le 2/11/2023 afin d'y rencontrer Monsieur le Maire pour divers échanges complémentaires, parafer les registres et le dossier d'enquête et visiter les 3 sites concernés par le projet.

**Publication et affichage de l'avis d'enquête**

L'arrêté prescrivant l'enquête a été enregistré en Préfecture le 26/10/2023 et les avis affichés en lieux et places le 27/10/2023.

La publication de l'avis d'enquête est parue dans les quotidiens la Voix du Nord et Nord Eclair le samedi 28 /10/2023 et le 14/11/2023.

L'affichage de l'avis d'enquête a été effectué sur les panneaux de la mairie ainsi que sur les 3 lieux concernés par le projet. Je l'ai vérifié par moi-même avant et au premier et dernier jour de l'enquête.

### 10.2 Organisation des permanences

Les permanences ont été au nombre de 4, en mairie de Mérignies.

- Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 à 12h00.
- Samedi 25 novembre 2023 de 9h00 à 12h00.
- Mercredi 6 décembre 2023 de 14h00 à 17h00.
- Mercredi 13 décembre 2023 de 14h00 à 17h00.

Un dossier « papier » complet d'enquête ainsi qu'un registre étaient à la disposition du public pendant toute l'enquête en Mairie de Mérignies ainsi qu'au siège de la CCPC à Templeuve-en-Pévèle (85 rue de Roubaix) .

Le public a pu aussi adresser ses contributions par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Mérignies (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) ou par courrier électronique à l'adresse :
enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr

### 10.3 Compte rendu des permanences

**Compte rendu des permanences**

La salle de permanence est la salle de réunion de la mairie, vaste, équipée de tables et de chaises pouvant accueillir une vingtaine de personnes. Cette salle est au rez de chaussée, accessible aux personnes à mobilité réduite.

La connexion internet a été facile.

Les personnes du secrétariat ont veillé à l'accueil du public et ont été disponibles. Monsieur le maire était présent en mairie pendant toutes les permanences et à ma disposition en cas de besoin.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

L'intégralité des contributions figurent dans le PV de synthèse en annexes du présent document.

**Permanence du 13/11/2023 de 9h à 12h30**

8 personnes se sont présentées à la permanence.

**- Madame P** adjointe au maire de Mérignies. Elle exprime son soutien à la demande de modification, son opposition à la création du CEF qu'elle justifie par les modifications que cela pourrait apporter au cadre de vie de la commune.

**-Madame D**, habitante proche, favorable au projet de modification, opposée à la création du CEF ; Déposera une observation plus tard

**-Madame S**. habitante proche, favorable au projet de modification, défavorable au CEF Déposera une observation plus tard

**-Monsieur A**, Mérignies, vient consulter le projet et voir si son terrain est concerné par les modifications,

**-Monsieur P**, Mérignies, dépose 2 pétitions signées par lui et son épouse et expose ses arguments, conformes à la pétition. (Pétition en annexes)

**- Monsieur S**, Mérignies, favorable à la demande de classement en A de la parcelle située à la Croiset dont l'objectif est d'empêcher la création du CEF qu'il argumente par l'intérêt du retour de ces parcelles à un statut agricole, du danger que représenterait pour la population la présence d'un CEF et la contradiction qu'il y aurait avec ce qu'ils sont venus chercher dans cette ville.

**-Monsieur T** Mérignies, le Golf, favorable au projet de modification, essentiellement pour la parcelle de la Croisette. Argumente par l'insécurité que cela créerait, l'effet perméabilisation des sols que le projet de classement en A engendrerait, Propose qu'un tel centre soit construit en lieu et place de constructions existantes inutilisées et hors de toute tentation. Il insiste sur la manœuvre déloyale qui prévoyait un projet très différent, et acceptable, et qui a été remplacé sans concertation par celui du CEF.

**Monsieur F** Mérignies vient poser des questions pour comprendre le projet. Il s'exprimera sur le registre dans la semaine.

**Permanence du 25/11/2023**

7 personnes se sont présentées à la permanence

**Mr et Mme L**, habitants de Mérignies sont favorables à la modification du PLU pour plusieurs raisons :

- Le fait de maintenir des zones agricoles, non imperméabilisées, dans notre commune, après un développement urbain important.
- Ne pas rajouter de zones d'activités construites dans cette partie déjà très fréquentée par des jeunes (piscine, salle de sport, collège, crèche)
- -Une opposition nette à l'implantation d'un CEF, résultat d'une tromperie sur la nature du projet, initialement « jardin de cocagne » et brutalement modifié en CEF

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Anonyme** Habitant de Mérignies
Favorable à a demande de modification du PLU, en particulier pour le changement de Ne en A de la parcelle située à la Croisette pour s'opposer à l'abandon du projet « jardin de Cocagne », éducatif, au profit du CEF

**Monsieur D K** rue de la rosière Mérignies déclare être pour la révision du PLU pour diverse raisons dont la ZAN (Zéro Artificialisation Nette) et le blocage du projet de CEF. Bon valoir ce que de droit

**Monsieur J L** Mérignies, **R13 MC L L** Id. Nous déclarons être pour la révision du PLU pour diverse raisons dont la ZAN (Zéro Artificialisation Nette) et le blocage du projet de CEF

**Permanence du 6/12/2023 de 14h à 17h**

4 personnes se sont présentées à la permanence

**Messieurs Philippe et Hugues Vandremeersh gérants de MAGEHA (**Zac du golf de Mérignies et des habitations de cette Zac) et habitants de la commune. Exposent leur point de vue, négatif par rapport à la demande de classement en A de la parcelle située à la Croisette, qu'ils communiqueront par courrier avant la clôture de l'enquête.

**Madame D** dépose sa contribution écrite ainsi que celle de Monsieur **D** Mérignies. Ces deux contributions sont favorables au projet de modification du PLU

**Permanence du 13/12/2023**

8 personnes se sont présentées lors de cette permanence

**Monsieur M Mérignies** Fait une demande de modification de zonage d'un terrain attenant à son domicile qui ne peut être traitée dans le cadre de la présente demande de modification. Se renseigne sur l'ensemble du projet.

**Mr C Mérignies** dépose une participation écrite qu'il commente.

Il y est expliqué les raisons pour lesquelles il est favorable à la demande de modification du PLU et pourquoi il est défavorable au projet CEF.

**Mme A Mérignies** demande de nombreuses explications sur les modifications du PLU et en particulier sur la suppression de la servitude rue Guy Barbe. Elle espère que cela n'apportera pas de nuisance pour l'environnement de sa résidence

**M M V Gérants de la société MAGEHA** déposent une contribution de 4 pages où ils expliquent l'incidence qu'aurait, indirectement, pour le développement de la ZAC MAGEHA le classement de la parcelle située à la Croisette.

2 Personnes sont venues se renseigner sur le projet sans laisser de contribution.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Une enveloppe contenant 257 pétitions** signées contre l'implantation d'un CEF à Mérignies m'est remise. Cela vient s'ajouter aux 1440 signatures obtenues par cette même pétition sur le site internet dédié « mes opinions »

## 11. Analyse des observations

### 11.1 Les contributions du public

Ces contributions sont au nombre de 42 auxquelles il convient d'ajouter la pétition, signée par 1657personnes

- 22 observations portées sur les registres papier
- 1 observation portée par courrier
- 19 observations portées par courriel
- 11 courriels étaient porteurs d'un texte identique

1657 personnes ont signé la pétition, en ligne ou sur papier déposé ou envoyé en mairie ou au siège de la CCPC.

### 11.2 Typologie des participants

Les participants sont essentiellement des habitants de Mérignies venus apporter leur soutien à la demande de modification du PLU.

Les dirigeants de la société MAGEHA qui gère la ZAC du golf se sont également exprimés, de vive voix et par écrit.

La pétition, a été signée par 1697 personnes et émane également des personnes habitant la commune. Il s'agit parfois de personnes qui ont aussi fait part de leur opinion sur l'enquête à l'aide du registre papier ou par voie numérique.

L'ALEFPA, dont le projet de CEF est au centre de la demande de modification du PLU, ne s'est pas manifestée sinon par une lettre de leur avocate signifiant que la démarche de la modification du zonage de la parcelle située à la Croisette était sans fondement du fait qu'elle visait essentiellement le refus du CEF et me demandant d'émettre un avis défavorable au projet.

### 11.3 Analyse par thèmes

D'une manière générale les contributions du public sont très favorables à la modification proposée du PLU par le projet.

L'argument très majoritairement utilisé est l'opposition à la création du CEF, pour des raisons de craintes pour la sécurité des habitants, voire la dépréciation des biens immobiliers.

A un degrés moindre la préservation des terre agricoles et la défense de la perméabilité des sols a été invoquée.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Les rares personnes ayant un avis défavorable évoquent le fait que le classement en A de la parcelle située à la Croisette rendrait caduque une promesse d'échange de terrain entre l'ALEFPA et MAGEHA et compromettrait la poursuite du développement du programme de la ZAC du Golf.

**Synthèse courriels multiples**

Les courriels multiples, envoyés en 11 exemplaires, se résument comme suit :

- Reconnaissance envers la CCPC et la mairie de Mérignies pour l'opportunité de participer à la consultation concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme
- Avis favorable et soutien à cette modification
- Soutien également de la motion en délibération N°2023-28 du jeudi 5 octobre contre l'implantation d'un CEF sur la commune de Mérignies qui envisage de mettre en place un projet d'urbanisme cohérent, dynamique et en phase avec le cadre de vie serein des campagnes.
- Forte opposition à l'implantation d'un centre éducatif fermé sur la commune.
- Sécurité des habitants. Les rares statistiques nationales indiquent que ces établissements peuvent être associés à des défis sécuritaires importants, avec un nombre notable d'incidents signalés à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de leur infrastructure,
- Risques potentiels pour la stabilité sociale et la tranquillité des communes environnante, fugues ce qui est un problème régulier dans le cadre des CEF.
- Soutien de la pétition en cours qui réunit déjà plus de 1200 signatures contre l'implantation de ce centre

Conclusion de cette lettre multiple : Il est essentiel que la modification du PLU soit acceptée afin d'interdire toute construction et de mettre fin définitivement à ce projet de CEF qui de toute évidence ne satisfait aucun des concitoyens à de nombreux titres.

**Synthèse de la pétition**

Intitulé : Projet de CEF substitué sans aucune concertation.

La pétition, signée par 1657 personnes, invite la population de Mérignies à indiquer son désaccord sur l'implantation d'un CEF à Mérignies. Elle expose que :

- la décision de création du CEF a été décidée par l'ALEFPA sans aucune concertation et en substitution d'un projet différent qui avait eu l'accord de la municipalité.
- la localisation du CEF en proximité de la Maison d'Enfance à Caractère Social (MECS), n'est ni appropriée ni compatible socialement ; elle ne donne pas un bon exemple aux 75 jeunes en grande difficulté Nous avons aussi entendu vos peurs et la crainte d'un sentiment d'insécurité sur la Pévèle
- forte de cette majorité remontée contre ce projet, la mairie de Mérignies a entrepris plusieurs actions importantes. L'une d'entre elles, portée par la majorité des élus de la Pévèle, consiste à recueillir votre soutien à l'encontre du CEF via une pétition.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Synthèse de la motion CCPC**

L'installation d'un centre éducatif fermé, au milieu d'activités tertiaires de loisirs (golf et centre aquatique, crèche, Maison d'Assistance Maternelle), n'a aucune cohésion territoriale.

De plus, les proximités de la route départementale 549 et de la gare de Templeuve en Pévèle favoriseront inévitablement les évasions des jeunes délinquants.

En parallèle, ce projet impacterait le compte foncier, déjà dépassé à ce jour, et participerait à l'artificialisation des sols de la commune de MERIGNIES.

Des rencontres avec les différents promoteurs du projet CEF, y compris le ministère de la justice ont été infructueuses voire n'ont pu avoir lieu.

Madame la Députée de la circonscription assure la mairie et la CCPC de son soutien.

La motion demandant l'abandon du projet de centre éducatif fermé, par les services de l'État, sur le territoire de la commune de Mérignies est adoptée par le conseil communautaire par 44 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions.

## 12. Procès-verbal de synthèse et mémoire en réponse de la CCPC

Un procès-verbal de synthèse de 33 pages a été adressé à Monsieur le Président de la CCPC, avec copie à monsieur le maire de Mérignies, le 15 décembre 2023.

Il reprend l'intégralité des contributions parvenues pendant l'enquête, en intégralité, sauf pour deux d'entre elles dont il a été fait synthèse.

J'ai attiré particulièrement l'attention de la CCPC sur la contribution de MAGEHA, celle de Madame Hicter avocate de l'ALEFPA et, à un degré moindre, sur la motion de la CCPC et la contribution multiple.

Un mémoire en réponse m'a été communiqué le 30 décembre 2023.

Ce mémoire répond à toutes les contributions.

Une attention particulière a été apportée aux réponses faites à la société MAGEHA, gestionnaire de la Zac du Golf de Mérignies et à celle de Madame Hicter, avocate conseil de l'association ALEFPA. La CCPC et la mairie de Mérignies répondent point par point aux arguments présentés par les contributeurs.

**Conclusion sur le déroulement de l'enquête.**

Elle s'est déroulée conformément à l'arrêté la prescrivant.

Le contexte était particulier du fait du rejet massif du projet de l'ALEFPA de créer un CEF sur la parcelle située au lieudit la Croisette. La pétition contre ce projet (plus de 1600 signatures) en témoigne, de même que de nombreux articles de presse parus cette dernière année.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Cependant la CCPC, la mairie de Mérignies ainsi que la plupart des contributeurs ont créé les conditions propices à un déroulement serein de cette enquête.

Compte tenu du contexte cela mérite d'être souligné.

Marcq en Baroeul le 05/01/2024

Le commissaire enquêteur



Michel Suarez

Les annexes au rapport font l'objet d'un document annexe compte tenu de leur volume. (176 pages +pv)

13. **Annexe** PV de synthèse complété par les réponses mémoire de la CCPC et les annotations du commissaire enquêteur

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**DEPARTEMENT DU NORD**

**Communauté de Communes Pévèle Carembault**

# Procès-verbal de synthèse des avis et observations déposés lors de la consultation publique

**Etabli le 15/12/2023 et intégrant les réponses de la CCPC** (mémoire en réponse du 30/12/2024)

Le présent document, conformément à l'article R 123-18 du code de l'Environnement « *Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse …..* » est le procès-verbal de synthèse et récapitule sous forme de tableaux l'intégralité des contributions et observations déposées sur les 2 registres mis à disposition du public, sur l'adresse de messagerie, reçues par courriel et orales lors des 4 permanences du commissaire enquêteurs.

L'enquête publique s'est déroulée du 13 novembre 2023 au 13 décembre 2023, conformément à l'arrêté la prescrivant, sans aucun incident.

## A - Les avis des personnes publiques consultées

Les personnes publiques associées et organismes consultés qui ont donné leur avis sur le projet de modification du PLU sont à la clôture de l'enquête au nombre de 7

Leurs positions significatives sont résumées dans le tableau ci-après.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| PPA | |
|---|---|
| CCI grand Lille | Pas de remarques à formuler |
| CDPENAF | Avis réputé favorable au 6/12/2023 |
| Chambre d'agriculture 62/59 | -Favorable au classement en zone A de la parcelle en Ne<br>-Réservé sur le maintien de l'emplacement réservé n° 24 :projet de voirie |
| CCPC Nord | Ce projet ne porte pas atteinte aux prescriptions départementales en matière d'aménagement. |
| MRAe Hauts de France | L'Ae ne produira pas d'avis avec observations après examen du dossier |

La chambre d'agriculture note d'une part sa satisfaction de voir la parcelle située à la Croisette en A et rappelle que cela était la motivation de son avis défavorable lors de la précédente modification (classement en Ne),

D'autre part elle s'inquiète du maintien, sur la durée, de la vocation agricole de cette parcelle du fait dde la persistance de l'emplacement réservé N° 24.

*Je vous saurais gré de m'indiquer votre position par rapport à cela compte tenu de la présente demande de classement en A.*

Réponse de la CCPC
La question du maintien de l'emplacement réservé (ER) n°24 fera l'objet de discussion dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi de Pévèle Carembault.

**Veuillez trouver ci-après un tableau relatant la participation du public à l'enquête.**

**R.** observation recueillie sur le registre papier

**C.** observation recueillie par courriel

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| identification | Observation | CCPC | CE |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **R1** M P | Je suis pour la modification du PLU de Mérigny. Cette modification permettra d'empêcher l'implantation du Centre Educatif Fermé (à proximité de l'ALEFPA) mecs . La mixité de mineurs délinquants et d'enfants en difficulté étant à mon sens une hérésie ! Nous sommes venus nous installer à la Pévèle pour le calme et la sécurité de nos enfants, acceptant un allongement de nos trajets pour se rendre au travail, les bouchons quotidiens de l'A1… Pas pour vivre dans la crainte !!! | | Pris note |
| **R2** Monsieur A Mérignies | Vient consulter les plans, le projet, et voir s'il est concerné par les modifications | Dont acte | « |
| **R3** H P Mérignies | Dépose 2 pétitions d'opposition au CEF de Mérignies. Repassera en mairie pour expliquer sa position. | Dont acte | |
| **R4** B J | Je suis favorable à la modification du PLU de Mérignies dont l'objectif principal est de modifier la zone liée à l'emplacement de la zone liée au futur projet du CEF me semble primordial en terme de sécurité et afin de revenir à l'état d'origine de celle-ci.( terres agricoles avec tout ce que cela comporte pour l'environnement).<br>Lé réalisation de ce CEF à proximité<br>– de moyens de transport (gare de Templeuve et axe le plus utilisé du secteur Orchies/Seclin)<br>- d'une centre aquatique (avec bassins extérieurs)<br>- d'un domaine de résidences qui vont forcément engendrer de la jalousie et de la convoitise auprès des délinquants du CEF,<br>me semble en contradiction totale avec ce que nous sommes venus chercher il y a plus de 10 ans dans l'environnement de a Pévèle (calme et sérénité). | Il est pris acte de cette remarque. | « |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **R5** T S ,habitant du golf | Je suis pour la modification du golf de Mérignies pour m'opposer au projet de construction du CEF qui va dénaturer le site du golf de Mérignies. D'une part pour la sécurité de ses habitants mais également pour ce que représente la différence entre le niveau de vie des habitants du golf et les cercles familiaux ou ont vécu les adolescents concernés par le centre. Cette proximité sera une tentation permanente et totale à s'échapper du centre , à refaire un délit et à retomber dans la délinquance. De plus le site du golf propose un cadre global environnemental positif, absorption d'eau, protection de la nappe phréatique, protection de la faune et de la flore. Cette construction, ses voix d'accès, sont antinomiques aux objectifs de Mérignies et du golf. Ce centre doit être construit dans des bâtiments existants, près de moyens de communication, hors de toute tentation.<br>De plus, les démarches qui ont conduit aux projets de ce CEF font suite à des échanges de terrains de provenance privée, à une manœuvre déloyale de détournement du premier PLU qui procédé à des magouilles inacceptables qui ne devraient plus avoir lieu.<br>Pour toutes ces raisons je suis pour la modification du PLU et contre l'implantation du CEF qui n'a pas lieu d'être à cet emplacement. | La présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole.<br>De plus, ces parcelles sont situées en entrée de ville | Un des facteurs déclenchants de cette procédure est, cependant, la volonté d'empêcher l'implantation du CEF |
| **R6** C V L | Je suis favorable à la modification du PLU qui permet d'empêcher l'implantation du CEF qui est totalement inappropriée à cet endroit, proche d'un collège, d'un centre aquatique et d'une maison s'assistantes maternelles. La mixité des populations sera source de convoitise et d'insécurité pour les habitants de la Pévèle. Ce CEF dénaturera l'environnement exceptionnel que nous sommes venus chercher à Mérignies alliant la nature et la sérénité pout tous. | La présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole. | « |
| **R6 F C** | Oui à la modification du PLU et NON à l'implantation du CEF | Il est pris acte de cette remarque | « |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **R7**Monsieur et Madame S | Nous soutenons le projet de PLU de la commune de Mérignies, pour :<br>1) raison écologique ,<br>-la construction impact sur l'environnement<br>-Mérignies s 'est beaucoup développée<br>Il faut ralentir l'artificialisation des sols et convertir notre avenir vers une rénovation et non une construction.<br>2)<br>localisation<br>Le CEF serait trop près du college et de la gare de Templeuve 3)<br>problème de circulation à ce rond- point. | Il est pris acte de ces remarques.<br>Rappelons que la présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole. Ce classement contribuera notamment à préserver l'activité agricole présente au sein de ces parcelles mais également à limiter l'artificialisation des sols. Cela s'inscrit également dans les objectifs du contexte actuel.<br>En effet, le règlement de la zone Ne ne prévoit pas d'emprise au sol limitée au sein de ce périmètre et autorise la remise en cause du caractère naturel de la zone contrairement au règlement de la zone agricole, plus stricte sur ce point. | Cet argument environnemental est à prendre en compte |
| **C 1** Mme C C | ,<br>Monsieur,<br>Dans le cadre de cette enquête publique, est il possible de faire des observations sur des points qui n'ont rien à voir avec le CEF ?<br>Nous habitons rue du blocus et aimerions que la parcelle située à côté de chez nous puisse elle aussi redevenir agricole (lors du dernier changement la CCPC avait retoqué la transformation des terrains agricoles de la rue sauf juste à côté de chez nous-Monsieur Melon | La présente procédure n'a pas pour objet de règlementer ce point.<br>La Communauté de Communes propose de reformuler cette demande dans le cadre du PLUi en cours d'élaboration. | Hors cadre de l'enquête |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | nous ayant expliqué qu'il y avait eu un "deal" sur lequel il ne pouvait revenir...).<br>Cordialement | | |
| **C2** J B P<br>**C3** D D , **C4** C D,**C5** RH<br>**C6** NG<br>**C7** K D<br>**C8** B D<br>**C9** A C D<br>**C10** S D<br>**C13** S D<br>**C14** V A | Monsieur, Je tiens à vous exprimer ma reconnaissance pour l'opportunité de participer à la consultation concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de notre commune de Mérignies.<br>Après avoir pris connaissance des propositions validées par le conseil municipal de la commune de Mérignies, je souhaite partager mon avis favorable et mon soutien à cette modification.<br>Je soutiens également la motion en délibération N°2023-28 du jeudi 5 octobre contre l'implantation d'un CEF sur la commune de Mérignies et plus largement dans le Pévèle Carembault.<br>Mérignies comme ses villes voisines du secteur de la Pévèle ont à cœur depuis de nombreuses années de mettre en place un projet d'urbanisme cohérent, dynamique et en phase avec le cadre de vie serein des campagnes recherché par ses habitants qui sont venus s'installer dans ce secteur.<br>C'est pourquoi j'attire particulièrement votre attention sur 2 points.<br>Tout d'abord, je tiens à souligner ma forte opposition à l'implantation d'un centre éducatif fermé sur notre commune. Cette proposition soulève des problématiques majeures, notamment en ce qui concerne la sécurité de nos habitants. Les rares statistiques nationales et l'ensemble des articles de presse font malheureusement état d'un dispositif défaillant en ce qui concerne les centres éducatifs fermés. Ces derniers indiquent que ces établissements peuvent être associés à des défis sécuritaires importants, avec un nombre notable d'incidents signalés à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de leur infrastructure, y compris des problèmes de délinquance sous-jacent à proximité de ces installations. Cela met en évidence les risques potentiels pour la stabilité sociale et la tranquillité des communes environnantes. | Il est pris acte de cette remarque.<br>La CC Pévèle Carembault et la commune de Mérignies sont toutes les deux préoccupées par les probables nuisances (sonores, sécuritaires, visuelles etc.) qu'engendrera ce CEF pour le voisinage s'il venait à être construit et invitent également à revenir au projet initial de « jardin de cocagne » au sein de ces parcelles. | Je retiens les arguments environnementaux ainsi que l'absence d'information qui a été préjudiciable à la compréhension de la réalité des risques que pouvait engendrer ce projet. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | De plus, l'emplacement proposé pour ce centre éducatif fermé est inadéquat, proche de grands axes de transport public (bus, gares etc.) et à proximité d'infrastructures importantes d'accueil de public ( parc aquatique, zone d'activités, golf etc). Autant d'éléments aggravant en cas de fugues ce qui est un problème régulier dans le cadre des CEF.<br>Pour étayer mon point de vue, je tiens à souligner le désaccord profond et l'incompréhension de tous les habitants, vous trouverez ci-après le lien d'une pétition en cours qui réunit déjà plus de 1200 signatures contre l'implantation de ce centre éducatif.<br>https://www.mesopinions.com/petition/autres/implantation-cef-entre-merignies-templeuve/219045<br>Sans compter que l'ensemble des élus de la Pévèle sont contre ce projet également. Cette mobilisation démontre clairement que la proposition ne bénéficie pas du soutien de la communauté locale.<br>En conclusion, je vous prie de prendre en considération mon avis ainsi que celui de nombreux concitoyens qui partagent ces préoccupations.<br>Il est essentiel que la modification du PLU soit acceptée afin d'interdire toute construction et de mettre fin définitivement à ce projet de CEF qui de toute évidence ne satisfait aucun des concitoyens à de nombreux titres.<br>Je reste à votre disposition pour toute information supplémentaire ou pour participer activement à toute initiative visant à garantir le bien-être et la sécurité de notre commune.<br>Je vous prie d'agréer Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.<br>Cordialement, | | |
| **C11 C et S CR**<br>59710 Mérignies | Bonjour Madame Monsieur,<br>Je vous contacte pour vous mentionner que je manifeste mon accord à la modification du PLU et mon refus à l'implantation du CEF.<br>Nous ne voulons pas du CEF qui va créer de l'insécurité et dépréciation de nos immeubles. | Il est pris acte de cette demande | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Bien Cordialement | | |
| **C12** F C<br>Habitant de Mérignies | Cher Monsieur Michel SUAREZ,<br>Cher Monsieur le Commissaire Enquêteur désigné par le TA de Lille,<br><br>Je vous apporte mon avis favorable pour la modification du PLU sur la parcelle concernée par le projet d'implantation du centre éducatif fermé à Mérignies.<br>Je m'oppose fortement contre l'implantation de ce centre éducatif fermé.<br><br>Mon avis favorable vient en réponse à votre sollicitation en vue de l'enquête publique.<br><br>Bien cordialement | La cc. Pévèle Carembault et la commune de Mérignies sont également opposées à ce projet de Centre Educatif Fermé (CEF) porté par l'ALEFPA. | « |
| **R8** S S Merignies | Je suis favorable à la modification du Plu pour m'opposer à l'implantation du CEF | Il est pris acte de cette demande | « |
| R9 B et B L Mérignies | Avis favorable à la modification du PLU pour plusieurs raisons :<br>- le fait de maintenir des zones agricoles, non imperméabilisées, dans notre commune, après un développement urbain important.<br>-ne pas rajouter de zones d'activités construites dans cette partie déjà très fréquentée par des jeunes (piscine, salle de sport, collège , crèche) | Il est pris acte de cette remarque.<br>La cc. Pévèle Carembault et la commune de Mérignies invitent l'ALEPFA à revenir à son projet initial de « jardin de cocagne » qu'elle avait présenté à la commune et pour lequel cette dernière avait répondu | « |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | -une opposition nette à l'implantation d'un CEF, résultat d'une tromperie sur la nature du projet, initialement 'jardin de cocagne » et brutalement modifié en CEF. | favorablement en mettant en compatibilité son PLU.<br><br>La construction de ce CEF viendrait en effet artificialiser de nouvelles terres agricoles alors que le contexte législatif impose aux collectivités de réduire l'urbanisation des terres agricoles. Ce projet irait donc à l'encontre de cette tendance en consommant du foncier qui va se raréfier. | Pris note de cet argument |
| **R10** Anonyme Habitant de Mérignies | Favorable à la demande de modification du PLU, en particulier pour le changement de Ne en A de la parcelle située à la Croisette pour s'opposer à l'abandon du projet « jardin de Cocagne », éducatif, au profit du CEF | Il est pris acte de cette demande | |
| **R11 D K** Mérignies | Je déclare être pour la révision du PLU pour diverse raisons dont la ZAN (Zero Artificialisation Nette) et le blocage du projet de CEF<br>Bon valoir ce que de droit | Il est pris acte de cette remarque.<br>Rappelons que la présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole. Ce classement contribuera notamment à préserver l'activité agricole présente au sein de ces parcelles mais également à limiter l'artificialisation des sols. En effet, le règlement de la zone Ne ne prévoit pas d'emprise au sol limitée au sein de ce périmètre et autorise la remise en cause du caractère naturel de la zone | Pris note de cet argument |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | contrairement au règlement de la zone agricole, plus stricte sur ce point.<br><br>Cette modification s'inscrit également dans les objectifs de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050. Notons que la commune de Mérignies est l'une des communes pévèloises qui a le plus artificialisées de terres agricoles et naturelles ces dernières années. L'actuelle municipalité s'est engagée à ralentir l'urbanisation. | |
| **R12** J L L Mérignies | | id | |
| **R13** MC Le Lay<br>Id | | id | |
| **C15**H R<br>59710 MERIGNIES | Bonjour Madame Monsieur,<br>Je vous contacte pour vous mentionner que je manifeste mon accord à la modification du PLU et mon refus à l'implantation du CEF.<br>Nous ne voulons pas du CEF qui va créer de l'insécurité et dépréciation de nos immeubles.<br>Bien Cordialement | Il est pris note de cette demande | Pris note |
| **C16** O V L | Monsieur,<br>Je souhaitais vous annoncer mon avis très favorable à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de notre commune de Mérignies. | Il est pris acte de cette remarque. Notons que le reclassement d'une partie de la zone Ne en zone agricole permettra de limiter l'artificialisation du site et ainsi, de permettre de limiter les risques | « |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Après avoir pris connaissance des propositions validées par le conseil municipal de la commune de Mérignies, je souhaite partager mon avis favorable et mon soutien à cette modification.<br>En effet, Il est essentiel que la modification du PLU soit acceptée afin d'interdire toute construction supplémentaire, sachant que vous n'êtes surement pas sans savoir que Mérignies a déjà plus que consommé son foncier à bâtir et sans évoquer le but d'une nouvelle construction d'un bâtiment à usage carcéral, qui me semble particulièrement inapproprié à cet endroit.<br><br>Nous devons conserver ces espaces afin également que nous puissions toujours capter nos eaux et ruissellements. Les récents événements dans le Pas-de-Calais tout proche ne font que confirmer le fait que notre commune doit garder ces espaces verts et limiter les constructions imposantes et inappropriées dans notre cadre bucolique de notre belle Pévèle.<br>Vous comprendrez qu'il est donc essentiel de rendre un avis favorable à cette modification.<br>Je reste à votre disposition pour échanger et étayer plus largement mes propos.<br>Cordialement | d'inondation. A titre d'exemple l'artificialisation des sols contribue fortement à l'augmentation des risques d'inondation | Cela va dans le sens des remarques de la Chambre d'agriculture. Il conviendra de confirmer cela dans le prochain PLUI, dans un souci de cohérence. |
| **R14** P et H V Gérants MAGEHA | Exposent leur point de vue, négatif par rapport à la demande de classement en A de la parcelle située à la | Il est pris acte de cette remarque(CF R22). | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| et habitants de Mérignies | Croisette, qu'ils communiqueront par courrier avant la clôture de l'enquête. | | |
| **R15** O D Mérignies | Je suis pour la modification du PLU !<br>Ce projet d'implantation de CEF n'a pas sa place dans notre commune ni dans le secteur du Pévèle. J'ai choisi de vivre à Mérignies car cette commune de la Pévèle est agréable à vivre, c'est une campagne dynamique, on s'y sent bien ! Tout comme ses villes voisines !<br>Je suis fortement opposé à cette implantation qui va générer des problèmes d'insécurités. Si on se réfère aux articles de presse, de reportage télévisé, ce genre de centre n'est pas efficace. Ils entrainent des problèmes d'insécurité aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des murs.<br>Le choix d'implantation proche des habitations, de la gare, d'un centre aquatique, d'un collège, et d'un golf est absolument inapproprié !<br>D'un point de vue écologique, construire un bâtiment plutôt que de rénover un bâtiment ancien est néfaste à l'environnement. Avec destruction de l'habitat naturel et de la faune existante, diminution de la biodiversité, dégradation des ressources naturelles et augmentation de la pollution de l'air.<br>Je réitère MON APPROBATION AU CHANGEMENT DE PLU et mon OPPOSITION à la construction de ce CEF tout comme la plupart des habitants de Mérignies et de la Pévèle. | Il est pris acte de cette remarque.<br>Les probables nuisances pour le voisinage et les activités alentours préoccupent la commune et l'intercommunalité. | Pris note |
| **R16** A D Mérignies | Je suis pour la modification du PLU !<br>Ce projet d'implantation de CEF n'a pas sa place dans notre ville ! Je m'oppose à ce projet car celui-ci est bien trop proche des habitations, de la gare, et de surcroit d'un collège !<br>Mérignies subit souvent des cambriolages, ce projet de CEF ne fera qu'aggraver l'insécurité de notre ville. La plupart de ces jeunes s'ils peuvent bénéficier d'une sortie à l'extérieur n'auront pas loin à aller pour passer à l'action et qu'elle image cela renverra à la maison d'enfants Albert Châtelet qui se trouve à quelques mètres de ce projet. | Il est pris acte de cette remarque.<br>Les probables nuisances pour le voisinage et les activités alentours préoccupent la commune et l'intercommunalité | « |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | La présence de ce centre dans notre ville aura certainement un impact économique local négatif.<br>Également d'un point de vue écologique, construire un bâtiment au lieu de rénover un bâtiment ancien existant est une aberration et cela serait néfaste pour l'environnement ; Destruction de l'habitat naturel et de la faune, diminution de la biodiversité, dégradation des ressources naturelles, perturbation de l'équilibre écologique locale. POLLUTION de l'AIR.<br>Il est donc essentiel de prendre tous ces aspects aussi bien insécuritaire qu'écologique qui aujourd'hui sont des sujets qui se retrouvent dans tous les discours politiques ! | | |
| **C17** G F<br>59710 Mérignies | Bonjour,<br>Je soussignée<br>Confirme être d'accord avec le modification N°3 du PLU de Mérignies.<br>Cordialement<br>Geneviève Fauqueux | Il est pris acte de cette demande | |
| | | | |
| **C18** JB S Mérignies<br><br>*En PJ se trouve le « Programme cadre immobilier « relatif aux CEF édité par le ministère de la justice, cité dans la contribution et joint par le contributeur* | Monsieur le Commissaire-enquêteur,<br>Je profite de cette enquête publique pour vous faire part de mon opposition à l'implantation d'un centre éducatif fermé.<br>En effet, nous pouvons parler de l'impact du cadre de vie eu égard aux problèmes de délinquance engendrés par ce type de centre. Cela est évidemment problématique quand cela remet en cause le travail d' amélioration de la qualité de vie des politiques menées depuis de nombreuses années par la CCPC. Nous pouvons aussi montrer le manque d'adhésion de la population qui se traduit dans la pétition en ligne qui | Il est pris acte de cette remarque.<br>En effet, la localisation des parcelles concernées par la présente procédure ne respecte pas le cahier des charges mentionné. | « |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | recueille aujourd'hui plus de 1400 signatures (à rapporter à la population de notre village) *https://www.mesopinions.com/petition/autres/implantation-cef-entre-merignies-templeuve/219045*.<br>Cela est encore plus gênant quand le site ne respecte pas les prérogatives du Ministère de la Justice. Vous trouverez ci-joint un rapport de la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse intitulé "Programme Cadre Immobilier des Centres Éducatifs Fermés. Dans ce rapport de 92 pages, une seule page est dédiée au choix du site d'implantation. Nous pouvons comprendre que l'objectif est de développer un maillage de ce type de centre et donc de limiter les contraintes au maximum. Dès lors, il s'avère indispensable d'être très intransigeant aux critères exposés en p 16 de ce document. voici 3 extraits :<br>=>"Le site doit être, si possible, accessible par les transports en commun et, à tout le moins, facile d'accès pour les personnes véhiculées. **Pour autant, la proximité immédiate d'une gare doit être évitée car cela facilite les fugues et les trafics. "**La gare de Templeuve est une route directe à de 2 kms de ce site.<br><br>Le centre aquatique est aussi facile d'accès par des transports en commun avec dans certaines périodes des navettes<br>gratuites. | | Ces remarques et réponses me paraissent importantes car fondées sur les recommandations du ministère de la justice. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | =>Par ailleurs le même document précise:<br>"Il importe de contribuer à l'intégration du centre dans son tissu urbain et social, en évitant tout ce qui pourrait aboutir à des conflits de voisinage"<br>En effet, la proximité d'infrastructures accueillant du public comme la parc aquatique, le golf ou la ZAC sont des risques aggravant en cas de fugues et de risque de violence et de dégradations.<br><br>=>autre point du rapport :<br>"C'est la raison pour laquelle au-delà de la stricte surface nécessaire aux activités propres au CEF, il convient de prévoir une surface permettant d'assurer une coupure par rapport au voisinage".<br>Comme évoqué précédemment nous sommes à proximité immédiate du centre aquatique bien loin d'une coupure avec le voisinage.<br><br>En conclusion, la modification du PLU est indispensable pour éviter la mise en œuvre de ce projet de CEF ne respectant pas les prérogatives minimum pour éviter les risques de fugues, de trafic et de conflit de voisinage comme le précise ce rapport. Pour toutes ces raisons, la forte opposition de la population est pleinement justifiée.<br><br>Restant à votre écoute | | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **C19** J et P R Merignies | Bonjour,<br><br>Nous nous opposons fermement à l'installation d'un CEF sur la commune de Merignies et donnons notre accord pour la modification du PLU.<br><br>L'accueil de délinquants, multirécidivistes ayant commis les infractions les plus sévèrement réprimées et ne respectant aucun cadre, représentait un véritable danger pour notre sécurité, notre tranquillité et nuirait à la réputation de la commune.<br>Cordialement | Il est pris acte de cette remarque | Pris note |
| **C20** JC D | Bonjour,<br><br>Pourquoi faudrait-il protéger l'extension du golf? Est-ce que Mérignies se résume au golf?<br>Pourquoi les jeunes du futur CEF sont déjà stigmatisés ? Pourquoi fait on peur aux Merignisiens?<br>Il y a d'autres priorités, le CEF ne représente aucun danger sauf pour les villas du golf. | Une des modifications de la présente procédure de modification de droit commun du PLU de Mérignies, a parmi ses objectifs, la préservation de parcelles agricoles. Cela permettra de limiter les constructions au sein de cet espace. Ainsi, seules les constructions nécessaires au maintien de l'activité agricole ne seront autorisées, à condition qu'elles ne remettent pas en cause la vocation de la zone.<br>Le changement de zonage du Ne vers le A ne permettra pas plus la construction du CEF que l'extension du golf sur ces parcelles. | Pris note<br><br>Pris note<br><br>En cohérence avec le PLU de Mérignies<br>. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **C 21**<br>Communauté de Communes Pévèle CArembault | *Extraits synthétiques de la motion du conseil* communautaire de la CCPC du 20/11/2023<br>Les centres éducatifs fermés quant à eux, s'adressent, aux mineurs multirécidivistes ou multi-réitérants, qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve. Ils constituent une alternative à l'incarcération et viennent toujours après l'échec de mesures éducatives. Le terme « fermé » renvoie à la fermeture juridique définissant le placement, c'est-à-dire que tout manquement grave au règlement du centre est susceptible d'entraîner une détention.<br>Sur la parcelle convoitée pour l'implantation du CEF, était prévue, sous la proposition du même directeur de la MECS Albert Châtelet, un « jardin de Cocagne ». Le jardin de Cocagne est une exploitation maraîchère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle, avec vente directe des légumes, fruits et fleurs par les jeunes de la MECS de MERIGNIES. Ce projet de jardin de Cocagne avait reçu, le 12 septembre 2019, l'approbation du Conseil Municipal de la commune de MERIGNIES, par la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) avec un changement de zonage.<br>Par ailleurs, par une délibération en date du 27 mars 2023, le Conseil Communautaire a autorisé son Président à engager une procédure de modification de droit commun du PLU local de MERIGNIES en vue de déclasser un STECAL au lieu-dit la Croisette, pour le classer en zone agricole afin de permettre ledit jardin | Il est pris acte de cette motion du conseil communautaire.<br><br>La cc. Pévèle Carembault réitère sa demande à l'égard de l'ALEPFA consistant en l'abandon du projet de CEF et au retour à son projet initial de « jardin de cocagne » qu'elle avait présenté à la commune et pour lequel cette dernière avait répondu favorablement en mettant en compatibilité son PLU. | Pris note. Rappelons que c'est la CCPC qui est porteuse de la demande modification du PLU |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | L'installation d'un centre éducatif fermé, au milieu d'activités tertiaires de loisirs (golf et centre aquatique, crèche, Maison d'Assistance Maternelle), n'a aucune cohésion territoriale. De plus, les proximités de la route départementale 549 et de la gare de TEMPLEUVE-EN-PEVELE favoriseront inévitablement les évasions des jeunes délinquants. En parallèle, ce projet impacterait le compte foncier, déjà dépassé à ce jour, et participerait à l'artificialisation des sols de la commune de MERIGNIES.<br>. Monsieur le Maire de MERIGNIES avait invité les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse à une réunion publique. Ces derniers ont décliné l'invitation.<br>Le Président de la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT, accompagné de Monsieur le Maire de MERIGNIES, et de Monsieur le Maire de TEMPLEUVE-EN-PEVELE, ont rencontré, en mai 2023, à la Chancellerie, Monsieur le garde des Sceaux, Monsieur Eric DUPONT-MORETTI, afin de leur exprimer leur opposition.<br>A ce jour, ils restent dans l'attente des réponses du ministre de la Justice. Monsieur le Maire de MERIGNIES assure également avoir reçu le soutien de Madame la Députée, Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ. Cette dernière a adressé un courrier à Monsieur le garde des Sceaux afin de lui témoigner sa totale opposition à ce projet non cohérent.<br>Ouï l'exposé de son Président, APRES EN AVOIR DELIBERE, le conseil communautaire : DECIDE (par 44 | | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | voix POUR, 0 voix CONTRE, 4 ABSTENTIONS SUR 48 VOTANTS) : ……..• De demander l'abandon du projet de centre éducatif fermé, par les services de l'État, sur le territoire de la commune de MERIGNIES. | | |
| **R17** K et J V Merignies | *Synthèse écrite par le commissaire enquêteur*<br><br>Monsieur le commissaire enquêteur<br>Nous vous exprimons notre accord concernant le changement de PLU sur la zone concernée par le projet de CEF.<br>Différentes raisons nous incitent à être d'accord avec ce changement de Plu et à rejeter le projet de CEF sur ce territoire<br>-Ce projet créerait un sentiment d'insécurité au sein des villages tranquilles de Mérignies, Templeuve en Pévèle et Capelle en P.<br>-mauvais exemples pour les jeunes de l'ALEFPA<br>-Forte urbanisation de Mérignies ces dernières années et nécessité de préserver las espaces agricoles<br>- Il serait plus judicieux de réhabiliter des sites inutilisés, des friches industrielles pour les transformer en CEF<br>-La commune a été dupée par l'ALEFPA qui avait annoncé un jardin de Cocagne et qui veut faire un CEF | Il est pris acte de ces remarques.<br><br>Le reclassement des parcelles en zone agricole contribuera à limiter l'artificialisation de ces espaces au sein de la commune.<br>De plus, la réhabilitation de friches s'inscrit dans les objectifs de limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles.<br>Les nuisances potentielles liées à ce projet préoccupent la commune et l'intercommunalité | Pris note |
| **R18** P D Merigny | Monsieur le CE | La cc. Pévèle Carembault et la commune de Mérignies invitent l'ALEFPA à revenir à son projet initial de | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Je suis favorable à la modification de droit commun n° 3 du PLU de Mérignies et opposé à l'implantation d'un CEF.<br>Comme la grande majorité des habitants je considère que l'implantation d'un CEF à cat endroit ne répond pas à l'accueil de délinquants multirécidivistes de 15 à 17 ans.<br>Rappelons que le projet initial de l'ALEFPA portait sur la création d'un jardin permettant de cultiver des légumes avec la dimension inclusive pour les résidents.<br>Ouvrir un CEF à la place priverait les résidents d'un projet socio- éducatif pertinent.<br>Enfin, je considère qu'il faut préserver le caractère rural et agricole de Mérignies au nlieu de construire de nouveaux bâtiments.<br>P Dourcy Ru du Gal Leclerc | « jardin de cocagne » qu'elle avait présenté à la commune et pour lequel cette dernière avait répondu favorablement en mettant en compatibilité son PLU. | Je rappelle que la dernière démarche de modification de zonage avait déjà cet objectif. |
| **C 22**<br>Heloise Hicter Avocate de l'Association ALEFPA dont le siège est rue Colbert à Lille | Mr le Pdt de la commission d'enquête<br>Je suis le conseil de l'ALEFPA dont le siège est situé 199/201 rue Colbert à Lille et vous prie de bien vouloir trouver ci-jointes, es qualité ,les observations que j'entends déposer pour ma cliente.<br>Je vous remercie de bien vouloir les annexer à votre rapport et, conformément à l'article R123-3 et suivant, y formuler une réponse.<br>En effet la modification envisagée du PLU de Mérignies prévoit le classement du lieu-dit La Croisette en zone agricole alors qu'elles étaient jusque-là classées en zone Ne.<br>Leur classement en secteur naturel permettait leur préservation tant la constructibilité y était limité et contrainte. | Le classement des parcelles en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive ne permet pas la préservation de ces espaces. En effet, le règlement de la zone ne fixe pas de règles visant à limiter l'emprise au sol des nouveaux bâtiments au sein du secteur. De plus, le règlement autorise également la remise en cause du caractère naturel de la zone au sein du secteur Ne.<br><br>Extrait du règlement de la zone naturelle :<br>Article N.9 – Emprise au sol des constructions | La motivation principale de la demande de modification du PLU est bien le refus d'implantation du CEF, pour les raisons expliquées par la CCPC. Cela n'empêche nullement de prendre en |

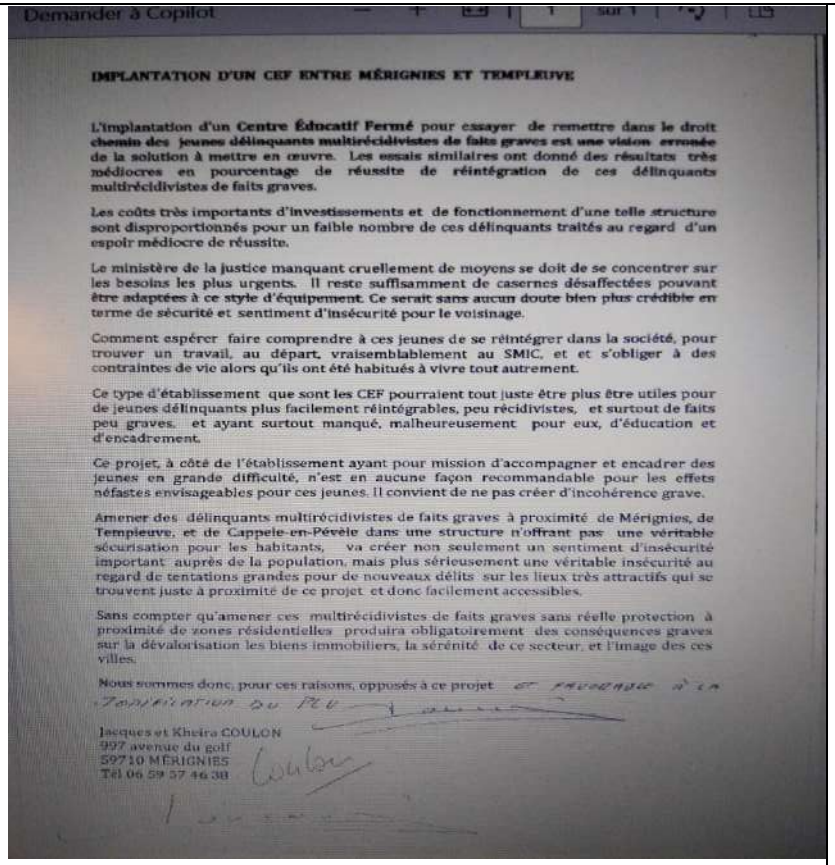
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Cependant, le classement désormais envisagé semble n'être justifié que par la volonté municipe d'empêcher la réalisation d'un projet porté par ma cliente<br><br>En effet la notice d'explication de la modification produite dans le cadre du dossier d'enquête publique prévoit expressément que ;<br>**Se sentant trompés et fermement opposés à un projet de CEF, les élus de la commune de Mérignies ont ainsi sollicité la Communauté de Communes Pévèle Carembault, détentrice de la compétence PLU depuis le 01/07/2021, afin que soit engagée une procédure de modification de droit commun du PLU communal dans le but de refaire passer ces parcelles, qui avaient été classées en Ne lors de la mise en compatibilité du PLU de 2019, en agricole, afin de barrer le projet de CEF ;**<br>**Il résulte de l'ensemble de ces éléments qu'un classement de ces parcelles en zone agricole ne semble être motivé, non par des considérations d'urbanisme, mais uniquement par des motifs d'opposition au projet, ce qui est illégal.**<br>Pour toutes ces raisons, je vous remercie de bien vouloir émettre un avis défavorable au projet de modification du PLU de Mérignies sur ce point.<br>Vous souhaitant bonne réception des présentes, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la Commission d'enquête , en l'expression de mes salutations distinguées. | « […] *Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les bâtiments publics, scolaires, sanitaires, hospitaliers, équipements d'infrastructures, ni aux équipements d'intérêt général. Ils ne doivent pas remettre en cause le caractère naturel de la zone (sauf dans le secteur Ne qui leur est dédié).* »<br><br>Le reclassement en zone agricole de ces parcelles est plus contraignant et permet ainsi la préservation du caractère actuel de la zone. | considération les effets environnementaux de cette demande par rapport à la préservation des terres agricoles et la non-artificialisation des sols. Rappelons que les bâtiments prévus pour le CRF représentent une surface au sol de plus de 5000m2 à laquelle il convient de rajouter routes, parkings, etc |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **R19**<br>M G | Fait une demande de déclassement d'une parcelle attenante à sa maison actuellement en A pour qu'elle devienne constructible<br>Cette demande ne pouvant être traitée dans cette enquête elle sera présentée lors du prochain PLU | La présente procédure n'a pas pour objet de reclasser des parcelles en zone constructible. Cette demande pourra être étudiée dans le cadre de l'élaboration du PLUi. | Pris note |
| **R20**<br>Mr et Mme C Merignies | | Il est pris acte de cette remarque. | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| |  | | |
| R21 A. A Mérignies | La suppression de la servitude de l'emplacement réservé n°12 ne doit pas entrainer le fait que cela devienne soit un passage ouvert au public entre la rue Guy Barbe et la rue de la Mousserie, soit un lieu de promenade, ni ne modifie la loi trentenaire concernant | La suppression de l'emplacement réservé n°12 est envisagée uniquement car il s'agissait d'un accès prévu vers la zone à urbaniser. Depuis l'inscription de cet emplacement réservé au sein du plan de zonage du PLU, cet accès à été réalisé, il n'a donc | Pris note |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | les servitudes. Dans le cas d'incidences énumérées ci-dessus je m'y opposerai formellement.<br>Fait à Mérignies le 13 décembre 2013<br>Pour les deux autres points traités par votre enquête je m'abstiens | plus lieu d'être inscrit sur le plan de zonage. | |
| R 22 et R14 SUITE<br>Société MAGEHA<br><br>Philippe et Hugues Vandremeersh<br>Gérants | MAIRIE de MERIGNIES<br>Projet de modification n°3 du PLU de la commune de Mérignies<br>À l'attention du commissaire enquêteur<br>Mérignies le mercredi 13 décembre 2023<br>Monsieur,<br>C'est avec une grande attention que nous avons analysé les pièces du dossier de modification de droit commun n°3 porté par la Communauté de Communes Pévèle Carembault.<br>À titre liminaire, il est rappelé que la société MAGEHA, créée en 2002, s'est vu confier la mission d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée « le Domaine du Golf de la Pévèle » (sise sur la commune de Mérignies) dans le cadre d'une convention d'aménagement signée le 15 janvier 2004.<br><br>A la lecture du dossier, il ressort que l'emprise des parcelles initialement classées en zone Ne, objets du reclassement en zone A, font partie intégrante du périmètre opérationnel de la ZAC. Or, selon les dispositions de l'article L.153-39 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification porté par la Communauté de Commune (et ayant pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC créée à l'initiative de la commune), doit obligatoirement comporter l'avis de la commune préalablement à l'approbation de la modification. Or en l'état cet avis est absent du dossier. | L'article L.153-39 du Code de l'Urbanisme dit ceci : « *Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de ZAC créée à l'initiative d'une personne publique* ***autre que*** *[…]* ***la commune****, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.* »<br><br>En l'espèce, la ZAC du Golf de Mérignies a été créée par la commune de Mérignies. Dès lors elle n'a pas à donner son avis puisqu'on ne rentre pas dans le champ d'application de cet article.<br><br>Nous ajoutons tout de même que la cc. Pévèle Carembault est compétente en matière de PLU depuis le 1er juillet 2021. Néanmoins, les procédures d'évolution des PLU communaux sont engagées à la demande des communes-membres. Dans le cas | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | présent, la commune de Mérignies, par la voie de son maire, a expressément sollicité cette modification du PLU communal. Cette sollicitation vaut ainsi avis de la commune. | Pris note |
| | En outre, les éléments mis en avant dans la notice de présentation appellent les remarques suivantes. Dans un premier temps, le passage en zone A n'est pas expressément justifié, ni n'est justifié que la modification de zonage de 2019, de A en N, doive être rapportée. Le seul argument avancé est celui de la nécessaire protection des terres agricoles, argument basé sur le fait qu'il s'agit de terres encore exploitées. Cet argumentaire nécessite à lui seul de questionner l'ensemble des terres encore exploitées qui sont classées autrement qu'en zone A, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Nous sommes donc fondés à nous questionner sur les motivations retenues au titre de la modification. | Dans le cadre de cette procédure, seules les parcelles citées font l'objet d'un changement de zonage. Le questionnement de l'ensemble des parcelles agricoles exploitées sera étudié lors de la réalisation du plan de zonage prévu dans le cadre de l'élaboration du PLUi. De plus, le requestionnement de l'ensemble des terres encore exploitées qui sont classées autrement qu'en zone A viendrait remettre en cause le PADD et nécessiterait donc plus qu'une simple modification de droit commun.<br>Il est nécessaire d'ajouter que ces parcelles sont les seules à avoir fait l'objet d'une procédure de mise en compatibilité afin de permettre leur reclassement, initialement agricole, en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive. | Pris note |
| | De plus, alors que l'aménageur de la ZAC a traité à l'amiable les acquisitions foncières et également les indemnisations et échanges destinées à compenser les emprises sur les surfaces | Il est pris acte de cette remarque. | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | agricoles, il n'apparaît pas que des agriculteurs aient manifesté un intérêt à la modification de zonage proposée, de N en A. | La Chambre d'Agriculture a pour sa part émis un avis favorable à ce reclassement. | Pris note |
| | Un second argument est développé en s'appuyant sur les incidences de la consommation, puisque la commune aurait consommé plus de 33 hectares entre 2009 et 2020, et sur la nécessité (sur laquelle la justification détaillée dans la notice) de réduire l'emprise des terres agricoles potentiellement consommables. Toutefois la modification ne justifie d'aucune logique entre l'argumentaire mis en avant et les moyens soulevés.<br>En effet, force est de constater qu'aucun argument n'est avancé pour justifier de la consommation sur la période 2011-2020 (les seules données de l'observatoire utilisées comme source n'étant pas suffisantes car basées sur l'extrapolation des fichiers fonciers). Ainsi, au titre de cette première approche les incidences en termes de consommation peuvent être faussées par le fait que certaines autorisations auraient été déposées sur des parcelles déjà consommées, ce qui augmenterait artificiellement les incidences en matière de consommation. | L'observatoire de l'artificialisation des sols constitue la base de données de référence dans l'étude de la consommation d'espace.<br>De plus, la commune de Mérignies a en effet beaucoup artificialisé de terres à vocation agricole et/ou naturelle ces dernières années et souhaite désormais freiner l'urbanisation afin de s'inscrire dans le contexte de la loi Climat et Résilience mais également de limiter les risques liés à une forte imperméabilisation des sols. | Pris note |
| | En outre, aucun argumentaire ne vient traduire les objectifs de modération de la consommation de l'espace sur laquelle se fonde la modification, tels qu'ils peuvent être justifiés au titre de la Loi Climat et Résilience (laquelle permet de tendre vers une réduction progressive de la consommation de 50% tous les 10 ans). Cela ne permet donc pas de justifier pourquoi il est nécessaire de réduire seulement de 1.95 hectares l'emprise potentiellement consommable, alors que le PLU prévoit encore des zones potentiellement consommables sur le reste du territoire. Ainsi, en se fondant à ne mettre en avant que ce qui a été consommé sur la période passée (dans une | Ce travail n'a pas à être mené dans le cadre d'une modification de droit commun. Il sera mené dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi de Pévèle Carembault.<br>Le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | approche somme toute assez sommaire), et sans faire le parallèle avec ce qui a été consommé sur la période en court (2021-2030), le dossier n'apporte aucun argument valable et ne justifie donc pas de la nécessité de devoir réduire l'emprise de la zone.<br><br>À noter que la loi de juillet 2023, portant mise en application de la loi climat et résilience, a fait l'objet de débat au sein de l'Assemblée et du Sénat qui visent à mettre en évidence que les ZAC créées avant juillet 2021 pouvaient être considérées comme non source de consommation. En effet, rappelons que la loi précise que le fait générateur de la consommation est la réalisation des premiers travaux de viabilisation, en l'état, la ZAC est donc consommée puisque les travaux ont été commencés, mais phasés. Peut-on donc se questionner sur les incidences réelles du secteur concerné ?<br><br>De plus, il n'est pas logique de prétendre vouloir préserver l'activité agricole de toute consommation (notamment sur ce secteur), sans justifier du déclassement d'autres espaces agricoles~~,~~<br><br>En limitant la modification du PLU au simple basculement du secteur Ne en zone A, et en omettant de questionner le maintien de multiples autres surfaces, l'argumentaire mis en avant n'est plus valable.<br><br>Enfin, force est de constater que ce ne sont pas nécessairement les 1.95 hectares identifiés en secteur Ne qui vont accroître le potentiel de consommation puisque l'incidence du secteur Ne sur le potentiel agricole du territoire reste somme toute assez modérée avec, pour l'ilot agricole mis en avant, une incidence évaluée à moins de 16% (ce dernier portant sur une surface de 12.1 hectares). En outre la surface | au suivi de l'artificialisation met en évidence que les parcelles concernées par la présente procédure sont considérées comme « surfaces non artificialisées ».<br><br>La présente modification ne vise pas à déclasser d'autres espaces agricoles sans remettre en cause le PADD. L'ensemble des espaces agricoles seront requestionnés dans le cadre de l'élaboration du PLUi.<br><br>Rappelons que la commune de Mérignies a été forte consommatrice de terres agricoles et naturelles. L'objectif serait de limiter l'artificialisation à venir au sein de la commune.<br>Si ces presque 2 hectares venaient à être artificialisées, ce serait encore 2 hectares à soustraire de l'enveloppe de 100 hectares allouée par l'Etat pour l'ensemble de l'intercommunalité en extension urbaine pour la période 2021-2035.<br><br>La présente modification ne porte pas atteinte aux objectifs du PADD. Au contraire, elle répond à certains de ses | Pris note |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | restituée en A se présente en 2 parties séparées par l'emplacement réservé n°24.<br><br>Conformément au code de l'urbanisme, la modification de droit commun ne doit pas porter atteinte aux orientations du PADD. Un argumentaire fondé sur la base d'un tableau très sommaire est proposé dans la notice de présentation, mais cet argumentaire ne permet pas de justifier du respect du cadre normatif.<br>À titre liminaire, si les élus sont passés par une procédure de mise en compatibilité en 2019 c'est bien parce que les modifications engagées (passage en Ne) portaient vraisemblablement atteintes au PADD (sinon il y aurait eu une autre procédure engagée). Dans ce cas comment justifier qu'une modification soit compatible avec le PADD en 2019 et qu'elle ne le soit plus en 2023 ?<br>En outre, le détail des axes du PADD au sein du tableau pose question et il semble que l'argumentaire manque d'objectivité. En effet, l'axe 4 prône le développement des équipements publics de qualité (équipements sportifs) ce qui peut être rattaché à la ZAC et donc à la nécessité de ne pas y porter atteinte. De même, le PADD indique qu'il convient d'accompagner les entreprises existantes en conservant le foncier nécessaire à leur développement, le projet en lui-même semble directement incompatible avec ce point ou tout du moins n'est pas justifié. Enfin, le tableau présenté à l'appui de la notice de présentation met en avant que le PADD prévoit l'accompagnement du développement du golf et des activités connexes de restauration et de centre de conférence conformément aux dossiers de création et de réalisation de la ZAC. Dans le même sens le PADD prône la promotion de l'hébergement touristique, là où la modification porte sur la réduction du secteur Ne voué justement à permettre en partie la création d'habitat lié au tourisme sportif. | objectifs, liés notamment à l'activité agricole présente au sein de cet espace. Ajoutons que le PADD cite à plusieurs reprises la préservation des terres agricoles comme un des objectifs à atteindre. Le PADD ne comporte pas de schéma de synthèse qui identifie formellement ces parcelles comme ayant vocation à accueillir une future tranche du golf ou un centre éducatif fermé.<br><br>De plus, le golf de Mérignies n'est pas un équipement public.<br><br>Le reclassement de ces parcelles de zone agricole à zone Ne en 2019 a été réalisé grâce à une procédure de déclaration de projet. Cette procédure s'applique dans le cadre d'un projet d'intérêt général (ici la réalisation d'un « jardin de cocagne »), qui remet en cause les orientations du projet d'aménagement et de développement durable.<br><br>Le PADD de Mérignies a été débattu en du 28 mars 2013. Au moment de son approbation en 2017, l'ensemble de ces parcelles étaient classées comme | Pris note<br><br>La présente demande est en accord avec le PADD comme indiqué dans le rapport. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Le dossier comporte ainsi une erreur en omettant d'analyser l'impact de la réduction du secteur Ne au regard de ses incidences sur la mise en application de la ZAC (puisque le secteur Ne est situé au sein du périmètre opérationnel de la ZAC). En ce sens, la réduction de la zone Ne serait susceptible de porter atteinte aux orientations du PADD et justifierait d'une procédure de révision générale. | agricole. Dès lors le reclassement de ces parcelles dans le zonage d'origine ne peut être contraire au PADD puisque le PADD n'a pas changé depuis 2017. | |
| | S'agissant des dispositions réglementaires à proprement parler, le règlement précise très explicitement qu'une grande partie de la zone N sise à l'Est du territoire est destinée à la pratique du golf, et que cette zone admet un secteur Ne à la constructibilité variée (puisqu'elle admet, entre-autres, les constructions liées aux sports et les habitations associées). On est donc en pleine justification de la ZAC. Le dossier de modification occulte complètement cette justification et est donc en ce sens injustifié. Pour résumer, la justification de la réduction du secteur Ne en zone A ne doit pas s'analyser simplement au regard des enjeux agricoles, il convient également de prendre en compte et justifier les modifications au regard des incidences sur les prescriptions actuelles. C'est comme si on justifiait d'une réduction de zone U en zone A pour protéger l'activité agricole. | Le plan de zonage ne présente qu'une zone Ne faisant ici l'objet d'une modification. Cette dernière a été créée en 2019 à la suite d'une procédure de déclaration de projet pour la réalisation d'un jardin de cocagne. Or, aucun projet d'accueil d'hébergement touristique n'a été mis en évidence dans ce cadre mais un espace dédié à l'activité horticole. | |
| | La Communauté de Communes porte actuellement le projet de révision du PLUi. Il serait intéressant de savoir ce que mettent en avant les premiers éléments du dossier sur ce secteur, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la ZAC. Dans ce cas pourquoi ne pas étayer l'argumentaire mis en place au titre de la modification de droit commun pour appuyer la justification du déclassement ? Pourquoi justifier d'un déclassement aussi rapide s'il devait être acté dans le PLUi ? | Le PLU communal reste en vigueur durant l'élaboration du PLUi et ce, jusqu'à l'approbation de ce dernier.<br><br>Toutes ces observations visent à un échange certain de parcelles au profit de MAGEHA. | Pris note |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | En dernier lieu, le classement en A des parcelles concernées par la modification de PLU devrait entraver la finalisation des démarches de maîtrise foncière de l'aménageur de la ZAC. En son article 5, la convention de ZAC mentionne en effet qu'*« environ 30 hectares feront l'objet de convention d'échanges en vue d'optimiser la surface à aménager »*. Plusieurs compromis ont, de fait, été signés par MAGEHA, avec les propriétaires riverains, dont l'Alefpa. Celui-ci est le dernier qui demeure à régulariser pour que soit achevée la maîtrise foncière dans la ZAC.<br><br>Ce compromis vise la restitution à MAGEHA de terrains indispensables, car situés an centre de la ZAC *(en Tranche 3)*, et la restitution à l'Alefpa de terrains classés *« en zone constructible » (compromis du 24 février 2004)*. La Déclaration de projet de 2019 visait précisément à permettre de respecter cette obligation. Un éventuel reclassement des surfaces concernées en A remettrait donc en cause la possibilité de finaliser cet échange et ferait, en même temps, obstacle à ce que MAGEHA puisse disposer de l'assiette des terrains de la Tranche 3.<br><br>Nous vous remercions de l'attention portée à nos remarques.<br><br>Dans l'attente d'une suite à donner, nous restons à votre disposition en cas de besoin pour répondre à vos questions éventuelles. | Un tel projet de création de CEF contraire au PPAD aurait dû être amendé par un avenant à la convention de la ZAC et cosigné comme il se doit par les deux parties (commune et aménageurs).<br><br>Ce changement de zone Ne reclassera le secteur en zone A comme à l'origine, d'ailleurs le reste de cette zone de ce secteur est classé en A.<br><br>Il faut savoir, lors de la mise en compatibilité du PLU en 2019, que la CDEPENAF et la chambre d'agriculture avaient donné un avis défavorable au classement de zone A en Ne, arguments rejetés par l'ancien maire.<br>Pour cette nouvelle modification toutes les deux institutions ont donné un avis favorable pour un reclassement en zone A sur ce secteur.<br><br>En 2015, le SCoT de Lille Métropole avait alloué à la commune de Mérignies un compte foncier de 17ha pouvant être urbanisés avant 2035 avec une surface de 11.33 ha à ne pas dépasser pour 2025. Or cette surface | Comme l'indiquent plusieurs documents, fournis en PJ au mémoire en réponse, le compte foncier de la commune de Mérignies ne permet plus de projeter des constructions sur les années à venir, en l'état des choses.<br>Il conviendra de se saisir de ce problème lors l'élaboration du prochain PLUI |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | limite de 11.33ha a été largement dépassée par la commune (Selon Pévèle Carembault, en 2023, 15.64ha ont déjà été urbanisés à Mérignies) (annexe 4).<br><br>Ce qui ne laisserait plus qu'1.09ha pouvant être urbanisés jusque 2035. Et si on prend les données du CEREMA, la consommation foncière de Mérignies est encore plus alarmiste (annexe 5).<br><br>La limitation de l'urbanisation est donc un enjeu prioritaire et de tout façon imposée par la loi. | |
| PETITION CONTRE L'IMPLANTATION D'UN CEF ENTRE MERIGNIES et TEMPLEUVE<br>Signée par 1690 personnes (1440 sur le support numérique et 257 ont déposée en mairie la pétition signée)<br>250 commentaires accompagnaient la pétition. | **Texte de la pétition**<br>« Comme vous le savez sans doute, un projet de Centre Educatif Fermé (CEF) nous a été présenté par l'ALEFPA au second trimestre 2022 en proximité de l'établissement du même organisme.<br>Il s'agit d'une structure dite alternative à l'incarcération des mineurs multirécidivistes à la suite d'actes délictueux ou criminels (le mot « prison pour jeunes » étant moins adapté !).<br>L'ALEFPA souhaite construire ce CEF en lieu et place du projet de jardin de cocagne validé en 2019.<br>La majorité du conseil municipal de Mérignies se positionne contre l'implantation d'un tel établissement à cet endroit. En effet, la localisation du CEF en proximité de la Maison d'Enfance à Caractère Social (MECS), n'est ni appropriée ni compatible socialement ; elle ne | Voir annexe 8 Motion de la commune de Mérignies | Pris note |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | donne pas un bon exemple aux 75 jeunes en grande difficulté.<br>Nous avons aussi entendu vos peurs et la crainte d'un sentiment d'insécurité sur la Pévèle.<br>Ainsi, fort de cette majorité remontée contre ce projet, la mairie de Mérignies a entrepris plusieurs actions importantes. L'une d'entre elles, portée par la majorité des élus de la Pévèle, consiste à recueillir votre soutien à l'encontre du CEF via une pétition que nous vous proposons de signer (pour les personnes majeures) «<br>. | | |

J'attire particulièrement sur les contributions suivantes :

- La pétition
- La motion de la CCPC
- Le courriel multiple (C2 et suivantes)
- Contribution Mageha (R 22 et R14 et suite )
- Le courriel de maitre Hicter, conseil de l'ALEFPA (C22)
- La demande de la chambre d'agriculture de garantir dans le temps la destination agricole de la parcelle du lieudit La croisette objet de la demande de modification de zonage

Je vous saurai gré de bien vouloir me faire parvenir un mémoire en réponse au plus tard le 30 décembre 2023.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations

Marcq en Baroeul le 15/12/2023 Mémoire en réponse du 30/12/2024 (original en annexes au rapport )

Le commissaire enquêteur  Michel Suarez

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Département du Nord

Arrondissement de Lille

# COMMUNE de MERIGNIES

## Plan Local d'Urbanisme

Modification de droit commun approuvée le 05 février 2024

## Plan de Zonage

| Procédure | Arrêt de projet | Enquête publique | Approbation |
|---|---|---|---|
| *Révision du PLU* | *Le 02 Juillet 2015* | *Du 01 Février au 01 Mars 2016* | *Le 09 Février 2017* |
| *Modification simplifiée n°1 du PLU* | / | / | *Le 28 Février 2019* |
| *Mise en compatibilité n°1 du PLU* | / | *Du 13 juin au 13 juillet 2019* | *Le 12 Septembre 2019* |
| *Modification de droit commun du PLU* | | *Du 13 novembre au 13 décembre 2023* | *Le 05 février 2024* |

| Date : | Indice : | Modifications : |
|---|---|---|
| 24-10-2019 | E | MAJ CADASTRE 2019 |
| 08-04-2020 | F | MAJ CADASTRE 2020 |
| 12-02-2021 | G | MAJ CADASTRE 2021 |

Commune de MERIGNIES
Mairie
45, Rue de la Mairie
59710 MERIGNIES
Tel : 03 20 41 53 00
Fax : 03 20 41 53 04

Echelle :
1/5000

ENNEVELIN

PONT-A-MARCQ

TEMPLEUVE

TOURMIGNIES

CAPPELLE-EN-PEVELE

BERSEE

MONS-EN-PEVELE

- Zone UA : Zone urbaine mixte à caratère central et à dominante d'habitat
- Zone UB : Zone urbaine de densité moyenne à dominante d'habitat, de commerces et services assurant la transition avec les quartiers
- Zone UCa : Zone urbaine de faible densité et d'urbanisation modérée à dominante d'habitat
- Zone UCb : Zone urbaine de faible densité et d'urbanisation modérée à dominante d'habitat
- Zone UCc : Zone urbaine de faible densité et d'urbanisation modérée à dominante d'habitat
- Zone UG : Zone d'activité industrielle, artisanale et commerciale
- Zone AU : Zone ouverte à l'urbanisation
- Zone AUm : Zone ouverte à l'urbanisation (mixte)
- Zone A : Zone agricole à protéger
- Zone N : Zone naturelle et forestière à protéger en raison de la qualité du site
- Zone N : Zone naturelle et forestière à protéger en raison de la qualité du site (espace dédié à la pratique du golf)
- Zone Ne : Zone naturelle et forestière à protéger en raison de la qualité du site (vocation socio-éducative, culturelle et sportive)

Indice (i) : Secteur soumis à un risque d'inondation
Indice (r) : Secteur soumis à un risque de ruissellement
Indice (zh) : Secteur repéré comme zone à dominante humide du SDAGE Artois-Picardie

- Emplacements réservés
- Espaces boisés classés
- Chemins pédestres
- Alignements d'arbres à préserver
- Bâti
- Périmètre de la ZAC du Golf de la Pévèle
- Zone AUm mixte, activité économique et habitat
- Bâtiment remarquable
- Corridor écologique

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Département du Nord**

**Communauté de Communes Pévèle Carembault**

**Commune de Mérignies**

**Enquête publique N° 23000132/59**

# Modification de droit commun n° 3 du PLU de la commune de Mérignies du 13/11/2023 au 13/12/2023

**Prescrite par arrêté ADMG 2023 035 du 26/10/23 de Mr le Président de la CCPC**

# Annexes au rapport du commissaire enquêteur

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Annexes au rapport d'enquête « modification de droit commun numéro 3 du PLU de Mérignies »**

A  Notification nomination TA

B Arrêté prescrivant l'enquête CCPC

C Avis d'enquête

D Réunion de préparation de l'enquête C.R.

E Notice explicative  justification de la demande

G1,2,3,4 publications avis dans la presse

H délib Conseil municipal  Oppositionau CEF

I CCPC motion contre l'implantation du CEF

J Petition

K programme cadre immobilier des Centre Educatifs Fermés

L Mise en compatibilité CCPC

M courrier Alefpa

N Courrier Mageha

O 1,2 3,4,5, Compte foncier

P Motion Mairie Mérignies contre le CEF

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

_____

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF**
**DE LILLE**
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 LILLE CEDEX
Téléphone : 03 59 54 23 42
Télécopie : 03 59 54 24 45

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h30

Lille, le 16/10/2023

*E23000132 / 59*

Monsieur Michel SUAREZ
13 rue Magellan
59700 MARCQ-EN-BAROEUL

Dossier n° : E23000132 / 59
(à rappeler dans toutes correspondances)

**COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE OU COMMISSION**

Objet(s) : Modification de droit commun n°3 du plan local d'urbanisme (PLU).
Maître d'ouvrage : Communauté de communes Pévèle Carembault.
Territoire(s) concerné(s) : Commune de Mérignies.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal vous a désigné en qualité de commissaire enquêteur.

En application de l'article L. 123-5 du code de l'environnement, je vous remercie de me faire parvenir, par retour de courriel, **la déclaration sur l'honneur** ci-jointe dûment complétée et signée, dans l'hypothèse où l'original n'a pas encore été transmis au président du tribunal administratif.

Je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à l'autorité organisatrice l'exemplaire du dossier de l'enquête accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Afin de permettre le règlement futur de vos indemnités et le versement des cotisations et contributions sociales, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP et votre numéro de sécurité sociale.

Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi de dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président du tribunal administratif.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation,



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

DECISION DU

13/10/2023

N° E23000132 /59

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE**

**le président du tribunal administratif**

**Décision désignation commissaire du 13/10/2023**

**CODE : 1**

Vu, enregistrée le 04/10/2023, la lettre par laquelle le Président de la communauté de communes Pévèle Carembault demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Objet(s) : Modification de droit commun n°3 du plan local d'urbanisme (PLU).
Maître d'ouvrage : Communauté de communes Pévèle Carembault.
Territoire(s) concerné(s) : Commune de Mérignies.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Michel SUAREZ, directeur général d'établissements spécialisés, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-Daniel VAZELLE, directeur du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement (CETE), retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée au Président de la communauté de communes Pévèle Carembault, à Monsieur Michel SUAREZ et à Monsieur Jean-Daniel VAZELLE.

Fait à Lille, le 13/10/2023

Le Président,

Christophe HERVOUET

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
L'adjoint administratif délégué,

TRIBUNAL ADMINISTRATIF LILLE

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Arrêté ADGM_2023_035 relatif aux modalités de l'enquête publique organisée dans le cadre de la Modification n°3 du PLU de Mérignies

Le Vice-Président de la communauté de communes PEVELE CAREMBAULT,

**VU** l'Arrêté du 25 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Benjamin DUMORTIER pour la fixation des dates et des modalités d'organisation des enquêtes publiques,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-31 et suivants,

**VU** l'Arrêté Préfectoral du 3 août 2021 portant transfert de la compétence Plan local d'urbanisme (Intercommunal) à la Communauté de communes Pévèle Carembault au 1er juillet 2021,

**VU** la Délibération prise par le conseil communautaire le 27 mars 2023 prescrivant la modification n°3 du PLU de Mérignies et définissant ses objectifs,

**VU** la Décision n° E23000132 / 59 du 16 octobre 2023, du Président du Tribunal administratif de Lille portant nomination d'un commissaire enquêteur et d'un commissaire enquêteur suppléant,

**VU** les Avis des Personnes Publiques Associées (PPA), de la Mission Régionale d'Autorité environnementale des Hauts-de-France (MRAe) et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestier (CDPENAF) recueillis suite à leur saisine ou à la notification du projet, telles que prévues par le code de l'urbanisme,

**VU** les Pièces du dossier,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1er : Rappel des objectifs de la modification de droit commun n°3 du PLU de Mérignies et durée de l'enquête publique**

Il sera procédé à une enquête publique relative à la modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mérignies pour une durée de 30 jours consécutifs, du **lundi 13 novembre 2023 à 9h00 au mercredi 13 décembre 2023 à 17h00.**

Pour rappel, la modification a 3 objectifs :

- La rectification d'une erreur de zonage.
- La suppression d'un emplacement réservé n'ayant plus d'utilité.
- Un changement de zonage au lieu-dit « La Croisette » afin de refaire passer des parcelles actuellement cultivées et classées en secteur Ne en zonage agricole.

L'enquête publique portera sur l'intérêt général du projet de modification du PLU.

**ARTICLE 2 : Identité du commissaire enquêteur**

Monsieur Michel SUAREZ a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Lille.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

**ARTICLE 3 : Dates de l'enquête publique et modalités de mise à disposition du dossier au public**

Pendant toute la durée de l'enquête, l'ensemble des pièces du dossier accompagné d'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé à la mairie de Mérignies et consultable par le public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 17h et le samedi de 9h à 12h

Ainsi que dans les bureaux de Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle (85 rue de Roubaix) aux horaires suivants : du lundi au vendredi, le matin de 9h00 à 12h00 et l'après-midi, de 13h30 à 17h30.

Les personnes qui acceptent que soient diffusées leurs identités et/ou leurs adresses personnelles devront le spécifier en remplissant un formulaire de consentement mis à disposition.

Du début à la fin de l'enquête, le dossier sera également disponible en version numérique sur les sites internet de la commune : www.merignies.fr et de la communauté de communes Pévèle Carembault : www.pevelecarembault.fr

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses éventuelles observations, propositions et contrepropositions sur les registres d'enquête, ouverts à cet effet. Il pourra aussi les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Mérignies (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) ou par courrier électronique à l'adresse : enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr

Sauf contre-indication par l'auteur, les données personnelles (adresse postale, identité, adresse mail et numéro de téléphone) renseignées dans le courrier/courriel seront publiées sur les sites internet de la commune et de l'intercommunalité.

**ARTICLE 4 : Permanences du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Mérignies (salle du conseil municipal) pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales les :

- Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 à 12h00.
- Samedi 25 novembre 2023 de 9h00 à 12h00.
- Mercredi 6 décembre 2023 de 14h00 à 17h00.
- Mercredi 13 décembre 2023 de 14h00 à 17h00.

**ARTICLE 5 : Prolongation de l'enquête publique sur demande du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur peut prolonger l'enquête par décision motivée pour une durée maximale de 30 jours notamment lorsqu'il décide de tenir une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation d'enquête.

**ARTICLE 6 : Clôture de l'enquête publique**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Le commissaire enquêteur dressera, dans les huit jours après la clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations qu'il remet au Président de Pévèle Carembault. Ce dernier disposera ensuite d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur dispose d'un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, pour transmettre son rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Président de Pévèle Carembault et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille. Le Président de Pévèle Carembault en transmettra copie à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Maire de Mérignies.

**ARTICLE 7 : Diffusion du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur**

Dès réception, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront sur demande et à leurs frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de l'autorité compétente.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront publiés et téléchargeables sur le site internet de Pévèle Carembault pendant une durée d'un an, conformément à l'article L.123-45 du code de l'environnement.

**ARTICLE 8 : Personne référente**

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est Monsieur Horace ROSSI, chargé de mission au service PLUi de la communauté de communes Pévèle Carembault. Il est joignable à l'adresse mail suivante : plui@pevelecarembault.fr

**ARTICLE 9 : Mesures de publicité**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins de la communauté de communes Pévèle Carembault, quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans les deux journaux quotidiens à diffusion régionale suivants :

- La Voix du Nord
- Nord Éclair

Cet avis sera affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, à la mairie de Mérignies et dans les autres lieux fréquentés par le public.

**ARTICLE 10 : Notification**

Copie du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur le Préfet
- Monsieur le maire de Mérignies
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille
- Monsieur Michel Suarez, le commissaire enquêteur

Signé électroniquement par : Benjamin DUMORTIER
Date de signature : 28/01/2024
Qualité : VP PLUi DIA

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PÉVÈLE CAREMBAULT

**Monsieur Benjamin DUMORTIER**
Vice-Président de la communauté de communes
Pévèle Carembault en charge de l'aménagement
Du territoire, du SCOT et du PLUI

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

## SUR LE PROJET DE MODIFICATION n°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MERIGNIES

Par arrêté du 26 octobre 2023, affiché en Mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault (85 rue de Roubaix, 59242 à Templeuve-en-Pévèle), M. le Vice-Président à l'aménagement de la Pévèle Carembault a prescrit une enquête publique portant sur le projet de Modification de droit commun n°3 du PLU de la commune de Mérignies.

L'enquête publique se déroulera en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault pour une durée de 30 jours consécutifs du

**Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 au mercredi 13 décembre 2023 à 17h00**

Monsieur Michel SUAREZ a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Lille.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique tenu à sa disposition en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 17h et le samedi de 9h à 12h ainsi que dans les locaux de la Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur les sites internet : www.merignies.fr et www.pevelecarembault.fr.

Pendant toute la durée de l'enquête, deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public à la mairie de Mérignies (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) et dans les bureaux de Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle.

Le public pourra consigner ses éventuelles observations, propositions et contre-propositions :
- sur les registres d'enquête ouverts aux jours et heures d'ouvertures de la Mairie de Mérignies et des bureaux de Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle.
- en les adressant par courrier au commissaire enquêteur à la mairie de Mérignies ou par courrier électronique à l'adresse suivante : enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr. Le public devra préciser s'il souhaite que ses coordonnées personnelles (identité, adresses etc.) soient rendues publiques.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Mérignies ou de la Pévèle Carembault dès publication du présent arrêté.

Le commissaire enquêteur tiendra ses permanences en mairie de Mérignies (salle du conseil) les jours suivants :

- Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 à 12h00.
- Samedi 25 novembre 2023 de 9h00 à 12h00.
- Mercredi 6 décembre 2023 de 14h00 à 17h00.
- Mercredi 13 décembre 2023 de 14h00 à 17h00.

Lors de la clôture de l'enquête (le mercredi 16 décembre 2023 à 17h00), les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur, lequel rencontrera dans la huitaine, les représentants de la commune et de la Pévèle Carembault et leur communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de la Pévèle Carembault, le dossier d'enquête accompagné des registres et des pièces annexées avec son rapport et ses conclusions motivées. Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Mérignies et mise sur les sites internet de la commune et de la Pévèle Carembault pour y être tenu à la disposition du public pendant un an. L'ensemble des observations sera également consultable sur le site internet de l'intercommunalité.
À l'issue de l'instruction, le conseil communautaire se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU, il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications ou ajustements au projet de PLU. Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées à Monsieur ROSSI, chargé de mission au service PLUi de la Pévèle Carembault (plui@pevelecarembault.fr)

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Communauté de Communes Pévèle Carembault
# Modification de Droit Commun n°3 de la commune de Mérignies

## Compte rendu de la réunion avec le commissaire enquêteur
## 24 octobre 2023

*Etaient présents :*

- *Monsieur Paul DHALLEWYN, Maire de la commune de Mérignies*
- *Monsieur Michel SUAREZ, Commissaire enquêteur*
- *Monsieur Horace ROSSI, Chargé de mission planification, CC Pévèle Carembault*
- *Madame DELAINE Margaux, Chargée d'étude en urbanisme et mobilité, Urbycom*

*Le présent compte-rendu ne fait état que des remarques apportées.*

**Objet de la réunion :**

L'objet de la réunion était de rencontrer le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif afin de fixer les dates de l'enquête publique et des permanences du commissaire enquêteur.

**Remarques apportées lors de la réunion :**

- La mairie va envoyer les documents relatifs à la précédente modification du PLU de la commune de Mérignies (reclassement des parcelles en zone Ne) au commissaire enquêteur.

- Monsieur le commissaire enquêteur souhaite que soit ajouté au dossier une petite note rappelant l'historique des procédures antérieures avec notamment la demande faite par l'Alefpa lors de l'enquête publique de la précédente modification du PLU.

- Aucune concertation préalable avec le public n'a été réalisée.

- L'arrêté sera rédigé, signé et télétransmis à la Préfecture par la Communauté de Communes.

- L'enquête publique se déroulera du lundi 13 novembre à 9h00 au mercredi 13 décembre 2023 à 17h00, soit pour une durée d'un mois.

- Les permanences du commissaire enquêteur auront lieu en mairie de Mérignies, au sein de la salle du conseil aux jours et heures suivants :

    - Lundi 13 novembre de 9h à 12h
    - Samedi 25 novembre de 9h à 12h

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- Mercredi 6 décembre de 14h à 17h
- Mercredi 13 décembre de 14h à 17h

- Une adresse mail sera mise en place pour les observations : enquetepubliquemodif3@merignies.fr

- Les observations faites par courrier seront à envoyer à l'adresse de la mairie (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur.

- Monsieur ROSSI déposera en mairie de Mérignies les deux registres d'enquête afin que Monsieur le commissaire enquêteur les signe, de même que les dossiers d'enquête et les avis que la commune devra afficher.

- Le dossier complet sera mis en ligne sur le site de la Communauté de Communes Pévèle Carembault et sur celui de la commune de Mérignies.

- Il sera précisé dans l'arrêté que le public devra spécifier s'il souhaite être anonymisé ou non. Des formulaires seront joints au registre. A défaut de contre-indication, nous considérerons que la personne accepte que son identité et/ou ses données personnelles (adresse postale, adresse mail etc.) soient rendues publiques.

Le 24 octobre 2023

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Pourquoi reclasser les parcelles, classées en Ne en 2019 à la demande de l'ALEFPA, en A (agricole) ?**

Le PLU communal actuel a été approuvé par le conseil municipal de Mérignies le 9 février 2017.

Par courrier du 24 avril 2018, le Président de l'ALEFPA, Association reconnue d'utilité publique, indique à Monsieur le Maire de Mérignies l'existence d'un projet de réorganisation du site de la Maison d'enfants à caractère social Albert Chatelet située au lieudit « La Croisette ». Il ajoute que cette réorganisation nécessitera une extension du site sur des parcelles voisines classées comme agricoles et que le PLU en vigueur à l'époque fera donc obstacle à cette réorganisation s'il n'est pas modifié. L'ALEFPA demande donc que le PLU soit modifié afin d'étendre la zone Ne.

Les parcelles visées appartiennent alors à « l'aménageur du Golf » mais des discussions avaient été engagées afin de faire un échange de propriété avec d'autres parcelles dont l'ALEFPA était propriétaire dans le ZAC du Golf.

Dans son courrier, le président de L'ALEFPA précise bien que le projet est de développer un « jardin de cocagne » (sorte de « ferme de réinsertion » pour jeunes) sur ces parcelles. Il n'est alors nulle question, à ce moment-là, d'un Centre Educatif Fermé.

Une première modification simplifiée est engagée par la commune mais n'a que pour but de rectifier des erreurs de zonage constatées suite à l'approbation du nouveau PLU. Ainsi, les parcelles occupées autrefois par le terrain de football communal qui avaient été classées par erreur en N dans le nouveau PLU ont été reclassées en Ne. Cette modification simplifiée est approuvée par le conseil municipal le 28 février 2019.

Lors de la phase dite de « mise à disposition du dossier au public » organisée dans le cadre de la modification simplifiée, l'ALEFPA réitère sa demande d'extension de la zone Ne pour permettre, à termes, la réorganisation de sa Maison d'Enfants Albert Châtelet.

La commune engage donc une déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU pour donner suite à la demande de l'ALEFPA, preuve du soutien de la municipalité au projet d'aménagement du « jardin de cocagne » avec des zones de culture et des constructions légères (serres etc). La procédure est approuvée par le conseil municipal le 12 septembre 2019.

Monsieur le Président du site Albert Châtelet reconfirme à nouveau le projet dans un courrier adressé à Monsieur le Maire de Mérignies en date du 12 juillet 2021.

C'est pourtant un tout autre projet qui est présenté à la municipalité fin 2022 puisque l'ALEFPA annonce finalement son intention de faire édifier son premier Centre Educatif Fermé (CEF) une fois devenue propriétaire du foncier. Le jardin de cocagne n'occupe plus qu'une infime partie des parcelles classées en Ne à la demande de l'ALEFPA.

Se sentant trompés et fermement opposés au projet de CEF, les élus de la commune de Mérignies ont ainsi sollicité la communauté de communes Pévèle Carembault, détentrice de la compétence PLU depuis le 1er juillet 2021, afin que soit engagée une procédure de modification de droit commun du PLU communal dans le but de refaire passer les parcelles, qui avaient été classées en Ne lors de la mise en compatibilité du PLU de 2019, en agricole, afin de barrer le projet de CEF.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# LE CARNET

## Avis de décès



CROIX

Claudie et Daniel KEMPENEERS-LECOINTRE,
Danielle et Martial COPPIN-LECOINTRE,
Albert et Christine LECOINTRE-BRION,
Jean-Jacques LECOINTRE †,
Marie-Pierre et Laurent HOF-LECOINTRE,
ses enfants,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
toute la famille
et tous ceux qui l'ont connue, aimée et estimée,

ont la douleur de vous faire part du décès de

**Madame Monique PONCHEELE**

née BRAEM
veuve en premières noces
d'Albert LECOINTRE
veuve en secondes noces
de Michel PONCHEELE

**Médaillée des mères de France**
**Attachée d'inspection aux A.G.F**
**Membre de l'A.R.I.C**

survenu le jeudi 9 novembre 2023 à Roubaix, à l'âge de 92 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 novembre 2023, à 11 heures, en l'église Saint-Martin à Croix (centre), suivie de la crémation à Wattrelos.
Assemblée à l'église pour 10 h 45.

Dans l'attente de ses funérailles, Monique, repose au salon funéraire Segard et Buisine, 18, avenue de l'Europe à Croix.
Visites de 9 heures à 19 heures.

**Pompes Funèbres LEMAITRE 271, rue de Lannoy**
**59100 ROUBAIX - 03.20.75.77.78 -**

TOULON

Son épouse, ses filles
ainsi que toute sa famille et ses amis,

ont la douleur de vous faire part du décès de

**Monsieur Guénaël VANDEVILLE**

survenu le mercredi 8 novembre 2023, à l'âge de 48 ans.

La cérémonie aura lieu le mercredi 15 novembre 2023, à 16 heures, au crématorium de La Seyne-sur-Mer.

Vos marques d'affection et de sympathie pourront se traduire par un don à l'Association « L'Enfant Bleu» (association qui s'engage contre les violences faites aux enfants). Dons sur le site enfantbleu.org
Les fleurs, plaques et couronnes ne sont pas souhaitées.

Une intention de prière en sa mémoire aura lieu lors de la messe du dimanche 19 novembre 2023, à 10 h 30, en l'église Sainte-Barbe-d'Anzin.

LA VOIX DU NORD

CHER ABONNÉ

**Vous avez une question concernant votre abonnement ?**

Contactez votre Service Clients

Par téléphone en appelant le 03 66 880 200
Appel non surtaxé

# LÉGALES

**Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.**

## ANNONCES ADMINISTRATIVES

## ENQUÊTES PUBLIQUES

### CC. PEVELE CAREMBAULT

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**
**SUR LE PROJET DE MODIFICATION n°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**
**DE MERIGNIES**

Par arrêté du 26 octobre 2023, affiché en Mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault, M. le Vice-Président de la Pévèle Carembault a prescrit une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Mérignies.
L'enquête publique se déroulera en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault pour une durée de 30 jours consécutifs
**du lundi 13 novembre 2023 à 9h00 au mercredi 13 décembre 2023 à 17h00.**
Monsieur Michel SUAREZ a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Lille.
Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique tenu à sa disposition en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture ; du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 17h et le samedi de 9h à 12h, ainsi que dans les locaux de Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.
De même, deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés, seront tenus à la disposition du public en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault (85 rue de Roubaix, 59242 Templeuve-en-Pévèle).
Le commissaire enquêteur recevra le public dans la salle du conseil municipal de la mairie de Mérignies lors de ses permanences les jours suivants :
- **Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 à 12h00**
- **Samedi 25 novembre 2023 de 9h00 à 12h00**
- **Mercredi 6 décembre 2023 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 13 décembre 2023 de 14h00 à 17h00**

Le dossier sera également disponible durant toute la durée de l'enquête sur les sites internet suivants : merignies.fr et pevelecarembault.fr
Enfin, le public pourra aussi adresser ses observations par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie de Mérignies (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) ou par courrier électronique à l'adresse :
enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr




## COMMENT ÉCRIRE UN MESSAGE DE CONDOLÉANCES

Lors des obsèques, il vient un moment ou l'on présente ses condoléances. Protocolaires ou plus personnelles, clairement exprimées ou sous-entendues, les condoléances revêtent différentes formes, et, contrairement à ce que l'on pourrait croire dans ce protocole qui semble figé, évoluent en se tournant vers de nouveaux médias.



### Pourquoi écrire un texte de condoléances ?

A la fois pour la famille et vous-même. Les proches du défunt font face à une épreuve difficile de leur vie, ils ont besoin d'être soutenus et entourés. Ces lettres reçues par des amis, collègues ou connaissances les aideront à faire leur deuil. Ce travail d'écriture peut également vous faire du bien, c'est un moyen d'exprimer ce que l'on ressent et de partager sa peine et sa douleur ; chose qu'il n'est pas toujours aisées de faire de vive voix. C'est enfin l'occasion de rendre hommage au défunt en exprimant le respect ou l'admiration que vous aviez pour lui.

### Qui peut écrire un message de condoléances ?

Tout le monde peut bien entendu écrire un texte de condoléances. Il n'est pas obligatoire d'être proche de la famille : certaines connaissances ou amis lointains peuvent aussi vouloir apporter leur soutien. Retenez qu'il n'y a aucune règle, peu importe qui vous êtes et quelle était votre relation avec le défunt vous pouvez apporter votre soutien.

## COMMENT RÉDIGER UNE LETTRE DE CONDOLÉANCES

Montrez que vous êtes anéanti par la disparition de la personne. Compatissez face au deuil et exprimez le fait que vous comprenez cette situation. Vous ne pouvez pas soulager la peine, mais montrez votre soutien. Rappelez-vous que vous rédigez cette lettre pour soutenir votre proche qui vit une situation difficile. Terminez votre lettre en proposant vos condoléances. S'il s'agit d'une relation proche, rappelez votre amitié, cela transmettra un sentiment de soutien très fort.

### CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE :

- Mieux vaut écrire une lettre courte mais attentionnée envers la personne décédée, témoignez votre affection,.
- N'hésitez pas à mentionner les souvenirs partagés avec le défunt. N'ayez pas peur de prendre un ton personnel, intime, montrez le lien qui vous unissait avec la personne décédée,.
- Exprimez les qualités du défunt, mais ne faites ni sa biographie ni son apologie, d'autres s'en chargeront,
- Si la personne avait une conviction religieuse forte, vous pouvez y faire référence de manière positive, cela peut être ressenti comme un message d'espoir envers la personne disparue.
- Si vous êtes aux antipodes des croyances philosophiques ou religieuses de la personne disparue, évitez de le faire ressentir au travers de votre lettre et n'évoquez donc pas vos convictions,
- Rappelez qui vous êtes par rapport au défunt et signez votre lettre avec vos nom et prénom. Ceci permettra d'éviter la confusion avec un homonyme. Gardez à l'esprit que la famille recevra beaucoup de témoignages,.
- Si vous désirez accompagner la famille proche ne faites pas référence à une aide financière, mais proposez votre soutien par votre présence par exemple,.
- Évitez d'employer le mot « mort », préférez « la disparition », « la perte » ou « le départ ».



Libra MEMORIA
www.libramemoria.fr
*Prix d'un appel local. Photos non contractuelles.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## ENQUÊTES PUBLIQUES

### CC. PEVELE CAREMBAULT

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**
**SUR LE PROJET DE MODIFICATION n°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**
**DE MERIGNIES**

Par arrêté du 26 octobre 2023, affiché en Mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault, M. le Vice-Président de la Pévèle Carembault a prescrit une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Mérignies.
L'enquête publique se déroulera en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault pour une durée de 30 jours consécutifs
**du lundi 13 novembre 2023 à 9h00 au mercredi 13 décembre 2023 à 17h00.**
Monsieur Michel SUAREZ a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Lille.
Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique tenu à sa disposition en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture ; du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 17h et le samedi de 9h à 12h, ainsi que dans les locaux de Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.
De même, deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés, seront tenus à la disposition du public en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault (85 rue de Roubaix, 59242 Templeuve-en-Pévèle).
Le commissaire enquêteur recevra le public dans la salle du conseil municipal de la mairie de Mérignies lors de ses permanences les jours suivants :
- **Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 à 12h00**
- **Samedi 25 novembre 2023 de 9h00 à 12h00**
- **Mercredi 6 décembre 2023 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 13 décembre 2023 de 14h00 à 17h00**

Le dossier sera également disponible durant toute la durée de l'enquête sur les sites internet suivants : merignies.fr et pevelecarembault.fr
Enfin, le public pourra aussi adresser ses observations par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie de Mérignies (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) ou par courrier électronique à l'adresse :
enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr

## MARCHÉS PUBLICS

## MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

## PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS

Ville d'Orchies

### AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

1) Identification de la Collectivité
Mairie d'ORCHIES
Place du Général de Gaulle – B.P. 54
59358 ORCHIES Cedex
Tel.: 03.20.64.68.09
Fax: 03.20.64.68.94
2) Procédure de passation : Procédure adaptée ouverte en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique.
3) Objet du marché : **Travaux de requalification de la maison de la Chicorée en médiathèque – Tiers lieu**
• Lot n°01 : Désamiantage - Déplombage
• Lot n°02 : Gros-œuvre étendu
• Lot n°03 : Couverture - étanchéité
• Lot n°04 : Façades – Ravalement
• Lot n°05 : Menuiseries extérieures
• Lot n°06 : Serrurerie - Métallerie
• Lot n°07 : Menuiseries intérieures
• Lot n°08 : Plâtrerie – Doublage – Faux plafond
• Lot n°09 : Revêtements de sols scellés
• Lot n°10 : Peinture – Sols souples
• Lot n°11 : Chauffage – Ventilation – Plomberie - Sanitaires
• Lot n°12 : Electricité - CFO/CFA
• Lot n°13 : Appareils élévateurs
• Lot n°14 : VRD
• Lot n°15 : Plantations
Dans le cadre d ce marché, la commune d'Orchies a fait le choix de mobiliser, conformément à l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, une condition d'exécution qui comportera une action d'insertion par l'activité économique obligatoire sur les lots 2 à 12 et 14 à 15.
Les entreprises désireuses de se porter candidates à cette consultation, doivent télécharger le dossier sur la plateforme des marchés publics du CDG 59.
4) Date limite de réception des offres : Jeudi 21 décembre 2023 avant 12h00
5) Date d'envoi à la publication et de mise en ligne : Lundi 23 octobre 2023

sigh société immobilière grand hainaut

### AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

SOCIETE IMMOBILIERE GRAND HAINAUT (SIGH)
M. PIERRE TONNEAU - Président du Directoire
40 BOULEVARD SALY
59300 VALENCIENNES
Tél : 03 27 14 80 00
SIRET 54880038200010
Référence acheteur : REL LOT 2 Fresnes
L'avis implique un marché public.
Objet : RELANCE LOT 2 - FRESNES SUR ESCAUT - CONSTRUCTION DE 18 LOGEMENTS INDIVIDUELS DONT 8 ACCESSIONS
Procédure : Procédure adaptée
Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui
Lot N° 02 - GROS OEUVRE
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).
Remise des offres : 27/11/23 à 12h00 au plus tard.
Envoi à la publication le : 25/10/2023
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur https://www.marches-publics.info

## MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES

## PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS

### AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
### (simplifié par procédure adaptée)

IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE
Mairie de Coutiches
1307 Route Nationale
59310 COUTICHES
TYPE DE MARCHE : Fournitures
OBJET DU MARCHE : **Fourniture et acheminement d'électricité pour les bâtiments et équipements communaux.**
PROCEDURE :
Le marché est passé suivant une procédure adaptée ( CCP, art R2123-1 2°)
CRITERES D'ATTRIBUTION :
Offre appréciée en fonction des critères suivants :
La commune choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon le critère suivant :
Le prix : 80%
La valeur technique (20%)
DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Lundi 13 Novembre 2023 à 12H00
MODALITES D'OBTENTION DES PIECES :
Le dossier de consultation est téléchargeable sur le site de la plateforme du centre de gestion 59.
MODALITES D'ENVOI DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
Le dossier sera envoyé par voie dématérialisée sur le site de la plateforme du centre de gestion 59.
DELAI MINIMUM DE VALIDITE DES OFFRES :
5 heures à compter de la date limite de réception des offres.
PROCEDURES DE RECOURS :
Dans un délai de deux mois au Tribunal administratif de Lille.
DATE D'ENVOI DE L'AVIS : Mardi 24 Octobre 2023

## VENTES ET ADJUDICATIONS

## VENTES JUDICIAIRES

**La SELAS MJS PARTNERS**
représentée par Maître Nicolas SOINNE, Mandataire Judiciaire
65 Boulevard de la République 59100 ROUBAIX
Tél. 03 20 06 19 22

**Maître Benoît de BERNY**
Avocat au Barreau de LILLE
22/24 Avenue du Peuple Belge 4ème Etage
59009 LILLE CEDEX
Tél. 03 20 06 26 15

**Cabinet de Me Patrick DUPONT-THIEFFRY**
**et de Me Joséphine DUPONT-WILLOT**
Avocats au Barreau de LILLE
40 Rue du Faubourg de Roubaix à LILLE
Tél. 03 20 74 01 01
**www.dtwavocats.fr**

**SAINT MARTIN BOULOGNE (62)**
**25 rue Maquétra**
**ARTICLE 1 : UN APPARTEMENT C13 (lot n°96)**
au 1er étage du bâtiment C, d'une superficie de 69,36 m²
**ARTICLE 2 : UN APPARTEMENT C43 (lot n°114)**
au 4ème étage du bâtiment C, d'une superficie de 91,39 m²
**ARTICLE 3 : UN GARAGE N°21 (lot n°142)**
au sous-sol du bâtiment C
**ARTICLE 4 : UN EMPLACEMENT DE PARKING N°5 (lot n°129)**
au sous-sol du bâtiment C
**ARTICLE 5 : UN EMPLACEMENT DE PARKING N°13 (lot n°137)**
au sous-sol du bâtiment C

### A VENDRE AUX ENCHERES PUBLIQUES
### MERCREDI 6 DECEMBRE 2023 à 14 H 00

au Tribunal Judiciaire de LILLE, Immeuble « Halle aux sucres », 33 Avenue du Peuple Belge à LILLE.

**Visites sur place :**
**- le 20 novembre 2023 de 10h à 11h30**
**- le 23 novembre 2023 de 10h à 11h30**

Le cahier des conditions de vente établi pour parvenir à cette adjudication peut être consulté à l'accueil du Palais de Justice de LILLE, 13 avenue du Peuple Belge (service SAUJ sous le n° d'enregistrement 23/00079, 23/00080, 23/00081, 23/00082, 23/00083) ou sur le site www.dtwavocats.fr

La vente est poursuivie aux requêtes et diligences de la SELAS MJS PARTNERS, agissant en la personne de Me Nicolas SOINNE, mandataire judiciaire, en vertu d'une ordonnance de Monsieur le Juge-Commissaire à la liquidation judiciaire de la société « GROUPE MAISONNEUVE » en date du 11 juillet 2023 publiée au SPF de BOULOGNE-SUR-MER, le 16 août 2023 V° 2023 S N° 17, autorisant ce dernier, es qualité, à faire vendre aux enchères publiques, devant le Tribunal Judiciaire de LILLE, et par le ministère de Me Benoît de BERNY, les biens ci-dessus désignés dépendants de cette liquidation judiciaire.

**MISE A PRIX :**
**ARTICLE 1 : 50 000 €**
**ARTICLE 2 : 50 000 €**
**ARTICLE 3 : 4 000 €**
**ARTICLE 4 : 2 000 €**
**ARTICLE 5 : 2 000 €**

**Avec faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers à défaut d'enchères**

Pour tous renseignements, s'adresser :
- à l'étude de la SELAS MJS PARTNERS, représentée par Me Nicolas SOINNE, Mandataire Judiciaire, 65 Boulevard de la République 59100 ROUBAIX
- au Cabinet de Me de BERNY, Avocat à LILLE, 22/24 Avenue du Peuple Belge, 4ème étage
- sur le site www.dtwavocats.fr

### CABINET DE ME OLIVIA DRUART
**AVOCAT - 102 RUE GAMBETTA A DOUAI**

### VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
### Le VENDREDI 1er DECEMBRE 2023 à 9 H 30

à l'audience de vente du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Douai (59500), sis 47 Rue Merlin de Douai au plus offrant et dernier enchérisseur de :

### COMMUNE DE LAUWIN-PLANQUE

Une maison à usage d'habitation sise à LAUWIN-PLANQUE (59553), 42 Rue Roger Salengro, cadastrée section A N°1960 pour une contenance cadastrale de 05a 50ca, pour 165,2 m2.
DPE : D. Libre de toute occupation.

### MISE A PRIX : 74.000 €

**VISITE DE L'IMMEUBLE : mardi 14 Novembre 2023 de 9H à 11H**
Organisée par la SAS NORIANCE, Commissaires de Justice à DOUAI.

Pour tous renseignements s'adresser :
1°) A Maître Olivia DRUART, 102 Rue Léon Gambetta 59500 DOUAI, Avocat du créancier poursuivant la vente, où le cahier des conditions de la vente est consultable.
Tél. 03.27.97.24.89
2°) Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Douai, 47 Rue Merlin de Douai (3ème étage), où le cahier des conditions de la vente est déposé et consultable.
Tél. 03.27.93.14.71.

**DOUAI, le 20 Octobre 2023.**
**Me Olivia DRUART**

## VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

## CRÉATIONS/CONSTITUTIONS

### NOLAUVYN

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à GODEWAERSVELDE en date du 23 octobre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination : NOLAUVYN. Forme : SCI. Siège social : 72 rue d'Eecke - 59270 GODEWAERSVELDE. Objet : - L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, l'exploitation par bail, la location et, à titre exceptionnel, la vente, de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituant l'accessoire, l'annexe ou le complément desdits biens et droits immobiliers ; - Le tout, soit au moyen de ses capitaux propres, soit au moyen de ses capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil. Durée : 99 ans. Capital : 1 002 euros. Gérant : Madame Laurence TANKERE et Monsieur Vincent TYFFERS, demeurant ensemble 72 rue d'Eecke - 59270 GODEWAERSVELDE. Cession libre entre associés. Agrément pour les tiers. Immatriculation au RCS de DUNKERQUE. Pour avis.

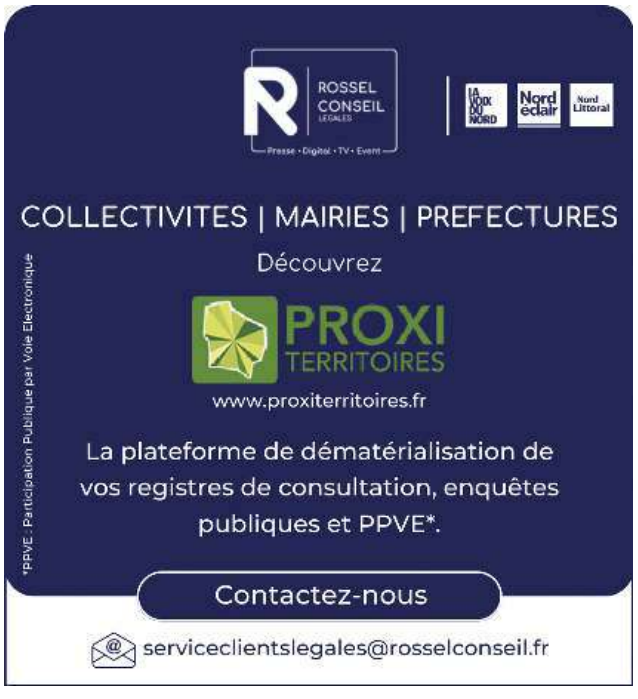
## DIVERS (CRÉANCES, CONVOCATIONS, PUBLICATION DES COMPTES...)

**FORT DES FLANDRES**
**Au capital de 5000 €**
**Siège social : 93 rue du Fort**
**59700 Marcq en Baroeul**
**N° SIREN : 810 403 253**
**RCS Lille Métropole**

### Procès-verbal des décisions de l'associé unique du mercredi 13 septembre 2023 (18 heures)

La Ligue des Hauts-de-France de Tennis, association loi 1901, associée unique du Fort des Flandres, SARL au capital de 5000 €, dont le siège social est situé 93 rue du Fort à Marcq-en-Barceul (59700), a pris la décision suivante :
- Résolution unique : Dissolution de la société
L'associée unique, prononce la dissolution de la SARL Fort des Flandres, en vue de procéder à une transmission universelle de son patrimoine à son profit.

**Fait à Marcq-en-Barceul, le mercredi 13 septembre 2023**
**Patrice BRULEZ, Président**
**La Ligue des Hauts-de-France de Tennis**



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# LE CARNET

## Avis de décès



WATTRELOS

Liliane DESBONNETS-DEGREVE, son épouse,
Michel et Marie Paule DESBONNETS-LEQUEUX,
Brigitte et Michel LANCEL-DESBONNETS,
Françoise et Jean Marc DEBUE-DESBONNETS,
Nathalie et Romuald BUCCI-DESBONNETS, ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
toute la famille,
tous ceux qui l'ont connu et estimé,

ont la profonde douleur de vous faire part du décès de

**Michel DESBONNETS**

survenu à Estaimpuis le mercredi 25 octobre 2023, à l'âge de 91 ans.

Ses funérailles auront lieu le jeudi 2 novembre 2023, à 15 heures, au cimetière du centre de Wattrelos.

Dans l'attente de ses funérailles, il repose aux salons funéraires Fouquet 114, rue du Quevaucamps, 7711, Dottignies.

Visites de 9 heures à 18 heures.

Vous pouvez présenter vos condoléances à la famille sur le site fouquet-marbrerie-dottignies.be

**Espace Funèraire FOUQUET**
**rue du Quevaucamps, 114 - 7711 DOTTIGNIES**
**✆ 056 589 772**

## Remerciements



WATTRELOS

Un regard, un geste, une présence, quelques mots réconfortants. Tous ces témoignages d'amitié en ces jours d'épreuve lors du décès de

**Monsieur Jean-Louis FAVORELLE**

Nous ont apporté beaucoup de réconfort,
nous vous en remercions vivement.

De la part de son épouse,
ses enfants, petits-enfants,
toute la famille,

**Espace Funéraire FOUQUET**
**93, rue François Mériaux - 59150 WATTRELOS**
**✆ 03.20.75.89.20**

## Messe, anniversaire, pensée

PARIS

En ces temps de mémoire et de recueillement,
les Petits Frères des Pauvres,

ont une pensée reconnaissante pour leur fondateur

**Armand MARQUISET**

et tous ceux qui les ont quittés, fidèles donateurs, personnes accompagnées, bénévoles et salariés.

Leur souvenir nous guide pour continuer à agir auprès de nos aînés isolés et en précarité.

**Petits Frères des Pauvres**
**19, cité Voltaire - 75011 Paris**

L'Est éclair Libération CHAMPAGNE

Fermeture
du service nécrologie
le mercredi 1er novembre 2023.

Envoyez vos demandes d'insertion
pour parution le jeudi 2 novembre 2023
au plus tard le mardi 31 octobre 2023
à 18 heures.

20016898388

Votre agence Roc Eclerc

ROUBAIX
326 avenue Alfred Motte
03 20 72 05 05

ROC PRÉVOYANCE OBSÈQUES

En ce moment
2 mois offerts
pour toute adhésion
à un contrat obsèques*

* Voir conditions en agence.

LA RUBRIQUE NÉCROLOGIQUE

Libra MEMORIA

www.libramemoria.fr

POURQUOI PUBLIER UN AVIS DE DÉCÈS

Il est important de faire publier l'avis de décès dans la ville de résidence principale du défunt, mais également au sein des journaux locaux des autres villes où il était connu. Les services obsèques des journaux ou les pompes funèbres se chargent en général de cette prestation, et si vous désirez une parution personnalisée et plus complète, il est bon de poser ces questions lors de l'organisation de l'enterrement. Il est important de publier des remerciements. Ceci est un témoignage d'affection envers les personnes présentes lors de l'inhumation ou de la crémation.





*Prix d'un appel local. Photos non contractuelles.

# LÉGALES

**Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.**

## ANNONCES ADMINISTRATIVES

## ENQUÊTES PUBLIQUES

### CC. PEVELE CAREMBAULT

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**
**SUR LE PROJET DE MODIFICATION n°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**
**DE MERIGNIES**

Par arrêté du 26 octobre 2023, affiché en Mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault, M. le Vice-Président de la Pévèle Carembault a prescrit une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Mérignies.
L'enquête publique se déroulera en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault pour une durée de 30 jours consécutifs
**du lundi 13 novembre 2023 à 9h00 au mercredi 13 décembre 2023 à 17h00.**
Monsieur Michel SUAREZ a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Lille.
Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique tenu à sa disposition en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture ; du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 17h et le samedi de 9h à 12h, ainsi que dans les locaux de Pévèle Carembault à Templeuve-en-Pévèle du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.
De même, deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés, seront tenus à la disposition du public en mairie de Mérignies et dans les bureaux de Pévèle Carembault (85 rue de Roubaix, 59242 Templeuve-en-Pévèle).
Le commissaire enquêteur recevra le public dans la salle du conseil municipal de la mairie de Mérignies lors de ses permanences les jours suivants :
- **Lundi 13 novembre 2023 à 9h00 à 12h00**
- **Samedi 25 novembre 2023 de 9h00 à 12h00**
- **Mercredi 6 décembre 2023 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 13 décembre 2023 de 14h00 à 17h00**

Le dossier sera également disponible durant toute la durée de l'enquête sur les sites internet suivants : merignies.fr et pevelecarembault.fr
Enfin, le public pourra aussi adresser ses observations par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie de Mérignies (45 rue de la mairie 59710 MERIGNIES) ou par courrier électronique à l'adresse :
enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr

## VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

## DISSOLUTIONS/LIQUIDATIONS/CESSATIONS

### S.C.I M.H.B.

SCI en liquidation au capital de 1 000 euros
Siège social et de liquidation : 9 rue François Villon - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
491 564 258 RCS LILLE METROPOLE.

Le 28 février 2023, l'associé unique a :
- approuvé les comptes de liquidation,
- donné quitus au Liquidateur et déchargé cette dernière de son mandat,
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de LILLE METROPOLE.
Mention sera faite au RCS de LILLE METROPOLE.

**Pour avis, le Liquidateur.**

## VENTES ET ADJUDICATIONS

## VENTES JUDICIAIRES

Thémès

**Maître Francis DEFFRENNES**
avocat au Barreau de Lille - SOCIÉTÉ THÉMÈS
Société d'Avocats au Barreau de Lille,
dont siège à LILLE, 3,rue Bayard - Tél. 03 20 55 93 30
www.themes.fr

### VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

**COMMUNE DE NOEUX LES MINES**
**65 et 65 rue du Général Leclerc**

**GARAGE ET MAISON**

ensemble les fonds et terrain en dépendant, cadastré section AE N°435 et 436 pour 86 m² et AE N°215 pour 352 m²
D.P.E.
Consommations énergétiques : E – 281 kWh/m²/an
Émissions de gaz à effet de serre : D – 45 kgC02/m²/an

**LE MERCREDI 6 DÉCEMBRE 2023 à 14 H 00**

à la Barre du Tribunal Judiciaire de LILLE, au Palais de Justice de ladite Ville, 13 Avenue du Peuple Belge.

**MISE A PRIX**
**36 000 EUROS**

**Avec faculté de baisse immédiate d'un quart (27 000 €) puis d'un tiers (24 000 €) en cas de carence d'enchères**

Les enchères ne sont reçues que par ministère d'avocat inscrit au Barreau du TJ de LILLE.

VISITES : MERCREDI 22 NOVEMBRE 2023 à 09 H 00

Par la SAS WATERLOT ET ASSOCIES, huissiers de justice à Lille Tél : 03.20.12.84.30

Le cahier des conditions de vente peut être consulté auprès :
• du cabinet de Me F. DEFFRENNES, avocat susnommé
• du greffe du Juge de l'Exécution du TJ de LILLE – 13 Avenue du Peuple Belge.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**COMMUNE DE MERIGNIES**

| | |
|---|---|
| **DEPARTEMENT du NORD** | |
| **ARRONDISSEMENT de LILLE** | |
| **CANTON de TEMPLEUVE** | |
| Nombre de Conseillers en exercice | 23 |
| De Présents | 17 |
| de Votants | 20 |
| Nota. -Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération est affichée à la porte de la Mairie. La convocation du Conseil avait été faite le jeudi 28 septembre 2023 | |

**DELIBERATIONS**
**du jeudi 5 octobre 2023**

L'an deux mille vingt trois, le jeudi cinq octobre , le Conseil Municipal de la Commune de MERIGNIES étant assemblé en session ordinaire, en mairie, après convocation légale, sous la présidence de M. Paul Dhallewyn
Etaient présents : *P. DHALLEWYN J.VOISIN M.C. LE LAY J.P.POUZADOUX C.PRUVOT A PECRIAUX M.P. GHESTIN C.MOUILLE M. PEREZ, J.CAPPOEN , F.CHOUYA C. VAN LATHEM, AM VERVLIET G CHOQUET J.SOULA JM LORPHELIN F WOILLEZ*

Absents: *J.P.FLEURY(pouvoir à J Voisin), J.DEPINOY(pouvoir à F Chouya), E DE RYCKER(pouvoir à AM Vervliet) L.KOCHANSKI, F. BAUX,P GIOVAGNOLI*

Il a été procédé, conformément à l'article 29 du Code d'Administration Communale, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ; *Corinne Pruvot* ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

_EF.doc

# MOTION CONTRE L'IMPLANTATION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME A MERIGNES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en mai 2022 les services de l'Etat, notamment ceux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) soutenu par Monsieur BARON, Directeur de l'ALEFPA (Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et de l'Autonomie) responsable de la gestion de la Maison d'Enfants à Caractère Sociale (MECS) Albert Châtelet de Mérignies souhaitent implanter un Centre Educatif Fermé (CEF) juste à proximité de son établissement au lieu-dit la croisette.

Cette MECS accueille des jeunes en grande difficulté sociale et personnelle auxquels s'ajoutent des difficultés d'intégration des règles sociales.
Ces jeunes ont le plus souvent une histoire de « décrocheurs scolaires » et ne peuvent bénéficier directement d'une scolarité en milieu ordinaire. La communauté Albert Chatelet accueille 75 adolescents, garçons et filles, âgés de 13 à 18 ans, confiés par les services de l'Aide Sociale de l'Enfance ou par les juges pour enfants, dans le cadre de la protection de l'enfance. L'établissement a pour caractéristique d'offrir aux jeunes une formation professionnelle diversifiée permettant l'obtention d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle. La finalité générale de l'accompagnement est de préparer ces jeunes à une vie autonome, facilitée par l'acceptation des règles sociales essentielles à l'obtention d'un diplôme ouvrant sur le monde professionnel de l'emploi.

Les centres éducatifs fermés s'adressent aux mineurs multirécidivistes ou multiréitérants qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve. Ils constituent une alternative à l'incarcération et viennent toujours après l'échec de mesures éducatives. Le terme « fermé » renvoie à la fermeture juridique définissant le placement, c'est-à-dire que tout manquement grave au règlement du centre est susceptible d'entraîner une détention.

Pourtant sur la parcelle convoitée était prévue sous la proposition du même directeur de la MECS Albert Châtelet un jardin de Cocagne qui avait reçu le 12 septembre 2019 l'approbation du Conseil Municipal par la mise en compatibilité de Plan Local d'Urbanisme avec un changement de zonage. Le jardin de cocagne est une exploitation maraichère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle avec vente directe des légumes, fruits et fleurs par les jeunes de la MECS de Mérignies.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Après concertation avec les élus, malgré leur opposition exprimée à ce projet, malgré les nombreux refus écrits et envoyés à la Protection Judiciaire de la jeunesse, les services de l'Etat confirment leur intérêt pour le site.

Monsieur le maire rappelle avoir invité les services de la PJJ à une réunion publique et que ceux-ci ont décliné l'invitation malgré une promesse de leur part de provoquer cette réunion publique.

Monsieur le Maire, accompagné par le Président de la CCPC, Luc FOUTRY et de Monsieur le maire de Templeuve, Luc MONNET rappelle également avoir rencontré en mai 2023 à la Chancellerie Monsieur le garde des Sceaux, Monsieur DUPONT MORETTI afin de leur exprimer leur opposition. Malgré sa promesse nous attendons toujours à ce jour les réponses à nos attentes.

Par cette présente, Monsieur le Maire assure avoir reçu également le soutien de Madame la Députée Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ par son courrier adressé à Monsieur le garde des Sceaux lui témoignant sa totale opposition à ce projet non cohérent.

Au vu de la zone Ne sur ce secteur, (e) permettant la construction de bâtiment pour l'éducation, il serait plutôt opportun d'implanter un centre pour rééducation pour enfants autistes qui manquent de centre d'établissement sur le territoire de la Pévèle.

Par conséquent

Le Conseil Municipal :

Considérant que l'implantation d'un centre éducatif serait source d'un climat d'insécurité sur la commune et celles avoisinantes et principalement à proximité d'une crèche et d'une MAM (Maison d'assistance Maternelle)

Considérant que l'implantation d'un centre éducatif fermé implique la fin du projet « jardin de cocagne » bénéfique aux jeunes de la MECS en réinsertion.

Considérant que l'implantation de ce centre éducatif fermé en face de la MECS n'est ni appropriée ni compatible sociètalement, et ne donne pas un bon exemple aux 75 jeunes « décrocheurs scolaires » en grande difficulté sociale et familiale.

Considérant que les proximités de la route départementale 549 et de la gare de Templeuve favoriseront névitablement les évasions des jeunes délinquants.

Considérant que l'implantation de ce CEF se situe à l'intérieur du périmètre de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du domaine du golf.

Considérant que cette implantation du CEF n'est nullement notifiée et validée dans la convention de la ZAC établie en 2004 entre la commune et les aménageurs du golf.

Considérant que l'ALEFPA n'a pas respecté la délibération du 12 septembre 2019 prise par le conseil municipal pour la création sur la parcelle située sur la croisette d'un jardin de cocagne et non pas un CEF.

Considérant les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur du 24 juillet 2019 favorables au changement de zonage sur le secteur de la croisette afin de permettre à l'ALEFPA le développement de la MECS Albert Chatelet.

Considérant par une délibération en date du 27 mars 2023, le conseil communautaire de la CCPC a autorisé son président à engager une procédure de modification de droit commun du PLU local de Mérignies afin de déclasser un STECAL au lieu-dit la croisette pour le classer en zone agricole.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Considérant que ce projet impacte le compte foncier déjà dépassé à ce jour et [illegible] sols de la commune de Mérignies.

Considérant que l'installation d'un centre éducatif fermé au milieu d'activités tertiaires de loisirs(golf et centre aquatique, crèche, Maison d'Assistance Maternelle) n'a aucune cohésion territoriale.

Considérant que les services de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse ont abandonné un projet d'un CEF sur une commune de la MEL (Ennetières en Weppes) face à l'opposition de son maire et d'un collectif.

Considérant que l'ALEFPA n'a aucune expérience dans la gestion des CEF, au vu des récents problèmes de direction au sein même de la MECS Albert Chatelet, et connaissant leur volonté de mutualiser leurs moyens entre ces deux structures.

DEMANDE

L'abandon du projet de centre éducatif fermé par les services de l'Etat sur le territoire de la commune de Mérignies.

Délibération adoptée par 17 voix POUR, 2 voix CONTRE, 1 ABSTENTION

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Le Maire**
**Paul Dhallewyn**

**la Secrétaire de séance**
**Corinne Pruvot**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le 22/11/2023
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Département du Nord

Arrondissement de LILLE

**DELIBERATION CC_2023_232**

**OBJET :**

**AFFAIRES GENERALES ET NUMERIQUES**

**AFFAIRES GENERALES**

***Motion contre l'implantation d'un Centre Educatif Fermé sur la commune de MERIGNIES***

**Présents au vote de la délibération :**

Titulaires et suppléants présents : 41
Procurations : 7

**Nombre de votants : 48**

# Communauté de communes P[illegible]

## EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mille vingt trois, le vingt novembre à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la communauté de communes Pévèle Carembault s'est réuni à Pont-à-Marcq sous la présidence de M. Luc FOUTRY, Président pour la tenue de la session ordinaire, suite à la convocation faite le 13 novembre 2023, conformément à la loi.

**Présents :**
Luc FOUTRY, Marie CIETERS, Bernard CHOCRAUX, Michel DUPONT, Joëlle DUPRIEZ, Bruno RUSINEK, Arnaud HOTTIN, Nadège BOURGHELLE-KOS, Sylvain CLEMENT, Bernadette SION, Jean-Louis DAUCHY, Didier DALLOY, Guy SCHRYVE, José ROUCOU, Philippe DELCOURT, Franck SARRE, Frédéric PRADALIER, Olivier VERCRUYSSE, Patrick LEMAIRE, Pascal FROMONT, Marion DUBOIS, Frédéric MINET, Anne WAUQUIER, Régis BUE, Isabelle LEMOINE, Marcel PROCUREUR, Thierry DEPOORTERE, Paul DHALLEWYN, Christian DEVAUX, Pascal DELPLANQUE, Ludovic ROHART, Carine GAU, Michel PIQUET, Gilda GRIVON, Frédéric SZYMCZAK, Valérie NEIRYNCK, Michel MAILLARD, Guillaume FLUET, Alain DUCHESNE, Alain BOS, Jean-Luc LEFEBVRE

**Ont donné pouvoir :**
Yves LEFEBVRE, procuration à Nathalie DEBIEVE
Benjamin DUMORTIER, procuration à Marion DUBOIS
Thierry BRIDAULT, procuration à Michel PIQUET
Cathy POIDEVIN, procuration à Gilda GRIVON
Vinciane FABER, procuration à Jean-Luc LEFEBVRE
Sylvain PEREZ, procuration à Arnaud HOTTIN
Thierry LAZARO, procuration à Ludovic ROHART

**Absents excusés :**
François-Hubert DESCAMPS, Coralie SEILLIER, Didier WIBAUX, Luc MONNET

**Secrétaire de Séance :** Valérie NEIRYNCK

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le 22/11/2023
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

*CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 20 novembre 2023*

*Délibération CC_2023_232*

## AFFAIRES GENERALES ET NUMERIQUES

## AFFAIRES GENERALES

### *Motion contre l'implantation d'un Centre Educatif Fermé sur la commune de MERIGNIES*

**Le Conseil Communautaire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération 2023-28 du Conseil municipal de MERIGNIES en date du 5 octobre 2023 portant motion contre l'implantation d'un centre éducatif fermé à MERIGNIES.

Le Conseil communautaire soutient la motion votée par le Conseil municipal de MERIGNIES, le 5 octobre 2023, contre l'implantation d'un centre éducatif fermé (CEF) à MERIGNIES. Ce CEF serait situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du domaine du golf.

En effet, en mai 2022, les services de l'Etat, notamment ceux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), soutenu par Monsieur BARON, Directeur de l'ALEFPA (Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et de l'Autonomie) et responsable de la gestion de la Maison d'Enfants à Caractère Sociale (MECS) Albert Châtelet de MERIGNIES, ont manifesté le souhait d'implanter un Centre Educatif Fermé (CEF) juste à proximité de son établissement, au lieu-dit la Croisette.

Cette MECS accueille des jeunes en grande difficulté sociale et personnelle, sujets à des difficultés d'intégration des règles sociales. Ces jeunes ont le plus souvent une histoire de « décrocheurs scolaires », et ne peuvent bénéficier directement d'une scolarité en milieu ordinaire. La MECS Albert Chatelet accueille 75 adolescents, filles et garçons, âgés de 13 à 18 ans, confiés par les services de l'Aide Sociale de l'Enfance ou par l'autorité judiciaire, dans le cadre de la protection de l'enfance.

Cet établissement a pour caractéristique d'offrir aux jeunes une formation professionnelle diversifiée, permettant l'obtention d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle. La finalité générale de l'accompagnement est de préparer ces jeunes à une vie autonome, facilitée par l'acceptation des règles sociales, essentielles à l'obtention d'un diplôme ouvrant sur le monde professionnel de l'emploi.

Les centres éducatifs fermés quant à eux, s'adressent, aux mineurs multirécidivistes ou multi-réitérants, qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve. Ils constituent une alternative à l'incarcération et viennent toujours après l'échec de mesures éducatives. Le terme « fermé » renvoie à la fermeture juridique définissant le placement, c'est-à-dire que tout manquement grave au règlement du centre est susceptible d'entraîner une détention.

Sur la parcelle convoitée pour l'implantation du CEF, était prévue, sous la proposition du même directeur de la MECS Albert Châtelet, un « jardin de Cocagne ». Le jardin de Cocagne est une exploitation maraîchère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle, avec vente directe des légumes, fruits et fleurs par les jeunes de la MECS de MERIGNIES.

Ce projet de jardin de Cocagne avait reçu, le 12 septembre 2019, l'approbation du Conseil Municipal de la commune de MERIGNIES, par la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) avec un changement de zonage.

Par ailleurs, par une délibération en date du 27 mars 2023, le Conseil Communautaire a autorisé son Président à engager une procédure de modification de droit commun du PLU local de MERIGNIES en vue de déclasser un STECAL au lieu-dit la Croisette, pour le classer en zone agricole afin de permettre ledit jardin.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le 22/11/2023
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

L'implantation de ce centre éducatif fermé, en face de la MECS, n'est [illegible] sociétalement. Elle ne donne pas un bon exemple aux 75 jeunes « décrocheurs scolaires » en grande difficulté sociale et familiale, accueillis à la MECS.

Par ailleurs, l'implantation d'un centre éducatif à proximité d'une crèche et d'une Maison d'Assistance Maternelle (MAM),serait source d'un climat d'insécurité sur la commune de MERIGNIES et les communes avoisinantes. L'installation d'un centre éducatif fermé, au milieu d'activités tertiaires de loisirs (golf et centre aquatique, crèche, Maison d'Assistance Maternelle), n'a aucune cohésion territoriale.

De plus, les proximités de la route départementale 549 et de la gare de TEMPLEUVE-EN-PEVELE favoriseront inévitablement les évasions des jeunes délinquants.

En parallèle, ce projet impacterait le compte foncier, déjà dépassé à ce jour, et participerait à l'artificialisation des sols de la commune de MERIGNIES.

Malgré l'opposition municipale de la ville de MERIGNIES, sur ce projet, les services de l'État confirment leur intérêt pour le site.

Monsieur le Maire de MERIGNIES avait invité les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse à une réunion publique. Ces derniers ont décliné l'invitation.

Le Président de la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT, accompagné de Monsieur le Maire de MERIGNIES, et de Monsieur le Maire de TEMPLEUVE-EN-PEVELE, ont rencontré, en mai 2023, à la Chancellerie, Monsieur le garde des Sceaux, Monsieur Eric DUPONT-MORETTI, afin de leur exprimer leur opposition. A ce jour, ils restent dans l'attente des réponses du ministre de la Justice.

Monsieur le Maire de MERIGNIES assure également avoir reçu le soutien de Madame la Députée, Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ. Cette dernière a adressé un courrier à Monsieur le garde des Sceaux afin de lui témoigner sa totale opposition à ce projet non cohérent.

Les services de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse ont abandonné un projet d'un CEF sur la commune d'ENNETIERES-EN-WEPPES, située sur le territoire de la MEL, face à l'opposition de son maire et d'un collectif.

Compte tenu de la classification de ce secteur en zone Ne, ce zonage permettant la construction de bâtiment pour l'éducation, il serait plutôt opportun d'implanter un centre pour rééducation des enfants atteints d'autisme. Ce type d'établissement manque sur le territoire de la PEVELE.

Ouï l'exposé de son Président,
APRES EN AVOIR DELIBERE, le conseil communautaire :

**DECIDE (par 44 voix POUR, 0 voix CONTRE, 4 ABSTENTIONS SUR 48 VOTANTS) :**

**Abstention(s) :**
Bernard CHOCRAUX, Anne WAUQUIER, Vinciane FABER, Jean-Luc CREBORE

Signé électroniquement par : Luc FOUTRY
Date de signature : 20/11/2023
Qualité : PRESIDENT

- ***De demander l'abandon du projet de centre éducatif fermé, par les services de l'État, sur le territoire de la commune de MERIGNIES.***

Ont signé au registre des délibérations les membres du Conseil Communautaire repris ci-dessus.
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le Président,

**Luc FOUTRY**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Tiers de télétransmission multiprotocoles

ACTES : contrôle de légalité

# Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : CC Pevele-Carembault | CCPC
Utilisateur : PASTELL Plateforme

## Paramètres de la transaction :

| | |
|---|---|
| Numéro de l'acte : | **CC_2023_232** |
| Objet : | **Motion contre l_implantation d_un Centre Educatif Fermé sur la commune de MERIGNIES** |
| Type de transaction : | Transmission d'actes |
| Date de la décision : | 2023-11-21 00:00:00+01 |
| Nature de l'acte : | Délibérations |
| Documents papiers complémentaires : | NON |
| Classification matières/sous-matières : | 5.7 - Intercommunalite |
| Identifiant unique : | 059-200041960-20231121-CC_2023_232-DE |
| URL d'archivage : | Non définie |
| Notification : | Non notifiée |

## Fichiers contenus dans l'archive :

| Fichier | Type | Taille |
|---|---|---|
| **Enveloppe métier**<br>Nom métier : 059-200041960-20231121-CC_2023_232-DE-1-1_0.xml | text/xml | 907 o |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : acte.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20231121-CC_2023_232-DE-1-1_1.pdf | application/pdf | 162.3 Ko |

## Cycle de vie de la transaction :

| Etat | Date | Message |
|---|---|---|
| En attente d'etre postee | 21 novembre 2023 à 09h06min15s | Dépôt dans un état d'attente |
| Posté | 21 novembre 2023 à 09h19min31s | La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Marjorie |
| En attente de transmission | 21 novembre 2023 à 09h19min47s | Accepté par le TdT : validation OK |
| Transmis | 21 novembre 2023 à 09h22min22s | Transmis au MI |
| Acquittement reçu | 21 novembre 2023 à 09h22min34s | Reçu par le MI le 2023-11-21 |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# Non à l'implantation d'une CEF entre Mérignies et Templeuve !

Auteur : Habitants de la Pévèle

Créée le 18/10/2023

1.440 signatures

---

**Destinataire(s) : Ministre de la Justice, Garde des Sceaux**

Comme vous le savez sans doute, un projet de Centre Educatif Fermé (CEF) nous a été présenté par l'ALEFPA au second trimestre 2022 en proximité de l'établissement du même organisme. Il s'agit d'une structure dite **alternative à l'incarcération des mineurs multirécidivistes** à la suite d'actes délictueux ou criminels (le mot « prison pour jeunes » étant moins adapté !).

L'ALEFPA souhaite construire ce CEF **en lieu et place du projet de jardin de cocagne** validé en 2019.

La majorité du conseil municipal de Mérignies se positionne **contre l'implantation d'un tel établissement** à cet endroit. En effet, la localisation du CEF en proximité de la Maison d'Enfance à Caractère Social (MECS), n'est **ni appropriée ni compatible socialement** ; elle **ne donne pas un bon exemple** aux 75 jeunes en grande difficulté. Nous avons aussi entendu vos peurs et la crainte d'un sentiment d'insécurité sur la Pévèle.

Ainsi, fort de cette majorité remontée contre ce projet, la mairie de Mérignies a **entrepris plusieurs actions importantes**. L'une d'entre elles, **portée par la majorité des élus de la Pévèle** , consiste à recueillir votre soutien à l'encontre du CEF via une pétition que nous vous proposons de signer (pour les personnes majeures).

---

**Liste des 1.440 signatures et 163 commentaires :**

18/10/2023 22:06:30

18/10/2023 22:09:40 - Voisin - Julie ???? - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:28:51 - Kennedy - Jacques - 75000

18/10/2023 22:29:03

18/10/2023 22:29:26 - Thémé - Yann - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:29:30 - Etchepare - Caroline - 59710 - Mérignies

18/10/2023 22:29:38 - Haas - Laëtitia - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:29:54 - Grattepanche - Marie - 59710 - Pont a marcq

18/10/2023 22:30:00 - Drouard - Anne charlotte - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:30:01 - Erotico - Jimi - 59710 - Mérignies

18/10/2023 22:30:07 - Catesson - Jean-marc - 59500 - Douai

18/10/2023 22:30:14 - Ducrocq - Laetitia - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:30:17

18/10/2023 22:30:28

18/10/2023 22:30:32

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

18/10/2023 22:30:34 - Strecker - Julien - 75016

18/10/2023 22:31:29

18/10/2023 22:32:21 - Kerfi - Jess - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:33:49 - Hohweyer - Martine - 59310 - Faumont

18/10/2023 22:39:56

18/10/2023 22:40:46 - Etchepare - Gauthier - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:42:00 - Guiot - Aurelie - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:45:43 - Vimeux - Rudy - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:48:57 - Béhague - Laurent - 59710 - Mérignies

18/10/2023 22:50:18 - Soula - Johanna - Faches thumesnil

18/10/2023 22:50:25 - Dhallewyn - Mathieu - seclin - Lille

18/10/2023 22:53:01 - Duquesne - Susannah - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:53:49 - Merlin-debril - Anne-marie

18/10/2023 22:54:21 - Van lathem - Olivier - 59710 - Merignies

18/10/2023 22:56:35 - Huber - Rodolphe - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:05:11 - Hamrit - Guillaume

18/10/2023 23:06:24 - Duhomez - Didier - 59000 - Lille

18/10/2023 23:11:33

18/10/2023 23:13:12 - Dubois - Amélie - 59710 - Mérignies

18/10/2023 23:17:14 - Lehembre - Jerome

18/10/2023 23:17:27 - Tafforeau - Coralie - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:22:03 - Mocek - Xavier-nicolas - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:23:22 - Groux - Michel - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:24:10 - Demailly - Elodie - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:24:18 - Amela - Stephanie - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:25:21 - Fleury - Martine - 59710 - Mérignies

18/10/2023 23:28:34 - Drubay - Fabien

18/10/2023 23:28:43 - Drouard - Yohan - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:30:37 - Dos santos - Raphael - 59710 - Merignies

18/10/2023 23:33:53 - Genty - Lenora - 59400 - Cambrai

18/10/2023 23:48:32

18/10/2023 23:51:23 - Vatelot - Sylvie - 59710 - Merignies

19/10/2023 03:30:38 - Bonpain - Valérie - 59241

19/10/2023 03:33:22 - Declercq - Alexandre - 59710 - Merignies

19/10/2023 03:39:18 - Declercq - Frédérique - 59710 - Merignies

19/10/2023 05:19:25

Non à l implantation du centre éducatif fermé

19/10/2023 06:02:16 - Konarkowski - Daniel - 59710 - Merignies

19/10/2023 06:07:37 - Deruyter - Elisabeth - 59710 - Merignies

19/10/2023 06:24:24 - Pollet - Hélène - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 06:27:41 - Tafforeau - Coralie - 59710 - Merignies

19/10/2023 06:36:46 - Duhamel - Emilie - 59246 - Mons en pevele

19/10/2023 06:40:38 - Lecomte - Thierry - 59150 - Wattrelos

19/10/2023 06:41:25

19/10/2023 06:41:57 - Pamar - Jean-baptiste - 59680 - Colleret

19/10/2023 06:44:27 - Fossaert - Kelly - 59710 - Avelin

19/10/2023 06:49:56 - Fanelli - Rose - 59710 - Merignies

19/10/2023 06:50:51 - Gwénaelle goudaert - Gwénaelle - 59710 - Merignies

19/10/2023 06:57:33 - Labeeuw - Aurélien - 59110 - La madeleine

19/10/2023 07:01:45 - Deregnieaux - Mickael - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:01:58 - Perez - Juan francisco - 59710 - Mérignies

19/10/2023 07:05:04 - Schiettecatte - François - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:07:36

19/10/2023 07:08:09

19/10/2023 07:08:39 - Berquin van lathem - Cecile

19/10/2023 07:09:41

19/10/2023 07:16:32 - Terrier - Sophie - 59490 - Somain

19/10/2023 07:18:33

19/10/2023 07:18:57

19/10/2023 07:21:34 - Sampers - Christian - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:21:45 - Hennebil - Virginie - 59235 - Bersée

19/10/2023 07:21:59 - Lecoq - Arnaud

19/10/2023 07:23:38 - Lemyze - Malcolm - 59710 - Mérignies

Quel intérêt pour les habitants si ce n’est encore ajouter un établissement supplémentaire sur les terres de templeuve

19/10/2023 07:24:16 - Chretien - Melanie - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 07:27:15 - Mancino - David - 59710 - Mérignies

19/10/2023 07:31:04 - Vermetten julie - Julie - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:32:27

19/10/2023 07:36:54 - Dutriaux - Louise - 59310 - Coutiches

19/10/2023 07:38:40 - Lemyze - Elisabeth - 59290

19/10/2023 07:40:40 - Deruyter - Laurent - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:45:16 - Hue - Florence - 59 710 - Mérignies

19/10/2023 07:45:45 - Roch nicollet - Jessica - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:51:49 - Sedairia - Najim - 59246 - Mons en pevele

19/10/2023 07:52:14

19/10/2023 07:52:21 - Bouche - Olivia - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:52:27

19/10/2023 07:53:15 - Zimny - Christophe - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:53:46 - Potiez - Caroline - 59133 - Phalempin

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 07:57:00 - Jongle - Estelle - 59239 - Thumeries

19/10/2023 07:57:05 - Wiart - Amélie - 59710 - Merignies

19/10/2023 07:57:13 - Potiez - Janick - 59551 - Attiches

19/10/2023 08:01:32 - Samain - Aurélie - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:01:47

19/10/2023 08:02:23 - Belfench - Virginie - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:07:21 - Mao - Dominique - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:07:25

Quel est l'intérêt de faire peser une pression psychologique à toute une population, faite essentiellement de familles, et d'impacter leur patrimoine en faisant chuter la valeur de leur maison - alors qu'ils contribuent en général largement à l'effort social par l'impot- avec en contrepartie le mirage d'un mode de vie qui ne rendra que renforcement d'un sentiment de frustration, concernant cette population délinquante incarcérée ? Probablement dogmatique, idéologique, mais sûrement pas dans l'intérêt d'aucune des 2 parties. C'est mon avis personnel.

19/10/2023 08:14:03 - Bonafos - Guillaume - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:14:57 - Singer - Dominique - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:19:25

19/10/2023 08:21:42 - Dulot - Virginie - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:21:49

19/10/2023 08:22:09 - Lariviere - Giovanny - 59242 - Cappelle-en-pevele

19/10/2023 08:25:17

19/10/2023 08:25:48 - Heldebaume - Sylvia - 59242 - Cappelle en pevele

19/10/2023 08:29:50

19/10/2023 08:35:41 - Nonnon - Dimitri - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:35:52

19/10/2023 08:41:17 - Olivier pasquet - Olivier - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 08:42:03 - Aladjidi - Sergio - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 08:42:23 - Merlin - Daniel - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:42:35 - Wattel - Rachel - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:42:40 - Bouchendhomme - Mickael - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:43:40 - Pruvot - Corinne - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:43:41 - Beauguerlange - Claire - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:45:24 - Drumez - Serge - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:46:44

La racaille attire la racaille Pour quoi ne pas implanter au milieu de nulle part , voir reprendre un ancien bâtiment pénitentiaire existant ( ils n ont pas besoin de luxe et de confort )

19/10/2023 08:50:06

19/10/2023 08:52:15 - Deruyter - Laure - 59710 - Merignies

19/10/2023 08:56:02

NON, NON à ce CEF.

19/10/2023 08:57:49 - Dagneaux - David - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:00:11 - Leplat - Christine - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 09:03:02 - Leplat - Mathilde - 59710 - Pont à marcq

19/10/2023 09:04:48 - Dhallewyn - Catherine - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 09:06:04 - La ganga - Marie - 59242 - Cappelle en pevele

19/10/2023 09:08:18 - Luczak - Annabelle - 59710 - Mérignies

19/10/2023 09:10:32 - Le lay - Antoine - 59155 - Faches thumesnil

19/10/2023 09:13:03 - Dhallewyn - Sebastien - 59810 - Lesquin

19/10/2023 09:13:25 - Demailly - Caroline - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 09:13:55

Non au CEF de Mérignies

19/10/2023 09:15:50 - Bilhou - Jean-pierre - 59710 - Mérignies

19/10/2023 09:20:31

19/10/2023 09:29:29 - Lamarre - Pauline - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 09:29:34 - Anguille - Jocelyne - 6300 - Nice

19/10/2023 09:29:36 - Daiane - Dos santos

19/10/2023 09:32:49 - Caroline - Huber - 59710 - Merignies

Je suis contre ce Projet de CEF qui n'a pas sa place dans notre ville pour diverses raisons , insécurité de notre ville , mauvaise image négative face aux jeunes de la maison d'enfance MECS situé en face . Budget effarant pour réintégrer socialement 1 ou 2 personnes sur la totalité des jeunes intégrant ce sytème.

19/10/2023 09:33:41 - Dauchy - Anne - 59000 - Lille

19/10/2023 09:37:40 - Lesoin - François xavier - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:40:25 - Bervas - Eric

19/10/2023 09:42:21 - Vandorpe - Valérie - 59710 - Pont a marcq

19/10/2023 09:42:33 - Nowak - Kamila - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 09:42:43 - Isabelle capron - Isabelle - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:45:05 - Senecaut - Delphine - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:46:40 - Caron - Nathalie

Nous ne souhaitons pas un vente si proche des habitations

19/10/2023 09:47:24 - Antoine - Antoine - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:50:40 - Nguyen - Jérémie - 59710 - Mérignies

19/10/2023 09:50:49 - Parmentier - Bérénice - 59710 - Merignies

NON ET NON, ne faites pas ce centre dans la Pévèle !

19/10/2023 09:51:17

19/10/2023 09:52:29 - Melon - Francis - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:52:49

19/10/2023 09:53:40

19/10/2023 09:53:55 - Broche - Daniel - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:54:34 - Lucas - Magali - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:55:21 - Lucas - Annie - 36700 - Flere la rivière

19/10/2023 09:55:24 - Vanesse - Faustine - 59710 - Merignies

19/10/2023 09:56:08 - Equinet - Fany - 59310 - Mouchin

19/10/2023 09:57:35 - Haeck - Robin - 59710 - Merignies

19/10/2023 10:03:55 - Masurel - Adrien - 59242 - Templeuve en pevele

Absolument contre l'implantation de ce CEF

19/10/2023 10:04:39 - Salomé - Anita - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 10:06:04 - Caillaux - Agathe - 59710 - Merignies

Implanter un CEF à côté d'un golf !!! Mais qui a eu cette grande idée ?? Peut-être [illegible] domicile !!!!

19/10/2023 10:11:38 - Santos - Saturnin - 59710 - Merignies

Je soutiens cette pétition et suis absolument contre ce projet

19/10/2023 10:13:57 - Philippon - Laurent - 59242 - Templeuve

Je m'oppose par principe car il y a une rupture de confiance entre le porteur de projet et les élus. Ces derniers ont donné leur accord et facilité l'implantation d'un projet (le jardin de cocagne), qui se révèle être un cheval de Troie pour tout autre chose.

19/10/2023 10:16:13 - Fraioli - Cédric - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 10:16:30 - Dauchy - Manon - 59710 - Merignies

19/10/2023 10:19:07 - Bernard - Hugo - 59710 - Merignies

19/10/2023 10:25:04 - Vandenberghe - François - 59710 - 59710

19/10/2023 10:36:03 - Augustin - Vanesse - 59710 - Merignies

19/10/2023 10:41:29 - Leclere - Julie - 59710 - Merignies

19/10/2023 10:45:20 - Gillard - Marie - 59494 - Aubry du hainaut

Bonjour J'adhère à l'idée que mettre les enfants de la MECS avec ceux du CEF n'est pas judicieuse

19/10/2023 10:46:35 - Le lay - Marie-christine - 59710 - Merignies

Contre

19/10/2023 11:00:27 - Vanaer - Hugo - 59710 - Merignies

19/10/2023 11:11:09 - Giezek - Nicolas

19/10/2023 11:20:51 - Chardon - Elodie - 59710 - Merignies

19/10/2023 11:24:50

19/10/2023 11:25:37 - Vandekerckhove - Olivier - 59710 - Merignies

19/10/2023 11:27:58

19/10/2023 11:37:43 - Termonia - Valérie - 62500 - Tilques

19/10/2023 11:40:30 - Bernard - Jean-pierre - 59710 - Merignies

TOTALEMENT CONTRE CE PROJET DESASTREUX QUI COMPROMETTERA SERIEUSEMENT LA SECURITE DE NOTRE POPULATION ET DE NOS ENFANTS ++++

19/10/2023 11:45:23 - Cassen - Firas - 59710 - Mérignies

19/10/2023 11:45:57 - Lambelin - labalette - Geraldine - 59242 - Templeuve

19/10/2023 11:46:02 - Maurizi - Philippe - 59310 - Coutiches

Non à ça projet insecuritaire

19/10/2023 11:47:01 - Dauchy - Olivier - 59710 - Merignies

19/10/2023 11:47:02 - Thierry - Michaël - 59710 - Merignies

19/10/2023 11:47:25 - Celine trigalez - Celine - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 11:47:29

19/10/2023 11:50:32

19/10/2023 12:01:28 - Bernard - Hélène - 59710 - Merignies

19/10/2023 12:02:43 - Bernard - Octave - 59710 - Merignies

19/10/2023 12:14:44

19/10/2023 12:19:46 - Haeyaert - Véronique - 59710 - Merignies

Nous sommes défavorables à cette implantation à proximité de la gare de templeuve et de quartiers résidentiels

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 12:29:10 - Bridoux - Carole - 59710 - Merignies

19/10/2023 12:31:48

19/10/2023 12:34:13 - Dubrulle - Véronique - 59710 - Ennevelin

19/10/2023 12:40:07

19/10/2023 12:42:02 - Dugast - Geneviève - 59310 - Orchies

19/10/2023 12:46:28 - Decherf - Christophe - 59273 - Fretin

19/10/2023 12:50:26 - Jessenne - Géraldine - 59710 - Merignies

19/10/2023 12:51:00 - Lamoril - Varolina

19/10/2023 12:51:09 - Depersin - Claire - 59710 - Merignies

19/10/2023 12:53:41

19/10/2023 12:55:20 - Hamrit - Katalin - 59710 - Merignies

Non

19/10/2023 13:00:14 - Biiloe - Laurence - 59710 - Avelin

19/10/2023 13:06:25 - Suin - Ghizlane - 59710 - Merignies

19/10/2023 13:09:22 - Delannoy - Véronique - 59710 - Mérignies

.

19/10/2023 13:14:37 - Croquelois - Sophie

19/10/2023 13:16:04 - Vandersluys - Dominique - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 13:18:21 - Rousselle - Helene

Hors de question de ramener ce genre de population délinquante et dangereuse dans nos campagnes pour y amener encore plus d insécurité Nous avons choisi de vivre à la campagne pour nous éloigner des villes gangrenées par l'insécurité Et pour préserver nos familles Alors non merci !

19/10/2023 13:21:08 - Dubois - C - 59830 - Bourghelles

19/10/2023 13:22:19 - Lehembre - Nathalie - 59710 - Merignies

19/10/2023 13:24:59 - Lobel - Jean-pierre - 59710 - Merignies

19/10/2023 13:26:07 - Zinno - Helene - 59242 - Templeuve en pevele

Tout à fait d'accord avec vous !

19/10/2023 13:32:40 - Sylvie champey-reichardt - Sylvie - 59710 - Merignies

19/10/2023 13:34:20

19/10/2023 13:35:26 - Langevin - Alain - 59710 - Avelin

19/10/2023 13:39:05

19/10/2023 13:40:02 - Crowther - Marion - 60200 - Compiã¨gne

Projet mis en place de façon honteuse !

19/10/2023 13:40:41

19/10/2023 13:51:48 - Vanesse - Augustin - 59710 - Merignies

19/10/2023 14:00:41 - Wullens - Stephanie - 59242 - Cappelle en pevele

19/10/2023 14:00:54

Je suis totalement contre

19/10/2023 14:13:48 - Desquiens viviane - Desquiens - 59710 - Ennevelin

19/10/2023 14:14:16

19/10/2023 14:15:07 - Charlot - Fanny - 59710 - Merignies

19/10/2023 14:44:31 - P - G - 59000

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 14:45:35 - Pinceel - Fatima

19/10/2023 14:45:42

19/10/2023 14:53:05 - Le lay -josse - Alexia - 59710 - Merignies

19/10/2023 15:02:29 - Guillaume - Dhallewyn - 59319 - Faumont

19/10/2023 15:06:11 - Fernandez trindade - Martine - 59110 - La madeleine

19/10/2023 15:08:10

19/10/2023 15:09:25 - Gayot - Jean-françois - 59710 - Avelin

19/10/2023 15:20:16 - Carré brigitte - Brigitte - 62112 - Gouy sous bellonne

19/10/2023 15:26:09

19/10/2023 15:34:28

19/10/2023 15:42:02

19/10/2023 15:45:00

19/10/2023 16:15:06 - Chouya - Florian - 59710 - Merignies

19/10/2023 16:17:19

Contre cette implantation

19/10/2023 16:18:39 - Delehaye - Philippe - 59710 - Merignies

19/10/2023 16:19:00 - Chouya - Léandre - 59710 - Merignies

19/10/2023 16:19:06 - Chouya - Stephanie - 59710 - Merignies

19/10/2023 16:31:28

19/10/2023 16:37:10 - De baere - Jean-pascal - 59710 - Merignies

19/10/2023 16:40:47 - Delinselle - Jean michel - 59167 - Lallaing

19/10/2023 16:41:35 - Decauwert - Thérèse - 59710 - Merignies

19/10/2023 16:48:27 - Beaucamp - Anne - 59551 - Attiches

19/10/2023 17:09:43 - Topart - Maryse - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 17:16:28 - Doom - Nadege - 59710 - Mérignies

19/10/2023 17:27:03 - Remy lantoine - Remy - 59710 - Merignies

19/10/2023 17:27:49 - Chr?tien - Sylvie - 59710 - Pont a marcq

19/10/2023 17:32:16 - Gayot - Régine - 59710 - Avelin

19/10/2023 17:45:01 - Steelandt - Aurelie - 59710 - Merignies

19/10/2023 17:47:53 - Choquet - Guislaine - 59710 - Merignies

honteux de venir implanter un tel projet près d'une gare au beau milieu d'une campagne paisible!!! NON nous n'en voulons pas!

19/10/2023 17:47:58 - Dael - Nicolas - 59710 - Merignies

Sans commentaire !

19/10/2023 17:50:23 - Wartel - Charline - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 17:52:12

D.'un projet initial de structure éducative maraîchère avec magasin de vente des produits locaux et arriver à un projet de centre éducatif ferme pour mineurs récidivistes, quelle embrouille et quelle arnaque!!!!!! C'est inadmissible !!!!

19/10/2023 17:55:34 - Geeraert - Patrick - 59710 - Merignies

19/10/2023 18:00:45 - Penet - Gilles - 59246 - Mons en pevele

19/10/2023 18:02:47

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 18:20:48

19/10/2023 18:26:34

un bon moyen de ramener la délinquance dans nos campagnes et les familles de visiteurs qui les accompagnent!!

19/10/2023 18:31:31 - Ramecourt - Remy - 59710 - Pont a marcq

Contre c est à-côtés d un college

19/10/2023 18:34:03 - Calais - Félicité - 59242 - Cappelle en pevele

19/10/2023 18:42:31 - Vanesse - Jérôme - 59710 - Merignies

19/10/2023 18:47:00 - Parasote - Jennifer - 59710 - Merignies

19/10/2023 18:48:40 - Guerin - Christelle - 59710 - Merignies

19/10/2023 18:50:34 - Jessenne - Eric - 59710 - Mérignies

19/10/2023 18:51:32 - Jessenne - Eric - 59710 - Mérignies

19/10/2023 18:56:06 - Virey - Marilyn - 59000 - Lille

19/10/2023 18:58:43 - Bauden - Marcel - 59710 - Merignies

19/10/2023 19:00:31 - Duriez - Marie - 59310 - Saméon

19/10/2023 19:02:20 - Duquesne - Gregory - 59710 - Merignies

19/10/2023 19:05:06 - Avanthey - Eric - 74749 - Sixt fer à cheval

19/10/2023 19:12:28

19/10/2023 19:17:41 - Lecointre - Marie thérèse - 59710 - Merignies

19/10/2023 19:27:42 - Lucas bernard - Bernard - 59710 - Merignies

19/10/2023 19:52:30 - Picart - Isabelle - 59710 - Merignies

Je signe

19/10/2023 20:01:01 - Tincq - Alexia - 62640 - Montigny en gohelle

19/10/2023 20:27:08 - Femery - Adeline - 59273 - Fretin

19/10/2023 20:34:35 - Boursier - Delphine - 59113 - Seclin

19/10/2023 20:36:15

19/10/2023 20:40:17 - Pollart - Annie - 59553 - Lauwin planque

19/10/2023 20:46:03 - Veerasamy - Stéphanie

pourquoi créer un pôle de difficulté sociale, plutôt que de séparer à distance ces centres ?

19/10/2023 20:48:20

19/10/2023 20:50:51 - Pollart - Michel - 59553 - Lauwin planque

19/10/2023 20:51:12 - Bourlot - Nathalie - 59242 - Genech

19/10/2023 20:57:50 - Champey - Josiane - 59710 - Pont a marcq

19/10/2023 21:01:21

19/10/2023 21:02:44

19/10/2023 21:05:21

Non a ce projet!

19/10/2023 21:08:25 - Rakotomalal - Hervey - 59710 - Merignies

19/10/2023 21:16:17 - Veerasamy - Kesavan - 59710 - Merignies

19/10/2023 21:16:26 - Vanesse - Léonie - 59710 - Merignies

Ce n’est pas le lieu approprié

19/10/2023 21:18:07 - Brechignac - Christian - 59242 - Templeuve en pevele

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/10/2023 21:41:49 - Marieke buvat - Marieke - 59310 - Coutiches

19/10/2023 22:00:52 - Minon - Christelle - 59710 - Pont a marcq

19/10/2023 22:01:16

19/10/2023 22:19:08 - Minet - Coralie

19/10/2023 22:44:31 - Montet - Jessie - 59810 - Lesquin

Contre ce projet.

19/10/2023 22:49:57 - Wilczynski - Michel - 59710 - Pont a marcq

19/10/2023 22:57:03 - Baux - François - 59710 - Mérignies

19/10/2023 23:01:14 - Derenoncourt - Olivier - 59710 - Pont a marcq

Je suis contre, en 2023 un jeune de 16 ans s'est échappé de la maison de Pont à Marque et à frappé mes enfants dans la rue de Templeuve .

19/10/2023 23:05:40 - Ivanova - Pavlina - 59242 - Templeuve en pevele

19/10/2023 23:23:34 - Dumoulin - Annie - 59830 - Wannehain

19/10/2023 23:25:56 - Pruvot - Yves - 59710 - Merignies

20/10/2023 00:04:26 - Hamy - Charlotte - 59710 - Merignies

20/10/2023 00:08:42 - Maës - Emmanuel - 59710 - Pont a marcq

Le secteur n,est pas approprié pour une implantation d,un CEF.

20/10/2023 00:10:13 - Bouillez - Christian - 59710 - Pont a marcq

20/10/2023 00:47:01 - Duquesne - Lucas - 59710 - Merignies

20/10/2023 00:47:43

20/10/2023 01:10:18 - Drelon - Christian - 59491 - Villeneuve d ascq

20/10/2023 01:21:09 - Saure setbon - Isabelle - 59710 - Mérignies

20/10/2023 03:00:56 - Lefebvre - Laurie - 59273 - Fretin

20/10/2023 05:32:06 - Demailly - Joelle - 62149 - Givenchy les la bassee

20/10/2023 06:01:31 - Herbaut - Ludivine - 59273 - Fretin

20/10/2023 06:15:38

20/10/2023 06:22:52

20/10/2023 06:30:03 - Tardif - Carole - H7N 3V7 - Lacsl

20/10/2023 06:32:46 - Sion - Christophe - 59710 - Pont a marcq

20/10/2023 06:34:05 - Lebel - Patrick - 03800

20/10/2023 06:37:57 - Nancy - Marie - 54390 - Frouard

20/10/2023 06:38:09 - Panien - Vincent - 59710 - Merignies

20/10/2023 06:41:45 - Anne-françoise michelle marie faramin - Anne-françoise michelle marie - 21200 - Beaune

20/10/2023 06:42:31 - Jacques - Edouard - 59710 - Mérignies

20/10/2023 06:43:12 - Damant - Nancy - 57530 - Pange

20/10/2023 06:43:46 - Mathiez - Fabrice - 51220 - Hermonville

20/10/2023 06:46:17 - Marques - Ana

20/10/2023 06:51:39 - Corraini - Maryse

20/10/2023 06:53:04 - Garcin - Georges - 5000 - Gap

20/10/2023 07:01:21 - Grebert - Chantal - 80140 - Nesle l'Hopital

20/10/2023 07:03:22 - Merle - Nathalie - 91800 - Brunoy

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 07:07:30 - Tetu - Bruno - 59710 - Merignies

20/10/2023 07:07:47 - Buisson - Jaqueline - 71580 - Charnay les macon

20/10/2023 07:09:35 - Marconi - Christiane

20/10/2023 07:09:38 - Garand - Christine - 49260

20/10/2023 07:18:48 - Zanitto - Valito - 69100 - Villeurbanne

20/10/2023 07:19:41 - Le - Corinne

20/10/2023 07:20:34 - Duhamel - Gregory - 59710 - Merignies

Not appropriate for the garden of plenty.

20/10/2023 07:21:11 - Link - Virgene

20/10/2023 07:22:59 - Patricia - Fuchs - 57400 - Sarrebourg

20/10/2023 07:23:31

20/10/2023 07:25:57

20/10/2023 07:26:35 - Timy - Shanna - 68230 - Turckheim

20/10/2023 07:28:08 - Lalau - Laurent - 59310 - Auchy lez orchies

20/10/2023 07:30:14 - Collodeau - Lionel

20/10/2023 07:32:20 - Chesnel - Philippe - 78490 - Vicq

20/10/2023 07:33:31 - Tetu - Bénédicte - 59710 - Merignies

beaucoup de mineurs isolés dont personne ne veut en france assez de supporter cette immigration africaine assez c’est insupportable

20/10/2023 07:36:02 - Moron - Marylise - 75012 - Paris

20/10/2023 07:36:38 - Delpeux - Patrice - 75012 - Paris

20/10/2023 07:37:25 - Jovin - Maryse

20/10/2023 07:40:02 - Menard - Maxime - 59710

20/10/2023 07:40:43 - Menu - Nathalie - 02400 - Chateau Thierry

20/10/2023 07:44:00 - Coquerelle - Michèle

20/10/2023 07:44:45 - Pelerin - Stephanie - 93270 - Sevran

20/10/2023 07:45:19 - Augry - Christiane - 40230

20/10/2023 07:45:20 - Dos santos - Juliette - 59710 - Merignies

20/10/2023 07:50:12 - Legrand - Ghislaine - 34370

20/10/2023 07:52:20 - Dumortier - Valentin - 59710 - Merignies

20/10/2023 07:55:42 - Herbelot - Bernadette

20/10/2023 07:56:11 - Renucci - Dominique - 20090 - Ajaccio

20/10/2023 07:58:45 - Duquesnes - Sebastien - 59710 - Merignies

20/10/2023 08:00:21 - David - Eliane - 13012 - Marseille

20/10/2023 08:05:12 - Zoe - Spiropoulou - 12462

20/10/2023 08:05:44 - Joseph - Fred

20/10/2023 08:05:53 - Schepers - Gérald - 5651

20/10/2023 08:06:39 - Defoulny - Rodrigue - 76200 - Dieppe

20/10/2023 08:07:41 - Blesa - Esther - 08029 - Barcelona

20/10/2023 08:09:01 - Bernard - Anne sophie - 59710 - Ennevelin

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 08:11:07 - Vial - Dominique - 69160 - Tassin la demi lune

20/10/2023 08:11:26 - Rouger - Sophie

20/10/2023 08:11:43 - Julien - Patricia

20/10/2023 08:12:36 - Lelay - Jean - 59710 - Merignies

20/10/2023 08:13:27 - Moro - Valerie - 31410

20/10/2023 08:13:53 - Wuilbaut - Benoit - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 08:14:00 - Molion - Sylvaine

20/10/2023 08:15:27 - Jordi núñez i pallarola - Jordi

20/10/2023 08:16:00 - Dallet - Frédérique - 33138 - Lanton

20/10/2023 08:17:38 - Miettinen - Anne

20/10/2023 08:18:59 - Herman - Chris - 4630 - Soumagne

20/10/2023 08:19:23 - Fauvette07

20/10/2023 08:19:24

20/10/2023 08:19:37 - Schaeffer - Charles - 67380 - Lingolsheim

20/10/2023 08:20:20 - Dargent - Murielle - 69100 - Villeurbanne

20/10/2023 08:20:46 - Pelletier - Caroline - 76540 - Theuville aux maillots

20/10/2023 08:21:05 - Lacheray - Marie - 76000 - Rouen

20/10/2023 08:23:18 - Kuzyk - Nicolas - 28000 - Chartres

20/10/2023 08:24:35 - Hemidy - Jeanne - 78450 - Chavenay

20/10/2023 08:30:15 - Gamba - Clément

Il y a d’autres endroits plus approprié que cet endroit proche d’enfants (piscine ) route passante, gare, aux enfants en difficultés et quartier résidentiel.

20/10/2023 08:40:28 - Roux - Amandine - 59710 - Merignies

20/10/2023 08:41:40

20/10/2023 08:42:37 - Pizzi - Eve

20/10/2023 08:46:10 - Verdellet - Jean alain - 31200 - Toulouse

20/10/2023 08:46:44 - Faure - Roland

20/10/2023 08:52:29 - Dubuc - Sarah - 77350 - Le Mee sur Seine

Contre

20/10/2023 08:53:49

20/10/2023 08:53:53 - Przybsyz - Michele - 31200 - Toulouse

20/10/2023 08:56:08 - Manuel - Annette - 05500 - St bonnet en champsaur

20/10/2023 08:58:41 - M - T - 6000 - Charleroi

20/10/2023 08:59:19 - A. - I. - 03700 - Bellerive sur Allier

20/10/2023 09:00:57 - Serre-serville - Daniele - 24660 - Coulounieix Chamiers

20/10/2023 09:02:58 - Ledoux - Marie-christine - 77148

20/10/2023 09:03:46 - Poussin - Didier - 72460 - Sille le philippe

20/10/2023 09:03:58 - Lepri - Marie - 31200 - Toulouse

20/10/2023 09:05:20

20/10/2023 09:06:35 - Gerjets - Astrid - 31319 - Sehnde

20/10/2023 09:07:12 - De lemud - Marie - 57000 - Metz

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 09:08:30 - Staffilani - Teseo - 64018 - Torotreto

20/10/2023 09:10:31 - Struttmann - Elisabeth - 57600 - Forbach

20/10/2023 09:10:53 - Favaloro - Jacqueline - 13013 - Marseille

20/10/2023 09:12:22 - Faitot - Jocelyne

20/10/2023 09:12:26 - Pons - Sylvaine - 95180 - Menucourt

Trop proche des habitations, pourquoi pas ce servir d'une friche industriel plutôt que de reconstruire du neuf, encore du béton !!

20/10/2023 09:14:52 - Colditz - Pierre - 59710 - Pont a marcq

20/10/2023 09:16:18 - Le corre - Patricia - 33400 - Talence

20/10/2023 09:18:44 - Marty - Marie-christine - 31150 - Fenouillet

20/10/2023 09:19:50 - Christian - Salvador - 26300

20/10/2023 09:21:56 - Jullien - Ghislaine - 56310 - Guern

20/10/2023 09:21:57 - Calloud - Annie

20/10/2023 09:24:51 - Petit - Guillaume

20/10/2023 09:25:44 - Dubreuil - Maya - 35400 - St malo

20/10/2023 09:28:23 - Cozic - Martine - 92130 - Issy les moulineaux

20/10/2023 09:32:41 - V. Pontarlier - Bernard - 25300 - Pontarlier

20/10/2023 09:34:01 - Setbon - Stephan

20/10/2023 09:36:03

20/10/2023 09:38:43 - Mytnik - Françoise

20/10/2023 09:38:56 - Subrini - Marie-louise - 78400 - Chatou

20/10/2023 09:40:12

20/10/2023 09:41:23 - Carmen miranda - Carmen - 00961 - Bayamon, puerto rico

20/10/2023 09:43:55 - Benoit - Yves - 70110 - Vellechevreux et Courbenans

20/10/2023 09:44:47 - Scialesi - Annie - 13490 - Jouques

20/10/2023 09:46:56 - Josette b?lonie - Josette - 75014 - Paris

20/10/2023 09:47:05 - Singer - Philippe - 59710 - Merignies

20/10/2023 09:48:33

20/10/2023 09:50:37 - Maria - Huguette - 6100 - Nice

20/10/2023 09:51:54 - Dias - Marie-josé

20/10/2023 09:52:46 - Arnaud - Delphine - 83350 - Ramatuelle

20/10/2023 09:54:56 - Limousin - Laurence - 30320 - Poulx

20/10/2023 09:56:00 - Belissant - Isabelle

20/10/2023 10:00:32 - Zoe - Zoe - 78 - France

20/10/2023 10:03:20 - Bretonniere - Nancy

20/10/2023 10:05:56 - Durnez - Marie ange - 7700

20/10/2023 10:06:17 - Roux

20/10/2023 10:07:12 - Viel - Dominique - 84400 - Apt

Gros investissement pour ce centre mal implanté pour incarcérer des délinquants alors que les prisons à rénover attendent des budgets occupons nous déjà des jeunes suivis par l Alefpa pour les sortir de la spirale du refus des règles communautaires

20/10/2023 10:07:23 - Chretien - Daniel - 59242 - Templeuve en pevele

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 10:08:21 - Petitjean - Serge

20/10/2023 10:12:45 - Fischer - Patrice - 76800 - St Etienne du Rouvray

20/10/2023 10:14:00 - Malorie - Fontes - 1376 - Goumoëns la ville

20/10/2023 10:16:42 - Hulin - Rachel - 91000

20/10/2023 10:18:57 - Savaete - Laurence - 59710 - Merignies

20/10/2023 10:19:42 - Couprie - Ghyslaine - 44200 - Nantes

20/10/2023 10:25:21 - Nivesse - Etienne - 59830 - Bourghelles

20/10/2023 10:28:42 - Yulafci - Nadine - 93410 - Vaujours

20/10/2023 10:29:02 - Piekarski - Patrick - 34070

20/10/2023 10:29:16

20/10/2023 10:30:59 - Benoit - Ghislain - 64000 - Pau

20/10/2023 10:31:23 - Landi - Landina severina - 07100 - Sassari

20/10/2023 10:32:15 - Kite - Richard - Bb8 9aw

20/10/2023 10:35:16 - Manzini - Nicole

20/10/2023 10:40:11 - Ribet - Jean - 83490 - Le muy

20/10/2023 10:43:12 - Dubois - Sandrine - 59710 - Mérignies

20/10/2023 10:49:06 - Roux - Gaëlle - 07270 - St barthelemy grozon

20/10/2023 10:50:25 - Barillot - Bastien - 79000 - Niort

En complet accord

20/10/2023 10:51:17 - Fleury - Jean-paul - 59710 - Merignies

20/10/2023 10:56:15 - caron - Christine

20/10/2023 10:56:15 - Friedmann - Michael - 10461 - Bronx

20/10/2023 10:58:49 - Sainthuile - Jean-baptiste - 59710 - Merignies

20/10/2023 10:59:35 - Lesecq - Jean-marie - 27520 - Bosguerard de marcouville

20/10/2023 11:00:24 - Silly - André - 93100 - Montreuil

20/10/2023 11:01:51 - Bougrine - Fatma - 27200 - Vernon

20/10/2023 11:02:17

20/10/2023 11:04:07 - Nettleton - Xenia - 1219 - Geneva

20/10/2023 11:04:34 - Creteur - Melanie - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:06:16 - Vanesse - Karine - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:08:45 - Le corre - Catherine - 95800 - Cergy

20/10/2023 11:09:14 - Petit - Sylvie - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:12:40 - Duterte - Daniele - 59710 - Mérignies

20/10/2023 11:13:00 - Zu?iga valencia - Anne-marie - 59260 - Lille

20/10/2023 11:15:35 - Petit - Cédric - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:16:00 - Promonet - Claude - 01100 - Oyonnax

20/10/2023 11:16:11 - Lefevre - Martine - 54260 - Allondrelle lamalmaison

20/10/2023 11:19:30 - Buquet - Gauthier

20/10/2023 11:20:28 - Galine

20/10/2023 11:21:02 - Fléchaire - Guillaume

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 11:22:57 - Courtes - Colette

20/10/2023 11:23:09 - Lesoin - Anne flore - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:24:22 - Martinot - Marine

20/10/2023 11:24:24 - Boudot - Catherine - 78480

Je suis contre !

20/10/2023 11:25:08 - Lasselin - Cyrielle

20/10/2023 11:27:27 - Moynihan - Juliette - 59710 - Mérignies

20/10/2023 11:34:58 - Dumortier - Edouard - 44115 - Haute goulaine

Il y a certainement un espace plus proche de la frontière et des voies de circulation, qui permettra, de garantir aux "clients", un accès sécurisé aux plaisirs de la liberté.

20/10/2023 11:35:10 - Servais - Francis - 59283 - Raimbeaucourt

20/10/2023 11:36:04 - Lusso - Monique - 77130 - Varennes

20/10/2023 11:36:28 - GUALCO - virgile - 06500 - Menton

20/10/2023 11:36:42 - Le lay - Patrice - 64000 - Pau

Je suis contre ce projet qui nous apportera plus de soucis que de bien être

20/10/2023 11:39:22 - Dumetz - Philippe - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:41:21 - Winand - Francoise

20/10/2023 11:44:50 - Loquet - Daniele - 59710 - Merignies

20/10/2023 11:45:30

20/10/2023 11:47:34 - Deleflie - Blandine

20/10/2023 11:53:19 - Carine dor - Dor - 1400 - Nivelles

20/10/2023 11:54:54 - Rossi - Gisèle - 13004 - Marseille

20/10/2023 11:55:31 - Dumortier - Marie - 59110 - La madeleine

20/10/2023 11:57:27 - Moniez - Gaetanne - 37500 - Ligre

20/10/2023 11:58:19 - Comère - Maurice

20/10/2023 11:59:41 - Demas - Violaine - 60260 - 2 rue du blanc champ

Non

20/10/2023 12:02:28

20/10/2023 12:05:07 - Delannoy - Aline - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:06:59 - Payse - Lionel - 45200 - Amilly

20/10/2023 12:07:39 - Schellenbaum - Joseph - 68200 - Mulhouse

20/10/2023 12:08:21 - Bertolina - Agnes - 20600 - Bastia

20/10/2023 12:08:31 - Dussart(raelien) - Jean-claude - 06200 - Nice

20/10/2023 12:10:56 - Bourgeois - Isabelle

20/10/2023 12:12:27 - Ausbart - Suzanne - 94170

Je suis tout à fait opposé un l'implantation d'un centre éducatif fermé, qui nuirait considérablement à notre belle commune d'autant plus que le projet initial n'était pas du tout celui-là. Il y a eu tromperie de la part de l'ALEFPA.

20/10/2023 12:14:08

20/10/2023 12:15:04 - Pion - Jean Paul

20/10/2023 12:23:43 - Ory - Daniel - 68240 - Freland

20/10/2023 12:23:58 - Chiummento - Melanie

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 12:26:23 - Dumortier - Brigitte - 59910 - Bondues

20/10/2023 12:29:25 - Goul?o - Teresa - 2820-077 - Charneca de caparica

20/10/2023 12:29:57 - Radionoff - Natacha - 75011 - Paris 11

20/10/2023 12:30:39 - Vanmoerbeke - Oswald - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:30:55 - Rubicone - Nicole

20/10/2023 12:31:49 - Vaz - Tony - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 12:31:50 - Helbringer - Micha le - 67170 - Wingersheim les Quatre Bans

20/10/2023 12:35:12 - Cappoen - Hélène - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:37:00 - Goubet - Natacha - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:39:52

20/10/2023 12:42:05 - Leblanc - Emilie - 5620 - Rosée

20/10/2023 12:46:22 - Cristina - Alexandre

20/10/2023 12:46:37 - Girard - Pierrette - 93310 - Le Pre St Gervais

20/10/2023 12:51:17 - Duhamel - Lilly - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:54:25 - Dubois - Anita - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:56:34 - Bacon - Francis - 59710 - Merignies

20/10/2023 12:57:27 - Kawashima - Naomasa

20/10/2023 12:58:08 - Anton - W - 66663 - Merzig

20/10/2023 12:58:08 - Prestat - Nelly - 77169 - Chauffry

20/10/2023 12:58:49

20/10/2023 12:59:17 - Martin - Remi - 84200 - Carpentras

20/10/2023 13:00:17

20/10/2023 13:02:17 - Maes - Dorothée

20/10/2023 13:02:45 - Bacon - Catherine - 59200 - Tourcoing

c une belle ville il ne faut pas de prison ici

20/10/2023 13:03:43

20/10/2023 13:04:54 - Lekkas - Demetrios - 14563 - Kifisia

20/10/2023 13:04:57 - Mougin - Patrick - 93200 - Saint denis

20/10/2023 13:05:32 - Prestat - Nelly - 77169 - Chauffry

20/10/2023 13:11:14 - Riffard - Sandrine - 75005 - Paris

20/10/2023 13:12:56 - Riffard - Suzanne - 75005 - Paris

Il y a un monde entre "un projet initial de structure éducative maraîchère avec magasin de vente des produits locaux"... et un CEF qui draine des délinquants. Il faut également prendre en compte le fait que la proximité de la Maison d'Enfance à Caractère Social (MECS), n'est ni appropriée ni compatible avec le but recherché !!!

20/10/2023 13:23:14 - Cordova - Elisabeth - 69240 - Thizy les bourgs

20/10/2023 13:31:12 - Rodet - Dominique - 69360 - Communay

20/10/2023 13:33:02 - Marain - Laurence

20/10/2023 13:44:30 - Wagnon - Arthur - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 13:45:23 - Le brun - Nathalie - 94320

20/10/2023 14:02:47 - AUZIERE - Didier Rémy - 83830 - Claviers

20/10/2023 14:05:59 - Gwenaelle - Bertaut - 59500 - Douai

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 14:09:55 - Owen - Isabel - PO19 0RQ - Chichester

20/10/2023 14:11:50 - Lefebvre - Laure - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 14:17:27 - Josette - Josette - 94130

20/10/2023 14:34:39 - Durand - Christophe - 95100 - Argenteuil

20/10/2023 14:34:55

20/10/2023 14:35:46 - Aslan - Gwendoline

20/10/2023 14:39:22 - Lecacheur - Sylvie - 14000 caen

20/10/2023 14:40:10 - cohen - lili

20/10/2023 14:47:13 - Lefebvre - Gery - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 14:48:11 - Bertram - Lionelle - 56740 - Locmariaquer

20/10/2023 14:48:29 - Saurrat - Marion - 31800 - Landorthe

20/10/2023 14:49:09 - Garnier - Claire

20/10/2023 14:49:24

20/10/2023 14:50:20 - Luczak - Olivier - 59710 - Merignies

20/10/2023 14:54:20 - Da cruz dos santos - Paola - 59710 - Merignies

20/10/2023 14:54:55 - Wintz - Raymonde - 83300 - Draguignan

20/10/2023 14:55:57

20/10/2023 14:59:29 - Castelain - Helena - 59235 - Bersee

20/10/2023 14:59:58 - Collet - François - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 15:00:29

20/10/2023 15:01:24 - Chretien - Audrey - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 15:01:52 - Ledieu - Ludovic - 59710 - Mérignies

20/10/2023 15:02:41 - Authosserre - Françoise - CH 1201 - Genève

20/10/2023 15:03:24 - Piton - Alain - 22120 - Quessoy

20/10/2023 15:04:54 - Hubaut - Romain - 59710 - Merignies

20/10/2023 15:06:01 - Delgrange - Tiffany - 59710 - Merignies

20/10/2023 15:07:51

20/10/2023 15:09:36 - Galland - Martine

20/10/2023 15:13:30 - Delannoy - Sophie - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 15:19:35 - Méjasson - Christelle - 42340 - Veauche

20/10/2023 15:21:34 - Hb - Clément - 59710 - Mérignies

20/10/2023 15:24:25 - Haegeman - Timote - 59710 - Merignies

20/10/2023 15:26:14

20/10/2023 15:31:03 - Lagon - Bernard - 59242 - Cappelle en pevele

20/10/2023 15:31:14

20/10/2023 15:33:44 - Lacoua - Jacky - 26200 - Montelimar

20/10/2023 15:34:40 - Celia elena - Fraigola - 20138 - Milano

20/10/2023 15:35:06 - Bedfert - Martine - 50250 - La Haye

20/10/2023 15:35:37 - Josette - Spiguelaire - 60110 MÉRU

20/10/2023 15:38:38

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 15:59:40 - Monique garcia - Monique - 71270 - Charette Varennes

20/10/2023 16:05:18 - Tammy king - Tammy

20/10/2023 16:10:35 - Fileyssant - Raphael - 78140 - Vélizy-villacoublay

20/10/2023 16:20:13 - Le stanc - Pascal - 78520 - Limay

20/10/2023 16:22:36 - Michon - Emmanuelle - 69420 - Longes

20/10/2023 16:55:17 - Noro - Leslie - 59710 - Merignies

20/10/2023 16:58:45 - Metayer - Anne-laure - 76600 - Le Havre

20/10/2023 17:06:08 - Gros - Patricia

20/10/2023 17:10:14 - Killerich - Alice - 57660 - Altrippe

20/10/2023 17:19:53 - Chenu renouf - Liliane - 50110 - Cherbourg en Cotentin

20/10/2023 17:22:55 - Grimm - Sylvie - 75014 - Paris

20/10/2023 17:27:20

20/10/2023 17:30:32 - Tabourel - Gerard

20/10/2023 17:35:00 - Zimmerman - Christine - 91100 - Corbeil Essonnes

20/10/2023 17:41:40 - Chevalier - Pierre marie - 59710 - Merignies

20/10/2023 17:52:15 - Saglietto - Eve - 82541 - Münsing

20/10/2023 18:15:42 - Fourure - Thomas - 59242 - Cappelle en pevele

20/10/2023 18:21:12 - DS - STEPH

20/10/2023 18:21:49 - Swane - Sarah - 77160

20/10/2023 18:25:47 - Burckert - Isabelle

20/10/2023 18:27:50 - Depauw - Françoise - 1090 - Bruxelles

Non au projet !

20/10/2023 18:49:08 - Depinoy - Jeoffrey - 59710 - Merignies

20/10/2023 18:49:39

20/10/2023 18:59:18

20/10/2023 19:18:04 - Garreau - Jean philippe - 21310 - Mirebeau sur beze

20/10/2023 19:24:03 - Monod - Guy - Chambery

20/10/2023 19:29:41 - Decamous - Melanie - 30000 - Nimes

20/10/2023 19:32:33 - Awray - Mf

20/10/2023 19:35:37 - Mortini - Fabrice

20/10/2023 19:38:34 - Durand - Yves - 62112 - Corbehem

20/10/2023 19:43:26 - Adam - Greg - 9t800 - Cergy

20/10/2023 20:00:31 - Buquet - Gauthier - Fréjus

20/10/2023 20:04:32 - Bourgoin - Eric

20/10/2023 20:13:00

20/10/2023 20:15:17 - Escarbassiere - Nicole - 15150 - Nieudan

20/10/2023 20:21:41 - Faverieux - Sylvie - 38200 - Serpaize

20/10/2023 20:29:15 - Luyat - Michel - 38450 - Le gua

20/10/2023 20:35:05 - Valerie caspers - Valerie - 59242 - Templeuve en pevele

20/10/2023 20:35:39 - Diot - Serge - 13920 - St mitre les remparts

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

20/10/2023 20:37:34 - Labbé - Justine - 59242 - Templeuve

20/10/2023 20:38:45 - Bourguignon - Laurence - 56220 - Saint-grave

20/10/2023 20:40:37 - Duhamel - Magalie - 59710 - Merignies

20/10/2023 20:53:45 - Seferian - Angele - 13710 - Fuveau

20/10/2023 21:05:56 - Soum - Odile - 31200 - Toulouse

Un tel investissement pour des multirécidivistes... les fonds devraient être investis pour l'Afpa !

20/10/2023 21:07:53 - Piatek - Laurence - 59710 - Merignies

20/10/2023 21:10:13 - Estorach - Marie - 11100 - Narbonne

20/10/2023 21:17:38 - Ribeiro - Linda

20/10/2023 21:17:41 - Marie - Julia - 44000

20/10/2023 21:20:11 - Kovacs - Daniel - 59710 - Merignies

20/10/2023 21:23:39 - Qureshi - Bushra - H3W 2H2 - Montreal

20/10/2023 21:29:39 - Coco - Ludovic - 59162 - Ostricourt

20/10/2023 21:34:03 - Dufour - Agnès - 36800 - Thenay

20/10/2023 21:35:10 - Cousin - Aurelie - 59710 - Merignies

Non au CEF

20/10/2023 21:37:11 - Valens - Valens - 59242 - Templeuve en pevele

Non à cette construction

20/10/2023 21:39:56 - Valens - Ludovic - Templeuve en pevele

20/10/2023 21:44:32 - Fauqueux - Genevieve

20/10/2023 21:50:29

20/10/2023 21:56:56 - Frenzel - Rose-marie

20/10/2023 22:00:52 - White - Martine - 95320 - St Leu la Foret

20/10/2023 22:01:00 - White - Raymond - 95320 - Saint-leu-la-forêt

20/10/2023 22:07:29 - Domie dom - Domie - 46230 - Cremps

20/10/2023 22:11:25

20/10/2023 22:17:02

20/10/2023 22:21:06 - Briquez - Anne marie - 74910 - Seyssel

20/10/2023 22:30:53 - Djedai - Sebastien - 59710 - Merignies

20/10/2023 22:38:41 - Gilot - Veronique - 46230 - Cremps

20/10/2023 23:03:10 - Di paolo - Liliane - 81200 - Aussillon

20/10/2023 23:39:16 - Bacquey - Yolande - 47300 - Villeneuve sur lot

20/10/2023 23:53:44 - Mombelli - Myriam

21/10/2023 00:30:48 - Yglesias torres - Cindy - 59551 - Attiches

21/10/2023 00:52:40 - Fauveau - Valerie sandra roux

21/10/2023 01:10:52 - Garbe - Blandine

21/10/2023 01:35:39 - Roch - Pascal - 59710 - Merignies

21/10/2023 07:07:57 - Rizzotto - Sandrine - 95120 - Ermont

21/10/2023 07:18:31 - Foulhioux - Sabine - 59710 - Merignies

21/10/2023 07:33:47

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

21/10/2023 07:42:27 - Pontarlier - Doria - 75010 - Paris 10

21/10/2023 08:05:25 - Demay - Sébastien - 59710 - Mérignies

Habitent Templeuve je suis contre Contre!!

21/10/2023 08:07:09 - Carneau - Julien - 59242 - Templeuve en pevele

21/10/2023 08:09:17 - Garbe - Francois - 59710 - Merignies

21/10/2023 08:13:29 - Billet - Sabine - 59139 - Wattignies

21/10/2023 08:24:13 - Guilbert - François - 59710 - Merignies

21/10/2023 08:30:31

21/10/2023 08:34:17

Non à cet établissement de délinquants

21/10/2023 08:35:31 - Antoine - Singer - 06400 - Cannes

21/10/2023 08:42:47 - Singer - Martin - 59710 - Merignies

21/10/2023 08:56:42 - Pelayo - Sylvie - 59500 - Douai

Non au projet de l'implantation d'un CEF entre Merignies et Templeuve. Il ne faut pas détruire la qualité de vie que nous avons dans la Pévèle.

21/10/2023 08:58:29 - Peeren - Laurence - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:11:20 - Suin - Antoine - 59710 - Mérignies

21/10/2023 09:11:41 - Beyaert djedai - Sophie - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:11:47 - Suin - Carole - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:11:54 - Dubus - Mélanie - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:13:22 - Rehm - L

21/10/2023 09:14:25 - De baëre - Sylvie - 59840 - Lompret

21/10/2023 09:14:50 - Parmentier nélis - Dominique - 59710 - Mérignies

21/10/2023 09:16:30 - Beusquart - Elodie - 59200 - Tourcoing

21/10/2023 09:16:53 - Monet - Pascal - 59650 - Villeneuve d ascq

21/10/2023 09:18:00 - Robert - Josette - 18310

21/10/2023 09:18:33 - Pluchard - Florian - 59710 - Merignies

Ce projet repose sur un mensonge ! Il n'est absolument pas adapté au site et en n'aucun cas un exemple pour les jeunes de l'alefpa

21/10/2023 09:19:52 - Regley - Alain - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:21:41

21/10/2023 09:21:50 - Julien - Sylvain - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:23:28 - Devaux - Irène - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:24:03 - Arbez-carme - Madeleine - 69300 - Caluire et cuire

21/10/2023 09:24:16 - Carnot - Julien - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:24:26 - Verduyn - Laure - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:24:47 - Marchandise - Amélie - 59710 - Merignies

Totalement opposée au CEF sur ma commûe

21/10/2023 09:28:54 - Druart - Chantal - 59710 - Merignies

21/10/2023 09:34:06

21/10/2023 09:36:09

21/10/2023 09:43:14 - Laloux-guilbert - Camille - 59710 - Mérignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

21/10/2023 09:43:36

21/10/2023 09:52:22 - Dyda - Sylvie - 25550 - Dung

21/10/2023 09:54:57 - Debruyne - Aline - 59710 - Merignies

21/10/2023 10:04:39 - Grzes - Romain

21/10/2023 10:05:00 - Auffret - Corinne - 22150 - Ploeuc l hermitage

21/10/2023 10:11:52 - Ancel - Patrick

21/10/2023 10:15:17 - Hoguet - Rose marie - 59710 - Merignies

21/10/2023 10:17:10 - Pavis - Annie-jacqueline - 54600 - Villers les nancy

21/10/2023 10:21:19

Ce projet est inadapté dans le contexte dans lequel on veux l'implanter, difficile à gérer pour les forces de l'ordre, voisin d'une départementale D549 amenant directement vers les A1 et A23. L'image qu'il donnera sera contradictoire avec les buts de réinsertion poursuivis par la communauté A Chatelet mitoyenne .

21/10/2023 10:22:50 - Woitrain - Jean - 59710 - Pont a marcq

21/10/2023 10:26:02 - Terrier - Laëtitia - 59710 - Merignies

21/10/2023 10:33:35 - Creteur - Cyril - 59710 - Mérignies

Je suis contre l'implantation du CEF entre Mérignies et Templeuve

21/10/2023 10:38:26 - Haeyaert - Véronique - 59710 - Merignies

21/10/2023 10:43:03 - Duparcq - Cécile

Je suis tout à fait opposé à ce projet. Cette implantation va impacter la tranquillité et la sécurité de notre commune et celles environnantes

21/10/2023 10:43:46 - Decottignies - Serge - 59710 - Merignies

21/10/2023 10:45:50 - Duparcq - Serge

21/10/2023 10:48:14

21/10/2023 11:07:06 - Milliat - Christine - 69007

21/10/2023 11:24:19 - Kapelski - Jacqueline - 59710 - Merignies

21/10/2023 11:31:29 - Nowosada - Isabelle - 59710 - Merignies

21/10/2023 11:34:12 - Pinford - Liliane - 83980 - Lavandou

21/10/2023 11:35:26 - Kapelski - Jean-claude - 59710 - Merignies

21/10/2023 11:44:52 - Renom - Stéphane - 56530 - Gestel

21/10/2023 12:05:15

21/10/2023 12:08:47 - Hennebicq - Jean-luc - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:10:22 - Alexandre - Céline - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:11:09 - Boniface - Christelle - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:18:19 - Tof - Kriss - 75001 - Paris

Je suis d'accord avec le jardin de cocagne mais opposé au CEF

21/10/2023 12:22:48 - Billau - Jean francois - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:24:45 - Croquette - Frédéric - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:26:36 - Le bail - Aline - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:31:56 - Mathieu - Ver - 78310 - Maurepas

21/10/2023 12:38:43 - Billau - Myriam - 59710 - Merignies

21/10/2023 12:40:44 - Auguste - Herve - 21600 - Longvic

Laissez la Pévèle tranquille et agréable pour ces administrés !!!????

21/10/2023 12:57:33 - Brun - Gregory

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

21/10/2023 13:04:20

21/10/2023 13:05:49 - Devendeville - Clément - 59710 - Merignies

21/10/2023 13:08:57

Maintenons et protégeons notre environnement , afin d'y assurer la pérennité de notre qualité de vie

21/10/2023 13:17:20

21/10/2023 13:22:33 - Smal - Emmanuel - 59710 - Pont a marcq

21/10/2023 14:02:05 - Taillard - Françoise - 59710 - Pont a marcq

21/10/2023 14:07:58 - Vincent - Jean - 66420 - Le barcarès

21/10/2023 14:14:00

Je signe cette pétition contre l'implantation du CEF à proximité de Merignies / Templeuve.

21/10/2023 14:19:40 - Lequeux - William - 59710 - Merignies

21/10/2023 14:20:27 - ZEMIH - Karim

21/10/2023 14:25:38 - Brun - Christine - 59910 - Bondues

21/10/2023 14:31:55 - Lasselin - Adrien - 59242 - Cappelle en pevele

21/10/2023 14:35:04

Je suis contre l'implantation de ce centre entre Merignies et Templeuve.

21/10/2023 14:46:06

21/10/2023 14:57:45

21/10/2023 15:01:30 - Javier sandoval sastre - Javier

21/10/2023 15:06:33 - Le bail - Gauthier - 59239 - Thumeries

21/10/2023 15:33:27 - Leto - Sylvie - 92230 - Gennevilliers

21/10/2023 16:22:01 - Sorrentino - Alessandra - 00145 - Roma

21/10/2023 16:22:42 - Légère - Pascale

21/10/2023 16:38:41 - Tran hong tam - Florence - 60170 - Tracy le Val

il faut que tous les habitants de la pévelle se mobilisent Faite suivre la pétition

21/10/2023 16:53:08 - Lahousse - Pascal - 59710 - Merignies

21/10/2023 17:17:31 - Truitte - Jean michel

21/10/2023 17:26:36 - Durot - David - 59320 - Sequedin

21/10/2023 17:28:31 - Drugat - Marie-claude - 56400 - Auray

21/10/2023 17:34:11 - Bellec - Brigitte - 75019 - Paris

21/10/2023 17:39:34 - Courdy - Geneviève

No way

21/10/2023 17:48:59 - Bethry - Quentin - 59710 - Mérignies

21/10/2023 17:52:46 - Dolin - Cyrille - 60620 - Antilly

21/10/2023 18:07:38 - Braz - Juncal - 19160 - Liginiac

21/10/2023 18:22:11 - Caen - Françoise - 31770 - Colomiers

Non au CEF

21/10/2023 18:25:12 - Lavaine - Michèle - 59710 - Merignies

21/10/2023 18:40:09 - Tokarski - Marc - 59710 - Merignies

21/10/2023 18:41:03 - Delplanque - Christophe - 59235 - Bersee

21/10/2023 18:49:41 - Dhallewyn - Marie - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

21/10/2023 18:54:33 - Autier - Celine - 59710 - Merignies

21/10/2023 19:02:58 - WITTMANN - Christiane

21/10/2023 19:04:38 - Wallyn - Paul

21/10/2023 19:10:07 - Simon - Rosine - 72150 - Courdemanche

21/10/2023 19:42:36 - Kaminski - Eliane - 69100

21/10/2023 19:53:56 - Berquet - Emmanuelle - 59710 - Merignies

21/10/2023 20:16:03 - Morel - Damien - 59710 - Merignies

21/10/2023 20:26:09 - Legrand - Irene - 03120 - Lapalisse

21/10/2023 21:07:44 - Pecqueux - Delphine - 59242 - Templeuve en pevele

21/10/2023 22:02:21 - Vlamynck - Marine - 59710 - Merignies

22/10/2023 04:04:45 - Hanquart - Marc - 59710 - Merignies

22/10/2023 07:56:55 - Delplanque - Géraldine - 59242 - Templeuve en pevele

22/10/2023 08:18:00

22/10/2023 08:46:03

22/10/2023 08:53:52 - Jaillat - Jean luc - 59710 - Pont a marcq

22/10/2023 08:54:21 - Jaillat - Valerie - 59710 - Merignies

22/10/2023 09:33:49 - Martel - Henri - 84240 - Grambois

22/10/2023 10:34:47 - Fontaine - Corinne - 1407 - Sofia

22/10/2023 10:57:33 - Melon - Nadine - 59710 - Merignies

22/10/2023 11:26:58 - Coutet - Denis - 75020 - Paris

22/10/2023 12:29:27 - Huyghe - Delphine - 59310 - Faumont

Non au CEF

22/10/2023 12:49:46 - David riochet - David - 59710 - Pont a marcq

22/10/2023 12:58:47 - Lorek - Martine - 59000 - Lille

22/10/2023 12:58:53 - Lorek - Martine - 59800 - Lille

22/10/2023 13:55:17 - Gamez - Bernard - 59710 - Merignies

22/10/2023 13:58:59 - Schnelzer - Daniela - 73037 - Göppingen

22/10/2023 14:33:00 - Labare - Anne sophie - 59810 - Lesquin

22/10/2023 15:38:06 - Doye - Nathalie - 59250 - Halluin

22/10/2023 16:42:34 - Depoortere - Laurent - 59700 - Marcq en baroeul

22/10/2023 17:09:39 - Loiseleux - Lionel - 37000 - Tours

22/10/2023 17:17:47 - Indersie - Krystel

22/10/2023 18:05:43 - David - Olivier - 56100 - Lorient

22/10/2023 18:20:52 - Bossard - Veronique - 29200 - Brest

22/10/2023 19:06:28 - Gordo blanco doudeau - Angela - 58200 - Cosne cours sur Loire

Non à ce type d’infrastructure

22/10/2023 20:03:38

22/10/2023 20:09:09 - Cavecchia - Elisabeth - 74940 - Annecy le vieux

Non au cef

22/10/2023 20:35:30 - Chalumeau - Damien - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

22/10/2023 21:13:47 - Picart - Olivier - 59710 - Merignies

22/10/2023 21:22:51 - Parmentier - Jean-marie - 66250 - St Laurent de la Salanque

22/10/2023 21:29:32 - Salembier - Marie christine - 59710 - Mérignies

22/10/2023 21:53:28 - Pruvot - Yannick

22/10/2023 21:57:03 - Vanhove - France - 59710 - Pont a marcq

23/10/2023 03:07:04 - Le men - Vincent - 33110 - Le bouscat

23/10/2023 05:34:47 - Architecte - Rossitza - 13007 - Marseille

23/10/2023 06:49:11 - Godart - Pierrick - 59710 - Merignies

23/10/2023 08:08:00 - Pagès Bueno - Tirsa Mireia - 74160 - St julien en genevois

Il y a également à proximité un collège. Un endroit moins dense en population serait plus adapté
23/10/2023 09:03:21

23/10/2023 09:35:19 - Juste - Christine

23/10/2023 10:46:34 - Skrzypczak - Samuel - 59710 - Merignies

23/10/2023 11:55:24 - David - Caby - 59710 - Merignies

23/10/2023 12:11:46

Les prisons, et autres centres pénitentiaires seraient amplement suffisants en nombre si nous n’avions pas à subir cette invasion migratoire très criminogène !!
23/10/2023 12:17:49 - Sansen - Philippe - 59242 - Templeuve en pevele

23/10/2023 12:24:05 - Scotti - Valérie - 59710 - Merignies

23/10/2023 12:26:32 - Scotti - Flavien - 59710 - Merignies

23/10/2023 14:07:39 - Caruso - Florence - 59710 - Merignies

23/10/2023 14:31:01 - Gaworowska - Dorota - 59710 - Merignies

23/10/2023 16:01:19 - Hennette - Aurélie - 59710 - Mérignies

23/10/2023 16:15:53 - Lamblin - Stephanie - 59710 - Merignies

Le projet initial de faire un jardin pour l'Alefpa a été détourné . Par qui ? et quand ? Ce mensonge correspond bien a l'idée que l'on se fait des responsables et décisionnaires . JE SUIS CONTRE . Notre sécurité et sérénité avant tout !!!!!!!
23/10/2023 17:01:48 - Saillant - Pascal - 59710 - Avelin

23/10/2023 17:06:06

23/10/2023 17:27:48 - Garstka - Jean michel - 59710 - Merignies

23/10/2023 17:33:08 - Garstka - Marylise - 59710 - Merignies

23/10/2023 20:10:17 - Dauchy - Manon - 59710 - Merignies

23/10/2023 22:02:07

24/10/2023 05:10:40

24/10/2023 06:30:44 - Mouilhade - Claude - 73000 - La ravoire

24/10/2023 07:18:20 - Kurrat - Lionel - 85420 - Maille

24/10/2023 08:50:37

24/10/2023 09:56:51 - Corbeau - Suzanne - 77184 - Emerainville

24/10/2023 11:20:39 - Sonneville - Michael - 59710 - Merignies

24/10/2023 11:31:46 - Barnabé - Anne-sophie - 59710 - Merignies

24/10/2023 12:54:01 - Djedai - Raphaël - 59710 - Merignies

24/10/2023 12:55:05 - Djedai - Gaspard - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

24/10/2023 14:21:01 - Plouvier - Etienne - 59710 - Merignies

24/10/2023 14:57:37 - Do - Laulau - 45000 - Orléans

24/10/2023 16:29:10 - Dekerle - François - 59710 - Avelin

Il s'agit juste de « protéger «  les habitants du golf. Ce centre va se situer au plus près des belles demeures donc rien à voir avec l'insécurité mais tout le monde est crédule et manipulable.

24/10/2023 16:44:43 - Sérien - Jean - 59710 - Merignies

24/10/2023 20:22:57 - Parmentier-nelis - Cyprien - 59710 - Merignies

25/10/2023 01:27:12 - Poyrault - Jean claude - 24150 - Lalinde

25/10/2023 14:43:37 - Bonvarlet - Catherine - 59650 - Villeneuve d'ascq

25/10/2023 14:58:07 - Treboutte - Florence

25/10/2023 15:22:05 - Membrado - Christian - 64130 - Mauleon Soule

inconcevable !

25/10/2023 15:25:11 - Pagniez - Megane - 59710 - Pont a marcq

25/10/2023 15:27:23 - Rose - Julien - 59710 - Pont a marcq

25/10/2023 16:59:57 - Wilfart - Claire - 59710 - Merignies

Non à l'implantation d un centre entre merignies et templeuve

25/10/2023 17:25:16 - Dannel - Leon - 59710 - Merignies

25/10/2023 18:26:51

25/10/2023 21:11:08

25/10/2023 21:19:06 - Ladu - François - 59242 - Templeuve en pevele

25/10/2023 22:25:48

25/10/2023 22:51:10 - Balanche - Christophe - 07500 - Guilherand granges

26/10/2023 09:50:00

26/10/2023 16:59:38 - Decottignies - Muriel - 59710 - Merignies

26/10/2023 18:32:18 - Lagarde - Beatrice - 71460

26/10/2023 18:39:46 - Le bras - Muriel

26/10/2023 18:39:56 - Ozbiberyan - Martine - 42400 - Saint-chamond

26/10/2023 18:52:47 - Aubanel - Remi - 35630 - La chapelle chaussée

26/10/2023 18:58:43 - Henaff-demarty - Maïté - 29830 - St pabu

26/10/2023 22:12:08 - Lhassen ben outrif - Valery - 62100 - Calais

26/10/2023 22:58:01

26/10/2023 23:43:04 - Ragusa - Elisabetta - 93015 - Niscemi

27/10/2023 04:19:00 - Lemaitre - Serge - 77177 - Brou sur Chantereine

27/10/2023 06:19:54 - Dabancens - Jany

27/10/2023 08:33:24

27/10/2023 08:33:29

27/10/2023 14:49:25 - Lombard - Lou - 59710 - Merignies

27/10/2023 18:59:51 - Psiuk - Michele

27/10/2023 21:02:33 - Chitel - Magali - 40190 - Bourdalat

27/10/2023 22:12:39 - Chevalier - Patrick - 59211 - Santes

28/10/2023 10:47:01 - Heitz - Xenia - 94700 - Maisons Alfort

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

28/10/2023 11:16:09 - Fornier - Leone - 69100 - Villeurbanne

28/10/2023 12:05:01 - Klima - Helene - 59246 - Mons en pevele

28/10/2023 12:07:11 - Verdiere - Charline - 59710 - Merignies

28/10/2023 15:20:21 - Noray - Patricia

Tout à fait contre

28/10/2023 19:00:08 - Catel - Jean jacques - 59000 - Lille

29/10/2023 00:50:28 - D - Fa

29/10/2023 12:16:07 - Vince - Philippe - 02300 - Chauny

Ce cef n'a rien à voir avec le projet initial !

29/10/2023 13:49:27 - Berrod - Olivier - 59710 - Merignies

29/10/2023 14:04:34 - 83310

29/10/2023 21:41:49 - Lafitte - Benoît - 59710 - Merignies

30/10/2023 09:36:43

30/10/2023 10:39:02 - Doise - Elisabeth

30/10/2023 13:18:58 - Verspieren - Celine - 59710 - Merignies

30/10/2023 16:53:08 - Triau - Mathilde - 76600 - Le havre

30/10/2023 19:10:36 - Tilmant - Emmanuelle - 59710 - Merignies

TOUT A FAIT CONTRE.

30/10/2023 19:37:33 - Cailliez - Gérard - 59710 - Mérignies

31/10/2023 23:09:36

01/11/2023 07:24:21

Non au CEF !

01/11/2023 09:12:34 - Saintenoy - Patrick - 59710 - Merignies

01/11/2023 09:15:45 - Choquet - Nathalie - 59710 - Merignies

01/11/2023 18:26:58 - Mouille - Capucine - 59710 - Merignies

Non respectez vos engagements premiers

01/11/2023 23:09:41 - Tarwacki - Josiane - 59710 - Merignies

01/11/2023 23:14:07 - Tarwacki - Françoise - 59710 - Merignies

01/11/2023 23:35:44

02/11/2023 07:24:26 - Tarwacki - Arthur - 59000 - Lille

02/11/2023 07:27:15 - Derolland - Emmanuelle - 59117 - Wervicq sud

02/11/2023 08:07:28 - Rambure - Melanie - 59710 - Merignies

Je suis contre. Gardons une commune paisible et sécurisante svp. Nicolas

02/11/2023 08:11:49 - Smolyniec - Nicolas - 59710 - Merignies

02/11/2023 13:44:25

Non!!!

02/11/2023 15:09:44 - Dauchy - Apolline dauchy - 59710 - Merignies

02/11/2023 15:46:38 - Pavy - Vincent - 59242 - Templeuve en pevele

02/11/2023 16:41:33 - Legland - Pierre - 59710 - Merignies

02/11/2023 17:40:17 - Aernout - Lucie - 59500 - Douai

02/11/2023 20:00:02 - N'guyen van danh - Guillaume - 59242

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

04/11/2023 11:10:59

04/11/2023 11:23:26

04/11/2023 11:23:31

04/11/2023 14:56:36 - Solarski - Marylène - 59710 - Merignies

04/11/2023 19:35:29 - Guichard - Michel - 59242 - Templeuve

04/11/2023 23:07:55 - Mouille - Priscilla

04/11/2023 23:10:06 - Dagneaux - Karine - 59710 - Merignies

04/11/2023 23:41:33

04/11/2023 23:42:43 - Dalle-rive - Maïté

05/11/2023 14:22:00 - Cordier - Hervé - 59710 - Merignies

05/11/2023 19:16:39

05/11/2023 20:49:18 - Guffond - Annick - 59710 - Mérignies

05/11/2023 22:53:17 - Decoene - Julie - 59710 - Merignies

J’attends également une explication honnête au sujet de l’abandon du projet initial de structure éducative maraîchère

06/11/2023 14:29:47 - Titimal - Laurent - 59310 - Auchy lez orchies

06/11/2023 18:33:11 - Deflandre - Isabelle - 59710 - Pont a marcq

06/11/2023 21:50:28 - L - Meg

06/11/2023 23:29:20 - Hook - Maxime - 59242 - Templeuve en pevele

07/11/2023 02:56:26 - Dupuis - Antoine - 59710 - Merignies

07/11/2023 05:18:34 - Cosandey - Alain - 1004 - Lausanne

Nous sommes dans la pévèle, pas à roubaix !!! Qui est le débile qui a osé suggérer cette idée ?

07/11/2023 07:04:44 - Lapeire - Alexis - 59310 - Auchy lez orchies

07/11/2023 08:53:47 - Hassenbohler - Simon - 59242 - Cappelle-en-pevele

07/11/2023 08:58:51 - Tager - Serge - 59242 - Templeuve en pevele

07/11/2023 09:01:47 - Danjou - Sev - 59242 - Templeuve en pevele

07/11/2023 09:13:27 - Blanquary - Gaëlle - 59242 - Templeuve en pevele

07/11/2023 10:02:32 - Hysbergue - Maxime - 59268

07/11/2023 10:35:40

07/11/2023 12:29:55 - Van cauwenbergh - Donovan - 59242 - Templeuve en pevele

07/11/2023 14:20:29 - Packet - Martine - 59242 - Templeuve en pevele

Non

07/11/2023 14:34:05 - Lehagre - Erick - 59710 - Merignies

07/11/2023 17:58:10 - Guilain - Abel - 59710 - Merignies

07/11/2023 18:54:52 - Chmielarski - Julien - 59710 - Merignies

07/11/2023 18:55:21

07/11/2023 19:08:42 - Guilain - Nathalie - 59710 - Merignies

07/11/2023 19:58:33

Et si on pensait à la sécurité de nos enfants et de nos séniors !!!

07/11/2023 22:06:06

08/11/2023 00:10:43

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

08/11/2023 05:58:14 - Ghestin - Marie-paule - 59710 - Merignies

08/11/2023 06:01:34 - Ghestin - Bernard - 59710 - Merignies

08/11/2023 07:55:22 - Auxenfants - Sabine - 59710 - Merignies

08/11/2023 09:37:38 - Poupin - Véronique - 85500 - Les herbiers

08/11/2023 10:48:01 - Dugard - Martine - 59710 - Merignies

08/11/2023 11:30:54 - Thierry - Delphine - 59710 - Merignies

08/11/2023 11:42:24 - Sikorski - Michaël - 59710 - Mérignies

08/11/2023 12:08:15

08/11/2023 14:42:29 - Dubois - Aurore - 59242 - Templeuve en pevele

Ce lieu n est pas adapté à ce genre de structure. Trop près des axes routiers de la gare à 3 km, de la frontière belge. Un centre d éducation fermé doit être dans un endroit isolé...

08/11/2023 15:08:27 - Mangez - Martine - 59242 - Cappelle en pevele

08/11/2023 15:38:57 - Vautier - Angélina - 59242 - Cappelle en pevele

Nn on ne veux pas de sa

08/11/2023 15:44:05

08/11/2023 18:39:55 - Guilmet - Florian - 59242 - Cappelle en pevele

08/11/2023 18:59:46 - Gallot - Carole

08/11/2023 19:00:38 - Carlier - Justine - 59242 - Cappelle en pevele

08/11/2023 19:01:26 - Leroy - Cyrielle - 59870 - Bouvignies

Je suis totalement contre ce projet!!!!

08/11/2023 19:42:10 - Renaud - Kevin - 59242 - Templeuve en pevele

08/11/2023 20:39:25 - Dumont - Clo - 59120 - Loos

08/11/2023 21:25:57 - Manenc - Chloe - 59246 - Mons en pevele

08/11/2023 22:58:25 - Minet - David - 59242 - Templeuve en pevele

09/11/2023 08:55:05 - Eripret - Matthieu - 94170 - Le perreux sur marne

09/11/2023 09:07:11 - Lacouture - Amélie

09/11/2023 09:13:15 - Tricot - Antoine - 59246 - Baisieux

09/11/2023 09:35:17 - Dievart - Franck - 59310 - Nomain

09/11/2023 09:39:02

09/11/2023 11:29:29 - Maeva bacq - Maeva

09/11/2023 12:57:53 - Procureur - Lionel - 59710 - Merignies

Bonjour Nous sommes contre ce projet à proximité de notre maison. Un templeuvois

09/11/2023 12:59:51

09/11/2023 13:15:29 - Grincourt - Julie - 59242

09/11/2023 13:15:42 - Lagache - Celine - 59710 - Avelin

Je dis non !!!

09/11/2023 13:16:14 - Damman - Laure - 59113 - Seclin

09/11/2023 13:17:30

09/11/2023 13:25:15 - Carlier - Cécile - 59700 - Marcq en baroeul

09/11/2023 13:28:46 - Caby - Mathilde - 59780 - Willems

09/11/2023 13:31:53 - Cocheteux - Valérie - 59780 - Willems

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

09/11/2023 13:32:37 - Bouverne - Coralie - 03500 - Bransat

09/11/2023 14:51:43

09/11/2023 14:54:03 - Debuchy - Ludivine - 59710 - Merignies

09/11/2023 14:57:44

L'endroit n'est pas du tout adapté pour ce type de structure.

09/11/2023 15:45:25 - Denis - Daniel - 59710 - Merignies

09/11/2023 15:59:32 - Sellier - Patrick - 59710 - Mérignies

09/11/2023 16:36:43 - Dauchy - Anne - 59710 - Merignies

09/11/2023 16:44:58 - Mabesoone - Alexis - 78590 - Noisy-le-roi

09/11/2023 17:19:52

09/11/2023 17:49:57 - Moinet - Thomas - 59710 - Merignies

09/11/2023 17:54:16

09/11/2023 18:22:17

09/11/2023 18:31:57 - Mysoet - Clemence - 59242 - Genech

09/11/2023 18:57:23

09/11/2023 19:12:14 - Duflot - Sebastien - 59710 - Mérignies

Je pense comme vous que la localisation du CEF en proximité de la Maison d'Enfance à Caractère Social, n'est ni appropriée, ni compatible socialement. L'implantation à côté de nos maisons, de nos enfants n'est pas rassurante. Et pourquoi avoir substitué le beau projet des jardins de Cocagne?

09/11/2023 19:13:32 - Teintenier - Céline - 59710 - Merignies

09/11/2023 19:14:55

Je suis contre cette implantation.

09/11/2023 19:18:06 - Delfly - Justine - 59710 - Merignies

Une honte de ne pas consulter les habitants pour ce type de projet. Encore et toujours l apas du gain qui va profiter à qui? La sécurité de tous est mis en péril avec ce type de projet désuet. NON A CE PROJET!

09/11/2023 19:26:18 - Dunajski - Delphine - 59242 - Templeuve

09/11/2023 19:34:19

09/11/2023 20:15:43

09/11/2023 20:27:14 - Teintenier - Alexandre - 59710 - Merignies

09/11/2023 20:40:47 - Belloy - Cindy - 59710 - Mérignies

09/11/2023 20:45:30 - Jennifer vautier - Jennifer - 62160 - Aix noulette

09/11/2023 20:46:27 - Vautier - Jonathan - 62160 - Aix noulette

09/11/2023 20:52:36 - Cauchy - Arnaud - 59242 - Cappelle en pevele

09/11/2023 20:53:35 - Richard - Julien - 59710 - Merignies

09/11/2023 21:06:08 - Campbell - Laura - 59710 - Merignies

Bon courage

09/11/2023 21:12:21 - Liagre - Nathalie - 59710 - Merignies

09/11/2023 21:15:25 - Leniaert - Ikram - 59710 - Mérignies

09/11/2023 21:26:07 - Broche - Florence - 59710 - Merignies

09/11/2023 21:56:50 - Bernier - Pierre - 94700 - Maisons alfort

je ne veux pas ça dans ma ville

09/11/2023 22:05:49 - Bernardy - Charlotte - 59710 - Merignies

09/11/2023 22:10:02 - Renaud - Anthony - 59242 - Templeuve

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Je pense que l'endroit n'est pas adapté du tout
09/11/2023 22:13:42 - Fernandes - Argento - 59710 - Merignies

inadmissible !
09/11/2023 22:41:29 - Fourot - Bruno - 59310 - Auchy lez orchies

10/11/2023 00:37:00 - Van triempont - Bertrand - 59242 - Templeuve

10/11/2023 06:34:39 - Lisardi - Martine - 59710 - Merignies

10/11/2023 07:38:32 - Lefebvre - Sandrine - 59242 - Templeuve en pevele

Non à ce projet, l'alefpa a déjà du mal à faire face aux jeunes qu'elle accompagne. Quelle objectif ? Obtenir des subventions ?
10/11/2023 07:49:13 - Cloez - Mickaël

10/11/2023 08:48:08

10/11/2023 09:01:37 - Deschamps - Jules - 59242 - Templeuve

On paie ici la tranquillité on travaille pour cela ..pas besoin de ce centre de multirécidivistes dans notre joli pevele !
10/11/2023 09:36:54 - Rahal - Myriam - 59170 - Croix

Non!
10/11/2023 09:40:37 - Grandgirard - Thierry - 59780 - Baisieux

10/11/2023 09:41:20

Beurk pour le CEF.....
10/11/2023 09:55:16 - Niznik - Jean - 59162 - Ostricourt

10/11/2023 10:02:25

10/11/2023 11:12:51 - D hooge - Virginie - 59710 - Merignies

10/11/2023 11:30:34 - Nonnon - Isabelle - 59710 - Merignies

10/11/2023 11:46:54 - D hooge - Herve - 59710 - Merignies

10/11/2023 14:26:54 - Spery - Alexandre - 59710 - Avelin

10/11/2023 15:48:49 - Carbon - Christophe - 59310 - Nomain

10/11/2023 17:36:31 - Derrico - David - 59242 - Templeuve en pevele

10/11/2023 17:54:29 - Suin - Nicolas - 59710 - Merignies

Sérénité et calme pour mon commerce.
10/11/2023 18:14:28 - Barbier - Gysèle - 59710 - Mérignies

10/11/2023 18:27:15 - Samuel - N'diaye - 59710 - Merignies

10/11/2023 18:27:50 - Hanne - Alexia - 59000 - Lille

10/11/2023 18:28:28 - Lesot - Kevin - 59310 - Auchy lez orchies

Nonnnnn
10/11/2023 18:48:10

10/11/2023 18:48:32 - Maes - Valentine - 59710 - Merignies

Refus
10/11/2023 19:54:57 - Fontaine - Estelle - 59710 - Mérignies

10/11/2023 20:08:28 - Tancrez - Elodie - 59710 - Merignies

NON à l'implantation d'un CEF. OUI au jardin de cocagne !
10/11/2023 21:30:36 - Rotellini - Marion - 59710 - Merignies

10/11/2023 21:45:04 - Monoyez - Damien - 59242 - Templeuve

10/11/2023 22:28:33 - D'halluin - Antoine - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

10/11/2023 22:37:28 - De charry - Maxime - 92210 - Saint cloud

10/11/2023 23:00:42 - Rotellini - Anna - 92210 - St cloud

11/11/2023 02:56:15 - M. - Daniela

11/11/2023 09:01:56

11/11/2023 09:44:25 - Delecroix - Hugues - 59551 - Tourmignies

11/11/2023 09:45:18

11/11/2023 09:52:41 - Auxenfants - Eric - 59710 - Merignies

D'un côté une association qui ment sur le projet et de l'autre le Ministère de la Justice qui en profite pour créer ce centre éducatif fermé sans écouter les élus et les habitants opposés au CEF. Un passage en force inacceptable.

11/11/2023 10:23:07 - Dourcy - Philippe - 59650 - Villeneuve d ascq

Hors de question !

11/11/2023 11:01:31 - Debaene - Nathalie - 59148

11/11/2023 12:46:04

Contre ce projet

11/11/2023 13:49:43 - Rigo - Suzanne - 59710 - Merignies

11/11/2023 13:55:02 - Rigo - Christophe - 59710 - Merignies

11/11/2023 14:47:43 - Demeyer - Karine - 62110

11/11/2023 16:36:55 - Pierens - Michaël - 59710 - Merignies

Totalement contre ce projet.

11/11/2023 17:59:33 - Bacquet - Nathalie - 59710 - Merignies

11/11/2023 18:29:16 - Laurent - Jean-marc - 59242 - Cappelle en pevele

11/11/2023 18:37:43

11/11/2023 19:51:11 - Olivier - Johanne - 59310 - Auchy lez orchies

11/11/2023 20:28:32

12/11/2023 08:13:16 - Legland - Nicilas - 59710 - Mérignies

Pourquoi venir troubler le calme de notre magnifique campagne

12/11/2023 09:40:10

Non au centre éducatif

12/11/2023 10:31:53 - Dupoisson - David - 59710 - Merignies

12/11/2023 10:42:18 - Taisne - Eric - 59710 - Merignies

Une totale hérésie qui va avoir une influence totalement négative sur les jeunes du centre Alefpa juste voisin.

12/11/2023 10:54:03

12/11/2023 11:46:03 - Richard - Élodie - 59710 - Merignies

12/11/2023 11:46:32 - Dupoisson - Roselyne - 59710 - Avelin

12/11/2023 12:45:50

12/11/2023 13:00:32 - Pruvot - Flavian - 76290 - Fontaine-la-mallet

Après la piscine, c'est la douche froide. Il faudrait implanter ces infrastructures au plus proche des quartiers afin de sensibiliser aux conséquences (privation de liberté et travaux imposés). Là c'est trop bucolique, ça donne presque envie ! Golf, piscine et cité de la bière au top. Là on renivelle le nord par le bas.

12/11/2023 13:26:41 - Martinot - François - 59000 - Lille

Je suis contre et je signe en espérant que ma participation aidera à éviter cette implantation.

12/11/2023 15:02:30 - Mlynarczyk - Elodie - 59710 - Merignies

12/11/2023 15:29:11

12/11/2023 16:02:36 - Meyniel - Jean-marc - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

12/11/2023 16:42:10 - Barthollet - Philippe - 59710 - Merignies

12/11/2023 16:45:01 - Vergin - Antoine - 59710 - Merignies

12/11/2023 16:56:02 - Barthollet - Sandrine - 59710 - Merignies

12/11/2023 17:05:08

12/11/2023 17:18:54

Nous sommes contre ce projet Mr et Mme duflocq pascal

12/11/2023 18:36:07 - Duflocq - Pascal - 59710 - Merignies

12/11/2023 19:28:45 - Pruvost - Manuel - 59710 - Merignies

12/11/2023 20:47:56 - Garcia - Miguel - 59710 - Merignies

12/11/2023 21:11:39 - Devinne - Laurence

Merci à vous

12/11/2023 21:14:24 - Dekindt - Cedric

12/11/2023 21:23:58

Inimaginable d'engagé un tel projet ici sans concertation avec les élus et en cachant ce projet derrière un autre ! Simplement scandaleux.

13/11/2023 08:43:00 - Toussaint - Cyril - 59710 - Merignies

13/11/2023 08:43:31 - Ravaux - Brigitte - 59710 - Merignies

13/11/2023 08:50:20 - Mellentin - Marie claire - 59710 - Merignies

13/11/2023 08:51:50 - Szat - Christian - 59710 - Merignies

Un retour sur expérience de CEF déjà implantés ? (Pour les occupants mais aussi pour les riverains)

13/11/2023 09:27:32 - Arrias - Céline - 59710 - Merignies

13/11/2023 10:39:44 - Kemmel- delobeau - Marie-pierre - 59710 - Merignies

13/11/2023 10:57:11 - Couvreur - Colette - 59710 - Merignies

13/11/2023 10:58:50 - Colmant - Patrick - 59710 - Merignies

13/11/2023 11:07:10 - Darras - Jeanine - 59710 - Merignies

Il y a d'autres endroits plus appropriés pour ce genre d établissement.

13/11/2023 11:22:20 - Firmin - Frederic - 59239 - Thumeries

13/11/2023 11:23:07 - Gauche - Christine - 59710 - Merignies

13/11/2023 11:31:26 - Ollier - Sabine - 59242 - Templeuve en pevele

13/11/2023 12:15:23 - Orval - Johann - 59710 - Merignies

13/11/2023 12:33:31

13/11/2023 12:43:49 - Masse - Bernard - 59710 - Merignies

Non au projet

13/11/2023 13:14:30 - Botte - Jérôme - 59710 - Merignies

13/11/2023 13:31:28 - Matthieu montigny - Matthieu - 59242 - Templeuve en pevele

13/11/2023 13:50:25

13/11/2023 13:58:12 - Soete - Stephanie - 59239 - La neuville

13/11/2023 16:59:23 - Bajart - Stéphanie

13/11/2023 17:39:11 - Tahon - Philippe - 59710 - 59710 - pont a marcq

13/11/2023 18:09:11 - Delpouve - Robert - 59710 - Merignies

je pense en effet le projet initial,bien plus pedagogiqueet utile

13/11/2023 18:12:36 - Muller - Jean-luc - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

13/11/2023 18:26:03 - Billochon - Julien - 59710 - Merignies

13/11/2023 18:26:28 - Roussouly - Raphaelle - 59710 - Merignies

13/11/2023 18:54:11 - Evrard - Hervé - 59710 - Mérignies

Il existe des zones plus adaptées à ce centre. CONTRE l'implantation à Merignies.

13/11/2023 19:00:55 - Mullier - Nicolas - 59710 - Merignies

13/11/2023 19:05:31 - Prodhon - Christelle - 59710 - Merignies

13/11/2023 19:10:38 - Prodhon - Marc - 59710 - Mérignies

13/11/2023 19:18:29 - Adams - Annick - 59710 - Merignies

13/11/2023 19:41:48 - Delpouve - Arlette - 59710 - Merignies

Je suis contre ce projet qui va à l'encontre du bon sens

13/11/2023 19:52:11 - Bourel - Laurent - 59710 - Merignies

13/11/2023 19:59:34 - De grieck - Apolline - 59800 - Lille

13/11/2023 20:00:18 - De grieck - Sabine - 59710 - Merignies

13/11/2023 20:01:10 - Le quec - Maël - 59800 - Lille

13/11/2023 20:18:44 - Calimez - Emilie - 59710 - Mérignies

13/11/2023 20:21:08

13/11/2023 20:21:39 - De grieck - Marine

13/11/2023 20:35:01 - Poignant - Jérémy - 59710 - Merignies

13/11/2023 20:46:42 - Ponard - Laurent - 59710 - Merignies

13/11/2023 20:53:10 - Adamus - Éric - 59710 - Mérignies

13/11/2023 20:53:29 - Adamus - Sabine - 59710 - Merignies

13/11/2023 21:11:13

13/11/2023 21:39:30

13/11/2023 21:43:08 - Goudry - Delphine - 59710 - Merignies

13/11/2023 23:15:48 - Hellmann - Thomas - 59000 - Lille

14/11/2023 07:10:19

14/11/2023 07:18:30 - Garber - Dimitri - 59242 - Cappelle en pevele

14/11/2023 07:49:11 - Garber - Patricia - 59242 - Cappelle en pevele

14/11/2023 07:51:02 - Ega - Victoria - 59710 - Merignies

14/11/2023 08:48:41 - Alais - Frédérique - 59710 - Merignies

Nous allons vivre avec un sentiment d'insécurité.

14/11/2023 09:04:48

14/11/2023 10:27:42

14/11/2023 10:28:51 - Adams - Mark - 59710 - Merignies

14/11/2023 12:59:15 - Dufresnoy - Veronique - 59710 - Mérignies

14/11/2023 15:24:45

14/11/2023 16:38:19 - Dourlens - Julien - 59710 - Merignies

14/11/2023 16:50:58 - Brusselle - Aurélien - Mérignies

14/11/2023 17:08:03

14/11/2023 17:08:04 - Desgardin - Samantha - 59710 - Merignies, 59710

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Une vaste fumisterie comme projet, intolérable pour une comme comme Merigni

14/11/2023 17:09:41 - Bridoux - Hugo - 59710 - Merignies

14/11/2023 19:10:10 - Mouille - Priscilla - 59710 - Mérignies

14/11/2023 19:16:53 - Mouille - Dominique - Bersee

14/11/2023 19:44:59 - Noblet - Virginie - 59710 - Merignies

14/11/2023 20:19:37

14/11/2023 22:39:13 - Cox - Camille - 59830 - Cysoing

14/11/2023 22:46:25

14/11/2023 23:29:20 - Bilhou - Marie-dominique - 59710 - Mérignies

15/11/2023 07:15:51 - Mroz - Emilie - 59710 - Merignies

15/11/2023 07:25:34 - Alais - Didier - 59710 - Merignies

15/11/2023 07:55:18 - Bouque - Arnaud

15/11/2023 07:57:46

15/11/2023 09:25:59 - Stanko - Francis - 59710 - Merignies

15/11/2023 11:05:28

15/11/2023 11:18:08 - Carissimo - Mandy - 14610 - Cairon

15/11/2023 12:29:09 - Haeck - Robin - 59710 - Merignies

15/11/2023 12:36:25 - Duhem - Florian - 59710 - Merignies

15/11/2023 13:00:38 - Dejonghe - Anaïs

15/11/2023 13:24:02 - Martin - Hervé - 59242 - Cappelle en pevele

15/11/2023 13:34:19 - De wilde - Céline - 59710 - Merignies

15/11/2023 14:03:15 - Debarge - Juliette - 59000 - Lille

15/11/2023 15:09:19 - Dejonghe - Delphine - Paris

15/11/2023 15:25:41 - Rigaut - Claire - 59551 - Attiches

15/11/2023 15:26:39

15/11/2023 18:06:01 - Belmonte - Michele - 59242 - Cappelle en pevele

15/11/2023 19:55:02 - Ledoux - Sebastien - 59710 - Merignies

Pour avoir parlé avec grand nombre d'habitants de ce projet , aucun habitant de la pevele n'est pour! Merci d'agir contre cela, ce n'est pas possible dans notre belle ville , une des rares ou la sécurité semble encore régner un tout petit peu ...

15/11/2023 20:25:59 - Noblet - Jean - 59710 - Merignies

15/11/2023 20:40:28 - Looten - Fabrice - 59780 - Baisieux

15/11/2023 20:42:42 - Vanhuyse - Christelle - 59710 - Merignies

15/11/2023 20:49:03 - Grimonpon - Laurence - 59710 - Merignies

15/11/2023 20:50:00 - Destuyver - Paul - 59310 - Orchies

15/11/2023 21:12:57

15/11/2023 21:16:23

15/11/2023 21:19:28 - Belmonte - Julien - 59242 - Cappelle en pevele

15/11/2023 21:32:41 - Beghin - Pierre - 59710 - Merignies

15/11/2023 21:37:58 - Mayol - Jean-paul - 59710 - Avelin

15/11/2023 22:02:34 - Argier - Virginie - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

15/11/2023 22:29:01 - Loez - Arnaud - 59710 - Merignies

15/11/2023 22:49:06 - Deretz - Caroline - 59242 - Cappelle en pevele

16/11/2023 08:47:05 - Schmelzer - Valerie - 59710 - Merignies

16/11/2023 09:35:31

16/11/2023 10:10:09 - Flond - Jacques - 59710 - Merignies

16/11/2023 10:12:14 - Flond - Dominique - 59710 - Merignies

16/11/2023 11:30:46 - Loez - Isabelle - 59710 - Merignies

16/11/2023 12:15:42 - Garland - Marion - 59710 - Mérignies

16/11/2023 13:12:44 - Verhaeghe - Céline - 59710 - 59710 - ennevelin

16/11/2023 15:09:44

16/11/2023 15:32:09

16/11/2023 17:53:32 - Poissonnie - Philippe - 59710 - Merignies

16/11/2023 18:56:48 - Baudou - Nathalie - 59710 - Merignies

16/11/2023 20:48:29

16/11/2023 23:02:05 - Weytens - Hélène - 59242 - Templeuve en pevele

16/11/2023 23:09:08

16/11/2023 23:48:08 - Bataille - Françoise - 59710 - Merignies

Non

17/11/2023 06:42:26 - Konopacki - Gregory - 59710 - Merignies

17/11/2023 07:41:34 - Poinsot - Olivier - 59710 - Mérignies

Faisons tout pour stopper ce projet !

17/11/2023 08:19:04 - Poinsot - Cecilia - 59710 - Merignies

17/11/2023 08:55:17 - Catesson - Julie - 59710 - Avelin

17/11/2023 08:57:54 - Darloy - Franck - 59242 - Cappelle en pevele

17/11/2023 10:07:09 - Dupont - Michel - 59710 - Mérignies

17/11/2023 10:17:30 - Cointre - Fanny - 59710 - Merignies

17/11/2023 10:23:18

17/11/2023 11:14:40

17/11/2023 11:20:32 - Delaporte - Fanny - 59710 - Merignies

17/11/2023 12:24:17 - Bertaux - Elise - 59242 - Templeuve en pevele

17/11/2023 12:48:09 - Sartel - Caroline - 59710 - Merignies

17/11/2023 12:55:09 - Wiesztal - Vanessa - 59710 - Merignies

17/11/2023 13:49:23 - Vandecasteele - Eve-marine - 59710 - Merignies

17/11/2023 14:54:38 - Woitrain - Dominique - 59710 - Merignies

Contre

17/11/2023 15:06:16

17/11/2023 16:02:10 - Desmarecaux - Jp - 59710 - Merignies

17/11/2023 16:21:50 - Delahayes - Matthieu - 59242 - Cappelle en pevele

17/11/2023 18:05:40 - Albanese - Eric - 59710 - Merignies

17/11/2023 19:49:44 - Deschamps wierda - Florence - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Le Pevele n’est ni appropriée ni compatible socialement ; elle ne donne pas un b

18/11/2023 10:24:01 - Mouvaux - Sandra - 59551 - Tourmignies

18/11/2023 10:27:25 - Murielle kroes - Murielle - 78300 - Poissy

18/11/2023 10:34:00 - Doom - Yohan

18/11/2023 10:41:53

18/11/2023 10:45:59 - Olivry - Estelle - 59710 - Mérignies

18/11/2023 10:47:43 - Jehannin - Mauricette - 59710 - Merignies

18/11/2023 10:48:04 - Vasseur - Isabelle - 59710 - Merignies

18/11/2023 11:32:09 - Callens - Juliette - 59710 - Merignies

18/11/2023 12:03:47

18/11/2023 13:43:40 - Blum - Stéphanie - 59710 - Merignies

18/11/2023 13:49:01 - Blum - Christophe - 59710 - Merignies

18/11/2023 14:54:24 - Joubert - Frédéric - 59710 - Merignies

18/11/2023 16:32:47 - Vandaele - Valerie - 59710 - Merignies

18/11/2023 16:40:51 - Baud'huin - Gery - 58710 - Merignies

18/11/2023 18:27:07 - Peretti - Maryline - 59710 - Merignies

18/11/2023 18:32:15 - Peretti - Denis - 59710 - Merignies

18/11/2023 20:28:57 - Barrois - Alissandre - 59239 - Thumeries

18/11/2023 21:23:39 - Chevalier - Ines - 59710 - Merignies

18/11/2023 21:32:49

19/11/2023 09:35:00 - Cassette - Philippe - 59551 - Attiches

Non à l'implantation d'une CEF entre Mérignies et Templeuve

19/11/2023 11:05:26 - Thibaut - Sandrine - 59710 - Merignies

Non à l'implantation d'une CEF entre Mérignies et Templeuve

19/11/2023 11:08:00 - Thibaut - Jerome - 59710 - Merignies

Inapproprié au contexte.

19/11/2023 11:13:04 - Catel - Chantal - 59710 - Merignies

19/11/2023 11:26:24 - Rigaud - Hervé - 59242 - Genech

19/11/2023 11:34:48 - Joubert - Simon - 59155

19/11/2023 11:37:03 - Sainléger - Perrine

L endroit n est pas approprié

19/11/2023 11:46:02 - Rose - Stéphane - 59710 - Merignies

19/11/2023 11:49:15

J’espère pas ! cela est horrible

19/11/2023 12:02:40 - Rose - Léana - 59242 - Cappelle en pevele

19/11/2023 12:28:32 - Ballureau - Nathan - 59710 - Mérignies

19/11/2023 12:41:14 - Rigbourg - Justine - 59246 - Mons en pévèle

19/11/2023 12:47:43 - Vandecasteele - Vincent - 59650 - Villeneuve d ascq

19/11/2023 12:49:31 - Fregefond - Noemie - 59246 - Mons en pevele

19/11/2023 12:50:04 - Dev - Ju - 59000 - Lille

19/11/2023 13:18:43 - Maurice - Céline - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

19/11/2023 15:56:15 - Belfench - Akram - 59710 - Mérignies

19/11/2023 16:45:27 - Haeck - Sylvie - 59710 - Merignies

Je suis contre l'implantation d'un CEF entre Mérignies et Templeuve
19/11/2023 17:02:12 - Zalesny - Bruno - 59710 - Merignies

Je suis contre l'implantation d'un CEF entre Mérignies et Templeuve
19/11/2023 17:05:44 - Zalesny - Florence - 59710 - Merignies

Pourquoi l' ALEFPA change de projet ? Qui a l'ALEFPA en est à l'origine ?
19/11/2023 18:23:31 - Vrau - Dominique - 59710 - Merignies

Je suis contre les nuisances que peuvent apporter un tel projet.
19/11/2023 19:37:17 - Fruleux - Franck - 59710 - Merignies

19/11/2023 19:43:04 - Mathias - Coralie - 59710 - Merignies

19/11/2023 20:14:15 - Gerber - Franck - 59710 - Merignies

19/11/2023 20:26:19 - Dengreville - Agathe - 59710 - Merignies

19/11/2023 20:59:50 - Romain couchez - Romain - 59242 - Templeuve en pevele

19/11/2023 21:00:54 - Pilon - Nathalie - 59710 - Merignies

19/11/2023 21:12:24 - Jean luc turquet - Jean luc - 59710 - Merignies

D'autres endroits appropriés sont certainement disponibles. Lieu à réhabilite par exemple. Encore des constructions... et ne parlons pas de l'insécurité pour les habitants et les habitations On a déjà assez de souci.
20/11/2023 09:31:44 - Spronck - Aude - 59710 - Merignies

Revenez au projet initial !!!!
20/11/2023 09:52:30 - Vanoverberghe - Michel - 59510 - Hem

20/11/2023 09:54:17 - Vanoverberghe - Antoine - 59710 - Merignies

20/11/2023 10:04:26 - Evelyne - Groux - 59710 - Merignies

20/11/2023 19:02:22 - Yllan - Jérôme - 59710 - Merignies

20/11/2023 19:10:44 - Brychcy - Sonia - 59710 - Merignies

20/11/2023 19:12:36 - Thery - Laetitia - 59710 - Merignies

20/11/2023 19:24:18 - Lemoine - Isabelle - 59147 - Gondecourt

20/11/2023 20:21:32 - Dourcy - Lydia - 59659

20/11/2023 20:47:22

20/11/2023 20:48:56

20/11/2023 21:55:04 - Benherrat - Amira - 59710 - Merignies

21/11/2023 07:44:35

21/11/2023 08:03:14

21/11/2023 09:39:29 - Perez - Sylvain - 59246 - Mons en pevele

21/11/2023 10:46:03 - Van mossevelde - Philippe - 59830 - Cysoing

21/11/2023 11:35:51 - Vervisch - Laetitia - 59710 - Merignies

21/11/2023 11:36:40 - Charlot - Olivier - 59710 - Merignies

21/11/2023 13:31:55

21/11/2023 14:50:55 - Bauby - Bernard - 59195 - Herin

21/11/2023 15:08:57 - Pelayo - Sylvie - 59710 - Merignies

21/11/2023 16:13:50 - Béhague - Céline - 59710 - Merignies

21/11/2023 18:06:30 - Lubrez - Carine - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

21/11/2023 18:42:16 - Lecouffe - Dorothee - 59710 - Merignies

21/11/2023 19:48:38 - Desfachelle - Éric - 59710 - Merignies

21/11/2023 20:28:35 - Citerne - Christophe

21/11/2023 20:38:09 - Citerne - Tamara - 59710 - Mérignies

21/11/2023 20:46:17 - Citerne - Théo - 59710 - Merignies

21/11/2023 21:06:34 - Hus - Mathéo - 59710 - Mérignies

21/11/2023 21:52:32 - Bailly - Perrine - 59242 - Cappelle en pevele

21/11/2023 21:58:16

21/11/2023 21:59:27 - Bailly - Gaylord - 59242 - Cappelle en pevele

22/11/2023 09:06:59 - Leduc - Christelle - 62780 - Cucq

22/11/2023 10:22:20

22/11/2023 10:53:44 - Herwegh - Cécile - 59246 - Mons-en-pévèle

22/11/2023 12:02:07 - Gil - Celina - 59710 - Merignies

22/11/2023 13:14:07 - Hus - Isabelle - 59710 - Merignies

22/11/2023 13:14:36 - Gérard - Hus - 59710 - Merignies

22/11/2023 14:05:58 - Bavay - Dominique - 59710 - Merignies

22/11/2023 15:41:09 - Real - Fabrice - 59242 - Templeuve en pevele

22/11/2023 15:56:56 - Boissy - Stephane - Lille

22/11/2023 16:36:34 - Douay - Zoé - 59710 - Merignies

22/11/2023 20:11:54 - Billochon - Maxime

22/11/2023 21:24:42 - Deprey - Anne - 59000 - Lille

23/11/2023 07:51:32 - Salat - Bernadette - 84400 - Apt

23/11/2023 09:50:36 - Becker - Stephane - 59710 - Merignies

23/11/2023 11:06:21 - Catesson - Pauline - 59710 - Merignies

Non !

23/11/2023 11:06:52 - Barbier - Noémie - 62790 - Leforest

23/11/2023 13:34:32 - Degallaix - Caroline - 59710 - Ennevelin

23/11/2023 13:56:33 - Damien - Michel - 59242 - Templeuve en pevele

23/11/2023 14:05:33 - Leemans - Adrien - 59310 - Auchy-lez-orchies

23/11/2023 16:48:37 - Brassart - Matthieu - 59242 - Cappelle en pevele

23/11/2023 18:14:11 - Haddouche - Cassandre - 59242 - Templeuve en pevele

23/11/2023 19:26:08 - Girsch - Sébastien - 59710 - Merignies

23/11/2023 19:29:06

23/11/2023 20:57:03 - Metschies - Julien - 59551 - Tourmignies

24/11/2023 07:06:26 - Kacou - Delphine

24/11/2023 09:34:36 - Piret - Manon - 59710 - Merignies

24/11/2023 17:05:23 - Van lathem - Olivier - 59710 - Merignies

24/11/2023 17:40:27 - Doom - Sylvie - 40150 - Hossegor

24/11/2023 20:18:12 - Cupers - Clément - 59246 - Mons en pevele

24/11/2023 21:21:01 - Blanchard - Céline - 59242 - Cappelle en pevele

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

25/11/2023 00:34:11 - Duquesne - Blandine - 59170 - Croix

25/11/2023 00:54:25 - Canda - Emilie - Gondecourt

25/11/2023 08:12:30 - Wanham - Hervé - 59710 - Merignies

25/11/2023 08:31:28 - Wanham - Marie rose - 59710 - Merignies

Non au CEF

25/11/2023 13:28:26 - Hameau - Romain - 59242 - Templeuve

25/11/2023 13:31:00 - Sikorski - Sandrine - 59710

Contre

25/11/2023 14:17:58 - Coquerel - David - 59710 - Merignies

25/11/2023 15:03:13 - Duthoit - Jérémy - Flines-lez-râches

25/11/2023 21:59:54 - Soula - Ludovic - 59710 - Merignies

26/11/2023 08:42:44 - Pereira - Pascal - 59710 - Merignies

26/11/2023 08:48:30 - Pereira - Victor - 59710 - Merignies

26/11/2023 08:54:05 - Pereira - Chloée - 59710 - Merignies

26/11/2023 08:57:43 - Duquesne - Guilhem - 59160 - Lille

26/11/2023 08:58:48 - Pereira - Louis - 59710 - Merignies

26/11/2023 09:27:12 - Pereira - Isabelle - 59710 - Merignies

26/11/2023 12:19:16 - Lefebvre - Bruno - 59242 - Templeuve

26/11/2023 12:27:58 - Bodiot - Juliette - 59710 - Merignies

Me/Mr Non à l'implantation d'un CEF, Non devons mettre en place le projet de jardin de cocagne

26/11/2023 12:44:06 - Pivoteau - Bernard - 59126 - Linselles

26/11/2023 12:50:56 - Orgaert - Philippe - 59710 - Merignies

26/11/2023 13:31:25 - Orgaert - Elisa - 59710 - Merignies

26/11/2023 13:33:45

Habitant à templeuve je ne souhaite pas que ce projet voit le jour

26/11/2023 15:07:58 - Devreese - Alexis - 59242 - Templeuve

26/11/2023 15:43:54 - Dubois - Sophie - 59810 - Lesquin

Ça ne va rien changer à l'éducation de nos jeunes, c'est à la base qu'il faut traiter

26/11/2023 18:22:05 - Abraham - Yannick - 59113 - Seclin

27/11/2023 10:10:34

27/11/2023 10:18:25 - Christophe - Garez - 59710 - Merignies

27/11/2023 12:52:44 - Delmer - Florine - 59710 - Pont a marcq

27/11/2023 13:38:23 - Legroux - Vincent - 59246 - Mons en pevele

27/11/2023 14:26:15

27/11/2023 17:23:52 - Bakowski - Clemence - 59710 - Merignies

28/11/2023 06:57:30 - Allel - Mohamed - 59710 - Pont a marcq

28/11/2023 08:34:39 - Chevalier - Celine - 59710 - Merignies

28/11/2023 08:47:45 - Steenkiste - Anne - 59242 - Templeuve-en-pévèle

28/11/2023 08:49:23 - Chevalier - Claire - 59710 - Merignies

28/11/2023 09:27:44 - Thibaut - Clémence - 59710 - Merignies

28/11/2023 09:31:08 - Thibaut - Gaetan - 59710 - Merignies

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

28/11/2023 14:01:30 - Vanderbecken - Jean-baptiste - 59310 - Coutiches

28/11/2023 15:05:12 - Viprey - Charlotte

28/11/2023 19:14:48 - Dutilleul - Isabelle - 59710 - Merignies

29/11/2023 08:14:19 - Bouchez - Thomas - 59710 - Merignies

29/11/2023 08:28:44 - Castelein - Aurore - 59710 - Pont a marcq

29/11/2023 09:39:21 - Delecroix - Michel - 84800 - L Isle sur la Sorgue

29/11/2023 09:46:04 - Loock - Alison - 59710 - Merignies

29/11/2023 15:44:31 - Picavet - Nicolas - 59390 - Lys lez lannoy

29/11/2023 19:58:19 - Pousset - Aurelie - 59710 - Merignies

29/11/2023 20:28:41 - Petitjean - Arthur - 59710 - Mérignies

30/11/2023 01:43:57 - Baillieul - Alexandre - 59710 - Merignies

Contre le CEF Pour le jardin de cocagne

30/11/2023 09:19:35 - Hielkema - Rosaly - 59710 - Merignies

30/11/2023 09:35:52 - Quique - Emilie - 59242 - Templeuve en pevele

30/11/2023 09:47:58 - Rose - Marjorie - 59710 - Pont a marcq

Juste Honteux, nous n'avons pas besoin ça dans la Pévèle !!

30/11/2023 11:47:48 - Martin - Amaury - 59710 - Merignies

30/11/2023 13:31:13 - Quilliot - Anne-sophie - 59710 - Merignies

30/11/2023 13:52:12 - Goguet - Pierre-yves - 59710 - Merignies

Contre le fait d’entraver d’avantage la sécurité de la pevele ! Un repérage dans le golf sera très facile par les visiteurs !

30/11/2023 14:33:47 - Expeels - Julien - 59710 - Merignies

30/11/2023 14:54:17 - Baert - David - 59133 - Phalempin

30/11/2023 15:10:01 - Coquerelle - Jérôme - 59710 - Pont a marcq

30/11/2023 16:35:15 - Baussart - André - 59246 - Mons en pevele

30/11/2023 16:47:55 - Paysac - Clémence - 59710 - Merignies

30/11/2023 17:15:47 - Dhenin - Caroline - 59199 - Hergnies

Mettez ce centre à la préfecture

30/11/2023 22:06:42 - Duclaye - Jean-christophe

02/12/2023 10:28:54 - Carré - Jean paul - 59710 - Mérignies

02/12/2023 10:31:20

02/12/2023 12:36:53 - Mensiez - Gregory - 59000 - Lille

02/12/2023 12:37:48

02/12/2023 12:38:15

02/12/2023 15:36:54 - Braulle - Maxime - 59710 - Merignies

02/12/2023 17:21:09 - Mensiez - Sarah - 59117 - Wervicq sud

02/12/2023 21:17:18 - Cauberghs - Matthieu - 59134 - Herlies

03/12/2023 01:17:42 - Duquef mélanie - Mélanie - 59242 - Cappelle en pevele

03/12/2023 12:22:53 - Arias - Charlotte - 59100 - Roubaix

Non au voyons et à la crapule

03/12/2023 18:53:17 - Feront - Francois - 59242 - Templeuve en pevele

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Ce projet est scandaleux pour une petite campagne comme la notre où il fait bon vivre à la campagne pour justement être éloignés et protéger nos enfants de toute ce[illegible] insécurité que représente parfois les villes. Quel intérêt de créer ce centre en plein campagne ???????? Placer le plutot dans des villes où il y a des infrastructures plus appropriées

04/12/2023 09:26:22

04/12/2023 13:26:00

05/12/2023 08:10:18 - Delattre - Pascale - 59242 - Templeuve en pevele

Non à l'implantation de CEF dans notre campagne paisible !

05/12/2023 08:10:46 - Tertrais - Charlène - 59551 - Tourmignies

05/12/2023 16:29:37 - Des rotours - Hadrien - 59710 - Merignies

05/12/2023 20:45:27 - Beghin - Thierry - 59710 - Merignies

06/12/2023 09:36:50 - Nathalie - Deltour - 59246 - Mons en pevele

07/12/2023 19:19:30 - Masselot - Jules - 59710 - Pont a marcq

07/12/2023 22:25:10 - Mauduit - Mylène - 59242 - Templeuve en pevele

08/12/2023 11:29:35 - Vanessa dejardin - Vanessa - 59235 - Bersee

08/12/2023 11:30:53 - Noyez - Estelle - 59310 - Coutiches

08/12/2023 11:40:52 - Lerouge - Emilie - 59223 - Roncq

08/12/2023 12:34:48

08/12/2023 12:41:34

08/12/2023 12:43:01 - Charon - Bernard - 59242 - Templeuve

08/12/2023 12:52:42 - Coralie - Courouble - 59710 - Ennevelin

Non à l’implantation d’un centre CEF .

08/12/2023 12:55:33 - Pressoir - Hervé - 59242 - Templeuve en pevele

Non à implantation d un centre CEF

08/12/2023 12:55:50

09/12/2023 06:18:55 - Dupont - Guillaume - 59242 - Cappelle en pevele

09/12/2023 13:12:33 - Pannier - Pannier

09/12/2023 15:10:26

10/12/2023 09:43:23 - Dumont - Sylvain - 59710 - Merignies

10/12/2023 10:35:41

10/12/2023 11:15:57

10/12/2023 12:21:30 - Yakoubene - Clélie - 59242 - Cappelle en pevele

12/12/2023 07:00:38 - Lemort - Coline - 59235 - Bersee

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Ministère de la Justice

# Programme cadre immobilier des centres éducatifs fermés

10 AOUT 18

SDPOM - Bureau de l'immobilier (L2)

Retrouvez-nous sur :
justice.gouv.fr

dpjj

Direction de la protection judiciaire de la jeunesse

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Sommaire

**1. Introduction** ..... **page 3**
Contexte et objectifs ..... page 4
**2. Définition d'un CEF** ..... **page 4**
Les structures d'accueil des mineurs ..... page 4
La description d'un CEF ..... page 6
Les effectifs et l'organisation ..... page 9
Le déroulement du séjour et des activités ..... page 10
**3. Architecture et projet éducatif** ..... **page 15**
L'image et la qualité architecturale d'un CEF ..... page 16
Le site d'implantation ..... page 16
Une conception adaptée à la prise en charge ..... page 17
La fermeture et le contrôle d'accès ..... page 19
**4. Les unités fonctionnelles** ..... **page 21**
Le fonctionnement général et l'organisation spatiale ..... page 21
L'unité administrative ..... page 23
L'unité vie collective ..... page 26
L'unité vie pédagogique ..... page 29
L'unité hébergement ..... page 31
L'unité logistique ..... page 34
Les espaces extérieurs ..... page 36
L'espace parental ..... page 38
**5. Les surfaces et les fiches espaces** ..... **page 39**
**6. Le champ réglementaire particulier** ..... **page 41**
La sécurité incendie ..... page 41
L'accessibilité des personnes en situation de handicap ..... page 42
L'obligation de décoration ..... page 44
La cuisine collective ..... page 45
La prévention du risque sismique ..... page 46
**7. L'exemplarité de l'État** ..... **page 47**
La qualité de vie au travail ..... page 47
La santé, le confort et le bien-être dans les bâtiments publics ..... page 48
La PJJ promotrice de santé ..... page 51
La garantie de la sécurité des professionnels ..... page 52
L'exemplarité énergétique et environnementale de la construction ..... page 55
Un bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale page 58
La transition numérique ..... page 59
**8. Les exigences techniques particulières** ..... **page 60**
Le gros œuvre ..... page 60
L'appareil élévateur ..... page 62
Les façades ..... page 63
Les menuiseries extérieures ..... page 65
Les menuiseries intérieures ..... page 66
La serrurerie et la métallerie ..... page 67
Le cloisonnement et le doublage ..... page 69
Les revêtements des sols, des murs et des plafonds ..... page 71
Le chauffage ..... page 73
La ventilation ..... page 75
La plomberie ..... page 76
Les courants forts ..... page 78
Les courants faibles ..... page 81
Les aménagements extérieurs ..... page 85
La signalétique ..... page 88
**9. Les mobiliers** ..... **page 89**
Les différents mobiliers ..... page 89
L'équipement de cuisine ..... page 90
L'équipement sanitaires ..... page 91

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 1. Introduction

La loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice (n°2002-1138) du 9 septembre 2002 prévoit la création des centres éducatifs fermés (CEF).

Ces nouvelles structures viennent compléter les dispositifs existants de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) et proposent une alternative à l'incarcération en milieu pénitentiaire par une prise en charge éducative du jeune. Elles sont destinées à l'accueil de jeunes délinquants multirécidivistes ou multiréitérants, placés par les magistrats suite à une mesure de contrôle judiciaire ou un sursis avec mise à l'épreuve.

Le programme cadre des CEF est un guide de programmation qui se compose :

- d'un programme fonctionnel (définition du Centre Educatif Fermé, fonctionnement général et détaillé du centre) ; des spécifications techniques générales et particulières, du programme mobilier descriptif et quantitatif ;
- d'un tableau des surfaces et des fiches d'espaces ;
- du guide câblage informatique.

L'opération de construction des CEF est l'occasion de rendre visible l'activité de la PJJ à travers des bâtiments neufs ou restructurés fondés sur un même modèle : le programme-cadre immobilier des CEF.

## 1.1 Contexte et objectifs

La réalisation d'un CEF est fondée sur un programme adapté à chaque fois en fonction du lieu et doit afficher une spécificité notamment architecturale par son image et les ambiances qu'il dégage.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2. Définition d'un CEF

Les services de la Protection judiciaire de la jeunesse assurent la prise en charge des mineurs délinquants qui leur sont confiés par décision de justice.

La décision de placement d'un mineur est prise lorsque son maintien dans son environnement habituel n'est plus envisageable, soit du fait du contexte familial, soit du fait de son réseau de socialisation, soit de son propre fait eu égard aux actes pour lesquels il est poursuivi ou condamné, soit enfin par l'accumulation d'une ou de plusieurs de ces circonstances. Le placement judiciaire dans le cadre pénal vise à remobiliser les jeunes et à préparer les conditions de leur réinsertion.

La diversité des modes de prise en charge au sein du placement permet de s'adapter aux situations et aux besoins des mineurs confiés dans l'objectif d'individualiser l'intervention éducative, y compris les situations les plus marginales en nombre ou les plus singulières telles que celles des jeunes filles, des mineurs de moins de 13 ans, des mineurs sans représentants légaux sur le territoire et des jeunes majeurs.

Pour cela, elle s'appuie sur des structures d'accueil relevant soit du secteur public, soit du secteur associatif habilité. Les établissements de placement judiciaire sont :

## 2.1 Les structures d'accueil pour les mineurs

- **Les établissements de placement éducatif (EPE).** Ils comprennent une unité éducative de placement collectif (UEHC) à laquelle peuvent s'ajouter une ou plusieurs unités d'hébergement diversifié (UEHD) ou un centre éducatif renforcé (UE-CER). Lorsqu'un EPE est composé d'une unité éducative d'activités de jour (UEAJ), il est alors dénommé établissement de placement éducatif et d'insertion (EPEI).

L'unité éducative d'hébergement collectif (UEHC) assure l'accueil de mineurs sous mandat judiciaire, y compris en urgence. Elle a une capacité d'accueil de 12 jeunes âgés de 13 à 18 ans.

L'unité éducative d'hébergement diversifié (UEHD) regroupe un éventail de prises en charge tels que l'hébergement individuel en structure collective (foyer de jeunes travailleurs, résidence sociale, réseau des fermes d'accueil à dimension sociale) et l'hébergement en familles d'accueil et en logement autonome. Ce dispositif permet aux adolescents de trouver un compromis entre besoin d'accompagnement et acquisition d'une nécessaire autonomie.

- **Les centres éducatifs renforcés (CER).** Petites unités d'hébergement, ils ont pour vocation d'accueillir un groupe de 8 adolescents au maximum. Ils permettent aux jeunes de prendre de la distance avec leurs habitudes de vie et de préparer les conditions d'une insertion sociale et professionnelle par le biais notamment d'activités intensives.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2. Définition d'un CEF

- **Les centres éducatifs fermés (CEF).** Ils complètent le dispositif de prise en charge des mineurs confiés à la PJJ. Alternative à l'incarcération, ils accueillent des mineurs au sein d'un dispositif particulièrement contenant. Les mineurs bénéficient d'un accompagnement éducatif et médico-psychologique renforcé et adapté à leur personnalité. Les CEF reçoivent des mineurs âgés de 13 à 18 ans, multiréitérants ou multirécidivistes, pour une durée de 6 mois renouvelables une fois.

Que les modalités de placement envisagées soient collectives ou individuelles, qu'elles répondent à une situation de crise ou qu'elles soient restrictives de liberté en alternative à l'incarcération, l'établissement de placement ou le lieu de vie articule son action avec le service de milieu ouvert à tous les stades de la prise en charge.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 2.2 La description d'un CEF

Les services de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) assurent la prise en charge des mineurs délinquants et la protection des mineurs en danger moral et physique qui leur sont confiés par décision de justice. Pour cela, elle s'appuie sur des structures d'accueil relevant soit du secteur public, soit du secteur associatif habilité, et notamment :

**Les Centres Educatifs Fermés** (CEF) qui s'adressent aux mineurs multirécidivistes ou multiréitérants placés et qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire, de sursis avec mise à l'épreuve ou d'un aménagement de peine (placement extérieur ou libération conditionnelle). Ils constituent une alternative à l'incarcération et s'inscrivent souvent dans un parcours judiciaire et éducatif important. L'accueil se fait tout au long de l'année et la durée du placement est de 6 mois renouvelable une fois. Le terme « fermé » renvoie à la fermeture juridique définissant le placement, qui implique que tout manquement grave aux obligations judiciaires (notamment le non-respect du règlement du centre ou une fugue) est susceptible d'entrainer le placement en détention d'un mineur. Les CEF complètent les dispositifs de placement existants et tiennent une place particulière au sein du dispositif de placement judiciaire du fait de leur caractère restrictif de liberté, visités à ce titre par les autorités nationales de contrôle.

Le cadre juridique des CEF est constitué par les textes suivants :

- Le CASF – code de l'action sociale et des familles, dans lequel est codifiée la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 relative à l'action sociale et médico-sociale

- L'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée, relative à l'enfance délinquante,

- La circulaire du 7 novembre 2002, relative aux dispositions portant réforme du droit pénal des mineurs et de certaines dispositions de droit pénal spécial résultant de la loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice.

- La loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002, qui notamment crée les centres éducatifs fermés.

- La circulaire du 28 mars 2003 relative à la mise en œuvre du programme des CEF.

- La circulaire du 11 novembre 2008 visant à améliorer la prise en charge des mineurs placés en centre éducatif fermé.

- La circulaire du 10 mars 2016 d'application de l'arrêté n° JUSF1509326A du 31 mars 2015 relatif aux règles d'organisation, de fonctionnement et de prise en charge des centres éducatifs fermés du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse.

Les CEF font partie des établissements et services sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L 312-1-I du code de l'action sociale et des familles. A ce titre, leur création est soumise à la procédure d'autorisation de création préfectorale et ministérielle.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2. Définition d'un CEF

Le CEF garantit, sous réserve des prérogatives de l'autorité judiciaire, les droits et libertés individuelles énoncés aux articles L.311-3 et L.311-5 du même code, et met en place les outils définis par la loi : document individuel de prise en charge (DIPC), charte des droits et des libertés, livret d'accueil, règlement de fonctionnement, projet d'établissement, instances de participation des usagers, recours à une personne qualifiée.

La circulaire du 10 mars 2016 portant cahier des charges des CEF fixe notamment :

« Le CEF est doté **d'un projet d'établissement,** évalué et réactualisé a minima tous les 5 ans, qui s'inscrit dans les orientations nationales et leurs déclinaisons territoriales. Il garantit une action éducative individualisée et la mise en place d'activités de jour au soutien de l'action éducative auprès du collectif des mineurs placés »

« **Le règlement de fonctionnement** fixe les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement. Il précise les modalités d'exercice des droits des mineurs et les obligations et devoirs nécessaires au respect des règles de vie collective au sein de l'établissement », conformément aux dispositions prévues par la note du 4 mai 2015 relative aux lignes directrices relatives à l'élaboration du règlement de fonctionnement des établissements collectifs de placement judiciaire du secteur public et du secteur associatif habilité. »

« Dans le cadre d'une action éducative au titre de l'article 33 de l'ordonnance du 2 février 1945 et du code de procédure pénale, les CEF garantissent un **accueil permanent de 12 mineurs délinquants, garçons et filles**. Le placement en CEF constitue une alternative à l'incarcération et est destiné à la prise en charge de **mineurs multiréitérants, multirécidivistes ou ayant commis des actes d'une particulière gravité**. Les CEF accueillent des mineurs dont la tranche d'âge est celle des **13 à 18 ans**. Les CEF se répartissent en deux tranches d'âge : 13-16 et 15-18 ans. Les mineurs sont placés exclusivement dans le cadre d'une décision de contrôle judiciaire, de sursis avec mise à l'épreuve, de libération conditionnelle, de placement extérieur.

Les CEF prennent en charge des mineurs venant de l'ensemble du territoire national en accueil immédiat ou préparé, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements de peine. »

« La prise en charge éducative dans un cadre judiciaire repose sur l'aide contrainte. L'adhésion des mineurs ne constitue pas un préalable à la prise en charge. Elle doit être cependant recherchée comme un objectif dans le cadre du suivi éducatif, afin que le mineur devienne acteur de son projet personnalisé. [...]Le placement en CEF repose sur des étapes précises ayant pour objectif l'évolution positive de la situation du mineur. Trois phases correspondant à l'évolution de la situation du mineur structurent l'action éducative. Il s'agit de la phase d'accueil, la phase de consolidation du projet personnalisé du mineur et la phase de préparation à la sortie. Le passage d'une phase à une autre doit être formalisé avec le mineur et sa famille. »

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2. Définition d'un CEF

« L'équipe de direction du CEF veille à l'organisation d'activités scolaires et plus particulièrement pour les mineurs âgés de 13 à 16 ans soumis à l'obligation scolaire.

Le CEF met en place des **activités d'insertion scolaire et professionnelle** dont trois ateliers techniques minimum ainsi que des activités d'éducation à la santé, culturelles, sportives ou de détente. [...] Ce programme d'activités soutenu constitue un des outils indispensables pour une relation éducative de qualité et contribue à la structuration de la journée et à l'instauration d'un cadre sécurisant et donc contenant.

L'évaluation de chaque mineur permet de repérer au mieux ses besoins dans ce domaine et d'élaborer des propositions adaptées susceptibles de développer les potentialités de l'adolescent. [...]

Ces activités sont quotidiennes et encadrées de façon permanente par les personnels, qui peuvent s'appuyer, le cas échéant, sur des ressources extérieures. »

« Le contrôle du mineur à l'intérieur et à l'extérieur du CEF est effectué avec attention et tout particulièrement en début de prise en charge et dans les moments de fragilité du mineur ou à l'occasion des crises que celui-ci peut traverser. Ce contrôle est mis en œuvre par un encadrement renforcé et adapté à la situation de chaque mineur. »

« Dans le respect des dispositions du code civil, sous réserve des prescriptions judiciaires et si l'évaluation de la situation du mineur le permet, le CEF veille à **impliquer les titulaires de l'autorité parentale dans l'action éducative** menée auprès du mineur. Les titulaires de l'autorité parentale sont informés du déroulement de la prise en charge du mineur tant dans ses aspects positifs que lors de difficultés, notamment en cas de survenue d'incidents. Les titulaires de l'autorité parentale continuent à en exercer tous les attributs dans le cadre et les limites définis par l'ordonnance de placement. En principe, ils conservent un droit de visite sauf restriction décidée par le magistrat. Dès lors, les mineurs peuvent recevoir la visite des membres de leur famille et correspondre avec eux dans des conditions fixées par le règlement de fonctionnement du CEF. Des rencontres plus formalisées entre la famille, le mineur et l'équipe peuvent être organisées au sein du CEF. »

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 2.3 Les effectifs et l'organisation

L'équipe d'un CEF est constituée de 26,5 ETP (équivalents temps plein) pour 12 places, dont 1,5 ETP de personnels de santé. Un personnel de l'EN (éducation nationale) est mis à disposition pour assurer l'enseignement scolaire.

Selon le projet de l'établissement, pourront venir s'y ajouter des intervenants extérieurs de façon régulière ou ponctuelle tels que des animateurs sportifs spécialisés, des intervenants associatifs, des professionnels de santé (médecins généralistes, psychiatres,...), partenaires institutionnels (police, pompiers,...) pour mener des actions particulières tels que des ateliers de prévention, des activités socio-culturelles, cours de secourisme, etc.

L'équipe est composée de la manière suivante :

Directeur : 1

Secrétariat : 1

Responsable d'unité éducative (RUE) : 2

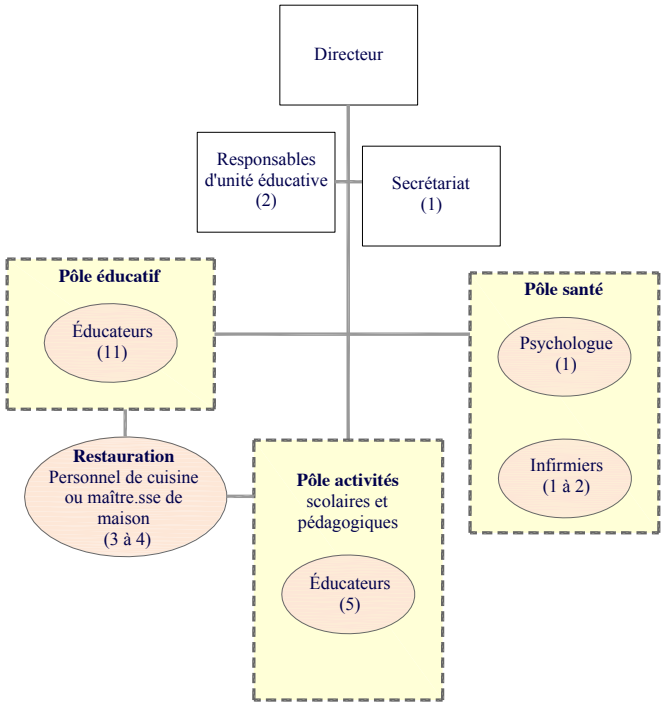
Educateurs et éducateurs techniques : 16

Personnel de cuisine et entretien du linge et des locaux, ouvriers professionnels (OP) : 3 à 4

Psychologue : 1

Personnels de santé (Infirmier, psychiatre, psychomotricien,...) : 1 à 2

Au quotidien, la prise en charge éducative nécessite la présence de 4 à 6 adultes disponibles simultanément dans la journée. A minima, deux éducateurs assurent la surveillance et la prise en charge des mineurs 24 h sur 24 h dans l'établissement.



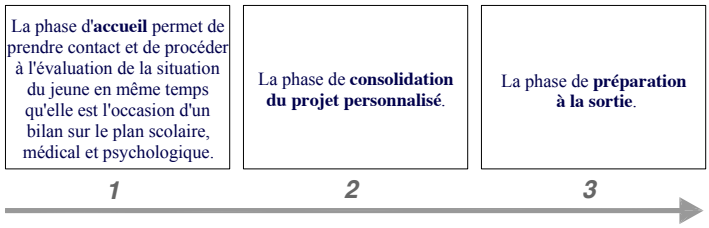
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Le placement ne sera donc pas de courte durée.

Le CEF doit être conçu comme un réel lieu de séjour pour le jeune et non un lieu de passage. Il s'inscrit dans une démarche de (ré)insertion et de continuité, et non de rupture de la vie sociale (famille, milieu scolaire ou de formation).

Le séjour du jeune se déroulera en trois étapes (ou phases) :




L'accueil des jeunes en file active et le principe d'une phase d'accueil n'impliquent pas de séparer – d'isoler – les mineurs « arrivants » dans le CEF. La phase d'accueil est conçue pour favoriser l'intégration de l'arrivant dans le groupe de jeunes de l'établissement

De même, les jeunes se préparant à leur sortie ne seront pas dissociés des autres, néanmoins l'organisation de leur journée sera adaptée à leurs besoins et leur projet individualisé.

## 2.4 Le déroulement du séjour et activités

### Les activités au sein du CEF

Les activités qui se dérouleront au sein du CEF sont de plusieurs types :

Les activités scolaires et pédagogiques

A partir du bilan d'évaluation des acquis scolaires et professionnels réalisé au cours de la phase d'accueil, une mise à niveau ou une validation de ces acquis est mise en œuvre dans le cadre du projet personnalisé du mineur.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2. Définition d'un CEF

Dans un objectif de retour vers les dispositifs de droit commun, des activités d'enseignement et de formation professionnelle particulièrement orientées vers l'acquisition ou le perfectionnement des savoirs fondamentaux sont proposées.

Une attention particulière est portée aux mineurs de moins de 16 ans relevant de l'obligation scolaire (Art L131-5 du code de l'éducation) en inscrivant dans leur planning hebdomadaire des temps de soutien scolaire et/ou de remédiation scolaire

Il s'agira :

- d'évaluer le niveau scolaire de chaque jeune,
- d'établir un projet pédagogique personnalisé,
- d'offrir au jeune des activités pédagogiques en rapport avec ses connaissances et ses capacités.

Cette action pédagogique pourra revêtir différentes formes et se dérouler soit à l'intérieur du centre soit à l'extérieur.

À l'intérieur des locaux du CEF :

- remise à niveau et développement des compétences psycho-sociales par l'équipe éducative,
- enseignement de toute nature par des enseignants de l'Education nationale,

À l'extérieur du CEF :

- intégration à un cursus scolaire du type classe-relais, atelier-relais, section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) de collège, lycée professionnel.
- apprentissage dans une entreprise, chez un artisan local.

Les activités doivent être diversifiées et permettre, pour certaines, des temps de dégagement individuel ou collectif :

- cours théorique (apprentissage des savoirs fondamentaux, code de la route, secourisme, ..),
- familiarisation avec l'outil informatique et apprentissage de logiciels simples (recherches sur internet)
- activités manuelles et/ou technologiques, n'entraînant pas cependant un équipement lourd de type machine-outil ou machine à commande numérique par exemple,
- activités physiques et/ou sportives en intérieur et en extérieur,
- activités artistiques et culturelles : musique, dessin, peinture, sculpture, théâtre, vidéo…

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Les activités pédagogiques et d'apprentissage à l'extérieur du centre seront soit encadrées soit autonomes. Dans tous les cas elles seront organisées pour chaque jeune en fonction de son évolution et des possibilités offertes par l'environnement local. Pour les activités autonomes, elles nécessiteront toujours l'autorisation du magistrat et correspondent en règle générale à la phase de préparation à la sortie.

Les activités physiques et sportives peuvent être pratiquées dans le centre ou en dehors.

D'autres activités peuvent être inscrites dans le projet de l'établissement, par exemple :

- participation à un chantier,
- plantation, entretien d'un potager ou d'un verger,
- soin d'animaux,
- activités de solidarité (aide aux handicapés, banque alimentaire, ressourcerie…).

## Les activités de vie quotidienne et de détente

Tous les actes de la vie quotidienne et collective ont un caractère éducatif : respect des horaires de lever et de coucher, prise des repas en commun, rangement de la chambre, entretien des locaux et des espaces extérieurs, entretien du linge, participation à la fabrication des repas. Ils font partie du programme éducatif et de la démarche de ré-apprentissage de la vie quotidienne et de la vie en collectivité.

Les activités de détente (jouer, regarder la télévision ou lire, écouter de la musique …etc.) se déroulent le soir et le week-end. Les adultes sont présents mais les activités ne sont pas systématiquement animées.

Le jeune peut également recevoir sa famille. Les visites se font après accord du magistrat et de la direction. Elles peuvent être l'occasion d'un entretien avec le directeur, le chef de service, l'éducateur référent ou le psychologue, auquel cas la famille sera reçue dans un bureau ou une salle de réunion. Plus généralement, le jeune pourra être amené à passer une journée ou une demi-journée avec ses parents, à prendre un repas avec eux, éventuellement être autorisé à sortir avec l'accord du magistrat (en fin de séjour).

## Les soins

Les soins somatiques et le suivi psychologique font l'objet d'une attention particulière. Ils représentent pour le jeune et pour l'adulte un temps important, notamment pendant la phase d'accueil dans le centre. En principe, le bilan infirmier initial a lieu dans le centre et peut être complété par un bilan de santé plus complet réalisé auprès d'un organisme extérieur. Les soins sont pratiqués soit dans le centre soit à l'extérieur : consultations de médecine de ville, hôpitaux, CMP,…

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



L'intervention du psychologue a lieu dans le centre, elle est régulière et constitue un soutien permanent pour le jeune tout au long de son séjour.

## Une journée type

Le tableau ci-après illustre à titre d'exemple ce que pourrait être la journée-type d'un jeune, en semaine et le week-end. La composition de l'emploi du temps doit répondre aux besoins des jeunes placés en CEF, en particulier :

- la nécessité d'une régularité dans l'emploi du temps de la journée pour retrouver le rythme quotidien,

- la nécessité d'alterner des activités très diversifiées : la plage activités recouvre donc une multitude d'activités successives,

- la nécessité de pauses permettant la détente (en raison de la fatigabilité des jeunes) et aussi la prise de collations, pour les aider à retrouver une hygiène alimentaire et éventuellement compenser leurs carences.

Les jeunes ne participent pas aux mêmes activités tous en même temps mais sont répartis par petits groupes ou pris individuellement, afin de répondre au mieux au programme individuel de chacun.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2. Définition d'un CEF

| | Exemple d'emploi du temps en semaine | Exemple d'emploi du temps le week-end |
|---|---|---|
| 7 h 30 | Lever - petit déjeuner | Lever - petit déjeuner |
| 8 h 30 | Entretien locaux, préparation repas | |
| 9 h 00 | Activités scolaires et pédagogiques | |
| 10 h 00 | Pause | Entretien locaux, préparation repas |
| 11 h 00 | Activités scolaires et pédagogiques | détente |
| 12 h 00 | Déjeuner | Déjeuner |
| 13 h 00 | Entretien locaux | |
| 14 h 00 | Activités scolaires et pédagogiques | Activités, sorties, visite des familles |
| 15 h 00 | | |
| 16 h 00 | Goûter | Goûter |
| 17 h 00 | Activités scolaires et pédagogiques | Activités sorties visite des familles |
| 18 h 00 | Préparation repas | |
| 19 h 00 | Dîner | Dîner |
| 20 h 00 | Soirée (activités collectives ou individuelles) | Soirée (activités collectives ou individuelles) |
| 21 h 00 | | |
| 22 h 30 | | |

LEGENDE :

| | |
|---|---|
| Activités pédagogiques, sportives, artistiques, | Vie quotidienne |
| Repas, goûter | Détente |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 3 Architecture et projet éducatif

## 3.1 L'image et la qualité architecturale des CEF

Une opération immobilière de construction d'un CEF doit répondre à l'attente de tous ceux qui sont appelés à utiliser le futur équipement, tout en cherchant à proposer une solution pérenne, au-delà des souhaits particuliers des utilisateurs immédiats.

La qualité architecturale d'une construction s'apprécie au vu des réponses que le projet apporte vis-à-vis des nombreuses exigences d'ordre urbanistique, fonctionnel, réglementaire, technique, esthétique et économique.

Une production architecturale traduit en cela les valeurs de la société pour laquelle l'ouvrage est construit.

S'agissant d'un projet de CEF, l'architecture doit montrer la différence entre cette structure et les autres types d'hébergement de la DPJJ. Cette spécificité, qui devra apparaître aux yeux des mineurs, du personnel et du public, réside en premier lieu dans le caractère contenant de la prise en charge qui se matérialise par la clôture du site. L'architecture doit donc participer à l'exigence de lisibilité de la fermeture à l'intérieur comme à l'extérieur du centre.

Quant aux aménagements et aux équipements, l'idée de réaliser un établissement avec un mode de fonctionnement trop spécifique est à écarter. Les CEF doivent être pensés comme des outils d'hébergement flexible, reconfigurable dans une certaine mesure.

L'architecture doit donc à la fois marquer la spécificité d'un placement en CEF de mineurs délinquants multirécidivistes, et présenter une image de bâtiment public, intégré dans son environnement, et à échelle humaine.

L'opération de construction permettra d'améliorer la visibilité de l'activité éducative de l'institution judiciaire en matière de prévention de la délinquance des mineurs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 3.2 Le site d'implantation

### La localisation

La localisation du CEF doit permettre de répondre au mieux au besoin de prise en charge.

La prise en charge éducative au sein des centres éducatifs fermés est fondée sur la construction ou la reconstruction des apprentissages scolaires et professionnels ainsi que sur l'accès aux soins somatiques et psychologiques.

Cet objectif impose que ces centres soient situés dans des lieux permettant la constitution de réseaux de collaboration pérennes avec les établissements de l'éducation nationale, les organismes de formation professionnelle et les établissements sanitaires.

Le site doit être, si possible, accessible par les transports en commun et, à tout le moins, facile d'accès pour les personnes véhiculées. Pour autant, la proximité immédiate d'une gare doit être évitée car cela facilite les fugues et les trafics.

Par conséquent, considérant qu'il est courant de ne pas pouvoir implanter les centres éducatifs fermés en cœur de ville, dans toute la mesure du possible, une localisation proche d'une agglomération urbaine doit donc être privilégiée.

### Le terrain

Il importe de contribuer à l'intégration du centre dans son tissu urbain et social, en évitant tout ce qui pourrait aboutir à des conflits de voisinage. C'est la raison pour laquelle au-delà de la stricte surface nécessaire aux activés propres au CEF, il convient de prévoir une surface permettant d'assurer une coupure par rapport au voisinage.

Une emprise foncière d'environ 5 000 m² est dès lors un optimum. Cette emprise peut être diminuée, et ce jusqu'à 4 000 m² (surface minimale), pour tenir compte de l'environnement et notamment favoriser une implantation en zone urbaine.

### La desserte

Le centre doit être facile d'accès par les véhicules (personnel, véhicules administratifs, livraisons, entretien, visiteur handicapé…). Ces derniers pourront disposer d'une aire de retournement et de stationnement à proximité de cet accès.

Les accès pour les piétons et pour les véhicules doivent être indépendants. Dans le cas d'un logement de fonction, il est obligatoire que son accès (piéton et voiture) soit totalement indépendant de ceux du CEF. Le cheminement piéton, depuis l'entrée du site jusqu'à l'entrée du centre, doit être sécurisé.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 3.3 Une conception adaptée à la prise en charge

Les locaux doivent contribuer à la prise en charge éducative du mineur hébergé.

### Des locaux accueillants,

Au regard de l'objectif éducatif assigné aux centres éducatifs fermés et de la durée du placement qu'il induit, les locaux doivent être aménagés de sorte qu'un équilibre approprié entre les espaces d'intimité et les espaces collectifs soit réalisé.

Les locaux doivent être confortables, avec une décoration simple mais soignée. Ils doivent permettre une convivialité entre les pensionnaires (chaleur des ambiances, des matériaux et harmonie des couleurs). En matière d'ambiances lumineuses, il semble nécessaire d'éviter les lumières trop crues et de privilégier les éclairages indirects voire à intensité variable, mieux supportés par les jeunes.

Pour pouvoir s'approprier une chambre, l'attention du concepteur est attiré sur le fait qu'un mineur doit pouvoir en modifier simplement l'aménagement au gré de sa propre personnalité (lit proche de la fenêtre ou niché derrière la salle d'eau, etc.).

### Des locaux robustes,

Les mineurs hébergés dégradent régulièrement les locaux qui doivent donc être particulièrement robustes. Par exemple, ils portent des coups de pied et de poing contre les cloisons ou les portes. Les portes peuvent être claquées si brutalement que le chambranle se désolidarise de la cloison.

Ils détériorent également les installations sanitaires par une mauvaise utilisation des douches et des lavabos (détérioration du mécanisme des chasses d'eau, eau répandue, obturation des ventilations, etc.). L'ouverture des fenêtres est souvent forcée, les radiateurs et les lavabos sur lesquels un mineur a grimpé sont parfois aussi descellés.

Les dégradations concernent aussi les graffitis, la casse de vitrages et de miroirs. Tous les petits éléments qui dépassent (détecteurs de fumées, boutons, poignées, appliques murales…) sont abîmés, notamment en les brulant. Des incendies volontaires sont également à déplorer. Il est donc impératif de mettre en œuvre toutes les conditions de sécurité pour garantir la sécurité des mineurs pris en charge, et la pérennité des équipements.

### Des locaux dont l'usage ne doit pas pouvoir être détourné,

Pour garantir de bonnes conditions de prise en charge, il est nécessaire d'anticiper les comportements inadéquats que les mineurs peuvent avoir.

Ils sont à la recherche de caches (en faux plafond, sous les lavabos et dans les gaines, sur les rebords de fenêtre ou de toit). Ils jettent par la fenêtre des objets et en direction des voisins. L'implantation des chambres devra donc permettre d'éviter les vis-à-vis directs avec les voisins immédiats.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Ils peuvent aussi adopter des comportements à risques et se mettre en danger. Les mineurs sont ainsi tentés d'escalader la façade pour accéder au toit. Les balcons, les terrasses, les corniches et les gouttières sont donc proscrits lorsqu'ils sont accessibles. L'établissement doit dès lors avoir deux niveaux au plus (rez-de-chaussée + un étage).

## Des locaux facilitant l'action de l'équipe éducative,

Les locaux doivent faciliter la surveillance des mineurs accueillis. Les accès doivent pouvoir être facilement contrôlés, pour qu'une fugue ou une intrusion soit au moins repérée. Les chambres ne doivent pas donner sur un espace extérieur ne pouvant être surveillé depuis un local où se tient un éducateur. Les locaux où se tiennent les adultes seront répartis de manière à pouvoir surveiller l'ensemble des espaces. En tout point du centre, les recoins sont proscrits. Pour autant, une conception panoptique n'est pas adaptée car elle renvoie trop au langage architectural propre à l'univers carcéral.

Les locaux fréquentés par les mineurs ne doivent pas être trop sonores. L'ambiance sonore générale doit tendre à l'apaisement. Par ailleurs, les locaux d'entretiens devront être suffisamment insonorisés pour garantir la confidentialité des échanges.

Les locaux utilisés par les professionnels doivent contribuer à leur offrir des conditions satisfaisantes de travail. Les locaux qui leur sont réservés doivent être accessibles par un flux de circulation distinct de celui des mineurs.

## Des locaux faciles d'entretien,

La conception de l'établissement doit permettre au chef d'établissement de se concentrer majoritairement à des temps avec son équipe éducative et/ou les mineurs plutôt qu'à l'entretien et la maintenance des locaux.

Pour cela, les éléments d'architecture doivent pouvoir être entretenus, et éventuellement remplacées, le plus facilement possible. Cela suppose une simplicité dans la conception et une normalisation des ouvrages installés.

## Une architecture riche de paradoxes.

L'architecture doit matérialiser le caractère contenant du projet éducatif, sans jamais paraître carcéral. Les locaux doivent être accueillants et, dans le même temps, robustes.

La conception des locaux doit aussi contribuer à empêcher les fugues et les intrusions, tout en permettant aux services de secours d'intervenir, à tout moment, dans le centre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 3.4 La fermeture et contrôle d'accès

### Une fermeture juridique

Dire que les centres sont fermés signifie qu'une personne extérieure ne peut pas entrer dans le centre et qu'un jeune ne peut pas en sortir, sans autorisation.

La fermeture du terme de centre éducatif « fermé » renvoie à une notion de fermeture juridique qui ne comporte en soi aucune exigence architecturale ou immobilière.

Bien que l'accueil en CEF constitue une alternative à l'incarcération, une sortie sans autorisation peut entrainer une sanction pénale et un placement en détention.

La fermeture doit donc être matérialisée pour être visible par le mineur dans le cadre de son placement, car il doit comprendre qu'un CEF est différent des autres établissements de placement qu'il a peut-être déjà fréquenté.

C'est aussi un signal adressé à l'environnement et plus particulièrement aux riverains, pour réaffirmer le caractère contenant de la prise en charge.

### La fermeture physique

La fermeture physique du CEF ne doit pas prendre un aspect carcéral, d'autant qu'elle vient en soutien et conforte l'action éducative. En effet, la surveillance active la plus immédiate est d'abord assurée par la présence permanente de l'équipe éducative.

Pour constituer une fermeture visible, le centre sera clôturé par un mur ou un grillage d'une hauteur de 2 mètres 20 minimum avec bavolet et saut de loup si nécessaire. Cette clôture sera doublée à l'intérieur du site par un traitement paysager et végétal. Si le plan local d'urbanisme (PLU) ne permet pas cette hauteur, un saut de loup peut être prévu en périphérie intérieure du site.

S'agissant des fenêtres, on évitera si possible les barreaux, surtout en dehors des châssis situés au rez-de-chaussée accessibles ou donnant sur la rue. Celles des chambres ne devront pas permettre leur franchissement par les jeunes mais laisseront quand même la possibilité d'une ventilation naturelle. Les autres fenêtres comporteront un système de verrouillage – leur fermeture restant à l'initiative des éducateurs.

### Un accès unique depuis l'extérieur

Le CEF comportera une entrée unique avec portail télécommandé relié à un système d'interphone couplé à une caméra qui permettra une bonne vision de l'environnement extérieur immédiat de l'entrée et, partant, une identification facile des visiteurs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



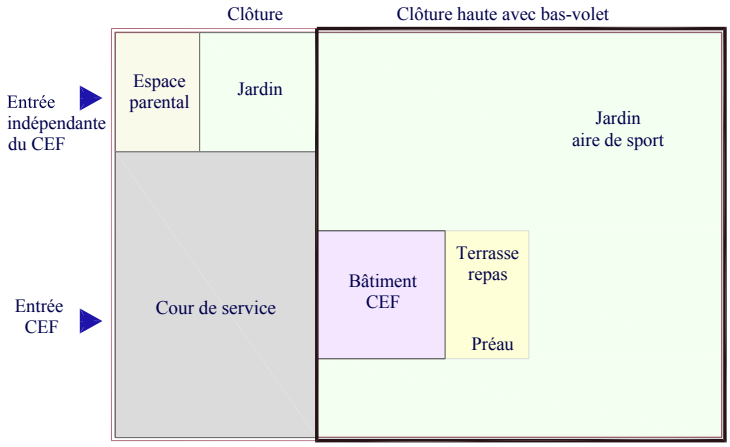
L'interphone sera relié au secrétariat, au bureau des éducateurs, au bureau de veille et au bureau des responsables de l'unité éducative (RUE). Des caméras de vidéo-protection renforceront la sécurité de la clôture périphérique du CEF, côté intérieur. Elles ne filmeront pas l'intérieur des locaux. Ces installations seront placées hors de portée des mineurs. Elles seront conformes aux textes en vigueur, notamment avec ceux de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Le portail sera fermé en temps normal et sécurisé par une alarme. Il n'est pas nécessaire de motoriser le portail piéton. Tout visiteur sera accueilli à l'entrée par une personne de l'équipe qui viendra lui ouvrir la porte. Les accès au(x) bâtiments(s) (accès principal, accès cuisine, aire de livraisons) seront commandés par serrures.

## Des accès intérieurs contrôlés

Comme dans tous les établissements amenés à accueillir des jeunes de la PJJ, toutes les portes du centre devront pouvoir être fermées à clés. L'accès aux différentes pièces étant ainsi contrôlable à tout moment par l'équipe d'encadrement.

Les unités fonctionnelles « hébergement » et « unité pédagogique» devront être commandées chacune par une seule porte fermant à clé. Leur accès sera interdit en dehors des heures autorisées d'utilisation (en principe, pas d'accès libre aux chambres durant la journée, pas d'accès libre aux locaux scolaires le soir et le week-end ...). Pour les chambres, le système devra, de manière fiable, permettre l'ouverture depuis l'extérieur lorsque la pièce est fermée de l'intérieur.



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Les unités fonctionnelles

*L'organisation spatiale d'un centre éducatif fermé dépend de différentes unités fonctionnelles, qui chacune concerne une ou plusieurs activités spécifiques se déroulant à différents moments de la journée et dans laquelle les règles de vie ne sont pas toutes les mêmes.*

## 4.1 Le fonctionnement général et l'organisation spatiale

### Les unités fonctionnelles

Dans un CEF on distingue six unités fonctionnelles. Elles concernent :

- l'unité administrative
- l'unité vie collective
- l'unité pédagogique
- l'unité hébergement
- l'unité logistique
- les espaces extérieurs

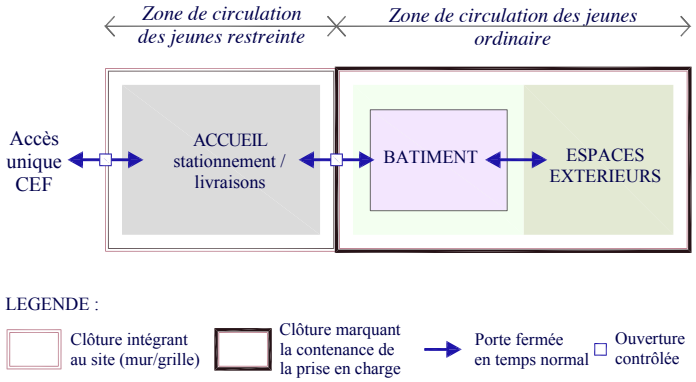
La diversité de ces unités fonctionnelles peut être symbolisée par des traitements et/ou des implantations différenciées, pour aider le jeune à (r)établir des repères et lui rappeler les rythmes de la vie ordinaire.

### Le fonctionnement général

L'accès du centre se fait par une entrée unique qui dessert un premier espace « d'accueil sas » dans lequel on trouvera notamment les stationnements et la zone de livraisons. Cet espace est clos et non accessible pour les jeunes.

Les autres espaces du centre - bâtiment et espaces extérieurs - sont en communication plus ou moins directe et les jeunes peuvent y circuler normalement sous la surveillance de l'équipe et conformément au règlement intérieur du centre.

Un logement de fonction peut être créé sur le site. Il viendra s'implanter en toute autonomie par rapport au(x) bâtiment(s) du centre (pas de vues depuis les chambres par exemple).

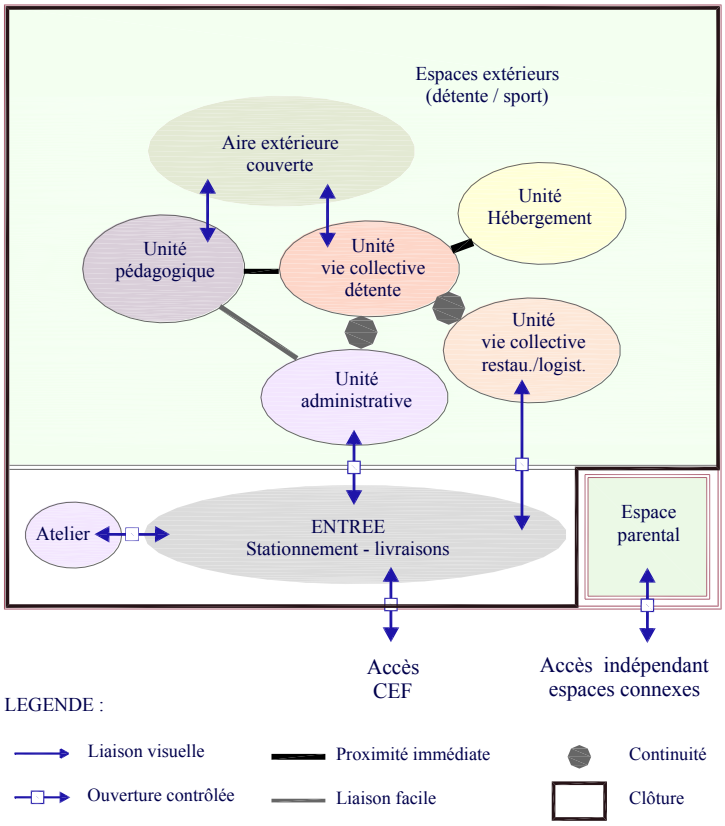


Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Les unités fonctionnelles

## Schéma général de fonctionnement

Le schéma suivant illustre le fonctionnement théorique d'un CEF. Dans le cas d'une réhabilitation de bâtiment existant, le projet architectural devra s'en rapprocher le plus possible.



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 4.2 L'unité administrative

L'unité administrative regroupe les locaux réservés aux adultes. L'ensemble des espaces composant cette unité doit être traitée avec soin en particulier l'acoustique des bureaux afin de respecter la confidentialité des propos.

Cette unité se compose des locaux suivant :

### L'accueil - secrétariat

Il assure les tâches classiques de secrétariat ainsi que l'accueil des visiteurs. Il est occupé par un(e) secrétaire présent(e) aux heures de bureau. Il est équipé d'un poste de travail informatisé et des armoires pour le classement des dossiers.

Il est en liaison avec l'entrée du site (interphone et moniteur vidéo).

Dans ce bureau se trouve le report des alarmes du centre et la commande d'ouverture du portail d'entrée (interphone et moniteur vidéo). Cette commande peut être activée ou désactivée selon le moment de la journée.

Le secrétariat doit être proche de l'entrée du bâtiment et de l'attente afin de permettre un accueil visuel dès l'entrée du centre. Il communique avec le bureau du directeur.

### L'attente

Elle est aménagée dans la circulation à proximité du secrétariat.

### Le bureau du directeur

Chargé de la direction du centre et de sa représentation auprès des institutions et des partenaires, le directeur est présent sur le site. Il est également appelé à se déplacer à l'extérieur pour des réunions, aller chercher un jeune nouvellement placé, etc.

Son bureau dispose d'un poste de travail informatisé, de rangement et de mobilier (table et sièges) pour recevoir des visiteurs.

Le bureau du directeur a de préférence une vue sur l'entrée du site.

### La salle de réunion

Elle doit pouvoir recevoir environ 20 personnes. Elle est destinée aux réunions d'équipe, avec les partenaires et les intervenants extérieurs. Elle dispose de tables et de chaises, et permet l'utilisation de matériels informatiques et audiovisuels.

### La kitchenette

Cet espace permet aux agents de prendre un repas en dehors de leur bureau et sans la présence des mineurs. Il leur permet aussi de prendre une boisson chaude ou fraîche au cours de la journée. Elle doit être située à proximité directe de la salle de réunion et de l'accueil des familles.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



C'est dans la kitchenette que seront affichées les informations à destination du personnel (panneaux syndicaux).

## L'accueil des familles

Les familles rencontrent leur enfant dans un espace aménagé de manière conviviale et chaleureuse (canapé, fauteuils). Cet espace disposera d'un point kitchenette situé dans un placard intégré pour être en mesure d'offrir un café ou une autre collation aux familles.

Ce local doit être situé à proximité de l'entrée mais en retrait des circulations principales et des salles de détente des jeunes. Les entretiens confidentiels ont lieu dans le bureau d'entretiens, dans le bureau du directeur ou celui du psychologue.

Il doit faire l'objet d'une attention particulière en matière de décoration pour pouvoir être également investie par l'équipe éducative en tant qu'espace de la qualité de vie au travail (QVT). Il peut en effet constituer un espace de discussion (EDD) tel que préconisé par l'Association nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact). Pour rappel, un EDD est un lieu d'échanges sur le travail entre salariés, qui doit donner lieu à un compte rendu rédigé par eux et déboucher sur des actions concrètes.

## Le bureau d'entretien

Ce bureau peut être utilisé par tous les professionnels pour des entretiens individuels avec le mineur et/ou des membres de sa famille. Il est équipé d'un poste de travail. L'isolation phonique est nécessaire.

Ce bureau doit se trouver à l'articulation avec l'unité vie collective, car il doit être facilement accessible par les RUE.

## Le bureau du psychologue

Le psychologue fait partie de l'équipe d'encadrement et de soutien aux mineurs. Il intervient sous la forme d'entretiens avec le mineur et/ou sa famille, il observe les comportements et participe aux discussions et groupes de parole.

Ce bureau est équipé de deux postes de travail pour rendre possible une vacation pour un deuxième psychologue, pour un psychiatre ou pour tout autre personnel de santé.

L'isolation phonique de ce bureau est nécessaire.

Le bureau du psychologue doit se trouver à l'articulation avec l'unité de vie collective.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Les unités fonctionnelles

## Le cabinet médical - salle de soins

Un infirmier assure le suivi des jeunes, notamment lorsqu'ils suivent un traitement. Il soigne les petites blessures et reste à l'écoute des jeunes. Il peut intervenir aussi dans le cadre d'actions d'éducation et de prévention.

Le cabinet médical disposera d'un bureau, d'une paillasse avec évier, de rangements et notamment d'une armoire à pharmacie sécurisée. Il est parfois partagé avec un psychiatre qui effectue des vacations au centre. L'isolation phonique est nécessaire.

La salle de soins doit se trouver à l'articulation avec l'unité de vie collective.

## Le local d'archives vivantes / reprographie

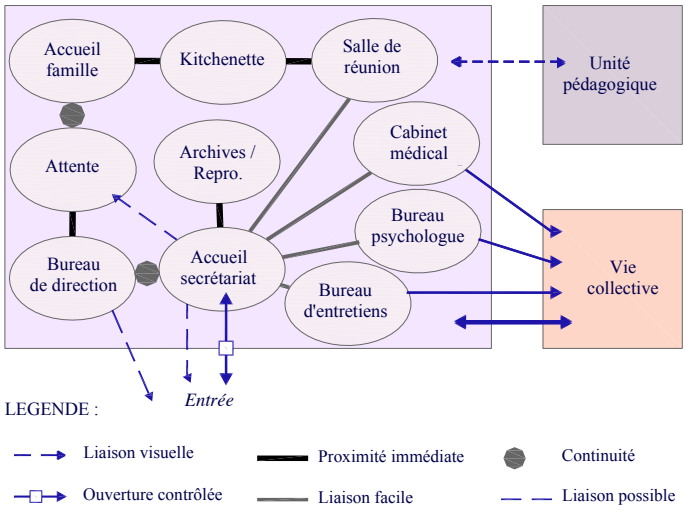
Le local d'archives vivantes et de reprographie doit se trouver à proximité du secrétariat. Ce local doit être ventilé.

## Les sanitaires du personnel administratif et technique et pour les familles

Cet espace se compose d'un sanitaire aux normes d'accessibilité pour les personnes handicapées, et deux autres sanitaires différenciés homme/femme. Les lavabos seront équipés d'une commande de l'arrivée d'eau au pied.

## Schéma de fonctionnement de l'unité administrative

L'administration est facilement accessible depuis l'entrée. Elle est directement liée aux espaces de vie collective. Son implantation doit répondre à la fois à un besoin de retrait (ou de recul et de calme) par rapport à la vie quotidienne du centre et à la nécessité de communication et de proximité par rapport à l'équipe éducative.



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 4.3 L'unité vie collective

Cette unité regroupe les espaces de détente des jeunes et ceux d'activités qui leur permettent un apprentissage de la vie collective.

Elle se compose de :

### Le hall d'entrée :

Pour mémoire (PM).

### La salle d'activités bruyantes (baby-foot, musique, etc.) :

Les jeunes y évoluent, en présence des éducateurs, principalement en dehors des heures d'activités programmées (scolaires ou autres), en fin de journée et le week-end.

### La salle de télévision - activités calmes :

Cette salle est destinée aux activités calmes de détente (jeux de société, lecture). Elle peut constituer un espace de transition entre l'unité vie collective et l'unité hébergement.

### Le bureau des éducateurs :

Ce bureau offre aux éducateurs un espace dans lequel ils peuvent se réunir et faire le point au moment des changements d'équipe, recevoir un jeune ou préparer et rédiger des documents.

Ce bureau est équipé de deux postes de travail. Dans ce bureau se trouvent les alarmes du centre et la commande d'ouverture du portail d'entrée (interphone et moniteur vidéo). Cette commande peut être activée ou désactivée selon le moment de la journée.

Ce bureau est placé de manière centrale par rapport aux espaces de détente afin d'être au plus près des jeunes et d'assurer une surveillance visuelle permanente. Les cloisons de ce bureau sont pour cela partiellement vitrées. Dans le même temps, pour pouvoir garantir la confidentialité des échanges entre les professionnels, notamment aux moments de passage de consignes, cette partie vitrée doit pouvoir être occultée

### Le bureau des RUE :

Ce bureau est celui des deux responsables de l'unité éducative (RUE). Il doit se trouver non loin du bureau des éducateurs, pour être également au plus près des jeunes.

Ce bureau est équipé de deux postes de travail. Les cloisons de ce bureau sont partiellement vitrées pour permettre d'assurer un contrôle visuel régulier. La partie vitrée doit pouvoir être occultée.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Les unités fonctionnelles

## La salle à manger :

Les repas constituent des moments importants dans la vie du groupe. Les jeunes prennent leur repas avec un ou plusieurs éducateurs, les RUE, le directeur ou d'autres professionnels peuvent éventuellement se joindre à eux. Ce sont des moments d'échanges, de détente mais parfois aussi de tensions. La salle à manger peut également servir lors d'une animation spécifique par exemple dans le cadre d'une journée avec les familles. Son aménagement doit pouvoir être modulé selon les besoins (table longue ou plusieurs petites tables).

La salle à manger doit être un espace chaleureux. Elle disposera outre les tables et chaises, du mobilier pour ranger la vaisselle et permettra l'organisation du petit déjeuner (machine à café, four micro-ondes), ainsi que d'un point d'eau pour se laver les mains.

Le traitement acoustique de la salle à manger doit être considéré avec attention.

## La cuisine et ses locaux annexes :

La cuisine a une dimension familiale. Elle permet de confectionner une trentaine de repas par jour, sans compter les petits déjeuners ni les goûters.

En dépit du nombre limité de repas servis, cette cuisine est considérée d'un point de vue réglementaire comme une cuisine collective. Elle doit donc respecter les normes du HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) qui permettent une analyse des dangers et un repérage des points critiques en matière de risque d'infection alimentaire.

La cuisine doit donc être en liaison facile avec le coin bureau du cuisinier, la réserve alimentaire et le local déchet, dans le respect du principe de la marche en avant.

Par ailleurs, l'équipe de cuisiniers peut participer à l'animation en encadrant un ou deux jeunes lors de la confection d'un repas ou d'un plat. Il est donc utile que les ustensiles pouvant se révéler dangereux, notamment les couteaux, puissent être rangés sous clé.

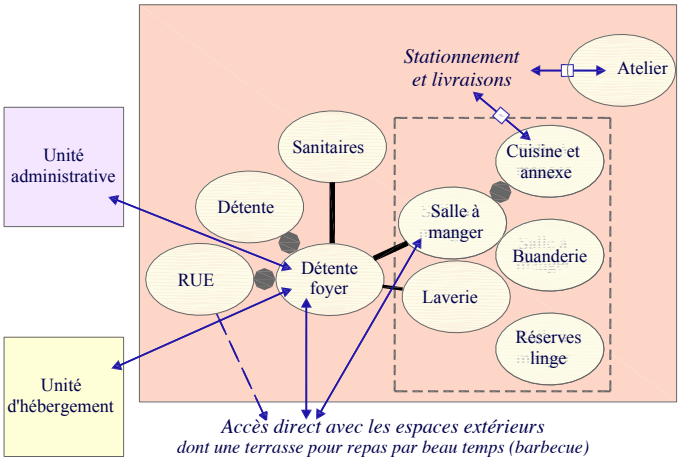
## Les sanitaires :

Deux sanitaires pour les résidents, aux normes d'accessibilité pour les personnes handicapées et différenciés garçon/fille, sont à prévoir. Ils sont situés à proximité de ces espaces collectifs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Les unités fonctionnelles

## Schéma de fonctionnement de l'unité vie collective




LEGENDE :

- Liaison visuelle
- Ouverture contrôlée
- Proximité immédiate
- Liaison facile
- Continuité
- Liaison possible

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 4.4 L'unité pédagogique

L'unité pédagogique comprend les espaces destinés à l'enseignement et aux différentes pratiques éducatives. La modularité et la polyvalence des salles devront permettre la mise en place de ces différents types d'activités, en fonction des choix éducatifs et de leur évolution dans le temps. L'ensemble des salles doit être sécurisée (serrures, volets) en particulier la salle informatique.

Cette unité se compose de :

### La salle d'activités polyvalentes :

Cette salle est dédiée aux activités artistiques, manuelles et physiques. Ces activités sont diverses, selon les orientations pédagogiques de l'équipe : arts graphiques, sculpture, photo – vidéo, théâtre, etc. Elle comprendra un évier avec paillasse. Des rangements y seront intégrés. Elle permettra l'accrochage aux murs. Elle servira également aux activités physiques de type gymnastique éventuellement avec de petites haltères, yoga, relaxation, expression corporelle, etc. Il sera possible d'ancrer au plafond ou au sol des équipements amovibles (sac à frapper, punching-ball, etc.)..

### La salle de sport :

Cette salle est dédiée aux activités physiques qui ne peuvent être proposées dans la salle polyvalente en raison du poids et/ou de l'encombrement des installations spécifiques que l'activité suppose. Cela concerne par exemple, les activités liées à la musculation.

### La réserve pour le matériel :

Cette réserve permet de ranger les différents matériels utiles pour les activités en plein air (tables, chaises pliantes, ballons, tapis de sol, élastiques, petits haltères, etc..). Ce local sera ventilé et si possible en lien direct avec les espaces extérieurs.

### La salle d'activités scolaires :

Elle accueille les jeunes par petits groupes, avec un adulte, pour des activités scolaires. La conception de la salle doit permettre un aménagement de l'espace pour le travail en groupe ou la prise en charge individuelle. La salle disposera de tables, de chaises, de rangements pour le matériel et sera équipée d'un tableau. Les murs autoriseront l'affichage. Le câblage sera prévu pour l'installation éventuelle d'un poste informatique.

### La salle informatique :

Elle est utilisée soit en support du cours, soit de manière indépendante. Elle communique directement avec la salle de cours. Elle comprend 4 postes informatiques et une imprimante (hors fourniture).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

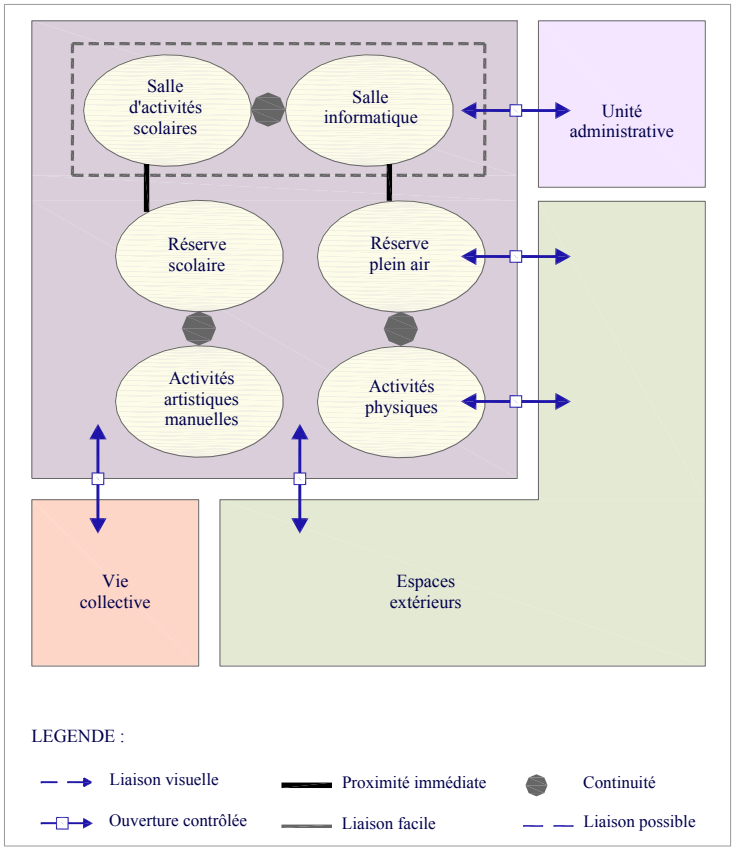
# 4. Les unités fonctionnelles

## Schéma de fonctionnement de l'unité pédagogique

Cette unité est située au rez-de-chaussée ; elle a un accès direct vers les espaces de détente extérieurs, notamment depuis la réserve de matériel sportif.

Les salles composant cette unité peuvent être situées un peu à l'écart des autres espaces, mais comme le bâtiment est compact, les unités ne sont jamais très éloignées les unes des autres. Pour autant, il est préférable de ne pas situer les salles composant cette unité côte à côte ou face à face de manière à limiter les interactions entre les groupes de mineurs et éviter que les incidents, fréquents dans ce type d'établissement ne se propagent d'une salle à l'autre.

Les salles seront fermées en principe en soirée et en fin de semaine.



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 4.5 L'unité hébergement

Cette unité, de préférence placée à l'étage, est composée principalement des chambres des mineurs, de celle pour l'éducateur dormant sur place et du bureau de veille prévu pour l'éducateur veillant. Elle se trouve de préférence en étage. Seule la chambre pour personne handicapée et la salle d'eau associée sont situées au rez-de-chaussée, proche de l'escalier. L'unité est en liaison directe avec les espaces de vie collective.

Cette unité dispose si possible d'un accès unique. Cela suppose de positionner l'escalier de manière à respecter la règle de sécurité incendie en matière de longueur de couloir (10 m), pour éviter de devoir concevoir un escalier de secours.

L'unité d'hébergement se compose :

### Les chambres individuelles des mineurs :

La chambre est le seul espace d'intimité du mineur qu'il peut s'approprier et qu'il ne partage pas. Les ambiances y seront soigneusement étudiées : ventilation, acoustique, lumières, couleurs, etc., afin de les rendre les plus chaleureuses possibles.

Le mobilier et les équipements doivent être particulièrement solides et préserver la sécurité du mineur. Chaque chambre doit être équipée d'un placard intégré, d'un lit avec chevet et d'un bureau avec sa chaise.

La chambre pourra fermer à clé mais devra pouvoir être ouverte de l'extérieur avec le passe de l'éducateur. Si possible, les portes des chambres ouvrent sur le couloir de manière à empêcher les mineurs de s'enfermer en bloquant la porte avec le mobilier.

La fenêtre de la chambre doit faire l'objet d'une attention particulière. Elle ne doit pas pouvoir être franchie par un mineur qui souhaite fuguer, ni par une personne qui veut s'introduire dans la chambre depuis l'extérieur. Pour autant, la fenêtre doit aussi permettre d'assurer tout ou partie des besoins en ventilation de la chambre.

Les chambres peuvent accueillir des garçons ou des filles, Il conviendra donc de faire des propositions pour que le centre puisse accueillir, dans de bonnes conditions de cohabitation et de sécurité, ce public mixte.

### La salle d'eau individuelle :

La salle d'eau, située à l'intérieur de la chambre du mineur, se compose d'une douche et d'un lavabo. La douche doit être posée à l'italienne, avec un caniveau pour l'évacuation des eaux. Elle sera cloisonnée par trois côtés en tenant compte de dimensions suffisantes, pour une personne de forte corpulence. On préférera les lavabos sur plans ou sur meuble de préférence aux lavabos sur console, trop fragiles.

La ventilation de chacune de ces salles d'eau sera traitée avec une particulière attention.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Les unités fonctionnelles

## La chambre PHMR :

Une chambre est adaptée pour l'accueil d'un mineur handicapé. Elle se trouve au rez-de-chaussée, proche de l'escalier qui permet d'accéder à l'unité hébergement. Lorsque les autres chambres sont à l'étage, on prévoira 13 chambres en tout, 12 à l'étage et la chambre handicapé au rez-de-chaussée

De fait, comme la probabilité d'accueillir un mineur à mobilité réduite est faible, elle peut être provisoirement transformée en bureau. On y prévoira les prises informatique et téléphone nécessaires à cette activité.

## Le bloc sanitaire / douche PHMR :

Un bloc sanitaire adapté à une personne handicapée et/ou à mobilité réduite (PHMR) est associée à cette chambre. Il comprendra un lavabo, une douche et un WC.

Il doit être accessible depuis la chambre et depuis la circulation. Il pourra de ce fait, quand il n'y aura pas de jeune handicapé accueilli au centre, servir aux personnels affectés en cuisine qui voudraient prendre une douche après un travail salissant, ou aux éducateurs après avoir fait du sport avec les mineurs.

## Le bureau de veille :

Ce bureau est dédié à l'éducateur chargé d'assurer la veille de nuit. Se trouvent dans ce bureau le report des alarmes du centre et la commande d'ouverture du portail d'entrée (interphone et moniteur vidéo). Cette commande peut être activée ou désactivée selon le moment de la journée : par exemple activée le jour dans le bureau des RUE et dans le secrétariat, et désactivée dans le bureau du veilleur, et inversement la nuit - le but étant de ne pas permettre une utilisation intempestive dans des locaux non occupés à certains moments de la journée.

Ce bureau doit être équipé d'un poste de travail pour permettre à l'éducateur qui le souhaite de rédiger des rapports ou de prendre connaissance des informations nécessaires à sa prise de service (nouvelle prise en charge, incidents éventuels entre mineurs, etc…)

La position de ce bureau doit permettre à l'éducateur d'avoir une vue sur l'ensemble des circulations desservant les chambres et sur l'accès à l'unité hébergement.

## La chambre pour l'éducateur :

Elle permet à un autre éducateur de compléter la présence d'adultes la nuit. Cet éducateur n'est réveillé qu'en cas d'incident. La chambre est équipée d'une salle d'eau. Elle se trouve à proximité des chambres des mineurs mais à l'opposé par rapport au local du veilleur, afin de répartir au mieux la présence des adultes.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

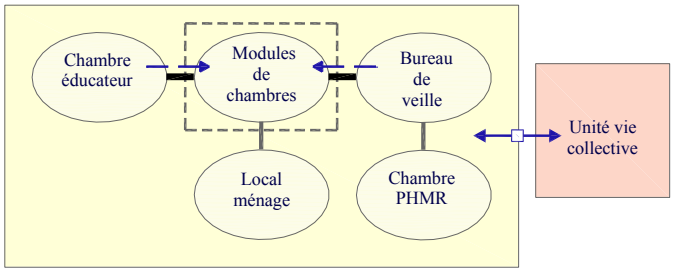
# 4. Les unités fonctionnelles

## Le local ménage :

Les mineurs assurent en principe l'entretien de leur chambre et des locaux communs. Ce local dispose d'un vidoir et d'un rayonnage pour le stockage des produits d'entretien. Il sera ventilé.

Il doit être fermé à clé car il contient des produits nocifs pouvant avoir des effets lourds en cas d'ingestion ou de projection volontaire. Les temps d'entretien des locaux sont identifiés sur les plannings des jeunes et encadrés par les professionnels de service

## Schéma de fonctionnement de l'unité d'hébergement




LEGENDE :

Liaison visuelle
Ouverture contrôlée
Proximité immédiate
Liaison facile

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 4.6 L'unité logistique

L'unité logistique participe pleinement à la vie collective. Elle regroupe les espaces de fonctionnement du centre auxquels les jeunes peuvent être associés en vue de leur apprentissage de la vie collective.

### L'atelier de maintenance :

Il permet à l'ouvrier d'entretien de disposer d'un espace pour le rangement des outils, fournitures et matériels nécessaires à l'entretien courant du centre. On y trouve également le matériel d'entretien des espaces verts. Les mineurs peuvent participer à certaines tâches : jardinage, réparation de matériel (vélos par exemple) sous la surveillance d'un adulte.

L'atelier doit être en lien avec l'espace de livraisons.

### Le bureau cuisine et la réserve alimentaire :

Un coin bureau équipé d'un poste de travail doit être prévu dans la cuisine pour le chef.

La réserve alimentaire est un local équipé de rayonnages pour les denrées sèches, d'un congélateur d'un réfrigérateur, voire d'une chambre froide. Elle doit être en liaison facile avec la cuisine.

À cause des vols, l'ensemble des réserves alimentaires doit être doté de portes sécurisées et fermées à clés.

L'approvisionnement est effectué tous les 2 ou 3 jours pour la majorité des denrées alimentaires. La réserve doit donc disposer d'un accès direct sur l'extérieur, à l'abri des intempéries, pour les livraisons.

### Le vestiaire du personnel :

Il faut prévoir deux vestiaires (homme et femme séparés) pour les personnels de cuisine et la lingère. Il s'agit d'un simple local avec des casiers pour y ranger des vêtements de rechange.

Ces locaux ne comportent pas de cabinet d'aisance, les personnels utilisent les cabinets communs avec le personnel administratif. Ils ne disposent pas non plus de douche, qui n'est pas obligatoire. Il n'est pas non plus nécessaire de prévoir de lavabo, puisque les personnels de cuisine accèdent à celui à commande fémorale dans la cuisine, et que la lingère peut se laver les mains dans la buanderie qui comprend un bac à laver.

### La buanderie :

Elle est utilisée par le personnel pour le nettoyage du linge de l'établissement. Les mineurs y ont également accès pour laver leurs effets, sous la surveillance d'un adulte. Cette buanderie comprend deux machines à laver le linge, une machine à sécher, un bac à laver ainsi qu'un espace pour étendre le linge et le repasser. La buanderie doit être bien ventilée.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## La réserve pour le linge propre/ literie :

Cet espace est associé à la buanderie, il permet le stockage du linge de l'établissement. La ventilation de ce local devra être suffisante.

## Le local ménage :

Il s'agit d'un petit local où sont entreposés le matériel et les produits de nettoyage. Il n'est pas accessible aux résidents (équipé de serrure). Il peut être aveugle mais sera bien ventilé. C'est un local à risque. Il est équipé d'un point d'eau sur vidoir et d'étagères.

## Le local des archives intermédiaires :

Les archives intermédiaires concernent les documents qui ne sont pas consultés fréquemment. Il peut être aveugle mais sera bien ventilé. C'est un local à risque.

## Le stockage général :

Cet espace est destiné à recevoir le matériel pédagogique ou éducatif non utilisé régulièrement (matériel de camping, décoration pour les fêtes, etc.) mais également quelques mobiliers en attente d'être réparés ou remis à France Domaine.

Ce local est équipé d'étagères assez profondes. Il peut être aveugle, mais sera bien ventilé. C'est un local à risque.

## Le local technique - courants faibles :

Pour mémoire (PM).

## La chaufferie :

Pour mémoire (PM).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 4.7 Les espaces extérieurs

On identifie deux types d'espaces extérieurs : ceux qui sont accessibles aux mineurs et qui constituent un prolongement des activités collectives, qu'elles soient pédagogiques ou de détente, et ceux qui ne doivent pas être accessibles aux jeunes car il s'agit d'espaces dédiés au fonctionnement du centre.

Parmi les espaces extérieurs accessibles aux mineurs, on distingue :

### Le jardin

Il est indispensable à la vie du groupe et à l'équilibre des jeunes, car il constitue un espace de respiration et de défoulement. Il se compose de plusieurs espaces offrant un traitement en zones différenciées (minéral/végétal, arboré/dégagé, ordonné/désordonné ….). Protégé des regards extérieurs par son orientation et/ou par un écran végétal par exemple, il reste visible depuis les locaux où se tiennent habituellement les adultes.

### Le verger – le potager :

Cette partie du jardin concerne les activités calmes, notamment celles liées au jardinage. Elle est en lien avec les installations de collecte des eaux pluviales du centre.

### L'aire de sport

Cette partie du jardin est dédiée aux activités toniques, notamment celles liées au sport collectif (football, basket-ball / volley-ball, etc..).

### Terrasse couverte ou préau

Cette terrasse couverte permet aux jeunes d'avoir accès à l'extérieur du centre, même lorsque les conditions météorologiques sont défavorables, notamment pour prendre des repas (barbecue, etc.). ou effectuer des activités.

Parmi les espaces utiles au fonctionnement du centre, on distingue :

### L'aire de stationnement des véhicules :

Cette aire concerne 4 véhicules de service, dont 1 utilitaire, pouvant être stationnés dans un garage fermant à clé. Les véhicules du personnel et des visiteurs sont de préférence garés en dehors du site sauf exigences contraires du règlement d'urbanisme. La place réservée pour une personne handicapée peut se trouver à l'extérieur ou à l'intérieur, dans la cour. Le cheminement jusqu'à la porte du bâtiment doit être traité accessible tous handicaps.

### L'abri vélos :

Il s'agit d'un abri couvert permettant le stationnement de huit vélos. Ces vélos peuvent être utilisés pour emmener les mineurs en promenade. L'abri permet aussi de stationner les vélos des visiteurs ou des professionnels affectés au centre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

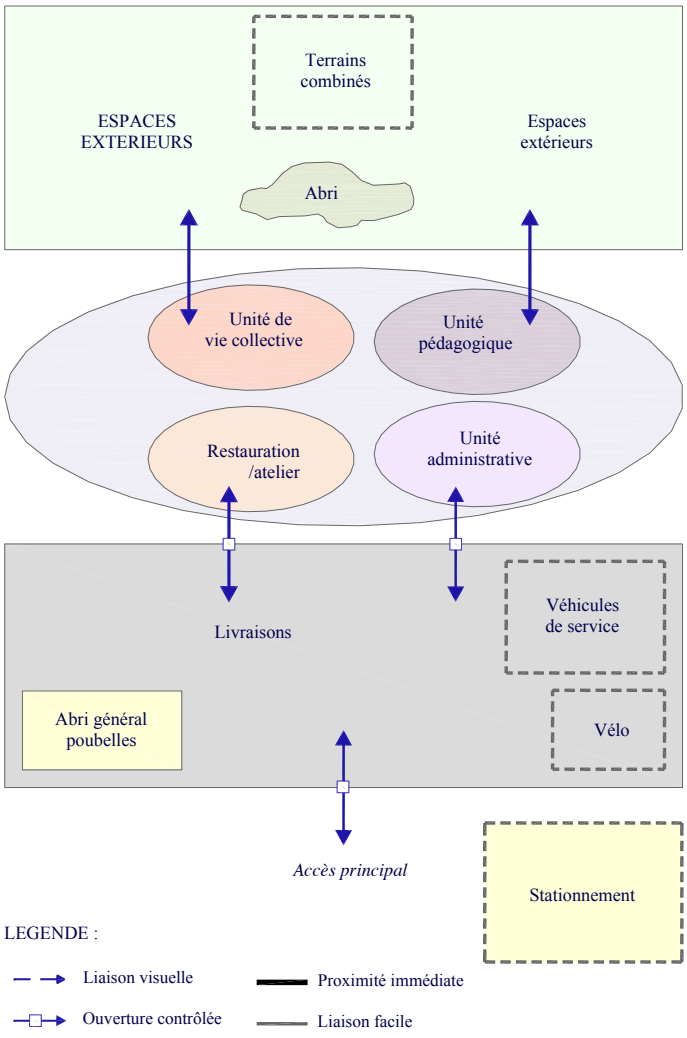


## L'abri pour les poubelles du centre :

Il se trouve à proximité de l'accès principal. Il sera inaccessible aux mineurs.

## Schéma de fonctionnement :

Les aires de service forment une sorte de « sas » entre l'accès principal et le bâtiment.



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

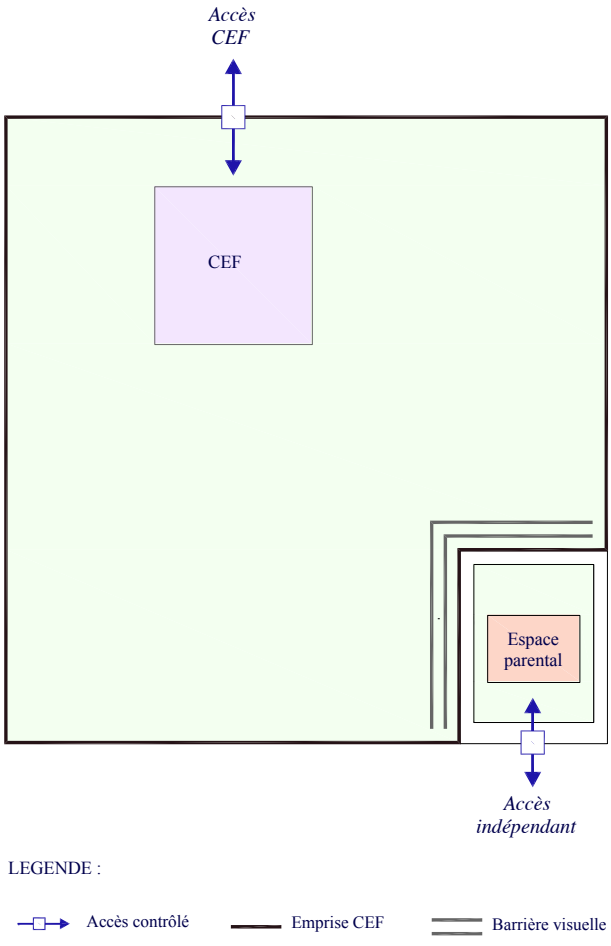


## 4.8 L'espace parental

L'espace parental est le lieu où les familles peuvent être hébergées.

Il se présente comme un logement de type F4 répondant aux normes de qualité actuelles concernant l'habitation. Il dispose d'un garage et d'un jardin.

Ce logement doit être reconfigurable (type 2 ou type 4), pour s'adapter aux différentes compositions familiales. Il se constitue d'un séjour, d'une cuisine, d'une salle d'eau et d'une chambre, installés sur un niveau de plain-pied pour être accessible à tous (normes handicapées). Il sera complété par deux chambres (situées au même niveau ou à l'étage) dont l'accès sera réservé par la direction du CEF aux familles avec enfants.




L'espace parental, s'il est implanté sur la parcelle, doit bénéficier d'une totale indépendance d'accès depuis l'espace public afin de préserver la vie privée des familles bénéficiaires de ce logement.

Il ne doit donc pas être accolé au centre et ne doit présenter aucunes vues sur les chambres, les espaces collectifs et l'espace du jardin consacrés à l'accueil des mineurs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 5. Surfaces et fiches espaces

| Fiche espace n° | Désignation | nombre de locaux | surface unitaire | Surface utile totale en m² |
|---|---|---|---|---|
| | **UNITE ADMINISTRATIVE** | | | |
| 1 | Accueil - Secrétariat | 1 | 12 | 12 |
| 2 | Espace d'attente | 1 | 4 | 4 |
| 3 | Bureau du directeur | 1 | 10 | 10 |
| 4 | Salle de réunion | 1 | 35 | 35 |
| 5 | Kitchenette | 1 | 12 | 12 |
| 6 | Salle d'accueil des familles | 1 | 15 | 15 |
| 7 | Bureau d'entretiens | 1 | 10 | 10 |
| 8 | Bureau du psychologue | 1 | 10 | 10 |
| 9 | Cabinet médical / salle de soins | 1 | 12 | 12 |
| 10 | Archives vivantes / reprographie | 1 | 4 | 4 |
| 11 | Sanitaires du personnel norme PMR | 2 | 3 | 6 |
| 12 | Sanitaires pour les familles | 1 | 3 | 3 |
| | **Total surface** | | | **133** |
| | **UNITE DE VIE COLLECTIVE** | | | |
| 13 | Hall d'entrée | 1 | 10 | 10 |
| 14 | Salle d'activités bruyantes | 1 | 30 | 30 |
| 15 | Salle de TV - Activités calmes | 1 | 20 | 20 |
| 16 | Bureau des éducateurs | 1 | 15 | 15 |
| 17 | Bureau des RUE | 1 | 15 | 15 |
| 18 | Salle à manger | 1 | 30 | 30 |
| 19 | Cuisine (préparation) | 1 | 20 | 20 |
| 20 | Cuisine (plonge / laverie) | 1 | 5 | 5 |
| 21 | Sanitaires pour résidents | 2 | 3 | 6 |
| | **Total surface** | | | **151** |
| | **UNITE PEDAGOGIQUE** | | | |
| 22 | Salle d'activités polyvalentes | 1 | 30 | 30 |
| 23 | Salle de sport | 1 | 20 | 20 |
| 24 | Réserve matériel de plein air | 1 | 8 | 8 |
| 25 | Salle d'activités scolaires | 1 | 15 | 15 |
| 26 | Salle informatique | 1 | 15 | 15 |
| 27 | Réserve matériel / fournitures | 1 | 5 | 5 |
| | **Total surface** | | | **93** |
| | **UNITE HEBERGEMENT** | | | |
| 28 | Chambres individuelles | 12 | 12 | 144 |
| 29 | Salles d'eau individuelles | 12 | 3,5 | 42 |
| 30 | Chambre individuelle PHMR | 1 | 12 | 12 |
| 31 | Sanitaires chambre PHMR | 1 | 4 | 4 |
| 32 | Bureau de veille | 1 | 8 | 8 |
| 33 | Chambre éducateur | 1 | 10 | 10 |
| 34 | Local ménage | 1 | 2 | 2 |
| 35 | Sanitaires pour résidents | 3 | 2 | 6 |
| | **Total surface** | | | **228** |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 5. Surfaces et fiches espaces

| Fiche espace n° | Désignation | nombre de locaux | surface unitaire | Surface utile totale en m² |
|---|---|---|---|---|
| | **UNITE LOGISTIQUE** | | | |
| 36 | Atelier de maintenance | 1 | 12 | 12 |
| 37 | Bureau cuisine et réserve alimentaire | 1 | 12 | 12 |
| 38 | Vestiaire du personnel | 2 | 2 | 4 |
| 39 | Buanderie | 1 | 8 | 8 |
| 40 | Réserve linge propre / literie | 1 | 5 | 5 |
| 41 | Local ménage | 1 | 2 | 2 |
| 42 | Archives intermediaires | 1 | 10 | 10 |
| 43 | Stockage général | 1 | 12 | 12 |
| 44 | Local technique - courants faibles | 1 | 6 | 6 |
| 45 | Chaufferie - PM - | 1 | 10 | 10 |
| 46 | Sanitaire commun administration | PM | | |
| 47 | Local déchet | 1 | 5 | 5 |
| | **Total surface** | | | **86** |
| | **TOTAL SURFACE UTILE** | | | **691** |
| | *Surface de circulation* | | | **207** |
| | *Surface des murs et cloisons* | | | **35** |
| | **TOTAL SURFACE DE PLANCHER ESTIMEE** | | | **933** |
| | **ESPACES EXTERIEURS** | | | |
| 48 | Jardin | 1 | 3000 | 3000 |
| 49 | Verger / Potager | 1 | 200 | 200 |
| 50 | Aire de sport | 1 | 500 | 500 |
| 51 | Abri couvert ( préau) | 1 | 25 | 25 |
| 52 | Stationnt. et abri véhicules de service | 4 | 25 | 100 |
| 53 | Abri vélos | 1 | 5 | 5 |
| 54 | Jardin logement de fonction | 1 | 160 | 160 |
| 55 | Abri poubelles général | 1 | 10 | 10 |
| | **Total surface** | | | **4 000** |
| | **ESPACE PARENTAL** | | | |
| 56 | Logement type F4 | 1 | 70 | 70 |
| 57 | Garage | 1 | 20 | 20 |
| | **Total surface plancher** | | | **95** |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 6. Champ réglementaire particulier

## 6.1 La sécurité incendie

### Classement de l'établissement

Un CEF est un établissement recevant du public (E.R.P.) au sens de l'article R*123-2 du code de la construction et de l'habitation. Les dispositions à respecter pour la sécurité contre l'incendie seront étudiées et soumis aux services de sécurité concernés.

Sous réserve d'un avis particulier formulé par une commission locale de sécurité, un CEF est soumis aux dispositions réglementaires des ERP de type R de 5ème catégorie avec locaux à sommeil, en application de la circulaire du 14 novembre 2012 relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP relevant du secteur public de la DPJJ NOR : JUSF1239743C.

Le règlement de sécurité incendie (RSI) prévoit que le type « R » concerne les «établissements d'enseignement, et des colonies de vacances ». Un CEF est donc de type R puisqu'il est définit comme un « établissement à vocation éducative, hébergeant des jeunes mineurs placés sous main de justice » suivant l'avis rendu par la sous-commission permanente de la Commission centrale de sécurité du 5 janvier 2006.

Les aménagements proposés seront donc conformes au RSI relatif aux ERP, notamment le LIVRE III concernant les dispositions applicables aux établissements de la 5ème catégorie y compris son chapitre III relatif aux règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux réservés au sommeil.

### Dispositions générales

L'établissement devra permettre notamment, en cas de sinistre :

- l'évacuation rapide de la totalité des usagers dans les conditions de sécurité maximale,
- l'accès de l'extérieur et l'intervention des services de sécurité et de lutte contre l'incendie,
- la limitation de la propagation de l'incendie à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments,
- la réduction des pertes en biens, pertes directes par l'action du feu et pertes indirectes liées au sinistre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 6. Champ réglementaire particulier

## Dispositions particulières – Un CEF

Un système de sécurité incendie de catégorie A sera installé dans les circulations.

Le système de détection incendie doit prévenir relativement discrètement les éducateurs dans leur bureau ainsi que dans le bureau du secrétariat pour le cas où les mineurs le débraieraient. Ce système devra indiquer où le détecteur a été débrayé afin de permettre aux éducateurs une intervention rapide. Cette alarme sera couplée à un système de télécommunication automatique avec recherche de personnes (sur téléphone portable) quelque soit leurs positions dans l'établissement, même s'ils sont dans le jardin, car les éducateurs ne sont pas toujours dans leur bureau.

Les extincteurs et les housses de protection, ainsi que les plans d'évacuations dus au titre de la sécurité incendie sont compris dans l'opération de construction. Ces équipements doivent être robustes et, tout en respectant les exigences de sécurité, si possible être tenus hors de portée des mineurs compte tenu des fréquents problèmes de vandalisme.

## Dispositions particulières – cas de relogement temporaire

Le relogement temporaire de l'activité est parfois nécessaire pour réaliser des travaux. La prise en charge est alors réduite à 5 ou 6 mineurs.

Le RSI prévoit qu'une structure qui héberge moins de sept mineurs constitue un bâtiment d'habitation et non un ERP (cf. article PE 2 §2 c du RSI).

Pour autant, avant de reloger l'activité, il faut rencontrer le service local d'incendie et de secours (SDIS) pour savoir s'il accepte cette classification, et/ou s'il souhaite prescrire des mesures en aggravation, au regard d'une situation particulière.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 6.2 L'accessibilité des personnes en situation de handicap

Les dispositions architecturales et les aménagements doivent être adaptés, conformément à loi 2005-102 du 11 février 2005, afin que toute personne, y compris celles handicapées et /ou à mobilité réduite (PHMR) puisse pénétrer dans l'installation, y circuler et en sortir dans des conditions normales, et puisse bénéficier de toutes les prestations en vue desquelles l'établissement a été construit.

Les personnes en situation de handicap ne sont pas seulement celles circulant en fauteuil roulant (PFR), car le handicap peut-être aussi sensoriel, cognitif, mental ou psychique.

### Dispositions générales

À tout moment, le centre doit être accessible à une personne en situation de handicap, qu'il s'agisse d'un agent, d'un mineur ou d'un membre de sa famille.

Toutes les prestations en vues desquelles un CEF est construit doit donc être accessible. Cela signifie que l'accueil et le secrétariat, un bureau, la salle d'accueil des familles, le bureau d'entretiens, les salles d'activité et une chambre, les espaces extérieurs, les allées circulables, le terrain de sport, doivent être rendus accessibles.

### Dispositions particulières - la chambre PHMR

À tout moment, le centre doit être accessible à un mineur en situation de handicap. C'est pourquoi une chambre à la norme PHMR et son bloc sanitaire adapté, comprenant une douche, un lavabo et un cabinet d'aisance, sont installés.

Quand aucun mineur en situation de handicap n'est placé dans le centre, la chambre PHMR doit pouvoir être occupée par un mineur ordinaire à moins que cette chambre ne soit temporairement réutilisée pour les besoins du service. Dans ce cas, l'aménagement doit être facilement réversible. Cela signifie qu'à tout instant, il faut pouvoir la débarrasser du mobilier inutile et y replacer le lit, le chevet et la table à la norme handicapé qui seront donc entreposés dans le local réserve de l'établissement.

Le bloc sanitaire adapté doit aussi pouvoir être utilisé pour les besoins du service. Pour cela, il doit être accessible de deux côtés : depuis la chambre et depuis le couloir afin de pouvoir être utilisé par le personnel du centre, pour par exemple prendre une douche, après une activité éducative nécessitant des efforts physiques.

### Dispositions particulières – cas de relogement temporaire

L'activité étant réduite en deçà de 10 mineurs, il n'est pas réglementairement nécessaire de prévoir une chambre accessible au rez-de-chaussée lorsque les chambres sont à l'étage (cf. article 17 de l'arrêté du 8 décembre 2014 – NOR : ETLL1413935A). Si les chambres sont au rez-de-chaussée, une chambre adaptée doit y être prévu. En tout état de cause, les locaux doivent être adaptés pour les professionnels ou pour les membres des familles des mineurs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



L'obligation de décoration, ou 1% artistique, concerne les opérations de construction de CEF.

L'œuvre doit être adaptée à l'établissement pour lequel elle est réalisée. L'équipe éducative peut utilement être associée aux choix du type d'œuvre à réaliser pour qu'elle soit en cohérence avec les valeurs de leur projet éducatif et qu'elle s'intègre parfaitement au fonctionnement du centre.

Par exemple, il peut s'agir d'une fresque réalisée avec les jeunes sous la direction de l'artiste.

En tout état de cause, l'œuvre retenue ne doit pas être fragile ni susceptible d'être dangereuse pour les occupants.

## 6.3 L'obligation de décoration

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



La cuisine doit conserver une dimension familiale puisqu'elle ne concerne qu'une trentaine de repas par jour, pour autant elle doit satisfaire à la réglementation en matière de cuisine collective.

Elle doit, en conséquence, respecter les normes du HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) qui permettent une analyse des dangers et un repérage des points critiques en matière de risque d'infection alimentaire.

Dans la mesure du possible, cette cuisine ne doit pas réunir un ensemble d'équipements consommant plus de 20 kw, afin de ne pas constituer une grande cuisine au sens du RSI.

## 6.4 La cuisine collective

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Un équipement de placement collectif de la PJJ est classé en catégorie d'importance III, au terme de l'article 2 de l'arrêté du 22 octobre 2010 puisque cet établissement accueille des mineurs pour une prise en charge éducative dans un cadre collectif.

## 6.5 La prévention du risque sismique

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 7. Exemplarité de l'État

*La construction d'un CEF doit être une occasion de montrer l'exemplarité de l'État et celle de la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse, en matière de promotion de la santé pour le public accueilli et de la qualité de vie au travail pour les professionnels,*

## 7.1 La qualité de vie au travail

Au-delà du strict respect des dispositions applicables aux lieux d'hébergement et aux lieux de travail, l'opération doit contribuer à la création d'un environnement intérieur sain et confortable pour les usagers.

### Des locaux de travail ou se construisent l'idée d'un service public de qualité et l'identité professionnelle des agents

Les locaux doivent permettre aux agents de se construire une identité valorisant une activité professionnelle éducative au quotidien, au service des citoyens et de la réinsertion des mineurs pris en charge.

Les professionnels doivent donc pouvoir facilement s'approprier les locaux. Pour cela, lorsque l'équipe éducative est déjà identifiée, il convient de l'associer aux phases successives d'élaboration du projet en lui permettant de s'exprimer au début de l'opération, à travers l'élaboration du projet pédagogique, et en fin d'opération, pour le choix des ameublements et de la décoration. À cet égard, elle doit se prononcer concernant le choix de l'œuvre pressentie au titre de l'obligation de décoration.

### Mettre en place une politique positive pour améliorer les conditions de travail : l'espace de discussion (EDD)

La mise en place d'une politique positive pour améliorer les conditions de travail dans un CEF nécessite de pouvoir interroger de façon régulière les professionnels sur les pistes d'action qu'ils peuvent identifier pour améliorer leur qualité de vie au travail.

Pour accompagner les équipes à concevoir une meilleure organisation de leur travail, la salle d'accueil des familles doit pouvoir être investi comme un espace de discussion (EDD).

Cet espace garantit aux agents la possibilité de s'exprimer sur leurs conditions de travail en vue de conduire à des choix de modification d'organisation.

L'EDD doit rompre avec les codes d'aménagement des lieux de travail. Les éléments de décoration peuvent donc être en décalage avec la vie quotidienne des professionnels en CEF.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Le maître d'œuvre doit mettre en place des solutions architecturales et techniques pour éviter les effets néfastes sur la santé des occupants et assurer leur confort tout en limitant l'impact environnemental du bâtiment.

## 7.2 La santé, le confort et le bien-être dans les bâtiments publics

### Créer un environnement intérieur sain

Le projet doit présenter des solutions de nature à promouvoir la santé des occupants des CEF.

Les matériaux de construction utilisés en phase travaux seront prioritairement des matériaux « biosourcés ». On retiendra en outre des matériaux faiblement émissifs en composant organique volatile (COV). Ces produits et matériaux de construction, revêtements de mur ou de sol, peintures et vernis, seront choisis en fonction de leur étiquetage A+, au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils. NOR: DEVL1104875A

En complément, les mobiliers, choisis en fin d'opération, seront prioritairement faiblement émissifs en COV et les tissus d'aménagement seront choisis en tenant compte des allergènes.

### Créer un environnement intérieur confortable

Le confort dans le bâtiment traduit le ressenti influencé par la plupart de nos sens (le toucher, la vue, l'ouïe, l'odorat).

Le confort thermique concerne la qualité de chauffage en hiver mais également celle de refroidissement en été, voire en mi-saison (différences de température, vitesse de l'air,...). Pour cela, toutes les solutions visant à limiter les consommations de chauffage seront prises en compte : isolation des murs et des toitures, vitrages performants, étanchéité à l'air, compacité... En été, des solutions de rafraichissement passif seront tout autant recherchées.

Le confort visuel concerne la perception de l'environnement intérieur et extérieur. Dès la conception, le bâtiment doit être correctement orienté sur la parcelle pour que les locaux bénéficient notamment d'un apport en éclairage naturel adapté à l'activité, ce d'autant que toute pièce affectée au travail doit comporter à hauteur des yeux une baie transparente donnant sur l'extérieur et bénéficier d'un éclairage naturel de qualité (seuls les locaux de type stockage, vestiaires, sanitaires, etc.. peuvent être éclairés artificiellement.).

Le confort acoustique a trait à la protection contre les nuisances tant extérieures qu'intérieures et la qualité de l'ambiance sonore intérieure. Dans un hébergement de la PJJ, les espaces collectifs peuvent être bruyants alors que les espaces privés doivent pouvoir être plus calmes. Il est ainsi recommandé d'interposer entre les espaces bruyants et les espaces calmes des espaces tampons pour renforcer l'isolation phonique (dépôts, rangements intégrés...).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Le confort respiratoire a trait à la qualité de l'air et au niveau d'humidité. La qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments dépend à la fois de la qualité de l'air extérieur, des émissions de polluants des occupants (humidité, $CO_2$) et, enfin, des émissions de polluants des matériaux de finition (COV, formaldéhyde, toluène, xylène…).

Par ailleurs, la réalisation de bâtiments étanches à l'air nécessite une attention accrue quant au maintien d'une certaine qualité et d'une humidité relative de l'air dans les locaux. Le renouvellement de l'air qui est parfois assuré par une mauvaise étanchéité à l'air de l'enveloppe doit être assuré par une ventilation hygiénique efficace qui permettra de concilier confort respiratoire et efficacité énergétique du bâtiment.

Le bien-être et la santé liés à la pollution électromagnétique a trait aux installations électriques ou de télécommunication intérieures et extérieures au bâtiment qui induisent des champs électriques et magnétiques pouvant impacter le confort et/ou la santé des occupants.

## Le bien-être ou la qualité d'usage des locaux

Pour accompagner le travail des professionnels et pour augmenter le confort des usagers, le concepteur peut par exemple utilement distinguer les espaces collectifs des espaces privés et mettre en valeur les différents temps de l'action éducative.

Les espaces collectifs permettent l'apprentissage d'une vie en collectivité encadrée par les éducateurs. Les aménagements doivent contribuer à cet apprentissage. Par exemple, la largeur des circulations pourra être supérieure à la norme pour faciliter le croisement des mineurs sans qu'ils ne soient tentés d'entrer en conflit.

Les espaces privés, dont les chambres des mineurs, doivent à l'inverse pouvoir être facilement appropriés par leurs occupants. Une décoration personnelle doit pouvoir y être mise en valeur.

## L'aménagement des locaux

L'aménagement des espaces doit favoriser la clarté des locaux et donc la possibilité de s'y mouvoir avec aisance.

Il est recommandé de ne pas surcharger les pièces et de choisir des meubles sobres et de faible encombrement. On privilégiera des meubles bas et à mi-hauteur pour laisser au regard la possibilité de circuler librement dans la pièce. Si des meubles hauts et/ou massifs sont malgré tout nécessaires, ils doivent prioritairement être installés à l'opposé de la fenêtre pour laisser passer la lumière en tout point de l'espace. L'occupant doit aussi procéder à un rangement régulier pour que la pièce reste agréable.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Pour donner de la stabilité et de la protection à l'occupant, il faut adosser le bureau ou le lit à un mur situé à l'opposé de la porte d'entrée (porte et bureau ou lit doivent idéalement être placés aux deux extrémités d'une diagonale reliant les angles de la pièce).

Pour l'inciter à accomplir des projets, il faut le placer face à une fenêtre pour lui ouvrir un horizon. Cette configuration peut notamment être celle d'une chambre ou de la salle à manger.

Les pièces peuvent utilement être agrémentées de plantes, plus particulièrement dans les bureaux pour éliminer la pollution électromagnétique. Elles peuvent aussi être ponctuellement décorées d'objets vecteurs d'univers extérieur à celui du CEF, dès lors qu'ils ne peuvent être dangereux (instrument de musique, etc..).

## L'emploi de la couleur

D'une manière générale, pour impulser du dynamisme ou stimuler les échanges entre les occupants, les couleurs chaudes (le rouge, le fuchsia, le orange, le jaune, le noir, le bleu clair etc.) sont à privilégier.

À l'inverse, pour créer une ambiance silencieuse et propice à la réflexion, les couleurs plus froides sont à privilégier (bleu foncé, blanc, beige, gris).

Dans un hébergement de la PJJ, les couleurs chaudes peuvent accentuer l'agressivité des mineurs, et les couleurs froides leur apathie ou leur tristesse.

Pour mettre en valeur la couleur et limiter les effets néfastes qu'elle peut avoir sur les mineurs, il est conseillé de prévoir une couleur neutre dominante et de réserver en contrepoints la couleur à des éléments ponctuels de l'aménagement et/ou de la décoration.

Une des pistes d'action pour créer un environnement favorable peut donc consister à définir un code harmonique par entité, au sein desquels seront identifiés des supports particuliers d'individualisation.

Par exemple, le mineur peut disposer librement dans sa chambre d'un pan de mur qu'il peut repeindre à la couleur de son choix, qu'il peut tagger ou sur lequel il peut afficher des photos et différentes images de son choix. Il peut tout autant décider de le laisser en l'état. Cela ne doit pas concerner tous les pans de murs de la chambre, car elle doit aussi répondre au code harmonique de l'unité hébergement pour maintenir un équilibre entre l'individualité du mineur et le petit collectif dans lequel il est placé.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 7.3 La PJJ promotrice de santé

L'opération de construction doit permettre aux usagers du CEF d'améliorer la maîtrise de leur propre santé, en cohérence avec l'action de la PJJ en tant que promotrice de santé.

Nonobstant la création d'un environnement favorable exposé précédemment, le concepteur pourra faire des propositions autour des trois autres axes de promotion de la santé à la PJJ :

- Favoriser la participation
- Développer les aptitudes individuelles
- Optimiser le recours aux soins et à la prévention

### Favoriser la participation

La participation du mineur et/ou celle de sa famille doit être favorisée.

Plusieurs lieux d'entretiens existent pour cela (bureau de direction, bureau d'entretiens, bureau du psychologue,). Il est souhaitable que l'ambiance de ces locaux ne soit pas toujours la même et que ceux-ci offrent, au contraire, une palette d'ambiance propice à la nature de l'échange souhaité (du volontairement plus austère au plus intimiste). De manière intermédiaire, les entretiens peuvent être prévus dans une pièce dédiée dans laquelle une altérité de l'échange sera recherchée, qui devra trouver sa représentativité à travers l'aménagement et la décoration.

Pour la famille du mineur, une salle d'accueil dédiée doit être investie comme un lieu participatif d'échanges. Il doit s'agir d'un espace convivial où il doit être possible de proposer une boisson chaude ou autre collation.

De surcroît, un espace parental est prévu pour faciliter le maintien d'un lien familial et favoriser la réinsertion du mineur pris en charge.

### Développer les aptitudes individuelles

Les aptitudes individuelles des mineurs peuvent être repérées lors des activités vie collectives et/ou vie pédagogiques qui développent un panel d'activités allant de la formation scolaire jusqu'à des activités sportives de type musculation.

Le centre doit abriter une salle d'activités bruyantes, une salle d'activités calmes, une salle informatique, une salle d'activités polyvalentes et une salle dédiées à une activité particulière pouvant être sportive (ex. salle de musculation).

### Optimiser le recours aux soins et à la prévention

Le centre dispose d'une salle de soin et d'un cabinet médical, ainsi que d'une salle d'entretiens avec le psychologue pour permettre d'évaluer la santé du mineur et, éventuellement, mettre en place un dispositif d'action pour améliorer la prise en charge. Ces locaux seront traités avec une attention particulière pour en faciliter l'accès aux mineurs et pour y garantir la confidentialité des propos échangés.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 7.4 La garantie de la sécurité des professionnels

La sécurité des personnes concerne les professionnels et les mineurs vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi les professionnels vis-à-vis des mineurs ou les mineurs entre eux. Les dispositifs de protection des occupants seront intégrés très tôt dans la conception du bâtiment.

### La sécurité du centre vis-à-vis de l'extérieur

Le centre disposera d'une entrée unique. Les entrées et les sorties se feront, le jour, sous le contrôle des éducateurs et de l'agent d'accueil, et, le soir, par l'éducateur chargé de la veille de nuit. L'entrée sera dotée d'un système d'interphone avec caméra, relié donc aux bureaux de ces trois agents.

Ces agents disposeront donc dans leur bureau d'un report d'alarme et ils pourront, par ailleurs, être alertés par tout dispositif (téléphone mobile, beeper…) pour des problèmes liés notamment à la sécurité incendie ou à la sécurité anti intrusion.

Un système de type barrière infra-rouge sera installé au niveau de la clôture d'enceinte avec un dispositif signalant tout incident (report sur centrale, « bips » pour chaque éducateur, par exemple). Un éclairage extérieur anti-vandale à allumage automatique sera asservi, d'une part, à des détecteurs de présence et, d'autre part, à une commande manuelle située dans les trois espaces de report d'alarme. Ces dispositifs seront simples, efficaces et faciles d'entretien.

### Des dispositifs de protection de nature passive

Ils concernent :

- Une clôture périphérique solide et difficilement franchissable (mur ou clôture métallique de 2,20 m de haut avec bavolet, haie, saut de loup…), en conformité avec le règlement local d'urbanisme,

- Un seul point d'accès au site avec deux portails pouvant être fermées séparément, l'un pour les piétons et l'autre pour les véhicules. Les circuits piétons et automobiles ne devant pas se croiser. Chaque point d'entrée dans le bâtiment disposera d'une sonnette. Les poignées de portes sur lesquelles les mineurs prennent appui pour sauter par-dessus les portes sont proscrites.

- Au rez-de-chaussée, les fenêtres des locaux seront équipées de volets roulants avec vitrages retardateurs d'effraction. Les volets roulants feront l'objet d'une commande électrique centralisée depuis le bureau du veilleur, afin de permettre une fermeture simultanée. Cette centralisation n'empêchera pas la sectorisation par unité fonctionnelle des commandes (unité pédagogique, unité administrative, unité de vie collective). Les barreaux sont proscrits en principe.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



- A l'étage, les chambres disposeront de volets roulants commandés individuellement par le mineur. Cependant, dans le cas d'une réhabilitation ou dans le cas où il ne serait pas possible de mettre en œuvre dans les chambres des fenêtres ne permettant pas leur franchissement, un dispositif de type volets roulants à commande électrique centralisée sera installé, afin d'éviter notamment la mise en place d'une alarme.

## Des dispositifs de nature active

Ils concernent :

- Un interphone et une caméra de vidéo-protection (inaccessible aux mineurs), à l'entrée du site et sur sa périphérie, conformément à la réglementation en vigueur ;

- La mise sous alarme des issues de secours, en cas de sortie comme en cas d'entrée, avec renvoi d'information aux bureaux de report et sur deux « bip » individuels.

- La mise sous alarme lumineuse et sonore discrète des portes des chambres des mineurs renvoyée dans le bureau du veilleur ;

- Des serrures de sécurité sur organigramme, ou tout autre système électronique, extrêmement solides permettant de gérer les accès.

## La sécurité à l'intérieur du centre

La conception des espaces doit garantir la sécurité des personnes. Outre les dispositions ressortant de la réglementation contre l'incendie, les concepteurs s'attacheront dans le choix des équipements et matériaux à prendre en compte la sécurité des personnes.

D'une manière générale, les équipements et les aménagements seront conçus et positionnés pour éviter tout danger. Ils ne devront pas comporter d'angles vifs, ni de parties saillantes. Leurs éléments seront robustes, difficiles à arracher et à brûler.

En outre, les locaux devront permettre une surveillance facile. C'est pourquoi, en matière d'aménagement, les recoins sont proscrits car ils sont difficiles à surveiller.

## Avantages et inconvénients des dispositifs de sécurité

Le tableau ci-après recense des solutions de mise en sécurité du site qui peuvent être mises en place selon le contexte local, avec leurs avantages et inconvénients respectifs.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



| NATURE : | AVANTAGES : | INCONVENIENTS : |
|---|---|---|
| Mur d'enceinte plein ou grillage, hauteur 2 m mini | Dissuasif | Une clôture transparente ne permet pas de préserver l'intimité des jeunes (à corriger avec des végétaux...) |
| Entrée unique dans le bâtiment (intérieure) et sur le site (extérieure) | Lisibilité, facilité de surveillance | |
| Organisation spatiale regroupée (par exemple unité hébergement, unité vie collective) | Facilité de surveillance visuelle | Pas généralisable à tous les espaces |
| Fenêtres à ouverture limitée | Utile pour les locaux à rez-de-chaussée ou sous les toits, alternative au barreaudage | Nécessité d'une décondamnation pour le nettoyage. Ventilation limitée. Risque pour la sécurité des mineurs. |
| Barreaudage sur les fenêtres. | Fiabilité, robustesse. Permet d'ouvrir librement les fenêtres, pour ventiler l'été. | Visuel potentiellement carcéral. |
| Film de protection sur vitrage. | Discret - fiable contre l'effraction et le bris de vitre. | N'empêche pas l'ouverture de la fenêtre de l'intérieur. Coûteux. |
| Lecteurs de badge aux entrées principales. | Pas de nécessité de changer les serrures en cas de perte des badges, droits d'accès faciles à modifier ou interrompre, système permettant d'identifier les passages. | Maintenance, compétence pour la gestion, nécessité de secours électrique. |
| Interphone et caméra sur les accès extérieurs. | Permet d'identifier les personnes (mieux que le visiophone). | Maintenance, fragilité. |
| Barrière infra-rouge. | Signale toute sortie ou tentative de sortie et d'entrée dans le centre. Permet une réponse rapide de la part de l'équipe éducative (aspect dissuasif). | Technologie sophistiquée, nécessite un contrat de maintenance. |
| Caméras de surveillance. | Contrôle de plusieurs points depuis un seul lieu d'enregistrement des mouvemements (historique) | Nécessité d'un personnel regardant en permanence les écrans de contrôle, risque de dégradations par les jeunes. |
| Alarme de détections des ouvertures, sur fenêtres et/ou portes. | Contrôle de plusieurs points depuis un seul lieu. | Condamne l'ouverture des fenêtres quand le système est armé. |

DISPOSITIFS PASSIFS

DISPOSITIFS ACTIFS

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# 7.6 L'exemplarité énergétique et environnementale de la construction

Les engagements de l'État en matière de protection de l'environnement impliquent notamment une hausse très substantielle des performances énergétiques de ses constructions neuves afin d'obtenir une réduction massive de sa facture énergétique et des émissions des gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique. Les nouvelles constructions sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, doivent en conséquence faire preuve d'exemplarité énergétique et environnementale

Nonobstant la création d'un environnement favorable pour les usagers exposé précédemment, le concepteur pourra faire des propositions concernant le thème de la maîtrise des impacts du bâtiment sur son environnement extérieur, et celui de la préservation des ressources naturelles grâce à l'optimisation de leur utilisation.

Ces exigences ne sont pas limitatives. Le concepteur pourra formuler des propositions. Par exemple, le recours à des labels ou éco certifications pour les matières premières telles que le bois. En tout état de cause, il précisera dans son offre les solutions retenues pour les atteindre, ainsi que les indicateurs de performance associés.

## La réduction de la quantité de gaz à effet de serre

La quantité des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie est évaluée par le niveau d'émissions de gaz à effet de serre (Eges) du bâtiment et le niveau d'Eges de l'ensemble des produits de constructions et des équipements (PCE) du bâtiment, caractérisés respectivement par les indicateurs Eges et Eges PCE.

Eges et Eges PCE sont inférieurs ou égaux respectivement aux niveaux maximaux Eges max et Eges PCE max du niveau " Carbone 1 " ou du niveau " Carbone 2 ", définis par les ministères chargés de la construction et de l'énergie dans le document " Référentiel " Energie-Carbone " pour les bâtiments neufs " et publié sur leur site internet.

## Le recours à des matériaux biosourcés (MBS)

Les matériaux biosourcés (MBS) sont, par définition, des matériaux issus de la biomasse d'origine végétale ou animale. Ils trouvent différentes applications dans le domaine du bâtiment et de la construction, en tant qu'isolants (laines de fibres végétales ou animales, de textile recyclé, ouate de cellulose, chènevotte, anas, paille, etc.), mortiers et bétons (béton de chanvre, de bois, de lin, etc.), panneaux (particules ou fibres végétales, paille compressée, etc.), matériaux composites plastiques (matrices, renforts, charges) ou encore dans la chimie du bâtiment (colles, adjuvants, peintures, etc.).

La construction doit comporter des MBS correspondant au " 1er niveau " du label "bâtiment biosourcé " au sens de l'arrêté du 19 décembre 2012 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label «bâtiment biosourcé».

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Pour atteindre ce niveau, la construction doit incorporer au minimum 18 kg de MBS par mètre carré de surface de plancher construit. Elle doit en outre mettre en œuvre au moins deux produits de construction biosourcés remplissant des fonctions différentes au sein du bâtiment (par exemple, isolation et revêtement de sols et murs, peintures, produits de décoration).

Dans une démarche de construction durable, il est encouragé d'utiliser des MBS locaux et le moins transformé possible, sous réserve qu'ils répondent aux caractéristiques pour lesquelles ils doivent être mis en œuvre.

## Un établissement peu consommateur en fluides

Les solutions passives seront privilégiées (isolation par l'extérieur, plantation d'arbres à feuilles caduques, ventilation par puits provençal, pompe à chaleur, etc.).

Le recours aux énergies renouvelables locales devra être étudié et fortement encouragé. Plus particulièrement seront nécessairement et systématiquement étudiés pour chaque site :

- le solaire thermique ou le chauffe-eau thermodynamique pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS) ;
- le solaire photovoltaïque pour la production locale d'électricité et sa revente à RTE ;
- les pompes à chaleur géothermique ou autre pour chauffage et/ou production d'ECS ;
- les économies d'énergie, le recours aux énergies renouvelables et la réduction des émissions des gaz à effet de serre ;
- la gestion de l'eau dans le bâtiment et sur la parcelle ;
- la facilité d'entretien et de maintenance ;
- le confort hygrothermique ;
- le confort acoustique.

Les avantages économiques à long terme, en particulier la réduction des coûts de fonctionnement (chauffage, ventilation, éclairage, consommation d'eau potable, etc.) seront privilégiés.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## Un chantier éco-responsable (à faible nuisance)

Les travaux préparatoires assureront la pleine sécurité des usagers et des riverains. Ils se dérouleront notamment de manière à ne pas endommager les ouvrages mitoyens.

L'organisation du chantier contribuera à réduire les pollutions et les nuisances induites par les travaux, notamment les poussières et les boues. Les prescriptions relatives à la sécurité sur la voie publique, relevant des textes en vigueur, seront strictement appliquées. La délimitation et la sécurisation des zones de chantier seront particulièrement étudiées. Le positionnement des accès de chantier sera choisi pour perturber le moins possible la circulation.

## La valorisation des déchets de construction

La loi de transition énergétique fixe comme objectif de recycler 70% des déchets du BTP en 2020.

L'essentiel des déchets est minéral et inerte (briques, béton, tuiles et céramiques, verre, terre, pierres et cailloux provenant de sites non pollués). Ces déchets ne présentent pas de risque de pollution et constituent un gisement potentiel de matières premières à valoriser.

La quantité de déchets de chantier valorisés pour sa construction, hors déchets de terrassement, doit être supérieure en masse, à 50 % de la masse totale des déchets générés (cf. . Arrêté du 10 avril 2017 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics et des collectivités territoriales).

Un chantier génère également des déchets non dangereux (bois, plastiques, métaux) et des déchets dangereux (amiante, terres excavées polluées, solvants, peintures…). Ces déchets ne pouvant être valorisés doivent être envoyés dans des installations de stockage adaptées en fonction de leur dangerosité : déchets inertes, déchets non dangereux non inertes ou déchets dangereux.

La Fédération Française du Bâtiment anime un site internet qui recense les points de collecte dans toute la France, afin de faciliter notamment la valorisation et le recyclage des déchets du BTP

**Site internet de la fédération française du Bâtiment recensant les points de collecte de valorisation et de recyclage des déchets du BTP : http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 7.7 Un bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale

Chaque fois que cela sera possible, toute nouvelle construction sous maîtrise d'ouvrage de la DPJJ, sera à énergie positive et à haute performance environnementale en application du II de l'article 8 de la LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

### Bâtiment à énergie positive (Bepos)

Le bâtiment neuf sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, est considéré à énergie positive dès lors qu'il vise l'atteinte d'un équilibre entre sa consommation d'énergie non renouvelable et sa production d'énergie renouvelable injectée dans le réseau, dont le bilan énergétique est inférieur à un seuil défini par arrêté, qui peut être modulé en fonction de la localisation, des caractéristiques et de l'usage de la construction.

Pour y parvenir, il doit atteindre un équilibre entre sa consommation d'énergie non renouvelable et sa production d'énergie renouvelable injectée dans le réseau, dont le bilan énergétique Bilan BEPOS inférieur ou égal au bilan énergétique maximal, Bilan BEPOS max, correspondant aux niveaux de performance " Energie 3 " ou " Energie 4 ",définis par les ministères chargés de la construction et de l'énergie dans le document " Référentiel " Energie-Carbone" pour les bâtiments neufs " et publié sur leur site internet (cf. arrêté du 10 avril 2017 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics et des collectivités territoriales NOR: LHAL1623032A)

### Construction à haute performance environnementale

Un bâtiment neuf sous maîtrise d'ouvrage de l'État, est considéré à haute performance environnementale, si en premier lieu, il émet une quantité d'émission de gaz à effet de serre, sur l'ensemble du cycle de vie, inférieure à un seuil exprimé en kilogrammes d'équivalent dioxyde de carbone par mètre carré, fixé par arrêté.

Il doit, en outre, satisfaire à au moins deux des critères de performance ci-dessous :

- La quantité de déchets de chantier valorisés pour la construction du bâtiment est supérieure à un seuil fixé par arrêté ;
- Le bâtiment comporte une part minimale de matériaux faiblement émetteurs en composés organiques volatils (COV) et les installations de ventilation font l'objet d'une démarche qualité prévue par arrêté ;
- Le bâtiment comprend un taux minimal de matériaux biosourcés mentionnés à l'article R. 111-22-3 du code de la construction et de l'habitation, fixé par arrêté.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 7.8 Transition numérique de l'État

En raison des moyens actuels de dématérialisation, les informations issues des opérations immobilières doivent être dématérialisées pour être plus facilement accessibles au plus grand nombre, dans le but d'améliorer l'action de chacun, suivant son champ de compétence.

Les documents seront remis au format Autocad (pour le projet) et PDF (pour les textes) suivant les règles de nommage des fichiers du Ministère de la Justice.

### Développer un écosystème numérique des données bâtimentaires

Les données bâtimentaires à dématérialiser concernent notamment les dossiers que le maître d'œuvre doit fournir en fin d'opération, les avis des services instructeurs et les informations utiles à l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage.

En fin d'opération, l'architecte doit fournir le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment les plans conformes à l'exécution. Il remettra également le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) dont les plans utiles aux interventions de maintenance, les documents techniques et les modes d'emploi.

Doivent également être fournis, les avis des différentes instances ayant été amenées à se prononcer sur la conformité du centre (commission locale de sécurité, d'accessibilité, IGSJ, CGLPL, etc..) ainsi que les dossiers soumis et éléments de réponse ayant éventuellement dû être produits.

Les informations utiles à l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage seront également dématérialisées pour pouvoir être communiquées aux organismes en charges des contrôles périodiques ainsi qu'aux personnes responsables de la maintenance des installations (par exemple procès verbal de conformité incendie des portes).

### Faciliter l'exploitation des données

Chaque donnée numérique ainsi recueillie doit ensuite être rangée dans l'outil le plus adapté à son exploitation.

Ces données devront donc à minima figurer dans l'outil de gestion du patrimoine immobilier du ministère de la Justice, PATRIMO.

### Moderniser les pratiques

La numérisation des données doit être assortie d'une modernisation des pratiques.

Les procédures doivent être dématérialisées, et des données bâtimentaires s'inscrire dans une démarche de modélisation des informations du bâtiment (plus connu en anglais sous l'acronyme de BIM, Building Information Modeling), qui, en assurant l'interopérabilité entre les logiciels de maquette numérique, permet de maintenir l'intégrité des informations lors des échanges entre les intervenants.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

*Les exigences techniques particulières complètent les exigences techniques générales qui ont trait aux normes, règlements et codes en vigueur. L'attention du concepteur est attirée sur le fait que les seuils et les valeurs exprimés dans le présent chapitre doivent être augmentés lorsqu'ils sont inférieurs à ceux des exigences techniques générales.*

## 8.1 Le gros-œuvre

### Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires devront se dérouler avec toutes les mesures de sécurité nécessaires pour les usagers et les riverains. Toutes ces opérations devront être conduites de manière à ne pas endommager les ouvrages mitoyens.

Les évacuations des éventuels déblais devront être effectuées dans le type de décharge adaptée aux matériaux concernés.

### Fondations - infrastructures

Le concepteur doit se référer à l'étude de faisabilité géotechnique incluse dans le dossier de site. Il prendra en compte les résultats de cette étude pour le pré-dimensionnement des fondations. Dès validation du projet et de son implantation précise, le maître d'ouvrage fera réaliser les études géotechniques supplémentaires nécessaires à la réalisation du projet.

Les dispositifs et systèmes constructifs interdiront toute propagation d'humidité du sol dans les murs et protégeront les locaux contre les remontées d'infiltrations et d'humidité. Si nécessaire les dallages seront construits avec sous-couche drainante et système de drains, permettant une utilisation permanente des locaux.

### Charges d'exploitation

Les calculs de structure seront conduits en appliquant les normes en vigueur définissant les niveaux de charges nominales, hors charges linéiques relatives aux cloisons. Les surcharges à prévoir dans les locaux techniques et les archives seront déterminées par le concepteur en fonction des équipements.

Les charges d'exploitation et les surcharges ponctuelles sont calculées pour chaque local en fonction de leur activité et constituent des exigences minimales. Afin de permettre une certaine évolution dans le bâtiment les concepteurs s'attacheront à uniformiser les caractéristiques des planchers dans une même zone.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## Hauteurs libres des locaux

La hauteur libre sous tout obstacle de génie civil (poutres et dalles) et sous tout équipement technique (gaines, chemins de câbles, réseaux de fluides) ne devra pas être inférieure à 2,40 m. Cette hauteur pourra toutefois être localement réduite dans les circulations ou les sanitaires, dans la mesure où les plafonds de ces espaces ne sont ni démontables ni fragiles.

Un plénum de bonnes dimensions entre les faux plafonds et les dalles devra être réservé pour le passage des installations de ventilation et des autres fluides.

## Toiture, couverture et étanchéité

Le concepteur prévoira le système d'étanchéité ou le principe de couverture le mieux adapté au projet, facile d'entretien et garanti au minimum 10 ans.

Les toitures terrasses sont proscrites ainsi que toutes les toitures facilement accessibles par les mineurs, que ce soit depuis les fenêtres ou par la façade. Les toitures à pente(s) seront préférées. Les charpentes seront traitées.

La forme de pente de la toiture et les matériaux de couverture seront adaptées au climat et aux prescriptions d'urbanisme.

Les couvertures ne devront pas transmettre aux utilisateurs des niveaux inférieurs les nuisances acoustiques liées à la météorologie (pluie, grêle, vent…) ou au matériel tournant installé en toiture (vibrations, ronflement…).

La conception des toitures et des étanchéités sera fiable et, dans tous les cas, l'accessibilité par le personnel d'entretien sera possible sans nécessiter de matériel particulier, hormis un équipement individuel de sécurité. On tiendra compte des exigences en matière de protection des personnes dans les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

## Reprise des eaux pluviales

Le nombre et les sections des descentes d'eau pluviales seront augmentés plutôt que limitées aux minima admissibles.

Il sera prévu, dans la mesure du possible des tuyaux de descente à l'extérieur des bâtiments réduisant ainsi les risques de fuites en gaine et les nuisances acoustiques. Ces tuyaux ne devront pas permettre aux mineurs d'escalader la façade.

La partie accessible des descentes d'eaux pluviales sera protégée par dauphins en fonte sur une hauteur d'au moins 2 m.

## Séparateur de graisses

Le lot intègrera un séparateur de graisses pour permettre aux eaux de cuisine d'être déversées de manière adaptée dans le réseau d'assainissement local.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



L'installation d'un appareil élévateur est déconseillée. Outre le fait que c'est un appareil onéreux en investissement et en exploitation, il est source de danger compte tenu de la population accueillie. Il peut toutefois être indispensable lors d'une réhabilitation afin de respecter la réglementation accessibilité aux personnes handicapées.

## 8.2 L'appareil élévateur

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.3 Les façades

Les façades et les baies seront, conçues pour dispenser un bon niveau d'éclairement des locaux tout en permettant de contrôler l'ensoleillement estival pour éviter les surchauffes.

Elles doivent en outre ne pas pouvoir être escaladables. La création de balcons en façades pour les zones accessibles aux mineurs est à proscrire. Tout ce qui peut servir de point d'appui (éclairage, fenêtre, poignée de porte, caméra, porte drapeau, procédé d'accroche des échelles nécessaires à l'entretien des toitures, etc.) sera étudié et positionné pour éviter de servir les mineurs tant dans leur projet d'escalade pour monter sur les toitures que dans leur projet de fugues (descentes par les gouttières etc.)

Elles seront aussi conçues pour résister aux chocs et au vandalisme des mineurs. Le concepteur devra justifier son choix en présentant notamment les dispositifs prévus en vue de la maintenance et du nettoyage des façades. L'utilisation d'appareillages spécifiques (nacelles) pour l'entretien des surfaces vitrées est à proscrire.

### Les revêtements de façade

Les revêtements de façade devront justifier de leurs qualités de durabilité et de leur facilité d'entretien. Les revêtements de tous les soubassements seront particulièrement robustes et protégés si nécessaire notamment à proximité des voiries. (traitement anti-salissures des pieds de murs et traitement des écoulements de l'eau de pluie notamment le long des façades de manière à éviter l'apparition de "coulures".).

Les matériaux choisis seront étanches et auto-lavables, et présenteront une résistance au temps suffisante pour garantir un aspect satisfaisant (homogénéité des matériaux, aspect architectural) sans ravalement pendant 10 ans.

En cas d'utilisation de matériaux poreux (bétons, enduits…), un vernis réticulé anti-graffitis sera appliqué sur toutes les parties de façades accessibles. Il formera une barrière entre le support et les agressions extérieures. Il permettra de résister aux nuisances liées aux graffitis et à l'affichage sauvage. Le revêtement résistera aux agressions de la pollution urbaine.

### L'isolation thermique des façades

Le concepteur privilégiera une isolation thermique des façades compatible avec le fonctionnement de l'établissement, en prenant en compte les problèmes d'inertie et d'intermittence.

En tout état de cause, les vêtures devront résister à de fortes sollicitations mécaniques en particulier au rez-de-chaussée.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## Les vitrages

Le vitrage doit présenter une résistance mécanique et des caractéristiques de sécurité importantes. Il sera adapté aux exigences de sécurité pour éviter que les mineurs ne se blessent (vitrage feuilleté) et sera traité contre les risques d'effraction en ce qui concerne les ouvrants situés en rez-de-chaussée ou facilement accessibles (vitrage anti-effraction ou retardateur d'effraction),

Il contribuera au classement acoustique et thermique des façades Des vitrages peu émissifs sont souhaités. Le double ou triple vitrage âme argon sera privilégié.

Le concepteur devra limiter l'utilisation de grandes parois vitrées (chaleur par effet de serre, froid, éblouissement, difficultés d'entretien, nécessité d'occultation, risque de bris, etc.). SI toutefois une grande paroi vitrée était jugée nécessaire, il devra intégrer à son projet des dispositifs de nettoyage spécifiques à cette surface.

L'intégration de verrières à l'architecture n'est pas souhaitée par le maître d'ouvrage. Si toutefois ces dispositifs d'éclairage étaient mis en place, le concepteur est tenu de prendre toutes précautions nécessaires pour éviter l'effet de serre et de condensation en sous face. L'accès pour le nettoyage des vitres et l'entretien des parties mécaniques extérieures et intérieures devra être facile.

## Les protections solaires

Les surfaces vitrées et exposées au rayonnement solaire seront toutes pourvues de protections solaires extérieures fixes (type brise-soleil) ou mobiles (volets roulants) anti-éblouissement afin de permettre le travail sur écran informatique.

Les brise-soleil extérieurs ne devront pas créer de nuisance sonore avec les agents atmosphériques, en particulier avec le vent. Ils seront solides et faciles d'entretien. Les éléments en bois seront traités de manière à minimiser leur entretien Ces protections solaires ne devront pas pouvoir servir aux mineurs pour escalader la façade.

Les volets roulants seront à manœuvre électrique regroupée. Ils seront robustes et faciles d'entretien, de préférence en matériau plastique. Ils seront verrouillables en position fermée et à lames double peau.

Les stores de toile extérieurs sont proscrits en raison de leur fragilité..

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.4 Les menuiseries extérieures

Les ouvrants et leurs dispositifs de manœuvre seront particulièrement robustes et facilement manœuvrables.

Les châssis en acier, conformes aux exigences de la réglementation thermique, sont donc à privilégier. Les fenêtres oscillo-battantes sont proscrites en raison de leur trop grande fragilité.

### Les menuiseries des chambres

La conception des châssis menuisés des chambres ne doit pas permettre au mineur de sortir par la fenêtre. La baie ne doit pas non plus lui permettre les jets d'objets à l'extérieur. Pour autant, elle doit pouvoir offrir au mineur une vue de qualité sur l'extérieur et une luminosité dans la pièce respectant les normes en vigueur.

Il est donc préconisé de prévoir une menuiserie constituée d'une partie fixe et d'une partie ouvrante réduite (sur moins de 11 cm). La ventilation naturelle doit aussi être suffisante, notamment pour permettre de rafraîchir la chambre la nuit en cas de chaleur importante l'été. Or l'imposte est déconseillée dans la mesure où les mineurs peuvent s'y suspendre. L' ouvrant du châssis peut donc être prévue plus large. Dans ce cas, il sera complété par un pare-soleil ou un vitrage fixe extérieur pour empêcher le passage du mineur.

Ces systèmes ne devront en aucun cas interdire l'accès réglementaire des services de secours lorsque la configuration des bâtiments exige des dispositions spéciales.

### Les autres menuiseries

Les autres fenêtres accessibles aux mineurs seront équipées d'un système de verrouillage extrêmement solide qui sera géré par l'équipe éducative. Les boutons d'ouverture de ces fenêtres seront équipés de serrures ; les poignées-béquilles d'ouverture de ces fenêtres sont proscrites car dans ce cas, l'effet de levier permet trop facilement de casser la serrure.

Les châssis directement accessibles depuis la rue seront pourvus de dispositifs anti-franchissement (dans les deux sens).

Dans tous les cas, un nettoyage aisé des vitres à l'intérieur comme à l'extérieur est à prévoir.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.5 Les menuiseries intérieures

Les menuiseries intérieures présenteront des caractéristiques conformes à la réglementation incendie concernant les établissements recevant du publics de 5ème catégorie avec locaux à sommeil ainsi qu'aux normes relatives à l'accès des personnes en situation de handicap. Elles répondront également aux exigences acoustiques notamment en ce qui concerne les locaux d'entretiens.

### Les portes intérieures

Les menuiseries intérieures des locaux fréquentés par les mineurs devront être particulièrement robustes : elles doivent résister aux manipulations intempestives et aux coups. Les portes tiercées sont proscrites car trop fragiles.

Ces portes seront métalliques à finition bois (hors portes des locaux techniques donnant sur l'extérieur). Elles seront équipées de quatre paumelles renforcées dont deux en partie haute (cf. serrurerie). Les huisseries des ces portes seront métalliques et ancrées dans le sol .

La robustesse des portes ne doit pas toutefois faire obstacle à l'entrée rapide d'un adulte dans la chambre en cas de besoin. Le concepteur proposera donc une solution visant à garantir la facilité d'intervention et dans le même temps, la robustesse des portes.

Toutes les portes de chambres s'ouvriront sur la circulation intérieure., pour éviter que le mineur ne se barricade à l'intérieur de sa chambre, sans qu'un adulte ne puisse venir le secourir.

### Les aménagements menuisés

Ils concernent les rangements fixes et notamment les placards-penderies à intégrer dans les chambres. Ces placards seront fermés par un rideau ignifugé résistant. Ils seront aménagés d'un côté avec étagères en stratifié et de l'autre en penderie avec cintres intégrés. D'autres placards de rangement sont à prévoir dans les locaux signalés dans les fiches d'espace.

Les aménagements menuisés concernent également les gaines techniques et coffres des canalisations, Aussi, tous les réseaux de canalisations seront encoffrés (plomberie, chauffage, courants forts et faibles, etc.) sur tout ou partie de leur parcours, par des panneaux démontables. Les canalisations E.U. et E.P traversant un local seront isolé du bruit. Le minimum de canalisations sera apparent. Les organes techniques de réglage et de sectionnement seront pourvus de portes de visite à fermeture à clé. Toutes les gaines techniques seront équipées d'une fermeture sur organigramme.

Les aménagements menuisés comprennent en outre les plinthes droites disposées à la périphérie des locaux revêtus de sols souples et les crémaillères disposées dans les escaliers qui seront en bois.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.6 La serrurerie et la métallerie

Les équipements de serrurerie et de métallerie devront être de bonne qualité et robustes. Ils devront pouvoir résister à un usage intensif. Les quincailleries devront porter un label de qualité S.N.F.Q. (Société Nationale Française de Quincaillerie).

### Les serrures de portes

Toutes les portes extérieures et intérieures, en dehors de celles des sanitaires, seront pourvues d'une serrure à cylindre européen interchangeable, avec combinaison sur organigramme à plusieurs niveaux, à définir avec le maître de l'ouvrage. Ces fermetures seront du type haute sécurité, à clé non reproductible. Les serrures ne seront pas encastrées par souci de solidité.

Les portes de chambre pourront être pourvues d'une serrure à cylindre européen interchangeable, avec combinaison sur organigramme. De surcroît, afin d'ouvrir ces portes depuis l'extérieur, avec une clé, même si un mineur s'est enfermé, il convient de prévoir des serrures débrayables. Les dispositifs de condamnation des portes des locaux sanitaires et des chambres des mineurs devront permettre une dé-condamnation rapide depuis l'extérieur du local. Les systèmes de manœuvre (béquille ou verrou intérieur) ne devront en aucun cas permettre aux mineurs de bloquer les portes de l'intérieur et ainsi empêcher le personnel d'ouvrir la porte depuis l'extérieur. La programmation des habilitations et de l'organigramme devra être facilement évolutive sans changement de cylindre.

Ces portes pourront tout autant être équipées d'un système électronique permettant de gérer les accès, lecteurs de cartes magnétiques ou tout autre système pouvant être proposé par le concepteur. Ces portes pourront être équipées d'un bandeau vertical toute hauteur comprenant des ventouses électromagnétiques de conception très robuste. Un système par simple gâche électrique ne sera pas admis.

### Les huisseries de portes

Les portes, pour résister au descellement, seront montées sur huisserie métallique en tôle d'acier 15/10 avec primaire de protection. Ces huisseries seront ancrées dans le sol, et équipées de quatre paumelles renforcées dont deux en partie haute. Pour protéger et rendre inaccessible le pêne côté couloir, il convient de prévoir une plaque inox avec façon de retour sur la hauteur de la plaque.

### Les autres ouvrages

Le concepteur prévoira tous les ouvrages de serrurerie nécessaires à la bonne finition des ouvrages : rampes, garde-corps, dispositifs antichute dans escaliers, mains courantes, grilles d'aération et de ventilation, gratte-pieds, quincailleries diverses, ainsi que les portes métalliques de locaux techniques.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Une boîte aux lettres extérieure sera installée. Elle doit être fermée à clé et l'accès à son contenu doit être impossible, sauf pour les personnes autorisées..

## La quincaillerie

Les portes des chambres, seront munies d'un ferme-porte en application de l'article PE29 du règlement de sécurité incendie.

Seront installés des butoirs ou un autre système de limitation d'ouverture.

La quincaillerie des portes sera particulièrement robuste (gonds, poignées,...)

Les clôtures doivent être très solides et solidement ancrées dans le sol. Elles doivent avoir un niveau de performance sécuritaire. Les ouvrages extérieurs recevront une protection anticorrosion renforcée.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.7 Le cloisonnement et le doublage

Les cloisons doivent être d'une particulière résistance aux chocs, pour tenir compte du comportement des mineurs hébergés. Ces cloisons devront pouvoir aussi supporter les éléments suspendus ou fixés (étagères et rayonnages, panneaux, tableaux, appareils sanitaires…). En particulier tous les angles saillants seront munis de cornières de protection solidement fixées.

L'utilisation de cloison en plaques de plâtre est proscrite compte tenu de leur fragilité. Les cloisons plâtre, de type "haute dureté" ou " haute résistance" pourront être utilisées. Les cloisons en plaques de ciment double, compte tenu de leur résistance, seront privilégiées.

Pour des questions de pérennité et afin d'éviter les dégradations trop rapides, on recherchera les murs bruts en périphérie intérieure du bâtiment.

Le concepteur respectera par ailleurs les exigences de résistance au feu des parois spécifiées dans le règlement de sécurité incendie ainsi que les exigences acoustiques. Des niches protégées seront prévues dans les circulations pour y loger les extincteurs.

### Des cloisons facilitant la polyvalence des locaux

Le système de cloisonnement choisi devra préserver une possibilité de modulariser les espaces.

Dans la mesure du possible, les cloisons entre espaces pouvant être reconfigurés seront indépendantes des réseaux de distribution électrique et des fluides. Le système de fixation des cloisons ne devra pas entraîner de dégradation d'aspect en cas de dépose.

### Des cloisons faciles d'entretien

Les cloisons devront être facilement nettoyables et résistantes aux éraflures. En particulier, l'allège murale sur une hauteur de 1,40 m doit résister aux impacts et aux nettoyages intensifs au moyen de détergents puissants. Les revêtements muraux ou peinture des autres parties doivent être lessivables.

Dans les locaux dits humides recevant un point d'eau, les sanitaires et la cuisine, les cloisons de douches et de sanitaires devront être particulièrement robustes et facilement nettoyables.

### Les cloisons phoniques

Le concepteur proposera un cloisonnement intérieur garantissant les performances acoustiques attendues par type de locaux (locaux standards, locaux d'entretien, etc.).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## Cloisons avec allège pleine et partie haute vitrée

Des cloisons avec allège pleine et partie haute vitrée seront mises en place conformément aux indications des fiches d'espace. Elles comporteront un double vitrage feuilleté afin d'éviter les accidents et un store aluminium incorporé à lames orientables horizontales.

## Doublages thermiques

Le concepteur prévoira le doublage thermique des murs extérieurs des bâtiments.

Pour les doublages intérieurs, il sera fait usage de plaques ciment ou de plaques très haute dureté, particulièrement résistantes aux chocs .

## Doublages phoniques

Dans les locaux fermés, les ponts phoniques seront soigneusement traités, par barrière acoustique, en particulier au droit des faux-plafonds.

Le doublage phonique garantira les performances acoustiques attendues par type de locaux (locaux standards, locaux d'entretien, etc.).

## Les gaines techniques

La distribution des fluides vers les étages (électricité, courants faibles, plomberie, chauffage, etc.) et les évacuations (EU, EP) seront rassemblées dans des gaines visitables, distinctes et largement dimensionnées, afin de permettre une intervention sur une canalisation sans risque pour les autres canalisations. Toutes ces gaines seront fermées à clé, inaccessibles aux mineurs.

Ces gaines doivent faire l'objet d'un traitement esthétique (capotage, claustras ou faux plafonds démontables). Quel que soit le traitement retenu, celui-ci doit garantir une accessibilité réelle et simple des cheminements techniques.

La continuité des degrés coupe-feu et des coupures acoustiques sera assurée au droit des trémies.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# 8.8 Les revêtements des sols, des murs et des plafonds

## Conception générale

Les revêtements des différents espaces devront répondre aux exigences, de qualité minimales. exprimées sous forme de classement NF U.P.E.C,. présentées dans les fiches par local. Ces revêtements respecteront en outre les performances acoustiques et le classement au feu, exigés par les réglementations en vigueur

Ils devront également correspondre à un souci de simplicité de maintenance. Les concepteurs limiteront le nombre de matériaux et les choisiront en fonction de leur facilité d'entretien et de remplacement en tenant compte de la fonctionnalité des locaux.

Tout revêtement sera au moins lavable et pourra être aseptisé suivant besoin. Les flocages sont proscrits. Les locaux équipés de sol souple recevront une plinthe en bois. Les revêtements de sol de type textile seront en dalle, pour faciliter l'entretien.

## Les revêtements de sols

Dans les circulations et les locaux accessibles aux jeunes, il sera posé un revêtement de sol de type PVC très résistant à l'usure et au poinçonnement et dont l'entretien devra être facile. Ce revêtement sera traité anti-encrassement, bactériostatique et antistatique.

Dans la cuisine et ses annexes, il sera mis en place un carrelage de type grès cérame antiglisse adapté aux cuisines collectives, résistant aux chocs thermiques et au trafic important. Une plinthe à gorge sera disposée au pourtour des locaux. Des siphons de sol avec bondes démontables de grande section et des caniveaux seront disposés dans la zone cuisine au droit des équipements.

Pour les sanitaires et les douches, un carrelage sera mis en place avec plinthes assorties.

Un système d'étanchéité bénéficiant d'une garantie décennale sera mis en place sous les revêtements de carrelage dans toute la zone cuisine, sanitaires et douches. Des siphons de sol dans les sanitaires et les locaux techniques seront également prévus,

Dans les autres locaux, les revêtements seront des revêtements plastiques en lés soudés. Ces revêtements minces devront être agréés par le CSTB et leur mise en œuvre sera conforme aux prescriptions de l'agrément. Les plinthes installées au pourtour des locaux seront en bois et fixées mécaniquement aux murs.

Le concepteur prévoira également des nez de marches antidérapants dans les escaliers, de couleur différente pour faciliter la perception du bord de la marche, ainsi que des tapis d'entrée dans les halls, montés sur ossature métallique.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## Les revêtements muraux

Les revêtements muraux, ininflammables et incombustibles, participeront pleinement à l'ambiance des locaux grâce à l'utilisation judicieuse des matériaux, des textures et des couleurs. Ils seront appropriés à la destination des locaux. Leur performance attendue est précisée dans les fiches d'espace.

Ils seront particulièrement résistants aux chocs et éraflures. La pose de toile de verre sous peinture est souhaitable afin de renforcer la résistance des supports.

Les parois des circulations et de la zone cuisine et ses annexes, ainsi que la salle à manger seront équipées de lisses de protection horizontales en PVC. Des protections d'angle robustes et adaptées seront prévues dans ces mêmes espaces.

Les sanitaires et les douches recevront une faïence murale toute hauteur sur toute leur périphérie et seront équipés de plinthe à gorge. Des faïences seront disposées au droit du lavabo des chambres afin de protéger les murs.

Les murs et les plafonds des locaux techniques recevront une projection de peinture.

## Les revêtements en plafond

Dans tous les locaux pouvant recevoir les mineurs sans surveillance continue (hébergements, sanitaires, circulations, salles de détente et de télévision) l'emploi de faux plafonds est proscrit. Il sera prévu un enduit plâtre revêtu de peinture.

Dans les autres locaux le nécessitant, soit par leur spécificité, soit par la présence de fluides ou de chemins de câbles, soit pour des raisons de correction acoustique, il sera prévu un faux-plafond performant avec possibilité d'accès ponctuel au droit des organes techniques. Ce sera le cas en particulier pour les bureaux, la salle à manger, les salles d'activités et de réunions, et éventuellement certaines circulations.

Les plafonds seront hydrofuges dans les locaux sanitaires et de qualité sanitaire adaptée s'agissant de la cuisine.

La modulation des éléments de traitement des plafonds et le tramage général (structures, cloisonnements, appareils d'éclairage, éléments de ventilation…) seront coordonnés. Toutes les sujétions telles que rives latérales, bandeaux en retombée, profils de raccordement et joints coupe-feu, seront prévues.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



L'objectif en matière de thermique est de garantir le confort des usagers ainsi que la conservation du bâtiment et de ses équipements dans les meilleures conditions d'économie globale en termes d'investissement et d'exploitation.

Cet objectif sera assuré notamment par :

- une architecture bien adaptée aux conditions climatiques,
- une bonne inertie thermique,
- une bonne isolation thermique, notamment au niveau des façades et des toitures,
- un système de chauffage efficace,
- une protection adaptée ccontre l'ensoleillement,
- une ventilation naturelle la nuit pour refroidir le bâtiment en été.

Dans la mesure du possible, les solutions passives permettant d'assurer des conditions intérieures thermiques satisfaisantes seront recherchées pour éviter d'avoir à recourir à des solutions de rafraîchissement par climatisation.

## 8.9 Le chauffage

### Les conditions thermiques

Conditions extérieures : Les calculs prendront pour base les valeurs climatiques du département concerné par l'opération.

Conditions intérieures : La température intérieure sera de : 19° C en hiver d'une façon générale

Il sera pris les précautions nécessaires pour que la température du local extérieur pour les déchets ne soit pas trop importante en saison estivale.

Les conditions climatiques à assurer tout au long de l'année dans le local destiné à accueillir les équipements informatiques sont les suivantes :

- température : entre 10 et 20 °C.
- humidité : entre 45% et 70%.

### Les choix énergétique

Dans son offre, le concepteur devra justifier ses choix techniques pour le système de production et de distribution, de chauffage, et de production d'eau chaude sanitaire.

Il s'attachera à proposer toutes les solutions énergétiques envisageables favorisant les économies d'énergie et donc les préoccupations de l'Etat. Les solutions par pompe à chaleur pourront être proposées selon les conditions locales.

Des dispositions pour récupérer l'énergie seront proposées.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## La conception de l'installation

L'ensemble de l'installation sera calculé avec une surpuissance d'environ 15 % permettant la remise en chauffe rapide ou des modifications de la configuration des locaux.

Le réseau de distribution à l'intérieur des locaux se situera en gaines techniques ou en plafond. Les tuyauteries seront calorifugées là où le réseau ne participe pas au chauffage du lieu traversé.

La diminution des charges d'entretien et de maintenance sera étudiée en limitant les interventions dans les locaux occupés et en concentrant les équipements dans les locaux techniques accessibles aisément à tout moment. Les organes de réglage, de sectionnement ou de vidange seront disposés de telle sorte que leur manœuvre et leur maintenance soient les plus aisées possibles.

L'Etat souhaite voir se développer dans les bâtiments neufs, le chauffage par le sol, afin d'éviter la détérioration des radiateurs et les possibilités de dissimulation d'objets.

Si cette solution n'est pas envisageable, les radiateurs utilisés seront posés sur pied et de type plat sans ailettes, leur fixation étant très résistante à toutes sortes de sollicitations.

## Dans le cas d'un chauffage au gaz

L'installation sera effectuée conformément à la réglementation, entre autres :

- robinet de barrage placé sous verre dormant près de l'entrée principale,
- distribution depuis l'extérieur (acrotères, façades, percements au niveau de l'utilisation),
- robinet d'arrêt général dans chaque local desservi.

Tous les éléments seront montés en vue de permettre leur accès facilement pour visite et entretien à hauteur d'homme.

Toutes installations de comptage nécessaires sont à intégrer dans l'opération.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.10 La ventilation

Une réflexion particulière sera menée sur la ventilation mécanique, là où elle est nécessaire, avec prise en considération des performances requises et respect du confort thermique et acoustique (dimensionnement des gaines et vitesses de soufflage et d'extraction compatible avec la destination des locaux). Le confort d'été sera particulièrement étudié de manière à ventiler et refroidir la nuit naturellement le bâtiment en cas de fortes chaleurs.

Le traitement de l'air sera assuré par un système double flux à partir d'une ou de plusieurs centrales d'air. La diffusion d'air sera assurée par des grilles devant garantir de bonnes conditions de confort pour les usagers. L'air neuf nécessaire aux locaux ventilés mécaniquement sera introduit, selon les débits, soit en façade par une ou des centrales qui régleront le débit et assureront le préchauffage de l'air introduit et la récupération des calories sur l'air extrait.

Les sanitaires et les douches seront mis en dépression au moyen d'une ventilation mécanique contrôlée double flux collective. Une attention particulière sera portée sur la ventilation de ces espaces. Les équipements seront éventuellement surdimensionnés par rapport aux normes en vigueur, pour assurer une ventilation efficace.

Une hotte à induction et pourvue d'un moteur en local technique ou en toiture équipera la cuisine. La compensation sera réalisée au moyen d'un caisson asservi au fonctionnement de la hotte.

### La régulation

Différentes zones de programmation de chauffage seront réparties en fonction des entités fonctionnelles, de leur exposition, du type d'installation et de la périodicité d'occupation (utilisation intermittente des espaces).

Dans les zones très chaudes l'été, il pourra être envisagé une climatisation de l'espaces d'accueil des familles, des espaces de vie des mineurs, ainsi que de leurs chambres lorsqu'ils ne peuvent maîtriser l'ouverture complète des fenêtres.

La régulation devra répondre aux objectifs suivants :

- Modularité, par façade et par zone homogène.
- Pilotage local du système de distribution de chaleur dans chaque bureau ou salle à partir d'une programmation générale centralisée définissant les marges de réglage individuel.
- Réglage de la température dans les chambres par action manuelle, lorsque des radiateurs sont conservés.
- Autonomie de la régulation du chauffage de l'espace parental.
- Optimisation des apports gratuits d'énergie (éclairage, ensoleillement, occupants).

### Le désenfumage

Des capots seront installés sur les commandes de désenfumage pour éviter que les mineurs ne les cassent.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.11 La plomberie

Le réseau de plomberie comprend l'eau potable (froide et chaude), le réseau d'alimentation du système de chauffage, l'évacuation des eaux pluviales, l'évacuation des eaux usées/vannes et la distribution de gaz si elle est prévue.

### Les branchements

Le concepteur prendra contact avec les concessionnaires pour définir les caractéristiques des branchements.

Selon l'analyse des eaux distribuées, un adoucisseur et un système anticorrosion sur le réseau de distribution, pourra être prévu. La dureté de l'eau ne devra pas nuire à la bonne tenue dans le temps des canalisations.

Les canalisations en C-PVC pression seront privilégiées de manière à permettre les chocs thermiques à 80°C.

### La production et le stockage de l'eau chaude sanitaire

Toutes les solutions innovantes permettant de réduire la consommation d'énergie pour la production d'ECS seront soigneusement étudiées par le concepteur.

Le système de production pourra fournir de l'eau à 60°C en permanence. Il sera privilégié de réaliser un réseau bouclé avec possibilité de programmer des cycles de stérilisation à 70/80°C.

Les ballons seront facilement accessibles et visitables. Ils seront totalement parcourus par le réseau de réchauffage afin d'éviter les zones non homogènes.

Il sera prévu un dispositif de chasse automatique sur toutes les capacités de stockage, ainsi qu'un équipement de traitement pour détartrer, filtrer et éliminer automatiquement les boues.

Toute stagnation sera évitée (adoucisseur, bras morts, etc.).

### La prévention de la légionellose

La conception de l'installation permettra la mise en œuvre des dernières recommandations et réglementations concernant la prévention du risque de contamination micro biologique, notamment les chocs thermiques ne devront pas endommager la chaudière.

### Le réseau de distribution d'eau

Les règles de l'art seront respectées en ce qui concerne les vitesses d'écoulement maximales, les dispositifs anti-béliers, l'isolement phonique et les organes d'isolement aux dérivations. Pour les évacuations, les vitesses seront calculées pour permettre l'auto-curage. La pompe de bouclage permettra d'assurer une vitesse de circulation suffisante (0,2 m/s dans les retours de boucle).

Le réseau de distribution sera réalisé le plus court possible. Les bras morts et tuyaux borgnes sont proscrits.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

Les canalisations d'eau chaude et d'eau froide seront calorifugées afin d'éviter les déperditions ou les condensations. Elles permettront de maintenir en tout point du réseau une température supérieure à 50°C pour l'eau chaude et inférieure à 25°C pour l'eau froide. Elles seront placées dans des gaines isolées phoniquement, munies de trappes de visite et de dégorgement judicieusement implantées.

Le réseau d'eau chaude sanitaire, disposera d'un bouclage pour maintenir l'eau à 50°C au moins jusqu'aux points d'usage. L'eau sera mitigée au plus près possible des blocs de douches à une température maximale de 40°C.

Des attentes pour raccordements en eau et en évacuation seront prévues pour les lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle de l'établissement et du logement de fonction.

Les appareils sanitaires de l'espace parental seraont alimentés en eau froide, et chaude indépendamment du reste de l'établissement.

Une vanne d'arrêt sera implantée à chaque dérivation à partir des colonnes montantes et descendantes, et par appareil (douche, sanitaire, lavabo…), sur l'eau chaude et l'eau froide. Des vannes d'équilibrage seront mises en place sur le réseau.

## L'évacuation des eaux usées et eaux pluviales

Les réseaux d'évacuation seront du type séparatif à l'intérieur des bâtiments et raccordés sur les collecteurs publics.

Les diamètres des canalisations des eaux usées seront largement dimensionnés et les pentes seront égales ou supérieures à 2 %. Des dispositifs seront mis en place pour en permettre le débouchage aisé. Les canalisations d'eaux pluviales seront déterminées pour évacuer les pluies d'intensité décennale. Pour rappel, un bac à graisse sera installé sur les évacuations de la cuisine.

L'opportunité de la récupération des eaux pluviales pour usages sanitaires : WC, arrosage, lavage devra être soigneusement étudiée.

## La distribution gaz

Une distribution de gaz pourra être envisagée si le gaz de ville existe sur le site. Deux compteurs seront installés concernant distinctement le centre et l'espace parental.

A partir du poste détente comptage sera créée une double ligne : la 1ère ligne reprendra en 300 mb la chaufferie et la seconde reprendra en 21 mb la cuisine et l'espace parental.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.12 Les courants forts

### L'origine de l'alimentation

Le concepteur est invité à prendre contact avec les services du concessionnaire pour définir les modalités de branchements sur le réseau public.

Un bilan de puissance préalable sera établi par le maître d'œuvre.

Il n'est pas prévu de groupe électrogène ni d'onduleur pour ce programme.

### La distribution électrique

La distribution de puissance est assurée à partir d'un tableau général basse tension (TGBT), regroupant les organes de protections et de commande modulaires.

La distribution électrique se fera par chemins de câble à l'intérieur du bâtiment. Les chemins de câbles et toutes les armoires électriques prévoiront systématiquement une réserve de 30 %.

Les équipements seront regroupés dans des armoires ou coffrets non accessibles aux personnes non habilitées, ne faisant pas saillie dans les circulations et équipées d'une fermeture à clé.

La distribution terminale dans les bureaux se fera dans une plinthe commune courants forts et courants faibles à 3 compartiments, dont un dédié au pré-câblage VDI. Cette plinthe sera posée en partie basse des locaux desservis.

L'obtention du label Promotelec pour le l'espace parental est exigée.

Il sera prévu au minimum deux commandes, dès que le nombre de luminaires est supérieur à deux. Pour les sanitaires et les douches, la commande se trouvera à l'intérieur du local.

### Les appareillages électriques

Pour toutes les zones, accessibles aux résidents, les interrupteurs, les boutons poussoirs, et autres prises de courant devront être particulièrement solides à l'arrachement, et donc de type « anti-vandalisme indice IK =10,

Il sera prévu une prise de courant pour le ménage tous les 10 m linéaires dans les circulations et une à l'entrée de chaque pièce.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## L'éclairage du bâtiment

Le matériel d'éclairage sera conforme à la norme NF ISO 9002.

Les équipements devront offrir un grand confort visuel pour le travail sur écran.

Tous les appareils seront d'un type normalisé portant le label U.S.E. ou U.T.E., et standardisés en fonction du matériel éventuellement déjà existant sur le site. En fonction des locaux, les types d'appareillage seront encastrés et/ou anti-vandales.

Les sources d'éclairage ont un IRC 85 minimum, de température 3 000°K.

Dans les circulations, il est prévu un allumage normal et un allumage de nuit (un appareil sur trois).

Les chambres disposeront d'un interrupteur à l'entrée commandant un point lumineux au plafond, et d'un interrupteur commandant une prise à proximité du lit, et quatre prises de courant permettant d'alimenter une lampe de bureau et une lampe de chevet.

D'une façon générale, le concepteur veillera à la bonne ventilation naturelle des ampoules afin d'éviter les surchauffes. Les ampoules et les starters seront économes en énergie et facilement remplaçables : ils seront accessibles, disponibles dans les commerces courants et d'un coût réduit.

L'éclairage des bureaux et des salles de réunions et d'activités sera assuré par des luminaires encastrés dans les faux-plafonds de type basse luminance et équipés de sources fluorescentes à ballast électronique.

Les niveaux d'éclairement minimum, à obtenir après vieillissement de sources, sont les suivants :

- d'une façon générale 300 lux
- bureaux et activités scolaires 400 lux
- locaux de réserve 150 lux

Les niveaux d'éclairement minimum, à obtenir figurent dans chaque fiche d'espace.

Des commandes d'éclairage par détecteurs de présence seront installées dans les sanitaires, les douches et les circulations des chambres afin de réduire les consommations.

Les commandes d'éclairage s'effectueront localement dans chaque espace clos et depuis une coupure générale par zone.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## L'éclairage de sécurité

Les bâtiments devront disposer d'un éclairage de sécurité conforme à la réglementation permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal. Dans un CEF qui est un ERP avec locaux à sommeil, les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) d'évacuation doivent être complétés par des blocs autonomes d'éclairage d'habitation (BAEH) afin d'assurer un éclairage de remplacement suffisant pour poursuivre l'exploitation des zones à sommeil en cas de coupure de l'alimentation normale (cf. article PE 36 du règlement de sécurité contre l'incendie concernant l'éclairage de sécurité).

## L'éclairage artificiel

Les appareils d'éclairage de type encastrés seront fluorescent à grille basse luminance pour les bureaux, salle de cours, et salle de réunions, indirect dans la salle informatique.

Pour les autres types d'appareils, les concepteurs proposeront des appareils alliant robustesse, durabilité et esthétique.

La distribution sera réalisée sur des chemins de câbles situés dans les circulations.

## L'éclairage extérieur

L'éclairage des espaces extérieurs est à prévoir pour les accès, les voiries et cheminements. Cet éclairage pourra être asservi à une détection de présence.

## La protection contre la foudre

La protection des personnes et la valeur des matériels et équipements utilisant des courants faibles nécessitent une protection contre les surtensions électriques et notamment contre l'action de la foudre. Les matériels et équipements sensibles seront mis à la terre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.13 Les courants faibles

### Le pré-câblage voix données images

Le câblage sera conforme au cahier des clauses techniques particulières « Courants faibles – Courants forts » établi par le ministère de la Justice.

Le pré-câblage sera commun pour les réseaux de voix (téléphonie), de données (informatique),et d'images (vidéo).

Ce réseau V.D.I. comprendra :

- le répartiteur général (baie de brassage),
- les sous répartiteurs d'étage ou de zone (selon distances),
- les rocades entre répartiteur et sous répartiteurs,
- le câblage de distribution sur les prises RJ 45,
- les prises de raccordement RJ 45.
- Onduleur (matériel de sûreté du bâtiment et informatique)

### Les sources et réseaux

Les différentes sources sont les serveurs pour l'informatique, (non compris dans les prestations maîtrise d'œuvre) et l'autocommutateur pour le téléphone (compris dans les prestations maîtrise d'œuvre)

### La distribution principale et secondaire

Il sera mis en place un câblage capillaire conforme aux spécifications de la norme ISO/CEI 11801 Ed2 et EN-50173-1 définissant les systèmes de câblage génériques.

Il sera utilisé des composants de catégorie 6 certifiés, supportant des applications de Classe E pour une fréquence de transmission de 250 MHz.

Ce câblage sera connecté sur conjoncteurs RJ45 dans les locaux.

Tous les cheminements, chemins de câbles, fourreaux, goulottes prévoiront une réserve pour extension du réseau de 30 % pour permettre de nouvelles configurations.

Le pré-câblage sera distribué sur des chemins de câbles spécifiques indépendants de ceux affectés aux courants forts.

La distribution terminale dans les bureaux se fera dans une plinthe commune courants forts et courants faibles à 3 compartiments, dont un dédié au pré-câblage VDI. Cette plinthe sera posée en partie basse des locaux desservis.

Chaque poste de travail dans les bureaux sera pourvu de 3 prises RJ45 banalisées plus un emplacement de réserve et 4 prises électriques.

Le nombre et la localisation des prises supplémentaires sont précisés dans les fiches d'espace.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



En fin de travaux, il sera exigé un dossier de recette avec test et validation du câblage. Une contre recette sera effectuée par le CPR concerné.

## Les locaux techniques courants faibles

Les équipements de ce réseau seront rassemblés dans un local courants faibles présentant les caractéristiques suivantes :

- surface minimale : fonction de l'importance des équipements à installer ;
- ventilation importante ;
- parois enduites de deux couches de peinture ;
- éclairage et alimentation électrique monophasée 220V 16A ;
- détection incendie avec report sur indicateur d'action.

Les baies seront prévues ainsi que les cordons de brassage et les jarretiérages.

L'emplacement des éléments actifs sera prévu, leur installation se fera dans le cadre d'installations futures.

## L'autocommutateur et téléphonie

L'autocommutateur téléphonique sera de technologie numérique et sera installé dans le secrétariat.

Il devra permettre de couvrir les besoins en nombre de prises téléphone exprimés dans les fiches d'espace. Une possibilité d'extension de 30 % de sa capacité de base, tant pour les lignes extérieures qu'intérieures, devra être possible.

Les interfaces suivantes seront prévues pour les applications extérieures :

- raccordement aux services Numéris
- sélection directe à l'arrivée
- transfert de fichier, data, informatique, numérotation abrégée, messagerie.

Cette installation devra permettre un usage interne entre locaux. Elle comprendra l'arrivée des lignes extérieures et les deux lignes Internet. La première sera destinée à l'usage des résidents et la seconde réservée au RPVJ pour l'administration.

Une ligne indépendante sera installée pour le l'espace parental.

## L'anti-intrusion – contrôle d'accès

L'ensemble du système sera conçu de manière à minimiser les risques de vandalisme notamment en ce qui concerne les locaux les plus vulnérables situés au rez-de-chaussée et en façade du bâtiment.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

Les systèmes de protection seront simples, efficaces et leur entretien facile.

Outre les dispositifs de type passif mis en place, il sera prévu les équipements suivants:

- un système électronique permettant de gérer les accès, constitué de clés universelles et personnelles avec encodeur et dispositif de transfert pour initialiser les cylindres (voir chapitre serrurerie)

- un portier interphone anti-vandale à l'entrée du site ou à l'accès du bâtiment (lorsque celui-ci donne sur rue)

- une caméra inaccessible, à l'accès au site ou à l'entrée du bâtiment (lorsque celui-ci donne sur rue),

- des caméras de surveillance périphériques sur l'ensemble de la clôture,

- éclairage (éventuellement automatique) extérieur de nuit selon la configuration des lieux.

- alarme sonore discrète et lumineuse renvoyée dans le bureau de veille quand les portes des chambres des mineurs s'ouvrent la nuit.

Le portier interphone sera encastré, sans saillie et facilement nettoyable avec caméra fixe déportée disposée à l'entrée du site ou à l'accès du bâtiment. L'interphone et le moniteur lié à la caméra seront renvoyés selon les moments de la journée dans le bureau des éducateurs, le secrétariat et le bureau de veille. L'accès ne sera possible qu'après autorisation du personnel. Ces équipements devront être accessibles aux personnes handicapées.

La caméra positionnée en partie haute, hors de la portée des jeunes permettra de voir les personnes se présentant à l'interphone. Les images issues de cette caméra seront visibles aux points où est accessible l'interphone. Un ensemble de projecteurs couplés à des détecteurs de présence devront permettre l'utilisation de la caméra la nuit.

La porte d'accès au bâtiment sera équipée d'un bandeau vertical toute hauteur comprenant des ventouses électromagnétiques de conception très robuste. Un système par simple gâche électrique ne sera pas admis.

Les portes d'entrée et issues de secours du bâtiment seront mises sous alarme avec renvoi d'information aux trois endroits cités ci-dessus.

Les sorties du bâtiment, bien que mises sous alarme, devront être libérées en cas d'incendie.

Cette rubrique permet d'identifier les locaux sensibles nécessitant une protection particulière : pas d'alarme mais privilégier plutôt les portes pleines renforcées comme sur l'accès à l'unité pédagogique par exemple.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## La télédistribution

L'infrastructure de ce réseau indépendant du pré-câblage VDI devra permettre la réception des programmes de télévision au moyen d'antennes satellite motorisées ou d'antennes hertziennes selon la localisation du site.

Cette infrastructure aboutira sur des prises de télévision implantées dans certains locaux signalés dans les fiches d'espace et dans le logement de fonction. Il n'y a pas de prises TV dans les chambres.

La fourniture des postes de télévision n'est pas à prévoir.

## Le système de sécurité incendie

L'installation du système de sécurité incendie sera conforme aux normes et aux règlements en vigueur, en particulier aux prescriptions exigées par la réglementation ERP et, en tant que de besoin, aux prescriptions propres au ministère de la Justice.

Les plans de sécurité incendie seront installés.

Une diffusion d'alarme par sirènes permettra de prévenir les résidents en cas de début d'incendie.

Les portes de secours existantes et à créer seront équipées de boîtiers de libération avec renvoi de signalisation d'ouverture.

La centrale sera implantée dans le bureau des éducateurs avec renvoi dans la salle de veille. Le renvoi sur deux bip mobiles est nécessaire. Une alarme sonore discrète et lumineuse devra prévenir les éducateurs quand un mineur aura désarmé un organe du SSI.

## Les alarmes techniques

Il sera prévu un tableau centralisateur d'alarmes techniques dans le secrétariat et le bureau des éducateurs avec report dans le bureau de veille. Il sera prévu un transmetteur téléphonique qui permettra l'appel de numéros programmés (avec présélection de la personne d'astreinte). Ce tableau regroupera les alarmes de défauts suivantes (liste non limitative) :

- ventilation mécanique,
- ascenseur éventuel,
- chaufferie,
- pompes de relevage éventuelles,
- chambres froides,
- anti-intrusion,
- ouverture de porte de chambre la nuit,
- renvoi des cameras de surveillance des clôtures,

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.14 Les aménagements extérieurs

Les aménagements extérieurs dépendent essentiellement du site de l'opération. Ils devront s'adapter aux besoins et au dossier de site du programme, mais ils comprendront en général la liste qui suit.

### Les réseaux enterrés

Le repérage et l'établissement ou la mise à jour des plans des canalisations et réseaux de toute nature existant sur la parcelle de l'établissement devront être effectués par le maître d'œuvre. Le diagnostic de ces réseaux par campagne vidéo sera prévu afin de lever tout doute quant à l'état des existants.

La rénovation, la mise aux normes, l'extension ou le redimensionnement des réseaux sera intégré.

Le concepteur devra fournir les plans de récolement à la réception des travaux ainsi que les dossiers des ouvrages exécutés (DOE).

Les réseaux E.P. et E.U / E.V. seront séparés sur le site. Les réseaux nouveaux ou existants seront reliés en tant que de besoins aux réseaux publics.

Le concepteur devra prendre contact avec les services publics concessionnaires et les services techniques de la mairie afin de déterminer les caractéristiques précises de leurs ouvrages, branchements, et les conditions d'exécution des travaux. La coordination avec les concessionnaires est à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Aucune canalisation d'évacuation ne sera d'un diamètre inférieur à 200 mm afin d'éviter les risques d'obstruction et les pentes minimales seront respectées pour permettre l'auto-curage. Les canalisations d'eaux pluviales seront déterminées pour évacuer les pluies d'intensité décennale.

Les réseaux seront conformes aux exigences de la loi sur l'eau et aux réglementations en vigueur et notamment celles relatives à la protection de l'environnement. La récupération des hydrocarbures sera prévue. Les réseaux d'évacuation seront pourvus de tous les ouvrages particuliers tels que regards et tampons pour permettre l'entretien et la maintenance.

Les épreuves d'étanchéité de la totalité des réseaux seront à prévoir.

Afin d'éviter les interférences entre certains réseaux, et afin de permettre les opérations de maintenance et de réparation, le concepteur devra respecter les règles de positionnement pour les cheminements parallèles de réseaux et leur croisement conformément à la norme NF P 98-331.

Les tranchées dédiées au cheminement des réseaux électriques et courants faibles seront remblayées avec incorporation de grillages de signalisation aux couleurs normalisées.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## Les voiries et le stationnement

Toute nouvelle voirie permettra le passage des véhicules de livraison et de secours, intégrera la mise en place de barrières ou obstacles amovibles interdisant le stationnement sur les accès pompiers (signalisation horizontale et verticale indiquant l'interdiction).

Le traitement des abords paysagers inclus dans la parcelle sera compris dans le projet du Maître d'Œuvre, ainsi que si besoin le raccord des cheminements à ceux existants et l'accessibilité aux véhicules notamment ceux de secours.

Les voiries respecteront les dispositions du plan local d'urbanisme (PLU)). Toute nouvelle voirie sera revêtue d'une couche de roulement dure (enrobé ou béton). Les choix techniques dans la réalisation des voiries doivent garantir une bonne résistance au vieillissement et un drainage efficace des eaux de pluie vers le collecteur principal.

Les places de stationnement seront identifiées par marquage au sol. Une place sera réservée aux personnes handicapées. Des places de parking seront créées en fonction des exigences du PLU selon la commune d'implantation.

Le parking extérieur sera arboré (RNU).

Tous les aménagements nécessaires aux voiries seront prévus : bordures, formes de pentes, avaloirs, caniveaux, etc.

Un abri couvert, clos, fermant à clé, sera prévu pour mettre à l'abri une demi-douzaine de deux roues (environ 8 m2). Les 4 véhicules de services bénéficieront d'un garage fermant à clé, situé dans la cour de service.

L'imperméabilisation des sols du fait des constructions doit être géré et minimisé afin de ne pas perturber les réseaux en aval ni sur-dimensionner les dispositifs d'évacuation. L'emploi de gravier est proscrit.

## L'aire de sport

Une aire de sport de 15m x 28m sera réalisée. Elle sera marquée au sol et équipée de paniers de basket fixes et d'un filet amovible. Son revêtement de sol sera adapté et elle bénéficiera d'un éclairage économique. Le terrain sera entouré d'un grillage de 2,50m de haut. Un système de drainage des surfaces de jeux efficace sera mis en place.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 8. Exigences techniques particulières

## Les murs et clôtures

Le site comprendra un unique accès principal : un grand portail automatique pour les voitures et une petite porte non motorisée pour les piétons, avec ouverture commandée depuis le secrétariat, le bureau du veilleur et le bureau du RUE par un système d'interphone avec caméra. L'ouverture du portail est également sous alarme. Les visiophones ne seront pas accessibles aux jeunes.

Le portail automatique sera équipé d'un système de sécurité adéquat (boucle optique ou autres) visant à bloquer le mécanisme en cas de résistance rencontrée. Les portails et portillons seront de préférence à âme pleine. Ils pourront être ouverts et fermés indépendamment..

Le site comprendra une clôture périphérique générale et une clôture particulière pour la zone de stationnement.

Sauf mention contraire dans les documents d'urbanisme, la clôture aura une hauteur de 2m20 minimum. Elle sera composée d'un mur plein ou d'un grillage associé à un traitement végétal (haie touffue / drue) afin de doubler la protection et d'éviter les vues sur le centre. Les dispositifs de type barbelés ou concertinas sur les clôtures sont proscrits.

Si une porte est nécessaire dans la clôture du jardin accessible aux jeunes, elle sera conçue de manière à ne pas faciliter le franchissement de la clôture. Le bavolet est permis. Le fossé saut-de-loup également.

Un soin particulier sera apporté à la raideur et à la fixation des potelets.

## L'éclairage extérieur

Les équipements d'éclairage extérieur seront judicieusement répartis sur le site et intégrés à l'architecture et aux aménagements. Ils pourront comporter des éléments sur poteaux ou accrochés aux façades. La conception et la localisation des éclairages devront limiter au maximum les risques de vandalisme ou de casse. Le niveau d'éclairement sera de 20 lux minimum sur les cheminements principaux.

L'éclairage extérieur comportera

- l'éclairage des accès, des circulations, des zones de stationnement et de la réception, par commande manuelle depuis le secrétariat, le bureau des éducateurs, ou le bureau de veille,

- un éclairage de sûreté en cas d'intrusion, avec alarme dans le bureau des éducateurs et report dans le bureau de veille,

- l'éclairage des accès à l'espace parental : commande manuelle depuis l'accès sur rue (à l'intérieur de l'emprise) et depuis l'intérieur du logement.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 8.15 La signalétique

La signalisation comprend :

- l'information générale à l'entrée de l'établissement (panneau d'orientation, fléchage),
- l'orientation dans les bâtiments (hall, circulations, paliers, ...),
- la signalisation sur toutes les portes (numérotation logique avec le rappel d'étage),
- les indications de sorties, le repérage et l'identification des locaux techniques,
- la signalisation liée à la sécurité et à l'évacuation,
- en tant que de besoin, la signalisation extérieure et l'orientation dans les aires de stationnement.

La signalisation, visible et lisible, devra être conforme au règlement de sécurité et aux règlements relatifs aux personnes handicapées.

Tous ces éléments seront intégrés dans une réflexion globale esthétique et fonctionnelle afin de faciliter l'orientation et le repérage des espaces et des différents services et fonctions.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 9 Mobiliers

*Les mobiliers immeubles par destination, compris dans le marché de l'architecte, seront distingués du mobilier meublant.*

## 9.1 Les différents mobiliers

Il convient de distinguer le mobilier immeuble par destination, du mobilier meublant : le premier est compris dans le marché de l'architecte, il est dû par ce dernier. Il s'agit par exemple du mobilier de cuisine (le piano, la hotte, etc.). Le second est ce que l'on nomme les meubles meublants (bureaux, chaises, lits etc.) et les fournitures diverses (par exemple les lampes de bureau, la vaisselle, etc.)

Certains meubles figurant dans la liste des mobiliers de la cuisine peuvent ainsi être achetés via la centrale d'achat de l'UGAP (Union Groupement Achats Publics) qui propose différents équipements de restauration professionnelle. Le site internet de l'UGAP peut en outre vous permettre de fiabiliser le montant estimé du coût de ces mobiliers .Le mobilier est un élément important : il faut éviter du mobilier trop marqué « collectivité » tant pour les espaces pédagogiques que pour les chambres. Ce type de mobilier peut évoquer l'école (rejetée par la plupart des jeunes), l'internat ou encore la prison (fréquentée par certains d'entre eux).

Le choix de mobilier privilégiera une image contemporaine, de confort simple, les couleurs vives, avec une connotation d'habitat.

Les tissus des rideaux et revêtements des mobiliers seront classés M1. Les matelas seront ignifugés.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



## 9.2 L'équipement de cuisine

### Équipement cuisine

Le maître d'œuvre intégrera à sa mission et au budget de l'opération les matériels neufs nécessaires à la cuisine, à savoir :

- 1 ensemble de plans de travail de 4 ml minimum avec rangement en dessous et en étagères au-dessus,
- 1 paillasse inox pour plonge avec évier double,
- 1 bac avec paillasse inox pour laverie légumes,
- 1 armoire chambre froide à 4 compartiments,
- 1 congélateur vertical de 300 litres,
- 1 plaque 3 feux,
- 1 friteuse 12 litres,
- 1 four à chaleur tournante,
- 1 hotte à induction avec filtres nettoyables,
- 1 lave main commande fémorale et brosse à ongle fixée,
- 1 tiroir à couteaux fermant à clé,
- 1 machine à laver la vaisselle,
- 1 fontaine à eau.

Tous les éléments de stockage froid devront pouvoir être fermés à clé.

NB : l'attention des concepteurs est appelée sur le fait que la puissance totale des appareils de la cuisine ne doit pas être supérieure à la norme qui ferait classer la cuisine comme grande cuisine (20kW).

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



# 9.3 L'équipement sanitaire

Toutes les pièces humides seront équipées de siphons de sol. Les appareils sanitaires et leurs accessoires seront caractérisés par leur robustesse, leur simplicité de fonctionnement et la facilité de leur entretien. La robinetterie sanitaire mitigeuse sera en laiton chromé, série extra-forte avec label NF garantie 5 ans.

Les robinets seront à ouverture temporisée pour les lavabos, les douches et les urinoirs. Les marques « NF robinetterie sanitaire » et C.E sont exigées. Afin d'économiser les quantités d'eau un dispositif hydro-économe adapté aux sanitaires, aux lavabos et aux douches pourra être envisagé.

Les équipements des locaux en matériels sanitaires sont précisés dans les fiches d'espace. Les personnes handicapées doivent pouvoir trouver des installations adaptées.

Dans les réhabilitations, il sera toléré que la salle d'eau PMR accessible depuis la chambre PMR soit d'une surface inférieure à celle du programme (jusqu'à 6m² minimum) car le fauteuil peut entrer dans cette salle d'eau en marche arrière, si toutefois le rayon de manœuvre existe à l'extérieur de la porte de la salle d'eau dans la chambre

## Lavabos

Les lavabos seront constitués de matériaux très résistants, très solidement fixés au mur et reposant sur deux murets. Ils seront équipés d'eau froide et d'eau chaude.

## Cuvettes WC

Les sanitaires seront équipés de cuvettes avec abattant double particulièrement robustes. Les cuvettes seront équipées de robinets de chasse avec réservoir encastré derrière le cloisonnement, uniquement accessible par le personnel d'entretien au moyen de trappes verrouillables et facilement accessibles.

## Douches

Dans la mesure du possible, les douches seront constituées par trois cloisons plus retour afin de contenir les eaux à l'intérieur d'un volume limité.

Les bacs à douche sont à éviter en raison de leur fragilité et il sera préféré des formes de pentes efficaces, avec un ressaut si nécessaire, et caniveau formant siphon de sol afin d'empêcher les mineurs de boucher l'évacuation des eaux. Les douches en béton de fibre ultra haute performance pourront être proposées.

Une étanchéité avec garantie décennale sera réalisée sous le carrelage du volume douche afin d'éviter les désordres dus aux eaux répandues.

Trois patères extrêmement solides et un banc carrelé seront installés dans la zone de déshabillage.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Les flexibles de douches sont proscrits. Les pommes de douche seront fixes et de type anti vandalisme. Un dispositif sera proposé afin de permettre un nettoyage aisé et fréquent (tuyau de nettoyage avec embout à fixation rapide par exemple). L'entretien de la douche et du siphon doit être facile pour le personnel.

L'eau distribuée sera mitigée et distribuée à une température de 39°C par des boutons poussoirs inviolables par l'usager.

## Postes d'eau

Il sera prévu des postes d'eau vidoirs avec grille inox ou fonte plastifiée, robinetterie mélangeuse EC + EF pour le ménage.

## Autres équipements dans sanitaires communs

Chaque sanitaire sera équipé des accessoires suivants :

- miroir collé solidement au mur,
- distributeur de papier hygiénique fermant à clé,
- équipements handicapés réglementaires dans les cabines adaptées pour les personnes à mobilité réduite.

## Autres équipements dans chambres

Chaque chambre sera équipée des accessoires suivants :

- miroir collé solidement au mur,
- barre porte serviette très solidement fixée au mur,
- un lavabo.

Par ailleurs, une fontaine de distribution d'eau fraîche sera installée dans la salle à manger.

Annexe 1

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Envoyé en préfecture le 16/09/2019
Reçu en préfecture le 16/09/2019
Affiché le
ID : 059-215903980-20190912-DE3035_1-DE

**COMMUNE DE MERIGNIES**

| DEPARTEMENT du NORD | |
|---|---|
| ARRONDISSEMENT de LILLE | |
| CANTON de TEMPLEUVE | |
| Nombre de Conseillers en exercice | 23 |
| de Présents | 17 |
| de Votants | 21 |
| Nota. – Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération est affichée à la porte de la Mairie. La convocation du Conseil avait été faite le mardi 03 septembre 2019. | |

Délib PLU ALEFPA.doc

**DELIBERATION N°2019-30**
**du jeudi 12 septembre 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le jeudi douze septembre, le Conseil Municipal de la Commune de MERIGNIES étant assemblé en session ordinaire, en mairie, après convocation légale, sous la présidence de M. Francis MELON,
Etaient présents : *F.MELON P.DHALLEWYN A.M.RICHARD B. GHYSEL M.H.CAUDRELIER Y.PRUVOT F.DRECQ M.C. LE LAY P. LEVECQ M.BAUDEN J. P.FLEURY L.KOCHANSKI J.VOISIN G.CHOQUET V.PESSEMIER O.NIETO S.WILK*

Absents: *F.MULLEM( pouvoir à P.Dhallewyn), J.P.POUZADOUX(pouvoir à L Kochanski), M.DECOTTIGNIES(pouvoir à F Drecq) O.FRISON(pouvoir à MH Caudrelier) J. JACQUEMIN H.CAUCHY*

Il a été procédé, conformément à l'article 29 du Code d'Administration Communale, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil; *Anne-Marie RICHARD* ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

## PLU : MISE EN COMPATIBILITE

Monsieur le Maire rappelle que l'ALEFPA (Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie) est une association reconnue d'utilité publique qui gère plus de 130 établissements, services et lieux d'accueil dans 16 départements de France métropolitaine et d'Outre-mer, dont la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) établie depuis 1960 à Mérignies, la Communauté Albert Chatelet, établissement social spécialisé dans l'accueil temporaire de mineurs, régi en association loi de 1901 et financée par le Conseil Départemental.

Cette maison accueille des jeunes en grande difficultés sociale et personnelle auxquels s'ajoutent des difficultés d'intégration des règles sociales.

Ces jeunes ont le plus souvent une histoire de « décrocheurs scolaires » et ne peuvent bénéficier directement d'une scolarité en milieu ordinaire. La communauté Albert Chatelet accueille 75 adolescents, garçons et filles, âgés de 13 à 18 ans, confiés par les services de l'Aide Sociale de l'Enfance ou par les juges pour enfants, dans le cadre de la protection de l'enfance. L'établissement a pour caractéristique d'offrir aux jeunes une formation professionnelle diversifiée permettant l'obtention d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle. La finalité générale de l'accompagnement est de préparer ces jeunes à une vie autonome, facilitée par l'acceptation des règles sociales essentielles à l'obtention d'un diplôme ouvrant sur le monde professionnel de l'emploi.

Dans le cadre des diverses formations assurées par cet établissement, celui-ci envisage de faire de la culture biologique et d'ouvrir un magasin de vente ouvert à la population. Il lui faut donc une surface suffisante pour cultiver les produits et créer les bâtiments nécessaires à la vente de ces produits et, plus généralement, tout type de bâtiment susceptible de permettre le développement des activités éducatives.

Le Conseil Municipal a donc décidé d'une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune. Cette procédure a eu pour but d'inscrire en zone « Ne » un espace de 1,6 hectare nécessaire à la Communauté Albert Chatelet (ALEFPA).

Un dossier a été mis à disposition du public du 14 janvier au 23 février 2019. Aucune remarque n'a été formulée au regard du sujet présenté.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Envoyé en [illegible] le 16/09/2019
Reçu en [illegible]
Affiché le
ID : 059-215903980-20190912-DE3035_1-DE

Un dossier a été envoyé en recommandé avec accusé de réception aux Per[illegible]
en date du 14 janvier 2019.

Un avis dans la presse (Voix du Nord et Nord Eclair) a été diffusé en dates du 27 mai et 14 juin 2019.
Le commissaire enquêteur a vérifié l'exactitude et le respect de toute la procédure.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-45 à L153-48,
Vu la délibération d'approbation du PLU en date du 9 février 2017,
Vu les réponses des Personnes Publiques Associées,
Vu la clôture du dossier par le Maire en date du 25 février 2019,
Vu les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 24 juillet 2019
Vu le bilan de la procédure présentée ce jour par le Maire au Conseil Municipal,

Considérant que le projet porté par l'ALEFPA présente un intérêt général ;
Considérant que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal doit être approuvée ;
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ;

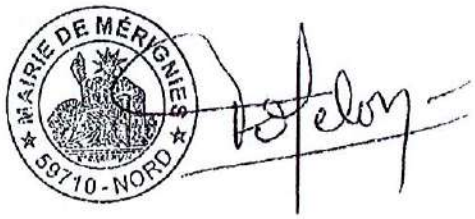
Après examen et délibéré, le Conseil Municipal,

Décide de déclarer d'intérêt général le projet de développement de l'ALEFPA ;
Décide d'approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération par

20 voix POUR, 0 voix CONTRE, 1 ABSTENTION

Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois,
Dit que la présente délibération fera l'objet d'un avis dans la presse (Voix du Nord),
Dit que la présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et mesures d'affichages.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Fait à MERIGNIES, le 12 septembre 2019.
Ont signé le présent Registre, les Membres présents.
**Le Maire Francis Melon**



Annexe (2)

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

ALEFPA
ASSOCIATION LAÏQUE POUR L'ÉDUCATION, LA FORMATION, LA PRÉVENTION ET L'AUTONOMIE

17 JUIL. 2021

MAIRIE DE MERIGNIES

Monsieur DHALLEWYN Paul
Maire de Mérignies
45 Rue de la Mairie
59710 MERIGNIES

Nos réf. AO/SM.21.07

Objet : projet de création d'un Jardin de Cocagne

Mérignies, le 12 juillet 2021

Monsieur Le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint une note d'intention relative à la création d'un Jardin de Cocagne rattaché à la Maison d'Enfants Albert Châtelet.

Je vous en souhaite bonne réception et reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Maire, l'expression de mes salutations les plus cordiales.

Le Directeur d'Etablissement

Communauté Albert CHATELET
ALEFPA
La Direction

Abdelaziz OUARAB

Siège social
Centre Vauban
Bâtiment Lille
199-201 Rue Colbert
BP 72 - 59003 LILLE Cedex
T. 03 28 38 09 40
Association reconnue d'utilité publique

Maison d'Enfants à Caractère Social
COMMUNAUTE ALBERT CHATELET
Château de la Croisette
6 Route de Valenciennes
59710 MERIGNIES
Tel 03.20.64.63.93
Fax 03.20.61.47.70
alefpa.asso.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

ALEFPA
ASSOCIATION LAÏQUE POUR L'ÉDUCATION, LA FORMATION, LA PRÉVENTION ET L'AUTONOMIE

Le Jardin de Cocagne
DE LA HAUTE BORNE

RESEAU COCAGNE

# Note d'intention pour la création d'un Jardin de Cocagne à la MECS Albert Châtelet de MERIGNIES.

## 1. Contexte :

Le Jardin de Cocagne de la Haute Borne a été créé en 2010 par l'association Solidarité & Initiative et son 1er président, Jean-Louis POILLION, devenu par la suite directeur de l'association ; il est implanté sur le Parc Scientifique de la Haute Borne à VILLENEUVE D'ASCQ.
Fin 2016, l'association Solidarité & Initiative a également créé La Table de Cocagne de la Haute Borne, Entreprise d'Insertion par la restauration-traiteur, dont Jean-Louis POILLION a également été le 1er président.
Enfin, l'association Solidarité & Initiative et Jean-Louis POILLION ont été à l'émergence du Jardin de Cocagne du Raquet, créé le 02 mai 2019 à SIN-LE-NOBLE (Douaisis), sur l'Eco-quartier du Raquet, par l'association Solidarité & Initiative au Raquet ; Jean-Louis POILLION en est aujourd'hui le directeur.

Le 1er juillet 2019, le Jardin de Cocagne de la Haute Borne a rejoint l'association ALEFPA ; celui du Raquet rejoindra également bientôt l'ALEFPA. Jean-Louis POILLION est devenu directeur d'établissements de l'ALEFPA et dirige les deux Jardins de Cocagne.
Il a également reçu pour mission de diffuser, au sein des autres établissements de l'ALEFPA, les vertus du travail de la terre et du mieux-être alimentaire.

La MECS Albert Châtelet est, quant à elle, l'établissement historique de l'ALEFPA. Elle accueille 75 adolescents et adolescentes de 13 à 18 ans révolus, confiés par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance, et leur offre une formation scolaire et professionnelle en 3 ans qui débouchent sur l'obtention d'un CAP dans des domaines variés (cuisine, service salle, horticulture, floriculture, mécanique). Elle est dirigée par Abdelaziz OUARAB.
Point particulier : la MECS Albert Châtelet possède du foncier, qu'elle est en train de remembrer par des échanges de parcelles avec le golf de MERIGNIES, dont le dirigeant est Hugues VANBREMEERSCH.
C'est donc tout naturellement qu'Abelaziz OUARAB et Jean-Louis POILLION, en échangeant ensemble sur ce qu'il était possible de mettre en place au sein de la MECS Albert Châtelet pour promouvoir le travail de la terre et le mieux-être alimentaire, en sont venus à travailler à la création d'un nouveau Jardin de Cocagne.

## 2. Qu'est-ce qu'un Jardin de Cocagne ?

Tous les Jardins de Cocagne sont liés par une Charte et répondent trois missions :

- Celle de l'inclusion sociale : Accueillir, donner du travail et accompagner vers l'emploi durable des personnes en situation d'exclusion sociale. Tous les Jardins de Cocagne sont agréés par l'Etat « Atelier Chantier d'Insertion ».
- Celle de la transition écologique et agricole : les Jardins de Cocagne sont des exploitations maraîchères certifiées Agriculture Biologique (AB). Les légumes et fruits vendus le sont en circuit extra-court, via des abonnements à des paniers que souscrivent des adhérents-consom'acteurs.

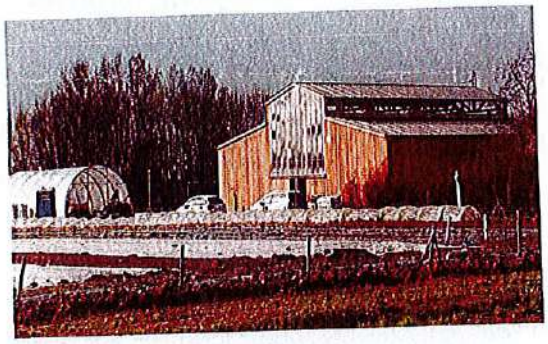
Adresse : 150 avenue Harrison – Parc de la Haute Borne 59650 VILLENEUVE D'ASCQ – SIRET : 775 624 075 01920
Tél.: 03 59 52 01 Mob.: 06 27 32 59 37 @ : jean-louis.poillion@alefpa.asso.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- Celle de la transition alimentaire pour tous : les Jardins de Cocagne promeuvent le droit à être alimentaire de tous par la consommation de légumes sains et l'acquisition de savoir-faire culinaires. Ils rendent accessibles les paniers bio aux personnes en précarité, via le dispositif « 100 000 paniers solidaires » (voir ci-dessous) et développent des ateliers pédagogiques selon la démarche « de la terre à l'assiette ».

Il existe aujourd'hui 110 Jardins de Cocagne en France. Ils sont tous adhérents d'une association nationale : le Réseau Cocagne (http://www.reseaucocagne.asso.fr/),

- qui en promeut les vertus et défend les intérêts auprès des ministères, notamment celui du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, de l'Agriculture et de l'Alimentation, mais aussi des Solidarités et de la Santé.
- accompagne et forme les porteurs de projet de nouvelles structures Cocagne.
- fait remonter les bonnes pratiques et les diffuse au sein des Jardins, que ce soit au niveau accompagnement socioprofessionnel, conduite des cultures en maraîchage biologique ou vente directe en circuit extra-court auprès d'adhérents-consom'acteurs.
- a créé et pilote le dispositif « 100 000 paniers solidaires », qui permet à des personnes précaires d'accéder à coût très bas à des paniers de légumes bios tout en étant accompagnées pour la consommation optimale de ces légumes par des ateliers pédagogiques et culinaires mis en place par les Jardins opérateurs du dispositif.









Adresse : 150 avenue Harrison – Parc de la Haute Borne 59650 VILLENEUVE D'ASCQ – SIRET : 775 624 075 01920
Tél.: 03 59 52 01 Mob.: 06 27 32 59 37 @ : jean-louis.poillion@alefpa.asso.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Le **Jardin de Cocagne de la Haute Borne** est une **exploitation maraîch[illegible]** **d'insertion sociale et professionnelle**, avec **vente directe des légumes** produits sous forme d'abonnements paniers.

Le Jardin de Cocagne associe 3 objectifs:
- **l'utilité sociale:** l'insertion socioprofessionnelle de personnes en difficulté socioprofessionnelle.
- le **développement durable** avec l'agriculture biologique, le respect de la biodiversité, la préservation de la terre et des paysages.
- le **développement local** et **l'économie solidaire** par la vente de légumes bio en circuit extra court à des adhérents-consommateurs.

Le Jardin de Cocagne de la Haute Borne est le premier Jardin à être implanté sur un Parc d'activités d'entreprises: le **Parc Scientifique de la Haute Borne**. Il expérimente ainsi un projet d'insertion socioprofessionnelle au cœur du monde économique innovant. Le Jardin a initié de nombreux partenariats avec les entreprises et a cherché à impliquer les salariés au cœur du projet (bénévolat, parrainage). Les salariés des entreprises sont aussi les consommateurs des paniers de légumes produits au Jardin.

Le Jardin de Cocagne de la Haute Borne en quelques chiffres :
- 4 ha de terres agricoles – 4 600 m² de cultures sous abri (serres)
- 20 à 30 jardiniers en parcours d'insertion, dirigés par 3 encadrants techniques dont 1 chef de culture.
- 1 accompagnatrice socioprofessionnelle pour la conduite vers l'emploi durable.
- 350 paniers vendus en moyenne / semaine, 51 semaines sur 52, grâce à l'énergie d'une responsable de l'animation du réseau d'adhérents – 1 jeune en contrat d'apprentissage et 1 service civique pour la promotion du dispositif « 100 000 paniers solidaires ».
- 1 directeur + 1 assistante, ayant permis, notamment, l'acquisition les financements pour les 500 k€ d'investissements nécessaires à la construction de l'outil professionnel (Hangar agricole – Serres – Forage et système d'irrigation – Tracteur maraîcher et équipement agricole.




Adresse : 150 avenue Harrison – Parc de la Haute Borne 59650 VILLENEUVE D'ASCQ – SIRET : 775 624 075 01920
Tél.: 03 59 52 01 Mob.: 06 27 32 59 37 @ : jean-louis.poillion@alefpa.asso.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

### 3. Pourquoi un Jardin de Cocagne sur le site de la MECS Albert Châtelet ? Projet social et pédagogique sur MERIGNIES:

Un Jardin de Cocagne au sein de la MECS Albert Châtelet serait innovant, puisqu'il associerait formation professionnelle (compétence MECS Albert Châtelet) et insertion professionnelle (compétence Jardin de Cocagne).

Il serait destiné :

- Prioritairement aux jeunes de la MECS en formation agricole, en vue de l'acquisition d'un CAP. Le modèle retenu pour cette partie serait peut-être celui d'une Ecole de Production (https://www.ecoles-de-production.com/) ou le « Faire pour apprendre » serait le mot d'ordre : il s'agirait, pour les jeunes, de produire des légumes, fruits et fleurs et de les vendre en circuit-court à des particuliers ; cette mise en situation de travail est conçue comme formative. Il est à noter que le travail de la terre est reconnu pour ses vertus équilibrantes, apaisantes, valorisantes.
- Aux jeunes majeurs sortant de la MECS ou y demeurant pour un temps, n'ayant pas réussi à obtenir un emploi. Le modèle retenu ici serait celui de l'Atelier et Chantier d'Insertion.
- Aux jeunes majeurs sortant sans emploi d'autres MECS des environs.
- Aux bénéficiaires du RSA et autres personnes en difficulté d'accès à l'emploi du territoire.

Les personnes embauchées dans l'Atelier Chantier d'Insertion pourrait bénéficier de la pédagogie des formateurs intervenant pour la délivrance d'un CAP agricole et/ou horticole.
Les jeunes en formation pourraient bénéficier d'un réel outil professionnel et être mis en situation de travail tout en poursuivant leur formation.

### 4. Pourquoi un Jardin de Cocagne sur le site de la MECS Albert Châtelet ? Education au bien-être alimentaire :

Les jeunes résidant au sein de la MECS Albert-Châtelet mangent sur place. La MECS dispose d'une cuisine et de tout le matériel. Elle délivre des CAP cuisine et dispose d'un restaurant d'application.
L'éducation au bien-être alimentaire est le fondement d'une bonne santé.
Pour acclimater les jeunes à la consommation de légumes, il n'y a pas meilleur moyen que de leur faire mettre les mains dans la terre, de les initier à l'art du potager, puis à celui de la cuisine.
La démarche pédagogique envisagée est celle « de la terre à l'assiette » :

- Travail de la terre – Semis et plantations – Entretien des cultures – Récoltes.
- Informations sur l'histoire des légumes, leur lieu d'origine, leur arrivée en France, la sélection des semences et des variétés, leurs vertus nutritives et diététiques.
- Ateliers cuisine avec les légumes de saison ; découverte des saveurs et des plats.
- Manger ensemble – Art de vivre – Sens du Repas et de la Table – Convivialité.

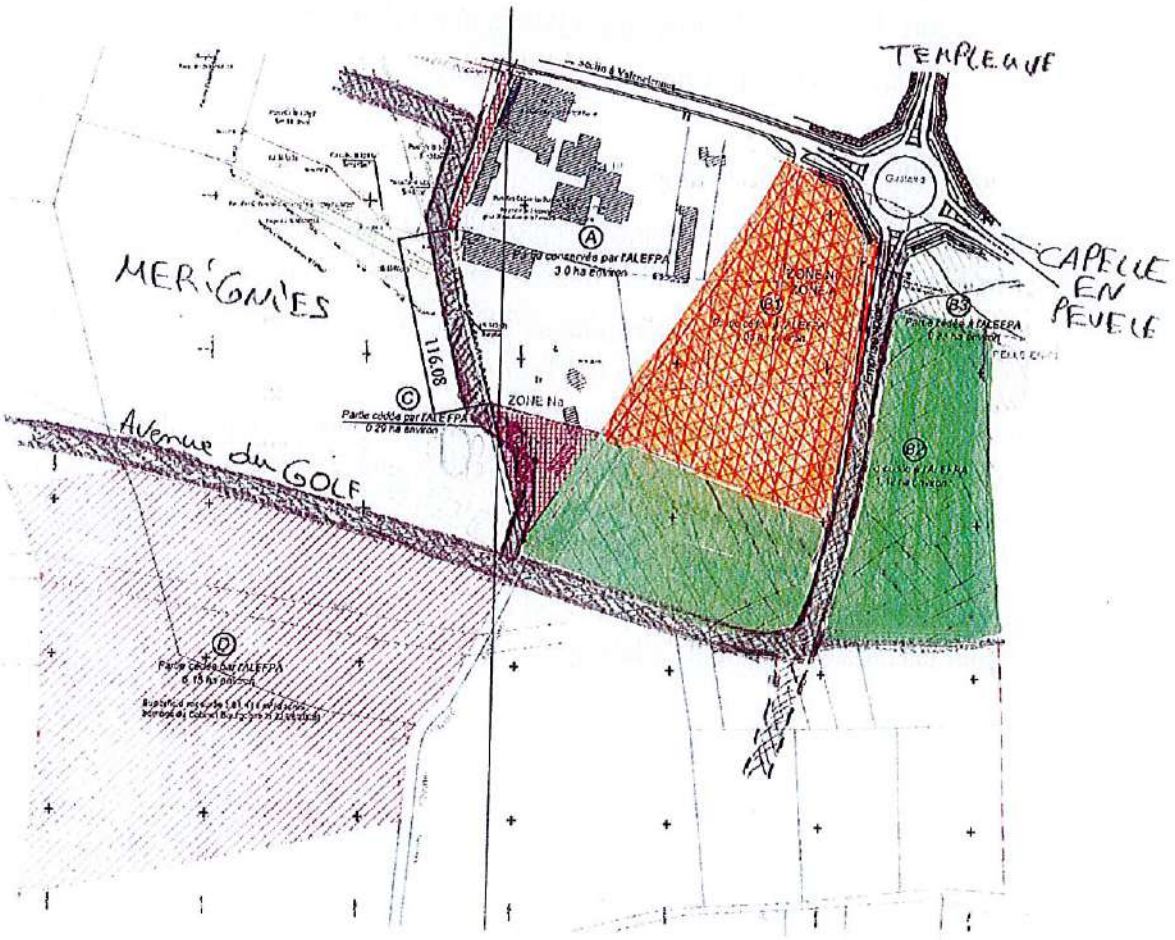
On sait que la mal-bouffe, l'obésité, les carences alimentaires sont malheureusement plus présentes dans les milieux sociaux défavorisés. Le Jardin de Cocagne de la MECS Albert Châtelet pourrait relever le défi-santé d'une Haute Education Alimentaire pour tous.

Adresse : 150 avenue Harrison – Parc de la Haute Borne 59650 VILLENEUVE D'ASCQ – SIRET : 775 624 075 01920
Tél.: 03 59 52 01 Mob.: 06 27 32 59 37 @ : jean-louis.poillion@alefpa.asso.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 5. Conditions de faisabilité - Opportunités :

- Foncier : l'implantation d'un Jardin de Cocagne nécessite environ 4 hectares de terres agricoles. Ce pourrait être sur les parties orange et verte du plan ci-dessous (à proximité du giratoire) :




- Un accord est déjà obtenu avec l'aménageur de la ZAC du domaine du Golf de la Pévéle (la SARL MAGEHA) pour que notre projet puisse s'intégrer dans le schéma d'aménagement tel qu'envisagé sur le plan ci-dessus.
  - La surface en ORANGE sont destinées à devenir la propriété de l'ALEFPA à la suite d'un échange à organiser avec la société MAGEHA, (un protocole d'accord est validé entre l'ALEFPA et la société MAGEHA) représentant une surface d'environ 2 hectares
  - La surface en VERT sera occupée par l'ALEFPA dans le cadre d'un COMODAT avec la société d'aménagement de la ZAC : la SARL MAGEHA étant actuellement propriétaires de ces parcelles et occupant en tant qu'agriculteur, représentant deux ilots d'environ chacun 1 hectare.

Adresse : 150 avenue Harrison – Parc de la Haute Borne 59650 VILLENEUVE D'ASCQ – SIRET : 775 624 075 01920
Tél.: 03 59 52 01 Mob.: 06 27 32 59 37 @ : jean-louis.poillion@alefpa.asso.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- Une Etude de sol préalable, pour vérification de la faisabilité d'une culture maraîchère, afin d'envisager un engagement des parcelles en Agriculture Biologique.
- Vérification du caractère irrigable des parcelles (demande de forage à envisager ).
- Etude sur la possibilité d'utilisation des eaux pluviales des zones d'activités à proximité
- Portage du projet : embauche d'un porteur de projet en CDD pour une étude-action de 9 mois, dans le cadre d'un FIDESS (http://www.nordactif.net/content/fidess-29)
- Maître d'ouvrage du projet : ALEFPA – MECS Albert Châtelet – Direction : Abdelaziz OUARAB.
- Accompagnement opérationnel du projet : Jean-Louis POILLION.
- Partenariat à établir avec le Golf de MERIGNIES pour la proposition des paniers de légumes aux adhérents du Golf et pour la fourniture directe des produits frais au restaurant du golf
- Partenariat à développer avec les restaurateurs locaux et plus généralement avec la Communauté de commune, dont le siège est à Templeuve.
- Magasin à construire en bordure de route et/ou de giratoire pour « capter » le flux des voitures. Ce magasin pourrait commercialiser d'autres produits locaux et bios. L'accés routier par l'ancienne rue de Molpas étant en service, l'infrastructure et le schéma routier sera assez simple à organiser et à mettre en œuvre.
- Partenariat à établir avec le Centre Aquatique en construction et la Zone d'activité de la Croisette pour la commercialisation de légumes.

Adresse : 150 avenue Harrison – Parc de la Haute Borne 59650 VILLENEUVE D'ASCQ – SIRET : 775 624 075 01920
Tél.: 03 59 52 01 Mob.: 06 27 32 59 37 @ : jean-louis.poillion@alefpa.asso.fr

Annexe (3)

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Paul DHALLEWYN**

**De:** hugues.vanbremeersch@merigniesgolf.com
**Envoyé:** jeudi 25 mai 2023 14:21
**À:** Paul DHALLEWYN
**Cc:** Julien VOISIN; MANU Gaulier; Papy Vanbremeersch
**Objet:** diagnostic archéologique tranche 6
**Pièces jointes:** S22423052513520.pdf; SRA diag tranche 6.pdf; Foutry à MAGEHA 15 05 2023.pdf

Bonjour Paul

J'ai a nouveau reçu un refus de Luc Foutry pour le diagnostic de la parcelle de la COM de COM
L'INRAP va essayer de contacter Luc Foutry
Si il y a confirmation du refus, le diagnostic se fera en excluant la parcelle B1507 (= B2306 + B2307)
(un retour de l'INRAP sera peut être envisagé, sur cette parcelle, à une autre date en fonction de l'intérêt si découverte ou pas de vestiges)

L'INRAP démarre le diagnostic le 13 juin jusqu'au 2 juillet
Nous avons mis en place toute la procédure avec le SRA et les DICT sont obtenues
Ils vont installer leur bungalows sur notre terrain à l'arrière de l'ALEFPA
Ils vont commencer par le sud et remonter pour finir vers le rondpoint
J'ai rencontré hier spontanément Madame Virginie BAK, tout est ok

Espérons qu'il n'y ait pas de découverte...

D'autre part je te confirme que nous maintenons notre position pour que ne se fasse pas le CEF
Nous n'engagerons pas d'échange avec l'ALEFPA tant qu'un accord entre la commune et l'ALEFPA ne permette pas d'avoir l'assurance qu'un projet convienne aux deux parties

A bientôt
Hugues Vanbremeersch
MERIGNIES GOLF
06 89 74 51 81

Annexe 6

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# ELEMENTS DE CADRAGE : CONTEXTE LEGISLATIF

➢ La Garantie Universelle :

- Une commune qui est couverte par un plan local d'urbanisme approuvé avant le 22 août 2026 ne peut être privée, par l'effet de la déclinaison territoriale des objectifs, d'une surface minimale de **consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers**.

**Pour la première tranche de dix années mentionnées, cette surface minimale est fixée à un hectare.**

Le fait qu'une commune ait déjà "consommé" sa garantie sur la période 2021/2031= elle ne peut plus prétendre obtenir la garantie d'un hectare qui est bien 2021-2031

- Possibilité de mutualisation volontaire de cet hectare = mutualisation à l'échelle intercommunal = le maire peut proposer de mettre l'ha dont il n'a pas besoin dans le panier intercommunal

- Le SRADDET et le SCOT doivent s'assurer que cette garantie soit assurée

Annexe 7

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# ELEMENTS DE CADRAGE : CONTEXTE LEGISLATIF

## ANNEXE À L'ARTICLE R. 101-1 DU CODE DE L'URBANISME

| Catégories de surfaces | | Seuil de référence (*) |
|---|---|---|
| Surfaces artificialisées | 1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations). | Supérieur ou égal à 50 m² d'emprise au sol |
| | 2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles). | Supérieur ou égal à 2 500 m² d'emprise au sol ou de terrain |
| | 3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux). | |
| | 4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**). | |
| | 5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon. | |
| Surfaces non artificialisées | 6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace. | |
| | 7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture). | |
| | 8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole. | |
| | 9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel. | |
| | 10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes. | |

LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE

pour la 2eme période **2031 à 2040**

Annexe 4

Accueil | Résultats | Infos

# Compte foncier

Secteur résidentiel mixte | Secteur économique

## Suivi compte foncier

| Commune | Surface déjà consommée en extension | Surface prévue jusqu'à 2025 | Surface prévue jusqu'à 2035 |
|---|---|---|---|
| Mérignies | 15,64 ha | 11,33 ha | 17 ha |

## Répartition du foncier consommé




Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Annexe 5

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2.2 CONSO. FONCIERE OBSERVEE : COMPTE FONCIER DU SCOT (2015-2023)

## SCOT LILLE MÉTROPOLE Référentiel SCOT :

➢ **Un suivi des extensions au regard de la tache urbaine du SCOT, effectué :**

- **Par destination** : résidentiel/mixte ou éco
- **Par commune** : chacune des communes pévéloises ayant reçu une enveloppe maximale d'extension entre 2015 et 2035 pour chacune de deux destinations (cf. délibération du conseil communautaire de février 2018)

➢ **Un suivi réalisé depuis 2017 grâce :**

- **Au suivi des permis** accordés entraînant un démarrage de chantier (service ADS de la Pévèle Carembault)
- **une photo-interprétation d'image satellite récente 2022-2023** (vues aériennes)

**Cf. Carte n°1 (en annexes) : Consommation en extension (Compte Foncier) 2015 – 2023**

## ➢ Données à la commune :

**Résidentiel – Mixte :**

| Enveloppe MAXIMALE d'extension urbaine AUTORISEE entre 2015 et 2035 | Foncier DÉJÀ CONSOMME en extension urbaine entre 2015 et 2023 | Enveloppe MAXIMALE d'extension urbaine RESTANTE entre 2023 et 2035 |
|---|---|---|
| 17 ha | 15,91 ha | 1,09 ha |

**Economie :**

| Enveloppe MAXIMALE d'extension urbaine AUTORISEE entre 2015 et 2025* | Foncier DÉJÀ CONSOMME en extension urbaine entre 2015 et 2023 | Enveloppe MAXIMALE d'extension urbaine RESTANTE entre 2023 et 2025* |
|---|---|---|
| - ha | - ha | - ha |

* La consommation à vocation économique maximale en extension pour la période 2025 – 2035 est en cours d'arbitrage au regard de la stratégie économique de l'intercommunalité

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2.2 CONSO. FONCIERE OBSERVEE : CONSOMMATION « ENAF »

## Référentiel Loi Climat et Résilience (1ère étape horizon 2030, cf. slide 8)

- **ENAF = Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers** (en extension comme en renouvellement)
- **Deux outils de mesures complémentaires :**

### ❑ Outil n°1 : CEREMA (Fichiers fonciers)

- ✓ Données disponibles sur le Portail National de l'Artificialisation du CEREMA à l'échelle de l'intercommunalité et de la commune
- ✓ Données 2011 – 2020 (1er Janv. 2011 -> 31 Déc. 2020)
- ✓ Source : fichiers fonciers (DGFIP), à partir des déclarations fiscales de démarrage de travaux à l'échelle de la parcelle
- ✓ **Inconvénients : Pas de spatialisation + Imprécisions de la destination « Inconnue »**

### ❑ Outil n°2 : OCS-2D (Photo-interprétation)

- ✓ Outil de photo-interprétation des sols en deux dimensions (information sur le couvert + l'usage des sols)
- ✓ Données disponibles pour les périodes 2005 – 2015 ; 2015 – 2020 ; 2020-2022
- ✓ Avantages : outil performant, précis, et spatialisé
- ✓ **Inconvénients : Pas de données sur la période référentielle (1er Janvier 2011 -> 31 Déc. 2020) au regard de la loi**

Dans l'attente :

- d'une clarification méthodologique de l'Etat afin d'établir un suivi précis de la conso. ENAF passée
- de la déclinaison régionale de réduction de la conso. ENAF pour la période 2021-2030

**LE SUIVI REFERENTIEL RESTE CELUI DU COMPTE FONCIER DU SCOT de Lille Métropole (2015-2035)**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 2.2 CONSO. FONCIERE OBSERVEE : CONSOMMATION « ENAF »

➢ **Données à la commune :** ❑ **Outil n°1 : CEREMA (Fichiers fonciers)**

**Consommation ENAF 2011 - 2020 (en ha) et détail par destination**

| Vocation | Surface ENAF consommée |
|---|---|
| Economie | 6,53 ha |
| Habitat | 22,72 ha |
| Mixte | 0,44 ha |
| Inconnu | 0,01 ha |
| **TOTAL (tous usages) 2011-2020** | **29,7 ha** |
| ***Rythme annuel moyen*** | ***2,97 / an*** |

| *Moy. par commune « Villages durables »* | *Moy. par commune Pévèle Carembault* |
|---|---|
| ***8,65 ha*** | ***9,74 ha*** |
| ***0,86 ha / an*** | ***0,97 ha / an*** |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2.2 CONSO. FONCIERE OBSERVEE : CONSOMMATION « ENAF »

## ➢ Données à la commune : ❑ Outil n°2 : OCS-2D (Photo-interprétation)

### Consommation ENAF 2005-2022 (en ha) et détail par destination

| | Vocation | Période | Espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) | Total (2005-2022) |
|---|---|---|---|---|
| SURFACES URBANISÉES | Économie | 2005-2015 | 3.5 ha | 3.5 ha |
| | | 2015-2020 | 0 ha | |
| | | 2020-2022 | 0 ha | |
| | Habitat | 2005-2015 | 35.6 ha | 42 ha |
| | | 2015-2020 | 3.8 ha | |
| | | 2020-2022 | 2.6 ha | |
| | Équipements | 2005-2015 | 111.6 ha | 112.3 ha |
| | | 2015-2020 | 0.8 ha | |
| | | 2020-2022 | 0 ha | |
| | Autres usages | 2005-2015 | 17.5 ha | 23.4 ha |
| | | 2015-2020 | 5.8 ha | |
| | | 2020-2022 | 0.1 ha | |
| | Infrastructures | 2005-2015 | 6.6 ha | 6.9 ha |
| | | 2015-2020 | 0.3 ha | |
| | | 2020-2022 | 0 ha | |
| | Total (tous usages) | 2005-2015 | 176.8 ha (17.7 ha/an) | 190.6 ha |
| | | 2015-2020 | 11.2 ha (2.2 ha/an) | |
| | | 2020-2022 | 2.7 ha (1.3 ha/an) | |

*Source : référentiel d'occupation du sol en 2 dimensions (OCS2D) - MEL (2005-2015-2020), PIAO ADULM (2020-2022) - Traitements : ADULM (2023)*

***Notes de lecture :***

*Entre 2005 et 2015, **35.6 hectares** de surfaces naturelles et agricoles ont été urbanisées, à vocation d'habitat.*

*Au total, ce sont **190.6 hectares** de surfaces naturelles et agricoles qui ont été urbanisées, toutes destinations confondues, entre 2005 et 2022.*

***AVERTISSEMENT :***

*Les évolutions de l'urbanisation communale sont présentées en 3 phases :*

- *entre 2005 et 2015*
- *entre 2015 et 2020*
- *entre 2020 et 2022*

*Elles s'appuient sur une analyse du référentiel géographique d'occupation du sol en deux dimensions (OCS2D) qui couvre le territoire de la Pévèle Carembault en 2005, 2015 et 2020. Les surfaces représentées sont les surfaces agricoles et naturelles de 2005 qui sont devenues urbanisées en 2015, ainsi que les surfaces agricoles et naturelles de 2015 qui sont devenues urbanisées en 2020.*

*Une analyse complémentaire a été réalisée par photo-interprétation pour analyser les surfaces agricoles et naturelles de 2020 qui sont devenues urbanisées en 2022.*

| | Moy. par commune « Villages durables » | Moy. par commune Pévèle Carembault |
|---|---|---|
| 2005 – 2015 | 1,66 ha / an | 1,72 ha / an |
| 2015 – 2020 | 0,99 ha / an | 1,11 ha / an |
| 2020 – 2022 | 0,60 ha / an | 0,71 ha / an |
| **Total 2005-2022** | **1,34 ha / an** | **1,42 ha / an** |

**Cf. Carte n°2 (en annexes) : Consommation ENAF 2005 – 2022**

Annexe (8)

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**COMMUNE DE MERIGNIES**

| DEPARTEMENT du NORD | |
|---|---|
| ARRONDISSEMENT de LILLE | |
| CANTON de TEMPLEUVE | |
| Nombre de Conseillers en exercice | 23 |
| De Présents | 17 |
| de Votants | 20 |
| Nota. –Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération est affichée à la porte de la Mairie. La convocation du Conseil avait été faite le jeudi 28 septembre 2023 | |

CEF.doc

**DELIBERATION N°2023-28**
**du jeudi 5 octobre 2023**

L'an deux mille vingt trois, le jeudi cinq octobre , le Conseil Municipal de la Commune de MERIGNIES étant assemblé en session ordinaire, en mairie, après convocation légale, sous la présidence de M. Paul Dhallewyn
Etaient présents : *P. DHALLEWYN J.VOISIN M.C. LE LAY J.P.POUZADOUX C.PRUVOT A PECRIAUX M.P. GHESTIN C.MOUILLE M. PEREZ, J.CAPPOEN , F.CHOUYA C. VAN LATHEM, AM VERVLIET G CHOQUET J.SOULA JM LORPHELIN F WOILLEZ*

Absents: *J.P.FLEURY(pouvoir à J Voisin), J.DEPINOY(pouvoir à F Chouya), E DE RYCKER(pouvoir à AM Vervliet) L.KOCHANSKI, F. BAUX,P GIOVAGNOLI*

Il a été procédé, conformément à l'article 29 du Code d'Administration Communale, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ; *Corinne Pruvot* ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

# MOTION CONTRE L'IMPLANTATION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME A MERIGNES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en mai 2022 les services de l'Etat, notamment ceux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) soutenu par Monsieur BARON, Directeur de l'ALEFPA (Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et de l'Autonomie) responsable de la gestion de la Maison d'Enfants à Caractère Sociale (MECS) Albert Châtelet de Mérignies souhaitent implanter un Centre Educatif Fermé (CEF) juste à proximité de son établissement au lieu-dit la croisette.

Cette MECS accueille des jeunes en grande difficulté sociale et personnelle auxquels s'ajoutent des difficultés d'intégration des règles sociales.
Ces jeunes ont le plus souvent une histoire de « décrocheurs scolaires » et ne peuvent bénéficier directement d'une scolarité en milieu ordinaire. La communauté Albert Chatelet accueille 75 adolescents, garçons et filles, âgés de 13 à 18 ans, confiés par les services de l'Aide Sociale de l'Enfance ou par les juges pour enfants, dans le cadre de la protection de l'enfance. L'établissement a pour caractéristique d'offrir aux jeunes une formation professionnelle diversifiée permettant l'obtention d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle. La finalité générale de l'accompagnement est de préparer ces jeunes à une vie autonome, facilitée par l'acceptation des règles sociales essentielles à l'obtention d'un diplôme ouvrant sur le monde professionnel de l'emploi.

Les centres éducatifs fermés s'adressent aux mineurs multirécidivistes ou multiréitérants qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve. Ils constituent une alternative à l'incarcération et viennent toujours après l'échec de mesures éducatives. Le terme « fermé » renvoie à la fermeture juridique définissant le placement, c'est-à-dire que tout manquement grave au règlement du centre est susceptible d'entraîner une détention.

Pourtant sur la parcelle convoitée était prévue sous la proposition du même directeur de la MECS Albert Châtelet un jardin de Cocagne qui avait reçu le 12 septembre 2019 l'approbation du Conseil Municipal par la mise en compatibilité de Plan Local d'Urbanisme avec un changement de zonage. Le jardin de cocagne est une exploitation maraichère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle avec vente directe des légumes, fruits et fleurs par les jeunes de la MECS de Mérignies.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Après concertation avec les élus, malgré leur opposition exprimée à ce projet, [illegible] et envoyés à la Protection Judiciaire de la jeunesse, les services de l'Etat confirment leur intérêt pour le site.

Monsieur le maire rappelle avoir invité les services de la PJJ à une réunion publique et que ceux-ci ont décliné l'invitation malgré une promesse de leur part de provoquer cette réunion publique.

Monsieur le Maire, accompagné par le Président de la CCPC, Luc FOUTRY et de Monsieur le maire de Templeuve, Luc MONNET rappelle également avoir rencontré en mai 2023 à la Chancellerie Monsieur le garde des Sceaux, Monsieur DUPONT MORETTI afin de leur exprimer leur opposition. Malgré sa promesse nous attendons toujours à ce jour les réponses à nos attentes.

Par cette présente, Monsieur le Maire assure avoir reçu également le soutien de Madame la Députée Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ par son courrier adressé à Monsieur le garde des Sceaux lui témoignant sa totale opposition à ce projet non cohérent.

Au vu de la zone Ne sur ce secteur, (e) permettant la construction de bâtiment pour l'éducation, il serait plutôt opportun d'implanter un centre pour rééducation pour enfants autistes qui manquent de centre d'établissement sur le territoire de la Pévèle.

Par conséquent

Le Conseil Municipal :

Considérant que l'implantation d'un centre éducatif serait source d'un climat d'insécurité sur la commune et celles avoisinantes et principalement à proximité d'une crèche et d'une MAM (Maison d'assistance Maternelle)

Considérant que l'implantation d'un centre éducatif fermé implique la fin du projet « jardin de cocagne » bénéfique aux jeunes de la MECS en réinsertion.

Considérant que l'implantation de ce centre éducatif fermé en face de la MECS n'est ni appropriée ni compatible sociètalement, et ne donne pas un bon exemple aux 75 jeunes « décrocheurs scolaires » en grande difficulté sociale et familiale.

Considérant que les proximités de la route départementale 549 et de la gare de Templeuve favoriseront inévitablement les évasions des jeunes délinquants.

Considérant que l'implantation de ce CEF se situe à l'intérieur du périmètre de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du domaine du golf.

Considérant que cette implantation du CEF n'est nullement notifiée et validée dans la convention de la ZAC établie en 2004 entre la commune et les aménageurs du golf.

Considérant que l'ALEFPA n'a pas respecté la délibération du 12 septembre 2019 prise par le conseil municipal pour la création sur la parcelle située sur la croisette d'un jardin de cocagne et non pas un CEF.

Considérant les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur du 24 juillet 2019 favorables au changement de zonage sur le secteur de la croisette afin de permettre à l'ALEFPA le développement de la MECS Albert Chatelet.

Considérant par une délibération en date du 27 mars 2023, le conseil communautaire de la CCPC a autorisé son président à engager une procédure de modification de droit commun du PLU local de Mérignies afin de déclasser un STECAL au lieu-dit la croisette pour le classer en zone agricole.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Considérant que ce projet impacte le compte foncier déjà dépassé à ce jour et p[illegible] sols de la commune de Mérignies.

Considérant que l'installation d'un centre éducatif fermé au milieu d'activités tertiaires de loisirs(golf et centre aquatique, crèche, Maison d'Assistance Maternelle) n'a aucune cohésion territoriale.

Considérant que les services de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse ont abandonné un projet d'un CEF sur une commune de la MEL (Ennetières en Weppes) face à l'opposition de son maire et d'un collectif.

Considérant que l'ALEFPA n'a aucune expérience dans la gestion des CEF, au vu des récents problèmes de direction au sein même de la MECS Albert Chatelet, et connaissant leur volonté de mutualiser leurs moyens entre ces deux structures.

DEMANDE

L'abandon du projet de centre éducatif fermé par les services de l'Etat sur le territoire de la commune de Mérignies.

Délibération adoptée par 17 voix POUR, 2 voix CONTRE, 1 ABSTENTION

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Le Maire**
**Paul Dhallewyn**

**la Secrétaire de séance**
**Corinne Pruvot**

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Plan Local d'Urbanisme

# Modification de droit commun n°3 du PLU

# de la

# Commune de MERIGNIES

## Procès-verbal de synthèse des observations

## Mémoire en réponse de la Communauté de Communes Pévèle Carembault

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# I- Synthèse des remarques émises par les personnes publiques associées

| | Remarques | Réponses |
|---|---|---|
| **MRAE** | Après en avoir délibéré collégialement le 19 septembre 2023, je vous informe qu'au vu du dossier et des retours des consultations, l'autorité environnementale ne produira pas d'avis avec observations. | Il est pris acte de cette remarque. |
| **CDPENAF** | Par courrier reçu le 06 juillet 2023, vous m'informez du projet de modification du PLU de la commune de Mérignies.<br><br>Conformément aux articles L151-12 et L151-13 du code de l'urbanisme, les procédures d'évolution de PLU visant à autoriser dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, des STECAL ainsi que les extensions et annexes aux bâtiments d'habitation existants sont soumis pour avis de la commission sur les dispositions réglementaires précisant la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité des constructions autorisées.<br><br>En l'espèce, la modification du PLU de la commune de Mérignies prévoit entre autres la suppression d'une partie du STECAL Ne, au lieu-dit « La Croisette » au profit d'un zonage agricole strict.<br><br>Étant donné la nature de la modification envisagée et conformément aux dispositions de l'article R423-59 du Code de l'Urbanisme, l'avis sera réputé favorable dans un délai de 3 mois à compter de la date de saisine de la CDPENAF, soit à compter du 06 septembre 2023. | Il est pris acte de cette remarque.<br>Suite à ce courrier et à l'expiration du délai de 3 mois, l'avis est réputé favorable. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **Département du Nord** | Les politiques d'aménagement et d'urbanisme ont un impact majeur sur le territoire. C'est pourquoi le Département porte un intérêt particulier à ces questions.<br><br>Conformément aux articles L.132-7 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme, vous avez notifié au Département le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mérignies.<br><br>Après étude de votre dossier, il s'avère que cette procédure ne porte pas atteinte aux prescriptions du Département en matière d'aménagement.<br><br>Je vous remercie de me transmettre un dossier dématérialisé relatif à cette procédure quand celle-ci aura été approuvée. | Il est pris acte de cette remarque. |
| **Chambre d'agriculture** | Sur la modification entre le zonage UCa et A, ainsi que sur la suppression de l'emplacement réservé numéro 12 nous n'avons pas de remarques d'ordre agricole à émettre. | Il est pris acte de cette remarque. |
| | Sur le reclassement en zone agricole (zone A) de la zone naturelle à vocation d'équipement (zone Ne) créée en 2019 (projet d'agrandissement de L'ALEFPA), nous notons avec satisfaction ce changement de zonage. En effet, la création de la zone Ne avait fait l'objet d'un avis défavorable de notre organisme en 2019. Néanmoins, nous restons plus nuancés sur la protection de l'activité agricole à long terme inscrit en page 14 de la notice. En effet, un emplacement réservé important (numéro 24 : projet de voirie) reste d'actualité et viendra à terme impacter cette parcelle agricole. Nous demandons que ce projet de voirie puisse faire l'objet d'une discussion dans le cadre de l'élaboration du PLUi. | Il est pris acte de cette remarque.<br><br>La question du maintien de l'emplacement réservé (ER) n°24 fera l'objet de discussion dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi de Pévèle Carembault. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| |  | |
| **CCI Grand Lille** | Je vous confirme que la CCI Grand Lille n'a pas de remarque à formuler. | Il est pris acte de cette remarque. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## II- Synthèse des remarques émises par le public

| | Remarques | Réponses |
|---|---|---|
| **R1** Martine Perez | Je suis pour la modification du PLU de Mérigny. Cette modification permettra d'empêcher l'implantation du Centre Educatif Fermé (à proximité de l'ALEFPA) mecs. La mixité de mineurs délinquants et d'enfants en difficulté étant à mon sens une hérésie ! Nous sommes venus nous installer à la Pévèle pour le calme et la sécurité de nos enfants, acceptant un allongement de nos trajets pour se rendre au travail, les bouchons quotidiens de l'A1… Pas pour vivre dans la crainte !!! | Il est pris acte de cette remarque. |
| **R2** Monsieur A Merignies | Vient consulter les plans, le projet, et voir s'il est concerné par les modifications | Dont acte. |
| **R3** Henri Paprecki 1102 rue de Molpas Mérignies | Dépose 2 pétitions d'opposition au CEF de Mérignies. Repassera en mairie pour expliquer sa position. | Dont acte. |
| **R4** Benjamin Suin | Je suis favorable à la modification du PLU de Mérignies dont l'objectif principal est de modifier la zone liée à l'emplacement de la zone liée au futur projet du CEF me semble primordial en termes de sécurité et afin de revenir à l'état d'origine de celle-ci. (terres agricoles avec tout ce que cela comporte pour l'environnement). | Il est pris acte de cette remarque. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | • La réalisation de ce CEF à proximité de moyens de transport (gare de Templeuve et axe le plus utilisé du secteur Orchies/Seclin)<br>• d'une centre aquatique (avec bassins extérieurs)<br>• d'un domaine de résidences qui vont forcément engendrer de la jalousie et de la convoitise auprès des délinquants du CEF<br>me semble en contradiction totale avec ce que nous sommes venus chercher il y a plus de 10 ans dans l'environnement de a Pévèle (calme et sérénité). | |
| **R5** Thierry Suin ,habitant du golf | Je suis pour la modification du golf de Mérignies pour m'opposer au projet de construction du CEF qui va dénaturer le site du golf de Mérignies. D'une part pour la sécurité de ses habitants mais également pour ce que représente la différence entre le niveau de vie des habitants du golf et les cercles familiaux ou ont vécu les adolescents concernés par le centre. Cette proximité sera une tentation permanente et totale à s'échapper du centre, à refaire un délit et à retomber dans la délinquance.<br>De plus le site du golf propose un cadre global environnemental positif, absorption d'eau, protection de la nappe phréatique, protection de la faune et de la flore. Cette construction, ses voix d'accès, sont antinomiques aux objectifs de Mérignies et du golf. Ce centre doit être construit dans des bâtiments existants, près de moyens de communication, hors de toute tentation.<br>De plus, les démarches qui ont conduit aux projets de ce CEF font suite à des échanges de terrains de provenance privée, à une manœuvre déloyale de détournement du premier PLU qui procédé à des magouilles inacceptables qui ne devraient plus avoir lieu.<br>Pour toutes ces raisons je suis pour la modification du PLU et contre l'implantation du CEF qui n'a pas lieu d'être à cet emplacement. | La présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole.<br>De plus, ces parcelles sont situées en entrée de ville. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **R6** Cécile Van Lhatem | Je suis favorable à la modification du PLU qui permet d'empêcher l'implantation du CEF qui est totalement inappropriée à cet endroit, proche d'un collège, d'un centre aquatique et d'une maison s'assistantes maternelles. La mixité des populations sera source de convoitise et d'insécurité pour les habitants de la Pévèle. Ce CEF dénaturera l'environnement exceptionnel que nous sommes venus chercher à Mérignies alliant la nature et la sérénité pout tous. | La présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole. |
| **R6 bis** Florian Chouya | Oui à la modification du PLU et NON à l'implantation du CEF | Il est pris acte de cette remarque. |
| **R7**Monsieur et Madame Singer | Nous soutenons le projet de PLU de la commune de Mérignies, pour :<br>1) raison écologique<br>• la construction impacte sur l'environnement<br>• Mérignies s'est beaucoup développée.<br>Il faut ralentir l'artificialisation des sols et convertir notre avenir vers une rénovation et non une construction.<br>2) localisation : Le CEF serait trop près du collège et de la gare de Templeuve<br>3) problème de circulation à ce rond- point. | Il est pris acte de ces remarques.<br>Rappelons que la présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole. Ce classement contribuera notamment à préserver l'activité agricole présente au sein de ces parcelles mais également à limiter l'artificialisation des sols. Cela s'inscrit également dans les objectifs du contexte actuel.<br>En effet, le règlement de la zone Ne ne prévoit pas d'emprise au sol limitée au sein de ce périmètre et autorise la remise en cause du caractère naturel de la zone contrairement au règlement de la zone agricole, plus stricte sur ce point. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **C 1** Celine Courouble | Monsieur,<br>Dans le cadre de cette enquête publique, est il possible de faire des observations sur des points qui n'ont rien à voir avec le CEF ?<br>Nous habitons rue du blocus et aimerions que la parcelle située à côté de chez nous puisse elle aussi redevenir agricole (lors du dernier changement la CCPC avait retoqué la transformation des terrains agricoles de la rue sauf juste à côté de chez nous-Monsieur Melon nous ayant expliqué qu'il y avait eu un "deal" sur lequel il ne pouvait revenir...).<br>Cordialement | La présente procédure n'a pas pour objet de règlementer ce point.<br>La Communauté de Communes propose de reformuler cette demande dans le cadre du PLUi en cours d'élaboration. |
| **C2** Jean-Baptiste Pamar,<br>**C3** David Dagneaux,<br>**C4**Claire Deperesin,**C5**Rodolphe Huber<br>**C6**Nicolas Grezek<br>**C7** Karine DAgneaux<br>**C8**Baptiste Dagneaux<br>**C9** Anne Charlotte Drouard<br>**C10**Suzannah Duquesne<br>**C13** Serge Drumez<br>**C14** Virginie Argier | Monsieur, Je tiens à vous exprimer ma reconnaissance pour l'opportunité de participer à la consultation concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de notre commune de Mérignies.<br>Après avoir pris connaissance des propositions validées par le conseil municipal de la commune de Mérignies, je souhaite partager mon avis favorable et mon soutien à cette modification.<br>Je soutiens également la motion en délibération N°2023-28 du jeudi 5 octobre contre l'implantation d'un CEF sur la commune de Mérignies et plus largement dans le Pévèle Carembault. Mérignies comme ses villes voisines du secteur de la Pévèle ont à cœur depuis de nombreuses années de mettre en place un projet d'urbanisme cohérent, dynamique et en phase avec le cadre de vie serein des campagnes recherché par ses habitants qui sont venus s'installer dans ce secteur.<br>C'est pourquoi j'attire particulièrement votre attention sur 2 points. Tout d'abord, je tiens à souligner ma forte opposition à l'implantation d'un centre éducatif fermé sur notre commune. Cette proposition soulève des problématiques majeures, notamment en ce qui concerne | Il est pris acte de cette remarque.<br>La CC Pévèle Carembault et la commune de Mérignies sont toutes les deux préoccupées par les probables nuisances (sonores, sécuritaires, visuelles etc.) qu'engendrera ce CEF pour le voisinage s'il venait à être construit et invitent également à revenir au projet initial de « jardin de cocagne » au sein de ces parcelles. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | la sécurité de nos habitants. Les rares statistiques nationales et l'ensemble des articles de presse font malheureusement état d'un dispositif défaillant en ce qui concerne les centres éducatifs fermés. Ces derniers indiquent que ces établissements peuvent être associés à des défis sécuritaires importants, avec un nombre notable d'incidents signalés à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de leur infrastructure, y compris des problèmes de délinquance sous-jacent à proximité de ces installations. Cela met en évidence les risques potentiels pour la stabilité sociale et la tranquillité des communes environnantes. De plus, l'emplacement proposé pour ce centre éducatif fermé est inadéquat, proche de grands axes de transport public (bus, gares etc.) et à proximité d'infrastructures importantes d'accueil de public (parc aquatique, zone d'activités, golf etc.). Autant d'éléments aggravant en cas de fugues ce qui est un problème régulier dans le cadre des CEF. Pour étayer mon point de vue, je tiens à souligner le désaccord profond et l'incompréhension de tous les habitants, vous trouverez ci-après le lien d'une pétition en cours qui réunit déjà plus de 1200 signatures contre l'implantation de ce centre éducatif. https://www.mesopinions.com/petition/autres/implantation-cef-entre-merignies-templeuve/219045<br>Sans compter que l'ensemble des élus de la Pévèle sont contre ce projet également. Cette mobilisation démontre clairement que la proposition ne bénéficie pas du soutien de la communauté locale.<br>En conclusion, je vous prie de prendre en considération mon avis ainsi que celui de nombreux concitoyens qui partagent ces préoccupations. Il est essentiel que la modification du PLU soit acceptée afin d'interdire toute construction et de mettre fin définitivement à ce projet de CEF qui de toute évidence ne satisfait aucun des concitoyens à de nombreux titres. | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | Je reste à votre disposition pour toute information supplémentaire ou pour participer activement à toute initiative visant à garantir le bien-être et la sécurité de notre commune.<br>Je vous prie d'agréer Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.<br>Cordialement, | |
| **C11** Charles et Sylvie CHAMPEY-REICHARDT<br>536 avenue du Golf<br>59710 Mérignies | Bonjour Madame Monsieur,<br>Je vous contacte pour vous mentionner que je manifeste mon accord à la modification du PLU et mon refus à l'implantation du CEF.<br>Nous ne voulons pas du CEF qui va créer de l'insécurité et dépréciation de nos immeubles.<br>Bien Cordialement | Il est pris acte de cette remarque. |
| **C12** Firas CASSEN<br>Habitant de Mérignies | Cher Monsieur Michel SUAREZ,<br>Cher Monsieur le Commissaire Enquêteur désigné par le TA de Lille,<br>Je vous apporte mon avis favorable pour la modification du PLU sur la parcelle concernée par le projet d'implantation du centre éducatif fermé à Mérignies.<br>Je m'oppose fortement contre l'implantation de ce centre éducatif fermé.<br>Mon avis favorable vient en réponse à votre sollicitation en vue de l'enquête publique.<br>Bien cordialement | Il est pris acte de cette remarque. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **R8** Stéphane Setron 177 allée de la source à Mérignies | Je suis favorable à la modification du Plu pour m'opposer à l'implantation du CEF | Il est pris acte de cette remarque. |
| **R9** Brigitte et Benoit Laffitte rue de Molpas à Mérignies | Avis favorable à la modification du PLU pour plusieurs raisons :<br>- le fait de maintenir des zones agricoles, non imperméabilisées, dans notre commune, après un développement urbain important.<br>-ne pas rajouter de zones d'activités construites dans cette partie déjà très fréquentée par des jeunes (piscine, salle de sport, collège, crèche)<br>-une opposition nette à l'implantation d'un CEF, résultat d'une tromperie sur la nature du projet, initialement 'jardin de cocagne » et brutalement modifié en CEF. | Il est pris acte de cette remarque.<br>La cc. Pévèle Carembault et la commune de Mérignies invitent l'ALEPFA à revenir à son projet initial de « jardin de cocagne » qu'elle avait présenté à la commune et pour lequel cette dernière avait répondu favorablement en mettant en compatibilité son PLU.<br><br>La construction de ce CEF viendrait en effet artificialiser de nouvelles terres agricoles alors que le contexte législatif impose aux collectivités de réduire l'urbanisation des terres agricoles. Ce projet irait donc à l'encontre de cette tendance en consommant du foncier qui va se raréfier. |
| **R10** Anonyme Habitant de Mérignies | Favorable à la demande de modification du PLU, en particulier pour le changement de Ne en A de la parcelle située à la Croisette pour s'opposer à l'abandon du projet « jardin de Cocagne », éducatif, au profit du CEF | Il est pris acte de cette remarque. |
| **R11** Daniel Kaouals rue de la rosiere Mérignies | Je déclare être pour la révision du PLU pour diverse raisons dont la ZAN (Zéro Artificialisation Nette) et le blocage du projet de CEF<br>Bon valoir ce que de droit | Il est pris acte de cette remarque.<br>Rappelons que la présente procédure vise avant tout à reclasser des parcelles actuellement en zone naturelle à vocation |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **R12** Jean Le Lay 182 rue du saut du loup Mérignies<br><br>**R13** MC Le Lay Id | | socio-éducative, culturelle et sportive en zone agricole. Ce classement contribuera notamment à préserver l'activité agricole présente au sein de ces parcelles mais également à limiter l'artificialisation des sols. En effet, le règlement de la zone Ne ne prévoit pas d'emprise au sol limitée au sein de ce périmètre et autorise la remise en cause du caractère naturel de la zone contrairement au règlement de la zone agricole, plus stricte sur ce point.<br><br>Cette modification s'inscrit également dans les objectifs de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050.<br>Notons que la commune de Mérignies est l'une des communes pévèloises qui a le plus artificialisées de terres agricoles et naturelles ces dernières années. L'actuelle municipalité s'est engagée à ralentir l'urbanisation. |
| **C15**Hervey RAKOTOMALALA<br>536 avenue du Golf<br>59710 MERIGNIES | Bonjour Madame Monsieur,<br>Je vous contacte pour vous mentionner que je manifeste mon accord à la modification du PLU et mon refus à l'implantation du CEF.<br>Nous ne voulons pas du CEF qui va créer de l'insécurité et dépréciation de nos immeubles.<br>Bien Cordialement | Il est pris acte de cette remarque. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **C16** Olivier VAN LATHEM | Monsieur,<br>Je souhaitais vous annoncer mon avis très favorable à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de notre commune de Mérignies.<br>Après avoir pris connaissance des propositions validées par le conseil municipal de la commune de Mérignies, je souhaite partager mon avis favorable et mon soutien à cette modification.<br>En effet, Il est essentiel que la modification du PLU soit acceptée afin d'interdire toute construction supplémentaire, sachant que vous n'êtes surement pas sans savoir que Mérignies a déjà plus que consommé son foncier à bâtir et sans évoquer le but d'une nouvelle construction d'un bâtiment à usage carcéral, qui me semble particulièrement inapproprié à cet endroit.<br>Nous devons conserver ces espaces afin également que nous puissions toujours capter nos eaux et ruissellements. Les récents événements dans le Pas-de-Calais tout proche ne font que confirmer le fait que notre commune doit garder ces espaces verts et limiter les constructions imposantes et inappropriées dans notre cadre bucolique de notre belle Pévèle.<br>Vous comprendrez qu'il est donc essentiel de rendre un avis favorable à cette modification.<br>Je reste à votre disposition pour échanger et étayer plus largement mes propos.<br>Cordialement | Il est pris acte de cette remarque.<br>Notons que le reclassement d'une partie de la zone Ne en zone agricole permettra de limiter l'artificialisation du site et ainsi, de permettre de limiter les risques d'inondation. A titre d'exemple l'artificialisation des sols contribue fortement à l'augmentation des risques d'inondation. |
| **R14** Philippe et Hugues Vandremeersh Gérants MAGEHA et habitants de Mérignies | Exposent leur point de vue, négatif par rapport à la demande de classement en A de la parcelle située à la Croisette, qu'ils communiqueront par courrier avant la clôture de l'enquête. | Il est pris acte de cette remarque.<br>(cf. R22) |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **R15** Olivier Dauchy<br>allée de Rupilly<br>Mérignies | Je suis pour la modification du PLU !<br>Ce projet d'implantation de CEF n'a pas sa place dans notre commune ni dans le secteur du Pévèle. J'ai choisi de vivre à Mérignies car cette commune de la Pévèle est agréable à vivre, c'est une campagne dynamique, on s'y sent bien ! Tout comme ses villes voisines !<br>Je suis fortement opposé à cette implantation qui va générer des problèmes d'insécurités. Si on se réfère aux articles de presse, de reportage télévisé, ce genre de centre n'est pas efficace. Ils entrainent des problèmes d'insécurité aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des murs.<br>Le choix d'implantation proche des habitations, de la gare, d'un centre aquatique, d'un collège, et d'un golf est absolument inapproprié !<br>D'un point de vue écologique, construire un bâtiment plutôt que de rénover un bâtiment ancien est néfaste à l'environnement. Avec destruction de l'habitat naturel et de la faune existante, diminution de la biodiversité, dégradation des ressources naturelles et augmentation de la pollution de l'air.<br>Je réitère MON APPROBATION AU CHANGEMENT DE PLU et mon OPPOSITION à la construction de ce CEF tout comme la plupart des habitants de Mérignies et de la Pévèle. | Il est pris acte de cette remarque.<br>Les probables nuisances pour le voisinage et les activités alentours préoccupent la commune et l'intercommunalité. |
| **R16** Anne Dauchy<br>allée de Rupilly<br>Mérignies | Je suis pour la modification du PLU !<br>Ce projet d'implantation de CEF n'a pas sa place dans notre ville ! Je m'oppose à ce projet car celui-ci est bien trop proche des habitations, de la gare, et de surcroit d'un collège !<br>Mérignies subit souvent des cambriolages, ce projet de CEF ne fera qu'aggraver l'insécurité de notre ville. La plupart de ces jeunes s'ils peuvent bénéficier d'une sortie à l'extérieur n'auront pas loin à aller pour passer à l'action et qu'elle image cela renverra à la maison d'enfants Albert Châtelet qui se trouve à quelques mètres de ce projet. | Il est pris acte de cette remarque.<br>Les probables nuisances pour le voisinage et les activités alentours préoccupent la commune et l'intercommunalité. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | La présence de ce centre dans notre ville aura certainement un impact économique local négatif.<br>Également d'un point de vue écologique, construire un bâtiment au lieu de rénover un bâtiment ancien existant est une aberration et cela serait néfaste pour l'environnement ; Destruction de l'habitat naturel et de la faune, diminution de la biodiversité, dégradation des ressources naturelles, perturbation de l'équilibre écologique locale. POLLUTION de l'AIR.<br>Il est donc essentiel de prendre tous ces aspects aussi bien insécuritaire qu'écologique qui aujourd'hui sont des sujets qui se retrouvent dans tous les discours politiques ! | |
| **C17** Geneviève Fauqueux<br>256 rue de Tenremonde<br>59710 Merignies | Bonjour,<br>Je soussignée<br>Confirme être d'accord avec la modification N°3 du PLU de Merignies.<br>Cordialement | Il est pris acte de cette remarque. |
| **C18** JB Sainthuile Merignies<br><br>*En PJ se trouvera le « Programme cadre immobilier « relatif aux CEF édité par le ministère de la justice, cité dans la contribution et joint* | Monsieur le Commissaire-enquêteur,<br>Je profite de cette enquête publique pour vous faire part de mon opposition à l'implantation d'un centre éducatif fermé.<br>En effet, nous pouvons parler de l'impact du cadre de vie eu égard aux problèmes de délinquance engendrés par ce type de centre. Cela est évidemment problématique quand cela remet en cause le travail d'amélioration de la qualité de vie des politiques menées depuis de nombreuses années par la CCPC. Nous pouvons aussi montrer le manque d'adhésion de la population qui se traduit dans la pétition en ligne qui recueille aujourd'hui plus de 1400 signatures (à rapporter à la population de notre village) *https://www.mesopinions.com/petition/autres/implantation-cef-entre-merignies-templeuve/219045*. | Il est pris acte de cette remarque.<br>En effet, la localisation des parcelles concernées par la présente procédure ne respecte pas le cahier des charges mentionné. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| *par le contributeurdu rapport* | Cela est encore plus gênant quand le site ne respecte pas les prérogatives du Ministère de la Justice. Vous trouverez ci-joint un rapport de la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse intitulé "Programme Cadre Immobilier des Centres Éducatifs Fermés. Dans ce rapport de 92 pages, une seule page est dédiée au choix du site d'implantation. Nous pouvons comprendre que l'objectif est de développer un maillage de ce type de centre et donc de limiter les contraintes au maximum. Dès lors, il s'avère indispensable d'être très intransigeant aux critères exposés en p 16 de ce document. voici 3 extraits :<br>=>"Le site doit être, si possible, accessible par les transports en commun et, à tout le moins, facile d'accès pour les personnes véhiculées. **Pour autant, la proximité immédiate d'une gare doit être évitée car cela facilite les fugues et les trafics."**La gare de Templeuve est une route directe à de 2 kms de ce site.<br>Le centre aquatique est aussi facile d'accès par des transports en commun avec dans certaines périodes des navettes gratuites.<br>=>Par ailleurs le même document précise :<br>"Il importe de contribuer à l'intégration du centre dans son tissu urbain et social, en évitant tout ce qui pourrait aboutir à des conflits de voisinage"<br>En effet, la proximité d'infrastructures accueillant du public comme la parc aquatique, le golf ou la ZAC sont des risques aggravant en cas de fugues et de risque de violence et de dégradations.<br>=>autre point du rapport :<br>"C'est la raison pour laquelle au-delà de la stricte surface nécessaire aux activités propres au CEF, il convient de prévoir une surface permettant d'assurer une coupure par rapport au voisinage".<br>Comme évoqué précédemment nous sommes à proximité immédiate du centre aquatique bien loin d'une coupure avec le voisinage. | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | En conclusion, la modification du PLU est indispensable pour éviter la mise en œuvre de ce projet de CEF ne respectant pas les prérogatives minimums pour éviter les risques de fugues, de trafic et de conflit de voisinage comme le précise ce rapport. Pour toutes ces raisons, la forte opposition de la population est pleinement justifiée.<br><br>Restant à votre écoute | |
| **C19** Jet P Roch Mérignies | Bonjour,<br><br>Nous nous opposons fermement à l'installation d'un CEF sur la commune de Mérignies et donnons notre accord pour la modification du PLU.<br>L'accueil de délinquants, multirécidivistes ayant commis les infractions les plus sévèrement réprimées et ne respectant aucun cadre, représentait un véritable danger pour notre sécurité, notre tranquillité et nuirait à la réputation de la commune.<br>Cordialement | Il est pris acte de cette remarque. |
| **C20** JC Desmet | Bonjour,<br><br>Pourquoi faudrait-il protéger l'extension du golf ? Est-ce que Mérignies se résume au golf?<br>Pourquoi les jeunes du futur CEF sont déjà stigmatisés ? Pourquoi fait on peur aux Mérignisiens?<br>Il y a d'autres priorités, le CEF ne représente aucun danger sauf pour les villas du golf. | Une des modifications de la présente procédure de modification de droit commun du PLU de Mérignies, a parmi ses objectifs, la préservation de parcelles agricoles. Cela permettra de limiter les constructions au sein de cet espace. Ainsi, seules les constructions nécessaires au maintien de l'activité agricole ne seront autorisées, à condition qu'elles ne remettent pas en cause la vocation de la zone. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | | Le changement de zonage du Ne vers le A ne permettra pas plus la construction du CEF que l'extension du golf sur ces parcelles. |
| **C 21** Communauté de Communes Pévèle Carembault | *Extraits synthétiques de la motion du conseil communautaire de la CCPC du 20/11/2023*<br><br>Les centres éducatifs fermés quant à eux, s'adressent, aux mineurs multirécidivistes ou multi-réitérants, qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve. Ils constituent une alternative à l'incarcération et viennent toujours après l'échec de mesures éducatives. Le terme « fermé » renvoie à la fermeture juridique définissant le placement, c'est-à-dire que tout manquement grave au règlement du centre est susceptible d'entraîner une détention. Sur la parcelle convoitée pour l'implantation du CEF, était prévue, sous la proposition du même directeur de la MECS Albert Châtelet, un « jardin de Cocagne ». Le jardin de Cocagne est une exploitation maraîchère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle, avec vente directe des légumes, fruits et fleurs par les jeunes de la MECS de MERIGNIES. Ce projet de jardin de Cocagne avait reçu, le 12 septembre 2019, l'approbation du Conseil Municipal de la commune de MERIGNIES, par la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) avec un changement de zonage.<br>Par ailleurs, par une délibération en date du 27 mars 2023, le Conseil Communautaire a autorisé son Président à engager une procédure de modification de droit commun du PLU local de MERIGNIES en vue de déclasser un STECAL au lieu-dit la Croisette, pour le classer en zone agricole afin de permettre ledit jardin | Il est pris acte de cette motion du conseil communautaire.<br><br>La cc. Pévèle Carembault réitère sa demande à l'égard de l'ALEPFA consistant en l'abandon du projet de CEF et au retour à son projet initial de « jardin de cocagne » qu'elle avait présenté à la commune et pour lequel cette dernière avait répondu favorablement en mettant en compatibilité son PLU. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | L'installation d'un centre éducatif fermé, au milieu d'activités tertiaires de loisirs (golf et centre aquatique, crèche, Maison d'Assistance Maternelle), n'a aucune cohésion territoriale. De plus, les proximités de la route départementale 549 et de la gare de TEMPLEUVE-EN-PEVELE favoriseront inévitablement les évasions des jeunes délinquants. En parallèle, ce projet impacterait le compte foncier, déjà dépassé à ce jour, et participerait à l'artificialisation des sols de la commune de MERIGNIES.<br>. Monsieur le Maire de MERIGNIES avait invité les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse à une réunion publique. Ces derniers ont décliné l'invitation.<br>Le Président de la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT, accompagné de Monsieur le Maire de MERIGNIES, et de Monsieur le Maire de TEMPLEUVE-EN-PEVELE, ont rencontré, en mai 2023, à la Chancellerie, Monsieur le garde des Sceaux, Monsieur Eric DUPONT-MORETTI, afin de leur exprimer leur opposition.<br>A ce jour, ils restent dans l'attente des réponses du ministre de la Justice. Monsieur le Maire de MERIGNIES assure également avoir reçu le soutien de Madame la Députée, Madame Charlotte PARMENTIER-LECOCQ. Cette dernière a adressé un courrier à Monsieur le garde des Sceaux afin de lui témoigner sa totale opposition à ce projet non cohérent.<br>Oui l'exposé de son Président, APRES EN AVOIR DELIBERE, le conseil communautaire : DECIDE (par 44 voix POUR, 0 voix CONTRE, 4 ABSTENTIONS SUR 48 VOTANTS) : ……..• De demander l'abandon du projet de centre éducatif fermé, par les services de l'État, sur le territoire de la commune de MERIGNIES. | |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **R17** K et J Vanesse Merignies | *Synthèse écrite par le commissaire enquêteur*<br><br>Monsieur le commissaire enquêteur<br>Nous vous exprimons notre accord concernant le changement de PLU sur la zone concernée par le projet de CEF. Différentes raisons nous incitent à être d'accord avec ce changement de Plu et à rejeter le projet de CEF sur ce territoire<br>-Ce projet créerait un sentiment d'insécurité au sein des villages tranquilles de Mérignies, Templeuve en Pévèle et Capelle en P.<br>-mauvais exemples pour les jeunes de l'ALEFPA<br>-Forte urbanisation de Mérignies ces dernières années et nécessité de préserver las espaces agricoles<br>- Il serait plus judicieux de réhabiliter des sites inutilisés, des friches industrielles pour les transformer en CEF<br>-La commune a été dupée par l'ALEFPA qui avait annoncé un jardin de Cocagne et qui veut faire un CEF | Il est pris acte de ces remarques.<br><br>Le reclassement des parcelles en zone agricole contribuera à limiter l'artificialisation de ces espaces au sein de la commune.<br>De plus, la réhabilitation de friches s'inscrit dans les objectifs de limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles.<br>Les nuisances potentielles liées à ce projet préoccupent la commune et l'intercommunalité. |
| **R18** P Dourcy Rue du Gal Leclerc, Mérignies | Monsieur le CE<br>Je suis favorable à la modification de droit commun n° 3 du PLU de Mérignies et opposé à l'implantation d'un CEF.<br>Comme la grande majorité des habitants je considère que l'implantation d'un CEF à cat endroit ne répond pas à l'accueil de délinquants multirécidivistes de 15 à 17 ans.<br>Rappelons que le projet initial de l'ALEFPA portait sur la création d'un jardin permettant de cultiver des légumes avec la dimension inclusive pour les résidents.<br>Ouvrir un CEF à la place priverait les résidents d'un projet socio-éducatif pertinent.<br>Enfin, je considère qu'il faut préserver le caractère rural et agricole de Mérignies au lieu de construire de nouveaux bâtiments. | La cc. Pévèle Carembault et la commune de Mérignies invitent l'ALEFPA à revenir à son projet initial de « jardin de cocagne » qu'elle avait présenté à la commune et pour lequel cette dernière avait répondu favorablement en mettant en compatibilité son PLU. |

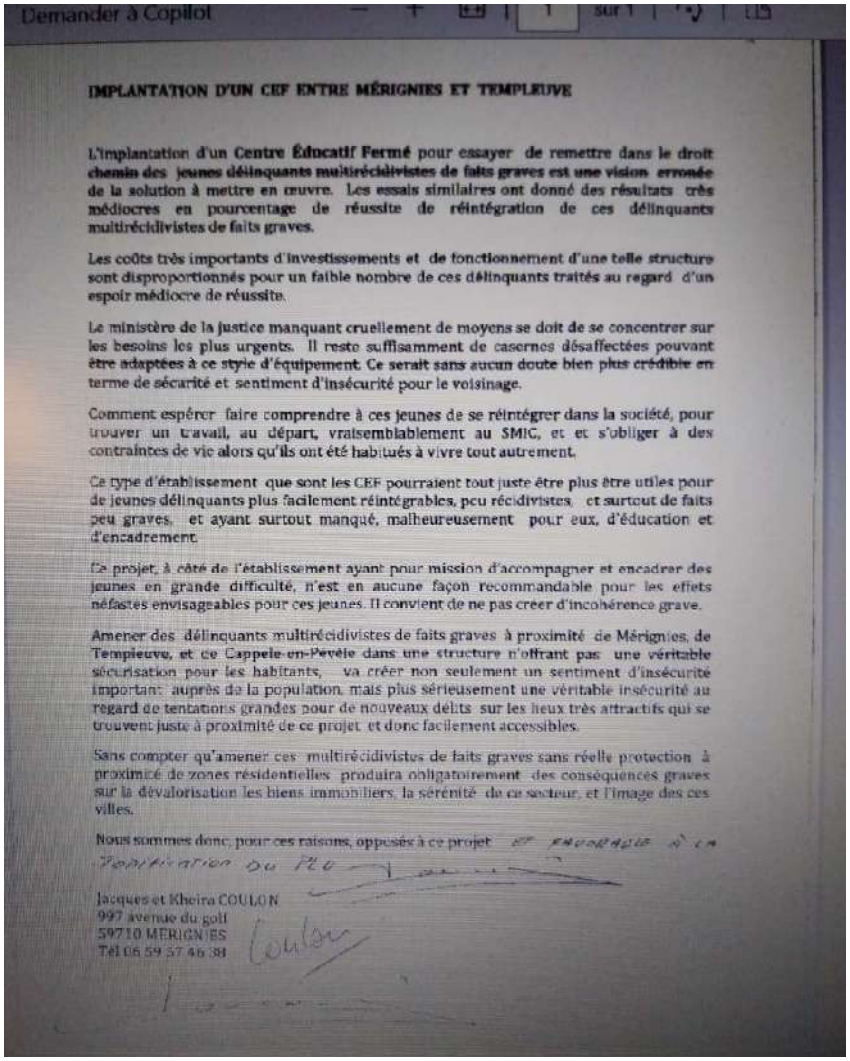
Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | | |
| **C 22**<br>Maître Héloïse Hicter<br>Avocate de l'Association ALEFPA dont le siège est rue Colbert à Lille | Mr le Pdt de la commission d'enquête<br>Je suis le conseil de l'ALEFPA dont le siège est situé 199/201 rue Colbert à Lille et vous prie de bien vouloir trouver ci-jointes, es qualité, les observations que j'entends déposer pour ma cliente.<br>Je vous remercie de bien vouloir les annexer à votre rapport et, conformément à l'article R123-3 et suivant, y formuler une réponse.<br>En effet la modification envisagée du PLU de Mérignies prévoit le classement du lieu-dit La Croisette en zone agricole alors qu'elles étaient jusque-là classées en zone Ne.<br>Leur classement en secteur naturel permettait leur préservation tant la constructibilité y était limité et contrainte.<br>Cependant, le classement désormais envisagé semble n'être justifié que par la volonté municipale d'empêcher la réalisation d'un projet porté par ma cliente<br><br>En effet la notice d'explication de la modification produite dans le cadre du dossier d'enquête publique prévoit expressément que ;<br>**Se sentant trompés et fermement opposés à un projet de CEF, les élus de la commune de Mérignies ont ainsi sollicité la Communauté de Communes Pévèle Carembault, détentrice de la compétence PLU depuis le 01/07/2021, afin que soit engagée une procédure de modification de droit commun du PLU communal dans le but de refaire passer ces parcelles, qui avaient été classées en Ne lors de la mise en compatibilité du PLU de 2019, en agricole, afin de barrer le projet de CEF ;** | Le classement des parcelles en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive ne permet pas la préservation de ces espaces. En effet, le règlement de la zone ne fixe pas de règles visant à limiter l'emprise au sol des nouveaux bâtiments au sein du secteur. De plus, le règlement autorise également la remise en cause du caractère naturel de la zone au sein du secteur Ne.<br><br>Extrait du règlement de la zone naturelle :<br>Article N.9 – Emprise au sol des constructions<br>« […] *Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les bâtiments publics, scolaires, sanitaires, hospitaliers, équipements d'infrastructures, ni aux équipements d'intérêt général. Ils ne doivent pas remettre en cause le caractère naturel de la zone (sauf dans le secteur Ne qui leur est dédié).* »<br><br>Le reclassement en zone agricole de ces parcelles est plus contraignant et permet ainsi la préservation du caractère actuel de la zone. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | **Il résulte de l'ensemble de ces éléments qu'un classement de ces parcelles en zone agricole ne semble être motivé, non par des considérations d'urbanisme, mais uniquement par des motifs d'opposition au projet, ce qui est illégal.**<br>Pour toutes ces raisons, je vous remercie de bien vouloir émettre un avis défavorable au projet de modification du PLU de Mérignies sur ce point.<br>Vous souhaitant bonne réception des présentes, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la Commission d'enquête, en l'expression de mes salutations distinguées. | |
| **R19**<br>Mesureur Gérard<br>Merignies | Fait une demande de déclassement d'une parcelle attenante à sa maison actuellement en A pour qu'elle devienne constructible | La présente procédure n'a pas pour objet de reclasser des parcelles en zone constructible. Cette demande pourra être étudiée dans le cadre de l'élaboration du PLUi. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| **R20**<br>Mr et Mme Coulon<br>Mérignies |  <br>Demander à Copilot<br>**IMPLANTATION D'UN CEF ENTRE MÉRIGNIES ET TEMPLEUVE**<br>L'implantation d'un **Centre Éducatif Fermé** pour essayer de remettre dans le droit chemin des jeunes délinquants multirécidivistes de faits graves est une vision erronée de la solution à mettre en œuvre. Les essais similaires ont donné des résultats très médiocres en pourcentage de réussite de réintégration de ces délinquants multirécidivistes de faits graves.<br>Les coûts très importants d'investissements et de fonctionnement d'une telle structure sont disproportionnés pour un faible nombre de ces délinquants traités au regard d'un espoir médiocre de réussite.<br>Le ministère de la justice manquant cruellement de moyens se doit de se concentrer sur les besoins les plus urgents. Il reste suffisamment de casernes désaffectées pouvant être adaptées à ce style d'équipement. Ce serait sans aucun doute bien plus crédible en terme de sécurité et sentiment d'insécurité pour le voisinage.<br>Comment espérer faire comprendre à ces jeunes de se réintégrer dans la société, pour trouver un travail, au départ, vraisemblablement au SMIC, et et s'obliger à des contraintes de vie alors qu'ils ont été habitués à vivre tout autrement.<br>Ce type d'établissement que sont les CEF pourraient tout juste être plus être utiles pour de jeunes délinquants plus facilement réintégrables, peu récidivistes et surtout de faits peu graves, et ayant surtout manqué, malheureusement pour eux, d'éducation et d'encadrement.<br>Ce projet, à côté de l'établissement ayant pour mission d'accompagner et encadrer des jeunes en grande difficulté, n'est en aucune façon recommandable pour les effets néfastes envisageables pour ces jeunes. Il convient de ne pas créer d'incohérence grave.<br>Amener des délinquants multirécidivistes de faits graves à proximité de Mérignies, de Templeuve, et ce Cappele-en-Pévèle dans une structure n'offrant pas une véritable sécurisation pour les habitants, va créer non seulement un sentiment d'insécurité important auprès de la population, mais plus sérieusement une véritable insécurité au regard de tentations grandes pour de nouveaux délits sur les lieux très attractifs qui se trouvent juste à proximité de ce projet et donc facilement accessibles.<br>Sans compter qu'amener ces multirécidivistes de faits graves sans réelle protection à proximité de zones résidentielles produira obligatoirement des conséquences graves sur la dévalorisation les biens immobiliers, la sérénité de ce secteur, et l'image des ces villes.<br>Nous sommes donc, pour ces raisons, opposés à ce projet<br>Jacques et Kheira COULON<br>997 avenue du golf<br>59710 MERIGNIES<br>Tél 06 59 57 46 38 | Il est pris acte de ces remarques. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| R21 A. Archas<br>Rue de la mousserie<br>Mérignies | La suppression de la servitude de l'emplacement réservé n°12 ne doit pas entrainer le fait que cela devienne soit un passage ouvert au public entre la rue Guy Barbe et la rue de la Mousserie, soit un lieu de promenade, ni ne modifie la loi trentenaire concernant les servitudes. Dans le cas d'incidences énumérées ci-dessus je m'y opposerai formellement.<br>Fait à Mérignies le 13 décembre 2013<br>Pour les deux autres points traités par votre enquête je m'abstiens | La suppression de l'emplacement réservé n°12 est envisagée uniquement car il s'agissait d'un accès prévu vers la zone à urbaniser. Depuis l'inscription de cet emplacement réservé au sein du plan de zonage du PLU, cet accès à été réalisé, il n'a donc plus lieu d'être inscrit sur le plan de zonage. |
| R 22 et R14 SUITE Société MAGEHA<br><br>Philippe et Hugues Vandremeersh Gérants | A MAIRIE de MERIGNIES<br>Projet de modification n°3 du PLU de la commune de Mérignies<br>À l'attention du commissaire enquêteur<br>Mérignies le mercredi 13 décembre 2023<br>Monsieur,<br>C'est avec une grande attention que nous avons analysé les pièces du dossier de modification de droit commun n°3 porté par la Communauté de Communes Pévèle Carembault.<br>À titre liminaire, il est rappelé que la société MAGEHA, créée en 2002, s'est vu confier la mission d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée « le Domaine du Golf de la Pévèle » (sise sur la commune de Mérignies) dans le cadre d'une convention d'aménagement signée le 15 janvier 2004.<br>A la lecture du dossier, il ressort que l'emprise des parcelles initialement classées en zone Ne, objets du reclassement en zone A, font partie intégrante du périmètre opérationnel de la ZAC. Or, selon les dispositions de l'article L.153-39 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification porté par la Communauté de Commune (et ayant pour effet de modifier | L'article L.153-39 du Code de l'Urbanisme dit ceci : « *Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de ZAC créée à l'initiative d'une personne publique* ***autre que*** *[…]* ***la commune****, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.* »<br><br>En l'espèce, la ZAC du Golf de Mérignies a été créée par la commune de Mérignies. Dès lors elle n'a pas à donner son avis puisqu'on ne rentre pas dans le champ d'application de cet article.<br><br>Nous ajoutons tout de même que la cc. Pévèle Carembault est compétente en |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC créée à l'initiative de la commune), doit obligatoirement comporter l'avis de la commune préalablement à l'approbation de la modification. Or en l'état cet avis est absent du dossier. | matière de PLU depuis le 1er juillet 2021. Néanmoins, les procédures d'évolution des PLU communaux sont engagées à la demande des communes-membres. Dans le cas présent, la commune de Mérignies, par la voie de son maire, a expressément sollicité cette modification du PLU communal. Cette sollicitation vaut ainsi avis de la commune. |
| | En outre, les éléments mis en avant dans la notice de présentation appellent les remarques suivantes. Dans un premier temps, le passage en zone A n'est pas expressément justifié, ni n'est justifié que la modification de zonage de 2019, de A en N, doive être rapportée. Le seul argument avancé est celui de la nécessaire protection des terres agricoles, argument basé sur le fait qu'il s'agit de terres encore exploitées. Cet argumentaire nécessite à lui seul de questionner l'ensemble des terres encore exploitées qui sont classées autrement qu'en zone A, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Nous sommes donc fondés à nous questionner sur les motivations retenues au titre de la modification. | Dans le cadre de cette procédure, seules les parcelles citées font l'objet d'un changement de zonage. Le questionnement de l'ensemble des parcelles agricoles exploitées sera étudié lors de la réalisation du plan de zonage prévu dans le cadre de l'élaboration du PLUi. De plus, le requestionnement de l'ensemble des terres encore exploitées qui sont classées autrement qu'en zone A viendrait remettre en cause le PADD et nécessiterait donc plus qu'une simple modification de droit commun.<br>Il est nécessaire d'ajouter que ces parcelles sont les seules à avoir fait l'objet d'une procédure de mise en compatibilité afin de permettre leur |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | | reclassement, initialement agricole, en zone naturelle à vocation socio-éducative, culturelle et sportive. |
| | De plus, alors que l'aménageur de la ZAC a traité à l'amiable les acquisitions foncières et également les indemnisations et échanges destinées à compenser les emprises sur les surfaces agricoles, il n'apparaît pas que des agriculteurs aient manifesté un intérêt à la modification de zonage proposée, de N en A. | Il est pris acte de cette remarque.<br>La Chambre d'Agriculture a pour sa part émis un avis favorable à ce reclassement. |
| | Un second argument est développé en s'appuyant sur les incidences de la consommation, puisque la commune aurait consommé plus de 33 hectares entre 2009 et 2020, et sur la nécessité (sur laquelle la justification détaillée dans la notice) de réduire l'emprise des terres agricoles potentiellement consommables. Toutefois la modification ne justifie d'aucune logique entre l'argumentaire mis en avant et les moyens soulevés.<br>En effet, force est de constater qu'aucun argument n'est avancé pour justifier de la consommation sur la période 2011-2020 (les seules données de l'observatoire utilisées comme source n'étant pas suffisantes car basées sur l'extrapolation des fichiers fonciers). Ainsi, au titre de cette première approche les incidences en termes de consommation peuvent être faussées par le fait que certaines autorisations auraient été déposées sur des parcelles déjà consommées, ce qui augmenterait artificiellement les incidences en matière de consommation. | L'observatoire de l'artificialisation des sols constitue la base de données de référence dans l'étude de la consommation d'espace.<br>De plus, la commune de Mérignies a en effet beaucoup artificialisé de terres à vocation agricole et/ou naturelle ces dernières années et souhaite désormais freiner l'urbanisation afin de s'inscrire dans le contexte de la loi Climat et Résilience mais également de limiter les risques liés à une forte imperméabilisation des sols. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | En outre, aucun argumentaire ne vient traduire les objectifs de modération de la consommation de l'espace sur laquelle se fonde la modification, tels qu'ils peuvent être justifiés au titre de la Loi Climat et Résilience (laquelle permet de tendre vers une réduction progressive de la consommation de 50% tous les 10 ans). Cela ne permet donc pas de justifier pourquoi il est nécessaire de réduire seulement de 1.95 hectares l'emprise potentiellement consommable, alors que le PLU prévoit encore des zones potentiellement consommables sur le reste du territoire. Ainsi, en se fondant à ne mettre en avant que ce qui a été consommé sur la période passée (dans une approche somme toute assez sommaire), et sans faire le parallèle avec ce qui a été consommé sur la période en court (2021-2030), le dossier n'apporte aucun argument valable et ne justifie donc pas de la nécessité de devoir réduire l'emprise de la zone.<br><br>À noter que la loi de juillet 2023, portant mise en application de la loi climat et résilience, a fait l'objet de débat au sein de l'Assemblée et du Sénat qui visent à mettre en évidence que les ZAC créées avant juillet 2021 pouvaient être considérées comme non source de consommation. En effet, rappelons que la loi précise que le fait générateur de la consommation est la réalisation des premiers travaux de viabilisation, en l'état, la ZAC est donc consommée puisque les travaux ont été commencés, mais phasés. Peut-on donc se questionner sur les incidences réelles du secteur concerné ?<br><br>De plus, il n'est pas logique de prétendre vouloir préserver l'activité agricole de toute consommation (notamment sur ce secteur), sans justifier du déclassement d'autres espaces agricoles~~,~~ | Ce travail n'a pas à être mené dans le cadre d'une modification de droit commun. Il sera mené dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi de Pévèle Carembault.<br><br>Le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation met en évidence que les parcelles concernées par la présente procédure sont considérées comme « surfaces non artificialisées ».<br><br>La présente modification ne vise pas à déclasser d'autres espaces agricoles sans remettre en cause le PADD. L'ensemble des espaces agricoles seront requestionnés dans le cadre de l'élaboration du PLUi.<br><br>Rappelons que la commune de Mérignies a été forte consommatrice de terres agricoles et naturelles. L'objectif serait de limiter l'artificialisation à venir au sein de la commune.<br>Si ces presque 2 hectares venaient à être artificialisées, ce serait encore 2 |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | En limitant la modification du PLU au simple basculement du secteur Ne en zone A, et en omettant de questionner le maintien de multiples autres surfaces, l'argumentaire mis en avant n'est plus valable.<br><br>Enfin, force est de constater que ce ne sont pas nécessairement les 1.95 hectares identifiés en secteur Ne qui vont accroître le potentiel de consommation puisque l'incidence du secteur Ne sur le potentiel agricole du territoire reste somme toute assez modérée avec, pour l'ilot agricole mis en avant, une incidence évaluée à moins de 16% (ce dernier portant sur une surface de 12.1 hectares). En outre la surface restituée en A se présente en 2 parties séparées par l'emplacement réservé n°24.<br><br>Conformément au code de l'urbanisme, la modification de droit commun ne doit pas porter atteinte aux orientations du PADD. Un argumentaire fondé sur la base d'un tableau très sommaire est proposé dans la notice de présentation, mais cet argumentaire ne permet pas de justifier du respect du cadre normatif.<br><br>À titre liminaire, si les élus sont passés par une procédure de mise en compatibilité en 2019 c'est bien parce que les modifications engagées (passage en Ne) portaient vraisemblablement atteintes au PADD (sinon il y aurait eu une autre procédure engagée). Dans ce cas comment justifier qu'une modification soit compatible avec le PADD en 2019 et qu'elle ne le soit plus en 2023 ?<br><br>En outre, le détail des axes du PADD au sein du tableau pose question et il semble que l'argumentaire manque d'objectivité. En effet, l'axe 4 prône le développement des équipements publics de qualité (équipements sportifs) ce qui peut être rattaché à la ZAC et donc à la nécessité de ne pas y porter atteinte. De même, le PADD indique qu'il convient d'accompagner les entreprises existantes en conservant le foncier nécessaire à leur développement, le projet en lui-même semble | hectares à soustraire de l'enveloppe de 100 hectares allouée par l'Etat pour l'ensemble de l'intercommunalité en extension urbaine pour la période 2021-2035.<br><br>La présente modification ne porte pas atteinte aux objectifs du PADD. Au contraire, elle répond à certains de ses objectifs, liés notamment à l'activité agricole présente au sein de cet espace. Ajoutons que le PADD cite à plusieurs reprises la préservation des terres agricoles comme un des objectifs à atteindre. Le PADD ne comporte pas de schéma de synthèse qui identifie formellement ces parcelles comme ayant vocation à accueillir une future tranche du golf ou un centre éducatif fermé.<br><br>De plus, le golf de Mérignies n'est pas un équipement public.<br><br>Le reclassement de ces parcelles de zone agricole à zone Ne en 2019 a été réalisé grâce à une procédure de déclaration de projet. Cette procédure s'applique dans le cadre d'un projet d'intérêt général (ici la réalisation d'un |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | directement incompatible avec ce point ou tout du moins n'est pas justifié. Enfin, le tableau présenté à l'appui de la notice de présentation met en avant que le PADD prévoit l'accompagnement du développement du golf et des activités connexes de restauration et de centre de conférence conformément aux dossiers de création et de réalisation de la ZAC. Dans le même sens le PADD prône la promotion de l'hébergement touristique, là où la modification porte sur la réduction du secteur Ne voué justement à permettre en partie la création d'habitat lié au tourisme sportif.<br><br>Le dossier comporte ainsi une erreur en omettant d'analyser l'impact de la réduction du secteur Ne au regard de ses incidences sur la mise en application de la ZAC (puisque le secteur Ne est situé au sein du périmètre opérationnel de la ZAC). En ce sens, la réduction de la zone Ne serait susceptible de porter atteinte aux orientations du PADD et justifierait d'une procédure de révision générale.<br><br>S'agissant des dispositions réglementaires à proprement parler, le règlement précise très explicitement qu'une grande partie de la zone N sise à l'Est du territoire est destinée à la pratique du golf, et que cette zone admet un secteur Ne à la constructibilité variée (puisqu'elle admet, entre-autres, les constructions liées aux sports et les habitations associées). On est donc en pleine justification de la ZAC. Le dossier de modification occulte complètement cette justification et est donc en ce sens injustifié. Pour résumer, la justification de la réduction du secteur Ne en zone A ne doit pas s'analyser simplement au regard des enjeux agricoles, il convient également de prendre en compte et justifier les modifications au regard des incidences sur les prescriptions actuelles. C'est comme si on justifiait d'une réduction de zone U en zone A pour protéger l'activité agricole. | « jardin de cocagne »), qui remet en cause les orientations du projet d'aménagement et de développement durable.<br><br>Le PADD de Mérignies a été débattu en du 28 mars 2013. Au moment de son approbation en 2017, l'ensemble de ces parcelles étaient classées comme agricole. Dès lors le reclassement de ces parcelles dans le zonage d'origine ne peut être contraire au PADD puisque le PADD n'a pas changé depuis 2017.<br><br>Le plan de zonage ne présente qu'une zone Ne faisant ici l'objet d'une modification. Cette dernière a été créée en 2019 à la suite d'une procédure de déclaration de projet pour la réalisation d'un jardin de cocagne. Or, aucun projet d'accueil d'hébergement touristique n'a été mis en évidence dans ce cadre mais un espace dédié à l'activité horticole. |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | La Communauté de Communes porte actuellement le projet de révision du PLUi. Il serait intéressant de savoir ce que mettent en avant les premiers éléments du dossier sur ce secteur, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la ZAC. Dans ce cas pourquoi ne pas étayer l'argumentaire mis en place au titre de la modification de droit commun pour appuyer la justification du déclassement ? Pourquoi justifier d'un déclassement aussi rapide s'il devait être acté dans le PLUi ?<br><br>En dernier lieu, le classement en A des parcelles concernées par la modification de PLU devrait entraver la finalisation des démarches de maîtrise foncière de l'aménageur de la ZAC. En son article 5, la convention de ZAC mentionne en effet qu' *« environ 30 hectares feront l'objet de convention d'échanges en vue d'optimiser la surface à aménager ».* Plusieurs compromis ont, de fait, été signés par MAGEHA, avec les propriétaires riverains, dont l'Alefpa. Celui-ci est le dernier qui demeure à régulariser pour que soit achevée la maîtrise foncière dans la ZAC.<br><br>Ce compromis vise la restitution à MAGEHA de terrains indispensables, car situés an centre de la ZAC *(en Tranche 3),* et la restitution à l'Alefpa de terrains classés *« en zone constructible » (compromis du 24 février 2004)*. La Déclaration de projet de 2019 visait précisément à permettre de respecter cette obligation. Un éventuel reclassement des surfaces concernées en A remettrait donc en cause la possibilité de finaliser cet échange et ferait, en même temps, obstacle à ce que MAGEHA puisse disposer de l'assiette des terrains de la Tranche 3.<br><br>Nous vous remercions de l'attention portée à nos remarques.<br><br>Dans l'attente d'une suite à donner, nous restons à votre disposition en cas de besoin pour répondre à vos questions éventuelles. | Le PLU communal reste en vigueur durant l'élaboration du PLUi et ce, jusqu'à l'approbation de ce dernier.<br><br>Toutes ces observations visent à un échange certain de parcelles au profit de MAGEHA.<br><br>Un tel projet de création de CEF contraire au PPAD aurait dû être amendé par un avenant à la convention de la ZAC et cosigné comme il se doit par les deux parties (commune et aménageurs).<br><br>Ce changement de zone Ne reclassera le secteur en zone A comme à l'origine, d'ailleurs le reste de cette zone de ce secteur est classé en A.<br><br>Il faut savoir, lors de la mise en compatibilité du PLU en 2019, que la CDEPENAF et la chambre d'agriculture avaient donné un avis défavorable au classement de zone A en Ne, arguments rejetés par l'ancien maire.<br>Pour cette nouvelle modification toutes les deux institutions ont donné |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| | | un avis favorable pour un reclassement en zone A sur ce secteur.<br><br>En 2015, le SCoT de Lille Métropole avait alloué à la commune de Mérignies un compte foncier de 17ha pouvant être urbanisés avant 2035 avec une surface de 11.33 ha à ne pas dépasser pour 2025. Or cette surface limite de 11.33ha a été largement dépassée par la commune (Selon Pévèle Carembault, en 2023, 15.64ha ont déjà été urbanisés à Mérignies) (annexe 4).<br><br>Ce qui ne laisserait plus qu'1.09ha pouvant être urbanisés jusque 2035. Et si on prend les données du CEREMA, la consommation foncière de Mérignies est encore plus alarmiste (annexe 5).<br><br>La limitation de l'urbanisation est donc un enjeu prioritaire et de tout façon imposée par la loi. |
| PETITION CONTRE L'IMPLANTATION D'UN CEF ENTRE MERIGNIES et TEMPLEUVE | **Texte de la pétition**<br>« Comme vous le savez sans doute, un projet de Centre Educatif Fermé (CEF) nous a été présenté par l'ALEFPA au second trimestre 2022 en proximité de l'établissement du même organisme. | Dont acte.<br><br>(Annexe 8) Motion de la commune de Mérignies |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | | |
|---|---|---|
| Signée par 1690 personnes (1440 sur le support numérique et 257 ont déposée en mairie la pétition signée) 250 commentaires accompagnaient la pétition. | Il s'agit d'une structure dite alternative à l'incarcération des mineurs multirécidivistes à la suite d'actes délictueux ou criminels (le mot « prison pour jeunes » étant moins adapté !).<br><br>L'ALEFPA souhaite construire ce CEF en lieu et place du projet de jardin de cocagne validé en 2019.<br><br>La majorité du conseil municipal de Mérignies se positionne contre l'implantation d'un tel établissement à cet endroit. En effet, la localisation du CEF en proximité de la Maison d'Enfance à Caractère Social (MECS), n'est ni appropriée ni compatible socialement ; elle ne donne pas un bon exemple aux 75 jeunes en grande difficulté.<br><br>Nous avons aussi entendu vos peurs et la crainte d'un sentiment d'insécurité sur la Pévèle.<br><br>Ainsi, fort de cette majorité remontée contre ce projet, la mairie de Mérignies a entrepris plusieurs actions importantes. L'une d'entre elles, portée par la majorité des élus de la Pévèle, consiste à recueillir votre soutien à l'encontre du CEF via une pétition que nous vous proposons de signer (pour les personnes majeures). | |

Fait à Pont-à-Marcq, le

**Benjamin DUMORTIER**

Vice-président de la cc. Pévèle Carembault

en charge de l'Aménagement

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Département du Nord

# Communauté de Communes Pévèle Carembault

# Commune de Mérignies

**Enquête publique N° 23000132/59**

## Modification de droit commun n° 3 du PLU de la commune de Mérignies du 13/11/2023 au 13/12/2023

**Prescrite par arrêté ADMG 2023 035 du 26/10/23 de Mr le Président de la CCPC**




# Conclusions et avis du commissaire-enquêteur

**désigné par décision n° 230000132/59**

**de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille**

Rapport, conclusion et avis rendu le 05/01/2024

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Sommaire

Glossaire 3
1 Cadre général et objectif de la demande de modification de droit commun n°3 du PLU ..... 4
1-1 L'autorité organisatrice ..... 4
1-2 Cadre général ..... 4
1-3 Chronologie de la demande ..... 4
1-4 Objectifs de la demande ..... 5
1.4.1 Motivation de la demande de reclassement cette parcelle en zone A ..... 5
1-5 Contexte de cette demande ..... 5
1-6 Déroulement de l'enquête publique ..... 6
2 Conclusions et avis ..... 7
2-1 Conclusions sur l'analyse du dossier ..... 7
2-2 Conclusions du CE sur l'impact du projet et mesures pour l'environnement ..... 7
2-3 Conclusions du CE sur l'incidence des contributions apportées par le public pendant l'enquête ..... 9
3. Conclusions partielles ..... 10
3.1 Conclusion sur la demande de Modification des limites entre la zone UCa et A ..... 10
3.2 Conclusions sur la demande de Suppression d'un emplacement réservé ..... 10
3.3 Conclusions sur la demande de Déclassement de la partie est du secteur Ne en A au lieu-dit « La Croisette » ..... 10
4 Conclusion sur la demande de modification n°3 du PLU de Mérignies : ..... 11

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Glossaire

**ALEFPA :** Association Laïque Pour l'Education, la Formation la Prévention et l'Autonomie

**CEF :** Centre Educatif Fermé

**CCPC :** Communauté de Communes Pévèle Carembault

**PADD :** Projet d'Aménagements et de Développement Durables

**MAGEHA** ; Mérignies Aménagement du Golf et d'Espaces d'Habitat et d'Activité

**SAGE :** Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

**SCOT :** Schéma de Cohérence Territoriale

**SDAGE :** Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

**SRADDET :** Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

**Zone A :** zone agricole

**Zone N**e : à Mérignies cette appellation de zone désigne :

- Les équipements sportifs, les bâtiments socio-éducatifs, culturels, sportifs, de loisirs ou d'accueil, ainsi que les constructions d'habitation directement liées à ces activités et qui en sont indissociables.
- Les activités horticoles liées à l'éducation

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Conclusions et avis

## 1 Cadre général et objectif de la demande de modification de droit commun n°3 du PLU

### 1-1 L'autorité organisatrice

La Communauté de Communes Pévèle Carembault, dont fait partie Mérignies, est Située au sud-est de Lille. Elle est composée de 38 Communes.

Mérignies, située au nord-ouest de ce territoire compte 3199 habitants et s'étend sur 8.6Km2.

Par délibération n° 2021-16 du 17 juin 2021, la commune a décidé de transférer la compétence urbanisme à la Communauté de Communes Pévèle-Carembault. C'est à ce titre que celle-ci est porteuse du projet objet de cette enquête.

### 1-2 Cadre général

La présente enquête publique concerne la demande de modification de droit commun N°3 du PLU de Mérignies.

Conformément à l'article L153-36 et suivant du code de l'urbanisme le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'Etablissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1. Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
2. Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
3. Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
4. Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

### 1-3 Chronologie de la demande

Le PLU Mérignies date du 24 janvier 2005

Le PLU actuel de Mérignies a été approuvé le 9 février 2017.

Il a fait l'objet d'une première modification (simplifiée) approuvée le 11 mars 2019 qui visait à la correction d'erreurs matérielles (changements de zonage) puis d'une déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU approuvée le 23 septembre 2019 (suite à la demande d'extension de la zone Ne par l'ALEFPA afin de pouvoir y réaliser un jardin de Cocagne.)

Par délibération n° 2021-16 du 17 juin 2021, la commune a décidé de transférer la compétence urbanisme à la Communauté de Communes Pévèle-Carembault.

Le conseil communautaire de la CCPC prend une délibération de recourir à cette enquête publique le 23 mars 2023.

L'arrêté prescrivant l'enquête est en date du 26 octobre 2023.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

### 1-4 Objectifs de la demande

La révision du PLU de Mérignies concerne le plan de zonage (règlement graphique) et a pour objectifs de :

- Modifier les limites entre la zone UCa et A, au 545 rue de la Chantraine, afin de reprendre une habitation au second rang qui avait été oubliée ;
- Supprimer un emplacement réservé qui n'a plus lieu d'être, rue Guy Barbe,
- Déclasser de la zone Ne, au lieudit La Croisette, afin de classer cette zone en A, plus adaptée à la situation actuelle des terrains selon le demandeur.

#### 1.4.1 Motivation de la demande de reclassement cette parcelle en zone A

Les parcelles visées appartiennent à « MAGEHA » l 'aménageur du Golf et de l'habitat qui l'entoure ainsi que, pour une petite partie, à la CCPC. Des discussions ont été engagées afin de faire un échange de propriété avec d'autres parcelles dont l'ALEFPA est propriétaire dans le ZAC du Golf. Il est à noter qu'une parcelle permettant l'accès à cette zone appartient à la CCPC.

La commune engage donc une déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU pour donner suite à la demande de l'ALEFPA.

C'est un projet très différent qui est présenté à la municipalité fin 2022 puisque l'ALEFPA annonce son intention de faire édifier son premier Centre Educatif Fermé (CEF) une fois devenue propriétaire du foncier. Le « jardin de cocagne » n'occupe plus qu'une infime partie des parcelles classées en Ne à la demande de l'ALEFPA. Cela s'est fait sans concertation préalable.

« Se sentant trompés et fermement opposés au projet de CEF », les élus de la commune de Mérignies ont ainsi sollicité la Communauté de Communes Pévèle Carembault, détentrice de la compétence PLU depuis le 1er juillet 2021, afin que soit engagée une procédure de modification de droit commun du PLU communal dans le but de refaire passer les parcelles, qui avaient été classées en Ne lors de la mise en compatibilité du PLU de 2019, en A, afin d'empêcher la réalisation du CEF.

### 1-5 Contexte de cette demande

Une forte mobilisation de la population a eu lieu pour soutenir cette demande de modification du PLU en amont et pendant l'enquête publique : la motivation exprimée clairement pour expliquer cette mobilisation est le refus de création sur la parcelle « la croisette » d'un Centre Educatif Fermé.

Un collectif a été créé qui explique son opposition par :

- le risque de troubles et l'insécurité que cette création pourrait engendrer auprès de la population de Mérignies,
- le détournement par l'association gestionnaire (ALEFPA) de l'objet initial du classement de cette parcelle en Ne afin d'y créer un jardin de Cocagne,

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

- la volonté de maintenir une surface agricole importante sur la commune, de réduire l'imperméabilisation des sols,
- le souhait de ralentir l'augmentation de la création de logements et bâtiments nouveaux qui a été très importante ces dernières années,
- l'existence à proximité immédiate d'une Maison d'Enfants à Caractère Social, gérée par cette même association.

Outre la création d'un collectif, de nombreux articles de presse ainsi que des réunions et une pétition ayant recueilli 1657 signatures sont venus animer les manifestations d'opposition au projet de CEF.

Selon la mairie la décision d'implantation de ce centre n'a pas fait l'objet de concertation en amont de la prise de décision.

L'ALEFPA, association porteuse du projet CEF, ne s'est pas manifestée pendant l'enquête publique sinon par une lettre de son avocat conseil indiquant que la demande de classement en A de ladite parcelle était illégale, car « ne semble être motivée, non par des considérations d'urbanisme, mais uniquement par des motifs d'opposition au projet, ce qui est illégal » et me demandant d'émettre, de ce fait, un avis défavorable.

*La motivation principale de la demande de modification du PLU est bien le refus d'implantation du CEF pour les raisons expliquées par le pétitionnaire. Cela n'empêche nullement de prendre en considération les effets environnementaux de cette demande par rapport à la préservation des terres agricoles et la non-artificialisation des sols. Rappelons que les bâtiments prévus pour le CEF représentent une surface au sol de plus de 5000m2 à laquelle il convient de rajouter routes, parkings, etc.*

### 1-6 Déroulement de l'enquête publique.

L'enquête s'est déroulée du 13 novembre 2023 à 9h au 13 décembre 2023 à 17h conformément à l'arrêté du président de la CCPC daté du 26 octobre 2023.

Les 4 permanences prévues par cet arrêté ont été tenues aux jours et heures indiqués.

L'adresse de messagerie et les 2 registres papier ont permis de recueillir 42 contributions et le commissaire enquêteur a rencontré 23 personnes lors des permanences.

Une pétition comportant 1697 signatures a été remise au commissaire enquêteur.

Aucun incident n'est à signaler.

Les conditions matérielles mises à la disposition du public, pour consulter le dossier ainsi que pendant les permanences, ont créé la possibilité d'une participation éclairée à l'enquête.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 2 Conclusions et avis

## 2-1 Conclusions sur l'analyse du dossier

Le dossier d'enquête comporte : une notice explicative, un résumé non technique, l'évaluation environnementale, un plan de zonage, l'avis des PPA, une note expliquant les motivations précises de la demande.

Ces documents sont regroupés dans un document relié, présent en mairie de Mérignies et au siège de la CCPC.

Il est également disponible en version numérique sur les sites internet de la commune et de la communauté de communes Pévèle Carembault.

*Conforme à la règlementation il apporte les informations nécessaires à une bonne compréhension du projet, notamment grâce à la note exposant les motivations pour la demande de modification de zonage de la parcelle de la Croisette.*

## 2-2 Conclusions du CE sur l'impact du projet et mesures pour l'environnement

*Les modifications apportées par le projet n'ont que peu d'incidence sur l'environnement et le territoire communal.*

*Le projet contribue à réduire l'imperméabilisation des sols ainsi que la diminution de surface des terres agricoles.*

*Cependant le maintien de l'emplacement réservé à des fins de voirie future, au lieudit La Croisette », ne présente aucune garantie de la poursuite d'activités agricoles sur le long terme.*

### Conclusions la compatibilité et la prise en compte du projet avec les documents supra communaux.

*Le projet est compatible avec : le SCOTT Lille Métropole, Le SDAGE Artois Picardie, le SAGE Marque- Deûle et la prise en compte de la demande avec le SRADDET des Hauts de France est effective.*

### Conclusions sur le rapport entre le projet et les orientations du PADD

Les modifications envisagées visent à réaliser des adaptations du règlement graphique qui n'ont pas d'incidence significative sur l'environnement et le paysage.

Les modifications qui concernent l'intégration d'une habitation en zone U ainsi que la suppression d'un emplacement réservé n'auront pas d'incidence étant donné que ces projets ont été réalisés.

Le déclassement d'une partie de la zone Ne au lieu-dit « La Croisette » en zone agricole permettra de limiter l'impact de potentielles nouvelles constructions.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Il est à noter que la commune observe une consommation d'espaces très importantes entre 2009 et 2019 et que sa consommation foncière de 2015 à 2025 est dépassée et que le reliquat jusqu'à 2035 n'est plus que de 1.09Ha.

*Les modifications envisagées ne remettent pas en cause les orientations du PADD*

**Conclusion du CE sur l'incidence du projet sur la création envisagée d'un CEF au lieudit la Croisette.**

Le reclassement de la parcelle située au lieu-dit la Croisette aurait également et principalement, pour incidence d'être un obstacle à la réalisation du Centre Educatif Fermé envisagé par l'ALEFPA sur ce site, voir ce secteur géographique ;

Ce dispositif est une disposition au service de la Protection Judiciaire de la jeunesse et son utilité n'est pas à discuter.

Selon les instances tutélaires « ils (*les CEF*) ne sont pas appelés à fonctionner en vase clos et leur réussite dépend pour une très large part des liens que le centre parvient à nouer avec le territoire dans lequel il s'inscrit.

Au-delà de ces partenariats, les élus locaux jouent également un rôle essentiel dans l'acceptation de la présence du CEF par la population locale. Celle-ci joue notamment un rôle déterminant dès lors qu'il s'agit, dans le cadre du module de « préparation à la sortie » d'envisager le placement en stage professionnel du mineur chez des artisans ou dans de petites entreprises. (Rapport d'information n° 759 (2010-2011), fait au nom de la commission des lois, déposé le 12 juillet 2011) »

*Il apparait clairement que cela est fort compromis dans le cas présent : le rejet par la population et par les élus est massif et la préparation d'un tel projet a été inexistante, ne permettant pas, ainsi, sa compréhension et donc son intégration future dans le tissu social.*

Le classement en A de cette parcelle aura également une incidence sur le futur développement de la ZAC du Golf. Cette incidence est appréciée différemment par Mageha, gestionnaire de cette Zac et par la CCPC. L'élaboration du futur PLUI sera l'instance propice pour élaborer une réponse la plus satisfaisante possible pour les deux parties.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

### 2-3 Conclusions du CE sur l'incidence des contributions apportées par le public pendant l'enquête

| Objet de la demande | Nombre de contributions | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Favorable au projet | Défavorable au projet | Registre papier | Courriel | Pétition | Demande de renseignement |
| Modification zonage UCa rue de Chantereine | | | | | | 1 |
| Suppression emplacement réservé rue Barbe | | | 1 | | | 2 |
| Modification classement Ne en A lieudit la Croisette | 37 | 2 | 19 | 20 | 1 657 | |
| Synthèse | 37 (+1675) | 2 | 20 | 20 | 1 657 | 3 |

Les contributions expriment une approbation massive du projet de modification de droit commun n° 3 du PLU.

Cela est très majoritairement motivé par le rejet du projet de création du CEF au lieudit la Croisette, et, à un degré moindre, par un souci environnemental.

Le rejet du CEF est expliqué par des craintes sécuritaires, de dépréciation des biens et par une absence de préparation et d'explication de ce projet par le promoteur auprès de la population et des élus.

Sur le plan environnemental l'accent est mis sur le fait que les constructions ont été très nombreuses ces dernières années sur Mérignies et qu'il est nécessaire de préserver des terres dédiées à l'agriculture ne remettant pas en cause la perméabilité des sols et ralentissant leur artificialisation.

*Je ne souscris pas à l'argument sécuritaire qui n'a pas, après recherches, de fondement statistique significatif.*

*Cependant, une explication en amont de la décision de création du CEF sur Mérignies aurait, pour le moins, permis une réelle compréhension de ce projet et une prise de position à son égard, en connaissance de cause, sur des éléments objectifs. Cela n'a manifestement pas été le cas.*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 3. Conclusions partielles

### 3.1 Conclusion sur la demande de Modification des limites entre la zone UCa et A (rue de la Chantraine)

*S'agissant d'une simple correction d'une erreur matérielle n'ayant aucune incidence sur l'environnement mon avis est favorable*

### 3.2 Conclusions sur la demande de Suppression d'un emplacement réservé (rue Barbe)

*Cet emplacement réservé n'ayant plus lieu d'être puisque justifié par l'accès à des travaux qui ont été réalisés, mon avis est favorable*

### 3.3 Conclusions sur la demande de Déclassement de la partie est du secteur Ne en A au lieu-dit « La Croisette »

Cela permettra d'éviter de nouvelles constructions, de maintenir des surfaces agricoles, de limiter l'artificialisation des sols.

Le compte foncier de la commune fait apparaitre un dépassement de l'enveloppe maximum de l'extension urbaine autorisée jusqu'à 2025 et un reste de 1.09 Ha jusqu'à 2035.

Il appartiendra à la commune et, le cas échéant à la CCPC, de garantir lors de l'élaboration de nouveaux plans d'urbanisme ce classement en A et les effets environnementaux qu'il occasionne.

Ce classement rendra théoriquement impossible la création d'un CEF en ce lieu.

Cette création me parait, dans les conditions actuelles, inopportune du fait d'un rejet massif de la population dû notamment, à une absence de préparation et de concertation avec les divers partenaires et la population. Cela aurait également pour effet de rendre très difficile le volant « insertion dans le tissu social » de cet établissement.

Ce classement en A aurait également une incidence sur un échange de terrain prévu entre la société MAGEHA et l'ALEFPA et sur le développement de la ZAC du Golf

*Compte tenu de l'impact environnemental du projet de classement en A de cette parcelle, des conditions dans lesquelles le projet CEF a été préparé et de son rejet massif par la population, la mairie de Mérignies et la CCPC, ce qui rend très incertaine l'efficacité de son action en faveur de jeunes en difficulté en ce lieu, mon avis est favorable au projet de classement en A de cette parcelle.*

*Il me parait cependant judicieux que la mairie prenne en compte l'incidence de cette modification sur le développement de la ZAC telle qu'évoquée par MAGEHA. L'élaboration du futur PLUI de la CCPC en sera l'occasion.*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# 4. Conclusion sur la demande de modification n°3 du PLU de Mérignies :

Ce projet de modification du PLU a pour objectif, outre la correction d'une erreur de zonage et la suppression d'un emplacement réservé qui ne se justifie plus, de s'opposer à la création d'un CEF au lieudit La Croisette. Il aura également une incidence sur le développement futur de la ZAC du Golf.

Ces modifications ne remettent pas en cause le PLU en vigueur de la commune de Mérignies et ont un impact positif sur l'environnement.

Compte tenu de la manière dont ce projet de création d'un CEF a été préparé, de l'opposition massive de la population ainsi que des diverses instances qui se sont exprimées au cours de l'enquête et de la nécessité d'un accueil favorable de ce type de projet par le tissus social, la demande de classement en A de cette parcelle me parait justifiée.

## Avis du commissaire enquêteur

***En conséquence, j'émets un avis favorable à la demande de modification de droit commun n° 3 du PLU de Mérignies.***

Marcq en Baroeul le 05/01/2024

Le commissaire enquêteur



Michel Suarez

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**

Lille, le 13.07.23

Le secrétariat de la CDPENAF
Affaire suivie par : Nouamane LAHMAR
ddtm-cdpenaf-secretariat@nord.gouv.fr

Le président de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

à

Communauté de communes pévèle carembault
à l'attention de Mme BOYEZ-FOURMESTRAUX
hôtel de ville
place du bicentenaire
59710 Pont à Marcq

**Objet : Modification du PLU de la commune de Mérignies**

Par courrier reçu le 06 juillet 2023, vous m'informez du projet de modification du PLU de la commune de Mérignies.

Conformément aux articles L151-12 et L151-13 du code de l'urbanisme, les procédures d'évolution de PLU visant à autoriser dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, des STECAL ainsi que les extensions et annexes aux bâtiments d'habitation existants sont soumis pour avis de la commission sur les dispositions réglementaires précisant la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité des constructions autorisées.

En l'espèce, la modification du PLU de la commune de Mérignies prévoit entre autres la suppression d'une partie du STECAL Ne, au lieu-dit « La Croisette » au profit d'un zonage agricole strict.

Étant donné la nature de la modification envisagée et conformément aux dispositions de l'article R423-59 du Code de l'Urbanisme, l'avis sera réputé favorable dans un délai de 3 mois à compter de la date de saisine de la CDPENAF, soit à compter du 06 septembre 2023.

Le président de la commission départementale de
préservation des espaces naturels agricoles et forestiers

Antoine LEBEL

Copie : DDTM 59 / Service territorial centre

Adresse : 62 Boulevard de Belfort, CS 90007 - 59042 LILLE Cedex
Tél. : 03 28 03 83 00
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

CHAMBRE D'AGRICULTURE
NORD-PAS-DE-CALAIS

M. le Président
Communauté de communes Pévèle
Carembault
07 rue National
59 710 Pont à Marcq

C.C.P.C.
Enregistrement N°
28 AOUT 2023
Pour traitement :
Pour réponse :

*Service :* Aménagement Territorial
*Nos références :* CD / RL / IM / 2023 - 488
*Dossier suivi par :* Rénald Lefebvre
renald.lefebvre@npdc.chambagri.fr
*Vos références :* -
*Objet :* **Modification de droit commun n°3 du PLU de Mérignies**

***Saint-Laurent-Blangy, jeudi 24 août 2023***

Siège administratif
56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le dossier de modification du PLU de la commune de Mérignies.

Après analyse du dossier, nous vous faisons part de nos remarques :

- Sur la modification entre le zonage UCa et A, ainsi que sur la suppression de l'emplacement réservé numéro 12 nous n'avons pas de remarques d'ordre agricole à émettre.

- Sur le reclassement en zone agricole (zone A) de la zone naturelle à vocation d'équipement (zone Ne) créée en 2019 (projet d'agrandissement de L'ALEFPA), nous notons avec satisfaction ce changement de zonage. En effet, la création de la zone Ne avait fait l'objet d'un avis défavorable de notre organisme en 2019. Néanmoins, nous restons plus nuancés sur la protection de l'activité agricole à long terme inscrit en page 14 de la notice. En effet, un emplacement réservé important (numéro 24 : projet de voirie) reste d'actualité et viendra à terme impacter cette parcelle agricole. Nous demandons que ce projet de voirie puisse faire l'objet d'une discussion dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Siège social
299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z

www.hautsdefrance.chambre-agriculture.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

CHAMBRE D'AGRICULTURE
NORD-PAS-DE-CALAIS




Localisation des parcelles concernées

Nous restons à votre disposition pour discuter des modifications afférentes au document et vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Président,

Christian DURLIN

Siège administratif
56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Siège social
299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z

www.hautsdefrance.chambre-agriculture.fr

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

C.C.-P.C.
Enregistrement N

- 8 AOUT 2023

Pour traitement :
Pour réponse :
Pour Info :

Nord
le Département est là

**Le Vice-Président**

**Monsieur Luc FOUTRY**
Président
Communauté de Communes Pévèle Carembault
141 rue Nationale
BP 63
59710 PONT-A-MARCQ

Lille, le 02 AOUT 2023

Monsieur le Président,

Les politiques d'aménagement et d'urbanisme ont un impact majeur sur le territoire. C'est pourquoi le Département porte un intérêt particulier à ces questions.

Conformément aux articles L.132-7 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme, vous avez notifié au Département le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mérignies.

Après étude de votre dossier, il s'avère que cette procédure ne porte pas atteinte aux prescriptions du Département en matière d'aménagement.

Je vous remercie de me transmettre un dossier dématérialisé relatif à cette procédure quand celle-ci aura été approuvée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

**Nicolas SIEGLER**
**Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire et du Canal Seine-Nord Europe**

Ref : N°DTT-RUH 20230092, Direction Territoires et Transitions, nathalie.fagot@lenord.fr, Tél. : 03.59.73.82.45

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
HAUTS-DE-FRANCE
DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Courriel : ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr

Le Président de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France

à

Monsieur le Vice-Président de Pévèle Carembault

hrossi@pevelecarembault.fr

Le 19 septembre 2023

Objet : Saisine de l'autorité environnementale sur l'évaluation environnementale de la modification n°3 du plan local d'urbanisme de Mérignies (59)
N° d'enregistrement Garance : 2023-7395

Monsieur le Vice-Président,

Vous avez saisi, le 9 août 2023, l'autorité environnementale pour avis sur la modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU).

Après en avoir délibéré collégialement le 19 septembre 2023, je vous informe qu'au vu du dossier et des retours des consultations, l'autorité environnementale ne produira pas d'avis avec observations.

Le présent courrier pourra être joint au dossier d'enquête publique et sera publié sur le site internet de la MRAe Hauts-de-France au titre de l'information prévue à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président
de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France,

Philippe GRATADOUR

Copies : Préfecture du Nord
DREAL Hauts-de-France

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

TRAPIL
SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPELINE

**MAIRIE**
**45 Rue de la mairie**
**59710 MERIGNIES**

Nos réf NAD/NAD
ODC/CL/0618-23

A l'attention de M. Michel SUAREZ
enquetepubliquemodifmerignies@pevelecarembault.fr

Affaire suivie par **Mme DAVID**
Tél **03.85.42.13.33**
Mail **odclignes@trapil.com**

Champforgeuil, le 30 novembre 2023

*Objet* : **OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE**
Pipeline : **CAMBRAI – DUNKERQUE**
Canalisation : **CAMBRAI 3 - LILLE**
Urbanisme : **Modification 3 du PLU**
Commune de **: MERIGNIES**

Monsieur

La mairie de Mérignies ouvert une enquête publique portant sur la modification 3 de son PLU. L'examen du dossier transmis appelle de notre part les observations suivantes :

La commune de **MERIGNIES** est traversée par le pipeline d'hydrocarbures Haute Pression **CAMBRAI - DUNKERQUE** appartenant au réseau des Oléoducs de Défense Commune relevant de l'OTAN et opéré par ordre et pour le compte de l'Etat (Service National des Oléoducs Interalliés) par la société TRAPIL.

Le tracé de la canalisation est ainsi reporté sur les extraits de carte au 1/25000ème joints.

## 1) Servitudes liées à la construction et l'exploitation des pipelines

D'une part, cette installation pétrolière est un ouvrage public réalisé dans le cadre de la loi n°49-1060 du 2 août 1949, modifiée par la loi n°51-712 du 7 juin 1951, et déclarés d'utilité publique par le décret du **27 octobre 1955.**

La construction de l'oléoduc a nécessité la mise en place d'une servitude d'utilité publique I3 (anciennement I1 bis) de **12 mètres** axée sur la conduite définie par les articles L555-27 et R555-34 du code de l'environnement.

En outre, s'agissant d'un ouvrage déclaré d'utilité publique susceptible de recevoir à tout moment pour les besoins de son exploitation ou de sa protection des modifications ou extensions, il importe que le PLU soit complété à l'article concernant les occupations admises, et ce quelles que soient les zones traversées par les oléoducs intéressés, de la mention suivante :

- les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

## 2) Servitudes liées aux zones d'effets du pipeline

D'autre part, en application des dispositions de l'article R. 152-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit tenir compte, dans les zones constructibles, **des risques technologiques afférents à ces infrastructures pétrolières.**

A cet effet, les zones d'effets des phénomènes dangereux retenus, issues de l'étude de dangers de notre réseau et établies conformément aux dispositions de l'**arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques,** ont été communiquées à l'administration. Cependant, nous vous communiquons les zones d'effets des phénomènes dangereux retenus, issues de l'étude de dangers 2021 de notre réseau, visées dans le tableau ci-après.

| Zones d'effets | Phénomènes dangereux retenus | |
|---|---|---|
| | ***Brèche 12mm*** | ***Brèche 70mm*** |
| Zone des effets irréversibles | 20m* / 46m | 191m |
| Zone des premiers effets létaux | 15m* / 38m | 143m |
| Zone des effets létaux significatifs | 10m* / 31m | 112m |

* Avec prise en compte de l'éloignement

L'arrêté de la préfecture du Nord en date du 30 janvier 2017, joint en annexe 2, institue les servitudes d'utilité I1 (anciennement SUP ou CANA TMD) relatives à la maîtrise de l'urbanisation sur la commune de MERIGNIES dans les zones d'effets générées par ces phénomènes dangereux susceptibles de se produire.

En application de l'article R555-30-1 du code de l'environnement, dans ces zones, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager.

Le développement de l'urbanisation devra prendre en compte ces distances notamment pour les projets de construction **d'établissements recevant du public, d'installations nucléaires de base, d'immeubles de grande hauteur,** de lotissements, de zones artisanales ou industrielles…

## 3) Dispositions diverses

Le règlement du PLU devra prendre en compte la présence des installations annexes (chambres à vannes, stations de pompage, terminaux de livraison, postes de chargement camion) des canalisations et des dépôts d'hydrocarbures ICPE qui y sont connectés et qui peuvent faire l'objet d'autorisation d'urbanisme. Cependant aucune installation annexe n'est présente sur la commune.

Par ailleurs, nous vous rappelons que les risques liés à l'exploitation du pipeline sont répertoriés dans un plan de secours appelé Plan de Surveillance et d'Intervention (PSI) déposé auprès des services administratifs et de secours du département.

La mise à jour du PSI est réalisée, conformément à la réglementation en vigueur pour les canalisations existantes intéressant la défense nationale.

Nous vous demandons également d'intégrer les dispositions réglementaires suivantes dans votre PLU :

*En application des dispositions du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement (partie réglementaire) et depuis le 01 juillet 2012, pour tous les travaux situés dans une bande de 50 mètres de part et d'autre de la canalisation, la consultation du guichet unique à l'adresse internet suivante est obligatoire :*

*http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**La présente correspondance ainsi que les servitudes I1 et I3 sont à inclure dans les annexes du PLU conformément à l'article R. 151-51 du Code de l'Urbanisme.**

**A l'issue de l'approbation de votre PLUI et de ses annexes, nous souhaitons être informés de sa publication prévue au premier alinéa de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 .**

D'autre part, le territoire des autres communes listées n'est pas concerné par le passage d'une canalisation exploitée par nos services.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le chef du réseau
des Oléoducs de Défense Commune,
**T. HERAUD**
P/O P. TANGUY
Chef de la division HSE-Lignes

TRAPIL

Pièces jointes :
- Servitude I1 : arrêté préfectoral du 30 janvier 2017
- Servitude I3 : fiche I3
- 1 extrait de carte au 1/25000ème

Copies :
Ministère de la Transition Energétique/SNOI
BPIA/ Mission de Contrôle des Oléoducs relevant de la Défense Nationale (M. MIAN)
TRAPIL/DRPO/Paris
TRAPIL/ODC/Région Nord (Mme MARQUIS)

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Servitude I 3

*Oléoduc de l'ETAT exploité par TRAPIL*
*(Hydrocarbures liquides)*

# SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :..... ⇨ MERIGNIES

Texte définissant les servitudes : ..... ⇨ Pipeline de défense - articles L555-27 et R555-34 du code de l'environnement.

Texte créant les servitudes de :

- Nom de l'ouvrage :..... ⇨ Oléoduc de Défense Commune (ODC)
- Tronçon de l'oléoduc :..... ⇨ CAMBRAI-DUNKERQUE
- Décret du : ..... ⇨ 27/10/1955
- Les servitudes ont été établies soit par conventions passées à l'amiable, soit par ordonnances d'imposition. Dans les deux cas, les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication au bureau des hypothèques.

**Consistance des servitudes :**

1°/ Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où sont enfouies les canalisations, il est interdit :

- D'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre.
- D'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètre.

2°/ L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de terrain de 12 mètres de largeur garantie par la servitude de passage au profit de l'état

- D'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation ;
- D'essarter tous arbres et arbustes ;
- De construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.

3°/ Les propriétaires ou leurs ayant droits sont tenus de :

- Ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 12 mètres ;
- S'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage[1] ;
- Dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service bénéficiaire des servitudes et gestionnaire de l'oléoduc à l'échelon central :

**SERVICE NATIONAL DES OLEODUCS INTERALLIES**
**Service du MTE-DGEC**
**Tour Séquoïa**
**92055 LA DEFENSE CEDEX**

Service exploitant à consulter pour l'accomplissement des formalités préalables à la réalisation des travaux exécutés à proximité du pipeline (Décret n° 2011-1241 du 05 octobre 2011 - Arrêté du 15 février 2012 modifié) ainsi que l'obtention de tous renseignements sur la conduite et notamment son emplacement :

**MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA DIVISION DES OLEODUCS DE DEFENSE COMMUNE**
**22B Route de Demigny – Champforgeuil**
**CS. 30081**
**71103 CHALON SUR SAONE CEDEX**

(1)Les abris de jardins, de chasse et de pêche, clôtures, muret établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation, empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence, leur établissement est soumis à accord préalable

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

# ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport d'hydrocarbures appartenant au Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) et exploitées par TRAPIL - ODC**

**Le Préfet de région Hauts-de-France, Préfet du Nord ,**
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, en date du 24 octobre 2016;

**Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord le 22 novembre 2016 ;

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

**Considérant** que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du NORD ;

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# ARRÊTE

**Article 1er :**

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport exploitées par TRAPIL – ODC pour le compte du Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) conformément aux distances figurant dans les tableaux et reproduites sur les cartes annexées (1) au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans les cartes annexées au présent arrêté.
Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux et la représentation cartographique correspondante des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Article 2 :**

La liste des communes concernées par le présent arrêté figure en annexe 1.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :
La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.
L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :
L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :
L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

**Article 4 :**

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

**Article 5 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées sans délai aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

**Article 6 :**

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet de la Préfecture du Nord et adressé à chacun des maires concernés dont la liste est annexée au présent arrêté.

**Article 7 :**

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 8 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, les maires des communes concernées, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur du SNOI.

Fait à LILLE, le 30 JAN 2017

Michel LALANDE

*(1) Les cartes des servitudes d'utilité publique annexées au présent arrêté peuvent être consultées dans les services de la Préfecture du Nord et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France ainsi que dans les mairies des communes concernées.*

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Annexe 1: Liste des communes impactées

| | |
|---|---|
| Abancourt | Annexe2 |
| Aix | Annexe3 |
| Anhiers | Annexe4 |
| Armbouts-Cappel | Annexe5 |
| Aubencheul-au-Bac | Annexe6 |
| Aubers | Annexe7 |
| Aubigny-au-Bac | Annexe8 |
| Avelin | Annexe9 |
| Awoingt | Annexe10 |
| Beaucamps-Ligny | Annexe11 |
| Beuvry-la-Forêt | Annexe12 |
| Bissezeele | Annexe13 |
| Blécourt | Annexe14 |
| Borre | Annexe15 |
| Bouvignies | Annexe16 |
| Bugnicourt | Annexe17 |
| Cagnoncles | Annexe18 |
| Cambrai | Annexe19 |
| Cantaing-sur-Escaut | Annexe20 |
| Cassel | Annexe21 |
| Cauroir | Annexe22 |
| Coutiches | Annexe23 |
| Crochte | Annexe24 |
| Dechy | Annexe25 |
| Douai | Annexe26 |
| Emmerin | Annexe27 |
| Erchin | Annexe28 |
| Esquelbecq | Annexe29 |
| Estaires | Annexe30 |
| Faumont | Annexe31 |
| Flesquières | Annexe32 |
| Flines-lez-Raches | Annexe33 |
| Fontaine-Notre-Dame | Annexe34 |
| Fournes-en-Weppes | Annexe35 |
| Fressain | Annexe36 |
| Fressies | Annexe37 |
| Fromelles | Annexe38 |
| Gonnelieu | Annexe39 |
| La Gorgue | Annexe40 |
| Gouzeaucourt | Annexe41 |
| Grande-Synthe | Annexe42 |
| Hallennes-lez-Haubourdin | Annexe43 |
| Hardifort | Annexe44 |
| Haspres | Annexe45 |
| Haubourdin | Annexe46 |
| Hazebrouck | Annexe47 |
| Hondeghem | Annexe48 |
| Iwuy | Annexe49 |
| Lallaing | Annexe50 |
| Landas | Annexe51 |
| Ledringhem | Annexe52 |
| Lewarde | Annexe53 |
| Loffre | Annexe54 |
| Loos | Annexe55 |

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

| | |
|---|---|
| Le Maisnil | Annexe56 |
| Marchiennes | Annexe57 |
| Marcoing | Annexe58 |
| Masnières | Annexe59 |
| Masny | Annexe60 |
| Mérignies | Annexe61 |
| Merville | Annexe62 |
| Mons-en-Pévèle | Annexe63 |
| Montigny-en-Ostrevent | Annexe64 |
| Mouchin | Annexe65 |
| Naves | Annexe66 |
| Neuf-Berquin | Annexe67 |
| Niergnies | Annexe68 |
| Nomain | Annexe69 |
| Orchies | Annexe70 |
| Oudezeele | Annexe71 |
| Pradelles | Annexe72 |
| Râches | Annexe73 |
| Raillencourt-Sainte-Olle | Annexe74 |
| Raimbeaucourt | Annexe75 |
| Ribécourt-la-Tour | Annexe76 |
| Rieux-en-Cambrésis | Annexe77 |
| Rumilly-en-Cambrésis | Annexe78 |
| Sailly-lez-Cambrai | Annexe79 |
| Sainte-Marie-Cappel | Annexe80 |
| Saint-Sylvestre-Cappel | Annexe81 |
| Sancourt | Annexe82 |
| Santes | Annexe83 |
| Saulzoir | Annexe84 |
| Sin-le-Noble | Annexe85 |
| Socx | Annexe86 |
| Spycker | Annexe87 |
| Steene | Annexe88 |
| Strazeele | Annexe89 |
| Templemars | Annexe90 |
| Terdeghem | Annexe91 |
| Verchain-Maugré | Annexe92 |
| Vieux-Berquin | Annexe93 |
| Villers-au-Tertre | Annexe94 |
| Villers-en-Cauchies | Annexe95 |
| Villers-Guislain | Annexe96 |
| Villers-Plouich | Annexe97 |
| Wattignies | Annexe98 |
| Wormhout | Annexe99 |

VU POUR ETRE ANNEXE à mon arrêté
en date du 30 JAN 2017

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

***Annexe 61 : Caractérisation des canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) et des largeurs des bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de Mérignies***

| Nom de la commune | Code Insee | Nom du Transporteur | Adresse du Transporteur |
|---|---|---|---|
| Mérignies | 59398 | Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) | SNOI - DGEC<br>Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer - Tour Pascal B - 92055 La Défense Cedex |

## ***Tableaux des caractéristiques :***

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Ouvrages traversant la commune :**

| Nom de la Canalisation | PMS | DN | Longueur (m) | Implantation | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cambrai3 - Lille | 78,4 | 205 | 1898,2 | enterrée | 145 | 15 | 10 |

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.
NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

**Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :**

Néant

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.
NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée.

**Installations annexes situées sur la commune :**

Néant

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

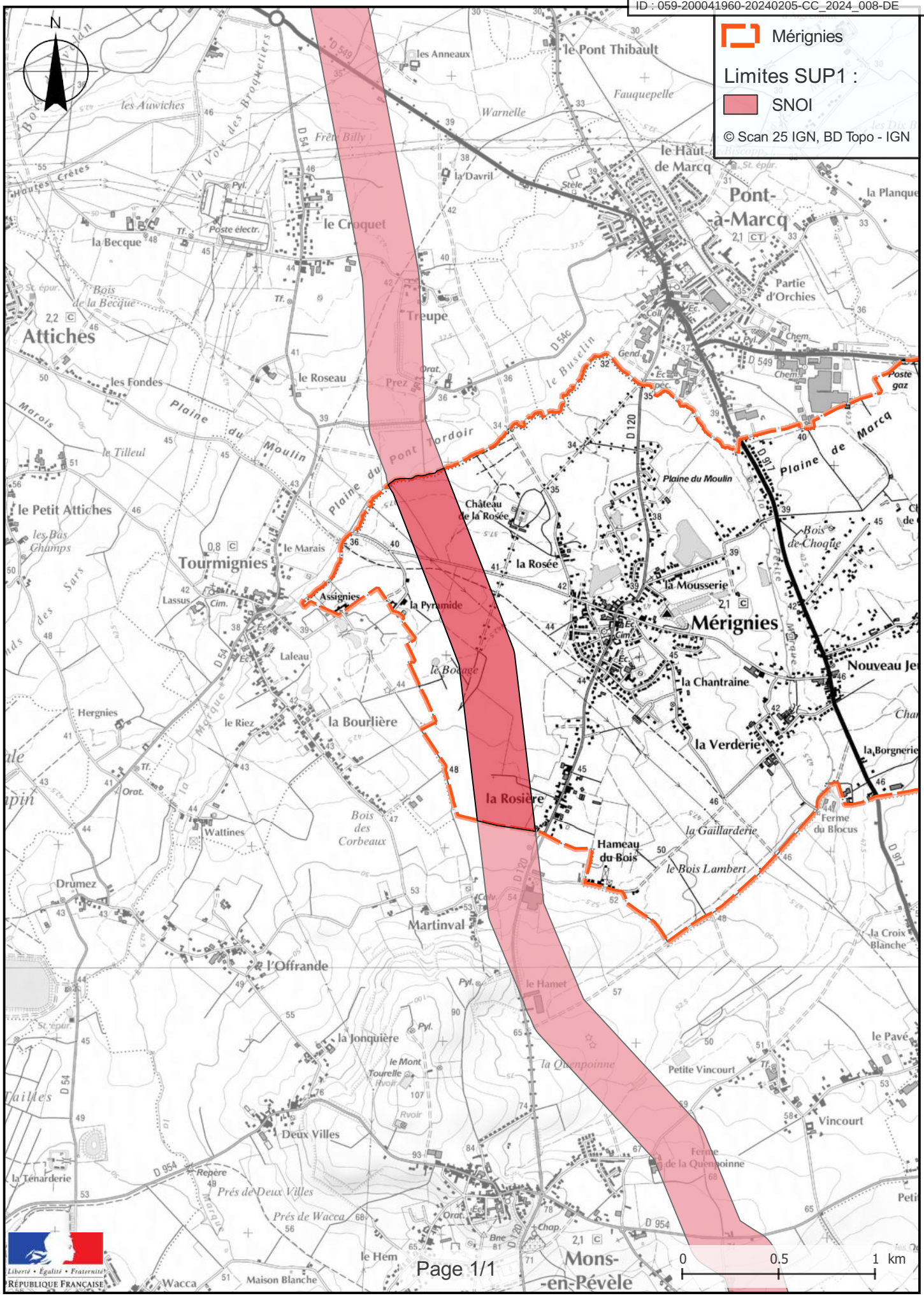
**Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :**

Néant

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

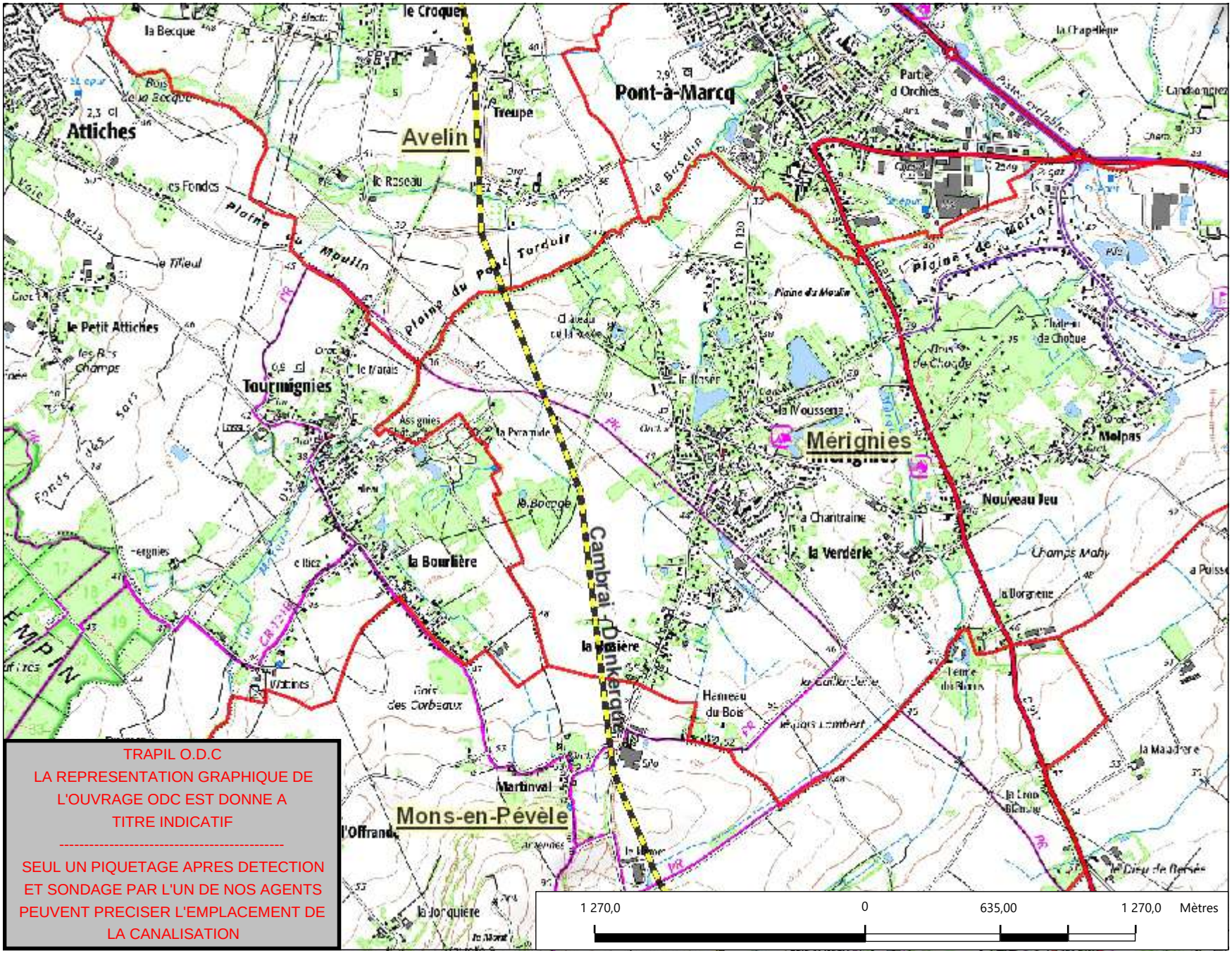
# Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses

Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE



Envoyé en préfecture le 08/02/2024
Reçu en préfecture le 08/02/2024
Publié le
ID : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE

# Réseau ODC | TRACE ODC




TRAPIL O.D.C
LA REPRESENTATION GRAPHIQUE DE L'OUVRAGE ODC EST DONNE A TITRE INDICATIF
---
SEUL UN PIQUETAGE APRES DETECTION ET SONDAGE PAR L'UN DE NOS AGENTS PEUVENT PRECISER L'EMPLACEMENT DE LA CANALISATION

Légende

- Tracé ODC; SEO
- Tracé PPS/PPV
- Tracé Wagram
- Limite communale
- Bande de 50m

**PIPELINE À HYDROCARBURES LIQUIDES**

Code de l'environnement (décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié). Il est fait une obligation d'adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de travaux (DICT) à l'exploitant de l'ouvrage pour tous travaux effectués à moins de 50 mètres du pipeline.

TRAPIL ODC
C.S. 30081
71103 CHALON-SUR-SAONE CEDEX
Té: 03.85.42.13.00 Fax: 03.85.42.13.04

1: 25 000

Extrait ©IGN SCAN 25 & BD TOPO & BD ORTHO & BD PARCELLAIRE.
Aucune reproduction ni communication ne peut être effectuée à des tiers sans autorisation écrite de la société TRAPIL.

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

# Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : CC Pevele-Carembault | CCPC
Utilisateur : PASTELL Plateforme

## Paramètres de la transaction :

| | |
|---|---|
| Numéro de l'acte : | **CC_2024_008** |
| Objet : | **PLU de MERIGNIES - Approbation de la modification de droit commun n°3** |
| Type de transaction : | Transmission d'actes |
| Date de la décision : | 2024-02-05 00:00:00+01 |
| Nature de l'acte : | Délibérations |
| Documents papiers complémentaires : | NON |
| Classification matières/sous-matières : | 2.1 - Documents d urbanisme |
| Identifiant unique : | 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE |
| URL d'archivage : | Non définie |
| Notification : | Non notifiée |

## Fichiers contenus dans l'archive :

| Fichier | Type | Taille |
|---|---|---|
| **Enveloppe métier**<br>Nom métier : 059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_0.xml | text/xml | 2.1 Ko |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC_2024_008 _ PLU de MERIGNIES _ Approbation de la modification de droit commun n__3.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_1.pdf | application/pdf | 151.9 Ko |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.1 _ Delib lancement Modif 3 PLU Merignies.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_2.pdf | application/pdf | 61.8 Ko |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.2 _ Not. Expli. Modif 3 PLU Merignies.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_3.pdf | application/pdf | 1.5 Mo |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.3 _ Eval. enviro. Modif 3 PLU Merignies.pdf | application/pdf | 3.7 Mo |

| | | |
|---|---|---|
| Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_4.pdf | | |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.4 _ Resume n_tech. Modif 3 PLU Merignies.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_5.pdf | application/pdf | 2 Mo |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.5 _ Zonage modifie.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_6.pdf | application/pdf | 17.1 Mo |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.6 _ Rapport du CE.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_7.pdf | application/pdf | 848.3 Ko |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.7 _ Annexes du rapport du CE.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_8.pdf | application/pdf | 6.7 Mo |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.8 _ Conclusions et avis du CE.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_9.pdf | application/pdf | 188.2 Ko |
| **Document principal (Délibération)**<br>Nom original : CC 08.9 _ Avis PPA MRAe et CDPENAF.pdf<br>Nom métier : 99_DE-059-200041960-20240205-CC_2024_008-DE-1-1_10.pdf | application/pdf | 1.7 Mo |

## Cycle de vie de la transaction :

| Etat | Date | Message |
|---|---|---|
| En attente d'etre postee | 8 février 2024 à 09h27min57s | Dépôt dans un état d'attente |
| Posté | 8 février 2024 à 09h28min05s | La transaction a été postée par l'agent télétransmetteur Fany DUQUENNE |
| En attente de transmission | 8 février 2024 à 09h28min42s | Accepté par le TdT : validation OK |
| Transmis | 8 février 2024 à 09h28min52s | Transmis au MI |
| Acquittement reçu | 8 février 2024 à 09h29min03s | Reçu par le MI le 2024-02-08 |